

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°191	
--	--------------	--

FEVRIER 2001

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64

Fax : 01-48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail : bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **908 BOAT PEUPLE KURDES ECHOUEMENT SUR LES COTES FRANÇAISES**
- **TURQUIE : LA CRISE ATTEINT LE SOMMET DE L'ETAT ET FAIT PLONGER L'ECONOMIE**
- **LE 2ÈME CONGRÈS DE L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN (UPK)**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE : LE SILENCE DES MEDIA SUR LES DISPARUS**

908 BOAT PEUPLE KURDES S'ÉCHOUEMENT SUR LES COTES FRANÇAISES

Un cargo, l'East Sea, battant pavillon cambodgien s'est échoué dans la nuit du 16 au 17 février sur les côtes méditerranéennes de la France, près de la ville de Saint-Raphaël. A son bord, 908 "boat people" kurdes dont 428 enfants ainsi que des personnes âgées. Les réfugiés, pour la plupart des Kurdes irakiens, de confession yézidie, fuyant le district de Sinjar, sous contrôle du régime Saddam Hussein, ont affirmé que leur périple avait duré sept jours et qu'ils avaient été entassés dans les cales du cargo dans des conditions d'hygiène épouvantables. Selon

eux, le bateau est parti de Turquie, probablement du port d'Alexandrette, avec la complicité des autorités turques. Chaque passager adulte a dû payer \$ 3.000, les enfants la moitié de cette somme, pour ce singulier voyage "vers n'importe quel pays démocratique d'Europe".

Finalement, pour des raisons non encore élucidées, le cargo s'est délibérément échoué sur les côtes françaises. Était-ce en raison de la surveillance maritime étroite des côtes italiennes de plus en plus difficiles d'accès ou est-ce qu'un pays de la région, en l'occurrence, la Turquie, a voulu délivrer un

message particulier à la France? Comment dans la mer la plus surveillée du monde un cargo douteux avec près d'un millier de réfugiés à bord n'a-t-il pas été repéré? De nombreuses questions se posent et attendent réponse.

L'arrivée de réfugiés démunis fuyant le régime tyrannique de Bagdad, largement couverte par les médias français et internationaux (voir une sélection représentative de ces articles dans notre revue de presse), a suscité une vive émotion et un grand élan de solidarité dans la population française. Bousculées par cet événement imprévisible, les autorités ont décidé d'héberger ces réfugiés dans une caserne près de Fréjus, qu'elles ont décrétée "zone

d'attente" en attendant justement de statuer sur leur sort. Après quelques cafouillages au début et sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement a finalement décidé de lever la zone d'attente entravant la liberté de mouvement des réfugiés, d'accueillir ces derniers et ont délivré à chacun d'entre eux une autorisation provisoire de séjour. Il appartiendra à l'OFFPRA d'examiner cas par cas leurs dossiers de demande d'asile. Ensuite, les réfugiés ont été répartis entre plusieurs centres d'hébergement. Certains d'entre eux ont choisi de rejoindre leurs proches déjà installés en Allemagne et aux Pays-Bas. Ces deux pays ainsi que la Grande-Bretagne ont demandé à Paris de garder ces Kurdes sur le territoire français.

Le débat sur le sort des réfugiés s'est progressivement élargi au sort du peuple kurde dans son ensemble. De nombreuses voix se sont élevées pour appeler la France à s'intéresser aux causes de cet exode kurde et à convoquer une conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Union

pour définir une politique européenne commune sur la question kurde. Le bureau national du PS, le secrétaire national du PCF, une douzaine d'ONG, des députés Verts et certaines personnalités de droite ont, chacun de leur côté, appelé le gouvernement français à prendre une telle initiative (voir revue de presse). L'idée lancée d'abord par le président de l'Institut kurde semble progresser dans les esprits car pratiquement tous les pays de l'Union européenne sont affectés par l'afflux des réfugiés kurdes.

L'Union, qui a déjà près d'un million de Kurdes, peut-elle se permettre d'en accueillir plusieurs millions d'autres fuyant les persécutions? Il est donc urgent que l'Europe parle d'une seule voix pour amener les pays du Proche-Orient à accorder à leurs citoyens kurdes un statut acceptable respectant les frontières, reconnaissant l'identité et la culture kurdes et permettant aux Kurdes de vivre dans la liberté et la dignité sur la terre de leurs ancêtres avec une maîtrise dans la gestion de leurs affaires.

turque, l'incident aurait dégénéré en une violente altercation sous l'oeil goguenard des généraux assistant à la réunion du CSN. M. Ecevit et ses ministres ont alors quitté la réunion de cette instance décisionnelle turque qui rassemble les dix plus hauts dirigeants civils et militaires du pays.

Le Premier ministre, visiblement effondré, s'est adressé à la presse en évoquant la "grave crise" l'opposant au président turc. "Le président m'a attaqué en portant de lourdes accusations, négligeant les règles de politesse. Il s'agit d'une attitude sans précédent sur le plan des traditions de l'Etat", a ajouté M. Ecevit, cité par AFP.

La colère de ce dernier est d'autant plus grande que c'est lui qui avait proposé le juge Sezer au poste de président en espérant en faire une potiche préposée à la signature des décrets et lois adoptés par le gouvernement et à l'inauguration des chrysanthèmes. Et voilà que le "petit juge" élu président refuse de jouer ce rôle de marionnette invoquant l'Etat de droit et résolu à utiliser pleinement les pouvoirs que lui confère la Constitution. Son discours sur l'Etat de droit et la lutte contre la corruption qui gangrène l'appareil de l'Etat, et la société toute entière, lui vaut d'ailleurs une réelle popularité auprès de l'opinion turque. Cependant, les escarmouches de plus en plus fréquentes entre les deux têtes de l'exécutif turc n'avaient pas jusqu'ici inquiété outre mesure les milieux économiques turcs.

C'est sans doute le fait qu'un conflit ouvert éclate dans le saint des saints des institutions turques, au Conseil national de Sécurité, en présence des généraux tant

TURQUIE: LA CRISE ATTEINT LE SOMMET DE L'ÉTAT ET FAIT PLONGER L'ÉCONOMIE.

La violence qui affecte tous les secteurs de la société turque atteint désormais le Parlement et le sommet de l'Etat. Moins de trois semaines après la mort à la suite d'une violente bagarre d'un député, Fevzi Sihanlioglu, en pleine Assemblée nationale, une vive altercation a, le 19 février, opposé le premier ministre au président de la République turque au cours d'une réunion mensuelle

du Conseil national de sécurité (CSN). Accusé par le président de ne pas agir sérieusement contre la corruption qui touche plusieurs de ses ministres, B. Ecevit lui a rétorqué de ne pas se mêler des affaires du gouvernement qui ne le regardent pas. Sur ce, le président lui aurait jeté à la figure un exemplaire de la Constitution que le premier ministre n'aurait pas manqué de renvoyer à son expéditeur. Puis, selon la presse

redoutés qui cette fois-ci a convaincu les décideurs économiques de la gravité de la situation et suscité une véritable panique.

En quelques jours environ 10 milliards de dollars de capitaux ont quitté le pays. La bourse d'Istanbul s'est effondrée. Le taux d'argent au jour le jour a atteint 6500 %. Finalement, le 22 février, à l'issue d'une réunion marathon de 13 heures, les autorités ont dû abandonner le taux d'échange fixe de la livre turque vis-à-vis du dollar qu'elles avaient, sur la recommandation du FMI, adopté pour lutter contre l'inflation. Devenue flottante, la monnaie turque a perdu 30% de sa valeur par rapport au dollar s'échangeant à 991.669 L.T. contre 689.000 L.T. à la mi-février. Cette dévaluation va entraîner 12 % supplémentaires en terme d'inflation qui pourrait atteindre 33.33 % en fin d'année au lieu des 12 % espérés par le gouvernement selon des experts cités par l'AFP (22 février).

Par ailleurs, d'après l'Institut National des Statistiques (DIE), le déficit commercial de la Turquie a augmenté de 89,1% en 2000 par

rapport à 1999 pour s'établir à 26,6 milliards de dollars. Les exportations de la Turquie pour cette période s'élèvent à 27,3 milliards de dollars alors que les importations se montent à 53,9 milliards de dollars. Appelé au secours, le FMI s'emploie à mettre en place un enième plan de sauvetage de l'économie turque sans illusion de succès car l'argent injecté va, pour l'essentiel, via un secteur bancaire pourri et vampirisé, dans les poches des hommes politiques et des mafia auxquelles ils sont liés. Tandis qu'une petite minorité s'enrichit ainsi grâce au pillage de ressources de l'Etat, les classes moyennes sont laminées et la grande majorité de la population sombre dans la pauvreté.

Privé désormais du spectre du "terrorisme" qui servait de justification pour expliquer tous les maux du pays, et de forger un semblant d'unité nationale, le système politique turc est de plus en plus contesté et discrédité aux yeux de la population. Il cherche sa survie en espérant que chaque nouvelle crise fera oublier la précédente et ses responsables. Mais jusqu'à quand?

du Kurdistan irakien depuis le dernier congrès de l'UPK (27. I - 11.II. 1992). Après cette lecture, le Congrès a réélu par acclamation J. Talabani secrétaire général et une dizaine de ses collaborateurs, proposés par lui, membres du Comité central. Ensuite le présidium du Congrès a mis en place une série de commissions : commission pour l'évaluation du rapport du secrétaire général, commission pour le programme et le règlement interne, commission des peshmergas, commission des résolutions et des recommandations, commission des doléances et commissions des finances. Les rapports de ces commissions ont fait l'objet de débats pendant deux jours. Ensuite pendant deux jours les délégués ont discuté des projets de résolutions et des recommandations.

Le rapport du secrétaire général J. Talabani a été approuvé à l'unanimité et considéré comme "la base du programme, des résolutions et de la future politiques de l'UPK".

Après l'examen des doléances et du rapport financier, le Congrès a procédé à des élections pour compléter le Comité central et la direction du parti il a achevé ses assises présentées comme "un festival politique et culturel fraternel pour le développement de l'UPK et de l'expérience démocratique de notre peuple".

Le communiqué final du Congrès souligne que l'UPK "rejette par tous les moyens la partition et la division de l'Irak", défend "son intégrité territoriale", et se prononce pour un Irak démocratique et fédéral L'UPK déclare qu'elle ne participera à

LE 2^{ème} CONGRÈS DE L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN (UPK)

L'Union patriotique du Kurdistan, l'une des deux principales formations politico-militaires du Kurdistan irakien a tenu son second congrès, du 30 janvier au 5 février 2001.

D'après le communiqué final publié par cette organisation le 8 janvier, 1247 membres et délégués des organisations et institutions de

l'UPK ont participé à ce congrès. Après la minute du silence pour "les martyrs de l'UPK", le congrès a désigné un présidium pour diriger ses débats et élu par applaudissement Jalal Talabani, secrétaire général du l'UPK "président du Congrès".

Celui-ci a lu un long rapport analysant les événements intervenus dans la vie du parti et

"aucun plan étranger contre l'Irak".

À propos du conflit fratricide qui l'a opposé au PDK, le communiqué affirme : "L'UPK devrait admettre courageusement sa part d'erreurs qui ont conduit à l'embrasement du conflit (...). Ce serait injuste de tenir le PDK comme entièrement responsable ou pour le PDK de nous tenir entièrement responsable. Les deux parties ont commis leur part d'erreurs et n'ont pas déployé les efforts requis pour régler le conflit d'une manière rapide et appropriée. Il n'y a pas de doute qu'afin de parvenir à la juste solution, nous devrions accepter le fait que les disputes entre nous sont des disputes dans les rangs d'un même peuple qui devraient être réglées à travers le dialogue fraternel, parce qu'aucune des parties ne pourrait être vainqueur ou perdante seule et les deux parties seront considérées comme perdantes. C'est pourquoi nous ne devrions avoir recours aux armes en aucune circonstance. L'UPK réaffirme son

engagement à l'accord de Washington signé le 27 septembre 1998. Elle considère qu'il est nécessaire d'accélérer l'établissement du Conseil de transition afin d'accomplir les autres tâches normalement et en vue de développer la coopération entre les deux parties et de réduire la tension dans l'atmosphère politique du Kurdistan irakien".

Enfin, quelques jours avant le Congrès, par le décret n°9 du 20 janvier de Jalal Talabani, un nouveau gouvernement de la région sous administration de l'UPK était nommé. Ce gouvernement dirigé par Dr. Barham Ahmad Salih, ancien représentant de l'UPK à Washington, compte 19 membres dont Adnan R. Mufti, vice-premier ministre et ministre des Finances, Dr. Jamal A. Fuad, ministre de l'Action humanitaire et de la Coopération, Mme Narmeen Usman Hasan, ministre des Affaires sociales (cf. liste complète de ce cabinet régional p. : 188)

disparition de trois Kurdes dans la région de Diyarbakir.

Les deux fils et le petit-fils de la requérante, Hamsa Cicek, avaient disparu en 1994 après avoir été arrêtés, puis libérés par les autorités turques, à la suite d'un contrôle d'identité, dans le village de Dernek.

La Cour a jugé que l'absence de toute information depuis six ans et demi concernant les fils de Mme Cicek, Tahsin et Ali Ihsan, permettait de penser que les deux hommes, âgés de 44 et 20 ans, avaient "trouvé la mort à la suite d'une détention non reconnue entre les mains des forces de l'ordre".

Ankara devra verser un total de 70.000 livres sterling à la requérante et aux héritiers de ses fils, en réparation des dommages matériels et moraux, ainsi que pour les frais et dépens.

• **AKIN BIRDAL POURSUIVI POUR AVOIR RÉCLAMÉ D'ANKARA DES EXCUSES POUR LES ARMÉNIENS.** La justice turque a, le 8 février, lancé de nouvelles poursuites contre Akin Birdal, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et ancien président de l'Association turque des droits de l'homme (IHD), pour "avoir réclamé que la Turquie fasse des excuses" pour ce qu'elle a fait subir par le passé aux Arméniens et à d'autres minorités.

Akin Birdal est accusé d'avoir "ouvertement insulté la turquitude" pour des propos tenus en Allemagne l'année dernière. Il encourt une peine maximale de six ans de prison. "Tout le monde sait ce qui a été fait aux Arméniens. La Turquie doit s'excuser pour ce qu'elle a fait aux minorités",

AINSI QUE ...

• **LE PKK ET DHKP-C INTERDITS PAR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE.** Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et une organisation turque d'extrême gauche (DHKP-C), ont été interdits par le gouvernement britannique, au même titre que 21 autres organisations qualifiées de "terroristes".

Le PKK a déposé les armes en septembre 1999 après la condamnation à mort en juin de la même année de son chef Abdullah Ocalan par la justice turque. Issu de la scission du mouvement Dev Sol (gauche révolutionnaire), le DHKP-

C, interdit déjà en Allemagne, prône une révolution populaire. Cette organisation était également à l'origine des grèves de la faim qui ont commencé en décembre dernier dans les pénitenciers turcs, réprimées par la force par la police turque.

• **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR "VIOLATION DU DROIT À LA VIE".** La Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg a, le 27 février, condamné la Turquie pour "violation du droit à la vie" après la

aurait-il déclaré, selon l'acte d'accusation.

Selon son avocat, Akin Birdal parlait des minorités en général, et pas uniquement des Arméniens. Birdal avait été libéré en septembre 2000 après dix mois de prison pour " incitation à la haine raciale ", condamné pour des discours en faveur des droits des Kurdes en 1995 et en 1996.

• **PERTE DE MARCHÉS PAR LA FRANCE EN TURQUIE : SANCTION OU DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ?** Trois semaines après l'adoption par le Parlement français de la loi reconnaissant le génocide arménien, la colère turque retombe et les sanctions économiques se résument pour l'essentiel à une mise à l'écart d'entreprises françaises d'appels d'offre. Derrière les effets d'annonce politiques, les dégâts pour les industriels français semblent devoir être limités.

Jusqu'ici, aucun contrat n'a été annulé en relation directe avec l'adoption de la loi. Le seul apparaissant l'objet d'une sanction, concerne la construction d'un satellite espion conclu avec Alcatel et Astrium, connaissait en fait déjà des difficultés d'ordre non politique ayant abouti à une sanction légale et administrative. De plus le Journal officiel turc du 7 février annonce que : " Les sociétés mentionnées ci-dessous ont l'interdiction de participer à tous les appels d'offre du ministère de la Défense pendant un an à compter d'aujourd'hui ". Il cite Alcatel Space Industries et Matra Marconi Space, détenu par European Aeronautic Defence & Space et le britannique BAE Systems.

Le projet de pont autoroutier au-

dessus du golfe d'Izmit, annulé pour participation de firmes françaises, était déjà incertain, tant pour son coût, estimé jusqu'à un milliard de dollars, en période de restriction budgétaire, que pour sa localisation dans une zone frappée par un violent séisme en 1999, note-t-on de source industrielle.

L'annulation le 3 février d'un contrat avec Thales (ex Thomson-CSF) pour la modernisation du système de navigation de 80 F-16 est toujours suspendue à une décision officielle qui n'a toujours pas été annoncée à la firme.

Côté diplomatique, la tonalité est à l'apaisement, la Turquie étant consciente que la France est un important soutien à sa candidature à l'Union européenne. Et il s'agissait aussi de marquer le coup pour décourager d'autres pays susceptibles de suivre l'exemple français, en particulier les États-Unis, où une résolution similaire du Congrès américain, retirée d'extrême justesse de l'ordre du jour, sous la pression du président Clinton en octobre dernier, pourrait ressurgir.

La fâcherie continue toutefois et l'ambassadeur turc à Paris Sonmez Koksak, rappelé pour consultations sitôt la loi votée le 18 janvier, n'a toujours pas regagné son poste.

C'est sans doute du côté de l'armée turque que la glaciation est la plus nette. La coopération militaire est gelée depuis le vote et les médias turcs se font l'écho de décisions de l'état-major, non confirmées officiellement, selon lesquelles les militaires ont instruction de boycotter toute activité liée à leurs homologues français, y compris sociales. Côté français, aucune notification officielle de ces décisions n'a été reçue, mais la mission

militaire à Ankara est de fait quasiment en chômage technique.

• **DRÔLE DE PRESSE ET DRÔLE DE JUSTICE.** : Le journaliste turc Melih Asik, dans ses colonnes du 2 février sous le titre de " Erreur de traduction... ! ", dénonce la campagne de dénigrement menée contre l'Association turque des droits de l'homme (IHD) en Turquie, en mettant en relief la collaboration étroite entre la presse et le Parquet turcs. Voici l'intégralité de l'article :

" L'agence de presse turque Anadolu a, le 20 janvier, publié une information intéressante : " La Grèce a dévoilé les ONGs auxquelles elle apporte une aide financière. En Turquie c'est l'Association des droits de l'homme (IHD) qui figure parmi ces organisations..."

Après, c'est vraiment tout un scénario...

La première scène... L'Agence de presse Anadolu, juste après cette nouvelle (une heure après), diffuse une seconde information sur le même sujet et annonce : " Le porte-parole grec des Affaires étrangères a déclaré que les ONGs bénéficiant de l'aide financière, siègent en Grèce, et a indiqué leur soutien pour des projets de ces organisations à l'étranger."

Second acte... Le lendemain, la presse en prenant en considération la première information diffusée, a annoncé que l'IHD bénéficiait du soutien de la Grèce.

Troisième acte... La police d'Ankara perquisitionne le siège de l'IHD et saisit de nombreux documents et disquettes. L'enquête sur " les liens " entre la Grèce l'association démarre...

L'agence Anadolu publie " un erratum dû à la traduction " une semaine après tout cela. C'est déjà trop tard, l'instruction est déjà en route.

Informé de l'erratum de l'agence

d'Anadolu, le procureur répond : " Une instruction a commencé, elle ne s'arrêtera pas " .

déclarer : " Nous avons trouvé des éléments de preuve que nous allons transmettre au parquet " .

travaille pour prouver les droits de l'IHD qui crie pour dénoncer " qu'en Turquie il n'y a pas de droit et de Justice " .

La Direction de la sécurité continue à

Conclusion... Quelqu'un à Ankara

LU DANS LA PRESSE TURQUE

• **LE SILENCE DES MÉDIA SUR LES DISPARUS.** Umur Talu, rédacteur en chef du quotidien turc *Milliyet* revient, dans son éditorial du 4 février, sur la disparition mystérieuse des deux responsables du parti HADEP en dénonçant également le mutisme des média turcs sur l'affaire. Voici de larges extraits de son article intitulé " Mais qui sont-ils ? " :

" Vous êtes-vous déjà perdu ? Je ne parle pas de se perdre dans une ville étrangère, un quartier inconnu, une rue déserte ou encore un centre commercial. Pas non plus du pire, d'une perte de mémoire, d'une vie végétative ou encore la mort.

Exister, en n'étant pas mort, plus exactement en n'étant pas officiellement mort ou retrouvé mort, se montrer à un endroit puis tout d'un coup disparaître.

Vous êtes-vous retrouvé dans la situation d'un proche cherchant le disparu, ne sachant pas où et qui interroger, ou encore interroger mais ne pas avoir de réponses ?

Dans un cas ou dans un autre, Serdar Tanis et Ebubekir Deniz sont, depuis plus d'une semaine, disparus.

Qui sont-ils ?

Vous ne les connaissez pas.

Vous n'en avez probablement pas entendu parler. Est-ce que vous vous en seriez préoccupé, si vous en aviez entendu parler ? Cela est également " non élucidé ". Mais vous n'aurez pas tort malgré tout !

Les journaux qui relatent ces nouvelles n'ont pas le droit de circuler dans la région où " les disparus ont disparu " .

Quant aux journaux qui circulent dans la région et la télévision, ils ne donnent pas l'information

que " les disparus ont disparu " .

Pendant ou après ces lignes, si " mort ou vif " leurs traces, leurs corps ne sont pas retrouvés...

Les disparus ou les portés disparus sont Tanis, président du HADEP à Silopi ; Deniz, le secrétaire du district.

Le 25 janvier, on voit et l'on sait qu'ils sont partis pour la Gendarmerie.

Le reste est inconnu.

Selon les témoins, ils s'y sont rendus de " leur propre gré " .

La gendarmerie, la préfecture de Sirnak et la super-préfecture d'OHAL, qui avaient déclaré au début qu' " il n'y a rien eu de tout cela " , reviennent sur leur version après l'intervention de Salih Yildirim, président adjoint du parti de la Mère patrie (ANAP) et disent : " Ils sont venus et ils sont repartis " .

De plus, on dit qu'aujourd'hui, même la gendarmerie s'est mise à leur recherche par voie d'affiches.

Les familles déclarent qu'ils avaient déjà été menacés et que le commandant de la région leur avait demandé de " démissionner du parti " ...

Qui sont-ils ? Ils ne sont pas célèbres et ils ne sont pas des proches. Ce sont deux étrangers ! N'est-ce pas eux qui ont crié " la fraternité, la paix, le calme, l'union et l'unité " , pendant les funérailles de Okkan [ndlr : chef de la police de Diyarbakir, assassiné le 24 janvier 2001] ?...

Heureusement que vous n'êtes pas vous-même disparu !

Si vous l'étiez...

Est-ce que vous auriez désiré que l'on donne de vos nouvelles...?

Que j'écrive sur vous ?

For 28 Kurdish Boys, a Dark Ordeal in a Turkish Jail on Suspicion of Terrorism

John Ward Anderson
Washington Post Service

VIRANSEHIR, Turkey — The scene described by witnesses could have been snapshots from any rural community around sunset: four boys playing cards on a street corner, another youth fetching nuts from the market, other groups of youngsters playing hide-and-seek and scrimmaging with a soccer ball.

Police paint a different picture, saying a large group of youths in this small town in Turkey's conflict-wracked Southeast were demonstrating against the state, yelling "Damn Turkey!" and "Long live Kurdistan!"

Much of what happened Jan. 8 and in the days that followed is still unclear, but this much is certain: Twenty-eight Kurdish boys, most of them 15 years old or younger, were handcuffed, arrested and jailed for two days without seeing an attorney. After signing numerous documents, all of the youths, most of them illiterate, were charged with being terrorists for allegedly chanting anti-state slogans. They then were taken to a prison, where six are still incarcerated.

A week after the roundup, 13 were charged with aiding and abetting a terrorist organization, according to an attorney for the youths, Mahmut Vefa, secretary-general of the Diyarbakir Bar As-



sociation. He said that all of those charged are between 9 and 16 years old; charges against the 15 others were dropped. The newspaper Milliyet said that the prosecutor in the case was seeking prison terms of 23 to 30 months.

The incident that occurred in this town about 80 kilometers (50 miles) southwest of Diyarbakir, the regional capital, touches on some of the most sensitive issues facing Turkey, particularly its poor human rights record and an unresolved 16-year conflict with Kurdish separatists. Ethnic Kurds, who account for 15 percent of Turkey's population,

predominate here in the Southeast, and the conflict between Turkish forces and separatist guerrillas has resulted in the killing or disappearance of 30,000 people.

Following the capture in February 1999 of the country's top Kurdish rebel — Abdullah Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party, or PKK — and his call for followers to lay down their arms, Turkey promised an ambitious program to restore normalcy to the Southeast and promote reconciliation.

But critics in this part of Turkey say that the government continues to rely on military force and draconian anti-terrorist laws that are further polarizing the population.

"How can these families trust state institutions or the state itself?" said Hanefi Isik, a top official in Diyarbakir with the Human Rights Association. "This will not produce a lasting solution; it will only create more problems."

One of the most hotly contested facts in the case of the Viransehir children is who, exactly, remains in prison and where. The chief prosecutor said the six in custody were the oldest in the group and all probably 18. Mr. Vefa, their attorney, insisted that three are 15 and three are 16.

The other children charged range in age from 9 to 14, Mr. Vefa said. They

were released after spending a week to 10 days in jail and prison, officials said.

"The police say they did not torture anybody, but I have seen the children with my own eyes, and they are all in shock. They all need serious psychological treatment," Mr. Vefa said.

"The six in prison, being so young, were too scared, and they said whatever the police told them to say and confessed to the prosecutor that they committed all the crimes," he said. "They do not know the meaning of the situation, or the legal terms. I don't think they even know the difference between a lawyer and a prosecutor; to them it's only a big man talking. They only look at us with empty eyes when we are talking."

Saban Erturk, chief prosecutor of the Diyarbakir State Security Court, where the case is being heard, said all the defendants were examined "by an expert doctor who determined they were legally liable for and aware of their actions" in chanting anti-state slogans. A judge reviewed the case and ordered the defendants jailed, he said.

"Here, a child of 12 knows what these slogans mean," he said.

Turkey's anti-terrorism laws grant officials wide latitude in curtailing activities and rights — including basic freedoms of association and expression — if deemed necessary to protect the

integrity of the state. The three-judge State Security Court, which handles terrorism and organized crime cases, has been singled out for criticism by the European Union for including a military judge, despite handling cases involving civilians in "overtly political crimes."

Mr. Erturk denied that any of the suspects was tortured, saying that most people apprehended under Turkey's anti-terrorism law have made such claims. He said physicians examined all the defendants and that none showed signs of physical abuse.

"There was not any heavy torture like electricity, et cetera," said Mr. Vefa, the youths' attorney, who described the abuse as "beatings, depriving food, not allowing toilet visits, keeping them standing and heavy insults."

Many details about the incident are disputed. Human rights activists, attorneys and town residents acknowledge that there was a demonstration, a day or two before the arrests, in which slogans were shouted. In response, they say, dozens of police officers swooped into their small community in a series of hours-long nighttime raids over three days and detained more than 60 people, including many children who were playing hide-and-seek, soccer and other games in the twilight before dinner.

None of the people in the town would be quoted by name, saying they fear the return of police and retaliation against the children still in custody.

Mr. Erturk denied that a 9-year-old was detained, saying it would be against the law because children of that age are not considered liable for their actions. He also asserted that only the 28 boys were apprehended during the operation.

One of the youths who was charged, held and released said later that police beat them during their first two days in custody, "telling us if you don't sign the documents presented to them, we will beat you and kill you and torture you."

Attorneys for the children said that under the country's terrorism law they were not allowed to have a lawyer during their initial 48-hour detention, when many of the youths apparently signed confessions.

Mr. Erturk said all the children were being held in juvenile detention facilities, a contention disputed by Mr. Vefa. He also said the case was under review and that if police or prison authorities violated any laws they would be prosecuted.

"It's very difficult to assess the special conditions that exist here when you look at it from the outside," he said. "Diyarbakir has 1 million people, and if we tolerate children protesting and lighting fires and chanting in different parts of the city, it would create chaos," he said.

Fears for Kurd officials in Turkey

BBC 1 February, 2001

Leaders of the pro-Kurdish People's Democracy Party (Hadep) in Turkey say they are extremely concerned about the safety of two party officials who went missing a week ago.

The two men, Serdar Tanif and Ebubekir Deniz, were last seen when they were summoned to a camp run by the security forces in the south-eastern town of Silopi.

They had just opened a new branch office there for Hadep. Even before it opened, the men said they had been threatened by the local security forces.

Hadep is by far the most popular party in the mainly-Kurdish south-east of the country. But many members of the security forces regard it as the political wing of the Kurdish rebel movement, the PKK.

Mr Tanif and Mr Deniz were ordered to go to the local gendarmerie camp on 25 January. Eyewitnesses confirm that they went inside, but they have not been seen since.

Police shootings

After Hadep officials complained to the Interior Ministry, the gendarmes in Silopi said the two men were not under arrest. They had, the gendarmes said, left the camp after half an hour. Hadep believes the two men have been abducted or worse, and the party holds the gendarmerie responsible for their safety.

Unexplained disappearances used to be all too frequent in the south-east, but an incident like this has not occurred for some time. Mr Tanif and Mr Deniz disappeared the day after six police officers were shot dead in the nearby city of Diyarbakir. Now Hadep says that there may be a deliberate attempt to destabilise the south-east, which has been enjoying its most peaceful period for many years.

* * * * *

Ocalan invites Talabani to shake-hands

Turkish Daily News February 1, 2001

The fact that the two prominent Kurdish groups in northern Iraq - Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Masoud Barzani and Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Dr. Jalal Talabani- decided to pool their resources in order to force Kurdistan Worker's Party (PKK) out of the region caused some panic among the allegedly high-ranking officials of PKK. Growing uneasy with fears that KDP and PUK might launch a cleansing movement in the Spring with the support from the Turkish Armed Forces (TSK), the PKK officials have accelerated their efforts to reach a consensus with the Kurdish groups in northern Iraq.

Speaking on a TV program in Medya TV last Sunday night, Osman Ocalan, member of the PKK leadership council and brother of PKK leader Abdullah Ocalan, extended his invitation for friendship to Talabani, with whom there had been previous disputes.

In reply to questions by the TV host, Ocalan accused the United States of turning the Kurdish groups against each other and added, "In line with the recent change in administration, the United States should quit turning Kurds against each other and adopt a more constructive policy."

In response to a question regarding the problems encountered with PUK forces, Ocalan said that some positive developments were observed along with the change in the PUK administration and continued, "I would like to address the new administration of PUK. Despite all the painful experiences, we would like to establish friendly relations with the new administration - if a war policy is to be avoided and to be replaced with new policies. This would be beneficial for both PUK and the Kurdish public to develop and preserve national values. If war is to be insisted, then it should not be forgotten that the Kurdish public will respond."

General Huseyin Kivrikoglu, chief of General Staff in Turkey, in reply to questions by journalists the previous day, had stated that the PKK administration was concerned/worried over a possible attack from KDP and PUK forces supported by TSK in the Spring.

Bush Sees "Obstacles" in U.S. Ties With Turkey

Reuters 3 Feb 2001

ANKARA, Feb 3, 2001 -- (Reuters) New U.S. President George W. Bush said in a letter to Turkey's prime minister on Friday that he saw "obstacles" in his country's future ties with Ankara, but predicted they would be overcome. Bush, replying to Bulent Ecevit's congratulatory message on the U.S. president's inauguration last month, said the future also promised "great opportunities" of U.S. cooperation with NATO ally Turkey.

"No doubt, we will encounter some obstacles in the coming years," Bush said in the letter. He did not specify what the problems might be but relations between the two countries were recently strained by accusations in the U.S. congress late last year that Ottoman Turks committed genocide against Armenians 85 years ago. Congress eventually decided not to vote on a resolution embracing the accusations after then-President Bill Clinton warned it would damage ties with Turkey and compromise U.S. security interests in the Caucasus and Middle East.

Turkey angrily rejects charges of genocide against Armenians in 1915, saying both sides suffered losses during partisan fighting as the Ottoman empire crumbled. Turkey and the United States have a close and growing cooperation in a range of fields such as energy, defense and foreign policy.

But differences remain, particularly over Iraq where Turkey wants to see an end to a trade embargo with its neighbor. "I am sure that we can overcome these obstacles through mutual respect, cooperation and a spirit of open dialogue," Bush said in his letter, a copy of which was faxed to Reuters.

"The future promises great opportunities as well".

The Bush administration last month assured Washington's support would continue for a \$3 billion planned pipeline to ship Caspian oil through Turkey to western markets. Turkey hosts a U.S.-led airforce that patrols the skies of breakaway northern Iraq to protect Kurds there against any attack by Baghdad. The Kurdish-run enclave has been outside the Iraqi administration's control since the 1991 Gulf War.

* * * * *

Iran opens its first Kurdish cultural centre

AFP 3 Feb 2001

TEHRAN, Feb 3 (AFP) - 12h06 - Iran has opened the first cultural centre in Tehran reserved exclusively for members of the nation's Kurdish minority living in Kurdistan province, according to a statement Saturday.

"The Kurdistan Cultural Institute is the first of its kind in Iran and the seventh such institution in the world," director Bahram Valadbeighi said in a copy of the statement from Friday's inauguration. The institute is to be overseen by a board of directors comprised of Iran's four Kurdish MPs and several leading Kurdish artists and cultural figures.

Reformist Kurdish MP Jalal Jalalizadeh in November denounced before parliament what he said was a campaign of repression and serial killings against the six-million-strong Kurdish minority in Iran. This included prohibition of religious freedom for the Sunni Muslim Kurds, in a country that has a Shiite Muslim majority, he said.

Although Shiite Islam has been the state religion since the 17th century, the Sunnis account for about eight million of Iran's roughly 65 million people. Iran's Democratic Kurdistan Party was officially banned following the 1979 Islamic revolution which toppled the shah and brought the Shiite clergy to power, and the party's leader was assassinated in Vienna in 1989.

Different Kurdish factions rebelled against the clergy after the revolution, prompting Islamic Iran's founder, the late Ayatollah Ruhollah Khomeini, to put the revolt down by force.

* * * * *

SYRIE

Un vent de liberté souffle sur le pays

Pour la première fois depuis trente-huit ans, un millier d'intellectuels exigent la démocratie et un Etat de droit. Fait nouveau, ils n'ont pas été arrêtés.

AL HAYAT
Londres

Soucieux de susciter et de soutenir des initiatives sérieuses de réforme, plus de mille intellectuels et citoyens syriens ont signé un manifeste, distribué par les responsables des "comités pour la renaissance de la société civile" dans la plupart des provinces du pays. Les signataires réclament, par le biais de ce document, la tenue d'élections démocratiques à tous les niveaux et l'impartialité de la justice. Ils demandent aussi de ne pas se contenter d'activer le rôle du Front national progressiste, qui regroupe tous les partis autorisés et à leur tête le parti Baath, au pouvoir depuis 1963, et réclament par ailleurs une révision du principe du parti unique. Les autorités syriennes tentent, semble-t-il, de devancer ces revendications par la mise en place de mesures concrètes. Selon

certaines sources, le président Assad souhaiterait organiser une élection présidentielle démocratique à la fin de son premier mandat, c'est-à-dire dans sept ans. Par ailleurs, concernant l'annulation de la loi martiale réclamée par le manifeste, *Al Hayat* a appris que le pouvoir a récemment donné des directives allant dans le sens de l'abrogation de cette loi, instaurée depuis trente-huit ans. Dans une réunion, tenue ces derniers jours avec les chefs des forces de police et en présence du docteur Mohamed Herba, ministre de l'Intérieur, Mohamed Saïd Bakhitane, directeur du bureau de la sécurité nationale et membre de la direction territoriale du parti Baath, a annoncé qu'il faudrait "s'orienter vers une politique objective et remettre les affaires des citoyens dans les mains de la justice". Une grande partie des signataires du manifeste s'accorde sur le soutien à apporter au courant de réforme dans le pays. Un quotidien officiel a souligné que la société ne connaît pas de courants car tout le monde "croit dans la nécessité de réformer". "Ce manifeste renforce les efforts actuels visant à redonner un aspect plus moderne à l'Etat, aux institutions et à la société", affirme

le réalisateur Mohamed Malas. Le président Assad avait pris un certain nombre de mesures réformatrices, dont la libération de 600 détenus politiques, ainsi que la fermeture effective de la prison militaire d'Al Mezza. Aussi les autorités n'ont-elles pris aucune mesure pratique contre les 99 intellectuels ayant signé un manifeste public demandant des réformes politiques et démocratiques, ni contre les dizaines d'intellectuels et politiciens qui ont ouvert récemment nombre de forums consacrés aux droits de l'homme et à la société civile. Le penseur El Adhm a déclaré à *Al Hayat* que ce document est "un prolongement naturel des idées parues dans le manifeste des 99, qui sont aujourd'hui très connues sur les plans national, arabe et international. Le contenu du document est traité sur un plan très large et de façon publique et ouverte dans les milieux culturels et portant un intérêt à la question". Il a souligné aussi "l'accroissement de la marge de liberté. Tous les sujets qui ne se discutaient avant que lors de réunions privées sont étalés aujourd'hui sur la place publique sans la moindre réserve."

French Role Dooms Turkish Road Contract

Project Canceled Over Paris's Armenia Law

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Turkey, enraged by France's recognition of Armenian genocide claims, said Thursday it had canceled a road tender valued at \$620 million to \$1.44 billion because both of the consortiums bidding included French companies.

The civil works and housing minister, Koray Aydin, said the tender was rescinded after President Jacques Chirac of France signed a bill into law recognizing as genocide the killing of Armenians in the last days of the Ottoman Empire during World War I.

"We have decided to annul the tender because the foreign partners of the participating consortia were French," Mr. Aydin said.

He added that the ministry would re-evaluate participation by French companies in construction tenders as long as Ankara continued to impose economic sanctions against Paris over the genocide bill.

This followed other moves by

Turkey against French firms to protest a French parliamentary vote last month recognizing claims that Ottoman Turks killed more than a million Armenians in 1915.

Turkey denies charges of genocide, saying both sides suffered in partisan fighting. The consortiums bidding to build a highway and either a bridge or a tunnel crossing Izmit Bay in northwestern Turkey included Bouygues SA in one group and Camponon Bernard SGE and Transroute International SA, also of France, in the other.

Turkey had already canceled a satellite contract with a French company and warned that it would exclude French companies from future defense contracts. Ankara also blocked French companies from a grain tender this week, but the move Thursday was the first to touch other European countries as well.

Camponon Bernard and Transroute International had submitted a \$1.4 billion bid along with the Turk-

ish companies Dogus and Tekfen, Impregilo SpA of Italy, Bilfinger & Berger AG of Germany and Grupo Dragados of Spain.

Bouygues's partner in its bid was Vinsan of Turkey. The two companies estimated the cost at between \$620 million and \$1.44 billion.

Ali Haydar Veziroglu, executive chairman of Vinsan, said he had asked Mr. Aydin to cancel the tender as a "duty to my country."

Turkey has announced other retaliatory measures, such as threatening to strip streets of French names.

Armenians have been pressing the United States and Europe to recognize the genocide claims for years. (Reuters, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

FRIDAY, FEBRUARY 2, 2001

TURQUIE-RÉACTIONS

La presse turque en colère s'interroge sur la stratégie à adopter

1^{er} FEVRIER 2001



La presse turque vilipendait mercredi le président français Jacques Chirac pour avoir promulgué la veille une loi reconnaissant le génocide arménien de 1915, tout en se demandant comment la Turquie devait réagir face au retour régulier de cette question.

"La signature de Chirac a détruit l'amitié franco-turque", titrait le quotidien à grand tirage Hurriyet, relevant que le président français avait signé la loi avant même l'expiration du délai limite de 15 jours.

"Ambassadeur de France, tu ferais mieux de rentrer!" assénait le journal à l'égard de Bernard Garcia.

Hurriyet prédisait que les représailles envers la France allaient lui coûter 8 milliards de dollars, additionnant tous les contrats militaires pour lesquels elle est en lice, et que les relations politiques et échanges de visite vont être "réduits au minimum".

"La France ferait mieux de regarder sa propre histoire", estimait Milliyet, tout en s'inquiétant d'une nouvelle tentative de parlementaires américains pour faire adopter par le congrès une résolution au contenu similaire.

Un éditorialiste du journal populaire Sabah soulignait : *"Nous devons trouver des moyens plus créatifs de rompre le cercle d'hostilité qui entoure la Turquie. Nous avons vu que les critiques et les avertissements ne servaient à rien". "Mais l'hostilité envers l'Ouest et le danger d'introversion ne faciliteront-ils pas la tâche de ceux qui veulent isoler la Turquie? Le seul moyen de se venger est de gagner en puissance au plan économique et de la démocratie"*, concluait-il.

Pour Sami Kohen de Milliyet, "les relations franco-turques vont entrer dans une phase grave, les relations mutuelles et la coopération seront bloquées et la sympathie et la confiance de la Turquie envers la France seront ébranlées".

"Mais la Turquie devrait être sélective dans ses sanctions. Elle devrait envisager la question arménienne dans une perspective plus large et créer de nouvelles stratégies. Elle ne devrait pas polémiquer avec tous les Etats qui favorisent cette question. La politique étrangère de la Turquie ne peut pas être mue par la question arménienne".

Un éditorialiste du journal libéral Radikal estime de son côté que la détérioration des liens avec la France va inévitablement affecter les relations de la Turquie, pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, avec les autres pays membres.

"La France ne s'en tirera pas comme ça", menace le ministre turc de la défense

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a annoncé mardi que la Turquie révisait ses relations économiques et commerciales avec la France après la promulgation par le président français Jacques Chirac de la loi reconnaissant le génocide arménien de 1915.

"Nous faisons le nécessaire. Nous révisons nos relations économiques et politiques avec la France", a-t-il dit devant la presse au terme d'un entretien avec le président géorgien Edouard Chevardnadze, en visite en Turquie.

"Nous ne sommes pas surpris. Nous ne nous attendions pas à une attitude différente de la part de M.Chirac", a-t-il précisé.

La loi reconnaissant le génocide arménien sous l'Empire ottoman, adoptée le 18 janvier par le Parlement français, a été promulguée lundi par le président français et publiée mardi au Journal officiel.

"Il s'agit d'une grande déception pour le peuple turc dans nos relations avec la France", a ajouté M.Ecevit.

Le ministre turc de la Défense Sabahattin Cakmakoglu a de son côté indiqué que la France *"ne s'en tirera pas comme ça"*, en réaction à la promulgation de la loi controversée.

Rappelant que les compagnies françaises sont impliquées dans plusieurs projets lucratifs d'armements en Turquie, M.Cakmakoglu, cité par l'agence Anatolie, a dit : *"La loi sur le prétendu génocide sera déterminant dans les choix de la Turquie"*.

Ankara, qui a rappelé son ambassadeur à Paris pour "consultations" le 18 janvier, a d'ores et déjà annulé un contrat avec la firme française Alcatel pour la construction d'un satellite espion d'environ 200 millions de dollars et menacé d'écarter le Giat (groupement des industries d'armement) d'un important appel d'offre pour la construction de chars d'un montant de quelque 4 mds de dollars.

Deuxième riposte de la Turquie, elle a annulé un contrat d'armement avec le groupe électronique de défense Thalès (ex-Thomson CSF) pour l'installation de systèmes de navigation modernes de ses F-16. Dassault Aviation a été ainsi écartée d'un projet de quelque 200 millions de dollars concernant la modernisation conjointe avec la société publique turque Aselsan des systèmes de 80 F-16 fabriqués en Turquie, selon NTV.

La décision d'exclure Dassault a été prise conjointement par le ministère de la Défense et l'état-major des armées et entrera en vigueur après avoir été approuvée par le premier ministre Bulent Ecevit, a ajouté cette chaîne.

De son côté, le président turc Ahmet Necdet Sezer a condamné la promulgation de la loi comme "inacceptable", estimant qu'elle va "inévitavelmente" endommager les relations bilatérales. La direction d'Etat turque des céréales (TMO) a exclu de son côté mardi deux firmes françaises d'un appel d'offre public pour l'exportation de 315.000 tonnes de blé, d'un montant d'environ 40 millions de dollars, a indiqué la chaîne privée turque NTV.

La décision a été prise par le ministre de l'Agriculture Husnu Yusuf Gokalp, précise NTV.

De nombreux syndicats et ONG ont appelé depuis le vote des députés français à boycotter les produits français et ont tenu des manifestations devant les missions diplomatiques françaises à Ankara et Istanbul. Depuis le vote de la loi, l'ambassade de France à Ankara est chaque jour le théâtre de manifes-

tations de groupes les plus divers, qui dénoncent l'attitude de la France et appellent généralement à boycotter ses produits en représailles.

Des pancartes géantes de dix mètres, proclamant "Chers habitants, boycottons les produits français", ont été déployées lundi à l'entrée de la ville d'Arhavi (extrême nord-est), près de la frontière géorgienne.

Le ministère turc des affaires étrangères a en outre vivement condamné mardi la décision du conseil municipal de Paris d'ériger un monument en mémoire du génocide arménien de 1915, estimant qu'elle portera "un nouveau coup aux relations turco-françaises".

Une compagnie d'électricité turque arrête ses importations de France

Une importante compagnie d'électricité privée turque basée à Kayseri (centre) a arrêté ses importations de matériel essentiellement provenant de France en représailles à la promulgation de la loi reconnaissant le génocide arménien de 1915, a déclaré à l'AFP l'un de ses responsables.

"Nous avons arrêté nos importations annuelles de matériel qui se chiffrent à un million de dollars", a indiqué au téléphone Ahmet Ozturk de Kayseri ve Civari Elektrik A.S.

Parmi ces compagnies figurent notamment Alstom, Alcatel cable, Alcatel téléphone ainsi que les groupes de construction électrique Schneider Electric et Legrand, a-t-il dit.

M. Ozturk a en outre précisé que sa compagnie, qui dessert 400.000 foyers à Kayseri et ses environs, avait décidé de suspendre sa coopération avec le groupe public Electricité de France (EDF) sur un projet d'environ 3 millions de FF pour l'ins-

tallation d'un nouveau système dans son réseau électrique.

Celui-ci permettrait notamment aux techniciens d'intervenir pour réparer une panne sans procéder à une coupure, a-t-il expliqué. "Notre coopération avec les compagnies françaises est terminée", a ajouté le responsable.

Patronats français et turc veulent oeuvrer ensemble pour apaiser la tension

Le Medef (patronat français) et la TUSIAD (patronat turc) "regrettent les tensions" entre les deux pays et sont décidés à oeuvrer ensemble pour les "apaiser" et "relancer les partenariats", selon un communiqué conjoint des deux organisations, publié à Paris à l'issue d'une réunion des entrepreneurs turcs et français.

Une délégation de chefs d'entreprise représentant la TUSIAD et le DEIK (Conseil des affaires économiques extérieures, associations d'entreprises turques) a rencontré mardi au siège du Medef des entrepreneurs français dans le cadre d'un "Conseil franco-turc des hommes d'affaires".

"Les entreprises françaises et turques regrettent le climat de tension créé à la suite du vote par le parlement français d'une loi sur la question arménienne", indique le communiqué conjoint, publié à l'issue de la réunion.

"Cette décision, qui a blessé les sentiments d'amitié du peuple turc envers la France, est entrée en vigueur malgré les mises en garde exprimées par les communautés des affaires turque et française", prévient le communiqué.

Les chefs d'entreprises des deux pays "sont résolus à oeuvrer pour apaiser les tensions politiques et les fortes réactions de l'opinion entraînant des mesures préjudiciables aux intérêts conjoints des entreprises françaises et turques", indique encore le texte. Il souligne que les chefs d'entreprises sont résolus "à relancer les partenariats économiques et culturels" ainsi que "les échanges technologiques et les investissements directs entre les deux pays".

Ils sont décidés aussi à "poursuivre la coopération positive et confiante qui s'est instaurée depuis de longues années entre les entreprises françaises et turques et qui contribue largement à favoriser l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne", indique encore le communiqué.

LE MONDE / JEUDI 1^{er} FÉVRIER 2001 / 5

La Turquie révisé ses relations avec la France

ANKARA. La Turquie a annoncé, mardi 30 janvier, une révision de ses relations avec la France, à commencer par l'annulation d'un deuxième contrat d'armement, selon les médias turcs, en riposte à la promulgation de la loi reconnaissant le génocide arménien par le président Jacques Chirac. La direction d'Etat turc des céréales (TMO) a exclu, mardi, deux firmes françaises d'un appel d'offres public pour l'exportation de 315 000 tonnes de blé. Ankara a également annulé un contrat avec le groupe électronique de défense Thales. Alcatel avait subi le même sort la semaine dernière.

« Nous faisons le nécessaire. Nous révisons nos relations économiques et politiques avec la France », a déclaré le premier ministre, Bulent Ecevit. Son ministre de la défense, Sabahattin Cakmakoglu, a lancé que la France « ne s'en tirera pas comme ça ». Le ministère des affaires étrangères a préparé tout un catalogue de sanctions contre la France qui visent, en tout premier, les gros contrats publics, spécialement dans le domaine de l'armement. - (AFP.)

KDP: Regional war could break out

Kurdish Observer 04 Feb 2001

There is no chance of success of Turkey's new policy for the South based on having the existence of the Turkmen officially recognized and evicting the PKK from the region.

KDP sources who did not want their names revealed noted that Ankara was trying to convince the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and KDP to fight against the Kurdistan Workers' Party (PKK), and said that, at least for now, they did not want to fight against the PKK. The same sources said that participation of Turkish military forces in an operation against the PKK would draw the reaction of Iran and Iraq and increase the risks of a regional war breaking out. KDP representatives in Turkey and Europe said that the US was behind the rapprochement between Turkey and the PUK. They noted that the basis for this was Washington's uneasiness with the closeness between the PUK and Iran. They also evaluate the last PUK congress as an initiative to clear out the opposition and bring people to the government who are close to Turkey and the US.

US influence

The same sources said that the PUK had arranged assaults against the PKK in order to move closer to Turkey, but that they had suffered heavy losses in these attacks. They noted that the policy of "Closeness with Turkey, clashes with the PKK" had led to serious differences of opinion within the PUK. The KDP sources drew attention to the fact that getting rid of former prime minister Kosret Resul and a great number of top-level commanders, while bringing Berhem Saleh, known for his closeness to the US, to replace Resul, was a part of this policy, continuing as follows: "Resul had not been approving of the PUK's policies in this last period. They got rid of Resul, who has significant military power, and brought in his place Saleh, who is a clever and successful diplomat but has no power with the masses. Talabani thinks he can control Saleh more easily because his influence over the military and the people is weak."

The sources also noted that PUK Turkey representative Shazad Said had been taken into the government as the Minister of Agriculture.

A new border gate is impossible

The KDP sources pointed out that Turkey's idea of opening a new border gate west of Habur and on the border with Syria and under Turkmen control was impossible. While the KDP views the opening of a new gate at the most 10 kilometers west of Habur and tied to the Habur gate as positive, it violently opposes the opening of a gate as an alternative to Habur.

The PUK, for its part, wants a corridor to open to Habur instead of a new gate because the territory under its control has no common border with Turkey and the new gate Turkey is thinking of on the Syrian border is further away. It has been noted that Iraq and international powers would oppose such a project because the Turkmen would not be able to secure control in a region near the Syrian border, the UN would not give permission for Baghdad to have control over the gate and corridor project, and because attempts by Turkey to secure control over the project would be viewed as occupation.

It was also noted that it would be difficult for the Turkmen to be officially recognized by the Baghdad administration, the KDP, and PUK. The sources pointed out that the Constitution accepted in 1958 only recognized the existence of Arabs and the Kurds in Iraq, and did not recognize the Turkmen as an ethnic community.

* * * * *

Barzani: Nothing less than federation

Kurdish Observer 04 Feb 2001

While announcement of the conclusions of the PUK conference that finished this weekend in Suleymaniya are being eagerly awaited, KDP leader Massoud Barzani stated that their minimum demand for South Kurdistan [Iraqi Kurdistan] was a federation.

Kurdistan Democrat Party (KDP) leader Massoud Barzani, speaking at a meeting in Zaxo the other day, said that the situation in South Kurdistan was much better than in former years. He said that the days of mass migration

which had derailed the Kurds were in the past and that the world was changing in the direction of democratization, freedom, and respect for human rights. Barzani said that this development was in favor of the Kurdish people. He said that they were ready to reach an agreement with Iraq on the basis of a federated state and continued as follows: "Our basic goal is a federation. This is the decision of the elected parliament of Iraqi Kurdistan. Anything less than this is unacceptable."

Mentioning the structure of South Kurdistan, Barzani asserted that they took housing for families of those who had lost their loved ones in wars, raising the standard of living of the people, and assistance to farmers as the basis of their growth program. Barzani said that he was optimistic on the subject of a solution being reached for the Kurdish question and said that the international climate was appropriate for this. He added that they needed to prepare themselves for the future.

On the subject of relations with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Barzani said, "We are committed to the Washington Agreement and view this as a road to peace." Barzani said that they had had productive debates with the PUK recently and that they had taken serious steps. He said that they expected the PUK's second congress to conclude that they were committed "unconditionally" to peace and the Washington Agreement.

* * * * *

Turkey's new game in the South

Kurdish Observer 3 Feb 2001

It is said that Turkey is trying to make this condition concerning the Turkmen seem acceptable to Saddam and convince him by supporting a slackening of the embargo against Iraq, along with increased border trade, and supporting the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdistan Democrat Party (KDP) against the Kurdistan Workers' Party (PKK). The article states that Foreign Ministry officials have asserted that these efforts have produced their first fruits, and that evidence of this is that PUK leader Jalal Talabani, who was in Ankara for an official visit in January, made some changes in the government as soon as he returned. It was also asserted that the Saddam Hussein administration is preparing to recognize the Turkmen Front as the third official addressee in the region.

The sole obstacle to Turkey's initiatives in South Kurdistan is said to be KDP leader Massoud Barzani, who has thus far given a negative response to the invitation Turkey extended following Talabani's visit.

New border gate

Another step in the new strategy that Turkey has developed following the Ankara Process is the plan to establish another customs gate on the border with South Kurdistan. Plans have been made to open another gate 6-7 kilometers to the west of Habur customs gate, at a point very close to the Turkey-Syria-Iraq border. Initial plans for the gate are said to have been completed. There are also said to be plans to create a corridor for this second gate and turn the administration of the corridor over to the Iraqi administration. It has been noted that highways on both the Turkish and South Kurdistan sides of the border are present and ready for this gate, which could be opened soon with simply the construction of a bridge. It has been asserted that Iraq has been intensely pressuring Barzani to not claim control over the new gate, which will become a direct corridor between Turkey and Baghdad as the embargo is lifted in stages. Turkey is said to be placing Saddam's recognition as the Turkmen Front as an official addressee in South Kurdistan as a condition for opening this corridor. However, it is noteworthy that Turkey is waiting for the Iraq policies of the new Bush administration in the US become clear before opening this border gate.

Talabani's target still the PKK

Meanwhile, PUK leader Jalal Talabani, addressing the delegates on the second day of the PUK congress, asserted that the PKK wanted to tear them apart. Talabani said that they would exert more effort to carrying out the Ankara and Washington agreements in order to prevent this.

The PUK leader also said that they were ready for dialogue with the Iraqi government. Talabani said that relations with Turkey were going well and had gained more clarity with his visit to Ankara. He noted that he had met with Turkish Prime Minister Bulent Ecevit and that mutual relations had straightened out following that visit. Talabani continued to say that both the KDP and the PUK were responsible for the domestic conflicts experienced thus far in the South, and that this had tarnished South Kurdistan's image. The PUK leader said that they were grateful to the US and England for the support they had given them, and touching on the PUK's close relations with Iran, said that they had greeted Iran's assistance to the people of South Kurdistan with pleasure.

Seize membres d'un parti pro-kurde interpellés, deux militants disparus



ANKARA, 5 fév (AFP) - 15h45 - La police turque a interpellé lundi 16 membres du parti de la Démocratie du Peuple (HADEP), qui manifestaient à Batman (sud-est) pour dénoncer la disparition de deux de leurs collègues le mois dernier, a indiqué à l'AFP un responsable du HADEP.

Parmi les manifestants interpellés figure le chef de la branche locale du HADEP à Batman, ville du sud-est de la Turquie à majorité kurde, a précisé le vice-président du parti, Hamit Geylani.

Ils avaient organisé un sit-in devant le bureau du parti pour dénoncer la disparition, le 25 janvier, de deux membres du HADEP près de Silopi (sud-est) peu après leur convocation par la gendarmerie, a ajouté M. Geylani.

Les deux disparus, dont le président du bureau du HADEP à Silopi, Serdar Tanis, ont été vus pour la dernière fois par un membre du parti qui les a amenés au poste de gendarmerie.

Une heure plus tard, ils étaient injoignables sur leur téléphone mobile et depuis, ils restent introuvables, malgré les démarches de leurs familles et leurs avocats auprès des autorités judiciaires et administratives, a expliqué M. Geylani.

Les familles rendent responsable de leur disparition la gendarmerie qui leur a fourni des renseignements contradictoires, démentant tout d'abord avoir convoqué les deux hommes avant de le reconnaître mais en affirmant qu'ils avaient quitté les locaux peu après, selon lui.

Les membres du HADEP sont fréquemment l'objet de persécutions pour leurs liens présumés avec les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Ocalan, qui ont mené pendant quinze ans une lutte armée dans le sud-est du pays pour une autonomie kurde.

Le HADEP est l'objet d'une procédure d'interdiction sous l'accusation de liens organiques avec le PKK.

Le HADEP qui préconise une solution pacifique à la question kurde et l'octroi de droits culturels aux Kurdes, rejette cette allégation.

Washington agite à nouveau l'épouvantail Saddam

L'administration Bush va financer l'opposition irakienne et n'exclut pas l'action militaire.

Washington

de notre correspondant

Lors de la guerre du Golfe, en 1990-1991, le père de George W. Bush était à la Maison Blanche, le vice-président Dick Cheney était à la Défense et le secrétaire d'Etat Colin Powell, chef d'état-major interarmes. Que l'Irak soit revenu, avec l'arrivée de cette nouvelle équipe, en tête des priorités de la politique étrangère américaine n'est donc pas une surprise. Depuis deux semaines, elle s'active pour trouver les moyens d'accroître la pression sur Saddam Hussein.

L'administration Bush, qui recevra la semaine prochaine une délégation d'opposants irakiens, vient de débloquer des fonds pour financer la lutte intérieure contre le régime. Et même si le département d'Etat minimise l'affaire, cette décision traduit un vrai changement de ton.

Le programme, baptisé «collecte de matériels d'information en Irak», est doté de 4 millions de dollars. Une partie a déjà été dépensée pour former des opposants irakiens à l'étranger. Mais c'est la première fois qu'il pourra être utilisé par le Congrès national irakien (qui coiffe la mosaïque de mouvements hostiles à Saddam Hussein) pour financer des opérations politiques à l'intérieur du pays. L'administration Clinton, doutant de la capacité des opposants à renverser le régime,

avait toujours refusé de s'avancer sur ce terrain, se bornant à financer de la nourriture et des médicaments.

Soupons. Mais, pour George W. Bush, Saddam Hussein est un «homme dangereux». Depuis deux ans, l'Irak refuse la visite des inspecteurs de l'ONU, et Washington le soupçonne de faire reconstruire à Falluja, à l'ouest de Bagdad, trois usines d'armes chimiques ou bactériologiques détruites par l'aviation anglo-américaine en 1998. «Nous ne devons pas perdre de vue le fait qu'il y a un problème de contrôle des armements», a déclaré jeudi Colin Powell. Les Irakiens menacent leurs voisins avec des armes de destruction massive. Quelques jours avant sa prise de fonctions, George W. Bush avait prévenu qu'il ordonnerait des actions militaires «si d'aven-

ture nous prenions Saddam Hussein en train de développer» de telles armes. Selon une rumeur prise très au sérieux par les milieux diplomatiques américains, l'administration Bush travaille aujourd'hui activement sur un scénario d'intervention.

Au département d'Etat, Colin Powell a demandé à ses équipes de trouver les moyens de «revitaliser les sanctions économiques» contre l'Irak. Qu'entend-il par «revitaliser»? S'il s'agit de les renforcer, Washington risque de se heurter à l'opposition de la communauté internationale (des centaines de milliers d'enfants irakiens sont morts de malnutrition depuis 1990), mais aussi du lobby pétrolier américain, très influent sur la nouvelle administration, et qui rêve de tourner la page de la guerre du Golfe ●

PASCAL RICHE

Bush Gives Iraqi Groups A Go-Ahead

Opponents of Saddam May Use U.S. Funds For Broader Activities

By Alan Sipress

Washington Post Service

WASHINGTON — The Bush administration has given Iraqi opposition groups permission to resume their activities inside Iraq with American funding, marking the first substantial move by the Bush White House to confront President Saddam Hussein.

By giving the go-ahead this week to a program with the benign-sounding purpose of "collection of informational materials in Iraq," Bush officials moved beyond the policy of the Clinton administration, which harbored deep reservations about the Iraqi opposition.

The decision allows the Iraqi National Congress, an umbrella organization for groups opposed to Mr. Saddam's government, to draw from \$4 million set aside by Congress in September for gathering information relating to Iraqi war crimes, military operations and other internal developments. Some of the money has already been used by the London-based organization for logistics and training outside Iraq. But the decision this week frees up funding for opposition operations inside the country for the first time since the United States cut off similar financial support five years ago.

"We're saying to the INC, you're beyond the organizational phase," a State Department official said. "Now do something."

The move to send U.S.-funded activists back into Iraq comes at time when top administration officials, including Vice President Dick Cheney, Secretary of State Colin Powell and Defense Secretary Donald Rumsfeld, have been trying to thrash out their strong — and divergent — opinions on how best to confront Mr. Saddam.

State Department officials said the decision to order the Treasury Department's Office of Foreign Assets Control to issue a license for spending the money inside Iraq, which is required because of the economic sanctions on the country, moves U.S. policy across a significant threshold.

But these officials said the initiative does not yet reflect a wholesale reappraisal of Iraq policy. While more vigorous backing for the opposition has been endorsed by some, including Mr. Cheney and Mr. Rumsfeld, General Powell and others have been more reticent in offering support, speaking primarily about reinvigorating the economic sanctions as a means to deter Iraq's weapons program. President George W. Bush met at the White House on Tuesday with his top national security officials, discussing in particular Iraq policy.

A senior State Department official said that the administration was seeking to develop a policy that combines support for the Iraqi opposition with maintaining the economic sanctions that were imposed after the Iraqi invasion of Kuwait in 1990.

In remarks to reporters at the State Department, General Powell said he had not determined whether it would be realistic ultimately to remove Mr. Saddam by funding opposition groups. "Iraq is a problem for its own people," he said.

The general added that his focus would remain on Mr. Saddam's refusal to cooperate with United Nations weapons inspectors. "I think we have to

keep reminding everybody that this is an arms control problem," he said.

But the decision to renew U.S.-funded efforts inside Iraq was heralded by Ahmed Chalabi, a founding member of the Iraqi National Congress, as "a major reversal" of U.S. policy. "For the first time ever, the INC has public U.S. funding to operate in Iraq, and for the first time since 1996 there's any U.S. support for operating inside Iraq," he said.

The United States had provided covert aid to opposition groups in the years after the end of the Gulf War in 1991. But those efforts came to a tumultuous end when Mr. Saddam's military rolled into the U.S.-protected "safe area" of northern Iraq, rousting the opposition. Critics said the Iraqi National Congress's battlefield performance had revealed it to be a paper tiger.

Mr. Chalabi said a wide range of anti-government activities are permitted under the license granted this week.

"What we want to do is bring out political information, information on the state of Iraq's military and enhance our contacts with our constituency inside Iraq," he said.

While the opposition is already involved in gathering information, an adviser to the Iraqi National Congress said the funding would allow it to beef up operations inside Iraq in as little as two weeks. He said the money could pay for the efforts of about 40 of the group's members to collect information and get it out of the country. These activists would work with thousands of sympathizers inside Iraq, Mr. Chalabi said.

A State Department official said that funding was limited to the gathering of information, but the Iraqi National Congress could put it to whatever use the group decides. This could include monitoring violations of the economic sanctions, providing evidence for any war crimes prosecution against Iraqi officials and building popular support for the organization's ultimate goal of overthrowing Mr. Saddam's government.

Inauguration d'un Institut culturel kurde en Iran



TEHERAN, 3 fév (AFP) - 12h28 - Un Institut culturel pour la minorité kurde d'Iran, qui vit dans le nord-ouest du pays, a été inauguré pour la première fois à Téhéran, à l'initiative des députés kurdes, a-t-on appris samedi auprès de cet organisme.

"L'Institut culturel du Kurdistan est le premier organisme de ce genre en Iran et le septième dans le monde", a indiqué son directeur Bahram Valadbeighi.

Un conseil comprenant quatre députés kurdes ainsi que huit personnalités culturelles et artistiques du Kurdistan dirige l'Institut, a indiqué M. Valadbeighi dans une annonce inaugurale dont une copie est parvenue à l'AFP.

Lors d'une réunion inaugurale, à laquelle avaient participé vendredi les députés représentants de la communauté kurde, M. Valadbeighi a affirmé que "cet organisme visait à renforcer l'unité nationale et servir les intérêts de la minorité kurde d'Iran".

Un député kurde, Jalal Jalalizadeh, avait dénoncé en novembre au Parlement la "campagne de répression, d'assassinats en série et l'interdiction de culte" dont est victime la minorité kurde sunnite en Iran qui compte environ 6 millions de personnes.

Dans un discours d'une tonalité sans précédent en Iran sur un sujet très sensible, M. Jalalizadeh, député de Sanandaj, chef-lieu du Kurdistan iranien, avait fait état de "meurtres en série d'intellectuels" ainsi que "de destructions de mosquées sunnites".

Il avait demandé l'intervention du Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei et du président Mohammad Khatami pour mettre fin aux discriminations contre les Kurdes en Iran.

Au lendemain de la Révolution islamique de 1979, un soulèvement kurde, toutes tendances politiques confondues, avait été maté une force conjointe de l'armée et des Pasdaran (Gardiens de la Révolution) et les partis représentant cette minorité, en particulier le PDKI et le Komeleh communiste, avaient été interdits.

Le président arménien déclare à la presse turque que la reconnaissance du génocide par la Turquie n'entraînerait pas de revendications territoriales ni de demandes de réparations de la part de l'Arménie...

Tandis que, dans son entretien accordé au journaliste turc Mehmet Ali Birand, dont nous publions ici la deuxième partie, le président arménien Robert Kotcharian affirme que la reconnaissance par Ankara du génocide arménien, n'entraînera aucune demande de réparations financières ni de revendications territoriales de la part de l'Arménie, Mario Nalbandian, membre du Bureau de la FRA Dachnaksoutioun, tenait un discours tout autre le 1er février au Club de la presse de Erévan. Le responsable du Parti dachnak, pourtant allié au président arménien, a développé un point de vue diamétralement opposé en réaffirmant son soutien aux objectifs de la cause arménienne, qui devrait en passer, a-t-il rappelé, par une révision des frontières entre la Turquie et l'Arménie. Évoquant la question des réparations financières, dont M. Kotcharian avait souligné qu'elle était du seul ressort des Arméniens de la diaspora, Mario Nalbandian a certes confirmé les propos du président selon lesquels le processus était déjà en cours et n'avait donc pas attendu la reconnaissance du génocide (première partie de l'entretien), puisque 10.000 Arméniens des États Unis s'étaient tournés vers la justice pour obtenir des compensations financières, mais en ajoutant que l'État arménien devrait appuyer leur démarche. Dans la première partie de l'entretien, le journaliste turc avait cité le Parti dachnak comme l'un des éléments de la vie politique de l'Arménie qui suscitait la méfiance de la Turquie quant aux objectifs réels de l'Arménie, au cas où Ankara reconnaîtrait le génocide arménien.

Je voudra faire part de mes premières impressions de retour d'Arménie, dont j'ai notamment ramené un entretien que m'a accordé le président Kotcharian à Erévan. L'Arménie donne l'impression d'un pays différent et étrange, de nature plutôt introvertie. C'est un pays pauvre qui vit replié sur son passé.

Mehmet Ali Birand : *Presque tout le monde a parlé de la question de la reconnaissance du génocide, sauf vous. Que signifie pour vous le vote d'une loi en ce sens par le Parlement français? Le ressentez-vous comme un succès personnel?*

Robert Kotcharian : *Tout d'abord, c'est le succès de la communauté arménienne de France, qui a atteint son objectif. Les Arméniens vivant en France voulaient que soit reconnu officiellement le génocide arménien. Personnellement, je félicite la France pour avoir reconnu ce génocide qui s'est produit au début du siècle dernier.*

Q : *Vous en êtes-vous satisfait?*

R : *Oui, je le suis.*

Q : *C'est tout?*

R : *Je pense avoir répondu à votre question.*

Q : *L'année 2001 a été déclarée année arménienne. On a dit que des efforts allaient être déployés cette année pour promouvoir la reconnaissance du génocide arménien par les Parlements d'autres pays, le Congrès des États-Unis devant être la prochaine cible de tels efforts. Ces rumeurs sont-elles fondées?*

R : *Qui a dit que 2001 était l'année arménienne?*

Q : *Si je ne me trompe pas, l'État arménien et d'ailleurs*

tous les Arméniens, en parlent. Même vos rues attestent les préparatifs des célébrations...

R : *L'année 2001 marque l'anniversaire de notre conversion au christianisme. Je pense que la formulation "d'année arménienne" renvoie à la célébration de cette date anniversaire et en tout état de cause, on aurait tort d'y voir une année de la reconnaissance du génocide ou de toute autre question du genre, qui n'ont rien avoir avec les célébrations du jubilé.*

Q : *On dit aussi que l'Arménie et la diaspora arménienne vont oeuvrer pour que des lois similaires soient adoptées par d'autres Parlements, et en tout premier lieu le Congrès américain. Est-ce vrai?*

R : *Oui, je pense que les Arméniens de la diaspora vont déployer des efforts en ce sens. Les Arméniens vivant aux États-Unis, qui sont des citoyens américains, en ont le droit et ils font tout simplement usage de ce droit.*

Q : *Qui est derrière cette campagne internationale? Vous-même? Peut-on dire que c'est Erévan qui orchestre cette campagne ou bien la diaspora elle-même?*

R : *L'Arménie n'a pas été impliquée dans le règlement de tels problèmes depuis l'époque soviétique, soit plus de 70 ans. Les revendications pour la reconnaissance du génocide ont été animées et exprimées par la diaspora arménienne, dont les membres sont d'ailleurs des descendants directs de ceux qui ont enduré les souffrances terribles du génocide. Ils ne pouvaient décemment pas être indifférents à cette question. Après avoir accédé à l'indépendance, l'Arménie devait exprimer elle aussi sa position sur cette question et la rendre publique. Elle a*

retrouvé un regain d'actualité depuis mon arrivée au pouvoir à Erévan, quand j'ai fait part de mes positions sur la question depuis la tribune des Nations unies et lors du sommet de l'OSCE à Istanbul.

Q : Si je vous suis bien, vous dites donc que l'Arménie n'était pas engagée à l'époque soviétique, dans la revendication de la reconnaissance du génocide qui était du seul ressort de la diaspora, jusqu'à ce que vous preniez vos fonctions et que repreniez à votre compte ces revendications?

R : C'est une question assez sérieuse pour intéresser et mobiliser tant la diaspora que l'Arménie et l'opinion publique internationale. Aussi, il serait faux de considérer ce processus comme le résultat de ma seule initiative personnelle. Tout cela procède d'une interaction et mon influence reste limitée. Je n'ai prise et contrôle ni sur la communauté arménienne des États-Unis, ni sur celle de France. Comment pourrai-je concrètement influencer le Congrès américain? Je ne comprends pas pourquoi il faudrait absolument chercher un centre de contrôle à cette campagne. Même si l'Arménie n'était pas impliquée, la diaspora aurait son mot à dire et se serait emparée de la question. Il est évident toutefois qu'une coopération dans ces actions n'en rend la campagne que plus efficace.

Q : Bien, laissons de côté la question de l'orchestration. Disons que vous encouragez la reconnaissance : d'abord la France, puis l'Italie et dernièrement la Grande-Bretagne ont désigné la Turquie comme une "coupable". Que voulez-vous prouver ensuite? Qu'est-ce qui doit suivre? Que voulez-vous forcer la Turquie à faire?

R : Dès lors qu'une personne ou un nation cherchent à défendre leur dignité, leur honneur, alors leurs efforts en soi sont justifiés. Nul ne doit s'attendre à ce qu'aucun verdict ou aucune décision de justice ne surgisse après que ce différend opposant nos deux pays sera réglé. Le tout est de rétablir la justice. C'est pour moi le fonds du problème. Je pense que l'opinion communément répandue en Turquie veut que "dès que le génocide sera officiellement reconnu, alors l'Arménie présentera nécessairement des revendications territoriales".

Q : C'est là où je voulais en venir. Vous exercez des pressions sur la Turquie de telle sorte qu'elle est amenée à poser la question : "Que veut finalement l'Arménie? Des réparations ou des territoires? J'aimerais vous le demander : que voulez-vous?"

R : J'ai déjà répondu à cette question. Après la reconnaissance du génocide par la Turquie, l'Arménie ne sera pas en mesure d'engager une quelconque procédure juridique contre la Turquie.

Q : Vous dites donc que "si la Turquie reconnaissait le génocide arménien, l'Arménie ne demanderait ni compensations ni territoires", c'est exact?

R : L'Arménie ne dispose pas de l'assise légale pour une telle démarche de toute manière, et le problème n'est pas là. La reconnaissance du génocide arménien ne donnera pas naissance à des revendications territoriales de la part de l'Arménie. Je suis étonné que les juristes turcs n'aient pas encore pu l'expliquer aux responsables politiques de Turquie. Si ce point de droit était bien compris, alors nous aurions sans doute une approche plus proche de la question.

Q : La Turquie ne vous fait pas confiance pas plus que vous ne faites confiance à la Turquie. La Turquie est inquiète. Il existe certains articles dans votre Constitution ainsi que dans les statuts du Parti Dachnaktoutioun. Vous affirmez que vous n'allez demander aucune réparation ni revendiquer de territoire, l'important étant que le génocide soit reconnu. Mais imaginez que quelqu'un d'autre vous succède à la présidence. Il pourra très bien dire que ces garanties avaient été faites par le président Kotcharian, non par son successeur. Maintenant que vous avez reconnu le génocide, vous devez

payer des réparations et nous donner certains territoires". Un tel scénario est-il possible?

R : Si les problèmes sont traités dans le cadre des législations internationales, alors ils trouvent toujours une solution. Certes, comme vous le dites, d'autres partis politiques peuvent avoir une autre approche du sujet. Mais je répète que l'Arménie ne sera pas en mesure d'intenter une procédure judiciaire contre la Turquie, quand bien même le génocide arménien serait officiellement reconnu. Cela n'a rien à voir avec le fait que les descendants et héritiers des victimes du génocide peuvent entreprendre des démarches en justice en vue d'obtenir réparation à titre individuel. Ils peuvent le faire dès aujourd'hui. Cela n'a rien à voir avec la reconnaissance du génocide. Ainsi, si un Arménien de la diaspora saisit une cour de justice et lui prouve qu'il a droit à une certaine somme déposée dans une banque à cette époque, alors il sera reconnu comme un héritier légal. Imaginez qu'un tribunal turc refuse de statuer sur une telle affaire, alors le requérant pourra toujours se retourner vers la Cour européenne. Ce système est déjà en place et la reconnaissance du génocide n'y changera rien. Je pense que l'importance et la portée de la reconnaissance du génocide arménien ne sont pas bien comprises en Turquie. Selon moi, la Turquie devrait mettre toutes les archives sur la table et présenter simplement ses excuses. Vous pouvez ne pas utiliser le mot de génocide, mais vous aurez accepté le fait qu'un peuple a été massacré et soumis à des déportations qui l'ont contraint à changer de pays et que la diaspora est le résultat des événements de 1915. Vous avez les moyens de trouver une solution par une démarche simple, qui permettra de dessiner nos relations à venir.

Q : Si je vous ai bien compris, vous dites que si la Turquie présente ses excuses à l'Arménie et reconnaît le génocide, il n'y aura pas de demandes de réparations financières ou de revendications territoriales. La Turquie devrait ouvrir ses archives et s'excuser. Est-ce là le scénario que vous envisagez?

R : Oui, tel est notre but. C'est un sujet passionnel et émotionnel, mais avant tout c'est une question d'honneur, non une question de débat pour les historiens.

Q : Ce n'est pas une question pour les historiens?

R : Personnellement, je rejette cette idée selon laquelle cette question serait du ressort des historiens. Si nous avions un quelconque doute à ce sujet, alors nous pourrions le laisser aux historiens. Mais pour nous, il n'y a pas matière à douter, et ceci vaut aussi pour la communauté internationale.

Imaginez que la Turquie reconnaisse le génocide de 1915, alors que pourrai-je demander, que pourrai-je demander quelque parti politique que ce soit, à la Turquie? J'ai dit que l'Arménie n'avait pas les moyens juridiques d'entreprendre des démarches contre la Turquie, mais je ne voudrais pas que mes propos soient mal interprétés, je n'ai pas dit que nous manquions de documents prouvant l'existence du génocide. Les documents possédés par l'Allemagne, les États-Unis, l'Arménie et la diaspora arménienne sont déjà d'envergure internationale. Ils sont suffisants, mais la question n'est pas là. La question est plutôt dans le fait que le génocide s'est produit en Turquie. Si vous regardez une carte de la région, l'Arménie actuelle n'existait pas alors. Ainsi, l'Arménie n'est pas l'héritière de cette terre. Comment pourrai-je aujourd'hui revendiquer ces territoires comme les miens et réclamer à la Turquie qu'elle les restitue à l'Arménie? Je ne peux pas même l'imaginer.

Q : Serait-il alors possible pour le Parlement arménien de déclarer officiellement que l'Arménie ne demandera aucune compensation ni territoire à la Turquie?

R : L'Arménie a sa Constitution, qui a déjà défini son territoire et ses frontières.

Q : Oui, mais les frontières de l'Arménie et de la Turquie n'ont pas encore été définies?

R : Aucun gouvernement n'a fait une demande en ce sens à l'Arménie.

Mehmet Ali Birand : Oui, mais le tracé de la frontière entre l'Arménie et la Turquie n'a pas été dessiné à ce jour...

Robert Kotcharian : Aucun gouvernement n'a demandé à l'Arménie de le faire. Nous sommes un pays sérieux, et ne prendrons jamais une mesure illégale, qui entrerait en contradiction avec la législation internationale. Je dois dire ici qu'il nous faut trouver un équilibre entre l'approche émotionnelle et celle de l'État, au regard de la loi. Au-delà, nous devons faire la différence entre l'approche émotionnelle et l'approche juridique de l'État.

Q : Certes, mais votre Parlement n'a pas approuvé l'accord qui détermine le tracé des frontières...

R : Nous nous sommes concentrés ici sur la question du génocide arménien. Nous en sommes arrivés au point où la reconnaissance du génocide par la Turquie ne donnerait pas lieu à de tels débats. La question du tracé des frontières avait été soulevée dans le cadre du traité de Sèvres. Il s'agit de deux questions distinctes. Sèvres est derrière nous.

Q : *Donc, vous dites que Sèvres est fini et que nous devrions aborder cette question sous un angle nouveau?*

R : Permettez-moi de me répéter. La reconnaissance du génocide ne donnera pas lieu à des problèmes juridiques de cet ordre. Cela n'a rien à voir avec Sèvres. Plus clairement, la reconnaissance du génocide ne se traduira pas par un retour au premier plan du Traité de Sèvres. Au contraire. Si la Turquie présente ses excuses au peuple arménien, je suis persuadé que le climat devrait évoluer très positivement, un climat profondément humaniste. Sans doute la Turquie est-elle un État important et puissant, mais il devrait être aussi assez mûr pour reconnaître les faits. Les peuples puissants peuvent toujours présenter leurs excuses. Le refus de s'excuser est le propre des peuples faibles.

Q : *Voulez-vous dire que la période du Traité de Sèvres est bel et bien révolue?*

R : Je ne veux pas revenir sur la question de Sèvres, je ne dis pas que son temps est révolu. Le fait est que quand l'Union soviétique s'est formée, elle n'était pas partie prenante de Sèvres et elle avait signé un accord différent. C'est une question totalement différente. Il ne faut surtout pas créer l'amalgame.

Q : *Vous avez dit que vous ne voulez ni territoires, ni réparations, de la Turquie. Etes-vous en train de dire que la diaspora est en droit de faire de telles demandes mais que c'est son problème et que Sèvres ne nous concerne pas?*

R : La reconnaissance du génocide ne donnera pas lieu à des mesures judiciaires contre la Turquie. Si la

Turquie s'en inquiète, alors laissez-moi vous répéter que cela n'arrivera pas. Quant au Traité de Sèvres, il peut être un prétexte à toutes ces questions, mais laissez-moi vous rappeler que ce traité n'a jamais été mis en vigueur. Le gouvernement de l'Arménie n'a jamais créé aucun problème autour de ce traité. Le réalisme nous impose de dire que ces exigences arméniennes, qui ont parfois pris un tour passionnel, réclamant par exemple de légiférer autour du Traité de Sèvres, n'ont rien de réaliste.

Q : *L'opinion publique turque vous observe, de même que le premier ministre et les ministres d'État. Y a-t-il quelque chose que vous voudriez leur dire?*

R : La question se pose d'un dialogue direct. Encore faut-il définir ce qui sous-tend une telle exigence. Nous avons toujours les moyens d'un dialogue direct, tel qu'il doit être engagé entre la Turquie et l'Arménie. Sans doute je ne veux pas qu'un tel dialogue s'oriente dans une fausse direction; je ne veux surtout pas que ce dialogue soit rendu plus difficile encore. Il y a une chose que je souhaite surtout dire au peuple turc et à son gouvernement : ni nous, ni les Turcs, ne pouvons changer de place et de lieu. Je pense que nous devons nous préparer à entretenir des relations de bon voisinage entre nos deux pays, et dans cet objectif, nous devons établir nos relations sur des bases claires et saines. Mais nous ne pouvons oublier notre passé. Je pense que ce que nous attendons de la Turquie sera déterminant pour l'avenir de nos relations et dissipera le climat de tension entre nos deux pays. Nous avons hérité de problèmes graves de l'Histoire. Quand l'Arménie a accédé à l'indépendance, la Turquie comme l'Azerbaïdjan lui ont imposé l'embargo. Cet embargo était la conséquence des problèmes que nous avions avec l'Azerbaïdjan. Alors que nous allions accélérer le rythme de nos relations bilatérales avec la Turquie, nous avons noté un changement de comportement radical de sa part.

Traduit de l'anglais par G. ULUBEYAN

La commission européenne appelle la Turquie à modérer sa réaction vis-à-vis de la France



2 février 2001

BRUXELLES (AP) -- La Commission européenne a appelé vendredi la Turquie à modérer sa réaction à la décision française de reconnaître des massacres d'Arméniens dans l'empire ottoman, un génocide nié par la Turquie.

Au cours des deux dernières semaines, la Turquie a usé de représailles envers plusieurs sociétés françaises, annulant des contrats dans le secteur de la défense évalués à plusieurs millions de dollars, dont des projets de modernisation d'avions de chasse et de lancement d'un satellite-espion.

Jeudi, elle a annoncé qu'elle annulait un appel d'offres pour la construction d'une autoroute en raison de l'implication de plusieurs sociétés françaises dans ce projet.

Dans un communiqué, la commission a fait savoir vendredi qu'elle donnait un "conseil amical" à la Turquie "de ne pas réagir de manière excessive parce que ce n'est pas propice au débat et à la compréhension mutuelle". "Le message est 'du calme'", a précisé le porte-parole de l'Union européenne Jean-Christophe Filori.

La commission examine actuellement les aspects juridiques des mesures de représailles prises par la Turquie.

IRAN Le bilan du président réformateur a été réduit à néant

Radicalisation politique à Téhéran

A quatre mois de la présidentielle du 8 juin, les conservateurs sont en pleine forme, les réformes sont dans l'impasse et le président Khatami n'est toujours pas candidat à sa propre succession.

Téhéran :
Serge Michel

« Vous ne trouvez pas que l'Iran est devenu une grande prison pour réformateurs ? » Il faut plus qu'une question impertinente dans cette conférence de presse au sud de Téhéran pour déstabiliser Habibollah Askarowladi, poids lourd de la droite ultra-conservatrice iranienne, maître du bazar et président de la redoutable « Association de la coalition islamique » (ACI) qui a financé et organisé la révolution dont on célèbre ces jours-ci le 22^e anniversaire. « Non, répond-il. L'Iran est une petite prison pour ceux qui servent de base à l'ennemi. »

L'aplomb de cet homme, après trois défaites électorales cinglantes, peut surprendre : elle montre en tout cas que rien n'est perdu pour les conservateurs. A quatre mois de la présidentielle du 8 juin, le bilan de Khatami a été réduit à néant, les réformes sont dans l'impasse, les troupes du président sont décimées et lui-même hésite à se représenter. Après le printemps des réformes, c'est bien l'hiver qui s'est abattu sur le pays. Et la situation politique se détériore de jour en jour, sous le feu continu de la justice, un bastion tenu par le clergé chiite le plus conservateur.

Après un verdict très lourd contre dix intellectuels ayant participé à une conférence jugée « anti-islamique » à Berlin et un verdict relativement clément contre les membres d'un esca-

dron de la mort ayant assassiné au moins quatre opposants à l'automne 1998, deux journalistes ont été arrêtés ces derniers jours : ils rejoignent en prison la quinzaine de grands noms de la presse qui s'y trouvent déjà. Un député de Hamedan a été brièvement détenu pour avoir tenu des propos désobligeants et la justice a lancé des poursuites contre Mostafa Tadjzadeh, vice-ministre de l'Intérieur en charge de l'organisation des élections et homme clé de l'état-major réformateur.

De plus, on est toujours sans nouvelles de deux prisonniers politiques, le leader étudiant Ali Afshari et Ezzatollah Sahabi, 75 ans, figure historique de l'opposition progressiste. Ils ont écopé respectivement de cinq et quatre ans et demi de prison pour leur participation à la conférence à Berlin et des propos tenus en décembre dernier à l'université. Ils demandaient un référendum pour définir les prérogatives du « velayat-e faqih », jurisprudence suprême et clé de voûte du régime islamique instaurée par Khomeyni et actuellement occupée par son successeur Ali Khamenei. Selon leurs proches, ils seraient séquestrés dans un lieu tenu secret afin de leur extorquer des aveux télévisés.

Le 23 janvier, le ministre de l'Intérieur, Abdolvahed Mousavi Lari, a déclaré que des « mains invisibles » pourraient bien être en train de fomenter un complot sur le modèle de celui qu'on appelle le « carnaval de l'Achoura ». En 1997, peu avant la présidentielle, des groupes de jeunes fêtards avaient troublé les commémorations annuelles de la mort de l'imam Hossein en se présentant comme des supporters de Khatami, alors candidat réformateur. Une aubaine pour les conservateurs qui avaient immédiatement exploité

ces incidents contre le candidat réformateur.

Une première tentative semble en tout cas avoir été déjouée à Chiraz : les autorités ont mis la main sur des milliers d'affiches qui devaient être distribuées lors du discours du président dans cette ville le 15 janvier. On y voyait Khatami au côté de Mossadegh, premier ministre nationaliste et laïc destitué en 1953 et qui représente encore un tabou en République islamique. En remontant la filière de l'imprimerie, l'enquête n'a pas abouti aux cercles de l'opposition progressiste semi-clandestine, mais à deux employés locaux des gardiens de la Révolution, qui disent avoir reçu des ordres de leur hiérarchie.

Khatami n'a toujours pas annoncé sa candidature à sa propre succession

« La tension monte au fur et à mesure des crises que provoquent les conservateurs, estime un analyste politique iranien. On s'approche du moment fatidique que Khatami tente de retarder depuis quatre ans : l'épreuve de force directe entre les deux factions. » En cas d'affrontement, les adversaires du président disposent des forces armées, des milices para-étatiques et des médias officiels (TV, radio). Khatami a le soutien de la rue mais refuse absolument d'y faire recours. Pour l'heure, le bras de fer a encore lieu en coulisses.

Car Khatami, que l'on dit passablement découragé, n'a toujours pas annoncé sa candidature à sa propre succession, malgré les implorations parfois pathétiques de ses troupes. Selon toute vraisemblance, le président cherche à poser ses conditions

afin d'avoir les coudées plus franches lors d'un second mandat. Des conditions qui pourraient aller jusqu'à des modifications constitutionnelles afin de renforcer ses prérogatives.

« Khatami attend que les conservateurs se rendent enfin compte qu'ils ont besoin de lui pour sauver le régime », poursuit l'analyste. Mais les conservateurs ont encore du chemin à faire pour parvenir à cette conclusion : certains ont toujours pour projet d'éliminer carrément le président alors que d'autres tentent de lui imposer des conditions draconiennes s'il veut que les élections se déroulent normalement.

Du coup, tout semble possible. « On navigue à vue », admet un diplomate. Certains scénarios évoquent le retrait de Khatami et le retour de l'ancien président Rafsandjani, d'autres le retrait de Kha-

tami au profit d'un candidat plus réformateur que lui. Le nom de l'ancien ministre de la Culture Ataollah Mohadjerani est sur toutes les lèvres : c'est le seul proche du président encore en liberté, même s'il n'a aucune chance auprès du très conservateur Conseil des gardiens, qui doit approuver les candidatures.

Estimant que le retrait de Khatami provoquerait une crise politique majeure, la plupart des observateurs estiment qu'il va finalement se représenter mais redoutent une participation en chute libre vu le désenchantement général après quatre ans d'espairs déçus. Pour notre analyste, l'heure est grave : « On va bientôt savoir s'il est possible de réformer l'Iran en douceur ou si les changements, dans ce pays, doivent tous s'imposer par la violence. »

Le PKK appelle les Kurdes à manifester pour leurs droits culturels

ANKARA, 5 fév (AFP) - 13h22 - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rébellion indépendantiste) a appelé les Kurdes de Turquie à faire campagne pour réclamer des droits culturels qu'Ankara leur refuse, rapporte lundi le quotidien pro-Kurde Ozgur Politika.

Rappelant que sa proposition faite en 1999 d'oeuvrer à une solution pacifique au conflit kurde demeurait une priorité, le mouvement (illégal) a menacé d'actions armées s'il était attaqué.

"L'Etat n'a fait aucun pas vers la reconnaissance de libertés élémentaires pour notre peuple, tels que la libre diffusion ou l'enseignement dans sa langue maternelle", explique un communiqué du PKK cité par Ozgur Politika.

"Il est temps pour la population kurde de déclencher une résistance démocratique. Notre peuple doit déclencher un mouvement de revendication politique dans chacun de ces domaines", annonce le PKK qui se dit prêt à prendre la tête de cette campagne.

Le mouvement incite les Kurdes à organiser des manifestations, des marches et des grèves, ou encore à fermer les magasins et à boycotter les écoles.

"Nous appelons notre héroïque jeunesse kurde, les femmes kurdes toujours prêtes à tous les sacrifices, nos chers enfants et toutes les couches de notre société à se joindre à cette campagne", dit le communiqué.

Le PKK avait annoncé en septembre 1999 qu'il déposait les armes et se retirait du territoire turc pour aider à une solution pacifique au conflit kurde, qui a fait quelque 36.500 victimes depuis le début de la rébellion en 1984 pour l'indépendance du sud-est du pays.

Cet appel faisait suite à l'offre de paix lancée par le chef du PKK Abdullah Ocalan, condamné à mort en juin de la même année et emprisonné depuis.

Depuis, les affrontements entre militants du PKK et soldats turcs ont notablement diminué dans la région et des milliers de rebelles se sont réfugiés en Irak du nord voisin.

L'Armée turque cependant a toujours repoussé ces appels à la paix, les jugeant comme faisant partie d'une tactique et ont rappelé que les rebelles n'avaient que le choix entre la mort ou la reddition.

Le gouvernement a de son côté échoué à mettre en oeuvre une quelconque réforme qui établisse des droits culturels pour les Kurdes, malgré une pression croissante de la part de l'Europe sur la Turquie, candidat officiel à l'intégration de l'Union depuis décembre 1999.

"La main que notre leader et nous mêmes avons tendue ne doit pas rester sans réponse. La Turquie doit donner la priorité à la résolution de ce problème dans la paix, le dialogue politique et un esprit de réconciliation", affirme le PKK dans Ozgur Politika.

Le mouvement a aussi indiqué qu'il ferait usage de son "droit à l'autodéfense" en cas d'attaque militaire.

"Mais notre priorité sera d'avancer sur la voie d'une solution démocratique et de la paix", dit encore le communiqué.

La marche turque des marchands d'armes allemands

SIGNE des temps, une délégation de parlementaires du Bundestag berlinois s'est bousculée, la semaine dernière, pour aller honorer une invitation des députés turcs. Et pour faire savoir à Ankara combien l'Allemagne apprécierait une commande d'un millier de chars Léopard 3, représentant pas moins de 7 milliards de dollars.

Les Allemands, ces derniers temps, se sont à de nombreuses reprises rués de l'autre côté du Bosphore pour profiter commercialement du boulevard qui vient de leur être ouvert par Paris : comme on sait, la recon-

naissance par la France du génocide perpétré par la Turquie en 1915 contre les Arméniens a mis Ankara en fureur. Les Turcs ont alors interrompu, voire annulé nombre de contrats civils et d'armement - plusieurs centaines de millions de dollars chacun - négociés, et parfois déjà signés, avec la France. Le char français Leclerc, qui concourait face à d'autres chars, notamment le Léopard allemand, a été exclu des tests.

Chapeau !

L'Allemagne, qui elle a omis de condamner le génocide de 1915, compte bien profiter de

ces nouveaux espaces commerciaux pour caser ses produits.

Si du moins ne se reproduit pas l'incident diplomatique qui a fait tourner court la visite de la délégation du Bundestag. Tout est parti de la coiffure de la députée Verte Angelika Beer, qui portait un seyant turban rouge-jaune-vert. Fermelement priée par le président du Parlement turc, Hassan Gulay (extrême droite), de se défaire de cet accessoire aux couleurs kurdes, la parlementaire allemande a répliqué en expliquant qu'il s'agissait du cadeau d'un de ses amis tué dans le Kurdistan irakien.

Illico, les Turcs ont mis fin à la réunion et leurs hôtes ont repris l'avion sans avoir pu rencontrer, comme prévu, le ministre turc de la Défense.

L'histoire a fait se tordre de rire les industriels français de l'armement. On se console comme on peut.

« Le Canard enchaîné »

Mercredi 7 février 2001

Iran opens its first Kurdish cultural centre

AFP 3 Feb 2001

TEHRAN, Feb 3 (AFP) - 12h06 - Iran has opened the first cultural centre in Tehran reserved exclusively for members of the nation's Kurdish minority living in Kurdistan province, according to a statement Saturday.

"The Kurdistan Cultural Institute is the first of its kind in Iran and the seventh such institution in the world," director Bahram Valadbeighi said in a copy of the statement from Friday's inauguration. The institute is to be overseen by a board of directors comprised of Iran's four Kurdish MPs and several leading Kurdish artists and cultural figures.

Reformist Kurdish MP Jalal Jalalizadeh in November denounced before parliament what he said was a campaign of repression and serial killings against the six-million-strong Kurdish minority in Iran. This included prohibition of religious freedom for the Sunni Muslim Kurds, in a country that has a Shiite Muslim majority, he said.

Although Shiite Islam has been the state religion since the 17th century, the Sunnis account for about eight million of Iran's roughly 65 million people. Iran's Democratic Kurdistan Party was officially banned following the 1979 Islamic revolution which toppled the shah and brought the Shiite clergy to power, and the party's leader was assassinated in Vienna in 1989.

Different Kurdish factions rebelled against the clergy after the revolution, prompting Islamic Iran's founder, the late Ayatollah Ruhollah Khomeini, to put the revolt down by force.

* * * * *

Riots Break out in Sanandaj

Kurdish Media 05 Feb 2001

SANANDAJ, Kurdistan (KM) - Riots broke out last week in Sanandaj, the capital of Kurdistan province in Iran.

Riots broke out in Sanandaj Cyrus and Enghelab (revolution) streets last week and the revolutionary guards arrested some of the protestors. Radio Israel in its program gave further details of the riot.

This month in Kurdish Zodiac calendar coincides with the 2nd anniversary of Kurdish uprisings in Kurdish cities (19-20 Feb 1999) in which many Kurds lost their lives and many others were arrested. The Kurdish massacre was a disgrace for Khatami government and his governor.

Following the massacre of 2 years ago, the security deputy of the Kurdistan governor was replaced, but the governor, Dr Ramedhan-Zadeh did not resign. Following the massacre, the regime also implemented some language reforms allowing the teaching of Kurdish in Iranian universities. The reforms were implemented a year after a group of Kurdish intellectuals living abroad wrote a letter to Khatami and asked him to allow Kurdish education at least in universities. The group reminded Khatami that Kurdish education in the universities was even allowed in Shah time.

After the last week riots in Sanandaj, the regime gave another concession to the Kurds by allowing the opening of a Kurdish cultural center in Tehran this week. This also followed the Kurdish speech by Dr Jalal-zadeh in Iranian parliament criticising the government for suppressing Sunni Kurds in Kurdistan and in the capital Tehran.

"The Khatami regime and his governor in Kurdistan are full of inconsistencies when it comes to the Kurds and their rights. His governor who is from Bijar Garrus in Kurdistan talks about the bad cultural situation in Kurdistan, but during his four years in office he has even failed to reopen the only cinema in his home-town Bijar which was burnt during the revolution." Commented a Kurdish observer from Bijar. Bijar which is the headquarter of revolutionary guards in Kurdistan is situated in a strategic position around 90 miles away from Sanandaj, Zanzan and Hamedan - all three are province capitals.

Hamedan, the historic hang-mitani capital of Medes empire along Lorestan province were two provinces which were carved out of the Kurdistan territory (previously part of Kirmanshahan province) in Iran during last centu-

ry. Zanjan Turkish province was also created by the Pahlavi regime in order to weaken the uprising of Kurds and their Gilaki cousins living next to Caspian sea.

These anti-Kurdish policies were part of the policies dictated from London to Rezashah and his son to destroy the Muluk-al-tavayefi semi-federal form of government in Iran and replace it with an absolute centralised monarchy and dictatorship.

* * * * *

Iraq plays down U.S. support to opposition

3 February 2001

BAGHDAD, Iraq, Feb. 3 (UPI) -- Iraq brushed aside Saturday the U.S. administration's decision to provide Iraqi opposition groups with \$4 million to try to topple the Saddam Hussein government in Baghdad.

Iraqi Vice President Taha Yassin Ramadan said the decision "makes no difference to Iraq. On the contrary, it adds to the absurdities of the methods used by U.S. administrations." He told reporters that Washington's decision was "a confirmation to our belief that there is no difference between the Republican and Democratic Party administrations." The money will go to the Iraq National Congress, one of the leading groups opposed to Saddam Hussein's regime. It was approved by the State Department Friday in a plan that calls for the establishment of a television satellite network to enable the Iraqi opposition to broadcast their message to the people inside Saddam Hussein's sanction-stricken country, and for strengthening the anti-Saddam media, and other purposes.

At the same time the Treasury Department has issued a license for the INC to operate within Iraq, a major shift in policy initially proposed at the tail end of the Clinton administration.

Ahmad Chalabi, one of the leaders of the INC told United Press International he considered the agreement to be a "positive development," but was cautious not to try to predict how much support the Bush administration was likely to provide. "I would like to go back myself to work against Saddam as soon as I have the wherewithal to operate effectively," Chalabi said.

President Clinton signed a 1998 law authorizing \$98 million in guns and support for the group, but the administration has been slow in putting the policy of backing Saddam's opposition into operation. So far, the INC has received little over \$400,000 of the money promised in the Iraq Liberation Act, none of it for the military training or equipment Chalabi says his men desperately need.

The United States does not have a good record for consistency in supporting Iraqi opposition groups both inside Iraq and outside. On more than one occasion in the past, Washington has started by backing a group, and then withdrawn its backing. But Bush foreign policy advisers have identified the INC and Chalabi as an instrument for ousting Hussein from power by fomenting a popular revolution from within Iraq.

The man responsible for implementing the Iraq Liberation Act under the Clinton administration, Frank Ricciardone, has a good chance of staying on in that position under Bush, according to State Department officials. Ricciardone met with members of the INC this week to iron out the last details of the funding package.

Chalabi said, "Frank was implementing the policy of the Clinton administration, that was a go-slow policy. The state of the Iraqi people is terrible. It is our responsibility to move events to liberate them as quickly as possible."

But Ricciardone has also sung the INC's praises. In the October 2000 edition of the publication Middle East Policy, Ricciardone wrote, "The United States will not unilaterally liberate Iraq. Iraq's liberation will come from the internal forces that we wish to support through the Iraqi opposition."

Ricciardone compares U.S. support for the INC to the Reagan Administration's campaign to support the Polish Solidarity movement, and U.S. backing for the African National Congress during apartheid in South Africa. In the late 1980s the CIA shipped radio and television equipment for clandestine broadcasts and printing presses to the Polish labor union Solidarity movement, using Swedish unions and other European organizations to make the deliveries. The CIA's clandestine support played a significant role in keeping the movement led by Lech Walesa active despite intense police attempts to suppress it.

State Department officials have said there is a good chance that Powell -- who has gone out of his way to appoint foreign service officers and career State Department officials to key positions -- will keep Ricciardone for the next administration. Col. Bill Smullen, Powell's chief of staff told UPI, "No decisions have been made with respect to [Ricciardone]. However he has an impressive background and credentials."

Since the Gulf War in 1991, which Powell helped manage as chairman of the Joint Chiefs of Staff, Hussein has presented what some see as a significant security threat in the oil-rich Middle East. Not only is he said to have funneled money to terrorist groups throughout the region, but he has refused to cooperate with the United Nations regime to inspect his arsenal. A U.S. Defense Department report last year predicted he may have reconstituted his threat altogether, an assessment not out of step with images in December from a full military parade in Baghdad displaying new tanks and equipment. (Eli Lake in Washington contributed to this report.)

* * * * *

Iraqi sanctions crumble to dust

By Carola Hoyos and Roula Khalaf Financial Times Feb 06 2001

United Nations diplomats are becoming increasingly alarmed at the crumbling of the comprehensive sanctions against Iraq. The UK and France, which as recently as a month ago played down the impact of Iraq's strengthened ties with the international community, now believe the Iraqi regime is earning what amounts to \$2bn (£1.36bn) a year from smuggling, double estimates of western governments a few months ago.

On top of increased smuggling through Iran, Turkey, Syria and Jordan, evidence is mounting that companies buying Iraqi oil are paying a surcharge directly to the Iraqi government.

"The cheating is the worst-kept secret in the oil business," says Antonio Szabo, president of Stone Bond, a Houston-based energy consultant. "The oil-consuming countries have a keen but concealed interest in keeping Iraqi crude flowing."

UN diplomats agree. "Everybody knows - the Americans know, the French know and the [UN] oil overseers know," said one diplomat. The UN employs 1,000 international staff and 1,700 Iraqi nationals who are paid with Iraq's oil revenue.

With arms inspectors blocked from returning to Iraq, control of Baghdad's finances has become one of the last means the UN has of preventing the country rebuilding its weapons programmes. But wresting control of Iraq's oil revenues back from the UN has also become Iraqi President Saddam Hussein's top priority.

In recent weeks, middlemen with good Iraqi contacts have begun to accept Baghdad's demand for a surcharge on its crude oil in sales under the UN-approved oil-for-food deal. They resell the oil to traders, who pass it on to large companies. Analysts say these companies are taking Iraqi oil at a relatively high price because the production cut earlier this month by the Organisation of Petroleum Exporting Countries has left Iraq as the last resort.

According to the UN, Iraq's exports doubled from December to January and now total about 1.2m barrels per day (b/d), but are still about 1m b/d short of their average capacity. The increase follows a two-month interruption during which Somo, Iraq's state oil company, tested the size of the surcharge buyers were willing to accept.

Western officials point out that there are breaches of sanctions by companies selling to Iraq outside the oil-for-food programme, and these too are being ignored. "They have to import and export outside the oil-for-food deal and everyone is joining in, including big western companies," says a senior official.

Syria has begun to import illegally as much as 100,000 b/d of Iraqi oil, according to diplomats. Iraqi oil trucks stream across Jordan's border, and Iran is doing little to stop tankers smuggling oil through the Gulf.

The reopened pipeline to Syria is the most embarrassing development for the UN. Damascus is believed to be buying Iraqi oil to use in its own refineries and increasing exports of its own crude. Both Iraq and Syria are keen

not to publicise the new trade. Damascus says it has no intention of breaching UN resolutions. But as one senior European official says: "Everyone knows, and they're all closing their eyes to this, while the Syrians say they're just testing the pipeline." Oil experts and diplomats say the UN is unable to prosecute those who break sanctions. But the more pervasive problem is that the Security Council, which designs the UN's policy on Iraq, is too divided to counter or even spotlight the violations.

* * * * *

Iraq smuggled \$600m worth of oil in 2000

Reuters 02/06/01

Iraq sold \$600 million worth of smuggled oil in 2000 in violation of a UN embargo, a sharp increase over previous years, British officials said yesterday.

David Cooke, commanding officer of the frigate HMS Cumberland, part of the U.S.-led Multinational Interception Force (MIF) that enforces the sanctions in the Gulf, said the smuggling peaked late last year during Iraq's stand-off with the United Nations over oil pricing in the oil-for-food programme. Iraq suspended oil exports in early December as it fought with the UN over the pricing and its buyers of crude rejected a surcharge.

"During this period the volume of illegal smuggled oil, mainly crude, reached 400,000 tonnes," Cooke told a news conference aboard the Cumberland which is visiting Dubai before ending its duty in the Gulf. British Consul General Simon Collis said the estimates covered Iraqi oil smuggling through the Gulf waters, Iran, Turkey, Syria and Jordan. "The sum of \$600 million is the best estimate of the total value of smuggled oil to everywhere," Collis said. UN officials said in March they expected smuggled oil to rise to 4.8 million tonnes in 2000, up from 1.08 million in 1999 and 1.9 million the year before.

Collis said the amount was only a fraction of Iraqi total oil exports of around \$16 billion last year, rejecting what he described as "a myth that sanctions against Iraq are crumbling or eroding." "The focus of the sanctions is oil, and there Iraq's ability is limited," he added in reference to the oil-for-food programme which allows Baghdad to sell unlimited quantities of oil under strict UN supervision.

Cooke said vessels carrying illegal Iraqi crude used Iranian territorial waters and were therefore off-limits to MIF that is empowered to stop and search vessels in the Gulf suspected of carrying contraband goods to and from Iraq under UN sanctions for its 1990 invasion of Kuwait. "They (ships) spend their life in Iranian territorial waters and there is nothing that we can do," Cooke added.

He said that most of the intercepted tankers were small, with an average capacity of 10,000-15,000 tonnes. But the vessels were typically in poor condition, around 30 years old and would be banned from major world ports.

Iran denies Western charges of allowing smuggling through its waters and has seized several ships carrying Iraqi illegal oil.

* * * * *

Exit allowed but entrance not

Mert Gozde - Turkish Daily News February 6, 2001

The provincial leaders of the People's Democracy Party (HADEP) in Sirnak found themselves stuck recently. Having initiated a search for their colleagues, who went missing 12 days ago after they had submitted statements to the Silopi District Gendarmerie Command, they were banned from entering Sirnak by the Sirnak Provincial Gendarmerie Regimental command.

The provincial leaders were stopped on their way from Diyarbakir to Sirnak by gendarmerie forces at the entrance of the Cizre province. Here they were told that they were not allowed to enter Sirnak until a second order was issued, thus the HADEP leaders could not make their way back to their homes in Sirnak and had to turn back to Diyarbakir. According to information gathered from local sources in Diyarbakir and Sirnak, the events began with a telephone call inviting HADEP Silopi District leader Serdar Tanis and Provincial Secretary

Ebubekir Deniz to Silopi District Gendarmerie Command office.

Missing for 12 days

On not hearing from Tanis and Deniz since their visit to the gendarmerie office on Jan. 25, 2001, relatives of the two missing applied to several human rights institutions and to the Silopi public prosecutor's office.

Suayip Tanis, Serdar Tanis' father, claimed in the petition he submitted to prosecutor's office that he had earlier been called to Sirnak where Sirnak Provincial Gendarmerie Command officials threatened him saying, "I will not let you or him live unless he resigns from HADEP administration." Suayip Tanis also stated in his petition that his son had frequently been threatened and been under pressure by the Silopi Gendarmerie Command officials to resign from HADEP.

Fruitless attempts

Attempts made by the Tanis and Deniz families prompted an investigation in the region by a delegation comprised of Human Rights Association (IHD) Deputy Chairman Osman Baydemir, Turkish Human Rights Foundation (TIHV) Diyarbakir representative Sezgin Tanrikulu, IHD board members Necat Tastan and Selahattin Demirtas.

Omer Sansur, the minibas driver who took Tanis and Deniz to the gendarmerie office, and others who were in the minibas told delegation members they had witnessed Tanis and Deniz enter the Silopi Gendarmerie Command premises.

Suayip Tanis and Deniz Deniz, Ebubekir Deniz's brother told the delegation members that they had been called to Silopi District Gendarmerie Command where Gendarmerie Command Captain Selahattin Can said, "It was not me who called Serdar and Ebubekir but Sergeant Selim. If you examine the telephone records, you will see that. Sedar and Ebubekir came here, submitted their statements and then left."

The delegation members compiled the interviews they made with relatives of the lost HADEP members and witnesses, then prepared a report which they later submitted to the Parliament Human Rights Commission, the ministry in charge of human rights affairs, Emergency Rule (OHAL) governor's office, Sirnak governor's office and Silopi district office.

Missing HADEP members on Parliament's agenda

From all these institutions only the Parliament Human Rights Commission responded to the team's report. Virtue Party (FP) Rize Deputy Mehmet Bekaroglu put the issue on Parliament's agenda by submitting a written question to the Interior Ministry inquiring of the whereabouts of the two missing HADEP members. Bekaroglu, stating the concerns shared by people living in the region, said the following: "The people living in the southeastern region are worried and are asking whether the cases of missing people and mystery murders will start up again."

HADEP members stopped on the way

HADEP General Secretary Mahmut Sakar, party members Mehmet Isiktas, Eyup Karageci and Cemil Aydogan left Ankara for Diyarbakir last Saturday. Meeting with Sirnak Provincial leader Resul Sadak and Kiziltepe district leader Hidir Saglam in Diyarbakir, the party members moved from Diyarbakir to Sirnak in order to meet Sirnak governor and Silopi district head officials and to inquire into the whereabouts of their friends. However, Sakar and his friends were stopped by the gendarmerie forces on the road leading to the Cizre province of Sirnak and were told that their entrance was banned until a second order issued by OHAL governor's office and Sirnak Provincial Gendarmerie Regimental Command was received. The members of the HADEP team made several telephone calls which proved ineffective and they had to turn back to Diyarbakir in the vehicle which they reached Cizre in.

Meanwhile, the Sirnak organization party members were also banned from returning to their homes in Sirnak and therefore had to stay in Diyarbakir along with Ankara HADEP members.

HADEP Central Executive Committee held a meeting in party headquarters the day before and decided on

several action plans. They decided to stage a sit-in protest for 15 minutes everyday in front of the provincial organization building, to visit Silopi District Head Office and to hold frequent press conferences. They also decided to continually send faxes to the Presidency, Prime Ministry, and the Interior and Justice Ministries inquiring of the whereabouts of the lost HADEP members.

16 HADEP members in custody

A total of 16 HADEP members, including HADEP Batman Province leader Murat Ceylan, were taken into custody by Batman Police when they continued staging their sit-in protest for Tanis and Deniz, the two missing HADEP members.

* * * * *

Turk police break up Kurdish protest

CNN February 7, 2001

DIYARBAKIR, Turkey -- Turkish police have dispersed hundreds of demonstrators protesting over the disappearance of two Kurdish party activists. Officers broke up the rally outside the offices of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) in the south-eastern city of Diyarbakir on Tuesday, saying it was illegal.

The HADEP office is facing possible closure for what the Turkish government says are its links to the separatist Kurdistan Workers Party (PKK). Up to 1,000 protesters gathered, angry at the apparent disappearance of HADEP officials Serdar Tanis and Ebubekir Deniz who were last seen on January 25.

Demonstrators fled into side streets and witnesses said several people were injured. HADEP says Tanis and Deniz were taken into custody by paramilitary police in the south-eastern town of Silopi.

The protest comes one day after Kurdish leaders called for a worldwide day of action to mark the second anniversary of the arrest of PKK leader Abdullah Ocalan.

Turkey captured Ocalan on February 15, 1999, and after a trial, sentenced him to death for treason for leading the PKK in its armed struggle for Kurdish self-rule.

PKK leaders called on Kurds everywhere to mark the day, saying: "Actions such as demonstrations, marches, blackouts, shop closures, school boycotts, work walkouts, hunger strikes and continual mass protest must be started on February 15."

* * * * *

February 7, 2001

Kurdish Leader's Diary Published

ROME (AP) - Imprisoned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan has warned that his execution would plunge Turkey into a "new Kosovo," a newspaper reported Wednesday based on what it claimed was his prison diary.

The Rome-based daily La Repubblica published what it said were passages covering April 1999-January 2001 that were secretly obtained by Ocalan's lawyers from the prison island of Imrali.

They include personal observations - like shaving his mustache to ease breathing difficulties caused by asthma - to Turkish politics.

"If they hang me, Prime Minister Bulent Ecevit must understand what is at stake. Turkey can become like Kosovo," La Repubblica quoted him as writing on May 10, 1999.

Ocalan's lawyers in Turkey denied that he kept a prison diary. Passing on information from the rebel leader would be a crime in Turkey. But one of the lawyers, Dogan Erbas, said the notes could have been compiled from interviews

they have given to journalists. And an official with the Kurdistan Information Office in Rome said she was sure the notes were authentic.

"Those were definitely his (Ocalan's) words," said Hevi Dilara. "We in the Kurdish community have known about his health." According to the excerpts, Ocalan increasingly complains of health problems such as failing eyesight. He also says authorities have reduced the time for his weekly meetings with lawyers and that he is allowed to read fewer newspapers.

Ocalan, who was captured in 1999, led the Kurdistan Workers' Party guerrilla group in its battle for Kurdish autonomy in southeast Turkey. He was sentenced to death by hanging for treason and separatism for leading the insurgency, which has claimed 37,000 lives. No date has been set for Ocalan's execution. In the excerpts published Wednesday, Ocalan mentions his reading preferences - Goethe and Shakespeare - and compares himself to Napoleon.

"Lately I've been reading a history of Napoleon. There are some incredible analogies with my situation. Both in action and in spirit, even if the ideology is different. He was also imprisoned on an island, St. Helena, and he was also abandoned by Europe."

* * * * *

PKK urges Kurds to start massive protests for rights

AFP 5 Feb 2001

ANKARA, Feb 5 (AFP) - 14h20 - The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) urged Turkey's Kurds Monday to launch a massive campaign of civil disobedience in a bid to force Ankara to grant them greater cultural rights. The militant group said the Kurdish people should escalate "democratic resistance" involving street protests and strikes to force the introduction of reforms like Kurdish-language education and broadcasting.

"It is time for the Kurdish people to step up their democratic resistance. Our people should launch political action in each and every field," it said in a statement carried in the Internet edition of the pro-Kurdish Ozgur Politika newspaper.

Kurds should initiate demonstrations, protest marches and strikes, shut down businesses and boycott schools because of the lack of any Kurdish language or culture teaching in the state education system.

"We call on the heroic Kurdish youth, the Kurdish women, who are ready for any sacrifice, our beloved children and all sections of our people to participate in the campaign," the statement said. "The state has not taken any step towards the recognition of basic freedoms for our people like broadcasting and education in their mother tongue," it said. The group restated its landmark 1999 decision to pursue a peaceful resolution to a decades-old conflict in Turkey. But it warned it would resume its military campaign if government forces moved against it.

The PKK said in September 1999 that it was laying down its arms and withdrawing from Turkish territory to seek a peaceful resolution to the conflict which has claimed some 36,500 lives since 1984 when the rebels began a bloody campaign for self-rule in southeastern Turkey.

Its declaration followed a peace appeal from PKK leader Abdullah Ocalan, on a death row in a Turkish jail.

Since then fighting in the area has subsided and several thousand rebels have moved to the north of neighbouring Iraq. But the powerful Turkish military has played down the peace bid as a ploy, and has pressed for the unconditional surrender of the organisation, prompting repeated PKK warnings that it would resume its armed campaign if attacked.

The government, meanwhile, has failed to introduce reforms acknowledging Kurdish cultural rights despite increasing European Union pressure on Turkey, a membership candidate since December 1999. "The hand of peace extended by us and our leader should receive a positive response. Turkey should give priority to resolve the problem in peace, political dialogue and reconciliation," the PKK statement said.

The group said it would use its "right to self-defense" in the face of a military attack. "But our priority will be to progress on the road to a democratic solution and peace," it added. Last month, Ocalan also threatened renewed armed struggle against the government if it launches any offensive against the PKK, apparently concerned at Ankara's efforts to forge an alliance with rival Kurdish groups inside northern Iraq.

Les opposants irakiens, réunis à Paris, réclament le procès de leur président

Ils dénoncent unanimement les exactions du régime

NE PAS OUBLIER que le régime irakien est le premier responsable des souffrances de son peuple, dont l'embargo n'a fait qu'aggraver le fardeau ; ne pas croire que la levée de cet embargo résoudra tous les problèmes de ce pays ; traduire le président irakien, Saddam Hussein, devant un tribunal international *ad hoc* pour « crimes contre l'humanité » et œuvrer à la chute de son régime pour construire un Irak démocratique : ce sont les objectifs communs de la quasi-totalité des opposants irakiens, membres d'organisations non gouvernementales (ONG) et intellectuels qui ont participé à un colloque sur l'Irak organisé à Paris, lundi 5 février, à l'initiative des Verts français.

Les participants au colloque « *Défis et perspectives de l'Irak face au régime de Saddam Hussein* » ne veulent pas que les voix des victimes de la répression, que le régime continue de pratiquer contre sa population, soient couvertes

par celles, de plus en plus nombreuses, qui s'élèvent de partout pour réclamer une levée de l'embargo économique imposé par l'ONU à l'Irak depuis plus de dix ans et tenu pour responsable de la détresse des Irakiens. Ils refusent que « *le débat à propos de l'Irak se focalise sur l'embargo* », qui est « *l'arbre cachant la forêt des crimes* » de Saddam Hussein, selon les propos d'Amin Bakhtiar, représentant de Human Rights Alliance, une ONG membre de Coalition for Justice in Irak (un rassemblement de deux cents ONG de quatre-vingt-dix pays). Les sanctions, a dit M. Bakhtiar, « *ne sont pas le mal, mais en sont la conséquence* ».

HUMANISER L'EMBARGO

Pour tous, le peuple irakien « *continuera de souffrir aussi longtemps que M. Hussein demeurera au pouvoir* ». Si les produits achetés en vertu de la résolution 986 de l'ONU dite « *Pétrole contre nourriture* » n'était pas détournés par les

autorités, les souffrances des Irakiens seraient allégées, a assuré M. Bakhtiar, qui en veut pour preuve l'amélioration sensible de la situation dans la partie du Kurdistan qui échappe au contrôle du centre et où la résolution 986 est correctement appliquée.

Quant à l'embargo, il doit être, d'après lui, « *humanisé* », alors que d'autres participants ont demandé sa « *levée immédiate* », parce qu'il pénalise très lourdement la population. Tous ont réclaté le maintien, voire l'accentuation des « *sanctions politiques, diplomatiques et militaires* » contre le régime. La comparution de M. Hussein devant un tribunal international *ad hoc* fait aussi la quasi-unanimité. Pour ce faire, a suggéré M. Bakhtiar, une commission d'experts pourrait être formée par le secrétaire général de l'ONU ou le Conseil de sécurité, qui serait chargée de vérifier l'authenticité des documents – singulièrement quatorze tonnes saisies par les Kurdes dans le nord après la débandade de l'armée et les conclusions du rapporteur spécial de l'ONU, Max van der Stoep – qui prouvent les « *crimes* » du régime.

Tous les orateurs, qu'il s'agisse des représentants des deux principaux partis kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan, de ceux des deux principales formations islamistes, le Conseil supérieur de la révolution irakienne et le parti el Daawa, du Parti commu-

niste, des personnalités indépendantes ou des délégués d'Amnesty International et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme ont rappelé la longue liste des exactions du régime : emploi d'armes chimiques et de gaz dont les populations continuent encore aujourd'hui de subir les effets, y compris génétiques, transferts massifs de population, répression brutale des minorités ethniques et religieuses, asséchage des marais du Sud, tortures physiques et psychiques d'une grande cruauté, « *disparitions* » et exécutions sommaires d'opposants...

Pour tous, parallèlement à la levée des sanctions, la communauté internationale doit impérativement mettre en application la résolution 688 du Conseil de sécurité, qui exige du régime irakien de mettre fin aux violations des droits de l'homme. Un soutien actif devrait être enfin fourni, selon eux, aux opposants afin qu'ils puissent renverser le régime.

Le député Vert Noël Mamère a vu dans « *une certaine complaisance* » de la France à l'égard du régime irakien, « *l'un des effets nocifs* » de la cohabitation. Les Verts, a-t-il dit, demandent la comparution en justice de M. Hussein et sont résolus à « *lutter contre toutes les crapules internationales, au hit-parade desquelles se tient Saddam Hussein* ».

Mouna Naim

Un militant des droits de l'homme poursuivi pour avoir demandé à la Turquie de présenter des excuses aux Arméniens

ANKARA (AP) -- La justice turque a lancé des poursuites jeudi contre un militant des droits de l'homme, accusé d'avoir réclamé que la Turquie fasse des excuses pour ce qu'elle a fait subir par le passé aux Arméniens et à d'autres minorités.

Akin Birdal est accusé d'avoir "ouvertement insulté la turquitude" pour des propos tenus en Allemagne l'année dernière. Il encoure une peine maximale de six ans de prison. "Tout le monde sait ce qui a été fait aux Arméniens. La Turquie doit s'excuser pour ce qu'elle a fait aux minorités", aurait-il déclaré, selon l'acte d'accusation cité par l'agence Anatolia.

Selon son avocat, Akin Birdal parlait des minorités en général, et pas uniquement des Arméniens. La Turquie, tout en reconnaissant le décès de centaines de milliers d'Arméniens entre 1915 et 1923, refuse le terme de génocide. Les relations entre Ankara et Paris se sont tendues depuis la reconnaissance par la France du génocide arménien, qui a coûté la vie à 1,5 millions de personnes.

Birdal, ancien président de l'Association pour les droits de l'homme, avait été libéré en septembre dernier après dix mois de prison pour incitation à la haine raciale, condamné pour des discours en faveur des droits des Kurdes en 1995 et 1996.



8 février 2001

International NGO Report on IDP in Iraq (courtesy of the Iraq Foundation)

February 7, 2001

The Global IDP Project, an international NGO which supports the work of the UN Senior Network on Internally Displaced Persons (IDPs), has released a profile on IDPs in Iraq today on its web site. Below is a summary of the report. For the full report, click on <http://www.db.idpproject.org/Sites/idpSurvey.nsf/wCountries/Iraq>.

It should be noted that little public information about the location and living conditions of internally displaced persons in Iraq was available for this summary. Comments and additional information are welcome and will be included in the updated version of this document.

From a security perspective, Iraq has been de facto divided since 1991 in two areas, northern Iraq, under Kurdish administrative control, and the rest of the country, under government control. USCR estimated that about 900,000 persons were internally displaced at the end of 1999 (USCR 2000, p.6).

There are several causes of internal displacement to and within northern Iraq and today 800,000 persons are considered displaced in the north (USCR 2000, p.187). The most serious cause has been Iraqi government actions. During the "Anfal" campaign in the late 1980s, Baghdad forces destroyed about 4,500 Kurdish villages, killed between 50,000 and 200,000, and deported many Kurds to new "collective settlements" and detention camps (USCR 2000, p.187 & Dammers 1998, p.181).

The Iraqi government has also caused the displacement to northern Iraq of over 100,000 persons, mainly from the Iraqi government-controlled area of Kirkuk (USCR 2000). Thousands of Kurds but also Turkmen and Assyrians were expelled because of their ethnic origin and because of Kirkuk's strategic location and its oil fields. Many ethnic Kurds and Turkmen families are given the choice of leaving or signing a form "correcting their nationality" to be considered as ethnic Arabs. Those refusing to comply with either are subjected to intimidation, arrest, revocation of ration cards and, eventually, expulsion. Measures used by the government to encourage departures and prevent the return of displaced persons also include setting-up military checkpoints around Kirkuk, demolishing Kurdish sites and prohibiting Kurds to construct or inherit property in the area (CHR 26 February 1999 & UN GA 14 August 2000). At the same time, the Iraqi government has been resettling Arab families from central and southern Iraq to Kirkuk to affirm the "Arabic" character of the city and to prevent Kurdish claims that Kirkuk is part of their territory (Dammers 1998 & Out There News 2000).

A second cause of displacement within northern Iraq is factional Kurdish in-fighting. Two major Kurdish parties - the KDP (Kurdish Democratic Party) and the PUK (Patriotic Union of Kurdistan) - have been controlling the three governorates of Dohuk, Erbil and Suleymaniyah since 1991. They fought intermittently until 1998, when the KDP and the PUK agreed to a Washington-brokered peace agreement. At the end of 2000 however, both continued to

maintain separate administrative, legislative and executive structures in areas under their control and little had been done to implement measures such as the gradual return of internally displaced persons to their homes (US DOS 25 February 2000 & HRW December 2000). Internal Kurdish conflict has been exacerbated by the intervention of regional players, all of whom are opposed to the creation of a Kurdish state. Turkey's raids into Iraqi Kurdistan in search of PKK rebels (Kurdistan Workers' Party), as well as Iranian and Iraqi governments interventions and shelling from outside the Kurdish-controlled region have all caused internal displacement (UNHCR June 2000 & USCR 2000).

In 1999 USCR estimated that 100,000 persons were displaced in government-controlled Iraq, after stating from 1994 to 1997 that the number of internally displaced in the south could be anywhere from 40,000 to 1 million, because of the lack of reliable sources (USCR 1995, p.116; 1996, p.113; 1997, p.152 & 1998, p.145 & 2000, p.187). Internal displacement in government-controlled Iraq has been mainly caused by confrontations between the Sunni regime of Saddam Hussein, and the majority Shi'a Muslim population. The government severely restricts or bans outright many Shi'a religious practices and has for decades conducted a brutal campaign of murder, summary execution, arbitrary arrest, and detention against the Shi'a Muslim religious leaders and their followers (USCR 1995 & US DOS 5 September 2000). In 1991, the government crushed a Shi'a revolt in southern Iraq, which

had erupted in the wake of the Iraqi defeat in Kuwait. There were heavy casualties and many Shi'a opponents of the Baghdad regime fled to the predominantly Kurdish north but also to the marshlands, located in the south of Iraq between the Tigris and Euphrates rivers. The Iraqi government then ordered the burning and shelling of villages, and had dams built to divert water from the marshes, therefore depriving the Shi'ites of food and cover (USCR 1995 & 2000 & US DOS 5 September 2000). Another cause of displacement in the south has been the forced relocation to their home provinces of thousands of Gulf War refugees who had sought haven in Baghdad (US DOS 25 February 2000).

Information on human rights violations in Iraq is difficult to obtain, since the government does not allow human rights experts to travel outside Baghdad and that neighboring countries often refuse to allow passage to the north of Iraq. However, opposition groups based outside Iraq manage to relay information from their supporters inside government-controlled Iraq (US DOS 25 February 2000 & HRW December 1999). In addition to forcible expulsions based on ethnic origin, Amnesty International reported gross human rights violations in Iraq, ranging from arbitrary arrest and detention, to torture, extrajudicial executions and disappearances (AI 24 November 1999).

Living conditions of the Iraqi population are often very difficult whether they are displaced or not. The Gulf war severely damaged Iraq's infrastructure, interrupting the power supply and consequently the operation of pumping and treatment facilities. This has led to an overall deterioration in the quality and quantity of drinking water and the rapid spread of infectious diseases, such as cholera (ICRC 14 March 2000). A 1999 UNICEF survey reported that in government-controlled Iraq infant mortality increased from 47 to 108 deaths per 1000 live births, while child mortality increased from 56 to 131 deaths per 1,000 live births between the 1984-89 and 1994-1999 periods (UNICEF 27 August 1999). The 1980s-built internally displaced persons camps, primarily in the south of Iraq, have running streams of raw sewage between housing blocs, and untreated standing sewage water with enormous potential for disease (AFSC 21 March 2000).

In northern Iraq shelter conditions for the internally displaced are deteriorating and many have to live in tents or in open, unheated public buildings. The Head of UN Programs in Iraq is concerned about the increasing number of internally displaced and the lack of housing possibilities for the new comers (UNCHS December 2000 & Crossette 11 December 2000). However, many internally displaced persons don't have the possibility to go back to their former home in northern Iraq. The region was heavily mined during the Iran-Iraq war and additional landmines were laid during the Kurdish uprising (U.S. DOS 1998). According to the UN Secretary General, clearing these minefields would take between 35 and 75 years (UN SC 19 November 1998).

International response to humanitarian needs in Iraq and to internal displacement is limited due to the fact that the Iraqi government severely restricts access to international NGOs and to the UN. Only seven international NGOs have permission to operate in government-controlled Iraq (USCR 2000). The government also reportedly harassed and intimidated relief workers and U.N. personnel throughout the country and the U.N. Special Rapporteur has been repeatedly denied entry to Iraq since 1992 (US DOS 25 February 2000 & Foreign & Commonwealth Office November 2000). In June 2000, two staff members of the United Nations Food and Agriculture Organization (FAO) were shot dead in Baghdad and six others wounded (FAO 30 June 2000).

In December 2000 the UN Security Council decided to extend for 180 days the oil-for-food program, a temporary measure first implemented in 1996 to alleviate some of the needs of the Iraqi people and to mitigate the impact of

the sanctions (UN SC 5 December 2000). Sanctions toward Iraq have caused great concern among the international community, especially since they are reported to have a dire humanitarian impact on the civilian population, despite the oil-for-food program. WFP is responsible for food distribution in northern Iraq and for observing the adequacy of rations in government-controlled areas (WFP 2000). Habitat (UNCHS) assists in implementing the settlement rehabilitation component of the Oil-for-Food Program and focused in 1999 on rehabilitating housing, infrastructure and community services to enable internally displaced persons to resettle on a permanent basis (UNCHS December 2000 & UN SC 18 May 1999). Government and international NGO activities aim to complement the Oil-for-Food Program. The EU is the largest donor of humanitarian aid to Iraq and focuses on the center and south of Iraq, while ICRC & IFRC have an assistance program for the internally displaced population in northern Iraq (EU June 2000 & ICRC 31 August 2000).

* * * * *

"Les éléphants et l'herbe", critique acerbe de la gangrène mafieuse en Turquie



ISTANBUL, 7 fév (AFP) - "Quand les éléphants foulent l'herbe, elle est anéantie", proclame le réalisateur Dervis Zaïm en ouverture de son dernier film, une critique inédite et crue de la dérive mafieuse tous azimuts que la société turque connaît depuis quelques années.

Les "éléphants", ce sont les puissants, ceux qui luttent par tous les moyens pour le pouvoir, autant les mafias "traditionnelles" que des cercles plus ou moins officiels et légaux de l'Etat, explique le réalisateur chypriote-turc installé en Turquie.

Quant à l'"herbe", qui fait les frais de ces luttes sanglantes et parfois doit elle-même se compromettre pour joindre les deux bouts, c'est la population, qui "voit ses repères faussés" par l'omniprésence du phénomène mafieux, regrette Dervis Zaïm, 36 ans.

Drogue, activisme révolutionnaire, lutte anti-terroriste, ambitions politiques, dérive criminelle de services de sécurité: tous les ingrédients de ce "policier politique", comme il le décrit lui-même, le réalisateur les a puisés dans l'actualité de son pays, notamment le scandale de Susurluk.

En novembre 1996, un accident de voiture dans le bourg de Susurluk (ouest) révélait la collusion entre la police, le monde politique, la lutte anti-guerilla kurde et la mafia. Plus de 4 ans après, la seule suite donnée à ce scandale qui valut la démission du ministre de l'Intérieur fut la fermeture des casinos du pays.

"Les éléphants et l'herbe", deuxième long métrage de Dervis Zaïm après une évocation poétique d'Istanbul intitulée "Tabutta Rovosata", remet en scène ces liaisons dangereuses dans un film qui ne laisse guère de place à l'espoir.

La torture policière y est presque la moindre des violences, dans une spirale de règlements de comptes et d'exécutions que ne démentent pas les chroniques de la presse turque.

"C'est un problème qui se généralise, dont le champs s'élargit, et qui pervertit l'Etat", constate Dervis Zaïm, avant d'ajouter: "c'est un phénomène mondial".

Si ce n'est pas la première fois que l'empire du milieu tient un rôle sur les écrans turcs, "Les éléphants et l'herbe" est le premier film à en avoir fait son thème principal si ce n'est unique, avec une accumulation parfois excessive de personnages ou situations renvoyant à des faits précis et connus.

Malgré la dénonciation très directe des méfaits de certaines institutions de l'Etat, le cinéaste est presque surpris de n'avoir rencontré aucune difficulté pour le tournage et la distribution de son film.

En cinq semaines de diffusion, "Les éléphants et l'herbe" a été vu par quelque 90.000 spectateurs, une fréquentation qu'il estime "normale" pour un sujet "délicat", et largement en deçà d'autres fictions turques plus consensuelles.

Il n'empêche que Dervis Zaïm entend bien montrer son film dans des festivals internationaux, avant de se lancer sur un sujet - actuellement en cours d'écriture - non moins sensible: les "tensions inter-ethniques" à Chypre.

IRAK-TURQUIE

Vers un mini-Etat turkmène ?

L'autonomie kurde dans le nord de l'Irak et l'incertitude politique qui entoure ce pays inquiètent la Turquie. Selon *Al Hayat*, Ankara interviendrait activement dans cette région en utilisant la carte de la minorité turkmène.

AL HAYAT
Londres

Qu'y-a-t-il derrière le projet de mini-Etat turkmène [ou turcomane*] dans le nord de l'Irak alors que l'expérience d'autonomie kurde connaît de sérieuses difficultés ? Quelles sont les intentions de la Turquie dans ce contexte, alors que ce pays n'a jamais vraiment renoncé à la région de Mossoul qui fait maintenant partie intégrante de l'Irak ?

Le 5 juin 1926, la Turquie signait un accord avec l'Irak et la Grande-Bretagne reconnaissant la souveraineté irakienne sur le vilayet [département] de Mossoul. En échange, la Turquie recevait 10 % des revenus du pétrole extrait dans cette région pour une période de vingt-cinq ans. Bien que le Parlement turc ait à l'époque ratifié cet accord, la Turquie n'a jamais vraiment renoncé à cette région du nord de l'Irak. Ainsi, en 1995, le président de la République turque, Süleyman Demirel, n'avait pas hésité à déclarer : "Mossoul nous appartient toujours et la sécurité de la Turquie passe par un nouveau tracé des frontières avec l'Irak." La nostalgie pour cette région riche en pétrole et les liens tissés avec des formations politiques turkmènes du nord de l'Irak confirment cette tendance expansionniste turque. Une cellule spéciale du ministère des Affaires étrangères turc a d'ailleurs été spécialement créée à cet effet tandis que l'état-major de l'armée turque, en collaboration avec le secrétaire du Conseil national de sécurité, le général Ergin Cilasan, mettait sur pied un programme visant à "protéger les Turkmènes d'Irak" en créant une zone turkmène autonome dans une région située au nord du 36° parallèle sud [limite de la zone d'exclusion aérienne imposée par l'ONU dans le nord de l'Irak], contrôlée actuellement par le Parti démocrate du Kurdistan d'Irak (PDK) de Massoud Barzani. Ankara exerce depuis lors des pressions sur Barzani afin qu'il accepte cette formule qui consacrerait la coexistence de deux zones autonomes dans le nord de l'Irak, l'une kurde et l'autre turkmène.

La situation dans le nord de l'Irak est d'une extrême complexité. En effet, cette région est convoitée par la Turquie et l'Iran dont les intérêts diver-



gent sauf lorsqu'il s'agit de s'opposer à la création d'un Etat kurde. En outre, la région est également le théâtre d'une lutte interkurde [entre le PDK de Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani].

Au-delà des raisons sécuritaires immédiates, les manœuvres turques ont pour objectif principal d'empêcher la concrétisation du rêve de création d'un Etat kurde dans la région.

En 1996, l'armée turque a ainsi

créé une zone tampon le long de la frontière turco-irakienne. Dans ces conditions, les Turkmènes constituent des alliés de premier choix pour Ankara dans le nord de l'Irak.

En général, lorsque la Turquie remet sur la table la question des Turkmènes irakiens, les revendications sur la région de Mossoul ne sont jamais loin même si les Turcs affirment régulièrement que le rôle qu'ils jouent dans le nord de l'Irak s'explique par le vide de pouvoir régnant dans une région où l'Etat central irakien n'a plus droit de cité. C'est dans ce contexte que la Turquie a poussé le leader du Parti turkmène irakien, Muzaffer Arslan, à réclamer une protection turque pour les Turkmènes d'Irak.

Ainsi, les Turkmènes d'Irak considèrent la ville de Kirkouk

comme leur "capitale" et souhaitent, au cas où l'Irak devrait évoluer vers une fédération arabo-kurde, qu'elle devienne le centre d'une région autonome turkmène. Les Kurdes, quant à eux, refusent que Kirkouk puisse être qualifiée de turkmène. Et pour cause, Kirkouk a toujours été au centre des revendications kurdes lors des négociations avec le pouvoir central de Bagdad.

En intervenant dans la région, la Turquie affaiblit l'Irak tout en maintenant le Kurdistan irakien dans sa sphère d'influence. Dans ces conditions, Ankara peut mieux contrôler ses propres Kurdes, qui pourraient être influencés par l'expérience d'autonomie kurde dans le nord de l'Irak. Enfin, le besoin croissant de pétrole pour un pays qui a frappé à la porte de l'Union européenne explique aussi l'intérêt de la Turquie pour la région.

■ L'après-embargo

Le rôle joué par la Turquie dans la région est également à mettre en rapport avec la relative ouverture dont semble bénéficier aujourd'hui Bagdad de la part d'un nombre croissant d'Etats musulmans et qui annonce peut-être la fin de l'embargo sur ce pays, analyse le quotidien arabe *Al Hayat*.

Dans ce contexte, la Turquie entend se positionner dans la perspective de l'après-embargo dans une région du nord de l'Irak peuplée de presque 5 millions d'habitants et dont 70 % des produits sont importés précisément de Turquie. En instrumentalisant la carte turkmène, la Turquie fait connaître

aux Occidentaux, et aux Américains en particulier, son opposition au projet de fédération pour l'Irak auquel aspirent les dirigeants kurdes irakiens.

UN TROISIÈME ACTEUR DE LA LUTTE DE POUVOIR

Ces derniers temps, on a commencé à voir dans le nord de l'Irak des milices turkmènes prêter main forte à l'armée turque dans ses missions de maintien de l'ordre ou encore agir comme une force tampon dans le conflit qui oppose régulièrement les deux principaux partis kurdes (PDK et UPK). En août 1996, à la suite de combats entre les deux partis kurdes, l'armée irakienne est entrée dans Erbil. Ce fut l'occasion pour les Turkmènes de saisir leur chance. Des pourparlers kurdo-kurdes furent alors organisés à Ankara, en présence de Robert Peltreau, adjoint de la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Etats-Unis [à l'époque, Madeleine Albright], et de représentants britanniques, mais surtout d'une délégation turkmène d'Irak, conviée pour l'occasion par la Turquie. Les représentants américain et britannique appuyèrent alors l'initiative turque de faire désormais des Turkmènes d'Irak le troisième acteur de la lutte de pouvoir qui se déroule dans le nord de l'Irak.

Nizam Mardini

* Le peuple turkmène, semi-nomade, majoritairement musulman sunnite, de langue turcique (environ 6 millions d'individus), ne se réduit pas au seul Turkménistan et est présent dans le nord de l'Afghanistan, le nord-est de l'Iran, le nord de l'Irak, la Turquie (Anatolie), la Russie et la Chine (Xinjiang). En Irak, sa communauté (environ 300 000 personnes) est rassemblée dans la région de Kirkouk.



Violences lors d'une manifestation à Téhéran

Un rassemblement hostile au régime s'est heurté aux milices et à la police.

Une manifestation de quelques centaines de personnes contre le régime islamique, dans un grand parc public du nord de Téhéran, a été, vendredi, l'occasion d'une démonstration de force des *bassidj*, les milices islamiques, et d'affrontements violents qui ont fait une vingtaine de blessés. Comme tous les vendredis, ils étaient des milliers, jeunes filles et jeunes hommes en jogging à faire du sport dans le parc Mellat. Soudain, deux à trois cents jeunes organisés ont commencé à lancer des slogans hostiles au régime

islamique, scandant «liberté de pensée» et «liberté de parole». Quelques minutes après le début du rassemblement qui, mécontentement général oblige, a pris de l'ampleur, la police et les *bassidj* ont bouclé toute la zone nord et se sont déployés massivement à l'intérieur et à l'extérieur du parc. Inondant celui-ci de grenades lacrymogènes, ils ont matraqué les manifestants mais aussi des adolescents qui

«Les conservateurs ont voulu monter en épingle un petit rassemblement dans un parc sous prétexte que les jeunes y font du sport au lieu d'aller à la prière du vendredi.» Un opposant

faisaient de la gymnastique et arrêté une centaine de personnes. Certains manifestants, qui s'étaient enfuis des abords du parc Mellat, ont été frappés dans les rues avoisinantes. Selon certaines informations, d'autres petites manifestations auraient eu lieu en province, notamment à Ouroumieh, Qazvin, Machhad et Bodj-nour. «Des groupes hostiles au régime islamique, basés dans des pays étrangers, ont invité leurs partisans à organiser ce rassemblement», a commenté l'agence de presse officielle Irna, dans une allusion à un appel lancé par Radio-Iran, une radio d'opposition monarchiste basée à Los Angeles. «Il y a parmi nous d'anciens partisans du régime qui ont répondu à un appel de Hechmatollah Tabarzadi (un activiste, ancien partisan du président réformateur Mohammad Khata-mi), d'autres à des consignes données par Radio-Iran», a affirmé un chef d'entreprise cité par l'AFP. Il n'en a pas fallu davantage

pour que l'ayatollah conservateur Ahmad Jannati dénonce «les complots américains». Reste que cette manifestation, qui survient à la veille du 22^e anniversaire de la révolution, n'est pas dénuée d'arrière-pensée. «Tout se passe, affirme un opposant réformateur, comme si les *bassidj* et les conservateurs avaient voulu monter en épingle un petit rassemblement dans un parc qui est devenu une sorte d'abcès de fixation entre réformateurs et conservateurs, sous prétexte que les jeunes y font du sport au lieu d'aller à la prière du vendredi.» Et d'ajouter: «Le fait que cela survienne au moment où le Conseil des gardiens de la Constitution doit, ou non, valider la candidature du président Khatami à un second mandat, ne paraît pas très innocent.» Vendredi en fin d'après-midi, le calme était revenu à Téhéran. ● J. G.



Afghans et Kurdes en bataille rangée au camp de Sangatte

Treize blessés au centre de la Croix-Rouge près de Calais.

Une violente bagarre a éclaté dimanche entre plusieurs centaines de réfugiés au camp de Sangatte, près de Calais, faisant treize blessés dont deux graves. C'est la première fois qu'une telle violence a lieu dans ce centre. Géré par la Croix-Rouge, il abrite près d'un millier de réfugiés clandestins tentant, la nuit venue, de se rendre en Angleterre. Dimanche, une dizaine de jeunes Afghans «se sont excités», raconte le directeur du centre, Michel Derr. La sous-préfecture précise que ces jeunes étaient à la recherche d'un passeur kurde.

Balais. Puis la solidarité communautaire a joué. Armés de cailloux, de balais et même d'armes blanches, les deux camps se sont affrontés. Une

A l'origine des échauffourées, le contrôle de la zone du tunnel et du port par les Kurdes, qui demandent aux réfugiés en instance de départ de s'acquitter d'une «dîme».

dizaine de salariés de la Croix-Rouge étaient présents mais jamais la violence ne s'est retournée contre eux. Les CRS -postés en permanence à l'entrée du centre, et qui ont bénéficié d'un renfort de 90 hommes ce week end - se sont interposés entre les deux communautés. La bagarre a duré près d'une heure. «J'ai vu des jets de pierre. Le sol était jonché de pierres et de verre», dit le directeur, qui a exhorté au calme. Aux alentours de 19 heures, les réfugiés se sont apaisés. Ils ont repris leurs balais, cette fois pour nettoyer. A l'origine des échauffourées, précise Michel Derr, un différend à propos «du contrôle des territoires extérieurs».

En résumé: les Kurdes contrôleraient la zone du tunnel et du port, et deman-

dent aux réfugiés en instance de départ de s'acquitter d'une «dîme». Certains Afghans, qui constituent en ce moment une part importante des réfugiés du camp, ont refusé de payer ce tribut aux passeurs. Leur mécontentement se serait alors cristallisé sur un passeur kurde, désigné comme un chef de bande et aperçu dans le camp samedi soir. Michel Derr précise que cet homme avait été convoqué dans son bureau, mais il était introuvable hier. Ces violences interviennent deux jours après le sommet franco-britannique de Cahors, durant lequel la France et la Grande-Bretagne ont décidé de renforcer leur coopération policière sur les liaisons trans-Manche afin de lutter contre l'immigration clandestine, sujet brûlant au Royaume-Uni à l'approche des élections.

Mesures. Le climat à Sangatte est de plus en plus ten-

du depuis le renforcement du contrôle des points stratégiques, qui rend de plus en plus difficile le passage vers l'Angleterre. Le sous-préfet Michel Héuzé confirme que «les mesures de sécurité sont de plus en plus efficaces» et que, en conséquence, «on peut imaginer que les passeurs ne tiennent pas leurs engagements». Un plan particulier de protection pour surveiller les 500 hectares du site d'Eurotunnel a été mis en place pour empêcher l'intrusion de clandestins. Mais ni les barbelés ni les maîtres-chiens ne découragent les candidats à l'Eldorado britannique. La semaine dernière, un réfugié qui tentait sa chance a été heurté par un train dans le brouillard. Il a été retrouvé mort près des voies ●

CHARLOTTE ROTMAN

FINAL STATEMENT OF
THE PATRIOTIC UNION OF KURDISTAN SECOND CONGRESS

Al-Ittihad web site, Al-Sulaymaniyah, weekly newspaper in Arabic published
by Iraqi Patriotic Union of Kurdistan, PUK, 9 Feb 01

The Patriotic Union of Kurdistan [PUK] held its second congress between 30 January and 5 February 2001 successfully and in an atmosphere of freedom and democracy. One thousand two hundred and forty seven members and representatives of the PUK organizations and institutions attended the congress, discussed all the programmes and proposed topics to the congress, and took appropriate decisions and recommendations. The ceremony was opened with the [PUK] anthem, "Flames", and a minute of silence for the PUK martyrs was observed. After the congress chairmanship council was elected, [PUK leader] Mam [honorific] Jalal [Talabani] was elected chairman of the congress with a great deal of enthusiasm and uninterrupted applause.

At the beginning of the session, Mam Jalal, PUK secretary-general, read [his] report, which focused in details on all the important events which have taken place in Iraqi Kurdistan and the region. This was followed by re-electing Mam Jalal as PUK secretary-general in an atmosphere of amity and hope. The re-election was unanimous and with a great sense of responsibility and amity by the participants for the person of Mam Jalal. Later, the chairmanship council set up a number of committees, composed of the [congress] members according to their speciality and wish. The committees were: committee for the assessment of the secretary-general's report; committee for the party programme and internal rules; committee for peshmarga [Kurdish military forces]; committee for decisions and recommendations; committee for complaints; and committee for finance. The committees' reports were discussed in four long sessions over two days and, examining all their subjects and aspects. The participation of congress members in the [work of the] committees was active and significant, which meant their strong enthusiasm to express their view and undertake the changes they deemed necessary. The draft projects, which were well prepared, were submitted to the congress, and discussions, exchange of views and recommendations continued for another two days. Later the necessary decisions were taken.

The secretary-general's reports was approved unanimously after long discussions that lasted hours. It was considered as the base and programme for the congress's resolutions and PUK's future policies.

The current situation in the world and international changes in every aspect of life have offered us an good opportunity to continue exerting efforts beside the efforts in the world to reinforce the establishment of human rights principles, democracy and tolerance, either for publicizing or meeting our people's legitimate claims. We should also take advantage of the globalization which has become the theme of our era, because it is preferable for our people to be liberated from the constraints of the bad geopolitical conditions, providing the efforts are channelled in a way that Kurdistan does not become the battlefield and a base of confusion of the economic, industrial and cultural geography of the phenomenon [of globalization].

Regarding the [Middle Eastern] region, which has many problems and disputes - particularly the Palestinian, Iraqi and Kurdish issues, in addition to other chronic disputes between neighbouring countries which have remained as they were and created complicated situations

- we should not allow Iraqi Kurdistan to become a part of the existing conflict between these countries. We should develop our relations with the neighbouring countries in a normal way, and our relations with the rest of the region's counties and distant countries should be in continual development, and oriented towards the Kurdish-Arab brotherhood and unity of struggle. A special importance should be given to strengthening of relations with Arab countries, political parties and governments, on the basis of brotherhood and the unity of struggle.

In Iraq, the PUK struggles side by side with all the Iraqi masses; Arabs, Kurds, Turkomans and Assyrians for building a democratic parliamentary, federal and pluralist Iraq. The PUK does not stand for the partition and division of Iraq and separation in any way. It seeks Iraq's territorial integrity and its protection. **It will not participate in any foreign plans against Iraq.** It struggles beside the masses and the Iraqi political forces in order to meet Iraqi people's aspirations and objectives for the sake of freedom and democracy. The PUK calls for peace with all and does not provoke problems or discord in any way. However, it supports organized mass struggle. At the same time it stands against the policy of ethnic cleansing and racist policy and dictatorship that the Iraqi authorities practise and continuously carry out the displacement of tens of thousands of Kurdish families from their ancestral land by force in the governorates of Kirkuk, Diyala, Salah-al-Din, Mosul and Arbil. It [the PUK] stands against the crimes and illegal acts which were committed against the Fayli Kurds. The PUK tries by all its means to denounce the crimes and dishonourable acts that are carried out against the innocent civilian sons of our people and their regions. It [The PUK] tries to protect the environment by safeguarding the purity of the nature and by keeping the region away from the spectre of pollution and wars.

Regarding Iraqi Kurdistan and the opportunity which has emerged for our people, it was stressed that all the attempts and efforts should be exerted for the sake of the success of our democratic experience and for the protection of Kurdistan and to take advantage of UN [oil-for-food] Resolution 986 for serving Kurdistan and its people, by restoring its infrastructure.

[Passage omitted: On the development of economic, agricultural, industrial and educational sectors]

When we claim democracy for Iraq, we should ensure the best form of democracy and the freedom of individuals within society. We should look at individuals' problems and aspirations according to modern standards and solve their problems and ensure their freedom.

Regarding the internal situation in Iraqi Kurdistan and the internal fighting [between the PUK and Kurdistan Democratic Party, KDP] – as explained in the secretary-general's report - the congress considered it as an illegitimate fight and a catastrophe full of disasters imposed on our people, and which has inflicted human, material and political losses upon the Kurdish people's struggle, their forces and reputation, at the local, regional and international levels. This is why the congress gave the greatest importance to the need for pinpointing the reasons for the outbreak of the fighting and its continuation, so that it would not be resumed and its effects removed. **In this respect, the PUK should courageously admit its share of mistakes, which led to the outbreak of the fighting and having not settled [the differences] quickly. It would be unfair to hold the KDP fully responsible or for the KDP to hold us fully responsible. Both sides made their share of mistakes and they did not exert the required effort to settle [the dispute] earnestly and appropriately. There is no doubt that in order to reach the right solution, we should accept the fact that the disputes between us are disputes between the ranks of one people, which should be settled through brotherly dialogue, because non of the parties could be the victor or loser alone and both sides would be considered losers. This is why we should not have to resort to arms under any circumstances. The PUK reaffirms its commitment to the Washington [peace] agreement, signed on 17 September 1998 [between the PUK and KDP]. It considers that it is necessary to speed up the establishment of the transitional council in order to carry out the other tasks normally, and for the sake of the development of cooperation [between both sides] and ease tension in the political atmosphere in Iraqi Kurdistan.**

We should attach importance to the development of the relations with the allied political parties and other friends in order to make their roles more effective in all the aspects.

[Passage omitted: Importance of the tasks of the PUK organizations and branches and their duties among the population and professional bodies]

The peshmarga affairs, new [military] organization, different training and awareness centres and [peshmargas] living conditions, constituted a part of the programme of the congress. It was decided to hold a military conference as soon as possible for this purpose. After examining the results of the work of all the other committees, considering the complaints and the financial report, completing the election of the PUK leadership committee under the supervision of a number of judges, the announcement of the new PUK leadership committee and after that the congress members accomplished their tasks successfully, they returned back to their partisan and administrative duties. Thus the PUK second congress was like a great brotherly, political and cultural festival for the development of the PUK and our people's democratic experience.

[Passage omitted: Breakdown of number of participants by gender and age]

[Signed] Patriotic Union of Kurdistan Leadership Committee, 8 February 2001.

End

Nightmare Returns to Southeast

February 10, 2001 Turkish Daily News by Inci Hekimoglu

After Diyarbakir Security Chief Gaffar Okkan was assassinated and the People's Democracy Party (HADEP) Silopi's District Chairman Serdar Tanis and General Secretary Ebubekir Deniz were declared missing while in custody; now peace in the Southeast is replaced by an anxious vigil.

While efforts to find the HADEP members continued, the discovery of unidentified corpses and information about the missing destroyed the atmosphere of peace which had been reigning in the region for more than two years. The provocation of conflict by people who intended to draw economic and political benefits from violence have caused the public to start worrying again. Celal Baslangic, a member of the council which conducts investigations in the Southeast, pointed out that the public found similar points between the murders of Gaffar Okkan and the People's Labor Party (HEP) District Chairman Vedat Aydin, saying: "After Aydin's murder, reports of people missing while in custody and violence increased dramatically. There was high participation in the funeral of Okkan just as in that of Vedat Aydin.

"There are similarities between the assassinations of these popular figures. In this region, nobody believes that Okkan was assassinated by Hizbullah. It does not seem very plausible to them that a score of people would stage such an attack right in front of the security office."

"Not back to square one"

Stating that it was rumored in the region that the ghost of violence was once again raising its head, Baslangic said: "News of scary and ghastly events are heard through the grapevine. I met many people, including the man on the street. They all believe that Turkey is going back to the period 1991-1996 when arbitrary executions followed one another. The people of the region thinks that the murderers of Okkan are hidden in 'deeper and higher places.'"

Pointing out that news of about eight mystery murders in the Uludere, Dargecit, Guclu Konak and the Kiziltepe districts had been received, delegation members and journalist Baslangic stated that public prosecutor Gundogan Ozturk, who conducted the investigation about the missing HADEP members, was as worried as the common people and had said: "This is a difficult time. We don't want to live through the same thing again. We don't want this event to be a bad beginning. We came to this point with difficulty and we don't want to go back to square one."

Another rumor narrated by Baslangic, which is symbolic of the psychology of fear in the region, is that police officers, who were charged with finding Okkan's killer, had searched people in a local cafe by making them lay on the ground and amid cries of "the bastards of Okkan." This allegation was conveyed to internal minister Sadettin Tantan by the mayor of Diyarbakir.

An undesirable process

Making an evaluation about the two missing party officials, HADEP Chairman Ahmet Turan Demir stated that the

public had grown hopeful during the last two years but the people were now worried about the return of the days of nightmares. He said: "The end of the fight and violence in the region, the departure of the militants of the illegal Kurdistan Workers' Party (PKK) and the development of relations with the EU created a positive impact."

"The public in the region expected that the region would become more democratic, relations with the EU would improve, the constitution would be amended and important steps would be taken for the solution of the Kurdish problem. Moreover, the Accession Partnership Document (KOB) and the news that there will be acceptable solutions in the national program strengthened the hopes, but there are some groups who want to abuse these developments.

"There were allegations that the proposals of the United States regarding the Kurdish issue were unacceptable, hawkish voices were heard in the government and there were statements geared to creating tension and sabotaging democracy. Provocative events started right afterwards. Two HADEP members were declared missing in Silopi, there was the Okkan murder and five or six unidentified corpses were found. When we consider all of these developments, it seems as though there is an effort to start an undesirable process."

Turan Demir said the lack of cohesion between the government and certain units of the state had become clear to some groups and said: "There is a certain group which talks about the need for democratic improvements. But there are also groups which act only according to their own interests. We believe that there is a certain contradiction and conflict within the state."

The Diyarbakir representative of the Human Rights Foundation (IHV) Sezgin Tanrikulu stressed the atmosphere of peace that prevailed in the region after the number of armed conflicts fell about 90-95 percent. Lawyer Tanrikulu said the following: "People started to worry when Okkan was killed in a murder that has yet to be resolved, the HADEP members disappeared and security forces started displaying a more rigid stance.

"The environment of peace during the last years was not used very effectively by the state. The inability to resolve the Kurdish problem through peaceful and democratic means increased the tension. I noticed that Ekinciler Avenue was vacant as early as 9:30 p.m. a few days ago. The anxiety will also impact trade and daily life.

"What is worrisome is that the state has not made a clear statement regarding Okkan's murder. No individual or group in the region wants the peaceful days to end. If the dark days of old come back, Turkey would not be able to shoulder this burden." Tanrikulu stressed that the despair of the people over the inability of the state to make good use of the peaceful atmosphere during the past two years and the failure to implement democratic reforms was intensified after the two murders and said that the attitude of the security forces had hardened after the murder of former security chief Okkan.

* * * * *

February 10, 2001

Iraqi Opposition Faces Major Credibility Hurdles

By Jonathan Wright

WASHINGTON (Reuters) - The opposition Iraqi National Congress (INC), billed as a worthy cause under the Bush administration, faces major hurdles in its campaign to overthrow President Saddam Hussein, analysts said.

The INC will have to secure a level of U.S. commitment sufficient to persuade Iraq's neighbors that Washington is serious about carrying out the task that President George W. Bush's father shied away from after the Gulf War in 1991.

The leaders at the center of the INC must also persuade their Kurdish and Shi'ite Muslim colleagues, who have real guerrilla forces, to cooperate with a central command and carry out a coordinated plan, according to analysts.

Even then, success will probably depend, not on capturing Baghdad in street-to-street fighting but on convincing Iraqi troops and Baath Party members that they have no future under Saddam and that the time has come to defect, they added.

INC leaders, visiting Washington for the first time since President Bush took office on Jan. 20, say they are strongly encouraged by their contacts with the new administration.

"We feel this administration is much more serious about dealing with the Iraqi regime," Ahmad Chalabi, a member of the six-man INC leadership, said on Friday. "We are very optimistic. They have taken our ideas on board,"

added INC spokesman Sharif Ali Bin Al Hussein.

Armchair Revolutionaries

The opposition leaders take heart from campaign statements by people in or close to the Bush administration. Many Republicans accused the Clinton administration of failing to give the INC the level of support it deserved.

The Clinton administration argued in private that none of Iraq's neighbors were willing to endorse a strategy of "regime change" based on support for the opposition. Clinton officials also did little to dispel the widespread impression that INC leaders were armchair revolutionaries, more comfortable in London hotels than on the ground in Iraq. Their opponents retorted that if the United States led the way and showed it was serious about the INC, Arab states like Kuwait, Saudi Arabia and Jordan would follow.

"What we have seen is a self-fulfilling prophecy," said former congressman Steven Solarz, vice chairman of the International Crisis Group and an INC sympathizer. "We don't give them support on the grounds that they're not effective, and they're not effective because we haven't given them any support," he told Reuters. But even if the United States does promote the INC, for example by giving military training, it is by no means clear that the organization will be on the path to success. Hamid al-Bayati, London representative of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), said the INC would need permission either from the Kurds or from Iran, even for its preliminary plan to start operations inside Iraq.

Kurds In Harm's Way

Historically the Kurds, who now run an autonomous enclave in the north, have borne the brunt of Baghdad's retaliation whenever opposition activities collapse. They are naturally wary of associating with adventurers.

"We cannot leave our people to the mercy of the consequences of such acts. It's premature, given the consequences that could emerge," said a senior Kurdish politician, speaking by telephone from Kurdistan. The politician said the priority of the Kurdish authorities was to set up a model of self-government in the north, with a high quality of life, rule of law and civil society.

"I would rather not push my people into jeopardy, into harm's way, into schemes that are not well defined or credible. That would put people's lives in danger," he said. "We are living in the region. We do not have the luxury of hotels in London. We have to be very realistic and very cautious," the politician added.

This Kurdish hesitancy is a serious obstacle to the INC's ambitions, because the Kurdish parties already have an experienced guerrilla force of some 10,000 fighters and their territory is the natural springboard for INC operations.

Bayati, whose Tehran-based group already attacks Iraqi government targets in the south and center of the country, says that to infiltrate Iraq from the south the INC needs Iranian permission. "We don't know if they have that," he added.

Wary Of Shi'ite Rebels

SCIRI's position, sympathetic to the INC's goals but critical of its dependence on U.S. financial assistance, is symptomatic of the INC's difficulties.

"Overt U.S. support undermines the credibility of the INC, so we can't take part in its activities," Bayati said.

Besides, as when Shi'ite Muslims rose in rebellion against Saddam in March 1991, the United States is itself wary of helping exclusively Shi'ite groups, apparently for fear of creating an Iranian-backed mini-state in the south of Iraq.

The INC and its sympathizers, heartened by the advent of the Bush administration, are now recycling military proposals which made the rounds in the last years of the Clinton era.

The most popular is the idea of a liberated opposition enclave inside Iraq, protected by U.S. air power, in which Iraqi army defectors could take refuge.

But the Bush administration has not even said if it likes the idea, let alone where it would be, who would carve it out in the first place and how neighboring countries might react. "Based on their past records, the Bush administration contains strong supporters of a more robust approach, but it remains to be seen what they will do. My impression is they have not yet decided," Solarz said.

"The INC does believe that the new administration is more serious," said Bayati. "But they might not be as serious as we need them to be," he added.

A Risky No-Fly Zone Over Iraq

By Jim Hoagland February 10, 2001; Page B07 - Washington Post

For the first time since the Persian Gulf War ended a decade ago, Iraqi anti-aircraft units seriously endangered the lives of American and British pilots enforcing no-fly zones over that Arab country.

Concern over a small but abrupt rise in Iraqi surface-to-air missile batteries and a recent change in tactics by Iraqi gunners reaches from the top of the Pentagon down to the crews operating out of Saudi Arabia and Turkey, according to U.S. and foreign military officers.

The pilots and their commanders are stuck with flawed strategy and tactics developed under the Clinton administration. The fliers follow orders to attack targets of little military significance in Iraq, primarily for symbolic reasons, while operating in an increasingly dangerous environment.

The Bush administration recognizes Iraq as an urgent foreign policy issue. But it needs to move more quickly to minimize the risk that Saddam Hussein will seize the initiative in a new Gulf crisis by knocking down a U.S. or British warplane with an SA-6 missile.

President Bush chaired a White House meeting earlier this month devoted to Iraq. Defense Secretary Donald Rumsfeld has instructed his staff to rethink strategy on Iraq and may hope to make the Pentagon the lead government agency charting Iraq policy. He has a strong case for that move.

But much of the initial attention in Bush II has been misdirected to shoring up sagging international support for economic sanctions against Iraq, a problem that requires sustained diplomatic work over the next year rather than a quick fix.

In redesigning Iraq strategy to meet the new threats, the administration confronts one timing handicap of its own making -- the slowness in making appointments to key working-level positions in foreign policy and national security -- and another imposed by Congress, which severely restricts the work senior appointees can do before they are confirmed. The result is that Clinton era holdovers who helped develop and implement the strategy of ineffectual aerial pinpricks against Saddam's forces still hold important jobs and sit in on key planning sessions on Iraq. The Senate should help correct this anomaly by putting aside formalities and letting the new Bush people get to work.

The Clinton administration essentially gave up on trying to get U.N. weapons inspectors back into Iraq and on bringing Saddam down, after staging three days of limited air raids in late 1998 during Operation Desert Fox.

Saddam's refusal to let U.N. inspectors search for his missiles and weapons of mass destruction puts Iraq in breach of the cease-fire that ended the Gulf War. That provides a legal basis for new coalition military campaigns against Iraq.

But after Desert Fox, the Clinton White House went the other way. It issued to the Pentagon highly restrictive rules of engagement for the pilots patrolling over Iraq's northern Kurdistan region and south of the 33rd parallel.

Frustration quickly set in as pilots understood they were taking risks over Iraq for no real military purpose. Britain, the last ally willing to fly with the Americans over Iraq, quietly passed the word to Washington recently that a new, more focused and effective strategy was needed to justify continued military action.

The concern over pilot safety jumped even more in Washington and London after Saddam staged a display of new military hardware in the New Year's Eve parade in Baghdad. U.S. military planners concluded that Iraq's inventory of SA-6 missile batteries had jumped from "a number you could count on two hands" to three dozen or so, said one planner. Intelligence reports identify Serbia and Ukraine as sources of the new missile batteries smuggled into Iraq last year.

Iraqi gunners have had years to watch the flight patterns of U.S. and U.K. warplanes on patrol and have developed effective ways of using the SA-6 radar to guide the missile after it has been fired. This sharply decreases the time available to a pilot to evade the Iraqi rocket or to fire on the attacking battery.

Pilots will adapt their tactics of evasion, and the new SA-6 batteries do not change the U.S.-Iraqi military balance. But the new risks show that the Bush team does not have a minute to waste in reassessing the cost-benefit ratio of the military effort it has inherited in Iraq. That effort has not achieved results worth the potential sacrifices it asks pilots to make. The time for symbolic military action against Saddam is over. The British are right: We are at a crossroads. It is time to get real, or to get out.

* * * * *

Iraqi rebels to get weapons training

UPI 12 February 2001 By ELI J. LAKE

WASHINGTON, Feb. 12 (UPI) -- In the next month, a handful of Iraqi rebels are scheduled to go to College Station, Texas, for their first round of weapons training from federal lawmen and members of the military's Special Forces under a U.S. plan to support insurgency activities inside Iraq. The Iraqi National Congress, the coalition of Iraqi dissidents and rebels supported by the United States officially since 1998, are in the final stages of completing a \$98,000 contract with the Guidry Group, a consulting firm comprised of ex-secret service agents. Under that contract, INC security officers will learn the fine art of diplomatic security.

What distinguishes this training from previous courses for the INC, is that the rebels attending the five-day seminar will also learn how to use pistols, Kalishnikov rifles, 12-gauge shotguns and a variety of other fire-arms. Previous U.S.-backed training for the INC has been limited to "non-lethal" activities, such as emergency medical care, public relations and war crimes investigations, according to an INC adviser.

While the State Department still considers this assistance to be of the non-lethal variety, the INC clearly does not. "This is important because this is the first time we are receiving lethal training with the United States government funding," said Francis Brooke, the Washington adviser for the INC.

Retired Gen. Wayne Downing, the commander of the joint special operations task force during the Gulf War, concurred. He told United Press International, "This is significant because this is the first lethal training. It is designed to protect, so the significance is that this is the first time they are being trained to do anything on this level."

But State Department officials disagree. One official said, "This is not lethal assistance. The skills involved are purely protective and defensive in nature of the type necessary for the Iraqi National Congress to protect any non lethal presence or activities inside Iraq."

The debate over lethal assistance marked the INC's fiercest battle with the Clinton Administration. The lethal aid promised in the 1998 legislation that authorizes \$98 million for the group was never delivered largely under the premise that the INC was not ready to challenge Hussein militarily.

But this thinking may change under the Bush administration. While Secretary of State Colin Powell has carefully avoided making any comments on the military aspect of the Iraq Liberation Act, his counterpart at the Pentagon, Donald Rumsfeld is a long time supporter of a plan to oust Hussein through U.S. backed rebels.

Both Rumsfeld and his deputy, Paul Wolfowitz signed a letter to President Clinton in 1998 that spurred the creation of the Iraq Liberation Act.

The Feb. 18, 1998 letter states, "Iraq today is ripe for a broad-based insurrection. We must exploit this opportunity." It goes on to outline a series of steps the government should take to aid the INC, including positioning "U.S. ground force equipment in the region so that, as a last resort, we have the capacity to protect and assist the anti-Saddam forces in the northern and southern parts of Iraq."

The \$98,000 contract with the Guidry group is tucked into a larger \$4 million aid package -- separate from the Iraq Liberation Act funding -- aimed at establishing an alternative Iraqi media through radio transmitters, satellite television stations and newspapers. The plan, approved initially in September by the Clinton administration, also sets aside money for INC members to go inside Iraq to collect information on war crimes, Iraq's military and political changes. One of the INC's principal leaders, Ahmad Chalabi, speaking to reporters and analysts Friday at the American Enterprise Institute, said he believed his group could attract a number of defectors from Iraq's military if they established a presence inside the country.

"The Iraqi army is unwilling to defend Saddam, but they are too weak to overthrow him," Chalabi said, estimating that 40 percent of Iraq's elite Republican guard is absent without leave.

To be sure, the five-day security seminar is a far cry from the battle field training and American military support envisioned by Chalabi and his supporters in Washington. Chalabi on Friday said he hoped the Pentagon would change the rules of engagement for American aircrafts patrolling the no-fly zone in northern and southern Iraq, to allow fighters to attack Iraqi army battalions when they were moving against civilian targets.

Downing, who has worked as an adviser on a volunteer basis with the INC for three years, called the security training in the State Department aid package a "drop in the bucket." "This is not the training they will need to put together a liberation army. There you would need individual training, basic training, weapons training, involving anti tank weapons, machine guns, rockets and that sort of thing," he said. Downing estimates this sort of training would take six to eight months and could be provided by either the U.S. military or the CIA.

INC officials will meet with the acting assistant secretary for Near East affairs, Edward Walker, Tuesday to discuss the remaining details of the \$4 million aid package.

* * * * *

BBC - 12 February, 2001

Confusion over Iraq-Syria flights

The flight apparently took off from Baghdad airport Iraq says it resumed commercial flights to Syria on Monday after a break of more than 20 years - but Syria has denied this is the case.

According to the Iraqi News Agency, Trade Minister Ahmed Murtada and six other passengers boarded a jumbo jet bound for Damascus for the first of what authorities hope will become a twice-weekly service.

But the head of Syria's aviation department said that while a plane had arrived from Iraq, it was not a scheduled flight.

US State Department spokesman Richard Boucher said Washington could not confirm if regular flights had started, but said he was sceptical about Iraq's claims.

"The Iraqis have announced things like that several times in the past when they haven't turned out to be precisely true, so let us look at that one a little more and figure out what's going on," said Mr Boucher.

"It's certainly not a regular flight," said Syrian's aviation chief, Hussein Mahfuz.

Mr Mahfuz added that the flight was not a regular service and that the company that owned the plane was registered in Kenya.

UN clearance needed

Richard Boucher added that any flights into or out of Iraq must be cleared with the United Nations.

"Flights would have to be notified to the Sanctions Committee," he said, adding that the publication of a timetable for regular service to and from Syria would not suffice. Despite the confusion over the flight, Syria recently lifted restrictions on its citizens travelling to Iraq following a recent thaw in relations between the two traditional enemies.

Air links between the two countries were severed in 1980 with the outbreak of the Iran-Iraq war - in which Syria backed Iran. Ties further deteriorated when Syria joined the US-led multinational force that drove Iraqi occupation troops from Kuwait in the 1991 Gulf War.

Thaw

Relations between the two countries, which are ruled by rival branches of the Ba'ath party, improved recently as a result of an Iraqi diplomatic campaign for an end sanctions. All commercial flights to and from Iraq were halted shortly after the United Nations imposed sanctions on Baghdad for its invasion of Kuwait in August 1990.

The embargo began to crumble last year when several countries - including France and Russia - sent flights to Baghdad carrying humanitarian aid.

Baghdad maintains that all civilian flights are not included in the embargo.

* * * * *

For Turkish Rebel Kurds, Disillusionment Replaces Passion for Battle

Los Angeles Times By AMBERIN ZAMAN, Feb 11, 2001

SALAHUDDIN, Iraq--When Ferhat first set eyes on Edibe at a training camp in the mountains separating Turkey and Iraq, it was, he said, "as if a bullet had pierced my heart and love gushed forth like a waterfall."

The woman at his side smiled shyly and said, "I knew immediately that he was the one."

But romance was forbidden among the Marxist guerrillas of the Kurdistan Workers Party as decadent bourgeois self-indulgence. So for more than two years the couple exchanged coded love letters through a trusted go-between. Based on opposite sides of the border, they saw each other rarely and only in the company of fellow fighters.

"As our love grew, so too did our despair, because neither of us wanted to be called traitors," Ferhat recalls.

That was before their leader, Abdullah Ocalan, fell into the hands of Turkish forces in 1999 and declared that the Kurdish drive for independence from Turkey had been a mistake. "We felt used and betrayed," Ferhat said. "We no longer knew what we were fighting for and so we decided to escape."

Ferhat, 27, and Edibe, 23, say other fighters feel the same way. Disillusioned with the guerrilla movement and its leadership, worn down by years of war against the vastly superior Turkish army, a growing number of comrades are seeking a way out, according to the couple and other deserters.

The Kurdistan Workers Party has been waging an armed separatist campaign in Turkey's largely Kurdish southeastern provinces since 1984. Its call for an independent nation for more than 20 million Kurds scattered primarily across four nations struck a chord among thousands in Turkey long alienated by the government's refusal to recognize their ethnic identity.

More than 30,000 people, mostly armed rebels, have died in the conflict, which at its peak in the early 1990s pitted about 8,000 guerrillas against the second-largest military in the North Atlantic Treaty Organization.

An estimated 5,000 guerrillas are in retreat here in northern Iraq, looking like a defeated force.

"Their morale is very low; before, they used to fight with passion," said Sami Abdurrahman, a leading figure in one of the two Iraqi Kurdish movements that administer northern Iraq. "They have no spirit, no goal. Turkey has won the war." Ferhat and Edibe made their escape last June. After months of planning, the couple met at a mountain pass near the Iraq-Iran border and began a two-week trek to Salahuddin, where they joined Abdurrahman's movement. They have since married.

"For 11 days we survived on melted snow and wild herbs," Edibe said. Their guerrilla training helped them evade former comrades sent to capture them. "We proved to be tougher than them in the end," Ferhat said, grinning.

Escape did not mean freedom, however, because Turkey offers no amnesty for guerrilla combatants who return home. Interviewed in a dilapidated hotel room in this Iraqi village about 40 miles south of the Turkish border, the couple asked that their last names not be published for fear of guerrilla or government reprisals against their families in Turkey.

Abdurrahman said about 200 guerrillas have deserted the Kurdistan Workers Party and joined his militia in recent months, and just as many are reported to have taken up arms with a rival Iraqi Kurdish movement in Western-protected northern Iraq. Overflights by U.S. and British warplanes based in Turkey have kept the area outside the control of President Saddam Hussein's government in Baghdad since the Persian Gulf War ended a decade ago.

In return for that protection, both Iraqi Kurdish movements are helping the Turkish army in its frequent assaults on the remnants of Ocalan's rebel army, which is ensconced in the craggy mountains along Iraq's borders with Turkey and Iran. Ferhat works as a military consultant for Abdurrahman's group.

From solitary confinement in an island prison near Istanbul, Ocalan has vowed with renewed belligerence to retaliate for the Turkish raids. "We don't want war, but if they come to us with the aim of extermination, we will use our legitimate right to self-defense," he said in a recent statement issued by his lawyers.

Nihat Ali Ozcan, a terrorism expert at the Eurasia Strategic Research Center in Ankara, the Turkish capital, believes that Ocalan remains in firm control of the guerrilla movement and that the rebels still pose a threat to Turkey. "They may be weaker but they retain their capacity to hurt us badly," he said.

But rebel deserters say that Ocalan is losing his grip over the movement and that a power struggle is shaping up between his supporters and those who want to resume guerrilla raids into Turkey. Ocalan was convicted of treason in 1999 and sentenced to hang, but the government stayed his execution pending a review by the European Court of Human Rights in Strasbourg, France. In return, Ocalan ordered his men to call off their offensive and withdraw to northern Iraq.

Military leaders in Turkey have dismissed Ocalan's overtures as a tactical ploy and vowed to pursue the rebels until they surrender or die.

The army also opposes the "cultural autonomy" that Ocalan now advocates as alternative to independence for Turkey's 12 million Kurds, even though some officials are willing to accept such a concession as a necessary step for their nation's admission to the European Union.

When Deputy Prime Minister Mesut Yilmaz made such a case recently, calling for relaxed government bans on broadcasting and teaching in the Kurdish language, the army criticized such concessions as possibly leading to an independent Kurdish state.

"Ocalan saved his own neck, but nothing has changed for the Kurds," Edibe said. This is a view she could not freely express among her former comrades, even though it was shared by many, she said. "Anyone who speaks up against the leadership faces execution."

Edibe, now five months pregnant, said she and Ferhat would like to return to her native village in southeastern Turkey. "I no longer want war, I just want to be a mom," she said. But that would mean likely arrest and a life sentence in prison.

Ahmet Turk, a leader of Turkey's largest legal Kurdish party, laments the government's refusal to grant full amnesty to guerrillas in the wake of their unilateral cease-fire. "These people should be encouraged to return, to re-integrate into society. This would be one of the most important steps for a lasting peace," he said at the party's headquarters in Ankara.

The government in 1998 issued a "repentance law" that allows reduced sentences for Kurdish rebels who can prove that they did not take part in combat and are willing to inform on their comrades. Few have taken up the offer.

* * * * *

Génocide grec: la Turquie réclame des excuses à Athènes



11 février 2001

ANKARA (AP) – Le ministère des Affaires étrangères turc a sermoné l'ambassadeur grec et réclamé des explications officielles sur un projet de loi reconnaissant le génocide de Grecs en Turquie au début des années 1920, a rapporté dimanche le journal Radikal.

Selon le journal, le Premier ministre turc Bulent Ecevit a jugé que "les Grecs qui possèdent un peu de bon sens rayeront cette étrange résolution de leur agenda".

La résolution porte sur la prise de la cité portuaire grecque d'Izmir, alors appelée Smyrne, par les forces armées turques, en 1922.

"C'est un fait historique que les Grecs ont opprimé le peuple (turc) durant leur invasion", a déclaré le chef du gouvernement grec, cité par Radikal.

La guerre a dispersé des millions de Grecs en Turquie et des centaines de milliers de Turcs en Grèce. Actuellement, la minorité grecque en Turquie compte quelques milliers de représentants.

Le Parlement grec a approuvé le décret reconnaissant le génocide des Grecs il y a deux ans lorsque les relations avec la Turquie traversaient une mauvaise passe. Signé vendredi par les ministres grecs, le texte doit encore être approuvé formellement par le président Costis Stephanopoulos pour devenir une loi.

A Death in Parliament Rattles Turkey

By Molly Moore
Washington Post Service

ISTANBUL — It started with verbal mudslinging across the marble chamber of the Grand National Assembly, Turkey's Parliament. It graduated to pushing and shoving and tea-cup throwing, then exploded into a melee of fisticuffs.

It ended with a 55-year-old member of Parliament, who had been beaten about the head and chest by fellow lawmakers, dead of a heart attack, two legislators charged with involuntary manslaughter, and the dead man's family vowing revenge.

The death of Mehmet Fevzi Sihanlioglu on Jan. 30, following a debate on whether the time allotted for parliamentary speech-making should be reduced, has provoked a kind of national soul-searching that has plumbed the political and cultural divides of modern Turkey.

Political observers bemoan the fate of a country whose leaders are struggling to establish Turkey's place in the world, notably by trying to join the European Union, even as local political culture remains rooted in tribal blood feuds. Others wonder how democratic reforms can be put in place by lawmakers

who pack pistols on the assembly floor and settle differences with their fists.

"How can we excuse a row among our representatives that looks to all the world like a common barroom brawl?" the columnist Hasan Cemal wrote in the Milliyet newspaper. "A country cannot be governed by braying and bellowing."

At the center of the debate is democracy itself. The chaos on the assembly floor broke out over a proposed law that parties in Turkey's governing coalition asserted would streamline a Parliament that is as cumbersome and inefficient as a telegraph in the age of the Internet.

The National Assembly had become so backlogged under current procedural rules that it could take up to 48 years to clear all the bills on the calendar, the leadership said.

Hogwash, argued smaller opposition parties whose leaders called the proposed restrictions a parliamentary ploy to silence minority voices.

As the debate in the assembly grew increasingly heated, a group of minority-party lawmakers tried to form a cordon around the speaker's podium in an effort to continue debate and thwart the

call for a vote.

Mr. Sihanlioglu, a member of the right-of-center opposition True Path Party, was in the middle of the fray. News photographs clearly show him landing a punch on a colleague. Other photographs, which have become crucial prosecutorial evidence, showed lawmakers from the conservative Nationalist Action Party, a member of the governing coalition, getting the upper hand.

Mr. Sihanlioglu slumped to the ground as the pistol he routinely carried skittered across the floor. He was taken to a nearby hospital, where he died.

A coroner's report determined that Mr. Sihanlioglu had received a half-dozen severe blows but did not blame them for bringing on the heart attack. Mr. Sihanlioglu reportedly had a history of heart problems.

The True Path Party leader, Tansu Ciller, declared her fallen comrade a "martyr of democracy."

"The attack taking place in Parliament was not solely against a person, but against democracy," she said in a statement. "The incident was an attempt by those who cannot tolerate differing voices, an attempt to silence the Parliament."

In the days following the fatal incident, the National Assembly faced another crisis. Parliamentary leaders rushed to Mr. Sihanlioglu's home town to defuse further bloodletting when relatives of the lawmaker, who hailed from a powerful clan in the rural southeast, vowed to get even and began organizing busloads of revenge-seeking tribesmen to descend on the capital, Ankara.

That sort of reaction could explain why many members of Parliament pack guns. Twelve years ago, two lawmakers pulled guns on each other in the lobby in a duel that left the loser dead on the floor.

"It's really a shame to see that people who ought to bring peace and stability to the country are bearing instruments of violence and warfare," said Dogu Ergil, head of the political sociology department at Ankara University. "Terms of engagement in Turkish politics are not based on reconciliation, but rather on opposing each other and subduing the other side. It's a part of Turkish social and political cultures."

Anti-Saddam Tactics

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
TUESDAY, FEBRUARY 13, 2001

A decade after he directed the victory of the United States and its allies in the Gulf War, Colin Powell faces the difficult task of revitalizing the international effort to prevent Iraq from rearming. When he makes his first trip to the Middle East as secretary of state this month, General Powell will essentially need to reinvent the rules for dealing with Iraq by enlisting the aid of regional leaders in tightening the arms embargo on Baghdad while simultaneously relaxing other trade sanctions. He will then have to gain the support of the United Nations Security Council for the revised approach.

Thwarting Saddam Hussein's ambition to rebuild his military forces must remain the central goal of U.S. policy. But it has become clear in recent months that the array of sanctions that the Security Council imposed on Iraq in the early 1990s has been rapidly weakening as Arab and Muslim countries grow impatient with the restrictions and two permanent members of the council, Russia and France, press to ease Baghdad's isolation. Recent weeks have seen a rapid deterioration. Commercial flights to Iraq with uninspected cargo have resumed, and Saddam has obtained billions of dollars in revenue from illicit oil sales that he can use to start rebuilding his capacity to develop nuclear, chemical and biological weapons. Because of Iraqi intransigence and the lingering divisions in the Se-

curity Council, no arms inspectors have set foot in Iraq since 1998.

The world needs a more clearly defined and enforceable strategy. To be effective, it must have the active support of Iraq's neighbors, many of which want to relieve the hardships on the Iraqi people that have accompanied the sanctions. The continuing stalemate between Israel and the Palestinians has added to Arab restiveness.

The sensible response is to concentrate international efforts on controlling the flow of arms and related industrial goods into Iraq.

An effective arms embargo requires both tight financial controls on how Baghdad spends its oil revenues and strict measures to prevent the sale or delivery of banned military items to Iraq. In theory, such a system is already in place. All of Iraq's legitimate oil income is deposited in an escrow account managed by the Security Council, which limits expenditures to civilian purposes. Sea, land and air cargo destined for Iraq is subject to inspection before it enters the country. But Saddam has maneuvered around the financial restrictions by smuggling oil to market. He may soon start defying the ban on importing military goods because his borders are porous and few nations make an effort to block the sale or shipment of military goods to Iraq.

To gain the cooperation of other

states in enforcing the arms embargo and combating Iraq's oil smuggling, Washington should offer a more flexible approach toward nonweapons imports. Currently, U.S. diplomats are holding up billions of dollars of imports needed for civilian transportation, electric power generation, the oil industry and even medical treatment because they could potentially be put to military as well as civilian uses. Washington should agree to re-examine these items on a case-by-case basis. Imports likely to be used in the production of biological, chemical or nuclear weapons must remain banned, but controls on other items could be relaxed over time. This would likely win Russian and French support.

For the moment, at least, air strikes to force Saddam to readmit inspectors seem untenable because of international opposition. But he must understand that the suspension or even eventual lifting of most remaining sanctions requires unfettered access by the inspectors to all suspected weapons sites.

The Bush administration's initial action on Iraq was an ill-advised decision to assist opposition groups inside Iraq, even though they have little chance of undermining Saddam. But the administration has made clear it recognizes the weaknesses of the current sanctions system and hopes to rally support for limiting Iraq's access to weapons and military equipment. Using the formidable powers of a new presidency and his own high standing in the Middle East, General Powell must try to reconstruct a united and effective front against Saddam.

—THE NEW YORK TIMES.

TURQUIE Après la reconnaissance du génocide arménien par la France

Ankara poursuit Paris de sa vindicte

LE FIGARO MARDI 13 FÉVRIER 2001

Istanbul :
Éric Biegala

Sanctions en rafale; climat de défiance sciemment entretenu : la Turquie semble avoir choisi de croiser le fer avec Paris depuis la reconnaissance par l'Assemblée nationale française du génocide arménien.

Si les manœuvres de rétorsion officielles restent mesurées et semblent obéir à une simple mise en scène de la colère, le climat général, en revanche, pourrait bien dégénérer. La dernière sanction en date remonte au 8 février : le *Journal officiel* annonçait ainsi

qu'Ankara excluait pour un an les firmes Alcatel et Astrium (consortium européen à dominante franco-britannique) des appels d'offre en matière de défense.

La publication officielle présentait toutefois cette mise à l'écart comme découlant d'un différend contractuel entre les sociétés et l'État turc, et non de la reconnaissance par la France du génocide arménien. Il y a quinze jours, le ministre de la Défense annonçait pareillement que la Turquie cassait un précontrat signé avec Alcatel à l'automne pour la fourniture d'un satellite-espion. Des sources industrielles indiquaient cependant que l'accord

en question était paralysé depuis longtemps pour des raisons exclusivement commerciales.

De même, l'annonce trois jours plus tard par le ministre des Travaux publics de l'an-

aussi de l'ordre du faux-fuyant. Le projet de pont ou de tunnel autoroutier était en effet situé sur une zone à fort risque sismique.

La colère des Turcs est pourtant bien réelle. Elle est entretenue par un nationalisme vindicatif. Nombre d'entreprises turques ont ainsi an-

La colère des Turcs est bien réelle. Elle est entretenue par un nationalisme vindicatif

nulé leur volonté de ne plus traiter avec leurs homologues françaises ou de ne plus acheter français. Le directeur de la jeunesse et des sports a

noncé leur volonté de ne plus traiter avec leurs homologues françaises ou de ne plus acheter français. Le directeur de la jeunesse et des sports a

également dit ne plus vouloir accueillir d'équipes françaises en Turquie. Quant à l'État-major, il annonce suspendre toutes ses relations et activités militaires avec la France.

Certains produits ont été un moment bloqués en douane... le temps que l'administration s'aperçoive que de telles pratiques allaient à l'encontre de

l'Union douanière signée avec l'UE en 1996. Plus grave : des coups de feu ont été tirés contre le consulat d'Istanbul dans la soirée du 3 février. Quant au fond du problème, il demeure inchangé. Des historiens turcs pourtant favorables aux thèses officielles niant le génocide ont bien dé-

noncé publiquement l'accès limité aux archives ottomanes de l'époque. Mais la récente création d'un institut de recherche arménien semble destinée à des fins de stricte propagande.

Une propagande qui passe aussi par la réduction au silence des voix discordantes. La justice turque vient par

exemple d'inculper de « *calomnie publique contre la nation turque* » le défenseur des droits de l'homme Akin Birdal. Selon son avocat, Akin Birdal est accusé d'avoir utilisé le terme « *génocide* » au cours d'une réunion en Allemagne en octobre 2000. Il risque six ans de prison.

Washington's Iraq Policy Needs Urgent Fixing

By Jim Hoagland

WASHINGTON — For the first time since the Gulf War ended a decade ago, Iraqi anti-aircraft units seriously endanger the lives of American and British pilots enforcing no-fly zones over that Arab country.

Concern over a small but abrupt rise in Iraqi surface-to-air missile batteries and a recent change in tactics by Iraqi gunners reaches from the top of the Pentagon down to the crews operating out of Saudi Arabia and Turkey, according to U.S. and other military officers.

The pilots and their commanders are stuck with flawed strategy and tactics developed under the Clinton administration. The fliers follow orders to attack targets of little military significance in Iraq, primarily for symbolic reasons, while operating in an increasingly dangerous environment.

The incoming Bush administration recognizes Iraq as an urgent foreign policy issue. But it needs to move more quickly to minimize the risk that Saddam Hussein will seize the initiative in a new Gulf crisis by knocking down a U.S. or British warplane with an SA-6 missile.

President George W. Bush chaired a White House meeting this month devoted to Iraq. Defense Secretary Donald Rumsfeld has instructed his staff to rethink strategy on Iraq and may hope to make the Pentagon the lead agency in the government in charting Iraq policy. He has a strong case for that move.

But much of the initial attention in Bush II has been misdirected to shoring up sagging

international support for economic sanctions, a problem which requires sustained diplomatic work over the next year rather than a quick fix.

In redesigning Iraq strategy to meet the new threats, the administration confronts one timing handicap of its own making — the slowness in making appointments to key working-level positions in foreign policy and national security — and another imposed by Congress, which severely restricts the work that senior appointees can do before they are formally confirmed.

The result is that Clinton era holdovers who helped develop and carry out the strategy of ineffectual aerial pinpricks against Saddam's forces still hold important jobs and sit in on key planning sessions on Iraq. The Senate should help correct this anomaly by putting aside formalities and letting the new Bush people get to work.

The Clinton administration essentially gave up on trying to get United Nations weapons inspectors back into Iraq, and on bringing Saddam down, after staging three days of limited air raids in late 1998 during Operation Desert Fox.

Saddam's refusal to let UN inspectors search for his missiles and weapons of mass destruction puts Iraq in breach of the cease-fire that ended the Gulf War. That provides a legal basis for new coalition military campaigns against Iraq.

But after Desert Fox, the Clinton White House went the

other way. It issued to the Pentagon highly restrictive rules of engagement for the pilots patrolling over Iraq's northern Kurdistan region and south of the 33d parallel.

Frustration quickly set in as pilots understood they were taking risks for no real military purpose. Britain, the last ally willing to fly with the Americans over Iraq, quietly passed the word to Washington recently that a new, more focused and effective strategy was needed to justify continued military action.

The concern over pilot safety jumped even more in Washington and London after Saddam staged a display of new military hardware in the New Year's Eve parade in Baghdad. U.S. military planners concluded that Iraq's inventory of SA-6 missile batteries had jumped from "a number you could count on two hands" to three dozen or so, said one planner. Intelligence reports identify Serbia and Ukraine as sources of the new missile batteries smuggled into Iraq last year.

Iraqi gunners have had years to watch the flight patterns of U.S. and British warplanes on patrol and have developed effective ways of using the SA-6 radar to guide the missile after it has been fired. This sharply decreases the time available to a pilot to evade the Iraqi rocket or to fire on the attacking battery.

Pilots will adapt their tactics of evasion, and the new SA-6 batteries do not change the U.S.-Iraqi military balance. But the

new risks show that the Bush team does not have a minute to waste in reassessing the cost-benefit ratio of the military effort it has inherited in Iraq.

That effort has not achieved results worth the potential sacrifices it asks pilots to make. The time for symbolic military action against Saddam is over. The British are right: We are at a crossroads. It is time to get real, or to get out.

The Washington Post.

February 13, 2001

Kurd Issue Still Divides Turkey

By BEN HOLLAND Associated Press

ANKARA, Turkey (AP) - Life should have been easier for Turkey's government with Abdullah Ocalan behind bars.

As Turkey marks the second anniversary of the Kurdish rebel leader's Feb. 15 capture, the government's continuing hard line on Kurdish issues is keeping European Union membership - the long-held dream of Turkish foreign policy - out of reach. In the capital of Ankara, coalition partners are deadlocked over whether to allow "cultural rights" - such as education and broadcasting in Kurdish - for Turkey's 12 million Kurds. Meanwhile, in Turkey's largely Kurdish southeast, violence is on the rise again.

A fragile peace had mostly held in the region since the captured Ocalan urged his Kurdistan Workers' Party, or PKK, to halt a bloody struggle for autonomy which had cost some 37,000 lives since 1984.

But that peace was shaken on Jan. 24, when unknown assailants shot and killed Gaffar Okkan, chief of police in Diyarbakir, the largest city in the southeast. Suspicion fell on the radical Islamic fundamentalist group Hezbollah.

The next day, two local officials from Turkey's pro-Kurdish party disappeared after receiving a phone call telling them to report to a police station. They have not been seen since. "Mystery killings" are returning to the southeast, Ilnur Cevik wrote in the Turkish Daily News, reporting five unidentified bodies found in the largely Kurdish Sirnak province.

For the region's people, it is a grim reminder of the height of the conflict in the mid-1990s, when hundreds of people were killed in unsolved murders. PKK guerrillas, Islamic fundamentalists and state-sponsored death squads all played a part in the violence.

During those years, the economy of the southeast was devastated. The relative calm of the last two years has brought improvements but not yet the promised peace dividend, says Kutbettin Arzu, a director of the Diyarbakir Chamber of Trade and Industry.

"The government has to give more incentives for companies to invest here," he said.

But the government is committed under the terms of its loan agreement with the IMF to keep a tight grip on spending. There is little cash to spare for such incentives, and without them, most Turkish firms continue to see the relatively developed west of the country as a better bet. In solitary confinement on the prison island of Imrali near Istanbul, Ocalan has shaved his mustache and read Shakespeare, according to his lawyers. He has also moderated his demands to cultural rights for the Kurds - one of the points on a list of reforms laid out for Turkey by the European Union last autumn.

Turkey's 12 million Kurds do not enjoy the same rights as minority Greeks and Armenians. Their language is outlawed in schools and non-musical broadcasting. The European Union is not likely to invite Turkey to membership talks until such bans are lifted, and some members of the government say they are ready to oblige.

"Every citizen in Turkey, in every television broadcast, should be able to speak his or her own mother tongue," Foreign Minister Ismail Cem has said. For Cem's nationalist coalition partners, however, relaxing the ban on Kurdish is unthinkable. "There will be a government crisis if we are pushed on this," their leader, Devlet Bahçeli, warned last month. Allowing Kurdish in schools and broadcasting will lead to demands for autonomy, he argued.

The deadlock within the government has delayed Turkey's national program for meeting European Union requirements and created despair among the country's pro-Europeans. Poll after poll shows a clear majority of Turks in favor of joining the Union.

The views of Turkey's army, often the final arbiter of major political decisions, will be crucial.

"The generals have shown they are against Kurdish broadcasting and education. On the other hand, they want Turkey to join the European Union. They can't have their cake and eat it," said William Hale, a Turkey specialist at London's School of Oriental and African Studies. The army is still in charge in the southeast, with thousands of sol-

diers on the streets. The European Union wants this emergency rule lifted and also wants Turkey, which has not executed anybody for more than 15 years, to abolish the death penalty.

The most prominent prisoner on Turkey's death row is Ocalan. Sentenced to execution for treason by a Turkish court, he is awaiting the result of an appeal to the European Court of Human Rights. A verdict is expected later this year.

* * * * *

Two years after Ocalan's capture, Turkey still faces Kurd conundrum

AFP 14 Feb 2001

ANKARA, Feb 14 (AFP) - 16h01 - Two years after Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan was nabbed by Turkish agents in Kenya, Turkey remains divided over how to deal with its Kurdish minority while tensions have resurfaced in the mainly Kurdish southeast. Ocalan, captured in a commando operation on February 15, 1999, was sentenced to death in June 1999 for treason and separatism and remains on the island prison of Imrali.

But the Kurdish conflict remains far from resolved despite the arrest and imprisonment of Turkey's public enemy number one.

The once taboo subject of granting Kurds cultural rights -- one of the requirements set by the European Union for Turkey to join -- has been raised and widely debated.

But the coalition government of Prime Minister Bulent Ecevit is divided on the possibility of broadcasts and education in the Kurdish language. At his trial, Ocalan called on his followers to end their armed struggle and instead to press for cultural rights using non-violent means.

Hardliners in the Nationalist Action Party (MHP) as well as the Turkish army oppose such openings to the Kurds, arguing that they would prompt further, more radical demands, including autonomy or even independence.

A Turkish "national plan," which was to be the keystone of the country's campaign to join the EU, has been dogged by the Kurdish question.

The plan was originally slated to be published in December, but it has been repeatedly delayed and is still not out.

Meanwhile, tensions in the southeast of Turkey have resurfaced.

Fighting between Turkish troops and Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK) in the southeast had eased notably since September 1999, when the PKK said it was halting its 15-year armed campaign for self-rule and pulling out of Turkey to seek a peaceful resolution to the Kurdish conflict.

PKK fighters have taken refuge in northern Iraq.

But violence erupted again on January 24, when a commando assassinated a popular police chief and five officers in Diyarbakir, the capital of the southeastern region. The perpetrators of the killing have not been found and a possible link to the armed Islamic group Hizbullah has not been proven. The following day, two leading figures in a pro-Kurdish party, the HADEP, went missing after they were summoned for police questioning.

HADEP supports a peaceful solution to the Kurdish problem and has been under threat of closure from Turkey's Constitutional Court for two years because of alleged links to the PKK. From prison, Ocalan warned in late January of a new campaign against the government if it launches an offensive against Kurdish separatists. "We do not want war, but if we are attacked with the aim of being eradicated, we will use the universal right of legitimate defense," Ocalan said in a statement released by his lawyers.

The incidents and the warning came as a chilling reminder of 15 years of PKK armed struggle, during which such violence was commonplace. The conflict has claimed some 36,500 lives since 1984, when the PKK took up arms, according to official figures. Since Ocalan's capture, the economic situation of the southeastern part of Turkey has stagnated while the government has pledged but failed to deliver economic development plans for the region.

Hit by a deep financial crisis, Turkey has had to implement a tough programme of budgetary restraint to comply with demands issued by the International Monetary Fund. The PKK, which has almost vanished from the front-line, broke its silence in early February to call on all Kurds to launch a massive campaign to demand their rights. "The state has made no progress towards recognising our fundamental liberties, such as free broadcasting or teaching in our mothertongue," the party declared.

* * * * *

Deux ans après la capture d'Ocalan, la question kurde reste en suspens



ANKARA, 14 fév (AFP) - 3h25 - Deux ans après la capture du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan par un commando turc au Kenya le 15 février 1999, la question kurde continue de diviser la Turquie et le sud-est à majorité kurde connaît un regain de tension.

Le sujet tabou de l'octroi de droits culturels aux Kurdes --l'une des demandes de l'Union européenne à la Turquie si elle veut adhérer à terme-- a été levé et largement débattu. Mais le gouvernement de coalition de Bulent Ecevit reste divisé sur la possibilité d'un enseignement ou d'une télévision en langue kurde.

Les ultras du parti de l'Action nationaliste MHP s'y opposent et l'armée turque n'y est pas favorable, arguant d'un particularisme qui entraînerait des revendications plus radicales d'autonomie, voire de sécession.

"Il sera d'autant plus difficile au pouvoir de concéder de tels droits que c'est finalement la seule revendication exprimée par Ocalan lors de son procès", prévoit un diplomate européen.

Le chef kurde avait appelé ses troupes à arrêter le combat et à lutter pacifiquement pour des droits culturels lors de son procès, à l'issue duquel il a été condamné à mort pour trahison et séparatisme en juin 1999.

Le "programme national" dans lequel la Turquie compte définir ses priorités sur le chemin de l'adhésion à l'UE, a notamment buté sur cette question, et sa publication, d'abord annoncée pour décembre, n'a cessé d'être retardée depuis.

Parallèlement à la stagnation politique, le sud-est connaît un regain de tension, après une accalmie pendant toute l'année 2000 qui avait pratiquement vu cesser les combats et les attentats après l'annonce par le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Ocalan qu'il déposait les armes et se retirait de Turquie.

Il y a eu tout d'abord eu l'assassinat par un commando, le 24 janvier à Diyarbakir, capitale du sud-est, du populaire chef de la police Gaffar Okan, dont les auteurs n'ont toujours pas été retrouvés. L'une des pistes évoquées, celle du mouvement islamiste armé Hizbullah, ne s'est toujours pas concrétisée.

Puis est venue la disparition de deux dirigeants du parti pro-kurde HADEP après une convocation à la gendarmerie le 25 janvier.

Le HADEP, qui prône une solution pacifique à la question kurde, tient une série de municipalités du sud-est. Il reste, depuis près de deux ans, sous la menace d'une fermeture par la Cour constitutionnelle sous l'accusation de liens organiques avec le PKK.

Bien que le HADEP ait interpellé toutes les autorités, y compris le président et le Premier ministre, le sort des deux responsables de Silopi reste inconnu. Deux cadavres ont récemment été retrouvés dans la région de Silopi, mais sans être identifiés.

Ces disparitions ont fait resurgir le spectre des années noires où ce genre d'incidents était courant, au plus fort des 15 ans de guérilla du PKK.

Sur le plan économique, la région la plus défavorisée du pays piétine, malgré l'annonce de plans de développement du gouvernement qui ne se sont pas concrétisés. Et la Turquie étranglée par une dure crise financière et un programme d'austérité défini par le Fonds monétaire international a d'autres priorités.

Quant au PKK, qui a quasiment disparu de la scène, il est sorti de son silence début février pour lancer que "l'Etat n'a fait aucun pas vers la reconnaissance de libertés élémentaires pour notre peuple, tels que la libre diffusion ou l'enseignement dans sa langue maternelle", en appelant les Kurdes à lancer un mouvement de revendication massif.

Gendarmerie intimidating families of the missing

- The families of HADEP's Silopi district leaders, missing since Jan. 25, say JITEM members came and warned them off in the middle of the night; the ban preventing HADEP Sirkak provincial organization leaders from entering the town remains in force

Ankara - Turkish Daily News Mert Gozde

The families of Peoples Democracy Party (HADEP) Silopi District Organization chairman Serdar Tanis and district secretary Ebubekir Deniz, whom eye witnesses confirm were taken to Silopi District Gendarmerie Headquarters on Jan. 25 and from whom no word has been heard since, called HADEP headquarters and told them that three men in civilian clothing had come to their houses in the middle of the night and warned them "not to go accusing the Gendarmerie". According to HADEP assistant general secretary Veli Buyuksahin, three men in civilian clothing had gone to the house of Ebubekir Deniz's family while the Tanis family were there the other night.

The uninvited guests spoke very good Turkish and said they were from Gendarmerie Intelligence (JITEM). The men questioned the families asking them why they were blaming the Gendarmerie for their relatives going missing.

The same people then warned the families off by saying, "Don't go accusing the Gendarmerie or it won't be good for you." They then left.

Ban on HADEP members entering Sirkak still in force

Meanwhile the ban preventing HADEP Sirkak Provincial Organization staff from entering the town center and neighboring districts is still in force. HADEP provincial organization chairman Resul Sadak had gone to Diyarbakir airport on Feb. 2 to meet HADEP general secretary Mahmut Sakar, who had flown in from Ankara to investigate the missing persons incident. The two men then got as far as the district of Cizre, where they were turned back by the Gendarmerie. Sadak and Provincial Board of Directors members Cengiz Balik, Ahmet Bilgi, Mehmet Cakar, Mustafa Sapmaz, Mehmet Temelkuran and Abdullah Bilgen have been waiting in Diyarbakir for the past 10 days now.

Buyuksahin states that the Gendarmerie has prevented HADEP party members from entering Sirkak city center and neighboring districts:

"The gendarmes on patrol at the road block at the entrance to Cizre district have got a list of names. Any HADEP member whose name is on that list is not allowed under any circumstances to enter the town center or districts. Party members attempting to drive there are turned back at the Cizre border by the gendarmes. Those who go by public transport are made to get off. Whenever they don't have the means to get back, a Gendarmerie vehicle takes them back to Diyarbakir."

February 15, 2001 New York Times

Longtime Enemies, Armenia and Turkey Softly Broach Détente

By DOUGLAS FRANTZ

ISTANBUL, Feb. 14 — The governments of Armenia and Turkey have initiated quiet diplomatic contacts in recent weeks to evaluate prospects for cooperation and opening the border between them, said people outside the governments who have been briefed on the talks.

The countries have no diplomatic relations, but mid-level officials from both foreign ministries have exchanged visits in the capitals, Yerevan and Ankara.

The signs of progress are small and come at a time of rising anxiety in Turkey over actions by the Armenian diaspora to persuade world governments to recognize the killing of Armenians under the Ottoman Empire as genocide. But the private government contacts have yielded more positive sentiments than the sometimes-harsh public statements from the two capitals. The talks are occurring as private organizations in Turkey have taken steps toward expanding contacts with Armenia and Armenian-Americans, an effort that has yielded some visible progress.

A Turkish-Armenian business group is stepping up efforts to promote trade between the countries, and in June 600 Armenian pilgrims are planning to visit ancient Armenian sites in Turkey under the sponsorship of the Armenian Church of America, which is based in New York. In a rare public visit, Armenian officials are expected to attend a conference on regional stability on Saturday in Istanbul.

"The mere contact is an achievement under these circumstances," said Ozdem Sanberk, a retired senior Turkish diplomat who is director of the Turkish Economic and Social Studies Foundation, the conference sponsor. "It's a bumpy road, and we must handle it with care," he said.

The Turkish Foreign Ministry declined to comment on the talks with Armenia, but a senior ministry official said Ankara wants to normalize relations if certain conditions are met. "That is an objective for us, and it would be good not only for Turks and Armenians, but for the region," the official said. Dziunik Aghajanian, a spokeswoman for the Armenian Ministry of Foreign Affairs, said in a telephone interview that she could not confirm recent meetings, but she said there have been numerous contacts between officials of the two countries in recent months.

No one is predicting substantial improvement soon. The issues that divide the countries are difficult.

Armenians say 1.5 million people were killed by Turkey in 1915, and they want the deaths recognized as genocide. They also want the border between the countries reopened so trade can resume and Armenia can revive its stagnant economy.

Turkish officials say far fewer Armenians died as a result of partisan fighting, and they want Armenians to stop advocating the genocide legislation. They said the border would not be opened until Armenia withdrew its troops from the Nagorno-Karabakh region of Azerbaijan, which ethnic Armenians claim as their homeland. Tensions increased last month after the French Parliament adopted a bill that recognized the 1915 killings as genocide. Turkey retaliated by excluding French companies from several public contracts, mostly in the defense field, and taking symbolic actions like banning French travelers from the V.I.P. lounge at Ataturk Airport in Istanbul.

Turkish officials hope progress with Armenia will head off introduction of a similar resolution in the United States Congress.

* * * * *

Chief of the Iraqi intelligence visited Damascus, two Baath wings cooperate

Arabic News 16 Feb 2001

Sources at the Iraqi opposition in Syria unveiled that the chairman of the Iraqi intelligence Lt. Gen. Taher Jalil al-Haboush has recently visited Damascus and that Damascus and Baghdad had agreed to put "the doctrine differences" between "the two wings of the Baath party" aside and to co-operate for attaining regional balance.

At the meantime, the London-based al-Hayat daily said in its Thursday's issue quoting diplomatic sources that the US Secretary of State Colin Powell will discuss with President Bashar al-Assad on February 26 the question of the Syrian-Iraqi relations, especially operating the Karkouk (Iraq)-Baniyas (Syrian) oil pipeline.

The "other's direction" (al-Itijah al-Akhar) paper said that al-Haboush discussed during his recent visit to Damascus with Syrian security and military men giving Iraqi support in case Syria will be exposed to an Israeli attack. The paper added that the Iraqi leadership formed the "Jerusalem army to liberate Palestine from the sea to the land and this was to back Syria militarily and immediately in case Syria is exposed to an Israeli aggression. Iraq is also intending to form several fighting groups in the name of 'al-Quds army' to back Syria and to contributing to receiving the first blow of war."

Earlier an Israeli paper said that Iraq had sent two military contingent to the border with Syria to support it. The al-Hayat daily said that it could not receive an official comment on the information published by "al-Itijah al-Akhar" which is published from Holland by the Hizb al-Watan al-Iraqi (the Iraqi homeland party) Mashaan al-Jabouri who lives in Damascus. Al-Jabouri told al-Hayat that information published in the first issue of the paper is true, including the decision of the Syrian and the Iraqi leadership to put their "doctrine differences apart and to maintain practical and realistic cooperation among them."

A report published in the front page of the paper said that the Iraqi vice President Taha Yassin Ramadan decided after his visit to Damascus by the end of February to sign the free trade agreement with Syria and to "halt any activity against Syria," in his being the Iraqi official in charge of this file in the leadership of the "Iraqi Baath party."

Al-Itijah al-Akhar indicated Syrian efforts to mediate between Baghdad and Tehran so as to have "Iraq a security passage between the two strategic allies against the possible risks resulting from electing Ariel Sharon as a prime minister in Israel. President Bashar al-Assad had visited Tehran in January and the Syrian prime minister Muhammad Mustafa Miro is expected to visit Baghdad to sign a "pan strategic agreement." Worthy mentioning the Syrian foreign ministry decided to send ambassador Hassan Tawab to open the mission for serving interests on February 20.

Turkey jails spy and ex-police chief for running hit squad

by Chris Morris February 13, 2001 The Guardian

A court in Turkey yesterday jailed a former police chief and a leading intelligence agent for six years each for their part in a complex conspiracy which linked senior state officials to political murders carried out by criminal gangs.

The former head of police special forces, Ibrahim Sahin, and a senior intelligence agent, Korkut Eken, were both found guilty of forming and running a criminal gang with the aim of "creating panic in society". Eleven others were also found guilty of lesser offences after a long trial and were jailed for four years each.

The Turkish public has long been convinced that there was a clear link between the state and the nationalist mafia, but these are the first convictions arising from the scandal in the wake of a car crash in the western town of Susurluk in November 1996.

The crash killed a senior police officer, a gangster and a former beauty queen. An MP who was also in the car - and who works closely with the security forces in mainly Kurdish south-eastern Turkey - survived.

Incriminating documents and weapons found in the wreckage soon forced the interior minister to resign.

What followed was an unprecedented campaign of public protest against corruption and abuse of power in high places. The official report into what became known as the Susurluk affair painted a murky picture of state security agencies using nationalist criminal gangs to kill their political opponents.

Among those killed were leftwing journalists and Kurdish activists. In return, the gangs were allowed to smuggle drugs and run extortion operations, laundering many of the profits through a chain of casinos.

Elements within the police and the intelligence agencies also used the extensive powers given to them in the fight against Kurdish rebels to commit crimes of their own.

The Susurluk report aired allegations that the Turkish secret service, Mit, took part in a failed coup attempt against President Heydar Aliyev of Azerbaijan in 1995, and in an abortive alliance with Israel's Mossad to try to kill the Kurdish rebel leader, Abdullah Ocalan, while he was in Syria.

Now, four years after the car crash, some of those involved are being made to take the blame. But critics believe that others - including politicians - are being allowed to go free. "This verdict only says there was a gang," Sema Piskinsut, a deputy who served on a committee investigating links between the underworld and the state, said. "But what did it do, who did it work for? Parliament should find out who was politically responsible."

The Susurluk Affair was significant because it sparked genuine fears among ordinary Turks that gangs within the state had been given unfettered control, and could be a threat to democracy. Suspicion of what Turks call "deep state links" is still extremely strong. The end of the trial comes amid fears of a renewed effort to destabilise the south-east, which is now enjoying its most peaceful period for years.

Two leading members of the pro-Kurdish political party, Hadep, disappeared late last month in Silopi after being asked to visit the local gendarmerie headquarters.

Even though the Kurdish rebel movement, the PKK, has largely withdrawn from the south-east, many believe that powerful forces in Turkey still have an interest in maintaining a tight security blanket across the region.

The south-east is the hub of a massive smuggling business involving drugs and human migrants. The hugely profitable trade is run by powerful criminal gangs, with the backing of renegade elements within the state - exactly the same combination which sparked the Susurluk scandal in the first place.

* * * * *

Iraqi Vice President Ramadan Says Turkey Support for US Damages Ties

Anatolia February 14, 2001

BAGHDAD, Feb 14 (A.A) - The parliamentary delegation which continues holding official contacts in Iraqi capital of Baghdad was received on Wednesday by Iraqi Vice President Taha Yassin Ramadan. Speaking at the meeting, Ramadan said that several delegations came to Iraq from Turkey, and that facts could be seen only with those visits and dialogues between Turkey and Iraq.

Recalling that Turkish parliament extended mandate of Operation Northern Watch from time to time, Ramadan said that this damaged both Turkey and Iraq. Noting that they conveyed their uneasiness about this extension to the Turkish governments, Ramadan said that such a policy hurts both countries, and it was not in line with interests of Turkey and Iraq.

Stating that they expended efforts to develop economic relations between Turkey and Iraq, and the trade volume should absolutely be increased, Ramadan said that they considered visit of the Turkish parliamentary delegation as an indicator of Turkey's same intention as Iraq. Suat Caglayan, the chairman of the parliamentary delegation and a deputy from the Democratic Left Party (DSP), said in his part that they were paying a visit with humanitarian purposes, and that they aimed to see situation and health of the Iraqi people including especially children and women and the living conditions of those people.

Caglayan added that they would also expend efforts to increase economic, social and commercial relations between Turkey and Iraq. The parliamentary delegation members later visited Iraqi Parliament Speaker Dr. Sa'adoun Hammadi.

Speaking at the meeting, Hammadi said that there were strong relations between Turkey and Iraq, and that importance should be attributed to relations of neighboring countries Turkey and Iraq due to their common interests.

Hammadi said, "there are many things to do to intensify our friendship. We want long term relations. This is in favor of both of us." Noting that Turkey has complaints about terrorism, Hammadi said, "we clearly know that the situation in Northern Iraq serves your security. This place was separated from Iraq. Destruction of Iraq's security and territorial integrity destroys your security. The Turkish Armed Forces frequently enter the Iraqi territories. We attach great importance to this. The United States has air bases in Turkey. This concerns you, it does not concern us but it becomes different if they are used against Iraq. Turkey should not be a tool for American policies."

Meanwhile, shuttle trade, effects of embargo imposed on Iraq on Turkey and increase in trade between two countries were discussed at the parliamentary delegation's meeting with Iraqi Foreign Trade Undersecretary Fahrudin Roshan.

Roshan said that commercial relations between Turkey and Iraq were not changed and shuttle trade continued despite the embargo. Noting that they had taken every measure for opening of a second border gate near Habur, Roshan said that they were expending efforts to increase the level of shuttle trade as a result of a formula on which Turkish, Iraqi, and Syrian officials would reach an agreement.

Stressing that the embargo affected not only Iraq but also Turkey and some other countries, Roshan said that there was a need for more and intense efforts to overcome problems. Criticizing oil-for-food program, Roshan said, "this program is not humanitarian and it does not meet our requirements. More than 40 billion U.S. dollars of oil has been exported since 1997 but we have received only 9.5 billion U.S. dollars of food. This program does not serve the Iraqi people but it meets financial requirements of the United Nations."

Meanwhile, parliamentary delegation visited also Iraqi Health Minister Umeed Madhat Mubarak. Mubarak who earned a degree in medicine in Ankara recalled that the Turkish and Iraqi health ministries had signed a protocol last year, adding that they couldn't get what they expected from the protocol.

Noting that they opened a tender to purchase ambulances and construct hospital, Mubarak invited Turkish companies to bid for the tenders by February 22.

* * * * *

Apo in jail, Southeast awaits remedies

- The failure to take concrete steps for permanent peace in the Southeast even two years after the capture of Ocalan, leader of the outlawed PKK, signals that the delicate balance in the region is indeed vulnerable
- **TENSION** - The assassination of Diyarbakir Security Chief Okkan and the 'disappearance' under custody of two HADEP members created tension and apprehension that days of conflict may return
- **CIVIL DISOBEDIENCE** - Experts think it is unlikely that the PKK will take up arms again as it has been claimed by retired general Necati Ozgen but may opt for a campaign of civil disobedience

YALCIN SIMSEK

Istanbul - Turkish Daily News

As two years have gone by after the capture of Abdullah Ocalan, leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), recent statements by Ocalan and his brother Osman Ocalan exacerbated the tension in the Southeast.

The conflict in the region gave signs of easing before the mystery assassination of Gaffar Okkan, Diyarbakir security chief known for his efforts to reestablish peace in the region, and the subsequent "disappearance" of members of the Silopi administration of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) indicated that a return to the days of old was not ruled out.

The likelihood that "the PKK may restart armed conflict in the coming days" emerged as Abdullah Ocalan invited on Feb. 15 - the second anniversary of his capture - the organization to take action, and Osman Ocalan told the gang's propaganda machine, the MED TV, that they could take up arms if the peace process was interrupted. Meantime, retired general Necati Ozgen has warned that despite the heavy blow endured by the PKK, the organization may go back to the days of old and take up arms.

The murder of Okkan and five police officers and the "disappearance" under custody of high-ranking members of the Silopi branch of HADEP focused the attention of the public in Turkey on the Southeast, which had been losing its urgency as a result of the relative peace prevalent during the last two years.

Some of the most immediate questions are what the PKK administration means by the recent statements, and whether the region is going back to the bloody days of the recent past or some people are provoking the events to create turmoil. Experts also probe whether the PKK is serious, bluffing or trying to give a closed message, and they seek to understand if the juxtaposition of events is coincidental or part of a design.

Provoking terror

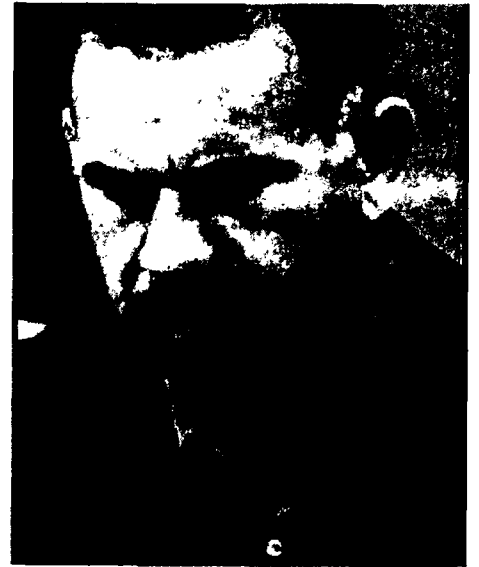
Prof. Dogu Ergil argues that there is a "climate of provocation" that "has to do with the Turks rather than the Kurds." He maintains that while the PKK has been implicated with the underworld narcotics organization, murders against its own people, assassinations and assaults on innocent folk in Turkey, the last events in the Southeast may serve as part of the effort to shake off the burden of the past.

"The events of the last days serve as propaganda material for the PKK," says Ergil. "The organization may seek to legitimize its previous action by claiming that nothing changed 'although we laid down arms.' It is provided just with the material that it needs for propaganda."

Beneficiaries of chaos

Professor Ergil says the last events may have been intended to provoke the PKK to rearm and argued that the recent murders, "disappearances," and summary executions would not only fail to slow down the politicization of the Kurdish issue but would in fact accelerate the process.

Ergil explains who stood to benefit from the climate of chaos and conflict in the region: "The restart of conflicts in the Southeast may be in the interest of people who benefit from drug trafficking and large-scale



corruption in the region. The last events may be their provocation. Some groups, including the chiefs of tribal organization, may want to return to the past. I think that the last developments are very grave."

Ergil says that to argue that peace is established in the region is rather disingenuous. He stresses the need for accuracy in the diagnosis of causes, which, he says, were mistakenly attributed to economic underdevelopment rather than the important issue of identity. Ergil argues that the state has done nothing to change the conditions in the region which had served to create the PKK.

The message of the PKK

Professor Mahir Kaynak says that the addressee of the recent statements by the PKK was not the Turkish Republic, as one misunderstanding had it, but the "tribal coalition" in the region.

Kaynak believes the timing of Okkan's murder and the "disappearance" of HADEP officials is not coincidental and points to the following error: "PKK's reassertion and the claim that it may rearm is directed not to the Turkish Republic but to regional forces. There is a coalition of tribes, Hizbullah and their supporters. They are the addressee of the most recent threats of the PKK. But the pashas [Ottoman dignitaries] misapprehend this as a threat to the state."

Kaynak believes that Okkan's assassination and the "disappearance" of HADEP officials are linked in that the second event is intended to end the harmony between security forces and HADEP that emerged during Okkan's funeral and the march of HADEP and police officers.

"After the 'disappearance' under custody of HADEP members, the positive relations between the public and security forces dissolved. HADEP members and the police are now confronting each other," says Kaynak.

PKK is powerless

Journalist Cengiz Candar argues that neither the capacity of the PKK nor the international balance of forces was amenable to the rearmament of the organization. Candar says, "I don't believe that the PKK will take up arms in the same manner and with the same intensity as in the past. It endured a heavy blow. Moreover, its leaders are arrested and the international situation is not right. I also have doubts about the desire of the PKK to restart an armed conflict."

"Yet I find the assassination of Gaffar Okkan, security chief of Diyarbakir, and the 'disappearance' under custody of two HADEP members very grave. If disappearances and mystery murders start again, maybe the PKK will not take up arms, but we will see the end of calm and peace in the region."

Assistant professor Soli Ozel says that tension is climbing in the region where relative calm had been reigning in the past and points out that unpleasant events may be in the making.

Bush Team Is Divided On Policy Toward Iraq

Aides Debate Level of Support for Exiles

By Robin Wright
Los Angeles Times Service

WASHINGTON — The Bush presidency's foreign-policy priorities are still under review, but already the new administration is experiencing its first internal fractures over U.S. policy toward Iraq.

Two distinct factions are emerging as President George W. Bush's team debates the best way to follow through on the administration's pledge to increase pressure on Baghdad, U.S. officials ac-

knowledge. The biggest difference between the two camps involves the depth of U.S. support for opposition forces that are attempting to mobilize Iraqi exiles to topple the government of President Saddam Hussein.

One faction, including representatives of Vice President Dick Cheney's office, the Pentagon and Congress, advocates an aggressive strategy designed to empower the Iraqi National Congress, the main opposition group, to launch military operations against Mr. Saddam.

The goal would be to erode the Iraqi

leader's power until he is forced, one way or another, from office.

Iraqi National Congress leaders, who arrived in Washington last week for talks with the administration and members of Congress, are already boasting of a larger U.S. role in their activities.

"We are very confident that the Bush administration is going to help us," said Ahmad Chalabi, one of the group's six leaders, in an interview.

"We want to work so we can initiate actions against Saddam on the ground. We're talking about getting more military training and going back into the country, and they've agreed to that."

The other administration faction, centered within the State Department, favors a policy of "streamlined" sanctions against Iraq and more modest support for the opposition, limited largely to intelligence, propaganda and aid for displaced Iraqis.

The approach this side would prefer, its advocates say, stands a better chance of enticing European and Arab allies

back into the U.S. policy fold.

The State Department is also skeptical about the exiles' ability to stay united or have much impact, officials say.

Both groups share a goal of forcing Mr. Saddam to honor the terms of the 1991 Gulf War cease-fire, especially his pledge to surrender weapons of mass destruction and stop threatening both his own people and neighboring states.

But under Secretary of State Colin Powell, who was chairman of the Joint Chiefs of Staff during Operation Desert Storm and the Gulf War, the State Department is wary of the Iraqi National Congress and of the potential dangers of even low-level military support that could become open-ended and increasingly costly, U.S. officials say.

Over the weekend, Mr. Powell endorsed U.S. support for an Iraqi National Congress mission that would be limited

to "public diplomacy" and humanitarian work.

"They can be effective in some of the public diplomacy actions they have undertaken, in broadcasting or getting information to the Iraqi people about the nature of their regime and what their leadership is costing them," Mr. Powell said on CBS-TV's "Face the Nation." "I think in terms of providing humanitarian relief."

Mr. Powell said the administration would look at what else the Iraqi opposition might do "that makes sense and supports our policies."

Key allies in the 38-nation coalition that went to war against Mr. Saddam, including several neighboring governments, also do not support military action by the Iraqi National Congress.

Most of the allies have indicated that they would not provide the frontline access needed to stage covert operations,

U.S. and Arab officials say. Many of these governments now advocate a policy of "engagement" with Iraq as the best way to promote change.

Mr. Powell's team is confident that it can eventually win allied support for a streamlined sanctions policy toward Baghdad.

That policy would lift the most punishing aspects of existing economic sanctions but leave in place an arms embargo and United Nations control over Iraq's oil revenue to ensure that the Saddam government does not use its income to develop more weapons of mass destruction.

Mr. Powell has already discussed the policy shift with several European and Middle East governments, and U.S. officials say he will hold further talks on his first foreign trip next week to the area.

Les Kurdes, peuple sans Etat



18 février 2001

PARIS (AP) – On peut être Kurde de Turquie (12 millions), d'Iran (7 millions) ou d'Irak (4 millions), mais aussi de Syrie (800.000), voire d'Europe (825.000 dont 550.000 en Allemagne) ou des Etats-Unis (10.000)... Peuple des montagnes à cheval sur plusieurs pays, ses luttes d'indépendance le mènent régulièrement à l'affrontement avec le pouvoir en place et à la fuite devant la répression.

En 1920, avec le démantèlement de l'Empire ottoman, le traité de Sèvres préconise l'autonomie des régions à majorité kurde, mais le traité de Lausanne anéantit ces espoirs en 1923, partageant le contrôle du Kurdistan entre la Turquie de Mustafa Kemal, l'Iran, l'Irak (Grande-Bretagne) et la Syrie (France).

Les Kurdes de Turquie et d'Irak se révoltent pendant l'entre-deux-guerres tandis qu'en 1946 ceux d'Iran obtiennent pendant quelques mois une autonomie que leur supprime ensuite l'armée. La lutte continuera principalement en Irak pendant les 20 années suivantes. Etouffée dans les années 1970, elle reprend en 1980 pendant la guerre Iran-Irak (1980-88).

En Iran, la chute du chah en 1979 redonne espoir aux Kurdes, mais la guérilla est écrasée par l'armée et les pertes sont lourdes: près de 20.000 morts entre 1980 et 1984.

La répression se durcit encore à la fin de la guerre Iran-Irak et, en mars 1988, des armes chimiques sont utilisées par l'aviation irakienne contre des villages kurdes de la région de Haladja. On dénombre environ 5.000 morts. En 1991, la rébellion kurde prend le contrôle d'une partie du Kurdistan irakien, mais la reconquête de la zone par l'armée de Saddam Hussein jette plus de 100.000 réfugiés sur les routes, notamment vers la Turquie.

Au sortir de la guerre du Golfe, en avril 1991, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis définissent deux zones d'exclusion aérienne, l'une dans le sud de l'Irak, pour protéger la minorité musulmane chiïte, et l'autre de 49.210km² dans le nord, pour protéger les Kurdes, majoritairement sunnites.

Mais c'est en Turquie que vivent près de la moitié des Kurdes, privés de médias et d'éducation dans leur langue (de la famille iranienne). Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) prend les armes en 1984 pour obtenir l'autonomie. Quinze ans et 37.000 morts plus tard, le 15 février 1999, son fondateur Abdullah Ocalan est arrêté. Condamné à mort, il a adopté une ligne plus modérée et attend le résultat de son appel devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Dans le sud-est du pays, la tension est remontée depuis la fin du mois de janvier.

(Source chiffres: Institut kurde de Paris).

Génocide grec" de Smyrne: réponse d'Athènes à Ankara



12 février 2001

ATHENES (AP) – Athènes a rejeté lundi les protestations d'Ankara au sujet de la qualification de "génocide" des massacres commis contre les Grecs de souche en Turquie au début des années vingt, particulièrement à Smyrne.

"Il s'agit d'événements historiques, ils se réfèrent au passé. Ils n'affectent pas, et ne peuvent affecter en aucune manière les relations politiques entre les deux pays", a déclaré le porte-parole du gouvernement grec Dimitris Reppas.

Selon la presse turque de dimanche, Ankara a demandé des explications à l'ambassadeur de Grèce sur un texte du Parlement grec voté en 1998 qualifiant de génocide les massacres commis contre les Grecs d'Asie mineure. Le fait que des ministres du gouvernement grec ait ratifié le texte vendredi dernier a ravivé la controverse historique entre les deux voisins. Pour avoir force de loi, ce texte doit encore recevoir la signature du président Costis Stephanopoulos.

Le porte-parole Dimitris Reppas a souligné que cette déclaration "n'était rien d'autre qu'une référence" utile à la commémoration de ces événements, journée du souvenir qui pourrait avoir lieu dans l'avenir tous les 14 septembre.

Cette commémoration concerne la guerre gréco-turque de 1921-22 qui devait s'achever par la victoire des forces turques et le rejet des Grecs à la mer sous le fondateur de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk. Certains historiens estiment que 30.000 personnes ont été massacrées dans la ville de Smyrne, aujourd'hui Izmir, qui était alors majoritairement peuplée de Grecs. La ville a été mise à sac et incendiée tandis que les survivants qui le pouvaient - Grecs mais aussi Arméniens - gagnaient la Grèce.

Un vaste transfert de population devait ensuite avoir lieu, plusieurs millions de Grecs de souche quittant la Turquie pour la Grèce, tandis que des centaines de milliers de Turcs étaient déracinés pour effectuer le même voyage dans l'autre sens. Il ne reste plus aujourd'hui que quelques milliers de Grecs et d'Arméniens en Turquie, essentiellement à Istanbul.

"Personne ne peut ignorer ou effacer l'histoire", a encore déclaré Dimitris Reppas.

L'Arménie a un contentieux du même ordre avec la Turquie, certains historiens estimant que 1,5 million d'Arméniens de Turquie ont été déportés et massacrés à partir de 1915. Les autorités turques évaluent le bilan de ces tueries à 300.000 morts, aussi bien chez les Arméniens que chez les Turcs à la faveur de la première guerre mondiale. Le Parlement français a voté le mois dernier un texte reconnaissant le génocide des Arméniens de Turquie, initiative qui a entraîné des rétorsions économiques de la part d'Ankara.

Manifestations kurdes en Europe pour réclamer la libération d'Ocalan



PARIS, 15 fév (AFP) - 20h58 - Des centaines de Kurdes ont manifesté jeudi dans plusieurs pays européens pour réclamer la libération du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, capturé il y a deux ans et condamné à mort pour trahison et séparatisme par la justice turque.

A Istanbul, la sécurité a été considérablement renforcée pour le deuxième anniversaire de l'arrestation du chef rebelle, le 15 février 1999, après plusieurs mois de traque, au Kenya.

Ocalan est actuellement incarcéré sur l'île-prison d'Imarali, en mer de Marmara (nord-ouest de la Turquie). Son exécution a été suspendue dans l'attente d'une décision de la cour européenne des droits de l'Homme.

En France, environ 800 Kurdes, selon la police, ont défilé à Marseille (sud) en soutien à leur leader. Les manifestants, dont certains arboraient un bandeau noir sur le front, brandissaient des pancartes intitulées "massacre du 15 février" (1999), faisant référence à l'arrestation "illicite", selon les Kurdes, du chef du PKK.

En Bulgarie, où vivent un millier de réfugiés kurdes originaires notamment de Turquie, d'Irak, d'Iran et de Syrie, quinze Kurdes ont entamé jeudi une grève de la faim, qui doit se poursuivre pendant trois jours.

Des couronnes en bois noir, imitant les couronnes de fleurs, ont été déposées devant les ambassades de Turquie, des Etats-Unis, d'Israël et de Grèce à Sofia.

A Amsterdam, quelque 500 manifestants kurdes ont défilé. La plupart vêtus de noir, ils se sont rassemblés devant la mairie d'Amsterdam où ils ont observé une minute de silence pour toutes les victimes du peuple kurde.

Les manifestants ont demandé que les Pays-Bas abordent le sujet des conditions de détention du leader kurde avec le président turc Necdet Sezer lors de sa visite aux Pays-Bas en avril prochain.

En Suisse, des Kurdes ont manifesté à Bâle (nord), Berne (centre) et Genève (sud-ouest). Ils étaient 500 à Bâle et 70 à Genève, selon les polices cantonales. A Berne, des petits groupes de Kurdes ont déposé des gerbes devant les ambassades de Turquie, des Etats-Unis, de Grèce, de Grande-Bretagne et d'Israël.

A Berlin, quelque 150 personnes, selon la police, ont manifesté dans le calme. Le PKK est interdit depuis 1993 en Allemagne, où les arrestations de dirigeants présumés du parti séparatiste kurde se sont multipliées après la condamnation à mort d'Ocalan.

Mercredi déjà, environ un millier de Kurdes arméniens avaient manifesté à Erevan pour réclamer la libération d'Ocalan et dénoncer "les actes cruels" d'Ankara vis-à-vis du peuple kurde.

Des dizaines d'interpellation lors de manifestations en faveur d'Ocalan



ANKARA, 16 fév (AFP) - 8h24 - La police turque a procédé à près d'une centaine d'interpellations dans la nuit de jeudi à vendredi lors de manifestations organisées dans plusieurs villes du pays au deuxième anniversaire de la capture du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, a rapporté l'agence Anatolie.

A Mersin (sud), des petits groupes de manifestants se sont rassemblés dans plusieurs quartiers de la ville et ont lancé des pierres contre deux voitures de police, brisant les vitres, a précisé l'agence.

Une soixantaine de manifestants qui refusaient de se disperser en dépit des avertissements de la police ont été interpellés.

A Batman (sud-est), plusieurs dizaines de personnes ont voulu organiser une manifestation "illégal" dans le centre-ville. La police est intervenue et a interpellé une trentaine de manifestants qui scandaient des slogans en faveur du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), selon l'agence.

A Adana (sud), un groupe a brûlé des pneus, manifestation typique des Kurdes, pour réclamer la libération d'Ocalan. La police n'est pas intervenue, a ajouté l'agence.

Abdullah Ocalan a été capturé au Kenya le 15 février 1999 après plusieurs mois de traque et un séjour à Rome, et ramené en Turquie. Il a été condamné à mort pour trahison et séparatisme en juin suivant sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara (nord-ouest), où il est incarcéré. Son exécution a été suspendue dans l'attente d'une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Suivant une demande de son chef, le PKK a annoncé en septembre 1999 qu'il déposait les armes et se retirait du territoire turc, mettant fin à une rébellion pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien qui a fait quelque 36.500 morts depuis 1984.

Depuis, les affrontements entre militants du PKK et soldats turcs ont partiellement cessé dans la région et des milliers de rebelles se sont réfugiés dans le nord de l'Irak.

Mais l'armée turque s'est dite déterminée à pourchasser jusqu'au bout les rebelles.

IRAN Cérémonie des vingt-deux ans de la révolution islamique.

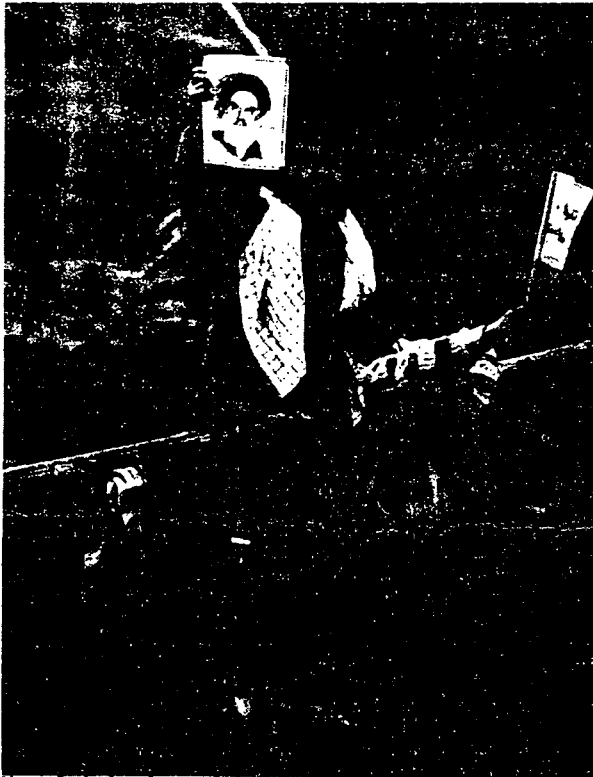
LES RELIGIEUX DÉFIENT LES RÉFORMATEURS

Des dizaines de milliers d'Iraniens ont convergé samedi matin vers l'imense place Azadi, dans l'ouest de Téhéran, pour participer aux cérémonies du 22^e anniversaire de la victoire de la révolution islamique, alors que les conservateurs font feu de tout bois pour faire taire toute opposition. Bien que le président réformateur iranien Mohamad Khatami ait appelé à la défense de la démocratie, son discours, devant des centaines de milliers d'Iraniens venus en famille célébrer le 22 bahman, date du 22^e anniversaire du ralliement de l'armée à la révolution, a été un vibrant plaidoyer pour le régime islamique. « Il faut faire confiance au peuple, c'est la seule condition de la pérennité de cette révolution », a souligné Khatami, devant une foule réunie sur l'imense place Azadi.

Dans l'assistance, certains arboraient des portraits de lui, mais bien davantage de l'imam Khomeyni, fondateur de la République islamique et de son successeur, l'ayatollah Ali Khamenei, référence ultime des conservateurs, et plusieurs banderoles indiquaient : « Vive la révolution islamique ! », « À bas les États-Unis ! » et « À bas Israël ».

Le chef de l'État a refusé d'indiquer s'il serait candidat à un second mandat à l'élection présidentielle qui doit se tenir dans quatre mois, comme l'en pressent la plupart de ses partisans, dont le président du Parlement, Mehdi Karubi. Son intervention a été émaillée de quelques piques envers les conservateurs, arborés sur les principes fondateurs de la République islamique et qui critiquent ses réformes. Khatami a ainsi souligné que la révolution n'appartenait « à aucun groupe particulier ». Mais il a tenu à inscrire son action dans la lignée historique de

Le président iranien a relancé les idées de liberté, d'indépendance et de progrès tandis que les conservateurs poursuivent leur offensive. Analyse.



Une enfant arbore le portrait de l'ayatollah Khomeyni lors de la cérémonie.

« la lutte pour la liberté » durant la monarchie, et la « victoire de la révolution » de 1979, rendant hommage à plusieurs reprises à l'imam Khomeyni. Il a martelé les mots « indépendance », « liberté » et « progrès », qui figurent dans la Constitution,

sans demander d'extension des prérogatives constitutionnelles du chef de l'État. « Rien ni personne n'est au-dessus de la Constitution », a-t-il souligné. « La révolution est le plus grand événement de notre histoire », a affirmé le président iranien.

« Nous allons introduire dans le monde le modèle de démocratie religieuse », a-t-il ajouté. « Critiquer était un crime dans le passé, mais maintenant émettre des critiques contre le pouvoir est honorable », a-t-il ajouté, sans évoquer la campagne lancée par la justice, dominée par les conservateurs, contre la presse et les intellectuels réformateurs.

Le président a par ailleurs défini les « dangers » qui guettaient, selon lui, l'avenir du pays, notamment la possible « coupure entre les principes religieux et ceux de l'indépendance et de la liberté » et le risque de « donner une mauvaise image (...) et une interprétation passiviste et personnelle de la religion (...) ». Il ne faut pas opposer la religion à la liberté, il ne faut pas réprimer la liberté au nom de la religion, ou la religion au nom de la liberté. Sinon, il y aura des déceptions », a poursuivi Mohamad Khatami.

En pleine célébration du 22^e anniversaire de la révolution, des milliers de jeunes Iraniens, dont des monarchistes, ont manifesté vendredi à Téhéran leur rejet du « régime islamique », à la fois des conservateurs et des réformateurs. Cette manifestation, la plus importante de ces dernières années, et qui a été violemment réprimée par la police, a rassemblé à la fois des « déçus » de la politique de Khatami et des monarchistes.

Pendant ce temps, la justice, dominée par les conservateurs, a suspendu une quinzaine de quotidiens et une dizaine de périodiques réformateurs, et fait emprisonner une quinzaine de journalistes depuis avril dernier. Un journaliste réformateur iranien, Mohamad Bagher Vali-Beik, ancien correspondant de l'agence officielle IRNA au Japon, a été arrêté et écroué à Téhéran. Vali-Beik a été placé en détention en sa qualité de directeur général de la société Jamée-é-Rouz, une

importante maison d'édition créée après l'élection du président Mohamad Khatami et qui publiait depuis trois ans la plupart des quotidiens réformateurs suspendus. Un autre journaliste réformateur, Abbas Dalvand, directeur d'un hebdomadaire de province, a été arrêté et écroué pour « diffamation, publication d'articles mensongers et notamment d'insultes contre les institutions judiciaires et révolutionnaires ». Bourghani (quarante-deux ans), un ancien journaliste et rédacteur en chef de l'agence IRNA, avait récemment critiqué le courant conservateur, qui domine la plupart des institutions du régime. Le Parlement avait pourtant refusé récemment à la justice le droit de poursuivre des députés ou de les convoquer devant les tribunaux, sans l'aval du Majlis. Le 28 janvier, le député réformateur de Hamedan (ouest de l'Iran), Hamid Loghmanian, avait été arrêté pendant plusieurs heures à Téhéran pour avoir critiqué le pouvoir judiciaire.

La justice a également engagé des poursuites judiciaires contre plusieurs autres députés réformateurs, dont Mohamad-Reza Khatami, le frère du président iranien. Le 24 janvier, une majorité de députés réformateurs iraniens avaient dénoncé dans une « lettre ouverte » les « agissements illégaux » de responsables judiciaires, notamment les récentes arrestations de journalistes. La marge de manœuvre des réformateurs et de leurs partisans est étroite. À l'approche des élections, une bataille est engagée par les conservateurs. Malgré leur défaite retentissante lors des élections législatives, il y a un an, ces derniers ne baissent pas les bras et utilisent tous les moyens à leur disposition – légaux et illégaux – pour accentuer leur emprise sur le pays.

PIERRE BARDANCEY

Le véritable pouvoir est dans les mains du guide suprême

Karim Lahidji, juriste, est président de la Ligue iranienne des droits de l'homme.

La révolution iranienne a 22 ans. Quel bilan tirez-vous de la présidence Khatami en ce qui concerne les droits de l'homme ?

Karim Lahidji. Dans les trois premières années de son mandat, il y a eu une évolution assez positive, en ce qui concerne la liberté de la presse et la liberté d'expression. Mais depuis un an, après les élections législatives, les choses ont changé. Les conservateurs ont perdu les élections et leur légitimité notamment Rafsandjani, ancien président de la République et ancien président du Parlement, actuellement président du Conseil de discernement, qui a été élu bon der-

nier à Téhéran et qui a finalement démissionné. Les conservateurs n'ont tiré aucune leçon et ont commencé à faire grandir la répression. Le pouvoir judiciaire, qui est entre leurs mains, a tout d'un coup fermé plus de vingt journaux et revues indépendants et a arrêté des intellectuels, des journalistes, des écrivains, des avocats, les défenseurs des droits de l'homme. En avril dernier, les intellectuels iraniens qui avaient participé à une réunion à Berlin organisée par l'institut culturel Heinrich-Böll ont été arrêtés, jugés par un tribunal révolutionnaire et condamnés à des peines allant de 2 à 10 ans de prison. L'évolution positive enregistrée s'est donc stoppée. Il y a une dégradation constante et galopante de la situation des droits de

l'homme. Quant à la question des femmes, des minorités religieuses, de l'indépendance de la justice, etc., il n'y a pas eu d'évolutions.

Les réformateurs ont gagné les élections et pourtant les conservateurs passent à l'offensive. N'est-ce pas paradoxal ?

Karim Lahidji. Dans la Constitution iranienne, le président de la République élu au suffrage universel, n'est pas le numéro 1 du régime. Le président iranien n'a même pas les attributions d'un premier ministre comme en France. Il est le numéro 3 du régime. Mais il est le garant de la Constitution. C'est un paradoxe. Les trois pouvoirs – législatif, exécutif et judiciaire – ont été placés sous la « surveillance » d'un guide religieux.

Le guide suprême, Ali Khamenei, patron des conservateurs, détient tous les pouvoirs. C'est lui qui contrôle le pouvoir judiciaire, qui contrôle indirectement le pouvoir législatif et 80 % du pouvoir exécutif est entre ses mains. Il est le chef des armées et de la police des milices (les pasdaran). Il désigne le directeur de la télévision publique. Il a la maîtrise de toutes les mosquées, de tous les réseaux islamistes dans les villes et les villages. C'est la raison pour laquelle le président et le Parlement, élus par le peuple, n'ont pas beaucoup de marge de manœuvre. Son premier geste après les élections législatives a été d'interdire aux députés de modifier la loi concernant la presse.

Dans quatre mois doit se tenir l'élection présidentielle. Quel sera l'enjeu ?

Karim Lahidji. Depuis quelques jours, le président Khatami est monté au créneau après un long moment de silence. Il a violemment protesté contre l'attitude des conservateurs. Mais on ne sait toujours pas s'il sera candidat. S'il décide de se présenter, il doit recevoir l'accord d'un comité de six religieux. S'il remplit les conditions, sa candidature sera officialisée. Ce n'est pas évident. Enfin, s'il est élu, va-t-il poursuivre comme cette dernière année ou bien va-t-il s'affronter davantage aux conservateurs ? C'est toute la question.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR P. B.

February 16, 2001 Los Angeles Times

For Kurdish Movement in Turkey, Peace Brings No End to Government Pressure

By AMBERIN ZAMAN

ANKARA, Turkey--Winding up his service in the Turkish army, Serdar Tanis, a 22-year-old Kurdish conscript, made what appears to have been a fatal error. He decided to set up a branch of the country's main Kurdish political party in his native Silopi in southeastern Turkey.

From his faraway barracks near the Bulgarian border, the idea seemed perfectly legitimate. During Tanis' tour of duty, an armed Kurdish separatist movement had all but collapsed, and shooting had stopped in the mostly Kurdish southeastern provinces. An era of peaceful politicking for Kurdish rights, he thought, was at hand. Tanis couldn't have been more wrong. Word of his plans reached Silopi before he did, prompting the local military police commander to telephone the young man's family. The commander, Tanis complained in a Jan. 8 letter to Turkey's prime minister and other leaders, threatened to kill him if he set foot in the town.

That, his family suspects, is exactly what happened.

On Jan. 25, days after he defiantly opened an office of the People's Democracy Party, the largest legal pro-Kurdish group in Turkey, Tanis was summoned to military police headquarters. Another party member, Ebubekir Deniz, 27, went with him, and three witnesses saw them enter the building. The pair have not been seen since. "We have lost all hope of finding our boys alive," Tanis' brother, Yakup, said in a telephone interview from Silopi.

"It is quite clear now who is responsible," he said. "The Turkish state failed to protect them."

For Kurds and Turks alike, the incident raises fears of a revival of the extrajudicial killings and mysterious disappearances that were everyday occurrences in the southeast at the peak of the 15-year armed insurgency. Many in the region say the fragile peace that followed the 1999 capture of guerrilla leader Abdullah Ocalan may be unraveling.

Ocalan, convicted of treason by a Turkish court, dropped his demands for independence and ordered his fighters to withdraw to Kurdish-controlled northern Iraq. Clashes between Turkish security forces and the guerrillas all but ceased. But pressure on the 120,000-strong People's Democracy Party has not.

Turkish prosecutors are trying to get the nation's highest court to ban the 7-year-old organization on grounds that the party is nothing more than a political arm of the rebels. Party officials are routinely detained, their offices are raided, and scores face trial on charges of promoting Kurdish separatism. Military police officials in Silopi acknowledge that the two missing party activists "visited" the headquarters but claim that they left after half an hour. Prime Minister Bulent Ecevit says state agencies had nothing to do with their disappearance. Huseyin Baskaya, the provincial governor, claims that they were really government agents sent to spy on the party and had probably been kidnapped by Kurdish guerrillas.

Western diplomats in Ankara, the capital, dismiss the government claims as an effort to cover up new stains on Turkey's human rights record.

They note that Ecevit's government has balked at enacting a range of democratic reforms that the European Union is demanding as a condition for starting talks on Turkish membership. The EU wants Turkey to lift bans on education and broadcasting in the Kurdish language, but leaders of the armed forces argue that such concessions will lead to the creation of an independent Kurdish state.

Ahmet Turk, chairman of the People's Democracy Party, said in a recent interview that peaceful politics is a threat to the heroin and arms trades that thrived in the southeast during the guerrilla war and in which some prominent Kurdish politicians, Turkish security officials and the rebels have been implicated. Like others in Ankara, he sees a link between the party activists' disappearances and the Jan. 24 slaying of Gaffar Okan, the liberal-minded Turkish police chief of Diyarbakir, the largest Kurdish-dominated city.

Okan, who along with five other policemen was killed by unidentified gunmen, had been popular among Kurds because he learned their language, eased up on abusive police practices and cracked down on organized crime.

Tens of thousands of Kurds attended his funeral. "It's as if an invisible hand is seeking to stir up the region and the whole of Turkey again," Turk said. "Peace is bad business for the war lobby."

Calm anniversary of Ocalan's capture

Turkish Daily News February 16, 2001

Security forces took measures all over Turkey on the second anniversary of the capture of the illegal terrorist organization leader Abdullah Ocalan. The country had a rather ordinary day on Feb. 15, the day of Ocalan's capture two years ago, although measures had been taken in central areas to prevent likely pirate demonstrations. Security measures were intense in Ankara, Istanbul, Izmir, Adana, Diyarbakir and Mersin where points of entry and exit to possible sites of demonstration were strictly controlled. Additional security forces worked against possible armed and bomb attacks in areas with the highest concentration of people and public institutions. The tense vigil and strict security measures continued into night.

Kenya was the last stop

Kenya was the last stop in the long chase between security officers and Abdullah Ocalan, leader of the defunct Kurdistan Workers' Party (PKK). As a result of Turkey's determined policy, Ocalan had to leave Syria, where he stayed for years, and sought asylum in Italy. Turkey's pressure was influential here again and Ocalan left first for Russia and then for Greece.

Ocalan was captured by special security forces in Kenya on Feb. 15, 1999 and brought to Turkey. The capture and imprisonment on Imrali island of Ocalan created panic in the PKK and demonstrations and assaults followed suit. A Molotov cocktail assault on the shopping center Mavi Carsi where 13 people died in 1999 was one such action. Meantime, Ocalan received the death sentence during his trial between May 31-June 29, 1999 on Imrali.

IHD's letter

The only demonstrations in Istanbul took place by wheel-burning militants in the Gazi neighborhood, despite the fact that the city was scene to some of the widest security measures on the second anniversary of Ocalan's capture.

Members of the Human Rights Association (IHD) sent also a letter from the Galatasaray Post Office to minister of interior Sadettin Tanttan requesting action over the "disappearance" under custody of Serdar Tanis, the Silopi district chairman of the People's Democracy Party (HADEP) and district secretary Ebubekir Deniz. IHD chairwoman Eren Keskin said that the missing had not been heard of for three weeks and asked the minister to take action.

"The strategy of the PKK has not changed"

The statements regarding the likelihood of violent events on the anniversary of Ocalan's capture and the need for extraordinary security measures created misgivings. Experts commented on why exactly violent events were expected and why they failed to take place.

Ahmet Turk HADEP Deputy General Chairman: "There is no need to further increase the spooky feeling which followed the assassination of Diyarbakir security chief Okkan and the kidnapping of two HADEP officials. Instead, we have to use the peaceful environment to devise a permanent solution."

Kemal Parlak, spokesman of DEMOS, civil initiative of Kurdish intellectuals: "According to the information provided to the press, the strategy of the PKK did not change. Having decided to not get involved in conflict and wage its struggle on the political front, the PKK did not change its policy as far as we know."

"The events in the Southeast embody the democratic demands of the people. It would be mistaken to represent these demonstrations and marches as violent events. It may be that some groups in the organization, which has waged an armed struggle for two decades, may provoke violence, which would nonetheless be limited to sporadic events and not lead to widespread violence. Creating the expectation of violent events will cause the Kurdish public that is already concerned about the murder of Gaffar Okkan and missing HADEP members to worry further. I think the statements were made expressly. The authorities must steer clear of statements that can lead to chaos."

"Foreign dynamics are important"

Erol Mutercimler, analyst and expert on international relations: "As far as we know the PKK did not change its strategy. At least it did not make any statements to indicate so. In addition, 'loss of power' is a relative concept. With respect to which year and according to which standards did it lose strength?"

"Security forces and the army were already strong, but notwithstanding, it is evident that we have to take terror seriously. And personal terror does not end easily. Its gravity is not changed by how many people are impacted. This kind of environment provides fertile ground for conspiracy theorists. Turkey's geography is very suitable for the development of terrorism. I never consider such speculations seriously."

Ozdem Sanberk, retired ambassador and chairman of the civic association TESEV: "What I see is that some people are bothered by the dissolution of the atmosphere of violence in the country. Numerous people benefit from terrorism. It is evident that the PKK lost ground, mainly because of the imprisonment of Ocalan."

"It may be more fruitful to also consider foreign dynamics since countries like Germany, Switzerland and Sweden condoned the evolution of refugee groups in a culture of violence. Numerous deputies were chosen through these votes. They understood belatedly the troubles created by this culture of violence. Now is the time for our partners in Europe to turn the wheel back."

* * * * *

Dozens arrested in demos demanding Kurdish leader's release

AFP 16 Feb 2001

ANKARA, Feb 16 (AFP) - 10h28 - Police arrested nearly 100 people during demonstrations in several Turkish towns marking the second anniversary of the arrest of Kurdish leader Abdullah Ocalan, Anatolia news agency reported Friday.

Some 60 were held late Thursday after demonstrators hurled stones at police cars, smashing their windows in the southern town of Mersin. Elsewhere Kurds burned tyres in protest against the death sentence passed on Ocalan, head of the banned militant separatist Kurdish organisation, the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Ocalan was seized by Turkish agents in the Kenyan capital Nairobi in February 1999. A Turkish court later sentenced him to death for treason and separatism. His execution was suspended pending a European Court of Human Rights ruling on complaints which he lodged that Turkey had violated human rights.

The PKK originally sought the creation of an independent Kurdish state in what is now south-eastern Turkey.

But it downgraded its demands from full independence to ones of cultural rights and freer political representation following an appeal by the imprisoned Ocalan to lay down its arms and seek a peaceful resolution to the Kurdish conflict. The PKK said it was withdrawing from Turkey, thus ending a violent campaign that had claimed some 36,500 lives since 1984.

Since 1999 clashes between Turkish security forces and the PKK have subsided in the south-eastern territory, and thousands of Turkish Kurdish rebels have taken refuge in neighbouring northern Iraq. Kurdish militants based in Europe had earlier this week sent messages to fellow activists in Turkey calling for 'Intifada-style demonstrations' to mark the anniversary of Ocalan, the leader of the separatist (PKK), Anatolia news agency reported.

The PKK said in a statement that "our people should express their reactions within the framework of democratic rules," the pro-Kurdish daily *Ozgur Politika* said in its Internet edition. The seizure of Ocalan in Kenya ended a pursuit of the rebel leader who fled successively to Russia, Italy and Greece after Syria expelled him from his long-standing safe haven in Damascus in the face of Turkish threats of military action.

* * * * *

Menace d'offensive contre les Kurdes

Istanbul :
Éric Biegala

Deux ans après la capture d'Abdullah Öcalan, le 15 février 1999, au terme d'une rocambolesque cavale africaine, la Turquie n'a guère changé son fusil d'épaule quant au problème kurde. L'intransigeance du régime mine ses ambitions européennes et certains semblent tentés par la politique du pire...

Condamné à mort, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est actuellement incarcéré sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul. Ankara a toutefois accepté de surseoir à son exécution le temps que la Cour européenne des droits de l'homme statue quant aux mo-

dalités de sa condamnation, d'ici à la fin de l'année. Sur l'injonction de son chef, le PKK a rompu le combat à l'automne 1999.

Mettant un terme aux 16 ans d'affrontements en Turquie qui ont fait plus de 30 000 morts, en grande majorité dans ses rangs, la guérilla s'est repliée en Irak du Nord. Mais l'état-major turc a annoncé son intention de « neutraliser les terroristes jusqu'au dernier ».

Après s'être assurée de la coopération des factions kurdes irakiennes, l'armée d'Ankara semble préparer une vaste offensive de printemps dans la région. Selon la presse, de l'artillerie aurait été prépositionnée près de 200 km à l'intérieur du territoire irakien, à proximité de la frontière iranienne.

Le ministre des Affaires étrangères turc s'est récemment rendu en Iran pour renforcer la coopération militaire entre les deux pays.

Sur le front politique, le débat quant à l'opportunité d'autoriser l'emploi de la langue kurde à la télévision s'est arrêté net le jour où l'état-major a fait valoir ses objections. La disposition fait pourtant partie des mesures que la Turquie doit prendre pour entamer de véritables négociations d'adhésion avec l'UE. D'accord avec l'armée, l'extrême droite gouvernementale s'y oppose fermement et le « programme national » qu'Ankara devait remettre fin décembre à l'UE n'est toujours pas finalisé.

Dans le Sud-Est anatolien, dénomination officielle du Kurdistan de Turquie, le retour à une activité normale se fait attendre. Un trafic d'essence avec l'Irak et qui permettait à une fraction non négligeable de la population kurde de survivre a été fortement réduit. Quant aux

investissements d'État, ils demeurent symboliques...

Ayant promis au Fonds monétaire international (FMI) de réduire ses dépenses au terme d'un accord anti-inflationniste, le pays a les mains liées. Mais Ankara a également platement rejeté une offre américaine d'ouvrir un bureau de coordination économique à Diarbakir, principale ville du Sud-Est anatolien.

Quant à la chape de plomb de l'état d'urgence, qui s'était notablement allégée depuis la fin des affrontements, elle semble aujourd'hui en passe de retomber.

L'assassinat du chef de la police de Diarbakir, un libéral, en janvier dernier, a secoué les esprits. La disparition récente de deux cadres du Hadeb, parti pro-kurde toléré, fait craindre le pire et notamment un retour aux pratiques de la « sale guerre ». Les deux hommes ont été vus pour la dernière fois alors qu'ils entraient dans un poste de gendarmerie où ils avaient été convoqués...

POLITIQUE

Entretien avec André Santini, député-maire d'Issy-les-Moulineaux

LA LETTRE DE L'UGAB
Samdi 17 février 2001

André Santini : «La reconnaissance du génocide est devenue le meilleur test de l'évolution de la démocratie en Turquie»

En cette période marquée par une actualité arménienne extrêmement riche, nous avons confié le soin à l'un des hommes politiques français qui connaît le mieux l'Arménie et les Arméniens, André Santini, de commenter ces événements qui se succèdent à vive allure. Avec son franc-parler et ses pointes d'humour habituels, le député-maire d'Issy-les-Moulineaux nous fait part de ses espoirs et de ses inquiétudes concernant l'Arménie et les Arméniens. A bâtons rompus.

LA LETTRE DE L'UGAB. - André Santini, notre entretien tombe au cœur d'une actualité arménienne extrêmement chargée, peut-être même la plus dense de cette année 2001 : admission de l'Arménie au Conseil de l'Europe, reconnaissance par la France du génocide arménien, ouverture de l'exposition "Ani, capitale de l'an mil", visites en France du premier ministre du Haut-Karabagh puis du président de la République d'Arménie, et enfin Assemblée générale extraordinaire du Comité du 24 Avril. Que vous inspire cette actualité très riche, de votre poste d'observateur de la vie publique arménienne ?

ANDRÉ SANTINI. - Ce n'est pas un hasard : chaque événement ponctué par quelque chose d'exceptionnel est la résultante d'un long travail de chaque structure

depuis plusieurs années. Je dois dire que pour la première fois, je suis très heureux d'avoir vu des Arméniens unis. J'ai vu des Arméniens modestes et responsables, à tel point d'ailleurs que quand la reconnaissance du génocide a été promulguée, certains n'y croyaient pas, tellement ils l'espéraient depuis si longtemps avec pudeur.

La visite d'Etat du président de la République d'Arménie a été aussi un grand événement : je me suis moi-même rendu au dîner de l'Elysée, et j'ai reçu ici le premier ministre du Karabagh. Le cœur d'Issy-les-Moulineaux bat toujours pour l'Arménie.

- Revenons sur la reconnaissance du génocide arménien par la France. Les réactions qu'elle a suscitées en Turquie ne sont certes pas faites pour nous étonner, mais au-delà des excès traditionnels relevés ici ou là dès qu'il s'agit d'aborder ce tabou, ne trouvez-vous pas que la Turquie a déjà montré sa fragilité ?

- Dans mon bref discours de l'Assemblée nationale du 18 janvier dernier, j'ai dit deux choses : premièrement, un geste d'amour pour l'Arménie, pour les Arméniens qui sont avec nous depuis toujours, qui n'osaient pas demander, qui nous imploreraient modestement; et un geste d'espoir pour la Turquie, qui va affronter maintenant - comme jamais elle n'a eu à le faire - son passé

pour conquérir son avenir. Elle veut entrer dans l'Europe : beaucoup y sont favorables, mais pour ma part, je crois que tant qu'elle conservera son attitude actuelle, elle ne sera pas acceptée. Deuxièmement, subsiste le problème des droits de l'homme, au sujet duquel nous recevons beaucoup de courrier, et si nous recevons des lettres préfabriquées par la Turquie, nous recevons aussi des lettres spontanées de gens qui protestent contre le non-respect des droits de l'homme en Turquie. Le problème des Kurdes n'est pas le dernier. Je crois que la Turquie doit cesser de s'enfermer dans ses positions, pour se tourner vers le monde en disant « nous souhaitons entrer dans l'Europe et nous y mettrons le prix ». Chaque pays a mis le prix, à un certain niveau : un prix économique, un prix sociologique, un prix politique : certains devront y mettre un prix historique.

- La Turquie actuelle semble tiraillée entre son aspiration à intégrer progressivement l'Union européenne et ses impératifs de sécurité, dictés par l'omniprésent Conseil de sécurité, formé de militaires qui dirigent en sous-main le pays. Peut-on concevoir un Etat de cette nature en Europe ? L'intégrer à l'Union européenne ne signifierait-il pas signer l'acte de décès de l'Europe ?

- Bien sûr. Il y a aussi le problème religieux, qui est un problème virtuel, que personne n'ose évoquer réelle-

ment. Il faut se rappeler que dans la Charte de l'Europe, on a supprimé pour la traduction française le terme "religieux", remplacé par "spirituel et humaniste". Les Allemands, eux, ont exigé la présence du mot "religieux". Ce débat n'est donc pas réglé : ce serait effectivement l'adhésion d'un Etat musulman à un ensemble d'Etats chrétiens, sous différentes formes - catholique, orthodoxe, luthérien ou calviniste.

- Au-delà du problème confessionnel, un Etat sur-tout dirigé en sous-main par des militaires !

- C'est évidemment l'autre aspect, qu'on baptise pudiquement respect des droits de l'homme. C'est vrai qu'aujourd'hui l'Espagne, le Portugal et la Grèce ont renvoyé leurs colonels dans leurs casernes. La Turquie va-t-elle pouvoir se livrer à cet exercice ? Nous le verrons. Il faut dire aussi que l'Europe craint confusément l'islamisme, et les militaires turcs se prétendent les garants de la laïcité. On a vu le même problème se poser en Algérie, on le voit en Tunisie et on le craint au Maroc : ce problème n'est pas tout à fait indifférent. Enfin, même s'il n'y a plus de guerre froide, la Turquie demeure le point avancé de la défense de l'Europe au niveau de l'OTAN et spécifiquement des Américains. C'est là-dessus d'ailleurs que jouent les Turcs.

- A contrario, si la Turquie entre dans l'Europe après avoir réalisé les transformations démocratiques nécessaires, elle qui a construit son histoire et son rapport au reste du monde sur le mensonge, pourrait-elle demeurer la Turquie ?

- La reconnaissance du génocide, ce sera le catalyseur. Si la Turquie est capable d'endosser son histoire, de procéder à la repentance qu'ont effectuée toutes les grandes démocraties - que ce soit l'Allemagne avec Willy Brandt ou la France sur le régime de Vichy -, à ce moment-là, un pas considérable aura été fait. A la limite, cette reconnaissance du génocide est devenue le meilleur test de l'évolution de la démocratie en Turquie.

"Je suis très inquiet pour l'Arménie"

- Revenons en France, chez vous, pour avoir l'œil rivé sur l'Arménie. La ville dont vous êtes le maire depuis vingt-et-un ans, Issy-les-Moulineaux, est jumelée à Etchmiadzine. En cette année du 1700^e anniversaire de la christianisation de l'Arménie, des manifestations impliquant votre municipalité sont-elles prévues au calendrier, en France ou en Arménie ?

- Un certain nombre de choses étaient prévues dès février, et tout a été reporté à la visite du nouveau Catholico. Donc je crois que tout se situera en juin ou en septembre; mais nous organisons bien entendu sur la ville beaucoup de manifestations, d'autant que nous vivons dans un climat de parfaite osmose avec l'Eglise apostolique et l'Eglise évangélique. Nous sommes une des rares villes où les deux Eglises sont présentes, avec des pasteurs et des prêtres remarquables, qui s'entendent très bien et sont à l'origine de l'union de toutes les associations arméniennes, dont la division, vous le savez, est le péché mignon. C'est un Corse qui vous parle !

- Au-delà de ces célébrations, y a-t-il des projets communs en vue entre les deux municipalités ?

- Pas tellement depuis quelque temps. Il y a eu des projets, mais qui n'ont pas vraiment débouché. Actuellement, nous aidons beaucoup latéralement "Espoir pour l'Arménie" du Pasteur Léonian. Nous avons reçu des

projets du Karabagh, que nous traitons. Ce n'est pas très actif. Mais même si Etchmiadzine n'a pas été touchée par le séisme comme Spitak ou d'autres villes de la zone sinistrée, qui ont suscité un élan de solidarité immédiate, nous devrions réussir des choses ! Et puis les Arméniens voyagent beaucoup, quand même !

- Comment qualifieriez-vous la situation en Arménie, où la crise économique et sociale a entraîné un exode massif de la population ?

- J'ai même entendu le terme d'"auto-génocide", prononcé par des gens qui aiment l'Arménie. Je souffre de voir que les meilleurs - les plus jeunes et les mieux formés sans doute - s'en vont, la plupart directement pour les Etats-Unis, où la réussite est consacrée plus rapidement. Je suis très inquiet pour l'Arménie. Elle avait su se débrouiller remarquablement du temps du grand frère soviétique, car là elle avait une mission clairement assignée. Mais la reconstruction du pays, en partie aidé par la Diaspora, n'est pas encore au rendez-vous, d'où le désespoir qui saisit les jeunes élites. Je ne sais pas très bien comment on pourrait faire pour aider l'Arménie à conserver son potentiel humain.

- Sentez-vous les Arméniens de France capables de se mobiliser autant pour l'Arménie qu'ils ne l'ont fait ces dernières années pour la reconnaissance du génocide arménien ?

- Ils l'avaient fait pour le tremblement de terre...

- Le contexte a changé...

- C'était la première fois que je voyais toutes les associations unanimes ! On a essayé de conserver l'esprit qui régnait après le séisme.

- Mais la question se pose pour aujourd'hui et dans le contexte actuel.

- Alors je ne sais pas. Ici nous sommes une ville de minorités, une ville-mosaïque. Il y a par exemple une très importante communauté juive. On peut comparer le temps qu'a mis la communauté juive à construire son école, par rapport à la communauté arménienne. Et puis la Diaspora juive aide considérablement Israël; je ne pense pas que les Arméniens de France aident autant l'Arménie. Je pense que c'est plus compliqué. J'avoue que je suis gêné par cette question, parce que je ne réussis pas à donner ne serait-ce qu'un simple conseil.

- Le 24 avril 2000, non loin du Sénat, vous aviez lâché une phrase remarquable et remarquée, que nous avons reprise dans notre journal : «*Tout ce que vous voulez, c'est que la France vous prouve qu'elle vous aime autant que vous l'avez aimé, que vous l'aimez.*» Le regard de l'Autre peut-il être important au point de vous faire oublier ce que vous êtes ?

- (Silence.) Non, parce que dans mon discours à l'Assemblée, j'ai parlé de geste d'amour en direction des Arméniens et de l'Arménie. C'est vrai que je ressens profondément l'amour que portent les Arméniens à notre pays, à notre culture et à nous-mêmes. Ils ont été très émus de constater que je n'ai pas changé, que j'ai toujours maintenu le cap sur la reconnaissance. C'est d'ailleurs mon groupe, l'UDF, qui a porté la question dans sa niche parlementaire. Cela n'a pas été facile, vous savez, à faire passer ! Mais il y avait dans le groupe UDF un certain nombre de députés qui aimaient incontestablement les Arméniens, et pas pour des raisons électorales. Mon ami François Rochebloine m'a d'ailleurs dit : «*Tu sais, chez moi il y a plus de Turcs*

que d'Arméniens !» Les Arméniens ont un sentiment très fort vis-à-vis de la France. Il faut dire que moi je suis plus que français, en ma qualité de corse; et nous, nous réglons beaucoup de problèmes, bien ou mal, par l'affectif. En cela, les Arméniens sont exactement nos frères.

Fédérer les Arméniens autour d'autres objectifs

- Cela dit, ne considérez-vous pas que le plus dur commence aujourd'hui pour les Arméniens de France, maintenant qu'ils ont obtenu la reconnaissance du génocide par la France ?

- Je crois qu'après la France, nous allons voir maintenant ce que feront les Américains. Je ne connais pas bien la position de George W. Bush, même si je crains qu'il ne soit favorable à la Turquie...

- Il a déclaré la semaine dernière qu'il y avait des «*obstacles*» dans les relations américano-turques...

- Quoi qu'il en soit, à présent, la boule est partie, et il va être intéressant de voir les pays, les uns après les autres, reconnaître le génocide; parce que l'exemple français - et les Arméniens le savaient - était tout à fait probant.

Par ailleurs, je suis de ceux qui croient que les Arméniens doivent lancer l'évolution de la Turquie, en disant : «*Nous ne sommes pas là pour donner des leçons, mais parce que notre histoire a souvent été commune avec la vôtre; elle a eu des moments heureux et d'autres tragiques. Maintenant nous sommes prêts à dialoguer, pour vous permettre d'évoluer.*»

- D'accord, simplement ma question renferme également une autre dimension : lorsque je vous demande si le plus dur ne commence pas maintenant pour les Arméniens, je l'entends aussi au sens de l'organisation nécessaire de la communauté.

- Oui, vous voulez dire que la reconnaissance du génocide a été un élément fédérateur, et que le mouvement généré par le Comité du 24 Avril a donné une image extraordinaire d'une Diaspora responsable, modeste et unie. Cet acquis, il ne faut pas le perdre ! La capacité fédératrice, de rassemblement de la Diaspora, ne doit pas disparaître, et il faudrait même consacrer cette structure à d'autres objectifs, à présent : entre autres, accompagner l'évolution démocratique de la Turquie et assurer l'aide économique à l'Arménie.

- Dernière question : à quelques semaines des élections municipales, qu'auriez-vous à dire, en un mot, à vos administrés d'origine arménienne ?

- Je les remercie de leur intégration sociale, économique et culturelle, mais aussi de l'animation culturelle qu'ils dispensent dans la ville; nous recevons régulièrement des ballets ou des grandes chanteuses, et à chaque fois la foule est au rendez-vous. Les Arméniens sont un élément incontournable et parfaitement respecté de la ville. J'essaie toujours de les mettre en valeur, et la reconnaissance du génocide - à laquelle j'ai un peu contribué - est pour moi une façon de les remercier au nom de la Nation. ●

Propos recueillis par Varoujan Mardikian

L'Irak dans le collimateur des Etats-Unis

Washington :
Jean-Jacques Mével

George W. Bush avait un rendez-vous de longue date pour sa première grande sortie, hier, sur la scène internationale. Mais si les micros et les caméras l'ont suivi au Mexique, dans le paisible ranch de son homologue Vincente Fox, c'est du côté de Bagdad qu'est tombé le vrai message du président américain : l'Irak est à nouveau dans la ligne de mire des Etats-Unis.

La Maison-Blanche a rapidement décrit l'attaque d'installations radars au sud de la capitale

irakienne comme un geste d'autodéfense destiné à faire respecter les zones d'interdiction aérienne et à mettre en œuvre les décisions des Nations unies. Le Pentagone a précisé avoir atteint son objectif et ne pas prévoir de nouveaux raids de bombardement sur l'Irak dans un avenir proche.

« C'est une opération de routine, et les Etats-Unis continueront de faire respecter les zones d'interdiction aérienne aussi longtemps que cela restera la

volonté du reste du monde, a expliqué le président américain depuis San Cristobal, au Mexique. *Saddam Hussein doit comprendre ce que nous attendons*

de lui : le respect des engagements qu'il a signés après la guerre du Golfe. »

Routine ? De Bagdad à Washington, personne n'est dupe : un degré vient d'être franchi. Pour la première fois depuis plus de deux ans, les bombardiers américains, épaulés par des appareils britanniques, ont frappé au nord de la ligne symbolique du 33° parallèle, c'est-à-dire au cœur de l'Irak. Et selon son porte-parole, c'est le président Bush lui-même qui en a donné l'ordre, 27 jours après son entrée à la Maison-Blanche. Quant à la punition, elle s'accompagne d'un avertissement sérieux du président : les Etats-Unis « vont sur-

veiller de très près » l'Irak, et s'ils le surprennent à reconstituer son arsenal de mort, ils prendront « toutes les mesures nécessaires » pour l'en priver.

Ce raidissement était sans doute prévisible, dix ans après que le père de George W. Bush a associé son nom à la guerre du Golfe et à la déroute militaire de

Saddam Hussein au Koweït. Tout au long de sa campagne, le futur président a dénoncé le laxisme de l'Administration Clinton face à l'Irak et laissé prévoir un durcissement, sinon dans l'action du moins dans le discours. Maintenant que George W. Bush a fait - symboliquement - ce que l'opinion améri-

caine attendait de lui, toute la question est de savoir ce que les Etats-Unis peuvent entreprendre pour atteindre leur but : forcer Saddam Hussein à accepter le retour des inspecteurs des Nations unies et mener à terme le désarmement de l'Irak.

Pour spectaculaire qu'il soit, le raid de Bagdad n'aura sans doute rien changé à une tendance lourde au sein de la communauté internationale : des capitales du Moyen-Orient aux sièges du Conseil de sécurité de l'ONU, la méthode américaine vis-à-vis de l'Irak suscite au mieux le doute, au pire l'incompréhension.

Le directeur de la CIA, George Tenet, a reconnu la semaine dernière que dix ans d'embargo économique et d'accrochages dans le ciel de l'Irak n'ont fait que renforcer la position politique et

diplomatique de Saddam Hussein.

Pour Washington, l'attaque d'hier pourrait être paradoxalement le prélude à l'ouverture d'une discussion - en position de force - sur un nouveau dispositif à appliquer à l'Irak. Le calendrier s'y prête. Le ministre irakien des affaires étrangères, Mohammed Saed al-Sahaf, est attendu d'ici quelques jours au siège de l'ONU, pour tenter de sortir de l'impasse et de dix ans de sanctions économiques.

Cette semaine, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, est passé lui aussi par New York, avant une tournée au Moyen-Orient. L'ancien chef d'état-major de la guerre du Golfe s'y est curieusement gardé d'évoquer l'hypothèse d'un nouveau tour de vis contre l'Irak.

S'il faut obtenir l'accord des alliés, nul doute que les États-Unis doivent se préparer à un assouplissement plutôt qu'à un renforcement. Le projet pourrait être alors d'abandonner ce qui ne marche pas dans l'embargo, et d'obtenir en échange, au Conseil de sécurité, un franc soutien de la France, de la Russie et de la Chine à ce qui fonctionne.

Kurdish MPs in Iran send letter to EU

Kurdish Media 16 Nov 2000

MAHABAD, Kurdistan (KM) - The faction of Kurds in Iranian parliament have sent a letter to the EU on the EU admission of Turkey.

In their letter, the MPs have asked the EU authorities not to admit Turkey to the EU until Turkey respects the Kurdish human rights and the political and cultural rights of Kurds in Turkey. The Kurdish MPs in their letter represent themselves as the MPs from Kurdish nation.

The EU in its recent report on admission of Turkey did not mention the name Kurd or Kurdish in the report. This controversial report by the EU commission is in contrast to the strongly worded Armenian Genocide bill passed in the EU parliament, condemning Turkey for its past.

Kurdish observers see the behaviour of the EU commission out of date with the realities of the present century and the communication age. "Eight decades ago when in Lausan treaty the Kurdish and Armenian rights were forgotten to appease Turkey, there were no Kurdish lobby in the European countries, but now thanks to the Internet and the presence of hundred of thousands of the Kurdish refugees in each of the European countries, the Kurdish issues cannot be easily ignored." Even Turkish Daily News in its recent analysis considered the Kurdish policy of Turkey as the continuation of the Armenian genocide policies of the Ottoman empire. "The EU commission has gone too far to appease Turkey." commented an observer.

L'IMPOSSIBLE DIVORCE FRANCO-TURC

Les menaces de rétorsion d'Ankara restent lettre morte.

Ankara envoyé spécial

La Safrane bleu nuit du Premier ministre turc, Bülent Ecevit, était un symbole. Arrivé au pouvoir il y a deux ans, le leader de la gauche nationaliste avait boudé les rutilantes berlines officielles et gardé sa vieille Renault, peaufinant ainsi son image de rigueur et de simplicité. Lundi, il est arrivé à la réunion hebdomadaire du conseil des ministres dans une Hyundai blindée, tombée en panne dès le lendemain. Ce changement soudain de véhicule a été remarqué. Nombre de commentateurs y ont vu «*le geste personnel de protestation du chef de gouvernement*». Ankara alterne menaces ouvertes et sous-entendus plus rassurants depuis le vote, le 18 janvier, par l'Assemblée nationale française d'une loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. Jusque-là principal soutien de la Turquie pour son adhésion à l'UE et premier investisseur étranger dans le pays, la France est depuis lors traitée comme un pays hostile. «*Nous nous sommes senti trahis et agressés par le pays que nous considérons comme le plus proche, la seule autre république jacobine*», souligne Bülent Akarcali, député d'Istanbul de la droite modérée. La visite officielle à Paris du président arménien, Robert Kotcharian, pourtant prévue de longue date, a encore accru l'ire turque.

Accusation injuste. L'adversaire le plus déterminé est l'armée. Elle a annoncé la rupture de tous les contacts bilatéraux. La mission militaire française à Ankara, jusqu'ici très active, se retrouve au chômage technique. «*La Turquie n'a plus confiance dans la France et il est normal que les militaires ne se fournissent plus auprès d'un pays auquel ils ne peuvent se fier*», mar-



Des manifestants turcs protestent contre la reconnaissance du génocide arménien par le Parlement français le 22 janvier devant l'ambassade de France à Ankara

telait samedi dernier le ministre des Affaires étrangères, İsmail Cem. L'indignation de la classe politique turque et de l'écrasante majorité de la population est d'autant plus forte que l'accusation de génocide leur semble aussi infamante qu'injuste. Elles reconnaissent les massacres d'Arméniens — entre 300 000 et 500 000 personnes —, et les déplacements forcés de population mais affirment que ces tueries n'avaient pas le caractère d'une

*«Nous nous sommes senti trahis et agressés par le pays que nous considérons comme le plus proche, la seule autre république jacobine.»
Bülent Akarcali, député d'Istanbul*

extermination planifiée. Les manifestations quotidiennes de fonctionnaires ou d'anciens militaires devant l'ambassade ont cessé tout comme les proclamations enflammées d'universités annonçant la suppression de l'enseignement du français. Il n'y a plus d'appel public au boycott et le Premier ministre a rappelé «*qu'il ne faut prendre aucune mesure dommageable pour la Turquie*». Les ministres du MHP, mouvement d'action nationaliste (extrême droite), deuxième force politique du pays, sont les plus véhéments à dénoncer «*la France alliée des Kurdes et des Arméniens*». La participation gouvernementale l'oblige toutefois ce parti à mettre certain bémol. Il y a deux ans, les nationalistes étaient les premiers à mobiliser la rue contre l'Italie coupable d'avoir hébergé le leader rebel-

le kurde Abdullah Öcalan. Le ministre de la Santé et celui de l'Agriculture, qui avaient annoncé l'interdiction de toutes les importations françaises dans leurs secteurs, ont dû faire marche arrière.

Absurde. «*L'annulation des contrats en vigueur est presque impossible. Les autorités turques savent bien qu'elles sont liées par des accords commerciaux internationaux et par l'Union douanière*», souligne un expert financier français d'Istanbul. Pénaliser les produits hexagonaux est difficile, sinon absurde, comme pour les voitures Renault produites sur place en joint-venture avec la société Oyak, pilier des fonds de pension... de l'armée turque. «*Nous créons des emplois sur place et les exportations de voitures rapportent des devises*», se justifie l'administrateur d'Oyak, le général Selcuk Saka, dans les colonnes du quotidien *Milliyet*. La désaffection pour le *made in France*



n'est pas perceptible, sinon pour quelques produits comme l'essence. Plusieurs gérants de stations-service Elf font état d'une baisse sensible des ventes depuis le 19 janvier. «A peu près 20 %», explique l'un d'eux. Certains hommes d'affaires témoignent aussi de difficultés croissantes. «Avant, il y avait l'indispensable bakchich et la bonne humeur; les bakchiches ont augmenté et nous avons la mauvaise humeur en prime.»

Les principales mesures de rétorsion se résument pour le moment à une mise à l'écart des entreprises françaises des grands appels d'offres publics, notamment militaires. Giat Industrie, en lice avec ses chars

Leclerc, a été mis hors course ainsi qu'Alcatel qui devait fournir un satellite espion. Thales (ex-Thompson-CSF) semble avoir perdu le contrat de modernisation des systèmes de navigation de 80 F16 de l'aviation turque. Des constructeurs français ont été mis hors jeu pour la construction du grand pont autoroutier sur la baie d'Izmit. «Les effets d'annonce sont fracassants mais, en fait, la plupart de ces projets étaient déjà chancelants, notamment pour des raisons d'économies budgétaires», dédramatise la chambre de commerce franco-turque. Mais l'inquiétude est réelle.

Méfiance. Ankara reste en effet bien décidé à marquer le

coup pour dissuader d'autres pays de suivre l'exemple de la France. L'avertissement s'adresse aussi bien aux autres pays de l'Union européenne qu'aux Etats-Unis. La crispation des autorités se double d'une méfiance croissante vis-à-vis de l'UE. «Dans l'Etat et l'armée, beaucoup estiment désormais que l'adhésion sera impossible sans une reconnaissance du "génocide arménien". Or, la Turquie n'est pas prête à payer ce prix», explique l'éditorialiste Ali Sirmen. «Ceux qui espéraient que la dynamique européenne accélérerait la démocratisation des institutions sont désormais préoccupés. Y compris les quelque 60000 Arméniens de Turquie.» «Le vote du Parlement

français ou du Congrès américain est moins important pour nous qu'un vrai débat avec les Turcs, avec qui nous vivons, sur ce qui s'est réellement passé à l'époque», insiste Hiren Dink, directeur de Agos, le plus prestigieux hebdomadaire arménien du pays. La question a toujours été taboue. Quelques voix s'élèvent pour que l'on commence à examiner sérieusement ce passé. «Si nous ne le faisons pas, d'autres vont continuer à le faire à notre place», remarque le juriste Ahmet Insel, soulignant que «la position de la Turquie sera de plus en plus intenable» ●

MARC SEMO

PROCHE-ORIENT Pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne, Washington et Londres frappent au-delà du 33^e parallèle

Bombardements près de Bagdad

Vingt-quatre avions américains et britanniques ont bombardé hier soir des objectifs militaires au sud de Bagdad. Ce raid avait pour cible cinq postes de commandement et de radars irakiens. Les premières explosions ont retenti vers 20 h 45 (heure locale). «Bagdad est attaqué par les agresseurs américains», a déclaré la télévision irakienne, qui a aussitôt interrompu ses programmes pour diffuser des chants patriotiques.

La diplomatie américaine a justifié ces raids en affirmant qu'ils constituaient une réponse à l'activité irakienne accrue au cours du dernier mois et demi, visant à atteindre des appareils militaires américains et britanniques patrouillant dans la zone d'exclusion aérienne.

La rhétorique était la même hier soir outre-Manche : «Au cours du seul mois de janvier, des appareils américains et britanniques ont été pris pour cible par davantage de missiles sol-air irakiens que sur toute

l'année 2000», a souligné un responsable du ministère britannique de la Défense.

Neuf Irakiens, des civils, auraient été blessés dans le raid, indiquaient hier des sources médicales. La Télévision de la jeunesse, contrôlée par Oudai, le fils aîné du président irakien, montrait hier les images de trois enfants, trois femmes et deux hommes blessés dans un hôpital. La réaction de l'homme fort de Bagdad ne s'est pas fait attendre. Dans la nuit, un communiqué officiel faisait savoir que l'Irak était déterminé à combattre les Etats-Unis «jusqu'à la victoire» après les raids alliés, qu'il a imputés à un «complot sioniste».

La Russie a condamné les attaques contre l'Irak, et accusé la nouvelle Administration américaine d'ignorer «tous les principes et les normes internationales humanitaires.» Un haut responsable du ministère de la Défense a déclaré que «ce que les militaires américains sont en train de

faire (...) est un défi à la communauté internationale dans son ensemble», et a averti que cela «constitue une tendance dangereuse qui va déstabiliser une situation internationale déjà fragile».

La France n'a pas été avertie à l'avance du raid américano-britannique contre l'Irak, a indiqué hier soir un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

Des incidents quasi quotidiens opposent l'Irak aux chasseurs américains et britanniques. Mais c'est la première fois depuis l'opération «Renard du désert», en décembre 1998, que les forces américaines attaquent des cibles au nord du 33^e parallèle.

Les appareils n'auraient toutefois pas volé au-delà de la limite de la zone d'exclusion aérienne, mais auraient utilisé des armes guidées à distance pour frapper des postes de radars et de commandement, a tenu à préciser un responsable du Pentagone.

Sunday Telegraph February 18, 2001

Eliminating Saddam Hussein is now both feasible and desirable'

By Edward Luttwak

PRESIDENT BUSH has insisted that Friday's raid on Baghdad was "routine". That is clearly false. If it had been routine, it would have been targeted on locations inside the "no-fly zones." Local American and British commanders do not have to ask permission to mount "routine" missions. But Friday's raid was personally authorised by both President Bush and Tony Blair. If this raid was "routine", then so was President Clinton's "Operation Desert Fox", the now-notorious Cruise missile attack launched on Iraqi targets by the former president at the very moment that the details about his relationship with Monica Lewinsky became public.

There is, however, no ulterior presidential motive behind the latest raid. The impetus for it came from Mr Bush's military commanders, not from the President himself. He merely acceded to their request to be able to neutralise some of Saddam Hussein's more sophisticated long-range radar, which Saddam had already started to use to try to enable his missiles to target United States and British aircraft.

The raid was a limited operation authorised for technical reasons; but with more than 20 fighter bombers involved, no one could honestly call it routine. Military planners must have been with Mr Blair in Downing Street discussing it when he was preparing to receive Romano Prodi, the president of the European Commission, who had arrived in London to try to persuade British politicians, journalists and public of the merits of European integration. Mr Blair does not seem to have shared his plans to bomb Iraq with Mr Prodi. European politicians, and not just Mr Prodi, are unhappy about only finding out about the Iraq operation from television and newspaper reports. The Italians and Germans are said to be sulking, and the French are reported to be furious.

The Prime Minister's decision to keep the raid on Baghdad from his good friends and close European allies Mr Chirac, Mr Schroder and Mr D'Amato, however, makes perfect sense: none of those countries are willing to contribute anything to the enforcement of the UN sanctions they all support, leaving the burden to the Americans and the British. There is also the fact that not all European governments can keep secrets.

Moreover, the French, who set up the no-fly zones with America and Britain in 1991 but pulled out years ago, have been lobbying hard to have all sanctions removed. They pretend to believe Saddam's claim that the restrictions placed on his sale of oil are preventing him from feeding the children and healing the sick of his country. That is palpable nonsense. Saddam is allowed to sell as much oil as he likes, so long as the proceeds do not go to build bombs, missiles, tanks or weapons of any kind. Saddam has also sold hundreds of millions of dollars' worth of oil on the black market. He has not used one cent of the proceeds to feed children, or buy medicine. He has used them to buy spare parts for his military machine.

Saddam has made no attempt to disguise his intentions. In the past few months, he has threatened Saudi Arabia, extolling its people to rise up and overthrow their government; he has also called for an oil boycott of the West. All oil consumers have a clear and obvious interest in seeing his power curtailed.

George Bush Junior is well aware that his father let Saddam off the hook at the end of the Gulf war. Everyone agreed at the time that the West needed a functioning Iraq in order to provide a counter-weight to Iran. The situation has changed in ways no one predicted. Today, Iran is on the path away from anti-Western fundamentalism, and the ayatollahs have so little support they could never attack Arabia. Saddam has become the greatest menace to peace and security that the West has. Eliminating him is now both feasible and desirable. Edward Luttwak is a Senior Fellow at the Center for Strategic and International Studies, Washington DC

* * * * *

Kurdish official slain in northern Iraq

AFP 19 Feb 2001

ANKARA, Feb 19 (AFP) - 15h53 - A Kurdish official in the largest province in northern Iraq has been shot dead, an Iraqi Kurdish spokesman said Monday, denouncing the attack as an attempt to destabilise the region.

Francois Hariri, a Kurdish-appointed governor for the province, was killed Sunday by unknown gunmen while driving in his car in Arbil, northern Iraq's main city, said the spokesman in Ankara for the Kurdistan Democratic Party (KDP). The KDP controls most of northern Iraq including Arbil province, which has a population of 900,000, and the

areas close to the Turkish border. "An investigation has begun to find the assassins who were seeking to destabilise the region," the spokesman told AFP.

Hariri, a Christian, had escaped unharmed from an assassination attempt five years ago, the Anatolia news agency reported. And last November, about 10 people were killed in a bomb attack on an Arbil coffee shop.

Northern Iraq has been controlled by the KDP and another faction, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), in defiance of Baghdad since the aftermath of the 1991 Gulf War. Turkish authorities have been working with the two Iraqi Kurdish factions to drive out rebels from the Kurdistan Workers' Party (PKK), who have taken refuge in northern Iraq.

The PKK withdrew from Turkey in September 1999 under orders from its jailed leader, Abdullah Ocalan, who was sentenced to death by a Turkish court in June 1999 for separatism and treason. More than 3,000 people were killed in KDP-PUK fighting after the two factions fell out in 1994 over tax revenues. But relations have improved since they signed a peace deal in Washington in September 1998.

Iraqi Kurdistan is patrolled by British and US planes based in Incirlik, southeast Turkey, in an operation designed to protect the Kurds from President Saddam Hussein's forces.

* * * * *

Iraqis See Escalation By Bush

Washington Post February 19, 2001

By Howard Schneider and Thomas E. Ricks

BAGHDAD, Iraq, Feb. 18 -- It has quickly become an article of faith here that President Bush -- "son of the snake" or "the new dwarf," as he is known in the local press -- is out to destroy Iraq. Iraqis say they are convinced of it. President Saddam Hussein has promised to prevent it. When two dozen U.S. and British warplanes fired on five targets around Baghdad Friday night, it only deepened anticipation of a coming conflict.

Maybe it's to protect Israel, Iraqis said today as thousands marched to protest the air raid and proclaim their support for their government. Maybe it's to protect oil supplies. Maybe it's to rule the planet.

Regardless, Iraqis say they are convinced that the younger Bush wants to "finish the job" started by his father during the Persian Gulf War, and emasculate a country they feel is the only credible opponent to what they see as Israeli and American dominance in the Arab world. In Washington, Pentagon officials said today that Friday's raid was conducted on the Muslim Sabbath specifically to avoid killing or injuring Chinese workers who are helping build the fiber-optic network that was about to link parts of the Iraqi air defense network.

The fiber-optic network threatened to make Iraq's anti-aircraft system far more effective and greatly increase Iraq's ability to target aircraft patrolling the southern "no-fly" zone, the officials said.

"There was a potential to hit Chinese, but nobody works on Fridays there," one official said. Most of the Chinese workers are civilians, but some are military officers, said another Pentagon official.

Avoiding injury to Chinese citizens has been a U.S. military priority since an Air Force B-2 bomber hit the Chinese Embassy in Belgrade during NATO's 1999 air campaign against Yugoslavia. That bomb killed three people and injured 20, poisoning U.S.-China relations for months.

In Baghdad, many Iraqis took Friday's air raid in stride. "We expect [Bush] will escalate the war," said Namir Hany, 18, an engineering student. Hany said he was not disturbed by the bursts of anti-aircraft fire from batteries outside the city Friday night or the percussive explosions that followed. "We've gotten used to bombing and war. . . . It has become normal," he said. The raid was the largest against Iraq in more than two years, although U.S. and British planes patrolling no-fly zones in northern and southern Iraq have regularly fired on command centers, anti-aircraft batteries and other military targets in what amounts to a sustained, low-level campaign to whittle down Iraq's air defenses.

Targeting of sites outside the no-fly zones -- areas established to keep Iraq's air force away from Kurdish and Shiite areas of the country -- represented something of an expansion of allied activities, although Bush called the raids

"routine" and U.S. defense spokesmen insist the targets were the same kind that are routinely destroyed in southern and northern Iraq. They said the targeted sites are a more sophisticated type of air defense that had apparently been getting closer to downing an allied plane.

The raids were generally effective, according to early bomb-damage assessments, the Pentagon official said in Washington. The United States targeted five sites with about seven command-and-control nodes and 20 radar installations, he said. Of those, all seven nodes appear to have been damaged or destroyed. He said it was difficult to tell how many of the radars had been hit. Foreign reporters have not been allowed to visit the sites.

Iraqi television repeatedly broadcast pictures of damaged houses and shops in a town where one man was killed when allied missiles hit nearby. Iraq said two people were killed and 20 wounded in the raids. The fact that U.S. and

British planes crossed the designated limits of the no-fly zone, traveling into central Iraq and to the outskirts of Baghdad, continued to incite wide concern today, and not just among Iraqis.

NATO allies, most vocally France, have joined Russia and China in demanding a fuller explanation and in saying they felt the airstrikes threatened regional stability. Turkey, which allows U.S. and British jets to use its air bases to patrol northern Iraq, formally rebuked Washington.

Egyptian President Hosni Mubarak, a key U.S. ally whose decision to join the Persian Gulf War coalition in 1991 paved the way for broader, politically vital Arab participation in the conflict, told an Italian newspaper that the United States had "killed innocent people" in the raid and achieved little else. Visiting Italy, Mubarak told La Repubblica that "the air raids have just complicated the situation and killed innocent people. . . . I don't believe Saddam [Hussein] is a threat to the world. Iraq is not a superpower, and it doesn't have sophisticated transcontinental missiles."

Protests against the raid were held in Baghdad in the rain today, as well as in neighboring Jordan and in the West Bank and Gaza, where support for the Iraqi president is strong. Demonstrators held up pictures of Hussein and burned U.S. and Israeli flags in one of the biggest protests in Baghdad since four days of Western bombing in December 1998. The demonstration was organized by the ruling Baath Party.

In Jordan, a close U.S. ally and signatory of a peace treaty with Israel, demonstrators gathered near the U.S. Embassy and praised Hussein for firing Scud missiles at Israel during the Gulf War a decade ago.

The Iraqi leader has vowed revenge for Friday's air raid. He met with his top air defense commanders today.

"The Americans' and Britons' new, savage crime will not pass unpunished and without decisive retaliation," Iraq's Al-Qadissiya newspaper said in an editorial. "We will teach the new American administration and the Zionist entity lessons on Jihad and steadfastness." A jihad is a holy war. The raid comes when Iraq is enjoying a diplomatic resurgence and an economic boom because of high world oil prices. Iraqis say food, medicine and other goods are more readily available now than at any time since international sanctions were imposed after their country invaded Kuwait in 1990, triggering the Gulf War.

Iraq has signed trade agreements with neighboring countries and has upgraded diplomatic missions. Regular air service has been restored with several countries; a jet landed in Baghdad today carrying an Egyptian delegation that included Trade Minister Youssef Boutros-Ghali and entertainer Adel Imam, who is scheduled to perform this week. Iraq warned that the airstrikes raised tensions before key talks with the United Nations. Iraqi Foreign Minister Mohammed Saeed Sahhaf is scheduled to meet with U.N. Secretary General Kofi Annan on Feb. 26 and 27 in New York for discussions seen as possibly leading to new talks on resuming weapons inspections and lifting economic sanctions.

In a letter to Annan and the Security Council, Sahhaf urged Annan to "condemn the dangerous aggression and the increase of tension" and take "speedy steps to prevent such attacks from taking place again," the official Iraqi News Agency said.

At Baghdad's Al Rasheed Hotel, long the sleepy redoubt of foreign journalists, all the rooms are occupied by visiting dignitaries -- new crowd to trod across the snarling likeness of Bush's father, tiled into the entrance over the word "criminal."

* * * * *

Pour la première fois en France, une arrivée massive de "boat people"

L'errance de 908 Kurdes s'échoue sur la Côte d'Azur

Ils ont tous payé de 10 000 à 30 000 F le rêve de débarquer dans l'Europe des riches

Midi Libre
Dimanche 18 février 2001

■ Un cargo réduit à un radeau de la Méduse. Une saleté repoussante. Des excréments qui jonchent la cale. Neuf cent huit Kurdes turcs ou irakiens entassés, des enfants, des vieillards, hagards et épuisés. Des bras qui se tendent comme une prière vers une boîte de lait ou une barre de céréales. Trois bébés nés en pleine mer pendant ces six jours de traversée honteuse : l'apocalypse a débarqué, clandestinement hier à 3 h 30 du matin, sur la plage varoise de Boulouris. A deux pas de Saint-Raphaël.

Les pauvres sont venus fouler ce sable blond et paradisiaque de la Côte d'Azur. Comme s'ils sortaient 25 ans après, exsangues mais vivants, des pages du roman prémonitoire de Jean Raspail, "Le camp des saints".

Comme leurs frères de papier, comme ces dizaines de Maghrébins que la grande Bleue rend, noyés, sur un rivage andalou, ils viennent attirés par le miroir aux alouettes occidental. Cet eldorado improbable qu'ils quêtent comme des fous, pour le plus grand profit de marchands sans scrupule d'un bonheur illusoire.

C'est la première fois en France que s'échoue ainsi un navire avec 900 "boat people". L'East Sea, bateau d'une cinquantaine de mètres battant pavillon cambodgien, a stoppé sa course dans le sable varois, aussitôt abandonné par son capitaine et les marins grecs en fuite. Un échouage sans nul doute volontaire : météo clémente, pas de message de détresse et moteurs du navire en marche pour éviter son retour en haute mer.

Une fois le navire immobilisé, une trentaine de passagers, épuisés après cinq à six jours de traversée, ont gagné

- ▶ 300 enfants de moins de dix ans
- ▶ Trois nourrissons nés pendant la traversée
- ▶ « Help ! Onu ! Help ! »
- ▶ Vieillards épuisés et déshydratés



S'il existe une vie après l'enfer, quel goût aura-t-elle pour ces malheureux ? Reuters

le rivage à la nage. Et sonné à la porte d'une villa en criant : « Help ONU ! Help ! ». « On aurait dit des zombies, témoigne une habitante. Ces gens n'avaient pas vu la lumière du jour depuis une semaine et ils avaient l'air complètement abasourdis ». Immédiatement prévenue,

la préfecture déclenche le "plan blanc" hospitalier. Les secours découvrent à bord 300 enfants de moins de dix ans, des centaines d'adultes déshydratés et dénutris et trois bébés de quelques jours. Mais il n'y a aucun « cas sanitaire grave ». Une douzaine d'enfants et de vieillards sont hospitalisés pour dénutrition ou déshydratation.

Les 908 réfugiés avaient été débarqués dans l'après-midi à l'aide d'échelles de corde et de passerelles. Parmi eux, 894 ont été emmenés par cars au camp du 21^e régiment d'infanterie de marine (RIMa) de Fréjus, pour y être hébergés. Ils y séjourneront en « zone d'attente » jusqu'à ce que l'administra-

L'hypothèse d'un « coup » monté en Turquie

tion statue sur leur sort.

« Leurs situations seront examinées au cas par cas », a indiqué le ministre de l'Emploi et de la Solidarité qui s'est aussitôt rendue sur place. Et Elisabeth Guigou d'expliquer : « Ils ont débuté leur périple il y a plus de deux mois, dans un petit village d'Irak où ils ont été démarchés par des passeurs. D'origine kurde ou irakienne, ils ont payé 200 dollars (1 400 F) pour passer la frontière entre l'Irak et la Turquie. Ensuite, pour le voyage vers l'Europe, les enfants ont dû payer

1 500 dollars (10 500 F) et les adultes entre 3 et 4 000 dollars (20 à 28 000 F). Ils sont partis parce qu'ils avaient peur. Ils ne savaient pas dans quel pays d'Europe on allait les débarquer ».

Ce n'est pas tout à fait l'avis d'Ali Dogan, secrétaire général à Montpellier du Cradhom (Centre de recherche et d'action pour les droits de l'homme). Après avoir pu interroger directement des clandestins sur place, hier après-midi, il affirme :

« Le navire serait parti d'Istanbul, en passant par le Bosphore pourtant très contrôlé. Les clandestins croyaient aboutir en Italie. » Et l'ethnologue kurde de s'interroger : « Ne serait-ce pas un coup organisé par les partis d'extrême droite, deuxième force du gouvernement, avec le concours de mafieux et trafiquants turcs ? Une sorte de "paquet-cadeau", en réplique à la France après la reconnaissance du génocide arménien par le Parlement ? »

En attendant, ces 908 clandestins devraient être fixés sur leur sort d'ici vingt jours au plus tard. Le temps d'examiner un éventuel retour ou les demandes d'asile. De toute façon, on ne peut les renvoyer en Turquie, faute d'accord entre les deux pays. On voit mal aussi comment Paris oserait les renvoyer vers l'Irak.

D'où l'importance de savoir si l'East Sea a bien transité par la Grèce. Auquel cas, ils pourraient être renvoyés dans ce pays qui a signé les accords de Schengen.

Bien entendu, les réactions affluent. Le président Chirac se dit « profondé-

ment scandalisé par cet événement sans précédent en France, qui marque la plus totale absence de scrupule de ceux qui font commerce de la misère d'autrui ». Cette affaire « démontre à quel point il faut lutter contre ces exploiters de la misère humaine que sont les passeurs », renchérit le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant.

Mais, déjà, surgit la polémique. Pour Philippe Séguin, il faut accueillir ces « victimes de négriers, à considérer comme des réfugiés et pas comme des clandestins ». Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret exigent au contraire leur renvoi dans leur pays d'origine. De même que le président du RPF Charles Pasqua : « Nous sommes devant un problème de réfugiés économiques, pas de réfugiés politiques. Si nous les acceptons, nous ouvrons toute grande une brèche. Donc on ne peut pas les accepter ».

Reste une question de fond : tant que le fossé entre pays industriels et en voie de développement sera aussi béant, comment empêchera-t-on les miséreux de vouloir venir partager une miette du gâteau des riches ? ●

Le Monde

DIMANCHE 18 - LUNDI 19 FÉVRIER 2001

Nouvelle opération militaire américano-britannique en Irak

Une cinquantaine d'avions ont bombardé, vendredi 16 février, des objectifs militaires près de Bagdad. Selon Washington, il s'agissait d'une riposte aux récentes provocations de la DCA irakienne. Un premier bilan faisait état de deux morts et plus de vingt blessés

SAN CRISTOBAL (Mexique)
de notre envoyé spécial

Vingt-quatre appareils américains et britanniques ont attaqué, vendredi 16 février, cinq bases de missiles sol-air SAM et de batteries anti-aériennes irakiennes, situées au sud de Bagdad, en dehors de l'une des deux zones d'exclusion aérienne imposées au régime de Saddam Hussein depuis dix ans au nord du 26^e parallèle et au sud du 23^e. La nouvelle a été connue dans l'après-midi, alors que le président Bush, qui a personnellement donné son autorisation, effectuait une visite de travail au Mexique. La décision avait été prise la veille par « W » de son bureau ovale à la Maison Blanche.

Il s'agit du premier raid de ce type depuis décembre 1998. Selon le Pentagone, les F-15, F-16 et F-18 ont tiré des missiles guidés sur les cibles choisies, sans quitter la zone d'interdiction qu'ils patrouillent quotidiennement depuis dix ans, et ils ont atteint leurs objectifs.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a expliqué, vendredi, que le renforcement et la coordination de la défense aérienne irakienne avaient été

jugés de plus en plus menaçants pour les avions alliés. En particulier, la possibilité d'identification de ces appareils par les radars adverses, reliés aux batteries de SAM. Washington se refuse à y voir un simple incident isolé ou un fait nouveau. D'après lui, il y a une accumulation, depuis le début de l'année, de provocations de la part de Bagdad. Les Américains en ont recensé soixante. Le ministre britannique de la défense, Geoffrey Hoon, a qualifié cette riposte de « réponse proportionnée ».

Lors d'une conférence de presse commune avec le président mexicain, George W. Bush s'est efforcé de minimiser la portée de cette opération tout en lançant un sérieux avertissement à Bagdad. « Je veux assurer ceux qui ne comprennent pas la politique américaine qu'il s'agit d'une mission de routine », a affirmé M. Bush. planifiée et autorisée en raison des risques encourus par les pilotes, comme l'a précisé le Pentagone. « Certai-



nes missions nécessitent que le commandant en chef en soit informé. C'était le cas de celle-ci et ce n'était pas la première fois qu'il en était ainsi, malheureusement », a ajouté M. Bush.

ZONE D'INTERDICTION

Les pilotes patrouillent dans les deux zones d'exclusion aérienne imposées à l'Irak par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France en vertu d'une interprétation de la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies relative aux violations des droits de l'homme. Ce type de mission, a affirmé M. Bush, se reproduira aussi longtemps que ce sera nécessaire.

« L'interdiction se poursuit sur une base quotidienne. Elle fait partie de notre stratégie et, jusqu'à ce que celle-ci change, si tant est qu'elle changera, nous continuerons à faire respecter la zone d'interdiction (...). Saddam Hussein doit comprendre que nous attendons de lui qu'il respecte l'accord signé après

l'opération Tempête du désert [l'intervention militaire multinationale contre l'armée irakienne en janvier 1991 pour la déloger du Koweït]. Notre intention est de nous assurer que le monde est en paix autant que possible. Nous surveillerons de près [le président irakien] pour nous assurer qu'il ne développe pas des armes de destruction massive. Et, si nous constatons qu'il est en train de le faire, nous prendrons les mesures qui s'imposent », a ajouté M. Bush.

Depuis son arrivée à la Maison Blanche, la nouvelle administration républicaine n'a pas caché son intention de durcir le ton envers Saddam Hussein. Elle avait auparavant critiqué l'absence de réaction du président sortant, Bill Clinton, face à ce qu'elle considère comme des provocations délibérées de Bagdad pour tester la résolution de la coalition multinationale, ou plutôt de ce qu'il en reste. Les Britanniques sont de fait désormais les seuls à accompagner – malgré de récentes interrogations à Londres – les appareils

américains dans les missions de bombardement de l'Irak. Parallèlement, les vols à destination de Bagdad se multiplient, organisés à l'initiative d'associations, voire de personnalités officielles de certains pays de la région.

Le général Colin Powell, qui, après sa nomination, avait affirmé que « l'Irak est une menace pour ses voisins (...) et un problème pour son propre peuple », et qui était chef d'état-major général lors de la guerre du Golfe, décidée par George Bush père, accompagne « W » à San Cristobal. En revanche, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, et le vice-président Dick Cheney – qui était secrétaire à la défense lors de l'opération Tempête du désert – sont restés à Washington d'où ils ont sans doute supervisé les raids. Tous deux sont partisans de la manière forte contre Saddam Hussein. M. Cheney avait ainsi affirmé il y a quelques mois que « si Saddam entreprenait de rebâtir ses capacités nucléaires ou ses armes de destruction massive, nous devrions envi-

sager très sérieusement une action militaire ».

Sous peine d'apparaître comme une simple gesticulation verbale, ces menaces devaient se concrétiser. C'est ce qui vient de se passer, un peu plus d'une semaine après l'annonce d'un soutien financier aux opposants irakiens, rassemblés au sein du Congrès national irakien, un rassemblement de formations et de personnalités parrainés par Washington.

Outre la volonté des Etats-Unis de donner une leçon à Bagdad, l'objectif des raids de vendredi était sans doute de montrer aux alliés des Américains, tant Européens qu'Arabes, que l'Irak reste dangereux et menaçant et qu'ils devraient serrer les rangs. Reste à savoir si cet avertissement portera ses fruits et quel pourrait être le prochain degré de l'escalade si le président irakien n'en tenait pas compte.

Patrice de Beer

Bagdad : les raids ne resteront pas impunis

La presse irakienne affirmait, samedi 17 février, que les raids américains qui ont fait deux morts et une vingtaine de blessés dans les environs de Bagdad ne resteront pas impunis, et l'Irak promet de donner « une leçon » au président américain.

« Le nouveau crime ne restera pas sans punition dissuasive des agresseurs américains », écrit le quotidien *Al-Qadissiya*, organe des forces armées. Le journal affirme que Bagdad est déterminé à infliger au président américain George W. Bush, « fils de la vipère George Bush, une leçon qu'il n'oubliera pas ». Pour le journal, en ordonnant les raids, le président américain « manifeste sa haine contre l'Irak et sa direction historique ».

Le quotidien gouvernemental *Al-Joumhouriya* écrit, pour sa part, que « cette agression constitue un nouvel échec pour les tyrans de l'Amérique criminelle avec sa nouvelle administration et sa mentalité immonde ». – (AFP.)

Deux ans après

« Renard du désert »

Les bombardements de vendredi surviennent plus de deux ans après l'opération « Renard du désert ». Pendant trois jours, du 16 au 19 décembre 1998, une violente offensive aérienne avait été menée conjointement par Londres et Washington sur Bagdad pour sanctionner le refus de l'Irak de laisser les inspecteurs des Nations unies accéder à un site sus-

pect. Selon le Pentagone, l'armée irakienne aurait perdu alors entre 600 et 1600 hommes. Bagdad affirmait de son côté que ces raids n'auraient fait que 62 morts parmi les militaires et 73 victimes au sein de la population civile.

Depuis la fin de cette opération, l'aviation alliée est intervenue à plus de cent reprises contre des objectifs militaires situés dans le nord et le sud du pays. En août 2000, les autorités irakiennes avaient affirmé que ces raids avaient fait, depuis fin 1998, 315 tués civils et 900 blessés.

L'opération n'a pas suscité de levée de boucliers aux Nations unies

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondante

Les raids effectués par les avions américains et britanniques au sud de Bagdad n'avaient encore suscité, vendredi soir 16 février, aucune émotion particulière aux Nations unies, Washington et Londres les ayant présentés comme « un coup ponctuel, limité et nécessaire » en représailles aux tirs accusés de la DCA irakienne sur leurs avions. Cette explication semble, pour l'heure en tout cas, avoir été acceptée par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et des pays membres du Conseil de sécurité. « Nous n'avons pas de raison de remettre en question les justifications militaires que nous présentent les Américains, commente un diplomate. A plusieurs reprises ces derniers jours, Bagdad semble avoir tenté de tester la volonté de la nouvelle administration américaine en menaçant les avions. Si les frappes restent limitées comme ils le disent, eh bien on le regrettera et on passera à autre chose... » Même réaction au sein du secrétaire général.

A en croire des sources informées, les militaires américains avaient, « depuis plusieurs jours déjà », informé le président George W. Bush des menaces potentielles irakiennes contre les avions qui patrouillent au-dessus des zones d'interdiction aériennes imposées à l'Irak et avaient obtenu son autorisation de réagir « au moment opportun ». Interrogé par le *Monde*, M. Annan affirme avoir été informé de la décision du Pentagone, « quelques minutes après les frappes et non pas avant, ce qui est compréhensible étant donné que la sécurité du personnel de l'ONU n'était pas en cause ».

Chargé par le Conseil de sécurité d'une mission de « médiation » entre Bagdad et Washington, M. Annan – qui s'était longuement entretenu, mercredi à New York, avec le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, et qui doit rencontrer le président George W. Bush le 21 février à Washington – affirme ne trouver aucune « contradiction » entre l'action militaire des Américains et « leur souhait de chercher le moyen de sortir de l'impasse actuel-

le à propos de l'Irak, qui divise le Conseil de sécurité et qui empêche le retour des inspecteurs » chargés du désarmement de Bagdad et absents du pays depuis décembre 1998.

Plusieurs diplomates membres du Conseil de sécurité partagent cette analyse. Ainsi, se disant « guère surpris » des bombardements américains, l'un d'eux, qui s'est entretenu avec le général Powell lors de sa visite à New York, fait-il remarquer que le secrétaire d'Etat avait « signalé deux approches, l'une à l'ONU dans le cadre du Conseil de sécurité et l'autre à Washington... ». Un autre diplomate membre du Conseil se dit « convaincu » que les frappes aériennes contre l'Irak « ne remettent pas en cause la volonté sincère du département d'Etat de rechercher un accord au sein du Conseil de sécurité sur les sanctions économiques, accord qu'il juge nécessaire ». Washington, explique-t-il, « est dans une phase de réflexion sur l'Irak, ce qui n'exclut pas cette double approche qui consiste à négocier à New York la suspension des sanctions en échange du

retour des inspecteurs en désarmement et à faire preuve simultanément de fermeté militaire ».

« SILENCE ABSOLU »

Si la nouvelle administration réussit à maintenir « la cohérence » entre ces deux approches, « c'est-à-dire montrer à Bagdad, et aussi à l'opinion publique américaine, qu'elle restera ferme, tout en négociant le retour des inspecteurs à Bagdad, tant mieux, mais cela me semble difficile », note une source proche de M. Annan. Un autre diplomate se contente de noter le « silence absolu » maintenu par général Powell tout au long de la journée de vendredi.

Tandis que les représentants de grands pays membres permanents du Conseil accordent le bénéfice du doute aux Américains, d'autres, en revanche, avancent des scénarios catastrophiques. Au mieux, disent certains délégués arabes, cette nouvelle « agression militaire met fin à toutes les tentatives de négociations sur le retour des inspecteurs ». Au pire, elle sera le début d'une escalade militaire entre Washington et Bagdad. Ces diplomates se disent « extrêmement préoccupés » de ce que pourrait être la réaction de la « rue arabe ». « Je suis stupéfait par cette action insensée », dit un diplomate arabe, qui craint « un

cocktail explosif dont les ingrédients sont l'Intifada palestinienne et les bombes américaines à Bagdad... ».

Les interrogations portent également sur les chances de voir reprendre les négociations, prévues le 26 février à New York, entre une délégation irakienne de haut niveau et M. Annan sur le retour des inspecteurs de l'ONU dans ce pays. Selon le chef des inspecteurs, Hans Blix, 120 experts en désarmement sont prêts à reprendre leurs travaux et « n'attendent que le feu vert de Bagdad ».

Afsané Bassir Pour

Paris « n'a pas été informé », Londres défend les frappes

● La France n'a pas été avertie à l'avance du raid américano-britannique contre l'Irak, a indiqué, vendredi 16 février au soir, un porte-parole du ministère français des affaires étrangères. « Nous n'avons été ni informés, ni a fortiori consultés sur ce ou ces raids », a déclaré le porte-parole. « Les bombardements aériens qui ont été effectués ce soir, à la périphérie de Bagdad, par les aviations américaine et britannique, suscitent l'interrogation », a-t-il ajouté. « Nous attendons les explications de l'administration américaine », a-t-il conclu.

● Londres défend la « légalité » des frappes lancées vendredi contre des cibles irakiennes. « Dans le cadre du droit international, nos pilotes ont le droit de se défendre, a déclaré le ministre britannique de la défense Geoff Hoon sur la BBC-radio. Ils ont le droit d'être dans des zones d'exclusion aérienne pour des raisons humanitaires afin de protéger des populations sur le terrain et, dans ces circonstances, ce qu'ils font est

légalement justifié ». « Il ne fait pas de doute pour nous, et nous prenons bien évidemment conseil juridique, que cela est légal au regard du droit international », a-t-il poursuivi.

● La Russie a condamné, vendredi, les frappes contre l'Irak et accusé la nouvelle administration américaine d'ignorer « tous les principes et les normes internationales humanitaires », dans une déclaration d'un haut responsable du ministère de la défense, le général Leonid Ivachov. « Ce que les militaires américains sont en train de faire au début de l'entrée en fonction de la nouvelle administration américaine est un défi lancé à la sécurité internationale et à la communauté internationale dans son ensemble », a ajouté le général Ivachov, cité par l'agence Interfax. Selon le général Ivachov, la nouvelle administration américaine démontre clairement ses intentions d'« accaparer le rôle de gendarme mondial ».

● La radio nationale iranienne a dénoncé, samedi matin, « les vio-

lentes attaques de l'aviation américaine » la veille contre l'Irak. « Les violentes attaques de l'aviation américaine sont des signes de l'aventurisme de la nouvelle administration de George W. Bush », a affirmé Radio-Téhéran dans un commentaire. « Bush cherche ainsi à démontrer sa fermeté face à Saddam Hussein » [le président irakien], a ajouté la radio. « Cette attaque surprise s'ajoute à la violence croissante au Proche-Orient », a poursuivi Radio-Téhéran, dans une allusion au conflit israélo-palestinien.

● Le vice-ministre israélien sortant de la défense Ephraïm Sneh a accusé l'Irak de produire d'ores et déjà des armes de destruction massive. « Depuis deux ans et demi, il n'y a pas le moindre contrôle international en Irak et Saddam Hussein produit impunément des armes de destruction massive et des missiles, et tente de se doter de l'arme nucléaire. Cela devrait inquiéter toute la communauté internationale, et pas uniquement Israël », a-t-il affirmé.

Kofi Annan exhorte Bagdad à mieux nourrir son peuple

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Dans une lettre adressée à l'Irak, mercredi 14 février, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan a exhorté les autorités à « mieux nourrir la population civile » et à consacrer une plus grande partie de leurs revenus pétroliers à l'amélioration de la santé des enfants qui souffrent de malnutrition.

« Le gouvernement irakien est largement en mesure d'améliorer la santé des Irakiens », a écrit Kofi Annan, qui a approuvé la neuvième phase du programme dit « pétrole contre nourriture » avec un budget de 5 milliards 550 millions de dollars pour six mois. Dans sa lettre, Kofi Annan a exigé de Bagdad des « clarifications » sur les ressources « très limitées » consacrées par les autorités aux soins de santé et à la nutrition des enfants.

Le budget prévu par l'Irak à cet effet « ne dépasse pas six millions

de dollars », ce qui, aux yeux du secrétaire général, est « largement insuffisant pour améliorer la santé des enfants souffrant de malnutrition ». M. Annan a également exprimé de « sérieuses inquiétudes » concernant les retards de l'Irak pour passer des contrats d'importation de biens humanitaires.

C'est la troisième fois en un mois que les Nations unies lancent un appel au gouvernement irakien pour qu'il « nourrisse mieux la population ».

« STRATÉGIE DÉLIBÉRÉE »

Une source proche du dossier aux Nations unies explique, sous couvert d'anonymat, que Bagdad « consacre une partie de moins en moins importante de son budget aux programmes humanitaires ». D'après cette source, cette « stratégie délibérée » de l'Irak est destinée à « mieux maîtriser la population civile ».

Les Américains, de leur côté,

continuent de bloquer des contrats présentés par l'Irak aux Nations unies pour approbation. Selon le dernier rapport du secrétaire général, la valeur totale des contrats en attente « continue d'augmenter » et dépasse désormais 3 milliards de dollars dont 2,7 milliards pour des fournitures humanitaires et 435 millions pour des pièces de rechange destinées à l'industrie pétrolière.

Depuis plusieurs mois déjà, le plafond des ventes de pétrole irakien a été levé, mais l'ONU a annoncé, au début de la semaine, que ces ventes sont « au plus bas ». Ainsi, entre les manquements de l'Irak et ce qu'un diplomate appelle l'autre « stratégie délibérée » de Washington - qui selon lui vise « à s'assurer que l'Irak ne reconstruit pas son infrastructure civile » -, ce sont les 22 millions d'Irakiens qui sont pris en étau.

A. B. P.

France Seeks Culprits In Refugee Shipwreck

910 Weary Iraqi Kurds Are Given Shelter



Christophe Ena/The Associated Press

Iraqi-Kurdish refugees at a military camp on Sunday in Frejus, France, where they were given shelter after a ship carrying them ran aground off the Riviera late Saturday. The French police have launched an international manhunt for the gang that abandoned the 910 refugees aboard the ship to their fate.

Compiled by Our Staff From Dispatches

FREJUS, France — The French police launched an international manhunt Sunday to find members of the refugee-smuggling gang that abandoned more than 900 Iraqi Kurds in a leaking cargo ship grounded off the French Riviera.

"It was an Iraqi-Turkish mafia ring that brought 910 people on the boat that ran aground," said Daniel Chaze, deputy central director of the French Border Police. "We know the captain's name. Police are working with Interpol to find him and the shipowner."

The Kurds — 480 children, 180 women and 250 men — were placed in a military base in the town of Frejus, where they were registered and given

food and medical attention.

"They are extremely tired. They haven't eaten for several days," said Eric Painsec, head of a Red Cross team charged with looking after them.

The Kurds told the police that they had paid smugglers between \$200 and \$300 a head to take them to Turkey from Iraq and then paid up to \$2,000 for a place on the freighter, the East Sea, that eventually brought them to France.

"There was an Iraqi and Turkish mafia network behind all this," said Mr. Chaze.

Maritime officials believe the East Sea's crew deliberately ran the boat aground on a beach midway between the resorts of Cannes and St. Tropez, and

then fled before rescuers arrived.

The police originally thought the captain and his crew were Greek, but later said they were probably Iraqi. The authorities are also seeking to track down the ship's owner, reportedly a Syrian.

The East Sea sank late Saturday about 10 kilometers (6 miles) off Cannes after tugs pulled it clear of the rocks and tried to tow it to the naval port of Toulon.

As French policemen and Interpol pursued their investigation, the migrants underwent medical checks in a temporary holding center ahead of the complicated process of requesting asylum.

The Kurds, including more than 300 children under 10, were smuggled out of northern Iraq and kept in safe houses

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Published with the New York Times and the Washington Post

MONDAY, FEBRUARY 19, 2001

before being loaded onto the Cambodian-registered East Sea from a Turkish beach on Feb. 10. They spent a week trapped in "disgusting conditions" below-decks, surviving on water and biscuits, Mr. Chaze said.

Many of the immigrants were hesitant to speak about their voyage. Magjid Salah, 65, said he paid \$10,000 to come over with his family of nine, including his 100-year-old mother.

"From Iraq we went into Turkey about two weeks ago," Mr. Salah said, speaking in the shelter's cafeteria. "We were locked up in a truck. We didn't know where we were going or whether it was day or night."

Ismail, a 30-year-old Iraqi Kurd who declined to give his last name, said that he traveled with his wife and three children, and that the refugees were kicked

and threatened while on board.

"I want to go where there is democracy," he said, cradling his 2-year-old daughter Nadia. "I would rather die than go back there."

France was caught off guard Saturday when the freighter ran aground in the early morning darkness. It was France's first experience with such a mass wave of illegal immigrants, and soon afterward, politicians began debating about what to do.

A former interior minister, Charles Pasqua, called for the refugees to be immediately repatriated.

"If we accept them on our territory," he said, "we will open the floodgates."

A number of Frejus residents, moved by the refugees' plight, came to the camp on Sunday with donations of clothing and toys.

"It can happen to anyone. It happened to me, too," said Mario Rossi, a truck-driver who came to France from Italy 20 years ago. "They came because they were in need. Perhaps tomorrow we will be in need, too."

Officials said Sunday that the Kurds were all expected to seek political asylum and thereby avoid extradition in the near future.

"They will all ask for asylum. They consider they are persecuted in Iraq and that their lives are in danger there," said Alim Ahmet, a Kurd living in France who acted as an interpreter.

Under local law, refugees have 20 days to request asylum and are given temporary residence papers until a decision is made. (AFP, AP, Reuters)

Bush Slap at Saddam Falls Short on Strategy

Veteran Security Team Still Seeks Solution

By Michael R. Gordon
New York Times Service

LONDON — Soon after the 1991 Gulf War came to an end, senior aides to President George Bush predicted that Saddam Hussein would be overthrown within six months. A decade later, much of the old Bush national security team is back in power — and still trying to fashion a plan to contain the ambitions of the Iraqi leader.

The American and British air strikes carried out Friday against radar installations and air defense sites near Baghdad will reduce the growing risk to pilots who patrol the southern no-flight zone.

And they also send the message that the new Bush administration is determined to keep the pressure on Iraq — even as Washington ponders its options.

Since Iraq fired more surface-to-air missiles in January at American and British patrols than in all of last year, officials here say a riposte was necessary.

But the air attacks Friday do not decisively change the military situation in the Gulf or provide a guide for how the incoming Bush administration hopes finally to dispense with the man whose survival has haunted Washington for years.

The United States has been reasonably successful in containing Iraqi power. But it has yet to figure out how to oust Mr. Saddam or compel him to allow unfettered weapons inspections by the United Nations. The latest high-

tech air strikes are more of a signal than a strategy.

President George W. Bush and his aides are, of course, just at the beginning, still hammering out a new and, they say, more muscular Iraqi policy.

Economic sanctions are already in place and could no doubt be more strictly enforced. But it will take considerable lobbying by Secretary of State Colin Powell just to maintain them in the face of France, Russia and Middle Eastern and Asian nations who see business in Baghdad.

Just last month, Egypt, Jordan and Syria signed trade agreements with Iraq. Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization and a staging ground for U.S. air strikes against Iraq during the 1991 war, upgraded its diplomatic relations with Baghdad to the level of ambassador.

The new Bush administration seems to be pinning much of its hope on the Iraqi opposition, which will soon receive \$29 million in aid.

So far, the opposition has not amounted to much. No one in the U.S. political or military establishment has the appetite for another war with Mr. Saddam that might settle things once and for all.

That leaves air strikes, already a well-tried option. In 1998, for example, the United States and Britain carried out a four-day raid, after UN weapons inspectors withdrew from Iraq in the face of Iraqi intransigence.

Mr. Bush called the air strikes Friday routine. In fact, the attack, which involved two dozen aircraft firing missiles at targets close to Baghdad and approved

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

MONDAY, FEBRUARY 19, 2001

at the highest levels of the U.S. and British governments after careful planning, was anything but routine.

But, with no quick fixes for its Iraq problem, the Bush administration is evidently wary of raising expectations at home or anxieties among nervous allies abroad.

"Operations such as the one last night would not be needed if Saddam stopped attacking us," Prime Minister Tony Blair of Britain said Saturday. "But as long as he does, I will continue to take the steps necessary to protect our forces and to prevent Saddam from once again wreaking havoc, suffering and death."

For now, Mr. Saddam may not even be America's most dangerous foe.

Osama bin Laden, the Saudi-born extremist who is the FBI's most-wanted terrorist suspect, has in recent years struck with more deadly effect at U.S. interests, orchestrating the August 1998 bombing of two American embassies in East Africa. And Mr. bin Laden is suspected of being behind the attack last October on the U.S. destroyer Cole in port in Yemen.

Mr. Saddam, in contrast, is confined within the boundaries of his country, visibly defiant and seemingly determined to preserve some modicum of Iraq's programs for developing chemical, biological or nuclear weapons.

In one of history's more curious twists, the first Bush administration relaxed the military pressure against the Saddam regime at a time when it was in the best position to squeeze the Iraqi leader.

Concerned that the American military would be portrayed by the media as piling on in a one-sided rout, the Bush administration halted the 1991 ground war at 100 hours, a move that allowed much of the Republican Guard in Iraq,



Faleh Kheiber/Reuters

A Saddam photo being held aloft as Iraqis demonstrated Sunday in Baghdad against U.S. and British air strikes.

the most effective and loyal force in Mr. Saddam's military, to escape.

Nor did the Bush administration rush to impose a no-flight zone in southern Iraq when Shiite Muslim rebels were attacked by Iraqi helicopters after the war.

The Bush administration did not declare a southern no-flight zone until Au-

gust 1992, some 18 months after the end of the fighting.

Bush administration officials later explained that they were initially wary of establishing an air-exclusion zone in the south to parallel the one they set up in northern Iraq in 1991 to protect the Kurdish minority.

A second no-flight zone, officials ini-

tially worried, might entangle the United States in an Iraqi civil war or encourage the breakup of Iraq, which Bush strategists saw as a counterweight to Iran.

Having put the world on notice that it has the will to keep the pressure on Iraq, the new Bush team faces the task of explaining its broader strategy.

Air Strikes in Iraq

Bush's First Operation

The first American military operation authorized by George W. Bush unfolded on Friday in the skies near Baghdad, the same arena where his father's last actions as commander in chief took place eight years ago. Friday's attack by two dozen American and British warplanes on five air defense installations was justified as a response to intensified targeting of allied planes patrolling the "no-flight" zone over southern Iraq. It also sent a timely signal to Saddam Hussein that the Bush administration, which includes several of the men who commanded in the Gulf War, will not shy away from using force to contain any new Iraqi military threat.

But air strikes are no substitute for the coherent new policy that the administration must soon come up with

to rescue crumbling United Nations sanctions and revitalize efforts to halt Iraq's development of biological, chemical and nuclear weapons.

The United States and Britain imposed the southern "no-flight" zone a decade ago to protect local Shiites and to make it harder for Saddam to send troops toward the Kuwait border again.

Throughout the intervening years, Washington and London have periodically used air strikes against radar, anti-aircraft and command sites to protect the pilots patrolling the zones. Those strikes had tapered off somewhat last year, as the American election campaign led the Clinton administration to try to avoid new military confrontations with Iraq. Friday's raids, the first to hit the Baghdad area in more than two years, show that this lull is now over.

The strikes were carefully planned, and were approved by Mr. Bush. They overshadowed his inaugural trip out of the country, a one-day visit to Mexico, where he met with Vicente Fox, the new president.

But the more important Iraq challenge awaiting the Bush administration is to rebuild a regional and international coalition for enforcing a strict arms embargo against Baghdad. When Secretary of State Colin Powell travels to Middle East capitals this week, he will be trying to convince Arab and Muslim leaders there that America's main interest is to deny weapons to Saddam Hussein, not to inflict further economic and military punishment on the Iraqi people.

—THE NEW YORK TIMES.

February 19, 2001

Turkish PM in Dispute with President; Markets Shake

By Hidir Goktas

ANKARA (Reuters) - Turkey's prime minister furiously accused his president Monday of trying to undermine the government and demanded a public apology for "disrespectful" behavior at a meeting of political and military chiefs. A cabinet statement accused President Ahmet Necdet Sezer of going as far as to throw a copy of the constitution during a row over the fight against corruption at a meeting of the National Security Council (NSC).

Fears of political instability from the row sent the stock market plunging by more than 14 percent at the close, and nervous Turkish banks bought nearly \$5 billion after Prime Minister Bulent Ecevit stormed out within minutes of the meeting convening. "This is a serious crisis," Ecevit said, clearly shaken.

Sezer, 58, a former constitutional court judge who took office last May after being elected with Ecevit's backing, issued a terse statement which he said aimed to set the record straight about "statements that do not reflect the truth." The clash, which coincided with a visit by three top IMF officials, cast new doubts on the stability of the government and IMF-backed financial reform. It could scarcely have come at a worse time for a beleaguered economy, with a major domestic bond issue set for Tuesday.

Thorny Issue Of Corruption

"The disrespect that President Sezer showed me today takes the government as a target...The president may have complaints about the government or about me as prime minister, but this is not the way to voice them," Ecevit said.

"Nonetheless...we are going to do everything possible to make sure the way is not left open for another economic crisis." IMF Deputy Managing Director Stanley Fischer and other IMF officials met Ecevit and Central Bank Governor Gazi Ercel for around an hour Monday evening but left without any comment.

The cabinet statement took up the thorny issue of graft. "He (Sezer) was trying to give the impression the government isn't up to the task of fighting corruption but he himself knows that this government has struggled the hardest against corruption." Turkey has launched a crackdown on corruption that has resulted so far in the charging of several officials in the Energy Ministry. But the problem, closely scrutinized by the IMF, is believed to pervade all areas of Turkish life.

Parliament voted last summer not to pursue an investigation of abuse of power allegations leveled against deputy Prime Minister Mesut Yilmaz during his term as Prime Minister. The dramatic row between Ecevit and Sezer took place in the presence of powerful military leaders known for their skepticism about Turkey's political establishment.

Worse still, perhaps, it coincided with a visit to Turkey by Fischer, the IMF's number two, and its Turkey desk head Carlo Cottarelli.

The Fund stepped in last December with \$7.5 billion in emergency loans to rescue an earlier \$4 billion financial reform package shaken to the core by a liquidity crisis. The 75-year-old prime minister appeared to be taking a serious risk in confronting Sezer, whose popularity is greater even than that of the powerful military. But Ecevit and his government appeared to dig in their heels, placing blame for the row and its possible consequences squarely on Sezer. "What is expected from a president obliged constitutionally to oversee smooth functioning of our state apparatus after such a disgraceful affair is an apology before the public," the cabinet said.

Sezer, however, accused one of Ecevit's ministers of acting disrespectfully during the meeting. "In the face of this reality for the prime minister to hold the president responsible for what happened is, to put it lightly, unfair," he said. Shares ended down 14.62 percent. Banks said they bought more than \$4.8 billion from the Central Bank, a single-day record.

Any disagreement over corruption would be sharpened by a personal animosity which the two men have not hidden. Sezer emerged as Ecevit's candidate for president last May after the prime minister failed to persuade parliament to extend the term of veteran politician Suleyman Demirel. Frictions soon emerged between Ecevit and Sezer, a senior judge with no political experience. The presidency is largely ceremonial but has powers to limit government actions that had scarcely been used by Demirel.

* * * * *

The Jerusalem Post Editorial Monday, - February 19 2001

The Iraq litmus test

(February 19) - Friday's American-British air strikes against Iraqi air force and radar installations near Baghdad should not be interpreted as a toughening of alliance policy toward Saddam Hussein. Regardless of how the US elections had turned out, there was no choice but to reduce the threat facing US and British aircraft policing the "no-fly" zones in Iraq. The question remains whether President George W. Bush will continue Bill Clinton's head-in-the-sand Iraq policy, or will back the much sounder plan that many of his current advisers had urged on Clinton and now are in a position to implement. Two years ago today, former Democratic congressman Steven Solarz and former Defense official Richard Perle released an open letter to Bill Clinton advocating a plan to liberate Iraq. The letter was signed by Donald Rumsfeld, now secretary of defense, Paul Wolfowitz, slated to be his deputy, Richard Armitage, the next deputy secretary of state, and other former officials expected to play key roles in the Bush administration.

If anything, the situation described in the letter and the appropriateness of its prescriptions are truer today than they were two years ago. As the former officials wrote, "In the absence of a broader strategy, even extensive air strikes would be ineffective in dealing with Saddam and eliminating the threat his regime poses. We believe that the problem is not only the specifics of Saddam's actions, but the continued existence of the regime itself." Opposite this plain speaking we have what amounts to pre-emptive surrender.

According to New York Times pundit Tom Friedman (February 12), for example, the sanctions regime is collapsing rapidly and the opposition cannot beat Saddam, so the US should cut its losses and be satisfied with a ban on military sales to Iraq.

Such defeatism is dead wrong, and if followed will inevitably result not only in a reenergized Saddam but growing radicalizing forces in the entire region. Iraqi officials are already beginning to make menacing noises toward Kuwait, not to mention the many bellicose threats against Israel and the US, just to give a small taste of things to come.

For most of the past eight years, the Clinton administration fed the notion that there essentially is no way to prevent Saddam from breaking out of his international isolation and building weapons of mass destruction. As Iraq expert Laurie Mylroie pointed out in Middle East Intelligence Bulletin, "The new Bush administration will inherit not so much a policy on Iraq, as eight years of neglect." If this policy of neglect is continued, it will set the tone not just in the Middle East, but for America's standing in the world.

What is at stake in Iraq is not just Saddam's fate, but whether a rogue state can terrorize its people, threaten its neighbors, defy binding UN sanctions, and get away with it. The struggle over Iraq is about the kind of world we want to live in. If Saddam is as invincible as the pre-emptive surrender makes him out to be, then significant parts of the world could indeed be on their way to becoming a less free and more dangerous in ways that cannot be foreseen today. Luckily, there is no reason to believe that Saddam is invincible. As the Solarz-Perle letter pointed out, "The same brutality which makes it unlikely that any coups or conspiracies can succeed [against Saddam], makes him hated by his own people and the rank and file of his military. Iraq today is ripe for a broad-based insurrection. We must exploit this opportunity."

The case for supporting the Iraqi opposition is, in many ways, considerably stronger than it was for US support for the Afghan rebels, who were ultimately successful. Saddam has no superpower behind him, he already has internationally policed "no-fly" zones compromising his sovereignty, and he is openly defying disarmament edicts issued under the most fearsome provision of international law, Chapter VII of the UN Charter. Moreover, the Afghans were supported despite the knowledge that they are fundamentalist extremists with little interest in democracy and present dangers in their own right. The Iraqi National Congress, by contrast, is regarded as a credible pro-democracy movement, despite some attempts to smear it as corrupt or non-representative.

Ultimately, President Bush's policy toward Iraq will determine whether he plans to continue a "policy" of fudging and denial raised to level of a high art, or be a leader who will demonstrate that the West is not powerless against weak but brutal local bullies like Saddam Hussein. The litmus test is not what happens with sanctions, but whether the US leads the way in supporting the Iraqi people against a hated and dangerous regime.

* * * * *

Iraq Media Threatens Punishment

By WAIEL FALEH Associated Press - February 19, 2001

BAGHDAD, Iraq (AP) - Iraqi media on Monday threatened to punish Kuwait and Saudi Arabia, saying they helped U.S. and British airstrikes against sites around Baghdad last week.

Some 11,000 Iraqis marched Monday in the capital, some burning American, British and Israeli flags and carrying banners declaring "aggression will not scare us and sanctions will not harm us" - the latest in daily rallies since Friday's attack. In Kuwait, the foreign minister brushed off the suggestions of retaliation in Iraq's state-run news-

papers. "They have the right to ... say what they want," Sheik Sabah Al Ahmed Al Sabah told reporters in the Persian Gulf emirate. "But Kuwait is protected by its people, its friends, its Arab brothers and its allies."

The indirect threat came in Monday's edition of Al-Thawra, the newspaper of Iraq's ruling Baath Party.

"Must Iraq forgive Saudi Arabia and Kuwait for participating in the aggression?" the paper asked. "Does Iraq have the right to take military measures to retaliate for the aggression and those who facilitate it ... if they continued the aggression and repeated it?"

The answer, it said, was left to "Arabs, especially those in the Gulf states."

The Iraqi government is basking in widespread international support against the U.S.-British raids - which were the largest and closest to Baghdad in several years. Arab allies of the United States have criticized the attacks, as have France, Russia and China. Now the uproar threatens to overshadow U.N.-Iraqi talks next week. The United States and Britain say their planes hit long-range radar and associated facilities that Iraq has increasingly used to coordinate its defenses against allied planes patrolling no-fly zones over southern and northern Iraq. The United States and Britain say Iraq cannot fly its planes over those areas of its own territory; Iraqi says the no-fly zones are illegitimate.

Kuwait and Saudi Arabia allow allied planes to fly from their air bases to enforce the no-fly zones. U.S. officials said the planes in Friday's attacks flew from land bases and carriers in the Gulf, without specifying.

France stepped up its condemnations Monday, with Foreign Minister Hubert Vedrine calling the missile attack "a demonstration of force" with "no basis in international law."

Vedrine told France's LCI television said that France was waiting for President Bush to provide a "redefinition of the policy on Iraq." In Gaza City, about 1,000 Palestinians staged a rally in support of Iraq on Monday, chanting, "Saddam, we wait for your rockets to hit Tel Aviv." Iraqi President Saddam Hussein has mixed anti-U.S. rhetoric with strong denunciations of Israel, gaining support from Arabs frustrated by the stalled peace process.

Russian legislator Vladimir Zhirinovsky, an ultranationalist and longtime supporter of Saddam, arrived in Baghdad on Monday to show support for Iraq.

"We condemn the latest bombing," Zhirinovsky told reporters, "not only myself, but all members of the Duma (Russian parliament)." Iraq's foreign minister, Mohammed Saeed al-Sahhaf, is due to hold talks Feb. 26-27 with U.N. Secretary-General Kofi Annan. The meeting aims to restart the dialogue over sanctions and the long-halted U.N. weapons inspections in Iraq - but now Baghdad may now be less inclined to compromise on inspections and more insistent sanctions be lifted.

Crippling U.N. economic sanctions were imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990. The United Nations says Iraq must first let back in inspectors who have been barred since 1998. Deputy Prime Minister Tareq Aziz ridiculed the United States and Britain for portraying Friday's attacks as an attempt to protect their pilots.

"America defends itself in Baghdad? It enters the country ... bombs it, then says it was defending itself?" Aziz said on Iraqi television Sunday night.

* * * * *

Rescapés de l'enfer

Harassés, accablés, mais dignes, les 908 boat people kurdes ont été accueillis en urgence. Après l'opération humanitaire, quel traitement leur sera-t-il réservé ?



Samedi, l'attente des réfugiés sur la plage avant d'embarquer dans les autobus de l'armée du 21^e RIMA de Fréjus. Photo RLM/MAXPPP

Lundi 19 février 2001 FranceSoir CTD

TOULON
De notre correspondant

Bernard OUSTRIERES

Le cargo *East Sea*, échoué volontairement samedi sur la côte varoise, gît à présent par 1.000 mètres de fond, près des îles de Lérins, au large de Cannes. Coulé au cours de son remorquage durant la nuit de samedi à dimanche, le navire a-t-il, en sombrant, emporté une partie de ses secrets ?

Des investigations approfondies à bord auraient-elles permis de mieux reconstituer la dramatique odyssee des 908 Kurdes accueillis dans des hangars du 21^e RIMA de Fréjus ?

On peut non seulement se poser ces questions mais encore déplorer que des mesures n'aient pas été prises pour s'assurer de l'épave, en vue d'identifier l'armateur et d'éclaircir cette énigmatique affaire.

Derrière les grilles du camp Lecoq, interdit à la presse, les réfugiés, lavés, restaurés et soignés, tentaient hier d'oublier sinon leur cauchemar, du moins leur écrasante fatigue qu'une seule nuit sur un lit de camp spartiate n'a pu évidemment réparer. Graves, anxieux, encore marqués par l'interminable traversée à bord du goulag flottant, mais souriants parfois, ils ne ressemblent déjà plus aux spectres que les habitants de Boulouris, quartier excentré de Saint-Raphaël, ont vu

débarquer samedi à l'aube.

Des zombies, des déçavés qui, harassés, effectuaient en titubant leurs premiers pas sur le sable, clignant des yeux dans la lumière blessante du soleil levant. « Tout de suite on a remarqué leur dignité », confie Germaine Carles, riveraine de cette exquise petite baie, dévolue aux vacances et à l'insouciance, soudain transformée en théâtre dramatique de la misère humaine.

« Courageux »

« On a vite compris que ces femmes, ces hommes, ces enfants étaient forts, courageux et maîtres d'eux-mêmes. Ils ne viennent pas demander la cha-

rité mais le droit de vivre, de s'insérer dans un pays où règne la justice.»

Pour atteindre cet éden, but suprême de tous les persécutés de la terre, ils n'ont pas hésité à plonger d'abord dans l'enfer : la cale obscure d'un cargo, presque sans air et dépourvue de toute installation sanitaire. « Nous arrivons d'Irak... d'Irak », répète Kendal, ou Kendar, dans son anglais mal déchiffrable. Il paraît à peine 25 ans, une barbe de dix jours lui mange le visage et ses yeux exténués, rougis par l'absence de sommeil, révèlent bien par quelles épreuves il vient de passer avec ses 907 compagnons de galère. « Après, ce fut Turquie puis Grèce. Le bateau s'est arrêté deux fois, on ne sait pas où. Ici c'est la France? C'est vrai? On a pu manger mais c'était dur, très dur pour boire.»

Mais, selon le Comité suédois de soutien aux Kurdes syriens, la majorité d'entre eux viendrait de Syrie, et non d'Irak. D'après un membre de cette association, les autorités syriennes encouragent depuis plusieurs années les Kurdes à émigrer illégalement en Europe « pour s'en débarrasser. Le régime syrien prend de l'argent de ces gens, et il a ses propres passeurs. Il leurs explique qu'ils doivent dire qu'ils viennent d'Irak pour obtenir l'asile.»

Passeurs

Sur la plage, un interminable défilé, accompli dans le silence irréel de mille bouches closes sur des secrets impénétrables. On jurerait que chacun observe on ne sait quelle omerta. Pour cacher quoi? Pour protéger qui? Certainement pas pour couvrir les passeurs présumés, c'est-à-dire l'équipage et le capitaine, qui ont disparu depuis l'échouage. Peut-être s'agit-il d'une tactique destinée à rendre plus difficile une expulsion éventuelle. Car les Kurdes savent que leur statut va évoluer vite. Leur cas relève encore de l'humanitaire d'urgence mais, demain, la mère patrie des droits de l'homme ne se montrera peut-être pas si bonne fille.

Ils approchent des autobus. Un interprète appelé en urgence leur explique le programme des prochaines heures : l'hébergement dans une grande caserne, les soins dispensés par la Croix-Rouge, la nourriture chaude servie sur place. Le dialogue est rendu difficile par le vrombissement incessant des hélicoptères et les sirènes des ambulances qui

transportent vers les hôpitaux certaines personnes âgées, quelques jeunes mères et leurs bébés. « Ont-elles accouché à bord? C'est possible mais pas sûr, déclare un médecin. La

plupart de ces personnes sont en bonne santé, à quelques cas de déshydratation près.»

Les pompiers placés sous les ordres du commandant Germain, qui, les premiers ont pénétré dans le bateau, sifflent d'admiration : « Il faut croire qu'ils sont particulièrement résistants, parce qu'en bas c'était vraiment l'enfer. Une puanteur insupportable. Ils marchaient dans leurs excréments. C'est une honte de les avoir laissés comme ça pendant des jours et des nuits. Même le bétail est mieux traité.»

Embarcation grecque

En fin d'après-midi, venue d'Avignon où elle fait campagne, Elisabeth Guigou s'est rendue au camp Lecoq pour assurer les réfugiés de sa compassion. La ministre s'est toutefois bien gardée de tout pronostic sur le sort qui leur serait réservé, le problème de chaque famille devant être examiné au cas par cas.

Dimanche, vers midi, la chaloupe utilisée par le pacha du cargo et ses marins pour regagner le rivage a été retrouvée à un mile au large de Saint-Raphaël. Des inscriptions en cyrillique laissent supposer qu'il s'agit d'une embarcation grecque, ce qui ne fait qu'épaissir le mystère.

Un peuple éclaté, sans pays et indésirable

Nicolas JALLOT

Inutile de consulter un atlas, vous n'y trouverez pas le Kurdistan. Ce pays ne figure sur aucune carte même si, depuis la guerre du Golfe, le Kurdistan irakien est sous la haute protection de l'ONU et plus ou moins reconnu par la communauté internationale. Mais, si depuis dix ans le peuple kurde rêve d'un pays libre, démocratique et indépendant, leur territoire au nord de l'Irak reste... irakien et leur « relative indépendance » dépend du bon vouloir des résolutions des Nations-Unies.

Pourtant, ils sont 25 millions et, bien que leur concentration géographique l'eût permis, on ne leur a jamais attribué de territoire propre. Descendants de tribus indo-européennes qui s'étaient installées dans la région, il y a

2 500 ans, les Kurdes se sont marginalisés par leur culture dès cette époque. Hormis un âge d'or (du XVI^e au XIX^e siècle) ils ont été dominés par les Perses, les Arabes, les Grecs, les Romains et... les Turcs.

Ils sont aujourd'hui 12 millions en Turquie, 7 en Iran, 4 en Irak et 1 en Syrie. La diaspora d'Europe est estimée à près d'un million. Musulmans, les Kurdes sont sunnites à 75 %. 10 % sont chrétiens. De 1974 à 1990, 300 000 Kurdes irakiens ont été massacrés par l'armée irakienne qui a détruit, rasé ou dynamité plus de 5 000 villages. Au sommet de l'horreur, le bombardement à l'arme chimique de la petite ville d'Halabja, près de la frontière iranienne en mars 1988, a tué 10 000 personnes.

Pessimistes

Depuis la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes se

trouvant au nord du 36^e parallèle sont protégés par les forces de l'ONU. L'armée irakienne est interdite de pénétration sur ce territoire survolé plusieurs fois par jour par les avions de chasse américains, anglais et français qui décollent de la base de l'OTAN de Incirlik, en Turquie.

Cependant, les Kurdes d'Irak ne se sentent pas assez en sécurité pour reconstruire leurs villages et ils restent pessimistes quant aux chances d'une paix durable. « Mon baluchon est toujours prêt, précise Hamed, un jeune médecin de trente ans. Nous nous attendons tous à reprendre le chemin de l'exode... Saddam « veille » sur nous jour et nuit. Et quand la crainte ne vient pas de Bagdad, elle vient d'Iran où les autorités de Téhéran n'acceptent pas la création d'un Kurdistan politiquement autonome. Tout comme notre voisin

du nord, la Turquie ».

Une situation rendue encore plus complexe par l'impossible cohabitation entre les deux grands partis politiques kurdes. Selon Massoud Barzani, leader du parti démocratique kurde (PKD), « une lutte armée contre le régime de Saddam Hussein s'impose pour asseoir notre indépendance ». Une hypothèse que n'envisage pas Jalal Talabani, le président de l'union patriotique du Kurdistan (UPK), qui préfère avant tout « consolider la démocratie naissante ». Une divergence d'opinion qui renforce la rivalité historique opposant Barzani à Talabani et qui empêche l'émergence d'une vraie politique à long terme qui pourrait, un jour, conduire à l'indépendance.

...UN EXODUS KURDE. Tous les réfugiés ont demandé l'asile politique.

UNE CERTAINE IDÉE DE L'ASILE

Les 908 Kurdes provoquent déjà un large débat sur l'attitude à adopter. Entre générosité humaniste et application stricte des règlements. Décryptage.



Evacuation des réfugiés kurdes par les sapeurs-pompiers, samedi matin.

rapatriement» de ceux qui ne demandent pas l'asile politique. La problématique du candidat PS à la Mairie de Paris semble se cantonner au trafic des personnes, contre lequel il faut lutter en ne considérant pas «a priori que tout le monde pourra rester sur le territoire français». «Il faudra prévoir, ajoutez-il, le rapatriement (des autres) vers leur pays d'origine». Ce seul créneau de la condamnation du trafic, et de la négation d'un contexte beaucoup plus complexe, est aussi celui du président de la République qui s'est dit «profondément scandalisé» et qui a fustigé «l'absence de scrupules de ceux qui font commerce de la misère d'autrui». Charles Pasqua est resté, bien sûr, sur son registre traditionnel en demandant qu'ils soient «rapatriés» dans leur pays. Tandis que Jean-Marie Le Pen, président du FN, et Bruno Mégret, président du MNR, restaient à leur niveau habituel en demandant le «renvoi» et en parlant «d'invasion». L'égoïsme, il fallait s'y attendre, comme seule ambition!

On apprenait hier soir que tous les réfugiés de l'*East Sea* avaient officiellement demandé l'asile politique.

JACQUES CORTIE

«**D**evant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.» Voilà ce que dit, sans détour, l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'échouage de l'*East Sea* percute de plein fouet cette phrase slogan. Quelques-unes des notions qui fondent nos opinions les plus humanistes y sont en effet contenues. L'interrogation sur le sort à réserver à ces réfugiés inattendus, du moins en France, n'en serait alors que plus simple d'autant que la situation de leur nation d'origine (*lire page suivante*) ne souffre pas d'interprétation possible. Les déclarations qui se sont multipliées tout au long de ce week-end montrent pourtant de fortes divergences de positionnement. Pour Patrick Devedjian, il faut «accueillir, naturellement» les réfugiés kurdes «rejetés par les pays où ils vivent et où on n'accepte pas les minorités». Le porte-parole du RPR poursuit en interrogeant: «Moi, il va falloir m'expliquer pourquoi quatre millions de Palestiniens auraient droit à un État, et 25 millions de Kurdes n'auraient droit à rien si ce n'est l'exil et la misère.» Une tonalité que l'on retrouve chez Philippe Séguin, l'un des premiers à avoir pris clairement position, en déclarant dès samedi matin: «Ce sont des clandestins mais d'abord des réfugiés.»

Les Verts de leur côté, par la voix de Denis Baupin, l'un des quatre porte-parole nationaux du mouvement, estiment que les 908 Kurdes «constituent indéniablement» des réfugiés et que «la France doit les accueillir en tant que tels» et «renouer avec sa tradition d'accueil, d'hospitalité et de solidarité avec les victimes des violations des droits de l'homme».

S'il n'est pas simple dans le traite-

ment de cette affaire de s'en tenir à la déclaration d'intentions généreuses et si l'on veut bien croire à la délicatesse qu'il y a à ne pas encourager le trafic des divers négriers qui, depuis la Turquie, mais aussi au travers des 15 kilomètres du détroit de Gibraltar, font commerce de la désespérance, l'irruption des «boat people» de l'*East Sea* mérite sans aucun doute un élan d'humanisme plus affirmé que la stricte application des textes et le seul traitement

administratif au «cas par cas» dont a fait part Elisabeth Guigou, la ministre de la Solidarité. Une retenue, pour ne pas dire une froideur, que l'on retrouve aussi chez François Hollande, premier secrétaire du PS, déclarant: «Il ne faut pas donner l'illusion et l'espoir d'une intégration dans notre pays.» Quant à Bertrand Delanoë, la France doit, selon lui, « manifester sa réprobation, son choc émotif » devant le sort des exilés kurdes, mais il faut «prévoir le

DEMANDE D'ASILE POLITIQUE: MODE D'EMPLOI

Le ministère de l'Intérieur a indiqué, samedi dernier, dans un communiqué, que «les procédures habituelles seront appliquées» concernant ceux qui, parmi les 908 étrangers échoués sur la côte varoise, feront une demande d'asile politique. La convention de Genève de 1951, qui régit la loi française en matière d'asile politique, définit le réfugié comme la personne «crai-

gnant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou des opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou ne veut y retourner». Selon la législation, les étrangers en

situation irrégulière arrivant en France par les voies maritimes, aéroports ou gares sont maintenus en zone d'attente pour une durée maximale de vingt jours, conformément à l'ordonnance du 2 novembre 1945. Cette zone permet d'offrir une base juridique claire où les étrangers sont retenus contre leur gré en attendant que les autorités statuent sur leur sort. Aux termes de la loi, les

étrangers doivent être informés de leurs droits, ils peuvent bénéficier de la présence d'un avocat et d'un interprète et un certain nombre d'associations humanitaires habilitées à visiter ces centres.

Les étrangers dépourvus des documents nécessaires à l'entrée en France et dont l'état ne requiert pas une hospitalisation ne sont pas admis sur le territoire national et

font l'objet d'un procès-verbal de non-admission dressé par la police des frontières. Ceux qui demandent l'asile sont auditionnés individuellement par les services de la préfecture. Cette audition fait ensuite l'objet d'un avis du ministère des Affaires étrangères, avant d'être transmise au ministère de l'Intérieur, qui décide ou non de les laisser entrer sur le territoire. Une fois autorisés à pénétrer sur le territoire, les demandeurs d'asile se voient octroyer un sauf-conduit qui leur permet de plaider leur dossier auprès de l'OFPRA, qui décide de l'octroi du statut. En cas de réponse positive, les réfugiés peuvent bénéficier d'un hébergement en centre d'accueil, et d'un pécule puisqu'ils n'ont pas le droit de travailler. En France, le pourcentage d'attribution de statut de réfugié était de 19,3 % en 1999.

SOPHIE BOUNIOT

TEL QUEL

À propos du problème des réfugiés kurdes : déclaration de Robert Hue, secrétaire national du PCF.

« Des centaines de personnes d'origine kurde sont arrivées sur les côtes françaises après que le bateau qui les transportait se fut échoué dans les conditions que l'on sait. Face à une telle situation, le premier devoir de notre pays est de leur témoigner assistance et solidarité. Par leur attitude et leurs gestes d'accueil, la population et les pouvoirs publics ont manifesté leur volonté de respect des valeurs humanistes et témoigné de leur générosité à l'égard des victimes de ce véritable drame. Ces centaines d'immigrés ne se sont pas, en effet, retrouvés par hasard dans cette situation. À la

recherche d'une terre d'asile, ils sont au centre d'un immense trafic. Des employeurs n'hésitent pas à recourir aux pires méthodes pour disposer d'une main-d'œuvre exploitable et corvéable à merci. Quel qu'en soit le prix, ils n'ont qu'une obsession : réaliser les profits les plus, juteux possibles en spéculant sur la misère humaine. Les trafiquants qui transportent ces populations comme ceux qui les exploitent doivent donc être poursuivis sans faiblesse et sanctionnés très sévèrement. De même, les responsabilités des pays d'origine doivent être stigmatisées. Et il est indispensable que la communauté internationale et les organismes dont elle dispose pour cela agissent pour une prise en compte

efficace, respectueuse des droits de l'homme, dans tous les cas de ce genre. Ce qui vient de se passer dans notre pays, après de nombreux exemples identiques ces dernières années, est particulièrement révélateur des aspects inhumains de la mondialisation capitaliste. Dans ce cas précis, j'estime qu'il faut examiner soigneusement, et dans le détail, la situation des centaines de réfugiés. Pour toutes celles et tous ceux qui peuvent bénéficier, en toute légalité, du droit d'asile, il faut qu'il leur soit appliqué. Et pour tous, qui sont victimes d'une situation exceptionnelle et intolérable, les autorités de notre pays doivent prendre les mesures d'humanité et de solidarité qui s'imposent. »

KURDISTAN UNE NATION SANS ÉTAT

L'arrivée en France des 908 « boat people » kurdes au terme d'un périple infernal rappelle on ne peut plus crûment en ce début du XXI^e siècle la saga d'une nation de quelque 25 millions de personnes sans État et éclatée pour l'essentiel dans quatre pays mitoyens : la Turquie orientale (pour 40 %), l'Iran (30 %), l'Irak (20 %), la Syrie et l'ex-URSS. Une histoire qui, depuis l'Empire ottoman, se conjugue à deux temps : rébellion et répression. Revendiquant, dès 1695, la création d'un État avec une culture, une histoire et un langage communs, les Kurdes sont considérés comme une constante menace à l'intégrité territoriale des pays que traverse le Kurdistan.

En 1923, le traité de Sèvres, qui prévoyait l'indépendance du Kurdistan, est annulé. En 1945, la proclamation par les Kurdes d'Iran d'une République kurde ne résiste pas à l'assaut de l'armée du chah. Dans les années quatre-vingt, le soulèvement des Kurdes de Turquie est la réponse à la politique d'« assimilation » forcée que pratique Ankara, par la contrainte armée et la terreur exercée par une armée de plus de 500 000 hommes.

Des arrestations massives, des morts à la suite d'abominables tortures, des élus emprisonnés comme la députée Leyla Zana et son mari Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, des milliers de villages kurdes rasés, plusieurs millions de Kurdes contraints de fuir leur pays natal et 31 000 morts entre 1984 et 1999, sont quelques données brutes du calvaire du peuple kurde de Turquie, sans que ne s'en émeuvent outre mesure les puissances occidentales.

De l'autre côté de la frontière en Irak, son sort n'est guère plus enviable. Si, dans les années soixante-dix, un compromis est signé entre les rebelles kurdes et Bagdad sur la base d'« un régime d'autonomie limitée », l'illusion ne survit pas aux convulsions régionales. En mars 1988, l'aviation irakienne extermine à l'arme chimique la population d'Halabja. Bilan : 5 000 morts et autant de blessés. Plus de 120 000 personnes fuient vers la Turquie les gaz et les offensives de l'armée de Bagdad.

Six mois après le martyr d'Halabja, Washington accordait un milliard de dollars de crédits supplémentaires à Saddam Hussein, alors allié de l'Occident contre l'Iran. Les temps chan-

gent. Pas pour les Kurdes. Les lendemains de la guerre du Golfe n'ont pas été plus cléments pour eux. Leur soulèvement d'avril 1991 se termine dans un nouveau bain de sang et un exode massif de plus de 2 millions de personnes fuyant la répression. La menace d'une vague d'émigration pousse les alliés occidentaux à intervenir et à instaurer « une zone d'exclusion » aérienne au nord du 36^e parallèle. Cette opération ne s'est pourtant pas accompagnée d'une volonté politique de donner à la population les moyens financiers de remettre l'économie en marche.

Comme si ne suffisait pas la pression économique et politique des forces de la région, l'embargo sur l'ensemble de l'Irak et celui imposé par Bagdad, la région « autonome » kurde fait face depuis le printemps 1994 à une lutte meurtrière entre les deux principales factions kurdes.

Aux pressions externes et à la guerre interne s'ajoute aussi une situation économique désastreuse. Au moins 70 % des jeunes sont au chômage et aucune perspective d'avenir n'est envisageable. Les seuls débouchés possibles seraient l'engagement dans l'armée d'un des partis politiques rivaux. L'insécurité est presque totale. Vivant chaque jour cette situation d'impasse, d'enfermement et de désespoir, les jeunes Kurdes ne trouvent qu'une seule route, celle de l'exil.

DOMINIQUE BARI



Réfugiés kurdes irakiens dans le camp Turc d'Isikveren, en mai 1991, un mois après l'instauration d'une zone de sécurité en Irak.

LUNDI 19 FEVRIER 2001



L'itinéraire tristement banal des 910 naufragés

La plupart viennent du Kurdistan irakien.

Qui sont les 910 réfugiés?

Les Kurdes représentent une population de 25 millions de personnes divisée entre la Turquie (13 millions), l'Iran (6 millions), l'Irak (4 millions), la Syrie (1,5 million). Ils n'ont jamais eu leur propre Etat. Selon les premiers témoignages, la plupart des passagers de l'*East Sea* sont des Kurdes d'Irak, où une «zone de protection» a été instituée en 1991 par l'ONU pour les protéger de la vengeance de Saddam Hussein. Quelque 3,5 millions de Kurdes irakiens disposant d'une quasi-indépendance résident aujourd'hui dans cette zone de 74000 km², subsistant grâce aux aides internationales et aux trafics frontaliers avec la Turquie. Beaucoup des réfugiés kurdes irakiens arrivés ces dernières années en Occident sont des jeunes cadres qui ne voient aucun avenir chez eux, d'autant que la crainte d'un retour des troupes de Saddam est toujours présente. L'entité kurde a été, en outre, le théâtre d'une guerre civile opposant le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et

l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani. En 1996, les dirigeants du PDK n'avaient pas hésité à demander l'aide de Bagdad. Les deux factions ont finalement cessé les hostilités sous la pression de Washington, mais l'enclave kurde reste divisée en deux territoires bien distincts.

D'où vient le bateau?

Selon les premières reconstitutions de la PAF, les 910 passagers de l'*East Sea* se seraient embarqués depuis une plage de la côte turque. Pendant quatre à cinq heures, un va-et-vient de petites embarcations a amené les émigrants jusqu'au navire resté au large. Ankara assure ne pas avoir trouvé trace du passage de ce bateau dans ses ports. L'*East Sea* avait été repéré la dernière fois le 9 février, au large de la Syrie. Selon un haut responsable de la sécurité maritime grecque cité par l'AFP, le bateau battant pavillon cambodgien était inscrit sous le nom de *Zdhé*, avec son ancien nom d'*East Sea* entre parenthèses, dans les registres de la compagnie d'assurance Lloyd's. Son dernier passage dans un port grec, celui de Salonique, remonterait au 25 oc-

tobre. Le parquet de Draguignan affirme que le navire et les réfugiés ont fait escale dans un port grec. Si cela était prouvé, ils pourraient être renvoyés dans ce pays.

Quelles sont les filières?

Le passage d'Irak du nord en Turquie est assez facile, avec un tarif à l'avenant, entre 200 et 500 dollars (entre 220 et 550 euros) par tête. Le trafic transfrontalier, notamment celui des camions, est important et les sentiers de montagne sont peu contrôlables. Les clandestins vont ensuite vers Istanbul, Izmir ou Adana, où des filières bien rodées achèment vers l'Europe, et à prix fort - 2000 à 4000 dollars (2200 à 4400 euros) par tête -, Iraniens, Chinois, Pakistanais, Africains ainsi que de nombreux Kurdes turcs. La Turquie est devenue une plaque tournante. La police a arrêté quelque 40000 clandestins pour les six premiers mois de l'année 2000, deux fois plus que lors du premier semestre 1999.

*«On ne peut pas les placer artificiellement en zone d'attente, puisqu'ils étaient déjà en France.»
Un des avocats du Gisti*

Beaucoup gagnent les îles grecques, distantes d'à peine quelques kilomètres. Il est possible de rester six mois en territoire helène, le temps de présenter une demande d'asile ailleurs. D'autres partent dans de plus gros navires vers les côtes italiennes. Les autorités turques ont été plusieurs fois soupçonnées de fermer les yeux sur ces passages, voire de les encourager, comme en 1997-98, pour punir Rome d'avoir hébergé le chef rebelle kurde Ocalan. Est-ce maintenant le tour de la France, coupable d'avoir voté le 19 janvier une loi reconnaissant le génocide arménien de 1915?

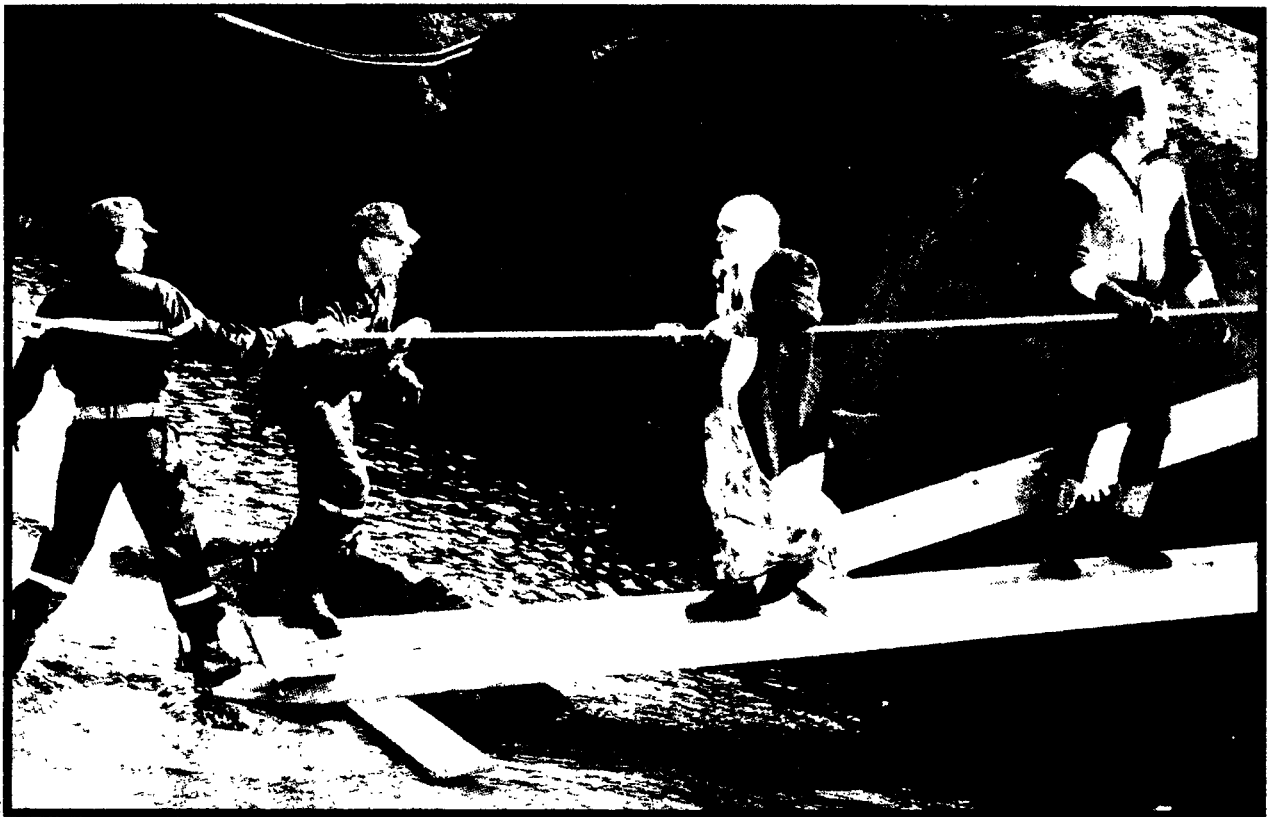
Quelle est la procédure en cours?

Cela promet un beau désordre et de belles

faillies juridiques. Les 910 naufragés ont en effet débarqué du navire, foulé le sol français, puis ils ont été installés dans le camp militaire de Fréjus, transformé pour la circonstance en «zone d'attente» par le préfet du Var. Ce placement équivaut à prétendre que les Kurdes n'ont pas pénétré en France. Première contradiction: «On ne peut pas les placer artificiellement en zone d'attente, analyse M^e Tcholakian, un des avocats du Gisti, puisqu'ils étaient déjà entrés en France.» Du coup, la procédure d'urgence (réservée aux personnes en zone d'attente) mise en place par le gouvernement risque de ne pas tenir la route. Les Kurdes devraient alors être laissés libres de suivre la procédure normale devant l'Of-

pra. Pourtant, les fonctionnaires de la préfecture et de l'Ofpra vont commencer rapidement à examiner les dossiers. Second problème, d'ici quatre jours: comme le veut la loi, un juge de Draguignan devra décider si les réfugiés doivent être maintenus en zone d'attente. Comment juger tant de monde en si peu de temps dans des délais impératifs? Mission impossible. D'autant que les juges devront se pencher sur la légalité du placement en zone d'attente. Enfin, il n'est pas impossible que le juge des enfants soit saisi du sort des 480 mineurs, ce qui entraînerait la nomination d'un administrateur *ad hoc* et leur maintien en France. Sans leurs parents? ●

MARC SEMO • DOMINIQUE SIMONNOT



Reportage photo Eric Franceschi. samedi sur la plage de Boulcuris

Bernard Kouchner, ministre de la Santé:

«25 millions de Kurdes oubliés»

Vous vous êtes longuement battu pour les Kurdes. Comment avez-vous réagi devant ce bateau échoué?

Evidemment, cela m'a fait penser aux



boat people, à ceux qui fuyaient le Viêt-nam et que l'on tentait de protéger. J'ai pensé à Mossoul, à cette route sur laquelle, avec Danièle Miterrand, nous avons subi un attentat qui avait tué 11 personnes. J'ai pensé au bombardement chimique d'Al Habja en 1988, où tous les villageois kurdes étaient morts. J'ai pensé à la résolution 688 du Conseil de sécurité, en 1991, que l'on avait rédigé pour soutenir les Kurdes irakiens. J'ai pensé à l'ingérence humanitaire qui, pour la première fois, avait permis aux Kurdes irakiens d'être protégés.

Dix ans plus tard...

Quand je vois le président Bush rebombarder l'Irak, je ne crois pas que cela serve à grand-chose. On a oublié le peuple kurde. On ne pourra pas empêcher leur exode si on ne trouve pas une solution

pour ce peuple de 25 millions d'habitants. Je le sais, c'est un problème politique qui traîne depuis longtemps. Ne nous étonnons pas de les voir arriver chez nous.

Que faire d'eux?

Les pays riches doivent traiter le problème de l'immigration en termes politiques et non pas seulement en termes policiers. Pour le moment, on les a accueillis, ils doivent rester en France. Mais, tant que les problèmes politiques du peuple kurde ne sont pas réglés, nous devons, nous les Européens, continuer à faire la différence entre les réfugiés politiques, — et c'est peut-être leur cas — et les migrants économiques qui ne risquent, en rentrant chez eux, que de reprendre leur vie misérable. J'ai bien sûr honte de dire cela, mais j'ai passé des mois, des années avec eux. Tôt ou tard, il faut une mondialisation de la réponse, et cette réponse viendra autant de ceux qui ont été à Davos que de ceux qui ont été à Porto Alegre ●

Recueilli par E.F.

Patrick Devedjian, porte-parole du RPR:

«Turquie et Irak, des Etats crapules»

Que vous inspire ce millier de Kurdes venant d'Irak et naufragés en France?

Dans un film de Verneuil, on voyait la même scène, un bateau surchargé



de réfugiés qui arrivait à la Joliette. Avec mon père, nous sommes arrivés comme ça et on nous a gardés (P. Devedjian est d'origine arménienne, ndr). Finalement, la France n'y a pas trop perdu. Ces Kurdes sont dans la misère, victimes de deux Etats crapules (la Turquie et l'Irak) qui persécutent leurs minorités, les déportent et les chassent pour avoir une population homogène.

Vous avez voté, en 1993, les très dures lois Pasqua sur l'immigration. N'êtes-vous pas en contradiction?

Ces gens ont frappé à notre porte dans le plus grand dénuement. Il n'y a plus qu'à les accueillir. Il faut un cœur bien dur pour les regarder dans les yeux et dire: «votre martyre va continuer!» Il y a parmi eux 300 gosses. Sur quelle plage voulez-vous les débarquer?

Certains parlent d'un encouragement à émigrer vers la France si elle accueille ces Kurdes.

C'est le refus de donner un Etat aux Kurdes qui constitue un appel d'air. On continue à ignorer un peuple de 25 millions de personnes parce qu'il n'a pas de pétrole. Leur immigration est une conséquence de notre complaisance envers la Turquie et l'Irak. Les renvoyer chez eux? mais ils n'ont pas de chez eux! Il faut leur reconstruire un Etat, s'attaquer aux causes de cette émigration. Pourquoi les Palestiniens y auraient-ils droit et pas eux? Etre chassé par les automitrailleuses, c'est une souffrance infinie. Moi, je me souviens d'où je viens, comment nous sommes arrivés, je n'ai pas perdu la mémoire. C'est au-delà de la politique ●

Recueilli par D.S.

F E V R I E R 2 0 0 1

L U N D I 1 9

Immigration

Les «accueillir», les «garder», les «renvoyer».

Jacques Chirac s'est déclaré «profondément scandalisé» par «un événement sans précédent en France» qui «marque la plus totale absence de scrupule de ceux qui font commerce de la misère d'autrui». Il a jugé «indispensable que la communauté internationale se mobilise pour prévenir ce type de situation et en sanctionner les responsables».

François Hollande (PS): il faut «les soigner, bien sûr [...]». Les accueillir aussi avec humanité, mais ne pas donner l'illusion et l'espoir d'une intégration dans notre pays. Car ce serait une formidable incitation à tous les trafics.

Charles Pasqua (RPF): la France ne peut «pas accepter» sur son territoire les 910 Kurdes et il faut «qu'on les rapatrie d'où ils viennent»: «Nous sommes devant un problème qui est celui de réfugiés économiques, il ne s'agit pas de réfugiés politiques. Si nous les acceptons sur notre territoire, nous ouvrons toute grande une brèche, donc on ne peut pas les

accepter. C'est un précédent pour la France, et je crains malheureusement que ce ne soit qu'un précédent.»

Philippe Séguin (RPR): il est «hors de question de les renvoyer». «L'Europe se déshonorerait en le faisant. Nous n'allons pas nous mettre au niveau des négriers en renvoyant tout ce petit monde à Saddam Hussein.» Néanmoins, le candidat à la mairie de Paris a jugé qu'il n'avait pas «la certitude que la France soit la destination souhaitée par l'ensemble des 900 personnes en question», ajoutant que les Kurdes choisissent plutôt certains autres pays comme l'Allemagne et l'Angleterre.

Les Verts: les naufragés sont «indéniablement» des «réfugiés» et «la France doit les accueillir en tant que tels». Ils «sont doublement victimes» des «trafiquants [...] qui font le commerce de la misère humaine», mais surtout «de la communauté internationale qui a abandonné le peuple kurde à son triste sort, celui de l'oppression sous le joug des dirigeants turcs et irakiens notamment».

Jean-Marie Le Pen (FN): «Cette action criminelle annonce sans doute [...] une nouvelle étape de l'invasion de la France et de l'Europe.»

Que faire des 908 naufragés kurdes ?

LE FIGARO

LUNDI 19 FÉVRIER 2001

Venus d'Irak, ils s'apprêtent à demander l'asile politique après avoir été abandonnés sur la Côte d'Azur



Les clandestins ont été parqués sur une plage, avant d'être hébergés dans une caserne désaffectée de Fréjus. (Photo RLM/MaxPPP)

Le sort des 908 Kurdes, échoués samedi matin sur la plage de Boulouris (Var) à bord du vraquier cambodgien *East-Sea*, constitue un casse-tête administratif et juridique pour les autorités françaises. Remorqué samedi vers Toulon, le navire a coulé. Son équipage a fui sur un canot, retrouvé hier matin au large du lieu de l'échouage. Le parquet de Draguignan doit ouvrir aujourd'hui une information judiciaire pour « aide au séjour irrégulier et séjour irrégulier ».

Placés dans une « zone d'attente », créée au sein d'un camp militaire de Fréjus, les naufragés, parmi lesquels 300 enfants de moins de dix ans, doivent normalement voir leur situation examinée au cas par cas. La notification qui doit leur être faite de ce placement ne peut théoriquement excéder « quelques heures ».

Dépêchée sur place, une équipe préfectorale d'une trentaine de personnes a commencé à faire remplir des fiches de renseignements aux

clandestins, en vue de leur demande d'asile. Après être passées par le ministère des Affaires étrangères, ces fiches doivent être transmises à l'intérieur qui décidera du bien-fondé de leur demande.

Dans un contexte marqué par la forte progression de l'immigration clandestine, quelle attitude adopteront les autorités ? Jacques Chirac s'est dit « scandalisé » par « cet événement sans précédent en France ». Daniel Vaillant, ministre de l'Intérieur, a estimé que « c'est au niveau européen qu'il faut traiter cette question ».

Dans un entretien au *Figaro*, Charles Pasqua estime qu'« il y a un problème de responsabilité, et la responsabilité d'un Etat est de ne pas accueillir toute la misère du monde ». Pour sa part, Bernard Kouchner, ministre délégué à la Santé, souligne quant à lui : « ceux qui réclament l'accueil sont dans l'opposition et ceux qui se montrent réalistes dirigent le pays ».

Le parquet de Draguignan (Var) ouvrira aujourd'hui une information judiciaire pour « aide au séjour irrégulier et séjour irrégulier » après l'échouage, tôt samedi à Saint-Raphaël, du vraquier cambodgien *East-Sea*, avec 908 clandestins kurdes à son bord, dont 300 enfants de moins de dix ans. Samedi après-midi, le navire a coulé lors de son remorquage vers Toulon.

Plage de Boulouris (Var) : de notre envoyé spécial Robert des Nauriers

Dans leur regard, il y a tout : l'accablement d'une interminable traversée dans une insupportable promiscuité, l'épuisement nerveux lié à l'insomnie et à la peur, le soulagement d'en avoir fini, une sourde méfiance envers l'armée qui est là aujourd'hui pour les aider et qui, demain peut-être, se fera l'instrument involontaire de leur expulsion. Il y a aussi, dans leurs yeux, la ferme volonté de se taire sur leur identité réelle, la certitude qu'un nouveau combat et d'autres épreuves les atten-

dent. Et, enfin, une fierté que rien n'a pu altérer. Ni la géhenne de ce fond de cale asphyxiant, où, pendant des jours, ils ont marché dans leurs excréments, ni leur dénuement extrême, ni les humiliantes exigences de l'équipage qui les a traités comme du bétail. En ce samedi matin, ils défilent sur la plage, tête haute. Beaucoup d'hommes portent un keffieh rouge et blanc ou un bonnet de coton bleu, leurs femmes s'enveloppent la tête dans un foulard présumé islamique, le beau visage grave des enfants disparaît à demi sous la capuche de parkas colorées. Il fait très beau sur la plage de Boulouris, à Saint-Raphaël, où le cargo *East-Sea* s'est échoué à 3 heures de la

nuît. Les rochers rouges de l'Estérel, la mer peu agitée d'un bleu serein, palmiers, aloès, agaves et mimosas encore en fleur confèrent à ce littoral son aspect le plus riant. Dans ce cadre de rêve, soudain déferle la misère du monde. Elle jaillit des flancs du gros cargo dramatique comme d'une boîte de Pandore. Les riverains, muets de stupeur, assistent à cette scène avec une sorte d'incrédulité et comme secrètement honteux d'appartenir au camp des nations privilégiées incapables de résoudre les problèmes des peuples abandonnés. Des bras se tendent, déjà chargés de denrées alimentaires, des femmes crient des encouragements. Mais les réfugiés, canalisés par l'armée, les pompiers et les gendarmes très efficaces, gardent le silence et ne tendent pas les mains, comme s'ils se méfiaient d'eux-mêmes.

Ils sont arrivés dans la nuit, à bord de ce vaisseau fantôme dont la noire carcasse cogne à

présent contre les rochers. Juste avant l'échouage sur

les hauts-fonds sablonneux de la crique, ils ont entendu des coups de sifflets stridents, également perçus par des riverains. C'est ainsi que le commandant du navire et l'équipage communiquaient avec des complices qui les attendaient à terre au volant de voitures non identifiées. Le canot de sauvetage utilisé pour rejoindre la côte a d'ailleurs été retrouvé hier matin, dérivant au large. Selon les premiers résultats de l'enquête menée par la police aux frontières (PAF), l'équipage de l'*East-Sea* aurait été composé, outre le capitaine, un Irakien, de « trois à cinq marins tout au plus ».

Un certain temps a d'abord été nécessaire aux autorités pour mesurer l'ampleur du problème et prendre les dispositions techniques appropriées. D'où le long délai entre l'échouage et le début de l'évacuation. Mais ensuite, sous la direction de Daniel Canepa, préfet du Var, et de l'amiral

Habert, préfet maritime de Toulon, commandant en chef pour la Méditerranée, les secours se sont bien organisés. Pendant deux heures, la plage a alors connu une effervescence irréaliste : norias d'hélicoptères, camions de pompiers, ambulances, premiers secours médicaux aux passagers âgés, à quelques femmes enceintes évanouies et à d'autres relevant à peine de couches, autobus destinés à transporter les 908 personnes au camp Lecocq de Fréjus, siège du 21^e Régiment d'infanterie marine, seule structure en mesure d'assurer l'hébergement immédiat. L'épisode rappelle des souvenirs de guerre aux plus anciens des Raphaëlois présents. Quelques enfants kurdes pleurent car, dans la confusion, ils ont perdu leur mère. D'autres jouent à l'écart, avec une gravité singulière, sans mot dire, en attendant d'embarquer.

D'où arrivent précisément ces réfugiés démunis de tous papiers d'identité auxquels Elisabeth Guigou est venue témoigner sa compassion sa-

medi soir ? Ils seraient tous originaires de différentes localités de la région de Mossoul, au nord de l'Irak. Leurs premiers témoignages relatent l'« horreur » du voyage, depuis la fuite de leurs villages, vers la frontière turque et l'embarquement à bord de l'*East-Sea*. Selon le parquet de Draguignan, ils ont vendu leurs fermes et leurs terres afin de trouver l'argent nécessaire - 2 400 dollars, soit 14 000 francs - pour passer en Europe. La traversée, depuis la Turquie, aurait duré 8 jours. Le cargo aurait fait brièvement escale dans un port grec avant d'accoster en deux points inconnus que les passagers, consignés dans la cale, n'ont pas pu identifier. L'hypothèse d'une opération organisée avec l'aval d'Ankara n'est pas totalement à écarter. Selon ce scénario, les autorités turques, très remontées contre Paris depuis la reconnaissance officielle du génocide arménien, auraient cherché à embarrasser la France en « jetant » ainsi sur ses côtes cette vague de réfugiés.



Les réfugiés kurdes irakiens ont été transférés au camp Lecocq de Fréjus, siège du 21^e régiment d'infanterie de marine. (Photo Jacques Munch/AP.)

Bush et l'impasse irakienne

LE premier acte militaire du nouveau président américain a visé l'Irak de Saddam Hussein. L'importante force aérienne engagée et la cible, des radars et des systèmes d'armes près de Bagdad, voulaient démontrer la détermination de la nouvelle administration américaine. Il s'agit des premiers raids depuis plus de deux ans touchant la capitale. M. Bush, en voyage au Mexique, a curieusement qualifié l'opération de « routine ». On veut croire que la nouvelle politique américaine ne va pas se résumer à une banalisation des bombardements. Elle serait incompréhensible et cruellement inefficace.

George Bush junior, lors de la campagne électorale, avait annoncé une ligne de fermeté vis-à-vis de l'Irak tranchant avec les velléités de détente manifes-

tées par M. Clinton pour trouver une porte de sortie. Dix ans après la guerre du Golfe, l'échec est patent. Saddam Hussein tient toujours fermement les rênes du pouvoir à Bagdad. L'embargo fait souffrir quotidiennement le peuple irakien. L'ONU a été contrainte de cesser ses missions de contrôle et les services américains estiment que le régime ne s'est toujours pas conformé aux impératifs de désarmement décidés par la communauté internationale, bien au contraire. Et, du coup, les bombardements contre les dispositifs militaires irakiens sont hebdomadaires, avec des conséquences meurtrières pour les civils. Dans le même temps, plus aucun pays arabe ne défend les sanctions et certains renouent même des liens avec Bagdad.

Que Bush junior choisisse une

politique musclée pour sortir de cette impasse n'est pas une surprise. Son équipe est constituée de beaucoup d'anciens qui ont conduit la guerre avec son père, à commencer par le vice-président Dick Cheney, secrétaire d'Etat à la défense il y a dix ans, et par le secrétaire d'Etat Colin Powell, qui était à l'époque le chef des armées américaines. S'ilôt M. Bush installé à la Maison Blanche, les déclarations musclées se sont multipliées : M. Cheney a indiqué envisager « très sérieusement une action militaire » contre le régime de Saddam Hussein s'il se réarmait. M. Powell a dit souhaiter « revigorer » les sanctions afin qu'elles soient vraiment utiles et empêchent Bagdad de se doter d'armes de destruction massive. Don Rumsfeld, l'actuel secrétaire d'Etat à la défense, avait suggéré il

y a deux ans de bombardier les piliers du régime et son adjoint sollicitait ses contacts avec l'opposition irakienne.

Cette gesticulation est-elle destinée à pousser Saddam Hussein à la faute afin d'engager une action militaire d'envergure destinée à renverser le régime, le fils « finissant » le travail du père ? Celui-ci n'avait pas voulu, il y a dix ans, pousser ses armées jusqu'à Bagdad et transformer une victoire militaire en succès politique. Ou au contraire, George W. Bush junior sera-t-il celui qui inversera la diplomatie américaine ? Son équipe est partagée entre les activistes du Pentagone et les diplomates opposés aux interventions militaires. M. Bush devrait comprendre que la politique de bombardements et de sanctions ne pénalise plus que le peuple irakien.

LE MONDE / DIMANCHE 18 - LUNDI 19 FÉVRIER 2001

Un navire transportant un millier de clandestins s'échoue sur les côtes varoises

Le « Easti-Sea », un vraquier battant pavillon cambodgien, s'est échoué dans la nuit de vendredi à samedi sur la plage de Boulouris, près de Saint-Raphaël (Var). Une centaine de passagers, en majorité des Kurdes irakiens, ont gagné la côte à la nage. Les autres - hommes, femmes, et enfants - devaient être évacués

SAINT-RAPHAËL (Var)

de notre envoyé spécial

Une dizaine de silhouettes en haillons, certaines emmitouffées dans des couvertures de survie

REPORTAGE

« On voulait trouver refuge quelque part, pour vivre en paix »

autour d'un feu de fortune : les naufragés kurdes du cargo *Easti-Sea* échoué sur les rochers de la plage de Boulouris tentent de se réchauffer. Derrière eux, à quelques mètres du rivage à peine, la silhouette du vraquier battant pavillon cambodgien se détache sur une mer d'huile.

A bord, plusieurs centaines d'homme de femmes et d'enfants, dont des nourrissons, ainsi que des personnes âgées à mobilité réduite sont encore entassés dans les cales du navire. Le bateau s'est

échoué dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 février sur cette plage du Var, avec plus d'un millier de personnes à bord, Kurdes irakiens pour la plupart mais aussi des Kurdes de nationalité turques.

Selon les premiers témoignages recueillis par les nombreux secouristes massés autour de la crique, le bateau se serait échoué volontairement après sept jours en mer : une thèse que semble confirmer la position du bateau, enquillé sur les rochers, l'hélice coincée afin d'en interdire la dérive. Environ mille personnes - dont environ deux cents enfants, dont certains de moins de cinq ans - avaient trouvé tant bien que mal place à bord. Les premières heures de la matinée, une centaine d'entre eux avaient réussi à gagner la terre ferme à la nage ou en sautant de rocher en rocher. Le commandant du bateau aurait pour sa part disparu.

« On voulait trouver refuge quelque part, pour vivre en paix. » : Affaires à casser des palettes de

Certains des naufragés ont formulé une demande d'asile à la France

Certains des naufragés du *Sea-Coast*, pour la plupart kurdes d'origine irakienne mais aussi turque, ont formulé une demande d'asile à la France, dès leur débarquement. Cette procédure, régie par l'article 35-quater de l'ordonnance du 2 novembre 1945, devrait leur permettre de ne pas être rapatriés en urgence vers leur pays d'origine. Placés en zone d'attente, les demandeurs d'asile sont entendus par un fonctionnaire qui recueille les motifs de leur demande.

Cette audition fait ensuite l'objet d'un avis du ministère des affaires étrangères, avant d'être transmise au ministère de l'intérieur qui décide de reconnaître ou non de les laisser entrer sur le territoire. En cas de réponse positive, ils se voient octroyer un sauf-conduit qui leur permet de plaider leur dossier auprès de l'office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), qui décide de l'octroi du statut.

bois pour alimenter le feu, les premiers réfugiés s'expriment dans un anglais approximatif. Partis des côtes grecques il y a une semaine, ces exilés volontaires ont achevé leur périple sur les côtes varoises.

Samedi matin, les autorités ont été évidemment surprises par ce naufrage. Jamais, en effet, un bateau portant un aussi grand

nombre de clandestins à bord n'était arrivé sur les côtes françaises. « C'est la première fois que nous assistons à un tel débarquement », déclare le maire (RPR) de Saint-Raphaël, Georges Ginesta. Sur place depuis les premières heures de la matinée, il doit maintenant faire face au problème de l'hébergement. Les réfugiés devai-

ent être tous regroupés au 21^e régiment d'infanterie de marine basé à Fréjus, la ville voisine. « Ils sont fatigués. Les conditions d'hygiène à bord étaient précaires », commente le commandant Germain, des pompiers de Saint-Raphaël, qui dirige les opérations de secours.

Au cours de la traversée, trois enfants sont venus au monde. « Nous n'avons manqué de rien », dit un réfugié. Samedi matin, un médecin était à bord afin de prêter assistance aux opérations d'évacuation. Réalisé grâce à des

échelles de corde, l'opération devait être achevée samedi en fin de matinée, indiquait le commandant Roland-Marie Germain, chef de corps des sapeurs-pompiers de Fréjus-Saint-Raphaël. Il semble néanmoins que certains des naufragés aient tout de même souffert de déshydratation. Un riverain de la crique, surpris par un coup de sonnette vers 3 heures du matin, dans la nuit de vendredi à samedi, raconte qu'une trentaine de clandestins se sont présentés en disant : « Help ONU! ».

D'autres rescapés auraient préféré tenter de trouver refuge en prenant la direction du centre de Saint-Raphaël, distant de cinq kilomètres environ du lieu du naufrage.

« Nous avons cherché en ville, mais nous n'avons encore retrouvé personne », précise néanmoins Georges Ginesta. Difficile, tant que les opérations de secours ne sont pas achevées, de savoir exactement le nombre d'exilés qui avaient tenté leur chance en s'enfonçant dans les soutes de ce vraquier de soixante-dix mètres, pré-

vu théoriquement pour effectuer du transport de marchandises. Un voyage payé entre 500 et 2000 dollars à des passeurs grecs, selon les confessions de quelques-uns des rescapés. Un voyage de tous les dangers, pour un sort incertain. Les réfugiés devaient passer leur première nuit, samedi soir, en terre française. Leur sort sera ensuite suspendu à l'examen de la demande d'asile, que certains d'entre eux pourraient effectuer.

Bruno Aubry

La France, pays d'exil « par accident » des Kurdes irakiens

PAR SON AMPLEUR, le drame de Saint-Raphaël étonne les policiers français ayant eu à connaître des filières d'immigration de Kurdes irakiens passant par la France. A la Police aux frontières (PAF) comme à la section spécialisée des Renseignements généraux (RG) parisiens, les policiers savent, en effet, que l'Hexagone n'était pas, ces dernières années, une destination finale des candidats kurdes à l'émigration ayant fui le régime de Saddam Hussein. En outre, les services spécialisés se trouvent pour la première fois confrontés au cas d'un bateau échoué sur les côtes françaises. D'habitude, les Kurdes venus d'Irak empruntent plutôt la voie terrestre - par camions ou même à pied - afin d'entrer sur le sol français. La France n'est ensuite généralement qu'un « pays de rebond », selon l'expression utili-

sée à la PAF, et constitué avant tout une voie pour pénétrer en Europe occidentale.

L'une des principales portes d'entrée des Kurdes venus d'Irak sur le Vieux Continent demeure ainsi l'Italie, avec sa géographie favorable qui offre plus de 7 000 kilomètres de côtes. A l'instar de l'Italie, la France n'a d'ailleurs principalement constitué qu'un pays de transit pour ce type d'immigrés, qui préfèrent gagner l'Allemagne (via les anciens pays de l'Est) et la Grande-Bretagne (par la voie maritime), où vivent d'importantes communautés kurdes irakiennes. Depuis que la convention de Schengen est entrée en vigueur en 1995, les Etats signataires ont en effet supprimé les contrôles systématiques à leurs frontières; comme d'autres immigrants, les Kurdes irakiens ont

pour objectif de pénétrer à l'intérieur de l'un des pays membres de l'espace Schengen (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Espagne, Portugal) afin de pouvoir ensuite se diriger vers le pays où ils souhaitent s'établir.

« LE CUL-DE-SAC DE CALAIS »

Ces derniers temps, la France s'est cependant transformée en une terre d'exil « par accident » pour les Kurdes d'Irak, commente-t-on à la PAF. Désireux de gagner l'Angleterre, ceux-ci se sont en effet trouvés « bloqués dans le cul-de-sac de Calais », après avoir été interpellés par les services français. Venant d'un pays en guerre et soumis à des persécutions, les Kurdes irakiens demandent l'asile politique et sont dès lors « non reconductibles » à la

frontière.

La chronique des faits-divers attire régulièrement l'attention sur le sort de ces candidats à l'exil qui, contre plusieurs milliers de francs, tentent de se glisser à l'intérieur de poids-lourds pour rejoindre l'Angleterre. Le 11 février, de violents affrontements ont ainsi opposé quelques dizaines de réfugiés kurdes et afghans devant le centre d'accueil de la Croix-Rouge à Sangatte (Pas-de-Calais). Selon la direction du centre, un jeune Kurde, connu des réfugiés comme se trouvant à la tête d'un réseau de passeurs, avait été à l'origine de la rixe en menaçant un Afghan qui ne voulait pas payer la somme exigée pour traverser la zone portuaire aux abords du tunnel afin de partir vers l'Angleterre (*Le Monde* du 13 février). Plus de 800 personnes, dont une majorité de Kurdes irakiens et d'Afghans, restent de la sorte hébergées dans le centre de Sangatte, échouées dans un pays qu'elles n'avaient pas choisi.

Les précédents

- **25 décembre 1996.** Le *Yoham*, qui transportait des immigrés clandestins venus d'Inde, du Pakistan et du Sri-Lanka, fait naufrage au large de la Sicile. D'après le témoignage de rescapés, plus de deux cent quatre-vingts personnes auraient trouvé la mort.
- **4 mai 1997.** Dix-sept personnes meurent et quatre sont portées disparues après le naufrage, au large du sud-ouest de la Turquie, de deux navires qui transportaient des immigrés clandestins irakiens. Ceux-ci tentaient de gagner la Grèce.
- **11 juin 1997.** Une embarcation, qui faisait route vers l'Espagne, sombre au sud de Tanger (Maroc). Au moins vingt-trois immigrés clandestins trouvent la mort, une vingtaine sont portés disparus.
- **16 septembre 1997.** Le naufrage d'un bateau au large de Tarifa (Espagne), dans le détroit

- de Gibraltar, cause le décès d'au moins sept immigrés clandestins. Une trentaine de personnes sont portées disparues. Cinq semaines plus tard, le 22 octobre, toujours au large de cette même ville d'Andalousie, sept personnes trouvent la mort et une quinzaine disparaissent dans des circonstances similaires.
- **17 novembre 1997.** Un canot pneumatique, qui transportait vingt-sept Albanais candidats à l'immigration, coule dans le canal d'Otrante, le bras de mer qui sépare l'Italie et l'Albanie. Onze personnes réchappent de la tragédie.
- **Août 1999.** Un navire, qui transportait des Tziganes, fait naufrage au large des côtes du Monténégro, en mer Adriatique. Plus de cent personnes seraient mortes, d'après le témoignage de rescapés.
- **1^{er} novembre 1999.** Quatorze clandestins irakiens cachés dans un camion meurent à la suite d'un incendie survenu dans les cales

- d'un ferry qui se rendait de Patras (Grèce) à Ancône (Italie).
- **30 décembre 1999.** Un canot, qui transportait une soixantaine de personnes, sombre dans le canal d'Otrante.
- **4 mai 2000.** En mer Adriatique, une vedette de la police italienne entre en collision avec un navire qui transportait des immigrés clandestins albanais. Treize d'entre eux sont tués dans l'accident.
- **1^{er} janvier.** Un cargo géorgien se brise sur des récifs, au large du littoral turc, en mer Méditerranée. Une soixantaine d'immigrés clandestins, venus du Bangladesh, d'Inde et du Pakistan, meurent.
- **12 février.** Les garde-côtes italiens abandonnent les recherches pour retrouver le *Davies* qui avait lancé, deux jours auparavant, un message de détresse alors qu'il se trouvait au sud de l'Italie, à trente milles nautiques de Brindisi. Cent quatre-vingts immigrés clandestins se trouvaient à son bord.

Erich Inciyan

Une longue procédure au cas par cas

« Réfugiés » (1) ou « immigrés » ? Quel est le statut des 908 Kurdes débarqués de l'East Sea ? « Dans un premier temps, ce sont des personnes étrangères débarquées illégalement sur le territoire français, explique Philippe Lavanchy, délégué du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en France. Et comme tous les gens en situation irrégulière arrivés par port ou aéroport, ils ont été placés en zone d'attente. » Une zone considérée juridiquement comme étant hors du territoire français. Ils y resteront pour une durée maximale de 20 jours pendant lesquels ils pourront demander le statut de réfugié. Entre-temps, au bout de quatre jours de « détention », le tribunal de grande instance interviendra pour contrôler les conditions dans lesquelles ils sont retenus, et décider de leur maintien ou non dans la zone. Devenus « demandeurs d'asile », les

Kurdes seront interviewés par des fonctionnaires préfectoraux. Leur déclaration sera adressée au ministère des Affaires étrangères. Celui-ci émettra un avis transmis ensuite au ministère de l'Intérieur qui, à partir de ce rapport, décidera si la demande d'asile est « manifestement fondée ou infondée ». Ceux dont la demande est « manifestement infondée » devraient normalement aussitôt quitter le territoire national. « Il n'y a pour ainsi dire pas d'appel possible. La décision dépend donc uniquement du ministère de l'Intérieur. Nous avons néanmoins la capacité d'aller voir comment la procédure se déroule, poursuit le délégué du HCR. Dans ce cas précis, la question qui se pose est logistique : comment concrètement faire repartir ces gens. Aucun avion ne va en Irak puisque les aéroports sont fermés. Il peut se passer le même phénomène qu'à Roissy. Les autorités françaises

qui n'arrivent pas à renvoyer les irréguliers, sont obligées, au bout de vingt jours, de les faire entrer. » Ceux dont la demande est jugée « manifestement fondée » seront admis à entrer sur le territoire français avec une autorisation provisoire de séjour. Ils iront alors à la préfecture chercher un formulaire pour demander l'asile à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). « Cette procédure dure théoriquement 6 mois. En fait elle prend un ou deux ans. Avec la possibilité de se tourner ensuite vers la commission des recours », précise Philippe Lavanchy. Pendant cette période, ils bénéficieront d'allocations qui leur permettent de survivre. Elisabeth Guigou, qui s'est rendue sur place samedi a assuré que les procédures légales seraient respectées. Les Kurdes devront théoriquement effectuer les démarches habituelles. Comme l'a confirmé le ministre de

l'Emploi et de la Solidarité, leur situation sera examinée « au cas par cas », conformément à la convention de Genève de 1951. Ces clandestins ne vont-ils pas essayer de rejoindre l'Angleterre, l'Allemagne ou les Pays-Bas où résident les communautés kurdes les plus nombreuses ? « Ils sont obligés de demander l'asile là où ils arrivent. Mais, ils tenteront sans doute de gagner ces pays-là par la suite. » Le nombre de Kurdes en France est toutefois passé ces dernières années de quelques centaines à 130 000.

Astrid de Larminat

(1) Selon la définition du HCR : les réfugiés sont des personnes qui craignent, avec raison, d'être persécutées du fait de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leurs opinions politiques ou de leur appartenance à un certain groupe social, et qui ne peuvent ou ne veulent pas retourner dans leur pays.

LE FIGARO LUNDI 19 FÉVRIER 2001

Bernard Kouchner : « Il faut renégocier la convention de Genève »

Bernard Kouchner, ministre délégué à la Santé, fut l'un des fondateurs en 1971 de Médecins sans frontières (MSF).

LE FIGARO. - Que vous inspire le naufrage sur les côtes varoises d'un cargo transportant 908 immigrés kurdes ?

J'ai pensé aux boat people, aux dizaines de milliers d'entre eux qui sont morts en mer et à ceux que nous avons sauvés avec l'Ile-de-Lumière et les autres bateaux de sauvetage. Je me suis souvenu des conditions épouvantables de la mer de Chine qu'affrontaient ceux qui tentaient d'échapper au goulag vietnamien et j'ai pensé ensuite à mes amis kurdes, cette mission de Mossoul où nous avons si longtemps travaillé aux côtés des Peshmergas de Jallal Talabani et Masoud Barzani. J'ai revu les corps kurdes qui recouvraient les rues de Halabja, la ville bombardée à l'arme chimique par les avions de Saddam Hus-



« Ne confondons pas les réfugiés politiques et les migrants économiques, qui veulent s'écarter de la misère, et trouver du travail chez nous. » (Photo Paul Delort/Le Figaro.)

sein. J'ai réfléchi sur le peu de suivi des interventions d'assistance humanitaires, sur ce droit d'ingérence destiné à protéger les minorités pour lequel je me bats. Qui pense encore à ce peuple kurde sans Etat, jouet ballotté par les histoires concurrentes et mortelles de la Turquie, de l'Irak, de l'Irak et des autres. Je me suis souvenu des conditions effroyables de la survie des Kurdes de l'Irak sous Saddam Hussein et de leurs insupportables guerres intestines. Je sais ce qu'ils fuient et ce qu'ils croient pouvoir trouver chez nous. Je me suis dit que ceux qui arrivaient sur nos côtes avaient bien eu de la chance, qu'ils avaient l'air en forme et que leur équipe avait été bien organisée, jusqu'à l'échouage et la probable fausse fuite du capitaine.

Les accords de Schengen sont-ils encore d'actualité ? Oui. Les migrants économiques

emploient les circuits des trafiquants et paient cher pour pouvoir contourner les frontières extérieures des Etats de Schengen. Ils visaient surtout la Grande-Bretagne et l'Italie. Vont-ils se diriger vers la France ? Comment empêcher les plus pauvres, ceux qui ne peuvent nourrir leur famille de tendre désespérément vers les nations riches et égoïstes. Certes, il faudra renforcer nos défenses frontalières, mais cela sera insuffisant. Les frontières

changent de nature et les problèmes graves ne recevront plus de solutions nationales. La mondialisation de la réponse s'impose et une autre répartition des richesses. Mais ne confondons pas les réfugiés politiques, ceux qui risquent leur vie en rentrant chez eux et les migrants économiques qui veulent s'écarter de la misère et trouver du travail chez nous. Et nous avons à nouveau besoin d'eux. Il nous faudra donc renégocier la convention de Genève sur les réfugiés et toujours, en attendant, nous

montrer généreux.

Que pensez-vous des réactions politiques à fronts renversés ?

Pour moi, les générosités se ressemblent et sont les bienvenues. J'observe cependant que ceux qui réclament l'accueil sont dans l'opposition et que ceux qui se montrent réalistes dirigent le pays. Ce n'est pas pareil. Elisabeth Guigou fut bien inspirée de dire « *d'abord l'accueil matériel satisfaisant et la chaleur humaine, puis la loi* ». J'ajouterais que le pro-

blème kurde doit enfin être pris en compte par la communauté internationale, surtout s'il est difficile. Je connais des Kurdes démocrates, ce sont nos alliés contre la dictature. Aidons-les mieux dans leur zone autonome. Vache folle et querelles françaises sur les OGM ne peuvent pas masquer longtemps l'acuité des problèmes du monde pauvre.

Propos recueillis par Anne-Marie Revol

Charles Pasqua : « L'Europe est une vraie passoire »

Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, est président du Rassemblement pour la France (RPF).

LE FIGARO. - Que faire des 908 immigrés kurdes débarqués sur la côte d'Azur ?

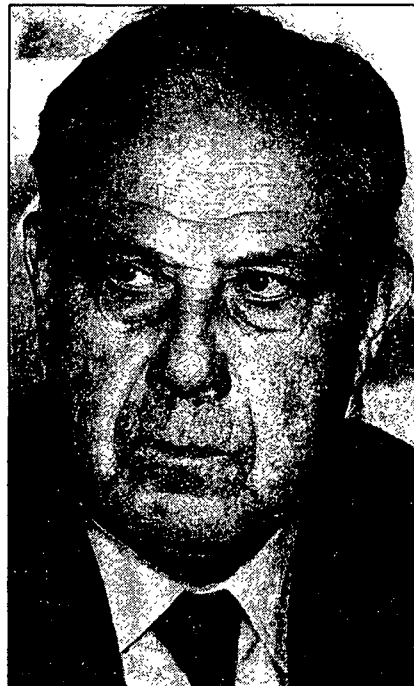
CHARLES PASQUA. - Je crains que ce ne soit un précédent fâcheux et dangereux. On peut imaginer qu'il s'agisse d'un test de la part de certains « négriers » pour voir s'ils peuvent faire chez nous ce qu'ils ont déjà fait en Italie.

Cette affaire pose tout d'abord un problème humanitaire. On est actuellement en train de s'en occuper en apportant les secours nécessaires à tous ces pauvres gens. Il faut cependant vérifier s'il s'agit de réfugiés économiques ou politiques, c'est-à-dire de personnes qui peuvent craindre pour leur vie dans leur pays. S'il s'agit de réfugiés économiques, il est évident que nous ne pouvons pas les garder. S'il s'agit de réfugiés politiques, il y a les dispositions prévues par la convention de Genève et, dans ce cas-là, c'est à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) de voir s'ils remplissent les conditions nécessaires à une demande d'asile politique.

Au-delà du problème humanitaire, quelle doit être l'attitude de la France ?

Les pays industrialisés continuent à ne pas assumer leurs responsabilités vis-à-vis des personnes issues de pays en voie de développement qui fuient la misère. Je pense que, si toutes les nations ne consacrent pas 1 % de leur PIB à l'aide au développement, on ne s'en sortira pas. La France doit prendre la tête de cette croisade de la solidarité, ce serait conforme à ses traditions. Dans un même temps, il faut se montrer sévère vis-à-vis des organisateurs de ce trafic humain.

Les Kurdes posent-ils un problème spécifique ?



« De toute façon, on ne peut pas les remettre dans leur bateau. Il a coulé. »

(Photo J.-C. Marmara/Le Figaro.)

Il s'agit là de 30 millions de personnes qui forment une nation, sans pour autant avoir de territoire et qui, en plus, sont persécutés là où ils sont. Nous avons entre les mains une véritable bombe dont il vaudrait mieux se saisir avant qu'elle n'explode. C'est une bombe d'autant plus dangereuse que les dirigeants de l'Union européenne prétendent accueillir la Turquie au sein de l'Europe. Là aussi, la démarche est complètement délirante.

Pensez-vous que l'Europe soit suffisamment armée contre l'immigration clandestine ?

Je ne le crois pas. Et, surtout, je crois que

nous manquons de cohérence. Il faut qu'il y ait une politique générale de l'Europe pour ce genre d'affaire. J'ajouterais aussi qu'il ne faut pas oublier que, lors du sommet de Nice, nous avons accepté de transférer tout ce qui concernait le contrôle des frontières et de la sécurité à l'Union européenne. Dorénavant, c'est à la Commission qu'incombe cette responsabilité. Et, naturellement, elle n'en a pas les moyens.

Ne regrettez-vous pas d'avoir signé les accords de Schengen ?

Non, parce que Schengen est un plus. Encore faut-il que les accords soient appliqués. Schengen permet de repousser les frontières de l'Union et dispose que ce soit le premier pays dans lequel les clandestins ont mis le pied qui soit responsable. L'Europe est une vraie passoire avec ses milliers de kilomètres de côtes et l'absence de contrôle. A l'instar de l'Angleterre et de l'Italie, nous devons nous montrer plus durs. Tony Blair est logique, il a conservé la maîtrise de la gestion de l'immigration. Nous l'avons abandonnée à l'Union, cette démarche est abracadabrantesque.

Les réactions des politiques sont pour le moins inattendues : à gauche, Bertrand Delanoë et François Hollande préconisent le rapatriement des immigrés clandestins. A droite, Patrick Devedjian et Philippe Séguin demandent que nous les accueillions au mieux.

De toute façon, on ne peut pas les remettre dans leur bateau. Il a coulé. Il y a malheureusement, parmi les élus de la droite, la recherche permanente de la mode. Ils pensent que c'est bien de se montrer humanitaire, généreux, etc. Naturellement, c'est très beau, mais le problème n'est pas là. Il y a un problème de responsabilité et la responsabilité d'un Etat est de ne pas accueillir toute la misère du monde, comme disait Michel Rocard.

Propos recueillis par A.-M. Re.

Les filières de l'immigration clandestine

Développement de filières à caractère plus ou moins mafieux, multiplication des flux et détermination accrue des candidats à l'exil : ces dix dernières années, le phénomène de l'immigration clandestine a pris une ampleur aussi vaste que difficile à chiffrer. Chaque jour, des centaines de personnes tentent leur chance aux quatre coins de l'espace Schengen (1), laissant généralement derrière elles le peu qu'elles possèdent. Pour gagner l'Eldorado, tous les risques sont bons à prendre. Quitte à y laisser sa vie. Hier soir, le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, a indiqué que depuis le 1^{er} janvier de cette année, 9 397 personnes en situation irrégulière ont été interpellées en France, « dont 4 230 Irakiens ». Et de préciser : « par la seule voie du rail, aujourd'hui en France, 157 Irakiens en situation irrégulière ont été interpellés et 101 samedi, sur l'axe Vintimille-Calais. »

Anne-Charlotte De Langhe

Selon le dernier rapport de l'Organisation internationale des migrations (OIM), entre 300 000 et 500 000 personnes affluent chaque année sur le continent. La majorité de ces déplacements se fait d'abord par voie maritime, moyen le plus sûr pour arriver si l'on est nombreux, puis par voie terrestre, et plus rarement par voie aérienne. Mais avant de converger vers l'Europe, les chemins conduisant aux « terres promises » de l'immigration connaissent de multiples tracés.

■ **Turquie.** Point de ralliement et aire de transit pour tous les clandestins en provenance d'Asie, ce pays permet à de nombreux réfugiés kurdes, pakistanais, afghans ou encore chinois d'embarquer à bord de bateaux en partance pour l'Italie. Non loin de là, aux frontières avec l'Irak et la Syrie, une autre filière, tout aussi juteuse pour les « passeurs » et les mafias locales, guette les candidats à

l'émigration. Le port de Patras (Grèce) voit défilier de nombreux Kurdes, tandis que des camions surchargés font un détour par l'Albanie, la Bulgarie ou la Macédoine.

■ **Italie.** Ici, l'arrivée massive d'immigrés par la mer, en majorité Kurdes, Kosovars et Albanais, se fait essentiellement dans le sud du pays. La Sicile, la Calabre et la région des Pouilles sont les points de chute les plus

courants. Dans ce seul secteur, 90 000 personnes ont été interceptées en 1999. Un an plus tôt, on en comptait 25 000.

D'avantage surveillée qu'auparavant par les autorités et les services des douanes, l'Italie est aujourd'hui de plus en plus contournée par les passeurs. Dans le passé, de nombreux drames s'y sont en outre noués : le 19 août 1999, un millier de Tsiganes du Kosovo étaient re-

morqués jusqu'à Bari (Pouilles) par la marine italienne, à l'issue

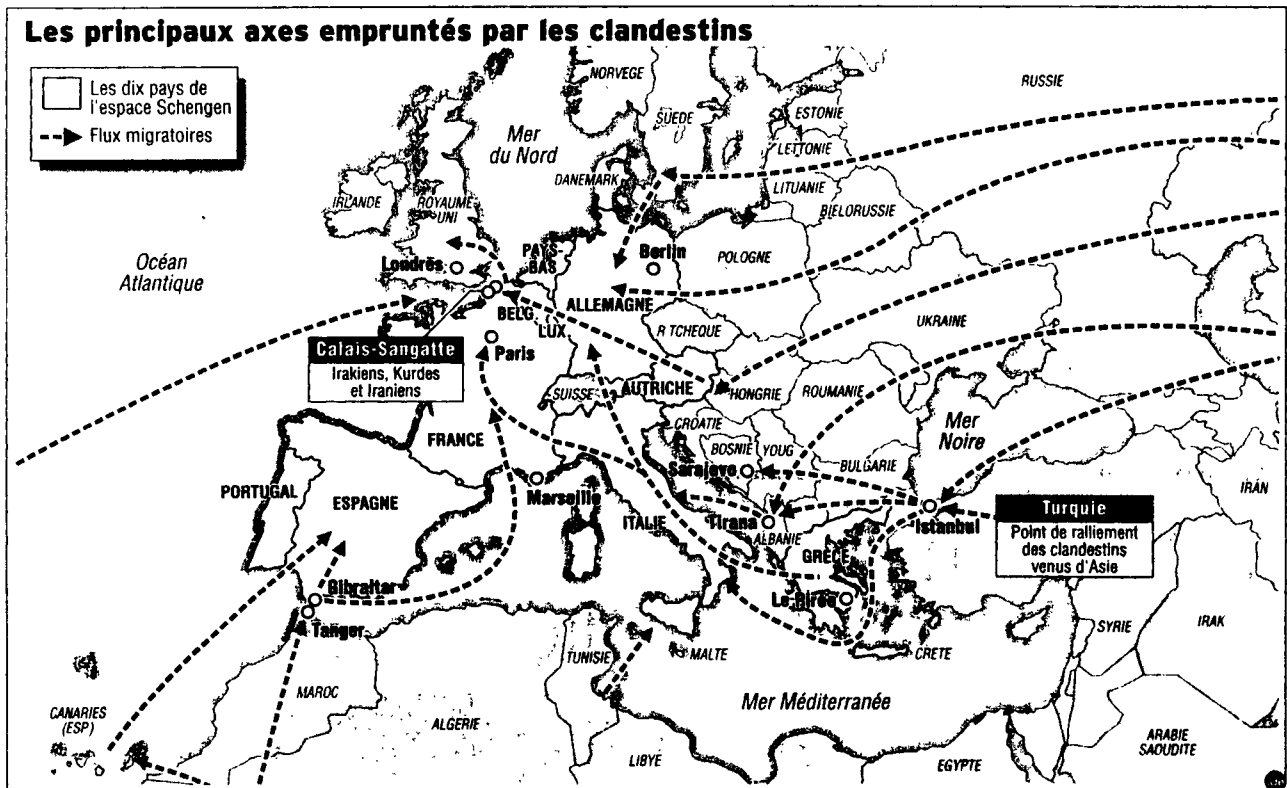
d'un périple dramatique lors duquel une fillette avait trouvé la mort.

■ **Espagne.** Avant d'atteindre la province de Cadix, où la moitié des quelque 15 000 clandestins débarqués en Espagne ont été arrêtés l'an passé, les voyageurs font généralement escale sur les plages de Fuerteventura (Canaries). C'est le cas notamment pour les Maurita-

niens, les Maliens et tous les clandestins issus de l'Afrique subsaharienne. Les Marocains, eux, franchissent directement le détroit de Gibraltar (long de 7 kilomètres) afin de rejoindre Marseille ou Algésiras. Un trajet court mais périlleux, effectué à bord de petits bateaux de pêche en bois. L'an dernier, près de 800 de ces embarcations ont été saisies.

■ **Europe de l'Est.** On estime à 200 000 le nombre de clandestins passant par les pays de l'Est, l'Ukraine et la Russie chaque année. Toutefois, la route des pays Baltes, moins contrôlée que celles de la Hongrie, de la Po-

Avant de converger vers l'Europe, les chemins conduisant aux « terres promises » de l'immigration connaissent de multiples tracés



logne et de la République tchèque, est devenue un itinéraire de choix pour les passeurs. ■ **Europe du Nord.** En passant par l'Italie et la Suisse, beaucoup d'Albanais se réfugient aussi en Allemagne, où les Kurdes sont quant à eux regroupés en une communauté forte de 500 000 individus. Pour ces derniers, la Suède et les Pays-Bas représentent également une terre d'asile privilégiée.

Enfin, quand ils ne prennent pas l'avion pour gagner l'Occident, Chinois (100 000 par an) et

Sri-Lankais traversent les océans jusqu'à Rotterdam.

■ **France.** Sur l'Hexagone, l'immigration clandestine se fait surtout par voie terrestre (rail-ligne Vintimille/Calais ou route). Toutefois, 10 000 passagers en situation irrégulière ont été interpellés en 1999 sur les ports Français. Terre de transit avant tout, la France reste un passage obligé pour tous les clandestins désireux de rejoindre la Grande-Bretagne. Porte d'entrée privilégiée, elle connaît notamment une immigration de « transit », dont l'importance est difficile à

chiffrer.

■ **A Calais,** plaque tournante de l'immigration clandestine, Afghans, Iraniens, Irakiens, Kurdes, Roumains tentent chaque jour leur chance aux abords du tunnel sous la Manche ou en s'introduisant dans les camions alignés à l'entrée du ferry.

Une population qui, pour ne pas être reconductible aux frontières, va jusqu'à détruire tout document prouvant son origine.

Remis à la Police aux frontières (PAF), ces clandestins sont hébergés à titre humani-

taire par la Croix-Rouge, dans le camp de Sangatte, à 10 kilomètres de là. (Nos éditions du jeudi 15 février.) En 2000, quelque 25 000 personnes y ont ainsi séjourné, sur une durée moyenne de trois semaines. L'an dernier, quelque 15 000 de ces clandestins sont parvenus à leurs fins et ont pu rejoindre l'Angleterre.

(1) France, Espagne, Portugal, Italie, Grèce, Autriche, Allemagne, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas.

LE FIGARO LUNDI 19 FÉVRIER 2001

Kurdes d'Irak : l'exode est leur royaume

Claude Lorieux

Par le nord, via la Turquie, ou par le sud vers la Jordanie, de nombreux Irakiens choisissent l'exil.

Certains fuient un pays sur lequel Saddam Hussein n'a pas relâché son contrôle malgré le matraquage militaire de l'Occident. Les autres quittent le Nord, cette « zone d'exclusion » que les partis kurdes, sous la protection théorique des Nations unies, administrent plutôt mal que bien. Pour partir, ils ont vendu maison, meubles et voitures au prix du marché - forcément mauvais. Entassés à bord de taxis fatigués, ils doivent parcourir, pendant au moins quatorze heures d'auto-route, quelque mille kilomètres de Bagdad à Amman. S'ils partent par le nord, ils se retrouvent dans le Babel d'Istanbul.

Les exilés doivent payer une « taxe de départ » aux autorités irakiennes, ainsi que d'innombrables bakchichs sollicités à chaque démarche et au long de la route par des fonctionnaires irakiens sous-payés.

Les véritables épreuves commencent à Amman, à Istanbul ou Ankara. Le « visa d'accueil » du gouvernement jordanien ne les autorise pas à travailler. De plus, il est provisoire. Les exilés se trouvent donc rapidement en situation irrégulière, à la merci soit de patrons trop heureux de trouver une main-d'œuvre docile et pas chère, soit de la police qui, de temps à autre, effectue des descentes sur les lieux de travail.

Les coupables risquent l'expulsion vers leur pays d'origine, cet Irak frappé d'un embargo qui n'empêche ni certaines élites de s'enrichir ni son président de réaliser les investissements qu'il juge prioritaires.

De rares privilégiés ont assez d'économies pour s'installer durablement en Jordanie. Mais la plupart tirent le diable par la queue en attendant un visa douteux vers un pays supposé prospère. Leur permis de séjour en Jordanie, expiré, ils se trouvent dans une situation plus précaire que jamais. Les petits boulots, le système D, la prostitution, mais aussi le dévouement de certaines paroisses chrétiennes et de quelques bénévoles leur permettent de survivre. S'ils

de l'Anatolie, et qui attendent dans les hôtels minables d'Istanbul l'occasion d'aller plus loin vers l'ouest.

D'émigrants, ils sont devenus clandestins. Leur sort dépend désormais de passeurs qui leur fournissent des faux passeports, des faux visas, parfois même de faux guides. Ils y laissent leurs économies. Certains comptent sur la mansuétude relative d'Athènes qu'ils atteignent via la Bulgarie et ses montagnes, ou bien par un bateau qui accoste sur une île grecque. A partir de là, ils doivent se débrouiller. D'autres tentent les côtes italiennes ou directement l'Europe du Nord par camion. Les côtes françaises figurent, depuis ce week-end, sur leur plan de route.

Pendant ce temps, à Bagdad, dans certains quartiers et certaines demeures, le champagne et le whisky coulent à flots. Les vitrines de cer-

La plupart tirent le diable par la queue en attendant un visa douteux vers un pays supposé prospère

taines boutiques débordent de produits de qualité. Des universités et des ministères choyés par le pouvoir s'équipent enfin en matériel moderne et en ordinateurs achetés grâce à la contrebande de pétrole.

Dans les régions nord sous administration kurde, on mange mieux grâce au commerce avec la Turquie, mais on vit toujours mal. Influencées par leurs origines tribales, les factions kurdes n'ont toujours pas décidé de gérer leur territoire comme un Etat en puissance.

D'autres essayent encore. Ils prennent un visa pour une destination improbable, Cuba notamment à cause d'une escale obligatoire à Madrid. Dans la capitale espagnole, ils brûlent leurs documents de voyage et réclament l'asile politique.

En fin de compte, le cheminement des Irakiens d'Amman rejoint souvent celui de leurs compatriotes, arabes ou kurdes, qui ont choisi la route

de l'Anatolie, et qui attendent dans les hôtels minables d'Istanbul l'occasion d'aller plus loin vers l'ouest.

Une manne pour les mafias turques

Istanbul :
Eric Biégala

« Les Kurdes d'Irak ? Pour les passeurs, c'est du pain béni : ils peuvent payer 1 000 dollars et plus pour un voyage... En général ils n'ont plus rien à perdre », assure Marco, un Sénégalais de 25 ans, lui-même candidat à l'exil vers la « terre promise » européenne.

Comme une trentaine d'autres Africains, Marco tente de faire quelques économies à Istanbul pour payer son passage clandestin vers l'Europe. Ce dimanche, il vend des fausses Rolex au marché d'Eminönü, dans le centre-ville. « Nous, on a toujours quelque chose qui nous attend au pays et si ça ne marche pas on peut y rentrer... Les Kurdes, eux, vendent tout ce qu'ils ont : bétail, maison et ils ont donc davantage à offrir aux passeurs », explique encore Marco.

La plaque tournante stanbouliote regorge en effet de ces transitaires sans scrupules qui ont monté d'impressionnantes filières internationales pour faire passer les clandestins en Europe, quel que soit leur pays d'origine. La moins chère consiste à rejoindre la Grèce à pied, en traversant le fleuve Evros et les marais de son delta. Le voyage est long, épuisant et nullement garanti. « Il y a de bonnes chances de se perdre dans les forêts et puis c'est dangereux », affirme Tafa, jeune Sénégalais de 21 ans, également candidat au voyage. Grèce et Turquie sont souvent à couteaux tirés et la frontière regorge de champs de mines...

La filière la plus communément empruntée consiste donc à s'embarquer dans l'une des multiples criques de la façade égéenne turque. Pour quelques centaines de dollars, une barque de pêche non pontée peut emmener l'impétrant vers la Grèce... c'est-à-dire en fait vers l'un des 3 000 îlots grecs de l'Égée à quelques encablures de la côte turque. Il faudra encore regagner le continent et de là passer dans le reste de l'Europe, en général via l'Albanie. A partir de 1 000 dollars, un

cargo peut déposer les clandestins directement en Grèce ou en Italie. Ces navires sont en général en piteux état et les accidents ne sont pas rares.

Début janvier, le *Pati* un cargo battant pavillon géorgien, à l'équipage albanais commandé par un capitaine grec, coulait après s'être drossé sur les rochers de la côte turque. Seul un tiers de la centaine de clandestins qui avaient embarqué quelques heures plus tôt put être sauvé. Les passagers du *Pati* venaient du Pakistan, d'Inde, d'Afghanistan... mais les candidats à l'exil les plus nombreux à employer les filières turques sont évidemment les Kurdes.

Jusqu'à très récemment, ceux de Turquie bénéficiaient d'un passeport leur donnant accès à la Bosnie-Herzégovine sans visa. Les avions faisant la liaison entre Istanbul et Sarajevo étaient pleins à craquer de ces jeunes cherchant à gagner l'Europe via la Bosnie et la Croatie.

A l'automne dernier, plusieurs accidents ont révélé la filière et la Bosnie fut contrainte d'imposer un visa pour les « touristes » venus de Turquie. Quant aux Kurdes d'Irak, c'est souvent par familles entières qu'ils quittent leur pays. Le Kurdistan irakien, au nord du pays, n'est plus contrôlé par Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe. Deux factions kurdes rivales s'y affrontent par intermittences, avec l'aide intéressée de l'Iran, de la Turquie et des agents de Bagdad, tandis que les Américains veulent y construire une force d'opposition à Saddam Hussein.

Dans cet imbroglio où se mêlent services secrets, « peshmergas » (combattants kurdes) ralliés à l'une ou l'autre cause, armée turque - qui dispose d'environ 8 000 hommes sur place pour y combattre le PKK -, rien de plus facile que de vendre sa propriété à un représentant de l'une des factions. Quant à voyager en Turquie, il suffit d'obtenir un passeport et un visa. L'année dernière, ceux-ci se monnaient autour de 200 dollars pièce sur le marché d'Arbil, l'une des principales villes du Kurdistan irakien.

Sur le littoral des Pouilles, la noria des illégaux

Rome :
Richard Heuzé

Un moment suspendu en raison du mauvais temps, les débarquements de clandestins en provenance d'Albanie ont repris de plus belle ces jours-ci. Entre 50 et 100 arrivent chaque nuit sur le littoral des Pouilles. Hier matin, les carabiniers en ont intercepté 130 sur les plages, dont 95 Irakiens d'ethnie kurde, des familles entières, encore éprouvées par la traversée du détroit d'Otrante à bord des canots rapides de la mafia albanaise.

Le traitement des clandestins est désormais affaire de routine sur le littoral des Pouilles. Ceux d'origine albanaise - une trentaine en tout - ont été conduits dans une caserne en attendant d'être rapatriés par le premier car ferry.

Les Kurdes, en revanche, sont considérés comme des réfugiés politiques, faisant l'objet d'une protection spéciale conformément à la législation internationale. Ils ont été emmenés au centre d'accueil Regina Pacis de Lecce, géré par l'évêché. La Caritas italienne les a soignés, nourris et leur a donné des vêtements propres. En attendant qu'ils soient identifiés et pourvus de documents provisoires. Le ministre de l'Intérieur, Gerardo Bianco, rappelait récemment qu'il existe en Italie onze centres d'accueil temporaire et deux d'identification, avec

une capacité totale de 1 500 places. Tous les immigrés en situation irrégulière y séjournent au maximum trente jours, le temps d'être identifié. Ceux qui ne sont pas considérés comme des réfugiés politiques sont renvoyés dans leur pays, en vertu d'accords de réadmission (l'Italie en a signé avec 23 pays : cela a été le cas l'an dernier pour 60 000 clandestins et pour 187 000 depuis trois ans, selon M. Bianco).

Bon nombre de Kurdes ne demandent pas l'asile politique à l'Italie, mais préfèrent poursuivre leur route vers le nord de l'Europe, pour rejoindre parents ou amis en Allemagne et en GB. De source policière, on estimait hier à Rome que l'arrivée de l'*East Sea* à Boulouris marque un changement de stratégie des trafiquants, qui cherchent à tester le réseau de surveillance maritime de la France.

Depuis un an, l'Italie a renforcé la protection de ses côtes, à terre et en mer. A chaque alerte, les gardes-côtes prennent la mer. Cela a été le cas il y a vingt jours, quand ceux de Bari ont capté un SOS suspect. Mais cela fait cinq mois qu'aucun cargo n'a délivré sa cargaison de réfugiés sur les côtes italiennes. Le dernier a été une épave turque complètement rouillée, le *Nilderya*, qui s'est échouée le 24 septembre près de Crotona, en Calabre, avec environ 600 réfugiés, en majorité des Turcs et des Kurdes. Un arrive-
vage ordinaire.

LE FIGARO LUNDI 19 FÉVRIER 2001

ÉTATS-UNIS/IRAK *Chef d'état-major, il avait gagné la guerre de Bush père en 1991, secrétaire d'Etat, il doit réussir la politique de Bush fils*

Powell: après les frappes, la diplomatie

Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell entamera samedi prochain sa première tournée au Proche-Orient. Chef d'état-major interarmes durant la guerre du Golfe en 1990-1991, Colin Powell a pour mission de plaider auprès des alliés de Washington pour une application plus stricte des sanctions contre l'Irak alors que l'aviation américano-britannique a effectué vendredi dernier une série de raids aux environs de Bagdad.

Washington :
Jean-Jacques Mével

Au bout de la guerre du Golfe, le général Colin Powell jurait que le président irakien ne survivrait pas plus de six mois à la punition infligée par les États-Unis et par les troupes alliées. Dix ans plus

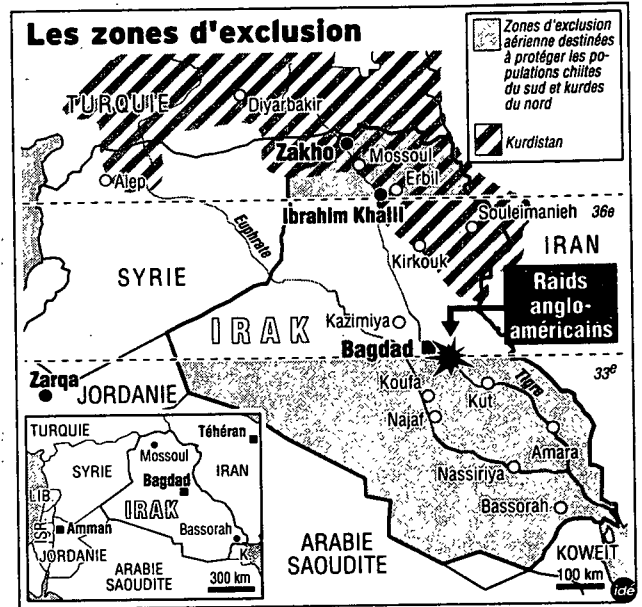
tard, Saddam Hussein est toujours là et c'est au secrétaire d'Etat Colin Powell qu'un autre président Bush vient de confier la tâche la plus difficile : reprendre tout le dossier à zéro.

Comme sur un claquement de doigts, W. Bush a fait de l'Irak une priorité de sa politique en ordonnant une attaque aérienne au sud de Bagdad, à la veille du week-end. Saddam Hussein, un temps éclipsé par le terroriste saoudien Oussama ben Laden, retrouve d'un seul coup son rôle d'ennemi public n° 1. Quant à la presse américaine, elle salue, presque unanime, ce qu'elle considère être le « bon départ » du président républicain sur la scène internationale.

Après le coup d'éclat, il reste pourtant à donner de la consistance à ce que George W. Bush annonçait vendredi comme « une politique étrangère active, faite de cohérence et de fermeté ». Colin Powell a aban-

donné la tenue de combat pour le costume sombre des plénipotentiaires. Mais la partie qu'il engage désormais pour le fils est aussi cruciale que celle qu'il avait gagnée pour le père, en 1991. Les yeux seront braqués sur le général-diplomate lorsqu'il entamera samedi son premier voyage au Proche-Orient.

Pour la Maison-Blanche, l'Irak ne peut faire l'objet d'aucune faiblesse. La raison stratégique est connue : le raïs de Bagdad reste une menace sur les monarchies du Golfe, région qui abrite les deux tiers des réserves pétrolières prouvées de la planète. S'y ajoute une considération tactique : l'élection de l'inflexible



LE FIGARO LUNDI 19 FÉVRIER 2001



Manifestation samedi à Bagdad contre les bombardements américains et anglais. (Photo Faleh Kheiber/Reuter.)

Ariel Sharon en Israël pourrait bien enflammer le monde arabe et Washington ne tient pas à voir Saddam Hussein s'emparer une fois de plus de cette bannière-là. A défaut de l'éliminer, il faut donc pouvoir l'isoler.

La manière forte ne règle rien et Powell, cerveau de la guerre du Golfe, est bien placé pour le savoir. Même avec un second président Bush à leur tête, les États-Unis n'ont pas plus envie d'en finir *manu militari* avec le régime irakien qu'en février 1991, quand la route de Bagdad semblait ouverte. W. Bush, comme ses prédécesseurs, a fini par répudier publiquement un autre serpent de mer : l'assassinat de Saddam Hussein dans un complot téléguidé par la CIA.

Les autres cartes militaires ne sont pas encourageantes. L'opposition irakienne, basée à

Londres, s'apprête à recevoir son premier chèque de l'Administration Bush. Mais elle est divisée et le nouveau secrétaire d'État en a déjà souligné la faiblesse devant des sénateurs trop empressés : « Elle pourrait être efficace, une fois sur le terrain. » Comprendre : en Irak, elle est tout à fait inexistante.

Faute de mieux, reste une dernière option : les frappes aériennes, dont Bill Clinton avait usé comme George W. Bush pour faire passer le message, aux premiers mois de sa présidence. La leçon de 2001 risque d'être la même que celle tirée dès l'été 1993 par le chef d'état-major interarmes de l'époque, Colin Powell bien sûr : ces « coups d'épingle » n'ont qu'une valeur d'avertissement. Par eux-mêmes, ils ne mènent nulle part. L'ultime espoir américain de

faire plier Bagdad réside encore dans les sanctions internationales. Non pas qu'elles aient été efficaces. Imposées à l'été 1990, elles visèrent d'abord à forcer l'évacuation du Koweït. Puis à imposer le désarmement de l'Irak, après la « Tempête du désert ». Plus ou moins discrètement, Washington espérait aussi qu'elles conduiraient à l'écroulement du régime. Au bout du compte, le résultat est un échec sur les trois fronts et l'éclatement progressif d'une coalition anti-Saddam dont les États-Unis et la Grande-Bretagne restent les deux seuls piliers.

A Damas, au Caire, à Riad et même à Amman, la tâche qui attend Colin Powell est de renouer les liens distendus depuis dix ans, puis de reconstruire une alliance régionale contre Bagdad. Familier des capitales arabes, le

général devra surtout convaincre que le but des États-Unis est de priver l'Irak de son arsenal de mort, plutôt que de poursuivre contre Saddam Hussein de vaines chimères dont 20 millions d'Irakiens paient chèrement le prix depuis une décennie.

Signe révélateur et au contraire de Bill Clinton, le président Bush s'est bien gardé de faire apparaître les frappes de vendredi comme un conflit personnel avec le maître de Bagdad. Washington bruisse aussi de commentaires sur la nécessité d'appliquer des « sanctions intelligentes » contre l'Irak, une façon de reconnaître que toutes celles qui ont précédé ne l'étaient pas vraiment. Comme il y a dix ans, le défi pour Colin Powell sera d'arrêter la stratégie et d'en convaincre les alliés.

Le double message du secrétaire d'État

LE FIGARO LUNDI 19 FÉVRIER 2001

New York :
Jean-Louis Turlin

Il y a ce qui se décide à Washington d'une part et de l'autre, ce qui se négocie à New York c'est-à-dire aux Nations unies.

C'était en substance le message du nouveau secrétaire d'État américain aux ambassadeurs des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, qu'il avait rencontrés mercredi dernier à New York. Deux jours plus tard, les bombardements sur Bagdad ont conduit les interlocuteurs de Colin Powell à interpréter son message sous un jour différent de l'impression que leur avait donnée la modération de son langage.

L'Administration Bush a la ferme intention de travailler étroitement avec l'ONU à la recherche d'une solution pour obtenir le retour des inspecteurs en Irak, a indiqué en substance le chef de la diplomatie américaine.

Première déduction, vraie : quoi que dise ou laisse dire Washington sur la volonté du fils Bush de régler les comptes de son père avec Saddam Hussein, le nouveau président est



Colin Powell entamera samedi son premier voyage au Proche-Orient. (Photo Kenneth Lambert/AP.)

prêt à repenser le problème pour redonner une chance à la diplomatie.

Seconde déduction, fautive : le moment n'est pas venu de recourir à une nouvelle démonstration de force.

A première vue, Washington manque de cohérence. En sortant d'un tête-à-tête avec le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan mercredi, Colin Powell a rappelé aux journalistes le souci numéro un des Améri-

cains et des Nations unies : les dirigeants irakiens « doivent se débarrasser de leurs armes de destruction massive, nous savons qu'ils en fabriquent et en possèdent depuis des années ».

Le retour des inspecteurs en Irak est donc impératif mais lié au bon vouloir de Saddam Hussein. Or les inspections se heurtent au refus irakien depuis la dernière campagne de bombardements anglo-améri-

cains au nord du 33^e parallèle en 1998.

Les raids de vendredi dernier ne sont pas la meilleure façon de sortir de l'impasse, à en croire la violence verbale des réactions à chaud de Bagdad. Reste à savoir si l'Irak et son allié russe saisiront le Conseil de sécurité. Ou si fina-

Les Américains souhaitent que les Irakiens « se débarrassent de leurs armes de destruction massive »

lement le coup de poing sur la table, dont Washington n'a d'ailleurs cessé de relativiser l'importance, n'est ressenti que comme un rappel à l'ordre justifié par des menaces sur les avions américains et britanniques. « Les règles du jeu n'ont pas changé, estime un diplomate occidental. Leur rappel ne signifie pas nécessairement l'amorce d'une nouvelle stratégie américaine. »

Colin Powell a, en réalité, voulu mettre en garde le Conseil de sécurité contre toute interprétation hâtive : la

volonté de coopération avec l'ONU n'empêchera pas les Etats-Unis de faire respecter les résolutions onusiennes ; inversement, les coups de poing de Washington ne remettent pas en cause le choix de négocier à New York.

Là où réside sans doute la véritable incohérence de la po-

sition américaine, c'est sur le fond : comment convaincre Saddam Hussein d'autoriser le retour des inspecteurs sans perspective de levée des sanctions ?

Comment l'ambassadeur si l'objectif de Washington reste son élimination avec l'appui américain à ses adversaires. Colin Powell a indiqué qu'il allait voir ce que ces opposants pouvaient faire pour « soutenir notre politique ».

Le problème, tel que le voit

le représentant permanent de la France à l'ONU, Jean-David Levitte, c'est que « les Américains ne peuvent pas avoir deux politiques, l'une à New York pour négocier le retour des inspecteurs, l'autre à Washington pour déclencher des bombardements ».

Colère et désapprobation

L'Irak s'en est violemment pris hier au président américain George W. Bush qualifié de « nain de la Maison noire » et de « criminel », alors que les manifestations anti-américaines se poursuivaient dans le pays. Hier plus de 10 000 personnes sont descendues dans les rues de la capitale irakienne à l'appel du Parti Baas au pouvoir. L'Irak a adressé une lettre au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, afin que les Nations unies condamnent les raids. Les raids américano-britanniques sur Bagdad ont suscité la colère dans le monde arabe qui y voit un signe de la détermination de la nouvelle Administration américaine de « poursuivre son agression ». En Europe, beaucoup ne cachent pas leur désapprobation, tandis que

Londres justifiait la participation de huit appareils de la RAF à l'opération sur l'Irak.

« Nous avons agi aux côtés des Etats-Unis, notre allié le plus proche, sous le dernier gouvernement américain comme sous l'actuel », déclarait le ministre britannique de la Défense, Geoff Hoon. « C'était une opération conjointe et une décision conjointe », a affirmé le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook.

□ LIGUE ARABE : le secrétaire général, Esmat Abdel Meguid, a qualifié les attaques « d'injustifiées » et ajouté qu'elles avaient « suscité la colère du monde arabe ».

□ TERRITOIRES PALESTINIENS : plusieurs centaines de Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, se sont rassemblés pour protester contre les raids, tirant des coups de feu et brandissant des portraits de Saddam Hussein et de Yasser Arafat.

□ JORDANIE : le ministre jordanien des Affaires étrangères a condamné les raids, qui ne

font qu'accroître l'instabilité au Proche-Orient.

□ EGYPTÉ : le Parlement a qualifié les frappes « d'agression contre le peuple irakien ».

□ TURQUIE : Ankara juge « très graves » les attaques sur Bagdad et espère que « de tels incidents ne se reproduiront plus ». Le premier ministre Bulent Ecevit a regretté ne pas avoir été prévenu par Washington. « Il existe des liens privilégiés entre la Turquie et les Etats-Unis sur la question irakienne. L'administration américaine aurait dû nous prévenir à l'avance », a-t-il déclaré.

□ IRAN : Téhéran, malgré ses différends avec Bagdad, a dénoncé ces raids comme « les signes de l'aventurisme » de la nouvelle Administration américaine.

□ PAYS DU GOLFE : silence embarrassé dans les monarchies pétrolières. L'Arabie Saoudite et le Koweït n'ont pas réagi aux accusations de Bagdad de « complicité de crimes » pour avoir autorisé

les appareils américains et britanniques à survoler leur territoire.

□ FRANCE : le ministère des Affaires étrangères a déploré les bombardements opérés sur la capitale irakienne. « Outre les victimes qu'elles provoquent parmi la population civile, ces opérations entretiennent aujourd'hui une tension domageable à la mise en œuvre d'une solution concertée au problème irakien, conformément aux objectifs du Conseil de sécurité », écrit le Quai d'Orsay dans un communiqué. Paris rappelle qu'il a suspendu sa participation dès décembre 1998 à l'opération de surveillance aérienne de l'Irak. La France a demandé des « explications » à l'Administration américaine.

□ RUSSIE : le président russe Vladimir Poutine a estimé que « de pareilles actions non provoquées ne contribuent pas au règlement de la situation irakienne qui peut et doit être politique ».

LE FIGARO LUNDI 19 FÉVRIER 2001

Israël redoute un effet dominos

Jérusalem :
Marc Henry

Israël a appris à prendre Saddam Hussein très au sérieux depuis les trente missiles Scud irakiens qui se sont abattus en 1991 sur Tel-Aviv et Haïfa.

Un dangereux précédent que les attaques aériennes anglo-américaines de ce week-end ont remis en mémoire. Les responsables militaires ont attisé cette inquiétude en évoquant un axe qui regrouperait les trois principaux ennemis de l'Etat hébreu : l'Irak, l'Iran et la Syrie.

« Le rapprochement de ces

pays peut provoquer une escalade de la violence et dégénérer en une confrontation limitée avec la Syrie notamment », a affirmé hier Ephraïm Sneh, le vice-ministre de la Défense. Selon lui, l'Irak, qui n'est plus soumis depuis deux ans et demi à des contrôles internationaux pour ses programmes d'armement, continue à développer des missiles balistiques à longue portée, susceptibles d'atteindre le territoire israélien, ainsi que des armes biologiques, chimiques et nucléaires.

Au passage, Ephraïm Sneh ne manque pas d'égratigner certains pays occidentaux, grâce auxquels l'Irak est par-

venue « à sortir de son isolement », allusion à l'Europe et à la France en particulier. Vis-à-vis des Etats-Unis, en revanche, le soutien est total, teinté toutefois d'une légère pointe d'amertume provoquée par le refus de George W. Bush d'avertir Israël d'une attaque imminente dans la région de Bagdad.

« Nous devons rester très vigilants car Saddam Hussein a toujours su mettre à exécution ce qu'il avait annoncé », ajoute Ephraïm Sneh. Et, dans le cadre de cette vigilance, des militaires israéliens et américains vont effectuer, à partir d'aujourd'hui jusqu'au 24 février, des exercices de tirs de missiles anti-missiles

Patriot. Mais, pour le moment, aucune mesure concrète n'a été prise pour la défense passive. La population n'a pas été appelée à s'équiper en masques à gaz ou à aller les faire vérifier auprès des centres de distribution de l'armée.

Sur le terrain, toutefois, la tension ne cesse de monter, notamment à la frontière libanaise. La milice chiite libanaise du Hezbollah, soutenue par la Syrie, a tué un soldat israélien en tirant des roquettes contre des chars dans un secteur contesté du Liban-Sud. Israël a répliqué en faisant donner l'artillerie.

« Nous ne souhaitons pas ouvrir un front supplémen-

taire », souligne Ephraïm Sneh pour justifier la réponse limitée de l'armée israélienne. Des bombardements massifs risqueraient en effet d'impliquer la Syrie, véritable patron au Liban, alors que Saddam Hussein a proclamé ces derniers mois qu'il aiderait Damas en cas d'affrontement militaire avec l'Etat hébreu.

Pour compliquer ce jeu de dominos très délicat, le Hezbollah est appuyé en fonds et en armes par l'Iran. Résultat : des représailles israéliennes qui seraient jugées « disproportionnées » risqueraient d'accélérer la constitution d'un front Irak-Iran-Syrie, que l'Etat hébreu affirme redouter.

Bush inaugure en Irak sa « politique étrangère active »

Une décennie après la guerre du Golfe, déclenchée par son père, George W. Bush a fait de l'Irak une priorité de sa politique extérieure, en ordonnant les premiers raids aériens sur Bagdad depuis deux ans. Ce coup d'éclat est la première illustration de ce que le nouveau président américain a qualifié de « *politique étrangère active, faite de cohérence et de fermeté* ». C'est à Colin Powell, l'ancien chef d'état-major interarmes de son père, que George Bush Jr. a confié la tâche de reprendre le dossier irakien à zéro. Car, pour Washington, Saddam Hussein reste « la » menace sur les monarchies du Golfe, région qui abrite les deux tiers des réserves pétrolières prouvées du monde. En outre, les Etats-Unis ne veulent pas que le dictateur profite de l'élection d'Ariel Sharon pour prendre la tête d'une croisade anti-israélienne. Israël prend cette menace très au sérieux, en évoquant un axe

qui regrouperait les trois principaux ennemis de l'Etat hébreu : l'Irak, l'Iran et la Syrie.

L'avertissement musclé américano-britannique a provoqué colère dans le monde arabe et réprobation en Europe. A Bagdad, plus de 10 000 personnes ont manifesté contre « *le nain criminel* », alias George W. Bush.

Plusieurs centaines de Palestiniens des Territoires se sont rassemblés, tirant des coups de feu et brandissant des portraits de Saddam Hussein et de Yasser Arafat. Amman, Le Caire et Téhéran ont unanimement condamné ces raids.

En France, le ministère des Affaires étrangères a déploré les bombardements notant que « *ces opérations entretiennent aujourd'hui une tension dommageable à la mise en œuvre d'une solution concertée au problème irakien, conformément aux objectifs du Conseil de sécurité* ».

Saddam, « héros » arabe

Claude Lorieux

A six semaines du sommet arabe d'Amman, George Bush junior offre sans doute à Saddam Hussein ce dont il rêvait : une auréole de héros et de martyr face à l'« impérialisme américain ».

Les dirigeants arabes ne sont pas dupes. Ils connaissent Saddam Hussein, ses roueries et son imprévisibilité. Ils se savent liés, bon gré mal gré, à l'Amérique, qu'elle soit dirigée par Clinton ou par Bush. Mais ils ressentent depuis quelques mois de profondes frustrations.

Les rois et les présidents, qui se retrouveront dans la capitale jordanienne pour leur premier « sommet ordinaire », sont à la fois poussés en avant par une opinion survoltée par les affrontements israélo-palestiniens, et

naïves arabes le savent mieux que quiconque.

Le coup de semonce du tandem George Bush-Colin Powell gênera d'autant plus les pays de la région que plusieurs d'entre eux, y compris de vieux alliés de l'Amérique, ont commencé à se rapprocher du « régime voyou » (*rogue state*) de Bagdad. Les Saoudiens font déjà un peu de commerce avec l'Irak. La Turquie vient de rétablir ses relations au niveau non plus seulement des chargés d'affaires, mais des ambassadeurs. La Syrie a rouvert une portion du pipe-line Kirkouk-Banyas.

Bagdad ne manquera pas de reprocher encore une fois aux dirigeants saoudiens ou turcs de laisser les chasseurs-bombardiers américains et anglais de décoller de leur territoire pour attaquer des cibles irakiennes.

En frappant d'entrée de jeu l'Irak, la nouvelle administration

américaine indique également peut-être que, si sa stratégie du « double endiguement » devait être modifiée, ce serait en faveur de Téhéran plutôt que de Bagdad. Les experts tiennent en effet que, malgré la pression des milieux d'affaires,

Depuis la reprise de l'intifada palestinienne, Saddam Hussein peaufine son image de « champion de la lutte contre le sionisme »

soucieux de la remontée en puissance de l'Irak, perceptible aux sommets arabe du Caire et islamique de Doha à la fin de l'année dernière.

Un raidissement supplémentaire des Etats arabes à l'égard d'Israël était attendu. Il leur fallait bien réagir à l'élection triomphale d'Ariel Sharon.

Le bombardement des faubourgs de Bagdad ne peut que conforter les partisans de la fermeté, sauf coup de théâtre toujours possible dès qu'il s'agit de l'Irak.

L'Irak sera présente au sommet d'Amman. Depuis la reprise de l'intifada palestinienne, Saddam Hussein peaufine son image de « champion de la lutte contre le sionisme ». Il a organisé des manifestations de masse et même levé une gigantesque armée de « volontaires » pour la « Libération de Jérusalem ». Le rais n'en est pas à une surenchère près. Ses parte-

Washington ne peut baisser la garde vis-à-vis des deux pays à la fois. Quant aux compagnies pétrolières américaines, elles accèdent, sinon aux contrats d'exploitation « en pointillé » que paraphent leurs rivaux européens - dans l'attente de la levée de l'embargo -, du moins au pétrole sorti en contrebande d'Irak. Ce pétrole parvient notamment à des raffineries de Californie.

Sur le plan intérieur, les raids du week-end ne peuvent que renforcer l'obsession sécuritaire du maître de Bagdad. Son fils cadet Kussai, en qui certains verraient déjà son héritier, a la haute main sur ce dossier essentiel. En dépit des dollars accordés par la CIA, l'opposition irakienne n'a pas brillé par son activité. Le « coup de Bagdad » peut lui redonner quelque espoir. Il peut aussi fournir aux autorités irakiennes de bonnes raisons de maintenir la pression sur la population...

Danielle Mitterrand : "Accueillons ces réfugiés"

Propos recueillis par :

Jean-Pierre BEDEI

Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, a toujours défendu la cause des Kurdes. Elle souhaite que ceux qui sont arrivés samedi sur la côte varoise soient considérés comme des réfugiés politiques.

France Soir. – Comment réagissez-vous à l'arrivée des 900 Kurdes ?

Danielle Mitterrand. – Je n'ai pas été étonnée. Et à mon avis, ce ne sera pas le dernier bateau de réfugiés. Il s'agit malheureusement d'une sorte de service après-vente. On a vendu beaucoup trop d'armes à Saddam Hussein qui les a utilisées contre les Kurdes. Aujourd'hui, ses victimes jouent chez nous.

Que faut-il en faire ?

D.M. – Il faut les recevoir dignement, avec humanité, et ne pas les faire attendre trop longtemps dans un centre d'accueil. Doit-on les considérer comme des clandestins



Danielle Mitterrand sera aujourd'hui auprès des réfugiés Kurdes. Photo F. Travert (F.S.)

ou des réfugiés politiques ?

D.M. – Il est difficile de les assimiler à des clandestins puisque, maintenant, tout le monde les connaît. Il ne faut pas les traiter au cas par cas car cela risque d'être très long.

Daniel Vaillant a pourtant dit que ces réfugiés seraient traités au « cas par cas ». Vous trouvez le gouvernement trop répressif ?

D.M. – Il faut savoir assu-

mer ses responsabilités. Il convient de repenser notre politique et prendre en considération tous ces gens qui fuient l'oppression dans leur pays. Enfin, nous devons avoir le courage de ne pas reconnaître comme des démocraties des pays qui n'en sont pas, tels que ceux qui sont concernés par la question kurde. Tant que nous ne le ferons pas, nous rencon-

trons ce type de problèmes. En tout cas, il n'est pas question de renvoyer ces réfugiés dans leur pays. Depuis 1989, des centaines de Kurdes que j'avais rencontrés dans des camps en Turquie, se sont intégrés en France. Leurs enfants ont fait leurs études ici et ils se sont très bien adaptés. Pourquoi en serait-il différemment avec ceux qui viennent d'arriver ?

Fillières de trafic

Lionel Jospin a déclaré qu'il « fallait accueillir humainement les réfugiés mais traiter ce genre de question de façon à ne pas donner une sorte de prime à ces transports d'hommes ou de femmes ». Votre position ne risque-t-elle pas précisément de renforcer ces trafics ?

D.M. – Ma position ne diffère pas de celle de Monsieur Jospin en ce qui concerne l'accueil humain et digne de cette population. Je pense aussi que le gouvernement prendra des mesures nécessaires contre les filières

de trafic d'immigrés clandestins.

Mais accepter ces réfugiés n'est-ce pas ouvrir la voie à de nouveaux flux migratoires illégaux ?

D.M. – Demandons-nous plutôt qui sont ces Kurdes et pourquoi ils viennent chez nous ? Leur arrivée sur notre territoire nous rappelle l'existence de plus de 25 millions de personnes divisées entre quatre pays, dépossédées du droit d'avoir un Etat au lendemain de la Première Guerre mondiale, et qui sont persécutées sur leur propre territoire par des régimes dictatoriaux. Notre devoir à nous, Européens, est de soutenir les revendications démocratiques et pacifiques des Kurdes pour la reconnaissance de leurs droits, et de les accueillir comme réfugiés politiques lorsqu'ils arrivent chez nous.

Comptez-vous faire un geste en leur direction ?

D.M. – Je me rends aujourd'hui sur place. J'irai à leur rencontre et je leur souhaiterai la bienvenue.

Echappés du joug antikurde de Saddam Beaucoup viennent de la zone non protégée par l'ONU.



La plupart des réfugiés de l'East Sea affirment être originaires de Mossoul, la grande ville du nord-ouest de l'Irak, peuplée en majorité de Kurdes mais située hors de la « zone de protection » ins-

tituée en avril 1991 par l'ONU au nord du 36^e parallèle. « Près de deux millions de Kurdes irakiens vivent hors de cette zone, notamment à Mossoul et Kirkouk qui sont des centres de production pétrolière. Les au-

torités de Bagdad ont accentué leur politique d'arabisation forcée et expulsent un nombre croissant de Kurdes », explique Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, qui souligne que la plupart des réfugiés arrivés ces derniers temps en Occident « proviennent de ces régions restées sous contrôle de Saddam Hussein ». Ils viennent directement ou font étape par la « zone de sécurité » où plusieurs dizaines de milliers d'entre eux s'entassent dans des campements de fortune.

Situation instable. En revanche, les trois millions de Kurdes sous protection de l'ONU vivent aujourd'hui un peu mieux. Quatre milliards de dollars depuis 1997, provenant du programme onusien dit « pétrole contre nourriture », ont donné un peu d'oxygène à l'économie locale. Une ti-

midé renaissance permise par l'arrêt des combats entre les deux principales factions kurdes, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan). Mais la situation reste instable, comme en témoigne l'assassinat hier du gouverneur d'Erbil, la capitale de l'entité kurde. Au nord, l'armée turque, aidée des Kurdes irakiens, mène par ailleurs de fréquentes incursions pour traquer les derniers maquis des rebelles kurdes de Turquie du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Certains des réfugiés viendraient aussi de Syrie, notamment de la ville d'al-Qamishli, frontalière de la Turquie. Une représen-

**«Bagdad a accentué sa politique d'arabisation forcée et expulsé un nombre croissant de Kurdes des zones de Mossoul et de Kirkouk.»
Le président de l'Institut kurde de Paris**

tante du Comité suédois de soutien aux Kurdes syriens, Novin Harsan, a affirmé à l'AFP avoir reconnu certains de ses concitoyens sur les images. Près d'un million et demi de Kurdes résident en Syrie sans bénéficier d'aucun droits culturels. *«Plus de 300000 sont de véritables parias dans leur propre pays, privés de papiers et interdits d'emplois publics»*, affirme Kendal Nezan. Pour raisons de sécurité, ces familles avaient été expulsées en 1963-1964 de la zone limrophe de la Turquie.

La majorité des clandestins de l'*East Sea* refusent de donner des détails précis sur l'itinéraire suivi pour arriver jusqu'au port d'Iskenderun (ex-Alexandrette), au sud de la Turquie, près duquel ils ont embar-

qué. Ils ont rejoint le vraquier resté au large par de petites embarcations. Ce bateau battant pavillon cambodgien a été enregistré auprès de la Lloyd's au nom d'une société de Tartous (Syrie) dénommée «Mohamed Ali Alaal and Partners».

«Sale guerre». Ces émigrants ont-ils franchi la frontière syro-turque, hérissée de barbelés et de champs de mine? Cela impliquerait la complicité active de la Syrie. Ont-ils plutôt traversé la frontière entre l'Irak et la Turquie, beaucoup plus perméable, avant de rejoindre Iskenderun? C'est ce qu'affirment la plupart d'entre eux. Des Kurdes de Turquie étaient aussi du voyage. Les affrontements ont cessé depuis deux ans, mais la situation y reste très précaire après treize ans de «sale guerre» contre le PKK, qui a fait plus de 40000 morts et déplacé près de trois millions de personnes ●

MARC SEMO

Les Kurdes réclament asile

Depuis samedi et le naufrage de l'*East Sea* à Saint-Raphaël (Var) avec à son bord près d'un millier d'hommes, femmes et enfants, des dispositions particulières pour améliorer la surveillance du littoral ont été prises pour parer à l'arrivée éventuelle d'autres cargos du même type. Le capitaine irakien de ce navire battant pavillon cambodgien, domicilié en Syrie, est toujours recherché par la police. En attendant, les fonctionnaires des préfectures de la région et la police des frontières s'activent auprès des réfugiés pour recueillir les renseignements *« qui permettront au mi-*

nistère d'apprécier s'ils sont susceptibles de relever de l'asile politique », a précisé hier Daniel Canepa, préfet du Var.

Tandis que Danielle Mitterrand a annoncé qu'elle se rendrait auprès des réfugiés aujourd'hui, le porte-parole du PS, Vincent Peillon, a réaffirmé hier que les naufragés de l'*East Sea* devaient être traités dans le respect des règles pour ne pas créer *« un fâcheux précédent »*. Une polémique a cependant surgi sur la légalité de la zone d'attente créée dans un camp militaire de Fréjus : deux associations, le Gisti et la Cimade, estiment

en effet que la création de cette zone, alors que les naufragés avaient déjà pénétré sur le territoire français, n'est pas réglementaire et ils porteront la question demain devant les juges chargés de statuer sur leur maintien en rétention.

L'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) n'interviendra que lorsqu'il sera saisi des demandes d'asile politique, préalablement validées

LE FIGARO MARDI 20 FÉVRIER 2001



La vie quotidienne a déjà repris son cours dans les bâtiments de la caserne Lecoq où sont hébergés les Kurdes d'Irak naufragés. (Photo Lionel Cironneau/AP.)

par le ministère de l'Intérieur. Pour sa part, l'abbé Pierre a affirmé « ne plus supporter que les politiques de fermeture érigent l'Europe en forteresse ».

**Fréjus :
de notre envoyé spécial
Francis Puyalte**

Ils ont le regard triste de ceux qui tournent en cage, humains et animaux. Celui des enfants est illuminé d'un vague sourire ressemblant à une requête. Des adolescents s'approchent lentement des hauts grillages rouillés pour quémander une cigarette. Avec le geste des deux doigts près de la bouche ou quelques mots d'anglais. Mais, de l'autre côté de la clôture, un CRS éloigne passants et journalistes. Il est interdit de communiquer avec les réfugiés. « Circulez, y a rien à voir. » Mais si, justement, il y a à voir.

Plein soleil sur le camp retranché et sa mosaïque multicolore, qu'on prend de loin pour un parterre d'oriflammes. Etalés sur des buissons de broussaille, des vêtements aux couleurs vives séchent en quelques minutes. Il y a là, pêle-mêle, des robes traditionnelles, des foulards, longs turbans blancs ou noirs, des survêtements occidentaux, des anoraks, des djellabas... Curieux d'apercevoir là,

sur ce terrain militaire désaffecté, un petit bout de vie improvisée du Kurdistan, tandis que les automobiles poursuivent leur ronde incessante et insouciant dans les larges avenues des alentours. Chacun pour soi et Dieu pour tous.

Difficile de savoir exactement ce qui se passe au-delà des grillages. La vie s'y organise comme dans tous les camps de réfugiés. Dormir, manger, se laver, patienter. Les grands discutent entre eux, les enfants cherchent à jouer. A tour de rôle, tous visitent les latrines mobiles installées par l'armée (57 WC chimiques). Chacun dispose désormais d'un lit de camp. L'armée de terre en a monté un millier. On compte aussi onze remorques-douches, cinq remorques-cuisines (la « roulante »), quelque 250 tables de campagne. C'est la logistique du 21^e régiment d'infanterie de marine. Quant aux secouristes de la Croix-Rouge (150), ils sont épaulés par des équipes du Samu qui se relaient. Les visites médicales sont systématiques. Plusieurs naufragés souffrent de déshydratation.

L'isolement des 908 naufra-

gés, transférés la veille de la caserne Lecoq à cet ancien camp de ravitaillement des troupes de marines, est strict. Eux ne peuvent sortir. Et n'entre pas qui veut. Toutefois, de l'extérieur, on peut plus ou moins suivre le film des événements. Au cours de l'après-midi, l'ambiance semblait détendue dans la vieille caserne. Mais, le matin, les Kurdes avaient protesté contre leurs conditions d'hébergement par un sit-in dans la cour. Ils disaient avoir eu froid dans la nuit, réclamaient des couvertures supplémentaires. Et que la soupe soit meilleure. Ils voulaient aussi des plats chauds. Les autorités civiles et militaires leur ont donné satisfaction.

Pas vraiment coupés du monde, les passagers sinistrés de l'East Sea ont été rejoints par une dizaine d'interprètes. Ils ont aussi reçu la visite de la chanteuse Michèle Torr, accompagnée de son mari, boulanger à Gassin, avec dans les mains de bonnes miches bien de chez nous. Il semble qu'elle n'ait pas été assaillie par les chasseurs d'autographes. Quant à la première vice-présidente de la Croix-Rouge française, Simone Long, elle est venue aux nouvelles. « Il a fallu parler au plus urgent, a-t-elle déclaré. Maintenant, il s'agit d'assurer l'assistance nécessaire à une attente de plusieurs

jours. »

La phase des interrogatoires individuels, menés par la police,

des frontières (PAF), est suspendue. « La plupart sont originaires de la région de Mossoul, au nord de l'Irak, déclare Daniel Chaze, directeur central de la PAF. Tous demandent la protection des pays européens. » Quant à la phase juridique, elle se met en place. Le préfet du Var, Daniel Canepa, qui a déclenché le « plan blanc » (catastrophe naturelle, accident collectif) samedi, à 7 heures du matin, évoque « la voix du cœur et celle de la raison » en annonçant la création d'une équipe administrative renforcée « susceptible d'examiner les conditions dans lesquelles les Kurdes seront admis ou non à bénéficier de la procédure d'asile au titre de réfugiés ».

Le préfet a exprimé la ferme intention du gouvernement de poursuivre les passeurs, y compris au niveau international. « Derrière l'odyssée de ces personnes se cachent des filières de type mafieux », a-t-il conclu.

Au centre de Fréjus, une antenne de la Croix-Rouge recueille les vêtements, jouets, peluches qu'apportent depuis deux jours des habitants de la région. Ce sera presque du luxe pour ces hommes, femmes, enfants et nourrissons qui n'ont pas encore terminé leur voyage au bout de la nuit.



Quelques réfugiés kurdes se reposent tant bien que mal, au camp d'infanterie de la marine de Fréjus. Ils ont risqué leur vie. En toute connaissance de cause. Tous déclarent avoir préféré jouer avec la mort plutôt que de jouer à cache-cache avec Saddam Hussein. La très grande majorité sont kurdes.



PARTI SOCIALISTE

Service de Presse

Paris, le 20 février 2001

Communiqué du Bureau national

Les réfugiés kurdes

Le Parti socialiste est profondément ému par la détresse et les conditions dramatiques du parcours des naufragés kurdes. Il a pris acte avec satisfaction de l'accueil digne, qui leur a été réservé par les autorités françaises et de la solidarité des Varois. Il souligne l'engagement du gouvernement d'examiner leur situation au cas par cas et avec humanité. Le PS souhaite que la procédure d'octroi du droit d'asile, conformément à la convention de Genève de 1951, soit pleinement respectée pour l'examen de leurs demandes, et que les structures d'accueil soient disponibles dans des conditions satisfaisantes.

Venant après beaucoup d'autres événements similaires en Europe, ce drame rappelle l'urgence de s'attaquer au démantèlement des filières mafieuses qui utilisent des êtres humains pour leur commerce. L'harmonisation européenne des politiques d'asile apparaît désormais comme une priorité absolue, et doit passer dans les actes. Les conclusions du sommet européen de Tampere doivent rapidement déboucher sur des résultats concrets.

Le PS a été l'un des premiers en Europe à prendre conscience des désarrois et des souffrances du peuple kurde, qui vit dispersé sur le territoire de plusieurs Etats dirigés par des régimes répressifs et dont les droits élémentaires, notamment culturels, sont bafoués. Il a toujours soutenu les droits légitimes du peuple kurde et a noué des liens avec les dirigeants de la plupart de ses forces politiques. Il entend continuer à manifester sa solidarité envers les Kurdes. Il rappelle, que sans une solution politique satisfaisante de la question kurde dans le cadre des Etats existants, d'autres drames de ce genre sont inévitables.

Le PS appelle donc l'Union européenne et d'autres organisations internationales à prendre des initiatives politiques fortes pour contribuer à la recherche d'une solution politique de la question kurde. Le Parti socialiste demande notamment une réunion d'urgence du groupe de travail de l'Internationale socialiste consacré à la question kurde pour discuter de cette situation.

**Parti
communiste
français**

ROBERT HUE
secrétaire national

Monsieur Hubert VEDRINE
Ministre des Affaires étrangères
37, Quai d'Orsay
75700 PARIS

Paris, le 22 février 2001

Monsieur le Ministre,

Le sort des neuf cents personnes, principalement kurdes, se trouvant en France après l'échouage de leur navire sur les côtes varoises, suscite de l'émotion et soulève plusieurs questions dont la solution de certaines revêt un caractère d'urgence. Des élus de la région Provence Alpes Côte d'Azur et des responsables associatifs nous disent souhaiter une action rapide des pouvoirs publics tout en soulignant l'importance de l'effort déjà accompli par les autorités locales et nationales et par d'autres acteurs.

Dans l'immédiat, naturellement, se pose le problème de l'hébergement dont chacun connaît l'importance pour assurer un accueil humain.

Concernant l'octroi du droit d'asile, des responsables associatifs et des juristes kurdes souhaitent une formule de décision positive accélérée, voire de décision collective. Etant donnée la situation particulière de ces personnes issues d'une région sous contrôle du régime de Saddam Hussein, vous comprendrez, Monsieur le Ministre, que je me permette de souligner auprès de vous le caractère légitime du souhait ainsi exprimé.

Les réponses aux questions posées par la situation de ces réfugiés kurdes impliquent, plus fondamentalement, que l'on traite les causes des problèmes posés. La cause essentielle est bien connue: il s'agit de la situation d'insécurité grave et permanente dans laquelle sont plongés les peuples du Kurdistan dans les différents pays de la région. C'est pourquoi je propose que les autorités françaises prennent l'initiative de consultations auprès de nos partenaires de l'Union européenne pour l'organisation d'une Conférence européenne associant l'ensemble des parties concernées, pour qu'enfin une solution politique soit trouvée à ce drame.

La responsabilité historique des européens et leur intérêt bien compris à construire pour l'avenir un Proche-Orient de stabilité, de démocratie et de progrès social me paraissent justifier l'intérêt politique immédiat d'une initiative française et européenne de cette nature.

Je vous remercie de l'attention que vous pourrez porter à ces préoccupations, et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Robert Hue



France Moves Carefully on Asylum for 910 Kurds

Compiled by Our Staff From Dispatches

FREJUS, France — The government will evaluate asylum requests on a case-by-case basis before deciding what to do with the 910 Iraqi Kurds who were left stranded on a freighter by immigrant smugglers who beached the vessel on the Riviera over the weekend.

Prime Minister Lionel Jospin said Monday in Paris that the refugees should be given a humanitarian welcome. But, he added, France's response should be with an eye toward discouraging immigrant trafficking.

"Our first goal is a humanitarian one, we must welcome these men, women and children who arrived on our shores in conditions of personal distress," Mr. Jospin said.

"We must treat this," he added, "in a way such as to not give a bonus to the criminal enterprises that traffic in men and women."

Relations between the Kurds and their French hosts soured rapidly, with some of the refugees blocking the entrance to their temporary camp to pressure France to improve their living conditions and start asylum proceedings.

French judicial sources said legal procedures had been undertaken against the stricken boat's captain and crew, who were still being hunted by the police late Monday.

They are accused of endangering the lives of the immigrants and helping them to illegally enter and stay in France, the officials said.

About 450 refugees, who are hoping to demand asylum, were expected to be heard by a judge on Wednesday, they added.

Lawyers protested being prevented from entering the camp by the immigration authorities to verify identities of the refugees who apparently all say they are from Iraq, a country to which France does not extradite illegal immigrants.

"We came to Europe to be free," one of the refugees said across a wiremesh fence. The man, however, said that not all of his fellow refugees were Iraqi Kurds, adding that some were Turkish nationals while others were from elsewhere in the Middle East.

Their arrival has set off a fierce dispute among French politicians already immersed in a nationwide municipal

election campaign in which law and order is a major issue.

According to its own law, France cannot hold the refugees for more than 20 days. If they cannot be expelled, they must be freed. French media said they were widely expected to head north to try to enter Britain.

Interior Minister Daniel Vaillant had hinted that some of the refugees could be sent back to Turkey, where they embarked, or to Greece, tied to France by European Union regulations, if their ship had stopped there.

The crew of the East Sea, the rusty freighter used to transport the Kurds from Turkey to France, deliberately drove the ship ashore on the fashionable Cote D'Azur early Saturday and then fled before rescue teams arrived.

The police originally thought the captain and his crew were Greek, but later said they were probably Iraqi. A man-hunt has been launched and the authorities were also seeking to track down the ship's owner, reportedly a Syrian.

The French government has temporarily housed the Kurds, who include 480 children, in a military hangar in this

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, FEBRUARY 20, 2001

Turkish Leaders' Dispute Sends Markets Tumbling

ANKARA — A clash between the Turkish president and prime minister prompted a sharp fall in financial markets Monday, showing the underlying fragility of the country's troubled economy.

Prime Minister Bulent Ecevit stormed out of a meeting with President Ahmet Necdet Sezer and warned that their growing rift was degenerating into a "huge crisis."

Mr. Ecevit said he was offended by remarks made by Mr. Sezer, but did not elaborate. The prime minister later said Mr. Sezer had accused him of not sufficiently fighting corruption. Mr. Ecevit's remarks sent Istanbul's stock market IKMB-100 index down 14.62 percent.

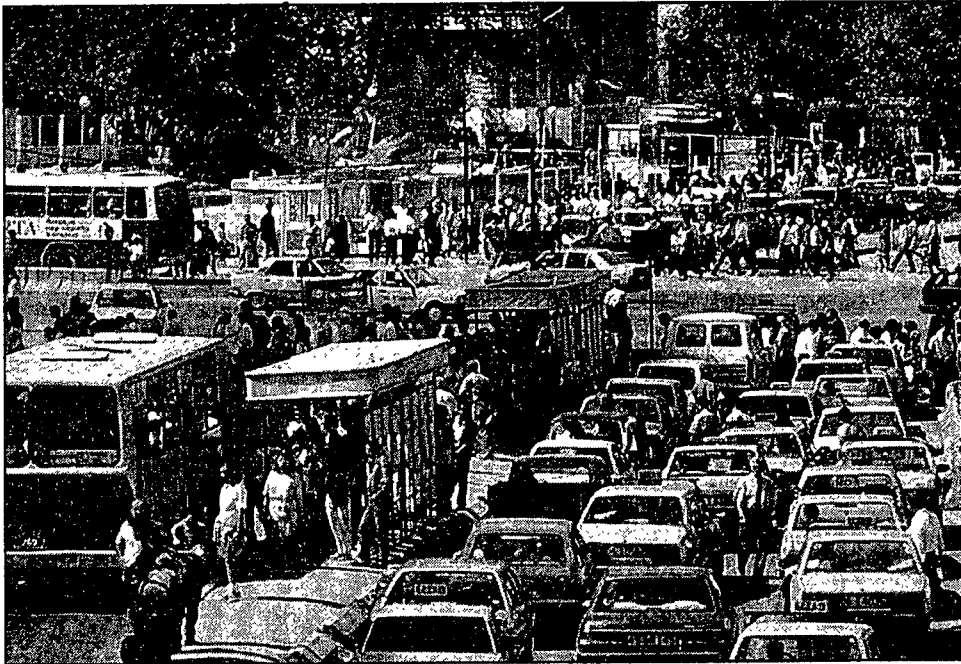
The crisis came at a particularly bad time for Turkish markets as Mr. Ecevit was scheduled to meet Monday with senior International Monetary Fund officials to review the IMF-backed anti-inflation program. (AP)



Prime Minister Ecevit, with his deputy, Mesut Yilmaz, left, speaking to reporters about his exchange with the president.

TURQUIE *La France ayant reconnu le génocide arménien*

La colère très contrôlée d'Ankara



Malgré le mécontentement du gouvernement turc, on ne décèle aucun signe de boycottage généralisé des produits français dans les rues d'Ankara. (Photo Sipa Press.)

Istanbul :
Éric Biegala

« Ne pas se tirer dans le pied. » Tel semble être le leit-motiv des Turcs malgré leur décision de sanctionner la France pour sa reconnaissance officielle du génocide armé-

nien. N'empêche, l'atmosphère générale et les mesures prises, même si elles sont mesurées, risquent de déclencher un effet boomerang dont la Turquie n'a nul besoin en ce moment.

Au premier coup d'œil, la colère turque semble terrible, on annonce « des milliards de dollars » de manque à gagner pour les entreprises françaises,

des contrats rompus tous les jours, des appels d'offres censés exclure systématiquement les entreprises tricolores... A y regarder de plus près, l'ire semble beaucoup plus mesurée. « Je n'ai constaté aucune mesure antifrançaise », constate Gürkan Kinaci, de Diva Media, qui s'occupe des relations publiques d'une ving-

taine d'entreprises étrangères en Turquie, dont plusieurs françaises. Ça et là, on a bien vu quelques mouvements d'humeur : des clients rendant leurs cartes de fidélité à Carrefour, une bouderie de l'enseigne Lacoste, mais rien qui tienne du boycottage généralisé.

Cela dit, les autorités turques ont dénoncé plusieurs contrats en cours de négociation entre l'État et des entreprises françaises. Le plus spectaculaire, l'annulation d'un appel d'offres pour la construction d'un tunnel ou d'un pont pour franchir la baie d'Izmit (nord-ouest du pays), semble toutefois utiliser la reconnaissance du génocide arménien comme un simple prétexte. Outre que la baie d'Izmit est considérée par les sismologues comme l'un des endroits les plus dangereux du pays depuis le tremblement de terre d'août 1999, l'État turc est actuellement censé se serrer la ceinture du fait du programme d'ajustement imposé par l'accord conclu avec le FMI. Il veut réduire l'inflation (en moyenne 65 % par an sur les 20 dernières années).

Les grands projets d'infrastructure sont les premiers à en souffrir. Reste que certains ministères, notamment ceux dominés par l'extrême droite, semblent vouloir appliquer un véritable embargo contre la France. A l'Agriculture, par exemple, le ministre a envoyé trois circulaires à ses services pour leur demander d'interdire les licences d'importation pour les produits agricoles français. A chaque fois cependant et sur pression du premier ministre, lesdites licences ont finalement été accordées. Actuellement, les importations de produits agricoles français ayant quitté la France après le 17 février ne devaient pas recevoir d'agrément mais, hier, on parlait déjà de reporter la mesure jusqu'au 26...

En fait, qu'il s'agisse des règles de l'OMC ou de celles de l'Union douanière signée entre la Turquie et l'UE en 1996, la construction d'obstacles non tarifaires est expressément interdite. Même les appels d'offres publics ne sont pas censés être discriminatoires selon les pratiques en vigueur à l'OMC et des procédures de saisine sont d'ailleurs prévues. Comme le résumait hier un analyste du Poste d'expansion économique français d'Ankara, « le pouvoir turc est plus embêté qu'autre chose sur cette histoire car sa marge de manœuvre est des plus étroites ».

La cohabitation fait plonger la Bourse

4,8 milliards de dollars. C'est la somme qui serait sortie de Turquie hier après-midi en quelques heures, soit l'équivalent de ce qui avait déserté le pays début décembre en une semaine, hémorragie qui avait déclenché une crise des liquidités sans précédent et obligé le FMI à sérieusement majorer son enveloppe au profit de la Turquie.

Une première promesse de 4 milliards d'aides décidée fin 1999 avait été allongée d'un bonus de 7,5 milliards en décembre 2000 pour faire face à la fuite des capitaux.

Une dispute entre les deux têtes de l'exécutif semble être à l'origine du dérapage d'hier. En fin de matinée, le premier ministre, Bülent Ecevit, sortait du Conseil de sécurité nationale au bout d'une demi-heure annonçant que le président de la République l'avait « insulté » et que l'affront produirait une « crise

sérieuse ». Les marchés, particulièrement volatiles en Turquie, réagissaient immédiatement. L'indice principal était en chute de 13 % en fin d'après-midi à la bourse d'Istanbul, ayant récupéré quelques points suite à une annonce du premier ministre comme quoi le gouvernement n'entendait nullement présenter sa démission. De source bancaire, on indiquait hier qu'environ un quart des sommes fuyant la Turquie était le fait d'opérateurs étrangers, la Deutsche Bank ayant évacué à elle seule quelque 400 millions de dollars. Le solde serait le fait de banques turques refermant leurs positions : « elles anticipent une dévaluation », expliquait un analyste. Le spectre de la crise financière semble en passe de resurgir : environ 7 milliards de dollars en titres internationaux arrivent à échéance aujourd'hui.

Les circonstances de l'odyssée des boat-people kurdes commencent à se préciser

Les premiers témoignages de réfugiés et l'enquête policière permettent de reconstituer le long voyage des candidats à l'exil, parfois commencé deux mois avant la semaine passée sur l'« East-Sea ». Cette arrivée massive confronte les autorités françaises à un casse-tête humain et juridique

FRÉJUS

de notre envoyé spécial

Douchés, nourris, habillés de propre, ils ne ressemblent plus au peuple fantôme qui, samedi matin

REPORTAGE

Les boat people kurdes irakiens ont pu retrouver les gestes de la vie quotidienne

17 février, s'écoulait en silence des flancs de l'East Sea, le cargo poubelle échoué volontairement dans une anse coquette de la Côte d'Azur, à Boulouris, près de Saint-Raphaël (Le Monde daté 18-19 février). Les 908 boat people kurdes irakiens, désormais installés dans une caserne désaffectée en périphérie de Fréjus, ont retrouvé les gestes de la vie quotidienne. Des femmes font la lessive, étendent le linge sur les branches des arbres. Les enfants les aident ou jouent autour d'elles. Des hommes s'approchent des grillages de clôture pour demander des cigarettes. Vingt-quatre heures après l'échouage, les regards ne sont plus muets, voilés d'épuisement et d'incompréhension, mais la plupart des réfugiés n'évoquent encore leur terrible odyssée qu'à mots prudents.

CRAINTE DE REPRÉSAILLES

« Même moi, j'ai du mal à les faire parler ». Responsable de la Maison du peuple kurde, de Marseille, Salih Azad n'est pourtant pas un interprète comme les autres. Ce petit homme sec a fui le Kurdistan, il y a plus de dix ans déjà, pour des raisons semblables à celles qui ont poussé ses compatriotes à monter à bord de ce rafiôt sans immatriculation ni nationalité apparentes, le samedi 10 février, quelque part sur la côte turque. Malgré tout, il peine à délier les langues. Beaucoup ont laissé de la famille au pays, et les passeurs ont gardé leurs papiers d'identité. Ils sont tennaillés par la crainte d'éventuelles représailles. Alors, avec patience, Salih Azad et ses collègues interprètes tentent de recoller des bribes de récits, jusqu'à reconstituer le grand puzzle du calvaire enduré par ces candidats à l'exil.

D'abord les huit jours en mer, à fond de cale, dans l'obscurité,



debout à patauger dans un cloaque de plus en plus nauséabond. De toute la traversée, ils n'eurent que peu de relations avec l'équipage de l'East Sea. La nourriture et quelques bouteilles d'eau leur étaient jetées depuis le pont par des hommes en cagoule. Quand ils se plaçaient des conditions d'hygiène, les marins les menaçaient, en turc ou en kurde, de les jeter à la mer. Deux heures avant l'échouage, une voix les a réveillés : « Préparez-vous, on est presque arrivé ». Plus tard, ils entendirent qu'on déverrouillait les portails de la cale, puis plus rien jusqu'au bruit sourd de la coque raclant les rochers. Une semaine en enfer s'achevait.

Mais le voyage avait commencé depuis bien longtemps - parfois deux mois - pour ces 908 personnes dont environ 480 enfants, tous partis de la région de Mossul, au sud du Kurdistan, une zone sous le contrôle de Saddam Hussein. La majorité sont des paysans aisés.

Ce n'est pas la misère qui les a fait fuir. « Notre ferme était prospère, a raconté Abdallah. Nos moutons et nos produits se vendaient bien, surtout avec l'embargo. Sans les persécutions, jamais nous n'aurions quitté l'Irak. » Une occasion s'est présentée, alors il a vendu son exploitation à un Turkmène, afin d'offrir à sa femme et à leurs six enfants un aller simple vers la liberté :

2 000 à 4 000 dollars par adulte, entre 1 000 et 1 500 par enfant, tels sont les tarifs des mafias turques, connues sous le nom de « marchands d'hommes ». Suleyman, un agriculteur d'une cinquantaine d'années, dit avoir déboursé 20 000 dollars pour sa famille de six personnes.

Parmi les naufragés de l'East Sea figurent aussi des intellectuels et des membres de professions libérales. Hisant est médecin, il a trente-trois ans. Menacé, blessé d'un coup de couteau, il n'a jamais eu l'autorisation d'ouvrir son cabinet dans sa ville de Sincar. Il a préféré partir, en compagnie de deux amis. Une jeune avocate explique comment elle avait été inquiétée pour avoir pris la défense d'une femme adultère condamnée par un tribunal local à avoir le nez tranché. Tous ont pris la route par petits groupes, en voiture ou à pied, à travers les montagnes. Arrivés à la frontière, ils ont donné entre 200 et 300 dollars par personne à des militaires turcs pour qu'ils ferment les yeux. Ensuite les récits varient, les itinéraires deviennent vagues, toute notion du temps et de l'espace semble les avoir abandonnés jusqu'à leur embarquement.

Suleyman affirme avoir emprunté plusieurs fourgons, puis avoir marché la nuit et dormi le jour chez des inconnus qu'il payait au fur et à mesure. D'autres ont traversé la Turquie dans des autocars ou

des camions bâchés. Arrivés à destination, ils ont attendu, d'une à trois semaines, dans des maisons, des appartements ou des fermes, l'heure du grand départ. Dans la nuit du 9 au 10 février, on les aurait regroupés sur une plage, d'où de petites chaloupes les auraient conduits à bord du vraquier battant pavillon cambodgien.

TRAVERSÉE SANS ESCALE

Interprète lui aussi, Mehmet Ali Dogan s'avoue troublé par le flou savamment entretenu de cette « version officielle ». Responsable du Centre de recherches sur les droits de l'homme en Méditerranée à Montpellier, ce Kurde est persuadé que les réfugiés protègent leurs arrières. Le témoignage qu'il a reçu d'Abdallah et de sa famille va à contre-courant : ils affirment que leur périple en terre turque s'était achevé dans de grands hangars, sur le port d'Istanbul. Après trois semaines d'attente, ils auraient appareillé pour une traversée sans escale jusqu'à la côte varoise.

Ahmed, vingt-cinq ans, a été le premier à sauter par dessus bord. Il faisait encore nuit mais, a-t-il confié aux interprètes, « j'ai cru que j'arrivais dans un pays d'Afrique du Nord ». C'est donc en arabe qu'il s'est adressé à la première personne qu'il a rencontrée. La France ? Il n'en avait jamais été question. Abdallah et sa famille avaient, eux, payé pour l'Italie,

avec l'intention de rejoindre de la famille en Allemagne, mais la plupart n'avaient pas de destination précise. « Un pays d'Europe », avait-on promis à Suleyman, sans plus de précision.

La France, pourquoi pas ? Hidir,

un solide gaillard de soixante-cinq ans, et ses six enfants, âgés de quinze à vingt-cinq ans, se verraient bien poser son sac ici. D'autant que sa mère, Gulistan, centenaire, fait partie du voyage. Elle a supporté les premiers kilomètres en

camion, puis la dernière semaine dans la soute de l'East Sea. Lorsqu'il fallait marcher dans la montagne, Hidir la portait sur son dos. Dimanche, il s'est emporté, à moitié sérieux, contre le fonctionnaire qui voulait à tout prix inscrire

son nom de jeune fille sur un formulaire : « C'était il y a plus de cent ans, comment voulez-vous qu'on s'en souvienne ! »

Jean-Jacques Bozonnet

Un élan de solidarité spontané des Varois

FRÉJUS

de notre envoyé spécial

Elle était là dès le premier jour, elle a attendu des heures devant l'entrée du 21^e régiment d'infanterie de marine (RIMa), elle a longuement parlementé avec les militaires de faction. Comment faire parvenir à « ces pauvres gens » les vêtements qu'elle avait enfouis à la hâte dans deux sacs en plastique ? Chaque fois qu'un autocar arrivait de la plage de Boulouris où il avait fait le plein de réfugiés, elle avait un geste amical du bras et proposait son large sourire aux visages fermés, inexpressifs derrière les vitres du véhicule. Véritable comité d'accueil à elle seule, Gina avait l'impression de payer une vieille dette.

« Le 2 décembre 1959, quand le barrage de Malpasset s'est rompu, des gens du monde entier nous ont soutenus, se souvient-elle. Nous avions tout perdu et nous avons apprécié tous ces gestes de la part d'inconnus. Même un simple sourire nous reconfortait. Cela doit être pareil pour eux. »

Le lendemain matin, Gina était à nouveau là, à la porte de la caserne désaffectée du 21^e RIMa où les Kurdes goûtaient enfin un peu de repos. Mais elle n'était plus seule. De nombreux habitants de Fréjus arrêtaient leur véhicule sur le bord de la route, s'approchaient timidement des grilles avec des ballots de vêtements, des jouets ou des cartouches de cigarettes. Même les épouses des militaires basés à Fréjus s'étaient organisées depuis la veille pour mettre sur pied une collecte de vieux habits.

UN BUT DE PROMENADE DOMINICALE

A la mi-journée, l'élan spontané de solidarité avait pris une telle ampleur que les responsables de la Croix-Rouge, qui gèrent le camp, durent changer de tactique et renvoyer les généreux donateurs au siège du Comité local afin d'opérer un tri des dons : « Nous sommes submergés, avouait Simone Long, responsable de la Croix rouge dans le Var. Il n'est plus possible de conti-

nuer à prendre les dons en direct. Vous voyez, dès que les réfugiés aperçoivent des vêtements, c'est la ruée ».

Effectivement, le mouvement de générosité des Varois, en s'affranchissant de tout intermédiaire, prenait une fâcheuse tournure. Directement du donateur au bénéficiaire, des sacs voltigeaient par dessus les hauts grillages. Des Kurdes se précipitaient dessus par grappes pour s'en disputer le contenu. Devenue pour les riverains un but de promenade dominicale, la vieille caserne menaçait de se transformer en parc d'attraction sans un vif rappel à l'ordre des responsables du camp. L'afflux des dons enfin canalisé loin des grilles d'entrée, le calme est vite revenu à l'intérieur du camp. La distribution des vêtements a pu se poursuivre avec méthode sous une grande tente jaune, devant laquelle patientait une file d'attente apaisée.

J.-J. B.

Les autorités françaises face à un imbroglio administratif et juridique sans précédent

CONFRONTES pour la première fois à l'arrivée massive d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire, les autorités françaises sont placées face à un véritable imbroglio administratif et juridique. Le ministère de l'intérieur a en effet choisi de suivre à la lettre la procédure d'admission au titre de l'asile, sollicité par l'ensemble des 908 Kurdes débarqués, samedi 17 février. Or cette procédure, très précise sur le plan juridique, n'est en aucun cas prévue pour l'accueil massif de personnes. Les associations humanitaires ont ainsi déjà relevé nombre d'irrégularités qui, si elles étaient reconnues par le juge judiciaire, pourraient mettre à bas l'ensemble des procédures.

Lorsqu'un étranger arrive en France par la voie maritime ou aérienne, et qu'il demande son admission au titre de l'asile, il est placé en « zone d'attente », considérée comme territoire international, le temps pour les autorités d'examiner si sa demande d'asile « n'est pas manifestement infondée ». Concrètement, une zone d'attente a été créée, dans l'urgence, au sein d'un camp militaire de Fréjus. Une quinzaine de fonctionnaires de la police aux frontières, une trentaine de fonctionnaires des préfectures du Var, des Alpes-Maritimes, et des Bouches-du-Rhône, ainsi que huit membres de l'Office français

de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) ont commencé, dimanche 18 février, l'audition des 908 kurdes irakiens. Avec l'aide d'interprètes, ils consignent les identités des personnes ainsi que les raisons de leur demande d'asile. La plupart affirment qu'ils sont persécutés par les autorités irakiennes, sans qu'ils fassent état « de connotations de persécutions individuelles », indique le ministère de l'intérieur.

Or, la France applique une conception stricte de la Convention de Genève sur le droit d'asile : elle n'octroie pas d'asile aux membres des groupes en danger, tant qu'ils n'apportent pas la preuve de persécutions individuelles. Cette position a été rappelé, dimanche soir sur France 3 par le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant. « C'est un drame humain, a-t-il dit, mais, au-delà de l'émotion, il y a des règles ». La France « a toujours appliqué la Convention de Genève, mais on ne peut globaliser et l'Ofpra examinera chaque cas ». Les passagers devront « démontrer qu'il s'agit de réfugiés politiques ».

Lundi matin 19 février, on indiquait au ministère de l'intérieur, « qu'aucune décision » n'a été prise quant à l'admission des 908 passagers au statut de demandeur d'asile. Le ministère attend d'avoir entendu l'ensemble des personnes,

ce qui devrait être fait dans la nuit de lundi à mardi 20 février. Les autorités pourraient décider d'attribuer ce premier statut aux exilés : dans ce cas, elles les admettraient sur le territoire français, leur délivreraient un sauf-conduit de huit jours, à charge pour eux de se présenter en préfecture pour retirer un formulaire de demande officielle d'asile. Mais le ministère devrait plus certainement estimer qu'il manque de temps pour prendre une décision, et demander une prolongation du maintien en zone d'attente des réfugiés.

Ce maintien ne peut en effet excéder 48 heures, renouvelable une fois, soit quatre jours en tout. A l'expiration de ce délai, un juge judiciaire est saisi, afin qu'il prolonge ou non le maintien, pour huit jours, renouvelable une fois exceptionnellement. Mercredi 21 février, plusieurs magistrats du tribunal de Draguignan ainsi que de la cour d'appel d'Aix-en-Provence devraient tenir des audiences foraines et publiques non loin de la zone d'attente. S'ils estiment les procédures irrégulières, ils peuvent faire entrer les étrangers sur le territoire français. Si tel était le cas, ceux-ci pourraient formuler une demande d'asile en bonne et due forme, à moins qu'ils ne choisissent la clandestinité.

Pour les associations spécialisées dans le droit des étrangers, la conduite des procédures par le ministère de l'intérieur pose de

sérieuses questions juridiques. « La première question, explique Claire Rodier, du Gisti (groupe d'information et de soutien aux immigrés), est de savoir si ces Kurdes sont bien en zone d'attente ». Le Gisti estime que dès que les Kurdes avaient mis le pied sur la plage, ils étaient formellement entrés en France, et qu'on ne pouvait, a posteriori, « les placer artificiellement en zone d'attente ».

Seconde difficulté, les conditions d'auditions des personnes par les fonctionnaires de la PAF et des préfectures. Dimanche, « c'était affolant, explique Elisabeth Grimanelli, une juriste de la Cimade (service œcuménique d'entraide), c'était une pagaille noire. Il y a trois cents enfants de moins de dix ans, les gens sont regroupés par paquets de 50 pour essayer de reconstituer les familles ». La Cimade doute que les fonctionnaires des préfectures aient qualité pour entendre les Kurdes. « Au début, il y avait des interprètes en langue arabe, qui ne comprenaient rien, reprend Elisabeth Grimanelli, ensuite ont débarqué des traducteurs de l'institut kurde, mais encore faut-il qu'ils soient assermentés pour que la procédure soit régulière ». Et chaque candidat à l'asile, une fois son identité établie, ce qui ne va pas de soi, doit être entendu individuellement. Le Haut commissariat aux réfugiés a envoyé lundi sur place deux chargés de protection, qui vérifieront si c'est bien le cas.

Les associations comptent faire valoir des nullités devant le juge judiciaire, mercredi 20 février. Au moindre problème de procédure, le candidat à l'asile pourra quitter

librement la zone d'attente. « Cela doit être des audiences publiques, avec des avocats, des journalistes, insiste la Cimade, or toutes les procédures sont contestables. Nous disons

au gouvernement, arrêtez de plaisanter avec ces zones d'attente que vous n'arrivez pas à faire fonctionner correctement. Donnez un accès normal au séjour, un récépissé qui leur per-

mettra d'aller faire leur demande en préfecture ! ».

Franck Johannès
et Cécile Prieur

La Turquie, principale plaque tournante du trafic humain vers l'Europe

Paysans ou intellectuels, des milliers de Kurdes fuient une région minée par les combats et l'instabilité

ISTANBUL

de notre correspondante

Pour les Français, l'arrivée sur les côtes varoises de plusieurs centaines de réfugiés kurdes, constitue une première. D'autres, comme l'Italie, la Grande-Bretagne et la France, auraient été moins surpris, tant l'accueil de cette communauté leur est devenue familière. Depuis des années, en effet, ce peuple, éparpillé entre quatre états, enchaîne les tragédies, jetant des familles entières sur le chemin de l'exil.

A la fin de la guerre du Golfe, qui avait forcé les Kurdes d'Irak à fuir vers l'Iran et la Turquie, les habitants de la région ont pu rentrer chez eux sous la protection de la communauté internationale. La stabilité n'a pas été restaurée pour autant. Au cours des dix années de sanctions contre l'Irak, ils ont dû subir le conflit meurtrier entre les deux factions kurdes irakiennes, le Parti démocratique du Kurdistan de Masoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani.

QUINZE ANS DE CONFLIT

En 1996, les forces de Saddam Hussein avaient fait une brève réapparition dans l'enclave, causant la panique parmi la population. Les forces de l'armée turque ont également fait des incursions fréquentes durant cette période, à la poursuite des combattants kurdes du PKK. Tout récemment, de nouveaux affrontements ont éclaté, cette fois entre le PKK et

les factions kurdes irakiennes. La situation économique est à peine plus encourageante : les fonds du programme pétrole contre nourriture, gérés par l'ONU, ainsi que les revenus obtenus par l'exportation de diesel irakien ont certes permis de rebâtir une partie de l'infrastructure détruite par la guerre. Les denrées alimentaires sont désormais disponibles en quantité suffisante. Mais les emplois demeurent rares. Enfin et surtout, la région dépend du bon vouloir de la communauté internationale. Avec l'érosion graduelle du régime des sanctions, les Kurdes redoutent de repasser sous le contrôle de Bagdad.

Des Kurdes de Turquie figurent aussi parmi les clandestins en partance pour l'Europe. Bien que les affrontements entre les forces gouvernementales et le PKK, qui a officiellement cessé ses opérations sur sol turc, soient désormais rares, le Sud-Est anatolien n'a pas encore surmonté les quinze ans qu'ont duré le conflit.

La région demeure très pauvre et de nombreux villageois, déplacés par les combats, s'entassent toujours dans des bidonvilles à la périphérie des villes sans grand espoir d'une vie meilleure. L'armée et le parti d'extrême droite au sein de la coalition gouvernementale demeurent pour l'instant opposés à l'idée d'accorder aux Kurdes le droit à l'éducation, à la radio et à la télévision dans leur langue.

Pour cette population, l'Europe

fait figure d'eldorado et Istanbul, l'étape presque obligée de leur périple. Ils y retrouvent d'autres candidats à l'immigration, venus d'Iran, du Pakistan, du Bangladesh, du Sri Lanka, d'Afghanistan, et même du Maroc ou de Tunisie. Selon des chiffres récemment publiés par les autorités policières d'Ankara, 94 514 voyageurs illégaux ont été interceptés en 2000. Pour ces candidats malheureux, qui avaient investi leurs derniers sous avec l'espoir d'une vie meilleure en Europe, le voyage se termine par un retour au pays d'origine. Pour d'autres, le rêve prend fin de façon tragique.

COMME LA DROGUE

Le 1^{er} janvier, un cargo battant pavillon géorgien s'est échoué sur les rochers au sud de la côte turque : huit corps ont été retrouvés, mais une cinquantaine d'autres clandestins enfermés dans la soule ont été portés disparus. La plupart d'entre eux étaient apparemment Pakistanais et Iraniens. Plusieurs accidents similaires ont été signalés en Méditerranée et en mer Egée au cours des dernières années (*Le Monde* daté 18-19 février). Des milliers d'immigrants survivent cependant à leur odyssée et atteignent l'Europe. Dans les quartiers pauvres près de la Corne d'or, des « agents de voyage » criminels vendent leurs services dans les hôtels miteux à 20 francs la nuit, utilisés par les candidats au départ. Le prix du passage varie, lui, en fonction du

mode de transport : les plus aisés qui peuvent déboursier plusieurs milliers de dollars pour obtenir de faux-passeports, voyagent par avion, profitant de la complicité des douaniers. Mais la plupart des clandestins ne disposent pas de tels moyens et sont forcés de s'aventurer en Méditerranée dans des embarcations rouillées ou de s'entasser dans des camions sans connaître leur destination finale. Les plus aventureux traversent la rivière à la nage pour gagner la Grèce.

Les bonnes adresses se transmettent souvent de bouche à oreille : un réfugié arrivé en Europe donne le tuyau par téléphone à d'autres candidats restés au pays. Des exilés parviennent même à entrer légalement, munis de permis de travail fictifs.

Selon certains experts, le trafic humain rivalise désormais avec le trafic de drogue. Les lois sont cependant mal adaptées à l'ampleur de fléau. La traite des hommes n'est en effet pas punie aussi sévèrement que la contrebande de narcotiques. Les filières empruntées par les immigrants clandestins sont pourtant souvent contrôlées par des organisations mafieuses qui utilisent des voies déjà rodées par des années de trafic de drogue. Jusqu'à présent, les efforts des autorités, en Turquie et en Europe, ne sont pas parvenus à empêcher l'exode de ces immigrants désespérés.

Nicole Pope

La Maison Blanche évite de commenter les frappes contre l'Irak

Cette discrétion illustre les doutes sur la politique à conduire contre Bagdad

Le président George W. Bush a choisi de ne pas commenter, ce week-end, les raids de bombardement menés, vendredi 16 février, contre l'Irak. La nouvelle administration

n'a pas encore arrêté de politique vis-à-vis de Saddam Hussein, dont le pouvoir est resté intact en dépit des sanctions imposées à son pays depuis plus de dix ans.

CRAWFORD (Texas)
de notre envoyé spécial

L'administration américaine a choisi de ne pas commenter les frappes aériennes du vendredi 16 février contre l'Irak. Le président George W. Bush a passé son premier week-end au Texas depuis son arrivée à la Maison Blanche avec ses proches, loin des médias, dans son ranch près de Waco. Il n'a pas voulu profiter de la présence à sa porte d'une centaine de journalistes, qui l'avaient accompagné dans son bref voyage au Mexique, pour s'exprimer à nouveau ; au contraire, il a renvoyé à Washington ses conseillers de presse, ne gardant à ses côtés que son secrétaire général, Andy Card, et sa conseillère pour les affaires de sécurité, Condoleezza Rice. Car la stratégie de communication de la nouvelle équipe semble être, à l'inverse de la précédente, d'en dire le moins possible. Mais cela n'a pas empêché le débat de se poursuivre sur l'attitude à avoir à l'égard de Saddam Hussein.

D'autant que l'on ne sait pas encore clairement si M. Bush penche du côté des faucons, comme son secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, et de son vice-président, Dick Cheney, ou de son secrétaire d'Etat, Colin Powell, moins radical. Partisan de redonner une nouvelle vigueur aux sanctions en les concentrant sur les contrôles visant à empêcher Bagdad de se doter d'armes de destruction massive, le général Powell s'était, à l'origine, opposé à la guerre du Golfe.

SOLUTION HYPOTHÉTIQUE

Deux des principaux protagonistes républicains de la guerre du Golfe - MM. Cheney et Powell - sont à nouveau aux commandes avec, à la Maison Blanche, le fils de George Bush senior, qui était à l'époque président. Dix ans ont passé mais, à Bagdad, le dictateur est toujours là et se présente désormais en victime. Comment contenir l'Irak avec le même arsenal politico-militaire - sanctions plus bombardements - qui a donné la preuve de ses limites et que seuls désormais les Britanniques

soutiennent ? Nul doute que le sujet sera abordé par le président Bush et le premier ministre Tony Blair, ce week-end à Camp David.

Jusqu'à présent, toutes les options ont échoué, comme l'admet l'un des conseillers du président, le faucon Richard Perle, qui regrette que les sanctions internationales « aient autant de trous que le gruyère ». Mais la solution qu'il préconise demeure hypothé-

Tournée délicate pour Colin Powell

Les bombardements du 16 février ne devraient pas faciliter la tâche du secrétaire d'Etat américain Colin Powell qui entame, cette semaine, une visite au Proche-Orient. L'ancien chef d'état-major général durant l'opération « Tempête du désert » rencontrera des interlocuteurs arabes quasi unanimes, de même que l'allié turc, à condamner la manière musclée de Washington. Il y a ainsi peu de chances que la Syrie revienne sur sa décision de rouvrir l'oléoduc qui permet à l'Irak d'exporter plus de 100 000 barils de pétrole par jour. Par ailleurs, les États-Unis et Israël organisent, à partir de lundi, des manœuvres conjointes antimissiles. L'opération « Juniper Cobra », décidée de longue date, a pour objet d'assurer l'interopérabilité des systèmes de défense aérienne des deux pays. Elle mettra en œuvre des missiles Patriot, du type de ceux utilisés, lors de la guerre du Golfe, pour protéger l'Etat hébreu contre les Scud irakiens.

que et à très long terme : soutenir une opposition disparate et inefficace rassemblée sous l'ombre du Congrès national irakien et qu'il qualifie de « combattants de la liberté ».

En vertu d'une loi votée par le Congrès, ce dernier reçoit une aide financière qui pourrait atteindre une trentaine de millions de dollars. L'ancien représentant aux Nations unies, Richard Holbro-

ke, appuyé dimanche la position de M. Perle, tout en la qualifiant d'objectif de longue haleine. « Les États-Unis, les alliés et les voisins arabes de l'Irak doivent reconnaître, a-t-il dit à la chaîne câblée CNN, que tant que Saddam sera au pouvoir, il continuera de déstabiliser la région, tout comme Milosevic l'a fait dans les Balkans. Nous devons faire face au fait qu'il est essentiel de changer de régime à Bagdad. » Et qui aurait cru il y a encore un an, a-t-il ajouté, que des opposants divisés auraient pu renverser le régime de Belgrade ?

COUP DE POING

Ce n'est pas l'opinion du sénateur Carl Levin, chef de file des démocrates sur la défense. Sans minimiser la menace que fait peser Saddam Hussein sur la région, il a cité l'ancien commandant des forces américaines au Proche-Orient, le général Anthony Zinni, très critique sur l'opposition irakienne, pour mettre en garde contre une aventure qu'il a comparée à celle des anticastroistes contre Cuba en 1961 qui s'acheva par la débâcle de la baie des Cochons : la seule solution reste l'endiguement.

En tout cas, la nouvelle administration entend montrer qu'elle n'a pas l'intention de laisser Saddam Hussein tester sa résolution et qu'elle répondra du tac au tac à ce qu'elle considère comme des « provocations », que cela plaise ou non à ses alliés. Plus que M. Bush, dont l'expérience en matière de politique extérieure est limitée, ce sont des hommes formés durant la guerre froide, comme le tandem Cheney-Rumsfeld, auxquels il faut prêter attention.

Le coup de poing sur la table de vendredi, alors même que le président effectuait sa première visite à l'étranger, montre que la Maison Blanche entend tirer clairement un trait sur ce qu'elle considère comme la faiblesse et les tergiversations de l'ère Clinton et prouver aux Américains que les qualités de leader dont M. Bush s'est paré pendant la campagne électorale sont réelles.

Patrice de Beer

Bombing of Iraq 'Illegal,' Paris Says

French Warn of Risk to Coalition

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — Taking the lead in criticizing the U.S. air strikes near Baghdad, France said Monday that the United States had "no legal basis for this kind of bombardment" and warned Washington to change its approach if it wanted to forge a new allied consensus on how to handle Saddam Hussein.

The criticism by Foreign Minister Hubert Vedrine of France, the furthest Paris had ever gone in distancing itself from Washington on Iraqi policy, reflected frustration in Paris and other European capitals that the Bush administration had unleashed military action so soon after taking office.

Diplomats said that first the Bush administration, and now France, had apparently sought to lay down early markers about U.S. determination and European reticence at a moment when Western governments find themselves under pressure to reframe their efforts to deal with Mr. Saddam.

In contrast to the generally smooth initial performance of President George W. Bush's team, U.S. diplomatic handling of the air raids Friday seemed disjointed to some officials in allied capitals. As one European official said, "They sent mixed signals, putting out advance word on a policy rethink and then delivering a heavily symbolic military strike."

As a result, the U.S. bombing came as a diplomatic thunderclap in foreign capitals, an effect captured in the strident public reaction in Paris. Cautiously, leaders in Britain and Germany muted their responses as these governments prepare for their first meetings with the leadership of the new administration in Washington.

But Mr. Vedrine, who has consistently been the most outspoken European critic of U.S. leadership on Iraq since Baghdad expelled United Nations arms inspectors three years ago, said that "all other countries have expressed their disapproval, criticism, doubt and disquiet, as we have done, because we do not see the point of this action."

France's reaction did not mark a policy change, however, diplomats said. France put forward a plan last fall that would have provisionally suspended UN sanctions on Iraq. The proposal, which would have provided for the return of UN arms

inspectors, financial controls on Iraqi trade and a reimposition of sanctions if the United States became dissatisfied with Iraqi cooperation on disarmament,

ultimately proved unacceptable to the Clinton administration.

"We were expecting that the Bush team would want to talk about a fresh start," according to a French official, who asked not to be identified, "but so far all we have heard is media reports about U.S. military action of the sort that didn't succeed in the past."

Britain, the only country that joined the U.S. air raids, has told other European government that Secretary of State Colin Powell wants to adjust the UN embargo on Iraq to make it more effective against Iraq's military and less painful for the Iraqi people. Foreign Secretary Robin Cook of Britain brought back that message from Washington early this month after his initial consultations with Mr. Powell.

A change in U.S. tactics would be welcome in Europe, where many commentators depicted the latest air strikes, which have no direct basis in UN resolutions, as a sign that the Bush administration may continue pursuing a U.S. policy limited to a rigid embargo and sporadic military punishment.

"The new administration has told us it is reflecting on a new Iraq policy, more

focused on security, and gentler on the population," Mr. Vedrine said Friday in a televised interview in Paris. "What it has just done is neither."

Even the British prime minister, Tony Blair, the only unflinching U.S. ally on Iraq, has quietly signaled interest in a new approach if one can be found that is acceptable to Washington.

Publicly, Mr. Blair wants to avoid any public friction with Mr. Bush ahead of British elections in the spring. In Germany, Chancellor Gerhard Schröder said that "we are talking with our American friends but not with public declarations."

The German foreign minister, Joschka Fischer, will have talks with the Bush team Tuesday in Washington in which Mr. Schröder called a difficult mission that would focus on "ways to avoid widespread Arab solidarity" with Mr. Saddam as a response to U.S. military action.

Mr. Powell is due in the Middle East for visits to Egypt, Saudi Arabia and other leading Arab members of the coalition that expelled Iraqi forces from Kuwait in 1991, when Mr. Powell headed U.S. armed forces. But key allies then, including Egypt, Jordan and Turkey, have complained that they were not consulted about last week's air strikes.

Rebuilding a common front against the Baghdad regime appears much more difficult now, especially because of sympathy among many Palestinians and some other Arabs for Mr. Saddam for his defiance of the United States and Israel.

In what Washington said was a coincidence, U.S. Air Force units started maneuvers Monday in Israel designed to integrate the air power of the two countries, including new Patriot missiles delivered to Israel by the United States.

U.S. and U.K. Ponder Shift on Iraq Sanctions

Review Comes Amid Criticism of Bombing

By Tom Buerkle
International Herald Tribune

LONDON — In the face of growing international criticism, the United States and Britain are seeking ways to modify economic sanctions to focus more tightly on thwarting Baghdad's efforts to develop weapons of mass destruction while softening the humanitarian consequences for the Iraqi people, officials said Tuesday.

The sanctions review comes at a time of widespread condemnation of the American and British air attack Friday on installations near Baghdad.

The French foreign minister, Hubert Vedrine, on Monday condemned the strikes as having "no legal basis," while several members of Britain's governing Labour Party criticized the attack

and called for changes to the sanctions.

The issue will be discussed between senior U.S. and British officials at a meeting Thursday in Washington; and it will be high on the agenda when Prime Minister Tony Blair visits President George W. Bush at Camp David, Maryland, on Friday.

British officials stressed that the sanctions review did not represent any slackening of resolve to contain President Saddam Hussein or any divergence of views between the Blair government and the Bush administration.

Indeed, they said London and Washington needed to defend their stance more aggressively, even as they considered ways to adjust the sanctions.

"Saddam alone is to blame for his people's suffering," Foreign Secretary Robin Cook wrote in *The Daily Tele-*

graph on Tuesday.

He added that the Iraqi regime had failed to import any medicines in the second half of last year despite having more than \$11 billion available to spend under UN-supervised accounts, which allow the government to sell oil in exchange for food and medicine.

"With the Americans, we are looking at ways of making our opposition to Saddam still more effective," Mr. Cook wrote. "We need to refocus international opinion on the continuing threat he poses."

The two governments agreed to review the sanctions two weeks ago when Mr. Cook met in Washington with Secretary of State Colin Powell, who has spoken of trying to "re-energize" the sanctions.

The review was not expected to lead to any quick changes, and some officials suggested that the review was designed primarily to improve perceptions of allied policy toward Iraq.

Still, senior British officials said they believed steps could be taken to extend the list of items preapproved by the UN for sale to Iraq, while maintaining or reinforcing bans on the sale of military technologies or dual-use goods that could be used in weapons production.

The UN list of approved goods was already expanded in December, they noted. Other steps might include an easing of rules to allow private Iraqi groups to trade more easily across the border with Jordan, officials said.

"There is a long and thoughtful review of the effect of sanctions against Iraq," Brian Wilson, a Foreign Office minister, said in a radio interview Tuesday.

"There are two strands to British government policy," he added. "The first is to minimize the humanitarian

impact on the Iraqi people and the second is to maximize the inability of Saddam Hussein to wage war on his own people, and the region and the wider world."

While several leftist Labour members of Parliament have criticized the policy toward Iraq for some time, the bombing last week stirred broader unease.

Clive Soley, Labour's parliamentary chairman, said there was widespread concern among members of Parliament.

But far from expressing any misgivings about policy toward Iraq, Mr. Blair was determined to maintain a stance of "positive engagement," as a senior official put it, believing that Britain would maximize its influence over strategy by sticking firmly with Washington.

"They know that sticking with us and being solid with us on this policy will make it easier to engage in a dialogue about where we go from here," a U.S. official said.

That British stance extends to areas like missile defense. On Tuesday, Mr. Blair's spokesman reiterated that the prime minister would remain Mr. Bush's closest ally on the issue but insisted it was premature to commit Britain to support the building of a defensive system.

"We've always understood U.S. concerns about proliferation, and we take them seriously," the spokesman said.

Rather than any concrete agreements, Mr. Blair's main objective in Washington will be to establish a personal rapport with Mr. Bush so that the two leaders can pick up the phone during any future crisis.

Being the first foreign leader to visit Mr. Bush at Camp David certainly will not hurt, but Mr. Blair still has his work cut out for him. While Mr. Blair spoke at least once a week with Bill Clinton, officials said Tuesday that he had spoken

only twice with Mr. Bush since he was declared the winner of the election last December.

■ EU Talks Sought for Bush

Britain has suggested that President Bush meet 15 European leaders in June at a U.S.-European Union summit meeting in Sweden, Reuters reported Tuesday from London.

U.S.-EU summits are held once a year.

Britain has proposed a different format than that of the usual EU-U.S. summit meetings, under which Mr. Bush would only meet the European Commission president, Romano Prodi, and the leader of the current holder of the six-month rotating EU presidency, Prime Minister Goran Persson of Sweden.

Instead, it proposed that Mr. Bush should meet all European leaders.

The summit meeting of all the EU leaders is scheduled for Gothenburg, Sweden, on June 15-16.

■ U.S. Warns of a New Attack

The Pentagon said Tuesday that it reserved the right to attack Iraqi air defenses again after U.S. warplanes patrolling a no-flight zone over southern Iraq came under renewed Iraqi fire over the weekend, Agence France-Presse reported from Washington.

Pentagon spokesmen said the U.S. aircraft over southern Iraq came under fire from surface-to-air missiles and anti-aircraft artillery but did not retaliate immediately.

"If we feel in the future that we have good information that would lead to our knowledge of targets that would degrade or disrupt their ability to have a better picture, we will reserve the right to take those targets under attack," Rear Admiral Craig Quigley said.

LE MONDE / MERCREDI 21 FÉVRIER 2001

Hubert Védrine juge illégaux les bombardements américains et britanniques sur l'Irak

Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, se montre également circonspect

Les bombardements américains et britanniques sur l'Irak, vendredi 16 février, suscitent de nombreuses interrogations parmi les alliés euro-

péens de Washington. Alors que le *Wall Street Journal* du 20 février évoque une opération contre un nouveau système de défense installé en

coopération avec la Chine, la France demande à la nouvelle administration américaine une redéfinition de sa politique vis-à-vis de Bagdad.

LA PREMIÈRE initiative de la nouvelle administration américaine en Irak suscite en France des critiques de plus en plus vives. Quelques heures après les bombardements américains et britanniques effectués vendredi 16 février, la France s'était contentée d'indiquer qu'elle n'avait pas été prévenue de cette opération. Le lendemain, elle avait fait part de son « incompréhension » et de son « malaise ». Lundi, le ministre des affaires étrangères,

Hubert Védrine, interrogé sur la chaîne d'information LCI, s'est montré plus virulent.

« Nous jugeons depuis longtemps qu'il n'y a pas de base en termes de légalité internationale pour ces types de bombardements », a-t-il assuré. « Ces actions, à ma connaissance, n'ont été quasiment approuvées par personne. Seuls le Canada et la Pologne l'ont fait, je ne sais pas pourquoi », a-t-il poursuivi. « Tous les

autres ont manifesté soit de la réprobation, soit de la critique, soit des interrogations et un malaise parce qu'on ne voit pas tellement le sens de cette action. »

Le ministre, qui attend de la part de la nouvelle administration américaine une « redéfinition » de la politique américaine vis-à-vis de l'Irak, a assuré que « nous sommes embarqués depuis des années dans une politique de sanctions qui a eu un sens

tout à fait au début, et qui ensuite a été dévoyée et qui, en réalité, prend en otage la population irakienne. Cet embargo ne marche pas dans le bon sens : c'est la population qui en souffre et nous demandons qu'on en sorte. » Raymond Forni, président de l'Assemblée nationale, avait exprimé samedi sa « compassion » pour le peuple irakien.

Au-delà du tollé suscité dans la plupart des pays arabes, à part le Koweït et l'Arabie saoudite, et des

manifestations de solidarité dans les territoires palestiniens, l'initiative américaine soutenue par les Britanniques pose problème aux alliés de Washington, tant elle masque mal l'embarras de la nouvelle administration Bush devant le casse-tête irakien.

M. FISCHER À WASHINGTON

La France, qui a suspendu en 1998 sa participation aux opérations de survol des zones d'exclu-

sion aérienne unilatéralement décrétées après la guerre du Golfe dans le nord et dans le sud du pays, s'est efforcée, à l'ONU, de parvenir à une formule permettant à la fois un allègement des sanctions internationales et la reprise du contrôle du désarmement stoppé depuis les bombardements américains et britanniques de l'opération « Renard du désert », en 1998. Ces propositions, soutenues par la Chine et la

Russie, ont été cependant repoussées par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Aujourd'hui, les interrogations ne se limitent plus à la France, souvent soupçonnée de visées mercantiles. Lundi, le chancelier allemand Gerhard Schröder s'est également montré très circonspect, ne condamnant pas les raids américains et britanniques, mais ne les soutenant pas non plus.

Assurant que son gouvernement n'était pas inquiet, mais qu'« il s'en émouvait », M. Schröder a indiqué : « Nous parlons avec nos amis américains mais pas sur eux en public. » Le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, devait rencontrer mardi à Washington le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, le vice-président, Richard Cheney, et la conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice. - (AFP, Reuters.)

LE MONDE / MERCREDI 21 FÉVRIER 2001

Des tensions au sein du pouvoir relancent les difficultés financières de la Turquie

Le gouvernement de Bülent Ecevit est fragilisé par la crise

L'animosité entre le président de la République, Ahmet Necdet Sezer, et le premier ministre, Bülent Ecevit, pèse sur la crédibilité du gouvernement, engagé dans un dif-

ficile processus de réformes. Elle met à mal le programme de stabilité financière engagé par Ankara avec l'aide du Fonds monétaire international.

ISTANBUL

de notre correspondante

La stabilité politique de la Turquie, fragilisée en novembre 2000 par une grave crise financière, est à nouveau menacée par un affrontement au sommet entre le président de la République, Ahmet Necdet Sezer, et son premier ministre, Bülent Ecevit. Cet affrontement a conduit M. Ecevit, lundi 19 février, à claquer spectaculairement la porte du Conseil national de sécurité, qui réunit chaque mois les dirigeants politiques et militaires du pays.

Connu pour son caractère emporté, le premier ministre, qui avait personnellement soutenu l'accession de M. Sezer à la tête de l'Etat il y a moins d'un an, s'est vu reproché par ce dernier de ne pas agir avec suffisamment de détermination dans sa lutte contre la corruption. « J'ai quitté la réunion parce que le président s'est permis de me sermonner d'une manière qui dépasse les règles de la politesse et les traditions de l'Etat », s'est-il expliqué. Les marchés financiers ont marqué le coup brutalement : alors que la Bourse chutait de 14 %, les banques se sont ruées sur le dollar, forçant la banque centrale à vendre près de 5 milliards de dollars (près de 5,5 milliards d'euros). L'escalade des taux d'intérêt qui s'en est suivi va vraisemblablement hausser le coût de l'emprunt que le Trésor avait prévu de lancer cette semaine.

L'animosité entre les deux dirigeants était perceptible depuis l'élection présidentielle. En choisissant comme candidat un ancien président de la Cour constitutionnelle sans expérience politique, les trois partis au sein de la coalition

pensaient qu'il serait un chef d'Etat malléable, peu susceptible d'intervenir dans les affaires du gouvernement. Mais M. Sezer, homme plutôt austère et attaché au respect des lois, a d'emblée démontré qu'il entendait maintenir ses principes. Peu après son arrivée à la présidence, il avait refusé de signer plusieurs décrets gouvernementaux, affirmant que les raccourcis du gouvernement étaient contraire au principe de la démocratie parlementaire, qui donne à l'Assemblée nationale le pouvoir de légiférer.

PROGRAMME D'AUSTÉRITÉ

La dispute, désormais publique entre les deux hommes, a éclaté à un moment inopportun, alors que Stanley Fischer, le numéro deux du Fonds monétaire international, se trouvait à Ankara pour rencontrer les dirigeants turcs. Le gouvernement a, pour l'instant, maintenu le cap des promesses qu'il avait faites au FMI dans le cadre de l'accord stand-by d'une valeur de 4 milliards de dollars conclu en décembre 1999. Il a reçu un soutien supplémentaire de 7 milliards de dollars pour sortir de sa crise de liquidités de novembre. Mais l'impact du programme d'austérité se fait fortement sentir : le chômage est à la hausse, de nombreuses petites entreprises sont forcées de fermer, et les politiciens se sentent sous pression. La vente de Turk Telekom, qui devait être une étape importante du programme de privatisation, risque d'être retardée une fois de plus en raison du manque d'intérêt des investisseurs étrangers.

D'autres facteurs contribuent au malaise général. Le gouvernement

aurait dû annoncer en janvier un calendrier détaillé des réformes qu'il entend introduire dans le but d'adhérer à l'Union européenne ; mais le parti d'extrême droite Action nationaliste, membre de la coalition, s'oppose à plusieurs réformes politiques importantes, comme l'abolition de la peine de mort et la reconnaissance du droit des Kurdes à disposer d'une éducation et de programmes de radio et de télévision dans sa langue. Selon Mesut Yilmaz, vice-premier ministre responsable des affaires européennes, la finalisation de ce programme a été reportée à la mi-mars.

Une autre source d'incertitude est le procès en cours contre le Parti de la vertu (islamiste) devant la Cour constitutionnelle. L'ancien procureur général, Vural Savas, avait demandé la dissolution du parti, qu'il accuse de menacer le régime laïque, et l'expulsion du Parlement de ses 102 députés. Une telle décision, qui aurait des répercussions politiques importantes, forcerait la tenue d'élections dans un délai de trois mois pour occuper les sièges vacants.

Confrontés à ces difficultés, le pays a besoin d'un gouvernement qui a fermement les rênes en main. Le premier ministre, qui est âgé de soixante-quinze ans et paraît de plus en plus frêle, a tenté de rassurer les marchés financiers en affirmant que le gouvernement n'avait pas l'intention de démissionner. Mais ses déclarations n'ont pour l'instant pas eu l'effet escompté. D'autant que le président ne semble pas prêt à lui faire les excuses publiques qu'il exige.

Nicole Pope



Former French first lady Danielle Mitterrand poses with Kurdish refugees as she visits a makeshift housing camp in Frejus, southern France, Tuesday Feb. 20, 2001. Some 910 refugees who were smuggled into the country over the weekend are being housed at a military camp in France. For years, Kurds have been a favorite charity of Mrs. Mitterrand. Her human rights group, France-Libertes, has denounced persecution of Kurds in their homeland, which straddles Turkey, Syria, Iran and Iraq. (AP Photo/Lionel Cironneau)



An Iraqi Kurd refugee takes care of children, as they wait for food in a military facility used as a temporary shelter in Frejus, southern France, Monday Feb. 19, 2001. A Cambodian-registered freighter ran aground Saturday off the southern French coast near Saint-Raphael, carrying 910 Iraqi Kurds. Criminal gangs operating in Turkey and Iraq were suspected to be responsible for smuggling the Kurds into France. (AP Photo/Lionel Cironneau)

Associated Press Photo - Tuesday 20 February 2001



A young Iraqi Kurd refugee looks through the fence of a military building used as a temporary shelter in Frejus, southern France, Monday Feb. 19, 2001. A Cambodian-registered freighter carrying 910 Iraqi Kurds ran aground Saturday near Saint-Raphael on the southern French coast. Criminal gangs operating in Turkey and Iraq are suspected to be responsible for smuggling the Kurds into France. (AP Photo/Lionel Cironneau)

L'accueil réservé aux boat-people kurdes embarrasse la majorité

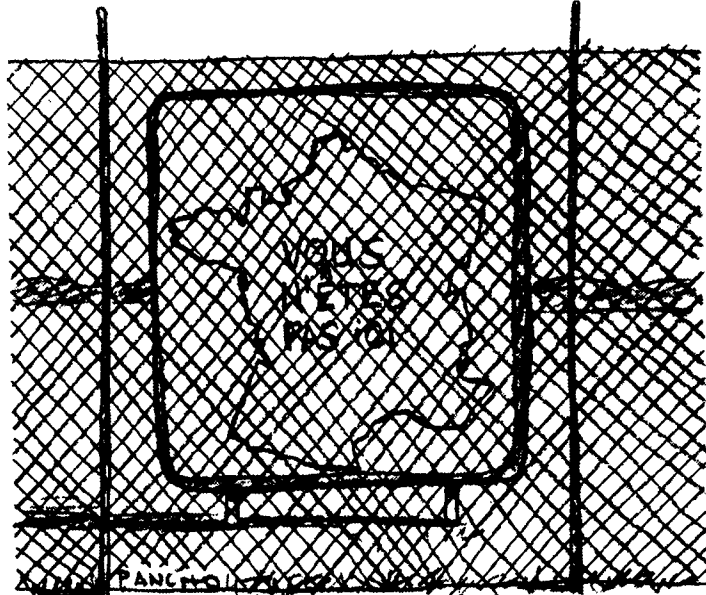
En expliquant que le « choix premier » est celui de « l'humanitaire », Lionel Jospin

a tenté de corriger, mardi 20 février, l'impression de décalage par rapport à l'émotion populaire laissée par les premières déclarations de François Hollande et de membres du gouvernement

BIS REPETITA ? Pour la première fois depuis la dernière grève de la faim du troisième collectif de sans-papiers chinois - qui étaient à peine deux cents, mais qui disaient être sur le sol français depuis longtemps -, le gouvernement de Lionel Jospin se trouve confronté à une demande collective d'asile politique. L'arrivée, dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 février, sur la Côte d'Azur, de quelque 900 Kurdes embarqués sur un cargo volontairement échoué, a obligé le gouvernement à s'exprimer à nouveau sur la délicate question de l'accueil de réfugiés aux frontières. Avec une donne un peu particulière : l'arrivée en groupe et en nombre, d'abord, qui risque de rendre plus difficiles les explications du gouvernement, soucieux, depuis quatre ans, de raisonner « individuellement ».

L'origine des passagers qui ont voyagé dans la cale de l'East-Sea, ensuite : alors qu'il était ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement avait toujours insisté pour que l'on examine avec une particulière mansuétude le cas des réfugiés kurdes, dont il liait le sort à l'embargo sur l'Irak. Le tout à quelques semaines des élections municipales, pour lesquelles le Parti socialiste et le gouvernement ont décidé de faire de la sécurité dans les villes un des premiers thèmes de campagne.

Après François Hollande qui, dès le 18 février, dans un entretien au *Journal du dimanche*, expliquait qu'il « ne fallait pas inciter à un trafic de main-d'œuvre » et ne pas donner aux réfugiés « l'illusion et l'espoir d'une intégration dans notre pays, car ce serait une formidable incitation à tous les trafics » (*Le Monde* du 20 février), et tandis que le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, refusait, dimanche, sur France 3, de « préjuger » de leur statut de réfugiés politiques, le premier ministre s'est exprimé, lundi, à Matignon. Lionel Jospin a expliqué que le « choix premier » du gouvernement en faveur des réfugiés kurdes était « celui de l'humanitaire », en ajoutant qu'il fallait « traiter ce genre de question (...) à la fois au plan français et dans le cadre européen, de façon à ne pas



donner, une sorte de prime à ces entreprises criminelles de transport ». Le chef du gouvernement a ensuite rappelé, mais de manière moins ferme que M. Hollande, sa règle du traitement au cas par cas : « Les accueillant, les réconfortant, nous allons devoir regarder avec chacun d'entre eux, avec chaque famille, avec chaque individu, à la fois quel est son choix, les motifs de son arrivée en France ».

PLUSIEURS PETITES MUSIQUES

Depuis, au sein du gouvernement, Marie-George Buffet et Dominique Voynet ont fait entendre leur petite musique. La ministre communiste de la jeunesse et des sports a confié au *Monde* son « indignation qu'on puisse encore traiter ainsi des hommes, en 2001, à fond de cale », en estimant qu'il

faut « penser aussi à des solutions au problème de la minorité kurde, car ces gens ont été poussés par la misère, la non-reconnaissance ». Mme Buffet « pense profondément que le gouvernement essaie de trouver pour chaque cas et chaque famille une solution humaine », mais, ajoute-t-elle, « j'imagine mal leur retour, ou alors il faut des garanties ». De même, Dominique Voynet, de Dole, a indiqué au *Monde*, mardi, que « ce n'est pas un problème d'immigration classique, même si cette arrivée est collective, c'est un problème d'asile politique. Ces gens viennent d'Irak, ajoute la ministre verte de l'environnement, où subsistent persécutions et conséquences lointaines de la guerre du Golfe. La question n'est donc pas une question d'intégration. »

Daniel Cohn-Bendit chahuté à Lyon

Venu à Lyon, lundi 19 février, pour soutenir le candidat de la gauche plurielle, Gérard Collomb, et débattre de la culture, Daniel Cohn-Bendit s'est fait vivement chahuter par des militants de la cause des sans-papiers, choqués par les déclarations de François Hollande sur le sort des Kurdes échoués sur les côtes françaises. « Je n'aurais jamais fait ces déclarations, je suis pour qu'ils obtiennent le droit d'asile », a déclaré l'ancien adjoint au maire de Francfort. Devant l'insistance des militants, qui brandissaient des banderoles demandant la régularisation de tous les sans-papiers, Daniel Cohn-Bendit s'est énervé : « Vous instrumentalisez les Kurdes, mais vous n'en avez rien à cirer. Moi, à la mairie, en favorisant l'expression culturelle divergente, j'ai aidé à la reconnaissance des minorités comme les Kurdes. » - (Corresp.)

Lundi, Vincent Peillon, porte-parole du PS, a profité de son point de presse hebdomadaire pour détailler la position des socialistes. Les naufragés kurdes doivent être traités, a-t-il indiqué, « avec respect et dignité » et les demandes d'asile doivent être examinées conformément à la loi Chevènement et à la convention de Genève. Mais, a prévenu le député de la Somme, « si l'émotion, aussi légitime que l'indignation et la colère suscitées par cette affaire, conduisaient à agir précipitamment et à contourner les propres lois que nous avons instituées, nous créerions un précédent fâcheux, dont personne ne maîtriserait les effets », avec, comme première conséquence, un encouragement au « trafic des personnes ».

Malgré ces précautions, le débat risquait de rebondir, mardi soir, au bureau national du PS. Pour Henri Emmanuelli, interrogé par *Le Monde*, les réfugiés kurdes « doivent être traités comme des victimes, des victimes de la misère et du contexte politique qu'on a créé au Moyen-Orient ». « Ils ressemblent bigrement aux damnés de la terre que la gauche a chantés pendant cent ans », observe-t-il. S'il « comprend qu'au nom de la responsabilité, on ne puisse encourager toutes celles et tous ceux qui voudraient venir chez nous à la faire sans réserves », le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale demande un supplément d'humanité. « On serait mieux armé, assure-t-il, si on avait une véritable politique de l'immigration », organisant les conditions et les durées de séjour tout en combattant les trafics de main-d'œuvre, alors que, sinon, ils risquent d'être « renvoyés car il n'y aura ni porte ni vasistas » pour les faire entrer.

De même, Marie-Noëlle Liennemann, pour la Gauche socialiste, « n'imagine pas que la France des droits de l'homme les renvoie avec tout ce qu'ils ont subi ». « La France s'honorerait en manifestant un grand mouvement d'humanité », a déclaré au *Monde* la députée européenne. Entre la droite qui fait parler son cœur et les « Français », comme dit M. Vaillant, qui s'interrogent, la voie est étroite

pour le gouvernement. « Moi, j'essaie de me frayer un chemin, en gros, entre ce que dit M. Pasqua, qui ne m'apparaît pas très humain

– "Renvoyez-les" – et puis M. Séguin ou M. Devedjian qui disent : "Accueillons-les, accueillons-les" », a curieuse-

ment glissé, dans l'émission « France Europe Express », le ministre de l'intérieur,

M. Vaillant.

**Ariane Chemin
et Michel Noblecourt**

Droit d'asile, mode d'emploi

FranceSoir Mercredi 21 février 2001

Lakhdar BELAÏD

Hier, la traversée de la Méditerranée à fond de cale. Aujourd'hui, le parcours du combattant. Tous demandeurs d'asile dans l'Union européenne, les 908 Kurdes irakiens échoués sur la Côte d'Azur, dont 430 adultes, vont devoir « faire la preuve » d'une persécution. « Le droit d'asile n'est pas reconnu à des populations entières, note-t-on à l'OFPRA. Chaque cas devra être examiné. »

Hier, avant l'attribution par le ministère de l'Intérieur aux Kurdes d'un sauf-conduit de huit jours (lire ci-dessus), dix juges du tribunal de Draguignan ont auditionné les 430 adultes. But : prolonger ou non la zone d'attente créée spécialement à l'attention des réfugiés dans un ancien camp militaire. « Normalement, une zone d'attente se situe

dans un lieu d'arrivée comme un port ou un aéroport, rappelle un fonctionnaire. Sur décision d'un



Photo AP (Lionel Cronnean)

Un réfugié Kurde et ses enfants attendant la distribution de nourriture.

juge, l'arrivant peut y être maintenu de deux à huit jours. Pendant ce temps, on voit si la demande est fondée. Après, on peut renvoyer.

En France, à gauche comme à droite, les responsables politiques craignent une « trop grande générosité » dans cette affaire. Sur-tout, « ne pas encourager les filières d'immigration clandestine ». Mais comment discerner un réfugié politique et un immigrant économique ? « Après le passage devant un juge, c'est au ministère de l'Intérieur d'autoriser les personnes à deman-

der l'asile, précise-t-on à l'OFPRA. Le cas est alors examiné par nos services. »

Crédibilité des récits

Mais comment juger de la sincérité d'une personne qui, très souvent, s'est enfuie sans le moindre document ? « En vérifiant la cré-

dibilité des récits », se contente de répondre l'OFPRA. En clair, le candidat à l'exil économique issu d'une zone de conflit et qui aura bien « potassé » « sa » guerre pourra passer à travers les mailles du filet.

« De toute façon, il ne faut pas rêver, commente un fonctionnaire ayant requis l'anonymat. J'imagine mal la France renvoyer ces personnes en Irak, même en cas d'échec des procédures. » Dès la délivrance d'autorisations provisoires de séjour (APS), leur permettant de circuler en France, de nombreux Kurdes pourraient être tentés de gagner d'autres pays, comme la Grande-Bretagne. D'autres opteraient alors pour la clandestinité. D'où l'intérêt, pour la France, de régler ce dossier au plus vite. Après la traversée maudite et le parcours du combattant, la course contre la montre.

3 questions à...

Patrick Delouvin, Amnesty International

1. Comment jugez-vous la situation de Fréjus ?

On y rencontre les mêmes problèmes qu'à Roissy tous les jours. Des étrangers qui semblent en danger arrivent à la frontière et ne comprennent pas ce qu'on leur fait. La procédure est complexe. Ils manquent d'informations et d'interprètes. Là, le Kurde, comme le Sierra-Léonais à Roissy, ne sait pas ce qu'il va demander au juge, puis au policier puis à l'OFPRA. A la différence des réfugiés qui font leur demande d'asile en France, ceux qui se présentent à la frontière risquent le renvoi. En plus, ici, le ministère de l'Intérieur fait intervenir l'OFPRA, chargée généralement d'un travail de vérification qu'on peut qualifier de « fourmi » alors qu'il faut prendre une première décision rapide.

2. Comment jugez-vous la politique française en matière d'asile ?

L'Europe des 15 s'organise pour rendre de plus en plus difficile l'accès à l'UE. La récente présidence française a d'ailleurs été un summum. Presque rien n'a été dit sur l'asile. En revanche, Paris a fait beaucoup de propositions pour maîtriser les flux migratoires.

3. Que dire des filières clandestines d'immigration ?

Pour limiter l'arrivée d'étrangers, les Etats européens ont d'abord imposé les visas. Puis, ils ont sanctionné financièrement les compagnies de transports amenant des sans-papiers. Aujourd'hui, des « officiers de liaison » européens vont contrôler l'embarquement dans certains pays. Nos frontières se déplacent en amont. Du coup, les gens passent par d'autres créneaux. L'Europe pousse les réfugiés vers les filières.

Danielle Mitterrand : « Pas de parodie de justice »



L'ancienne première dame de France et la plus pro-kurde des Françaises est restée deux heures et demi avec les réfugiés.
(Photo V. Lucchesi/AFP.)

Fréjus :
de notre envoyé spécial,
Francis Puyalte

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas à la caserne sans nom de Fréjus, où se joue le destin des naufragés clandestins d'un pays qui n'existe pas. Tendue la veille, l'ambiance s'était relâchée hier, avant même que Danielle Mitterrand ne vienne soutenir le moral de ses protégés. Désormais, les reclus ne sont plus seuls. Quelques représentants de la population locale viennent les voir, certains par curiosité, sans doute, mais la plupart par solidarité, les bras chargés de peluches, de vêtements ou de victuailles.

Quant aux CRS, ils doivent un peu forcer leur nature pour prendre l'air bon enfant. Sur ordre, probablement. Hier, ils laissaient les caméras filmer à leur aise derrière les grillages.

On pouvait interroger des Kurdes, quelques-uns en anglais, les autres en arabe, par le biais d'un interprète improvisé. Adolescents et hommes jeunes s'agglutinaient contre les clôtures pour répondre aux questions, en poser aussi, réclamer des cigarettes. Jeunes filles et femmes, la plupart vêtues de robes traditionnelles, tête couverte d'un foulard pour certaines, restaient entre elles, en retrait, à la lessive ou aux bavarages, assises à terre, par moments, dans la position du lotus. Les vieux, coiffés d'un keffieh de Bédouin, ne s'approchaient pas trop non plus du monde, eux par sagesse, peut-être.

Ainsi, on pouvait en savoir plus sur cette odyssee de dix jours à bord de l'*East Sea*, construit pour transporter du pétrole et non des passagers. « *Nous dormions sur les ponts, assis, et nous avions froid... Nous mangions du poisson de des pâtes...* » Ici, au camp, l'or-

dinaire s'est amélioré, assurément-ils. « *On mange bien et on a moins froid depuis qu'ils nous ont donné plus de couvertures.* » Un garçon d'une vingtaine d'années raconte leur longue marche depuis leur région, en Irak, jusqu'en Turquie, dans les faubourgs d'Istanbul, où ils devaient embarquer. Quant à la question sur un éventuel refoulement sur l'Irak, elle provoque un sursaut collectif : « *Nous préférons mourir en France que de vivre sous Saddam !* »

De petits bouts de chou au sourire timide viennent s'accrocher aux grillages. Des gens leur passent des bonbons à travers les grillages ou leur balancent des paquets de biscuits par-dessus les barbelés. Il y a un côté zoo de Vincennes, sans doute, mais l'émotion est tout de même là. Comme elle est dans cette scène de la photo de famille d'une ribambelle de gamins et gaminettes kurdes autour de « *Tatie Danielle* », scandant :

« *Azadi ! Azadi !* » (« Liberté ! Liberté ! »). L'ancienne première dame de France et la plus pro-Kurdes des Françaises est restée deux heures et demi avec les réfugiés. A sa sortie, elle a déclaré que « *ces gens espéraient d'abord vivre, et ensuite, vivre en liberté* ». Et que « *la grande sagesse serait de les remettre en liberté dès demain, que ce serait une parodie de justice d'étudier à la va-vite quelque quatre cents dossiers à Draguignan...* »

Hier, le camp retranché de Fréjus devenait un peu le camp de l'espoir.

LE FIGARO

MERCREDI 21 FÉVRIER 2001

US attack on Iraq keeps ricocheting: Arab leaders say bombing hardens anti-US sentiments

By Michael Theodoulou February 21, 2001 Christian Science Monitor

Whatever US intentions were in bombing Iraq's command and control centers last Friday, one result is clear in the Arab world: greater support for the sanctions-hit country.

"If America is looking for a consensus policy on Iraq, it has just shot itself in the foot," says a Gulf Arab diplomat.

Apart from Israel, most governments in the Middle East, including key US allies - such as Egypt, Jordan, and Turkey - have strongly criticized the military action. "This raid, which has killed a number of innocent civilians, has no justification, violates international law, and has provoked anger and resentment in the Arab world," says Esmat Abdel-Meguid, secretary-general of the 22-member Arab League, the regional organization of Arab states based in Cairo.

Arab leaders are acutely aware that popular sentiment in their countries is increasingly sympathetic to the long-suffering Iraqi people, if not Hussein personally, and hostile to the US because of its lenience toward Israel. Regional commentators are asking why the US and Britain are acting in the name of the no-fly zones, which have at best only dubious authority from the United Nations, while failing to press Israel to abide by UN resolutions calling for its withdrawal from occupied Arab lands.

Even on the streets of Saudi Arabia, the springboard for the liberation of Kuwait from Iraqi occupation 10 years ago, the reaction to the raids was angry. "Bush has uncovered his ugly face and all the hate and spite he has for the Arabs," says businessman Abdul-Aziz Mohammed al-Rafidi.

Iran, no friend of Hussein, who invaded the Islamic republic in 1980, denounced the strikes as "carnage" and accused of a "warmongering, crisismaking policy." The timing of the raids dismayed Arab capitals already jittery about the increased violence in the Holy Land following the landslide victory of the rightwing Ariel Sharon in Israeli elections for the premiership this month.

"We are rather incredulous at the timing of the strikes, which coincide with what seems to be the collapse of Arab-Israeli peacemaking, the election of a rightwing prime minister in Israel whose regard for Arab life is light, and the emergence of an Arab population that is more disillusioned about the future of the region than at any time in the past two decades," said the English-language Jordan Times.

Arab governments hoped the new US administration would focus on the explosive confrontation between Israel and the Palestinians. They regard that as a more serious threat to regional stability than an Iraq weakened by the decade-old embargo and boxed in by air exclusion zones.

"Unfortunately Iraq has over the last decade become a convenient punching bag for American presidents wanting to portray a tough image," said the Dubai-based Gulf News.

But while newspapers in many Western-backed Arab states, where media are to varying degrees controlled, were permitted to vent frustration with US policy, diplomats pointed out no government was about to start downgrading ties with Washington because of Iraq. Arab Gulf countries rely on American military muscle for protection while Egypt depends on US economic support. Diplomats say it was partly to assuage domestic opinion inflamed by Israel's handling of the Palestinian intifada that many regional states have been allowing Baghdad to come in from the cold. Other incentives include Iraq's oil wealth and the business opportunities it offers for countries such as Syria and Egypt.

The decade-old US-led sanctions on Iraq are viewed as a bankrupt policy that has failed to punish Hussein's regime while punishing blameless Iraqis. And flights from the Arab world and beyond have landed frequently at Saddam International Airport since last fall carrying humanitarian aid and antisandictions campaigners. Yesterday, Iraq and Egypt signed an accord to boost transportation links.

Iraq, which is calling for Arabs to stage a day of protest coinciding with the arrival Saturday of US Secretary of State Colin Powell, has portrayed the airstrikes as an unprovoked attack on an impoverished but resilient country that, however victimized, courageously refuses to bow to a bullying superpower. Iraq has also warned that the

Anglo-American muscle-flexing has damaged the atmosphere ahead of important talks with the UN called to settle the prolonged dispute over sanctions and its alleged weapons of mass destruction. Hopes of a solution were not high but, buoyed by the diplomatic fall-out from the air raids, Iraq may now be even more insistent that sanctions are lifted and less amenable to compromise on arms inspections.

Many observers are convinced that Hussein, his reportedly ailing health aside, is at his strongest for a decade. It was a point he highlighted recently by presiding over Iraq's biggest military parade since the 1991 Gulf War, in support of the Palestinians. It demonstrated that he had largely rebuilt his conventional war machine despite a decade of sanctions, Western analysts say. On show were more than 1,000 Russian-made tanks, refurbished with spare parts purchased with the proceeds from illicit oil sales made outside the UN's oil-for-food program. Also displayed were sophisticated surface-to-air missiles, which Washington and London believe he hoped to use to down "infidel" aircraft patrolling over Iraq. From Baghdad's point of view, there would have been no better time for such a propaganda coup than this weekend, when the US celebrates the 10th anniversary of the allied liberation of Kuwait.

Few Arab commentators have accepted Washington's arguments that the raids were a "routine" operation to diminish the heightened Iraqi threat to American and British pilots. Conspiracy theories abound. Many suspect the primary aim was to stoke friction between Iraq and its neighbors Kuwait and Saudi Arabia in an attempt to scupper Baghdad's increasingly successful drive for regional rehabilitation.

For the moment, however, the regional consensus is that President Bush, described in one Iraqi newspaper as the "moron son" of Iraq's Gulf War nemesis, has only bolstered Saddam Hussein. "I honestly wonder sometimes that the British and Americans are working for Saddam Hussein," says antisandctions British Labour parliamentarian George Galloway, "because the policy they are pursuing is boosting his standing around the world rather than reducing it."

* * * * *

Airstrike on Iraq seeks wrong goal

By Micah Zenko February 21, 2001 - Baltimore Sun

WASHINGTON – President Bush's explanations for Friday's airstrikes against Iraqi command and control centers represent a long-held misunderstanding of the original intention of the no-fly zones, namely protecting Kurdish refugees in northern Iraq and Shi'a Muslims in southern Iraq.

A Pentagon spokesman described the attacks as necessary to counter the increased frequency of Iraqi anti-air artillery and missile attacks against Anglo-American planes enforcing the no-fly zone. Mr. Bush described the strikes as a "routine mission" intended to make Saddam Hussein abide by the agreements he signed after the Persian Gulf war. The president added that the United States was going to "watch very carefully as to whether or not he develops weapons of mass destruction." As his comments indicate, the issue of the zones has become intertwined with Iraq's noncompliance of its promise to dismantle and account for its weapons of mass destruction (WMD) programs. Unfortunately, by attacking the command and control centers which threaten their ability to patrol the no-fly zones, the United States and Britain may have damaged any near-term opportunity to have U.N. weapons inspectors reenter Iraq.

Iraq has opposed the inspection of its suspected WMD and ballistic missile program sites since December 1998, when the United States and Britain led an ineffectual four-day bombing campaign against the alleged WMD production sites after Iraq denied the U.N. inspectors open access.

In the last two years, no outside source has been able to determine the extent of Iraqi re-militarization, though reports of current anthrax production have been confirmed by U.N. officials. Given Iraq's historical interest in obtaining or developing WMD and WMD delivery systems, one would not imagine they have spent the last two years sitting on their hands.

The revamped U.N. inspection team, headed by the respected Hans Blix and renamed UNMOVIC (U.N. Monitoring, Verification and Inspection Commission), has been staffed and ready to enter Iraq for six months. Iraq has accepted the appointment of Mr. Blix, and the former Swedish foreign minister had indicated in the fall that he fully expected

ted Iraq to permit his team to inspect the 300 sites in question soon. With the election of Mr. Bush, Middle East watchers hoped for a positive diplomatic initiative to shake up the intractable Iraqi issue which he inherited from his father and President Clinton. Unfortunately, the first Bush administration statement concerning Iraq was a military one. While the president claimed the attacks were routine, they represented an escalation of the U.S. and British intent to patrol northern and southern Iraq at the expense of renewed weapons inspections.

As an almost unmentionable side note to the issue of enforcing the no-fly zones, Turkey, a U.S. ally and NATO member, has reportedly introduced at least 500 -- and as many as 10,000 -- ground troops up to 100 miles into Kurdish-controlled northern Iraq since Dec. 20 for a military offensive against the Kurdistan Workers Party (PKK).

The State Department's latest report on Turkish human rights practices notes that Turkish ground operations into Iraq are routinely conducted "with air support."

Such air support violates the no-fly zone, constituted above the 36th parallel in April 1991 with the expressed intent of creating a "safe haven" for Kurdish refugees. Though Turkey claims that its operations into northern Iraq are to target PKK terrorists, its inability, or disinterest, in determining Kurdish rebels from the Kurdish civilians has been exhaustively documented by international observers. For the sake of consistency, the Bush administration should acknowledge it is overlooking Turkish violations of the no-fly zone.

For the security of the region and the world, it should also work to insist UNMOVIC be permitted to resume international weapons inspections in exchange for more targeted and less burdensome sanctions.

Although their movement and access was sometimes limited, from 1991 to 1998 U.N. inspectors did more to eliminate the weapons programs of Iraq than the airstrikes of 1993, 1996, 1998, or Friday's. With his actions, Mr. Bush has temporarily demonstrated the resolve of the shrunken Persian Gulf war coalition. The likelihood that Iraq will match the airstrikes by capitulating over the matter of inspections are nil. The vacuum of information inside Iraq remains. Speaking to reporters after the strikes, Bush noted that "our intention is to make sure that the world is as peaceful as possible."

Don't hold your breath.

Micah Zenko is a researcher in the Foreign Policy Studies program at the Brookings Institution, a Washington policy organization.

* * * * *

The Times (London) FEBRUARY 20 2001

Bombing Saddam is not enough to oust him

by MICHAEL GOVE

What would George Orwell make of Geoff Hoon? Mince meat, undoubtedly. Enough of the stuff to keep Baghdad in kebabs for weeks. For Orwell, the writer who pierced political euphemism better than any other, the defence offered by Mr Hoon of our air attack on Iraq last week would have been too tempting a target not to skewer. Our bombs were, in Hoon's phrase, "humanitarian". Love is Hate. War is Peace.

And high explosive is humanitarian. Why is that food parcel ticking? Oh, it's a gift from Mr Hoon. It is perhaps no surprise that support for our part in the attack on President Saddam Hussein's air defence network is so anaemic when the case made by our Government is so entirely lacking in iron. There are powerful, and pressing, reasons why the West should be ready to step up its response to the Iraqi dictator. But they are not being made by the Blairites. The Prime Minister provided no rationale for the air campaign in his address to Labour's spring conference at the weekend.

Robin Cook restricted himself to building on the shaky foundations of the Hoon doctrine, arguing that our intervention was justified on a bleeding-heart basis to inhibit Saddam from bombing Kurds from the air.

Desirable as it may be to restrict Saddam's capacity further to harm his own people, that is very far from being the soundest basis on which to develop a military campaign against him. As my colleague Simon Jenkins has pointed

out, if the mistreatment of Kurds were a sufficient rationale for a bombing campaign, we'd be blitzing Ankara tonight. A foreign policy that uses air forces to signal disquiet at humanitarian abuses would require the skies to go dark over more than half the world's capitals.

The real reason why Saddam deserves to be a target for British bombs, and much more, is not "humanitarianism" but self-interest. We should fight him, not to protect "his" people, but our own. There is nothing singular in Saddam's willingness to terrorise his own subjects to maintain his hold on power, it is the stock in trade of regimes from Zimbabwe to Burma, against whom we heft no swords. What is exceptional about Saddam, and left unsaid by our Government, is the threat he poses to us by his development of weapons of mass destruction (WMDs).

Richard Butler, the Australian diplomat who was the UN senior arms inspector in Iraq, has chronicled Saddam's build-up of chemical, biological and nuclear weapons in his new book *Saddam Defiant*. These are weapons, he writes, which can "decimate cities, infect countries, poison millions". They are the cutting edge of the scimitar he wields as self-styled leader of the Arab world, champion of those nations who yearn to humble the West.

Butler believes that the Iraqi dictator would not scruple to use any one of these weapons, whether by warhead or fanatic, to kill countless innocents in America or Europe. Saddam needs no pretext, his only considerations are maintaining his position as the West's most implacable enemy and the "leadership" role that gives him in the Third World.

While Saddam continues, unmolested, in power that danger grows daily. He does not need the "provocation" of the weekend raids to provide a reason for using WMDs; the very existence of America and Israel, and our position as their ally, is rationale enough. And his very existence, armed with these weapons, is rationale enough for a campaign to neutralise him. Our problem is that while we have a proper justification, we don't have a proper war.

The campaign against Saddam is ill-timed, ill-judged, indeed just plain illogical. We are willing to wound the innocents, but afraid to use our might to set things right. We impose sanctions which our soi-disant allies such as France and Germany breach and we police no-fly zones for "humanitarian" reasons while Saddam's troops murder within them at will.

The current confusion in our policy is a consequence of Bill Clinton's pusillanimity and the Blairite failure to frame foreign policy ends in realistic terms. The new Left, uncomfortable with the language of legitimate national interests, is willing to breach national sovereignty on a whim to "protect human rights". But it has proved unequal to the task of explaining why the brutal dynamic of international power relations demands that Saddam be crushed.

The Iraqi ruler has acquired the respect of every rogue state, opportunist tyrant and terrorist grouping from Yassir Arafat to Kim Jong Il by deliberately stepping up the threat he poses to the democratic West. The longer he is allowed to continue along this path, with Britain and the US merely nipping at his heels, the more tempting it is for others, from sanction-busting French to missile-building Koreans, to thumb their noses at us. By declining to act decisively against Saddam we not only let him choose when he will unleash his WMDs against us, we also advertise our weakness for all who might wish to press their advantage against us in the Darwinian struggle for supremacy which is international relations.

The recognition that our current policy is flawed is, thankfully, growing. The US Vice-President, Dick Cheney, the American Defence Secretary, Donald Rumsfeld, and the Tory defence spokesman, Iain Duncan Smith, all realise that we need, in Mr Duncan-Smith's words, to "confront Saddam properly so that we can get rid of him". Getting rid of him will, at last, help to guarantee our citizens' security.

But only by proclaiming that we are eliminating him in pursuit of our own interests, rather than in the name of a bogus "humanitarianism", will we serve notice to all who would disturb our peace that we are worthy of it.

* * * * *

Karayilan: War in northern Iraq imminent

by Mert Gozde Turkish Daily News February 20, 21

Participating in a phone-in on Medya-TV, one member of the Kurdistan Workers Party (PKK) separatist terrorist organization Murat Karayilan asserted that Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Peshmerga [militia] backed by the Turkish Armed Forces (TSK) were preparing to attack the PKK. "War could break out in northern Iraq at any moment," he said. Karayilan backed up his allegation by showing that the Turkish soldiers had been deployed in northern Iraq and that they were expecting a broad attack to be launched within a short period of time.

Pointing to the PUK congress held in January, Karayilan said, "We expected the congress to come up with a peace plan, but instead they opted for war."

Noting that preparations for war began after the congress, Karayilan drew attention to a PUK Peshmerga conference that was held and a meeting attended by Peshmerga commander Neshirvan Mustafa and military officials.

Asserting that PUK forces and the TSK were deployed together and that they had brought heavy weapons into the region, Karayilan said they did not want to fight but that should the PUK attack the PKK then they would not refrain from giving a sharp response. Warning that any battle would engulf the whole region, Karayilan went on: "We have absolutely no problems with the people of the Soran region (the region controlled by the PUK under the leadership of Dr. Jalal Talabani). The people of the region are patriots and are unhappy with the TSK being deployed there. The Soran people see the TSK deployment in the region as an "occupation" and have mounted several armed attacks on TSK units in Charkuma." Calling on the tribes and other peoples living in the region, Karayilan asked for them not to serve Turkey's interests and not to fight against the PKK.

* * * * *

Containing Iraq: New strategy should emphasize military containment

Dallas Morning News 02/21/2001

Secretary of State Colin Powell plans to depart for the Middle East on Friday to celebrate Kuwait's liberation and to bolster the coalition against Iraqi dictator Saddam Hussein.

Mr. Hussein certainly still needs containing. Ten years after the U.S.-led coalition evicted him from Kuwait, the desert despot continues to threaten the oil-rich kingdom and to nurture his homicidal addiction to weapons of mass destruction. But if Mr. Powell departs with the intention of convincing the front-line coalition states to tighten the economic sanctions against Iraq, he may need to think again. The sanctions – which the United Nations Security Council imposed on Iraq to deny it the means to reconstitute its nuclear, biological and chemical arsenals – are steadily eroding, in part because of the widespread and false perception that they are to blame for the Iraqi people's penury. The truth is that the United Nations allows Iraq to sell plenty of oil as long as the profits are dedicated to feeding the Iraqi people and rebuilding the country's devastated civilian infrastructure.

Suffice to say that Mr. Hussein remains more interested in moving his troops than he is in delivering food to the hungry.

Any attempt to tighten the sanctions is likely to fail. In any event, tighter sanctions would probably not succeed in forcing Mr. Hussein to allow the United Nations to resume arms inspections, which he abruptly halted in 1998. It would probably make more sense for Mr. Powell to discuss converting the sanctions into a straightforward strategy of military containment, much as the United States and its allies contained the Soviet Union during the Cold War. To keep support for the anti-Iraq effort from slipping further, the Bush administration will have to do better at reminding the world of Mr. Hussein's evil character. President George W. Bush missed an opportunity to do so during his news conference in Mexico, where he fielded questions about Friday's U.S. and British air strikes against Iraqi radar. Mr. Bush said that the United States would enforce the no-fly zones without saying why they were established in the first place – to keep Mr. Hussein from slaughtering his own people, the Kurds in the north and the marsh Arabs in the south.

In the future, Mr. Bush should never miss an opportunity to make a cogent case for why Mr. Hussein poses a threat to humanity and to the oil supplies on which the industrialized world's prosperity depends. The airstrikes were necessary to prevent Mr. Hussein from fulfilling his cherished dream of downing a coalition aircraft and capturing its pilot. But they must be followed by a realistic new international strategy for keeping Baghdad's butcher in his box.

Argument Costs Turkey \$5 Billion, Hurts Emerging Markets

By Molly Moore Washington Post February 21, 2001

ISTANBUL, Feb. 20 -- Turkey's news media called it the \$5 billion spat: a political argument between the country's prime minister and president on Monday that sent a shock through the fragile Turkish economy, draining it of billions of dollars in a matter of hours and sending the stock market into a nose dive that reverberated today in emerging markets from Brazil to Russia. Overnight interest rates spiked as high as 3,000 percent and Turkey's central bank lost \$5 billion -- nearly one-fifth of its foreign reserves -- as investors dumped Turkish lira for dollars and euros. It was the largest single-day dollar loss ever for Turkey and the second major crisis in Turkish markets in three months.

As the government scrambled today to control the financial panic, the stock market recovered less than a percentage point of the 14 percent dive it took Monday and the treasury was forced to sharply curtail bond sales intended to help finance a large government debt payment scheduled for Wednesday. Overseas, investor wariness sent bonds issued by Russia and Ecuador tumbling and caused the Brazilian currency to dip.

The dramatic fallout from what newspaper columnists described as the reckless behavior of Turkey's leaders underscored the vulnerability of the country's economy and the consequences for emerging markets across the globe. The crisis was set off Monday when Prime Minister Bulent Ecevit and President Ahmet Necdet Sezer launched into a heated argument just before the start of a National Security Council meeting. Although the meeting was closed to the press, officials and others present provided accounts to Turkish news media.

Sezer reportedly accused Ecevit of obstructing efforts to investigate government corruption. As the argument intensified, Ecevit walked out of the meeting, telling waiting reporters that the president was "preaching at me in a manner beyond the rules of politeness or the traditions of state."

Then, in the statement that sent the stock market plunging 7 percent in a matter of minutes, Ecevit said, "This is a serious crisis." Many investors read that as fear of Ecevit's tenuous coalition government coming unraveled.

Today Ecevit attempted to backpedal from his incendiary statements. "The sad situation at yesterday's National Security Council meeting will cause no change or variation in the course of the economic program," he said, adding: "There may be rows. There may be misunderstandings. We try to overcome these, but before all else comes the smooth working of the state." The spat came at a particularly inopportune moment for the Turkish treasury, which had planned to auction one-year bonds to cover about \$6 billion in debt that comes due Wednesday. Instead, the government tried to bail itself out today by selling one-month, high-interest bonds, but it sold only about half of what it hoped to make. Government financial officials insisted, however, they would be able to make Wednesday's repayment.

The political spat also coincided with meetings scheduled this week between government officials and the International Monetary Fund, which has committed to \$11.4 billion in loans to Turkey -- much of which is part of an emergency salvage package delivered late last year when banking scandals brought the economy to the brink of collapse.<

* * * * *

No welcome mat for Kurds

UPI 21 February 2001 By ELIZABETH BRYANT

PARIS, Feb, 21 (UPI) -- U.S. and British warplanes last Friday bombed Iraq in retaliation for military threats against aircraft patrolling the country's "no fly" zones.

Early Saturday morning, more than 900 Iraqi Kurds washed up on the shores of southern France, demanding asylum from reported persecution back home. The two events, of course, are unrelated. But they highlight a dramatic change in the status of the Kurds in the eyes of international community. Just a decade ago, the United States championed the establishment of no-fly zones in Iraq, partly to protect the country's Kurdish minority.

Today, the Kurds' plight captures less media attention, and many Western governments consider them just another immigration headache, humanitarian experts say.

"If you don't have a particular problem with the Kurds, nobody is really taking care of the Kurdish situation," said Philippe Lavanchy, representative for the United Nations High Commissioner for Refugees in France. "And if you don't have preventative measures -- political measures -- taken in this kind of situation, you will have what is hap-

pening now: people coming out, and trying to find asylum." Indeed, human rights activists assert that many of the estimated 25 million Kurds scattered across Iraq, Iran, Turkey and Syria face discrimination, if not outright persecution.

During the Iran-Iraq war in the 1980s, for example, the Iraqi government used chemical weapons against Iraqi Kurds who sided with Iran. More recently, the government of Saddam Hussein has forcibly expelled thousands of Iraqi Kurds to the north, human rights activists say. The groups also charge governments in Iran, Turkey and Syria of human rights violations against their Kurdish populations. Yet in Europe, where immigration has become a political hot potato, many countries are adopting ever more draconian policies to slice the number of asylum seekers arriving on their shores.

In some cases, the European Union has begun stepping up visa requirements, and sending officials to overseas ports to check immigration procedures. In others, airline carriers are fined for flying in illegal immigrants.

"It's increasingly difficult to arrive legally in countries, so immigrants turn to other means," said Patrick De Louvin, an immigration expert at Amnesty International, in Paris. "So unfortunately, they turn to the services of illegal traffickers." That was apparently the case of the 900 Iraqi Kurds, whose Cambodian-registered ship grounded off the French Riviera. In interviews with French media, the Kurds said they paid traffickers more than \$2,000 to embark on a tortuous journey that led them across the Iraqi-Turkish border, and over the Mediterranean to France.

"We prefer to die in France, than to live under Saddam," several Kurds told France's former first lady, Danielle Mitterrand, during her visit Tuesday to the refugee holding area near Nice. But the ultimate fate of the Kurds is uncertain. French officials say they will now examine their cases on an individual basis. The process often takes several months, but may last as long as two years.

"Probably there will be some in the group who are economic migrants -- people who don't have a particular problem in their country of origin," predicted UNHCR's Lavanchy. "And there will be others who are really refugees, who have faced persecution, or may face persecution in their country of origin, and need protection."

But other humanitarian workers argue the Kurds all merit the right to asylum.

"We consider all the Kurds who arrived in France to be political refugees," said Claude Moncorge, president of Medecins du Monde, a Paris-based relief group. "They are minorities, and when they take the risk of coming here in such conditions, it's clear they are all in a situation that deserves political refugee status." Kurdish immigration to France has soared in recent years. Today, the UNHCR estimates there are about 130,000 Kurds in France, compared to only several hundred 15 years ago. But most Kurds end up in Germany or Britain, where they have friends and family, or where they perceive asylum laws may be softer.

Indeed, asylum seekers in France often face an uphill road. The number of asylum requests has almost doubled over the last three years, to about 40,000 annually. But the share of requests granted has remained steady, at about 19 percent, according to Michel Raimbaud, director of the French refugee and repatriation agency, OFPRA.

"It is not a figure that is special for any nationality," Raimbaud added. "And we don't consider the Kurds a separate nationality. They are registered according to the country they come from, whether Iraq, Turkey, Iran or Syria."

Nor do the Kurds top the list of those receiving asylum in France. Chinese and Africans do.

But all of these refugees face the same difficult conditions, humanitarian groups say. Applicants are given an initial allowance of less than \$300. They then receive a monthly allowance of about \$250, while the government processes their request. Some are given housing. Most must fend for themselves. "In Paris, and in many cities in France, people are outside -- there is no housing for them," said De Louvin of Amnesty International. "They receive a small amount of money each month, but it is not enough to live in France." Europe's welcome to asylum seekers is by no means uniform. But faced with 500,000 illegal immigrants last year, and tens of thousands more legal immigrants, the EU is cracking down. Nonetheless, few believe tougher policies will stem the tide of Kurds or other asylum seekers.

"Europe is considered a zone of peace, of comfort, of security," he said Moncorge, of Medecins du Monde said: "As long as there will be crises in the world, we will see these people arriving to Europe. As long as there are disparities, people will try, at whatever risk, to reach places where there is more security."

* * * * *

Presque tous les clandestins vont pouvoir demander l'asile politique

Huit jours de liberté pour les Kurdes

LE FIGARO
MERCREDI 21 FÉVRIER 2001

Hier soir, après une journée marathon d'interrogatoires administratifs individuels, les naufragés kurdes irakiens de l'East Sea ont été autorisés à entrer sur le territoire français. Ils peuvent donc quitter la zone d'attente de Fréjus dans laquelle ils étaient retenus depuis samedi. Plus de soixante-douze heures après l'échouage de leur cargo et deux jours de tergiversations politiques, le ministère de l'Intérieur a donc tranché : « Chaque étranger se disant originaire du Kurdistan irakien et ayant présenté une telle demande » s'est vu délivrer « un sauf-conduit de 8 jours ». Ce sésame devrait ainsi laisser le temps à la quasi-totalité des clandestins débarqués en France – seuls six, d'origine palestinienne, doivent encore fournir un complément d'information – d'aller « déposer en préfecture une demande d'asile ».

En décidant de passer à la vitesse supérieure, Matignon a visiblement voulu éviter de laisser monter la pression dans les rangs de la majorité plurielle et de la droite – et l'émotion dans le grand public. Rendant visite aux clandestins du camp de Fréjus, Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, avait tiré la sonnette d'alarme, indiquant que ce serait une « parodie de justice de faire défiler 400 personnes devant la justice, à Draguignan ». Elle avait ajouté : « Je crois que la grande sagesse, demain, serait de mettre tous ces gens en liberté. »

Devenus demandeurs d'asile, les

900 Kurdes (parmi lesquels plus d'une moitié d'enfants) ont encore à obtenir le statut de réfugié politique. Une procédure souvent longue. Certains pourraient aussi choisir la clandestinité en France, ou chercher à émigrer vers d'autres pays européens où la communauté kurde est nombreuse.



La présence de plus de quatre cents enfants parmi les réfugiés kurdes a contribué à accroître l'émotion et pourrait compliquer le règlement de cette affaire. (Photo Vanina Lucchesi/AFP.)

L'Italie, terre d'accueil des Kurdes

LE FIGARO MERCREDI 21 FÉVRIER 2001

Rome : Richard Heuzé

Quelque 8 700 ressortissants kurdes ont obtenu l'asile politique de l'Italie au cours des neuf premiers mois de l'an 2000. L'année précédente, sur 18 000 demandes d'asile formulées par des étrangers entrés clandestinement en Italie, 5 600 émanaient de ressortissants kurdes, 3 400 d'origine irakienne et 2 100 d'origine turque.

Ces dernières années, environ un tiers des immigrés aux-

quels l'Italie concède le statut de réfugiés politiques est d'origine kurde. C'est dire l'attention que cette ethnie reçoit dans le pays. Les Kosovars par exemple ont toujours été traités en réfugiés temporaires. Quant aux Albanais et aux ressortissants d'Europe de l'Est et du Maghreb, ils sont considérés comme des immigrés économiques et logiquement renvoyés chez eux quand ils sont pris et identifiés avec certitude. Mais toute une nuance réside dans l'appréciation de cette « certitude ».

L'Italie n'est par ailleurs par très regardante sur la nature effective de la persécution et accueille à bras ouverts l'immigré se proclamant kurde, qu'il soit d'origine irakienne, turque ou encore afghane.

Pour ces demandeurs d'asile, la procédure est simple. A peine débarqués (la plupart arrivent par la mer), ils sont conduits dans l'un des onze centres d'hébergement temporaire établis dans tout le pays. On leur donne un laissez-passer provisoire ne leur permettant ni de travailler ou

d'étudier, ni de se rendre dans un autre pays. Dans les faits, un bon nombre s'empressent de traverser l'Italie pour rejoindre des parents ou des amis en Europe du Nord. Une commission technique composée de fonctionnaires de diverses administrations étudie leur demande d'asile et statue dans les deux mois.

Pendant ce temps, le « réfugié » a droit à l'assistance sanitaire gratuite. Il est logé en centre d'accueil et perçoit une indemnité de 34 000 liras (117 FF) par personne et par jour, s'il n'a aucun moyen de sub-

sistance. Si sa demande obtient un accueil favorable, il reçoit un permis de séjour et un document lui permettant de voyager à l'étranger pour une période inférieure à trois mois, à l'exclusion de son pays d'origine où il n'a plus le droit de retourner.

Les personnes à qui le droit d'asile n'est pas accordé, tout comme les immigrants économiques entrés illégalement en Italie, sont reconduites vers leur pays d'origine. Selon le ministre de l'Intérieur Enzo Bianco, cela a été le cas pour 187

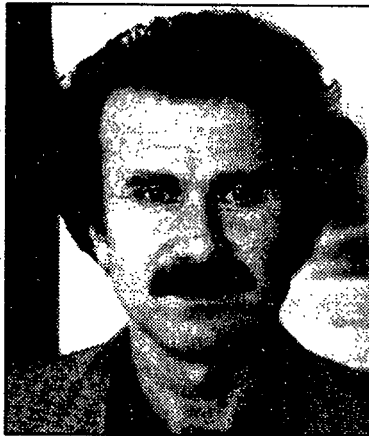
d'entre elles au cours des trois dernières années.

En fait si ces clandestins ne peuvent être identifiés avec certitude dans les quarante jours suivant leur interpellation, ils sont remis en liberté avec injonction de quitter le territoire. C'est évidemment la

tactique à laquelle une grande majorité a recours. Ils vont alors gonfler le flot des immigrants en situation irrégulière qui seraient 350 000 selon Caritas et sans doute beaucoup plus, selon d'autres estimations.

Ouest-France
Mercredi 21 février 2001

Kendal Nezan: « On veut dépeupler le Kurdistan »



Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, était hier, au camp militaire de Fréjus, où sont regroupés les réfugiés.

Kurdes de France ne posent aucun problème.

Voilà pour l'urgence. Au-delà ? Kendal Nezan presse l'Union européenne de se concerter. « **Hormis l'Irlande et le Portugal, souligné-t-il, tous les pays sont concernés par un phénomène qui s'inscrit dans la durée.** » L'UE fait face à des filières bien structurées. Trois « circuits », au moins, sont identifiés. La route du nord traverse l'Azerbaïdjan ou la Géorgie, la Russie, la Slovaquie et aboutit en Allemagne. Au sud, le port de Patras, en Grèce, sert de plaque tournante. Un camp de Médeclins du Monde y accueille, en permanence, un millier de

migrants. Mais des cargos se lancent aussi, directement, depuis les ports turcs. « **Un rafiot rafistolé pour une unique traversée vers l'Italie s'achète à 200 000 ou 300 000 francs.** » Une brouille: la « cargaison » de l'East Sea aurait rapporté quinze millions de francs.

Kendal Nezan estime à « **20 000 ou 30 000** » le nombre de Kurdes jetés, chaque année, sur les côtes de l'Italie. Les autorités turques, souvent mises en cause, objectent qu'elles ont intercepté près de 100 000 clandestins en transit l'an dernier: Iraniens, Afghans, Sri-Lankais convergent « naturellement » en Anatolie, sorte de tremplin vers l'eldorado occidental.

Mais dans le cas des Kurdes, Kendal Nezan accuse Ankara de collusion avec la puissante mafia turque, principale organisatrice du trafic. Ses réseaux ont des ramifications dans le nord de l'Irak et au Caucase. « **Cette mafia, contrôlée en grande partie par l'extrême droite, bénéficie au moins d'une large complicité des responsables politiques, des militaires et de l'administration** », accuse le responsable kurde en exil.

Cette bienveillance participe, selon les Kurdes en exil, d'une politique à long terme de dépeuplement du turbulent Kurdistan, à cheval sur le sud-est de la Turquie, le nord de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie. Côté turc, l'arrestation du chef de guerre Abdullah Öcalan a qua-

siment éteint la rébellion du PKK. « **Mais l'absence de conflit ne signifie pas la paix**, souligne Kendal Nezan. **4 000 villages ont été vidés par l'armée, ce qui a détruit l'économie agro-pastorale et réduit les gens à la misère. Le régime continue d'exercer sa pression: enlèvements de responsables kurdes, exécutions sommaires et surtout brutalité policière au quotidien. Beaucoup de gens ne le supportent plus.** »

Arabisation forcée

Côté irakien, l'aviation anglo-américaine protège la population des foudres de Saddam Hussein. Mais les règlements de comptes permanents entre les milices des chefs kurdes rivaux entretiennent l'insécurité. L'aide internationale – 7 milliards de francs par an – apporte de la nourriture, mais ni emplois ni avenir.

Et puis, un peu plus au sud, il y a cette large frange du Kurdistan pétrolière et ses deux millions d'habitants restés sous contrôle de Bagdad. C'est de là qu'arrive le gros contingent des réfugiés, victimes, selon Kendal Nezan, d'une politique planifiée de nettoyage ethnique: « **Les réfugiés de ces derniers mois avaient été expulsés de la région de Kerkouk, ceux de l'East Sea arrivent de Mossoul. Bagdad est en train d'arabiser la région à marche forcée.** »

Un million de Kurdes vivent en Europe occidentale. Trois fois plus qu'au début des années 80. Cette migration massive n'est pas près de s'arrêter, prédit Kendal Nezan. Le président de l'Institut kurde de Paris accuse la Turquie et l'Irak de pousser dehors cette minorité encombrante.

Branle-bas de combat au siège de l'Institut kurde de Paris. Kendal Nezan et les « activistes » de la communauté kurde française sont habitués aux coups de fil de la police des frontières: « **Ils nous téléphonent régulièrement pour un interprète ou pour une assistance, raconte le président. On se débrouille pour apporter une aide d'urgence à ces gens qui n'ont rien à manger et pour établir le contact avec leurs proches en Allemagne ou aux Pays-Bas.** » La routine.

Navire poubelle

Mais cette fois, ce ne sont pas cinq, dix Kurdes interpellés dans la remorque d'un camion ou un wagon du Vintimille-Calais. Confronté à cette arrivée massive, l'Institut kurde a dépêché quinze interprètes à Fréjus. Kendal Nezan les a rejoints, hier, en compagnie de Danielle Mitterrand, la passionaria des Kurdes. Le président de l'Institut « **invite la France à accueillir ces réfugiés avec humanité et générosité. Les 150 000**

La longue marche du peuple kurde

Son histoire a commencé il y a quelques milliers d'années et, depuis plus d'un siècle, le peuple kurde se bat pour retrouver son pays.

Les Kurdes sont les descendants des Mèdes, peuple indo-européen qui s'établit vers l'an 1000 avant Jésus-Christ entre les lacs d'Urmiya et de Van. De la chute de Ninive, en 612 avant J.C., jusqu'en 1514, les Kurdes passent entre autres sous la domination successive des

Séleucides, des Partes, des Arméniens, des Romains, des Arabes, des Mongols et des Ottomans. Au XI^e siècle, une nouvelle période d'oppression s'annonce avec les invasions turques. « **Etant donné la structure féodale de la société kurde, le fait que ce**

peuple soit établi de longue date dans la région et que ses tribus aient été combatives, les Turcs, jusqu'au XVI^e siècle ne parvinrent pas à lui imposer une autorité centrale », explique Suayip Adlig.

« **Le déclin de l'histoire kurde se produit un siècle**

plus tard avec le partage en deux du Kurdistan, partage officialisé par le traité de

paix persano-ottoman signé en 1639. » Lassés d'une oppression constante, les Kurdes décident à partir de 1800 d'entrer en résistance. Tous les mou-

« LA PRESSE DE LA MANCHE »

mardi 20 février 2001

vements sont réprimés dans le sang. Quatre-vingt-dix ans plus tard, profitant du déclin de l'empire ottoman, les autres pays capitalistes occupent une grande partie des terres de ce « grand malade de l'Europe ». La Russie tsariste entre au Kurdistan. L'occupation prend fin en 1917, les Bolcheviks ordonnant le

retrait des troupes russes.

Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920 par la Société des Nations prévoit l'indépendance du Kurdistan ottoman à l'exception des régions placées sous mandat français. « Mais la bourgeoisie turque, maîtresse du pouvoir, écartant les droits des

minorités et du peuple kurde, s'assoit à la table des grands et signe en 1923 le traité de Lausanne qui divise cette fois le Kurdistan en

quatre parties. C'était le coup le plus dur porté au peuple kurde qui se retrouve ainsi divisé entre quatre pays, la Turquie, la Russie, l'Irak et

l'Iran. »

Le Kurdistan, aujourd'hui, serait un pays de 520 000 km². Sa population, répartie dans les quatre pays cités ci-dessus, est estimée à 35 millions d'habitants. Un million d'entre eux ont choisi l'exil. La plupart de ceux-ci vivent en Europe.

H. L.

Suayip Adlig: « Les Kurdes ont droit à leur terre »

Militant de la cause kurde, lui-même vivant en exil à Cherbourg, Suayip Adlig suit de près l'évolution d'une situation qu'il prévoyait depuis longtemps déjà. Pour lui, comme pour la communauté kurde installée en France, « il y a urgence à régler le problème au plus haut niveau ».

Le téléphone coincé contre l'oreille, préparant ses plats dans la cuisine de son petit restaurant, Suayip Adlig n'a pas une minute à lui. « C'est vrai que la communauté est mobilisée. Nous sommes en contact permanent avec Paris et le Sud de la France », explique le militant kurde.

« Le problème n'est pas de savoir ce que l'on va faire de ces neuf cents personnes mais de savoir quand on trouvera réellement des solutions. Cette discussion doit être menée au niveau européen ou au sein de l'ONU », estime Suayip. « Nous avons droit à notre terre comme les Palestiniens ont droit à la leur ! »

Actuellement, plus de cent mille réfugiés kurdes ont choisi la France. Pas par goût pour notre pays mais tout simplement par soif de vivre. « En Irak, ils sont pourchassés de-

puis quinze ans. Plus de cinquante mille Kurdes y ont laissé leur vie. Les occidentaux ont été faire la guerre du Golfe mais ils ont laissé ensuite Saddam Hussein massacrer notre peuple. Plus de quatre mille villages ont été détruits. Les soldats irakiens ont utilisé les armes chimiques. Et ce, dans une indifférence quasi-générale. »

« Condamnés s'ils rentrent en Irak »

Pour Suayip, la suite du scénario était connue d'avance. « Notre peuple vit dans les montagnes. Il a tout perdu. Il se bat pour survivre. Lorsque des mafieux sont venus leur proposer une solution qui passe par l'exil, ils ont tout de suite accepté. Ils ont vendu le peu de choses qu'ils avaient et avec leurs maigres économies, ils se sont payé

le bateau. Mais il faut bien savoir que pour eux, il ne s'agissait pas d'un voyage vers la terre promise qui serait l'Europe. Non, les Kurdes veulent simplement vivre chez eux, sur leurs terres. Qu'on la leur redonne et le problème sera définitivement réglé. »

En attendant, neuf cents personnes ne sont pas encore fixées sur leur sort. « Nous sommes en contact avec eux, bien entendu. Ils réclament le statut de réfugié politique car ils sont réfugiés politiques. Si on les reconduit en Irak, ils seront exécutés... »

« Ces réfugiés sont les victimes d'une injustice constante. Ils sont les premiers mais ils ne seront pas les derniers à agir ainsi. Quand on n'a plus rien, ce n'est pas une barrière de barbelés, même devant une frontière, qui vous arrête. Si rien n'est fait par les politiques, ce phénomène s'amplifiera. Cela fait des années qu'on tire le signal d'alarme. Vous savez, les Kurdes préfèrent mourir plutôt que de changer d'identité... »

Si pour le moment, rien n'est encore vraiment décidé, chaque dossier étant à l'étude, Suayip propose à chaque département français de faire un geste de solidarité et d'accueillir plusieurs familles. « Ce serait une action forte ! »

« La communauté kurde est entièrement mobilisée. Nous allons prendre des décisions très prochainement. Tout doit être mis en œuvre pour aider ces gens, victimes



Suayip Adlig : « L'Europe et les Nations unies doivent enfin résoudre le problème de la question kurde. Sinon, l'émigration se poursuivra. C'est une question de survie pour ces hommes et ces femmes. »

d'un système, qui ont tout perdu. Et ensuite faire en sorte qu'enfin tous nos dirigeants prennent le problème à bras le corps... », ajoute Suayip qui n'exclut pas, de

Cherbourg, d'agir également. « Il ne faut pas que ces neuf cents Kurdes retournent en Irak où leur vie est en danger. »

Hubert LEMONNIER

Quelques Kurdes de passage à Cherbourg

En 2000, la Police aux frontières de Cherbourg a interpellé une douzaine de Kurdes irakiens en gare maritime de Cherbourg alors qu'ils tentaient de passer clandestinement en Angleterre. La plupart de ces personnes tentaient l'aventure seules. Une petite filière au départ de la gare du nord à Paris jusqu'à la gare maritime de Cherbourg avait à l'époque rapidement été dé-

mantelée. D'après les hommes de la Paf, lors de leur interpellation, ces personnes avaient déposé une demande d'asile politique en France.

Elles ont donc été laissées en liberté et sont autorisées à rester sur le territoire le temps que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides étudie leur dossier, ce qui peut demander quelques mois.



LIONEL CIRONNEAU/AP

TEARFUL REFUGEE: A young Iraqi Kurd looks through the fence yesterday of a military building being used as a temporary shelter in Frejus, southern France.

France won't return Kurds

THE TORONTO STAR
February 20, 2001

FREJUS, France (Reuters) — The French government promised yesterday not to repatriate the 910 Kurdish immigrants dumped on the Riviera at the

weekend but Prime Minister Lionel Jospin said there would be no "bonus" for those who smuggled them there.

Relations between the Kurds

and their French hosts soured rapidly with some of the refugees blocking the entrance to their temporary camp to pressure the government to improve their living conditions and start asylum proceedings.

"Our first goal is a humanitarian one, we must welcome these men, women and children who arrived on our shores in conditions of personal distress," Jospin said.

"But we have to treat this issue on a nationwide and Europe-wide basis so as not to offer a bonus (by unconditionally allowing the refugees in) to the criminals who smuggled them in," he told reporters.

A local official said last night authorities had increased the number of showers, blankets, fuel and doctors for the refugees, who include 480 children.

He said hundreds of the refugees were expected in court tomorrow for a decision by judges on how long they would be held, adding that some two-thirds of the files for asylum had been examined already.

According to French law, the refugees cannot be held for more than 20 days. If they cannot be expelled, they must be freed. French media said they were expected to head north to try to enter Britain.

Appel d'ONG pour la tenue d'une conférence européenne sur les Kurdes



PARIS, 23 fév (AFP) - 16h46 - Plusieurs organisations humanitaires françaises ont appelé vendredi à la tenue dans les meilleurs délais d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne sur le problème des réfugiés kurdes.

Au cours d'une conférence de presse à Paris, le président de l'institut kurde de Paris, Kendal Nezan, a rappelé qu'au cours des trois dernières années, plus de 150.000 Kurdes se sont réfugiés dans les pays de l'Union européenne.

La question des réfugiés kurdes a été relancée par l'échouage la semaine dernière sur les côtes méditerranéennes françaises d'un navire transportant plus de 900 clandestins kurdes.

Face à ce problème, une réponse collective européenne s'impose, ont estimé ces ONG, tout en soulignant que "ce phénomène ne peut que s'amplifier à moins d'en traiter les causes".

M. Nezan a souligné que "l'exode n'était pas une solution" et qu'il fallait résoudre "le problème à la source" en définissant "un statut acceptable" permettant aux Kurdes de vivre dans la dignité sur leurs terres.

Des organisations comme la Fondation France-libertés de Danielle Mitterrand, la fédération internationale des ligues de droits de l'Homme (FIDH), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ou SOS Racisme soutiennent cette initiative.

Les Kurdes subissent des brimades et des persécutions, qu'ils vivent en Irak, en Syrie, en Turquie ou dans les pays du Caucase, ont indiqué ces organisations.

Les Kurdes, peuple sans Etat



18 février 2001

PARIS (AP) -- On peut être Kurde de Turquie (12 millions), d'Iran (7 millions) ou d'Irak (4 millions), mais aussi de Syrie (800.000), voire d'Europe (825.000 dont 550.000 en Allemagne) ou des Etats-Unis (10.000)... Peuple des montagnes à cheval sur plusieurs pays, ses luttes d'indépendance le mènent régulièrement à l'affrontement avec le pouvoir en place et à la fuite devant la répression.

En 1920, avec le démantèlement de l'Empire ottoman, le traité de Sèvres préconise l'autonomie des régions à majorité kurde, mais le traité de Lausanne anéantit ces espoirs en 1923, partageant le contrôle du Kurdistan entre la Turquie de Mustafa Kemal, l'Iran, l'Irak (Grande-Bretagne) et la Syrie (France).

Les Kurdes de Turquie et d'Irak se révoltent pendant l'entre-deux-guerres tandis qu'en 1946 ceux d'Iran obtiennent pendant quelques mois une autonomie que leur supprime ensuite l'armée. La lutte continuera principalement en Irak pendant les 20 années suivantes. Etouffée dans les années 1970, elle reprend en 1980 pendant la guerre Iran-Irak (1980-88).

En Iran, la chute du chah en 1979 redonne espoir aux Kurdes, mais la guérilla est écrasée par l'armée et les pertes sont lourdes: près de 20.000 morts entre 1980 et 1984.

La répression se durcit encore à la fin de la guerre Iran-Irak et, en mars 1988, des armes chimiques sont utilisées par l'aviation irakienne contre des villages kurdes de la région de Haladja. On dénombre environ 5.000 morts. En 1991, la rébellion kurde prend le contrôle d'une partie du Kurdistan irakien, mais la reconquête de la zone par l'armée de Saddam Hussein jette plus de 100.000 réfugiés sur les routes, notamment vers la Turquie.

Au sortir de la guerre du Golfe, en avril 1991, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis définissent deux zones d'exclusion aérienne, l'une dans le sud de l'Irak, pour protéger la minorité musulmane chiite, et l'autre de 49.210km² dans le nord, pour protéger les Kurdes, majoritairement sunnites.

Mais c'est en Turquie que vivent près de la moitié des Kurdes, privés de médias et d'éducation dans leur langue (de la famille iranienne). Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) prend les armes en 1984 pour obtenir l'autonomie. Quinze ans et 37.000 morts plus tard, le 15 février 1999, son fondateur Abdullah Ocalan est arrêté. Condamné à mort, il a adopté une ligne plus modérée et attend le résultat de son appel devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Dans le sud-est du pays, la tension est remontée depuis la fin du mois de janvier.

(Source chiffres: Institut kurde de Paris).

Le gouverneur de la province d'Erbil assassiné,



ANKARA, 19 fév (AFP) - 10h41 - Le gouverneur de la province d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien, a été assassiné dimanche dans un attentat, a indiqué lundi à l'AFP un porte-parole à Ankara de la représentation du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde Massoud Barzani, qui contrôle cette région.

Le gouverneur, François Hariri, un chrétien, a été tué par balle par des inconnus alors qu'il circulait dans la ville à bord de sa voiture dans la matinée, a-t-il précisé.

"Une enquête est en cours pour retrouver les assassins, qui ne visent qu'à perturber la stabilité dans la région", a-t-il ajouté.

Selon l'agence Anatolie, le gouverneur, un membre du comité central du PDK, avait échappé sain et sauf il y a cinq ans à un attentat armé.

Le nord de l'Irak, qui échappe à Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, est contrôlé par deux factions kurdes rivales: le PDK, qui contrôle une majeure partie du territoire -Erbil et les régions proches de la frontière avec la Turquie-- et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, qui tient le secteur bordant la frontière iranienne.

En novembre dernier, un attentat à la bombe avait fait une dizaine de morts dans un café d'Erbil qui compte quelque 900.000 habitants. Ses auteurs n'avaient pas été identifiés.

Ankara coopère avec les deux factions kurdes pour éradiquer les rebelles kurdes de Turquie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui se sont retranchés dans les montagnes du Kurdistan irakien après s'être retirés en septembre 1999 de Turquie, à l'appel de leur chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en juin de la même année pour séparatisme et trahison.

Les relations entre ces deux factions, autrefois très perturbées et émaillées d'affrontements sanglants, se sont améliorées depuis l'accord de paix qu'elles ont signé en septembre 1998 à Washington. Leurs chefs s'étaient rencontrés en janvier à Selahaddine, quartier-général du PDK, pour la première fois depuis des années pour évoquer leurs différends.

Le Kurdistan irakien est patrouillé par des avions britanniques et américains basés à Incirlik, dans le sud de la Turquie, qui interdisent son survol à l'aviation de Bagdad depuis la fin de l'opération alliée, pour protéger la population kurde.

Les appareils américains bombardent régulièrement la région, en riposte aux tirs de la DCA irakienne, Bagdad ne reconnaissant pas cette zone d'interdiction aérienne, tout comme celle imposée par les Alliés dans le sud de l'Irak.

Droit d'asile: les pays européens réagissent encore en ordre dispersé



BRUXELLES, 21 fév (AFP) - 14h33 - A l'instar de la France, confrontée à l'arrivée massive de réfugiés kurdes, les pays de l'Union européenne s'interrogent sur les modalités d'application du droit d'asile, mais ils réagissent en ordre dispersé faute d'avoir trouvé une stratégie commune sur l'immigration clandestine.

Depuis l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam en mai 1999, l'Union européenne s'est donnée pour objectif la mise en place d'une politique commune en matière d'asile et d'immigration. Comme l'ont admis début février à Stockholm les ministres européens de l'Intérieur et de la Justice, l'harmonisation est extrêmement lente en raison des doctrines divergentes des Etats membres sur un sujet politiquement très sensible.

En attendant l'aboutissement de cette laborieuse procédure, prévue en théorie pour 2004, on observe une tendance marquée au durcissement des mesures nationales à l'encontre des clandestins, quitte à nourrir les accusations des organisations humanitaires qui voient l'Europe se transformer en "forteresse".

- La Grande-Bretagne (devenue en 2000 le premier pays de l'UE en termes de demandeurs d'asile, devant l'Allemagne et les Pays-Bas) a proposé début février une révision très rigoureuse à l'échelon de l'UE du droit d'asile, en affirmant que la convention de Genève qui régit ce droit "ne fonctionne plus".

Elle souhaite intensifier sa lutte contre l'immigration clandestine en améliorant en priorité sa coopération avec la France.

- L'Allemagne reste extrêmement sensible aux problèmes d'immigration. Elle a obtenu en décembre au sommet européen de Nice de conserver de facto son droit de veto sur ces questions pendant encore plusieurs années, afin de mieux contrôler la mise en place de la législation communautaire.

Comme d'autres Etats européens, l'Allemagne a établi une liste de "pays d'origine sûrs" dont les ressortissants ne sont pas a priori considérés comme éligibles pour le droit d'asile et qui concerne la plupart des pays d'Europe de l'Est.

- Aux Pays-Bas, une loi plus restrictive entrera en vigueur le 1er avril. Elle prévoit que les demandes d'asiles devront être examinées en six mois maximum. Les appels contre une décision négative seront plus difficiles, un juge devant désormais être saisi.

- La Belgique, où le nombre de demandeurs d'asile a doublé en deux ans, vient de réorienter de manière radicale sa politique en remplaçant l'aide financière allouée jusque-là aux réfugiés par le gîte et le couvert dans des centres d'accueil avant un refoulement éventuel.

- L'Espagne a modifié dès 1994 sa loi sur le droit d'asile pour rendre plus rapide l'examen des demandes et éviter l'utilisation frauduleuse à des fins d'immigration économique du système de protection des réfugiés. En outre, une nouvelle loi sur l'immigration vient d'entrer en vigueur, qui rétablit une procédure d'urgence pour expulser les étrangers en situation irrégulière.

- L'Italie, qui voit débarquer de nombreux clandestins sur ses côtes, fait bénéficier les demandeurs d'asile d'un permis de séjour renouvelable tous les trois mois, mais ne permettant pas de travailler, et d'une assistance pendant 45 jours. Le traitement des demandes prend de 8 mois à 1 an, et de nombreux candidats disparaissent durant la procédure.

L'Italie a par ailleurs institué un droit à la protection humanitaire, qui octroie un permis de séjour de un ou deux ans pour les personnes ne pouvant rentrer chez elles pour cas de force majeure mais qui ne sont pas individuellement persécutées.

- La Grèce, qui connaît un boom des candidats à l'asile depuis 1996, mène une politique très restrictive en la matière, multipliant les obstacles dès le dépôt des demandes. Mais elle reste un important pays d'entrée dans l'ensemble de l'UE, notamment par la mer.

- La Suède, pourtant traditionnellement sensible aux questions humanitaires, a adopté des mesures plus restrictives après les conflits dans les Balkans. Les demandes d'asile ont chuté jusqu'à environ 10.000 en 1995 pour remonter à plus de 16.000 en 2000.

- L'Autriche a enregistré plus de 20.000 demandes d'asile en 1999 contre moins de 14.000 l'année précédente. La cour administrative a interdit en janvier les expulsions des demandeurs d'asile en attente d'une réponse, comme cela était jusqu'alors possible à destination de "pays tiers jugés sûrs".

- Le Danemark ne participe pas à la politique d'asile et d'immigration de l'UE, ayant bénéficié en 1992 d'une exemption à ce sujet après le rejet du traité de Maastricht. Copenhague pratique une politique relativement libérale en matière de droit d'asile, ayant accueilli plus de 10.000 réfugiés en 2000.

Morad Saghafi dirige la revue "Goft-o-gou"

"Les journaux remplacent les partis politiques"

Morad Saghafi dirige la revue iranienne *Goft-o-gou* (« dialogue »), une revue culturelle et sociologique qui traite des problèmes de la société iranienne d'un point de vue laïque.

Télérama : Depuis l'arrivée de Khatami au pouvoir, en 1997, on a pu assister à la création de nombreuses publications. En l'espace d'une seule année, le tirage a même triplé. Peut-on parler d'un âge d'or de la presse iranienne, qui vient de trouver son terme avec la fermeture en série des journaux ?

Morad Saghafi : Il est vrai que cette période des premières années Khatami est fondamentale dans l'histoire de la presse après la révolution islamique. Les journaux sont devenus la forme de mobilisation par excellence. Ils se sont mis à remplacer les partis politiques, inexistantes.

D'après moi, il faut cependant replacer ce boom de la presse dans le cadre d'une période plus large, qui a commencé au sortir de la guerre contre l'Irak. A la fin des années 80, la presse a en effet commencé à se faire remarquer, à travers l'émergence d'une dizaine de revues intellectuelles, indépendantes du gouvernement. Ces revues ont, en fait, créé la base de la discussion que l'on a retrouvée, plusieurs années plus tard, dans les quotidiens réformateurs. Elles ont fait naître un débat d'opinion et créé un véritable espace public de réflexion. Il y a d'abord eu des revues culturelles comme *Adineh* (« vendredi »), *Donia-yé Sokhane* (« le monde de la parole »), puis *Kelk* (« la plume »). Elles ont ouvert la réflexion sur l'art, la science ou la littérature, en laissant la place à différents points de vue. Il y a ensuite eu des revues plus politisées comme *Kiyan* et *Iran-é Fardâ* (« l'Iran de demain ») qui se sont mises à repenser le lien entre politique et religion.

Ce sont tous ces sujets qui ont été repris dans la

presse quotidienne, et qui continuent d'ailleurs à apparaître dans les nouvelles publications (*Hambastégui*, *Dorân-é Emrouz*, *Hayât-é Now*). La fermeture en série des journaux ne signifie pas, en tout cas, la rupture soudaine avec le dialogue instauré il y a maintenant une dizaine d'années.

Télérama : Si les sujets abordés dans les quotidiens iraniens n'étaient pas nouveaux, comment expliquer ces sanctions soudaines contre la presse ?

Morad Saghafi : Dans le contexte actuel de l'Iran, tout sujet devient tabou à partir du moment où il devient populaire. Evoquer la remise en cause du *velayat-é faqih* [la suprématie du pouvoir du guide religieux], ou critiquer la condamnation à mort dans l'islam, ça peut passer dans une revue intellectuelle confidentielle. En revanche, aborder le même genre de sujet, même de façon plus superficielle, dans un quotidien qui tire à quatre cent mille exemplaires et sera lu par un large public, ça dérange.

Et puis, de façon générale, toute forme moderne de mobilisation, qui peut rivaliser avec les formes populaires de mobilisation traditionnelle comme la mosquée, inquiète les dirigeants conservateurs, conscients du déclin de leur popularité. Avec un tirage quotidien de plus de trois millions d'exemplaires, la presse réformatrice avait réussi à créer une véritable communauté d'opinion à travers le pays. Elle s'était mise à jouer son rôle de mobilisateur politique en faveur des réformes et, donc, au détriment des conservateurs.

Télérama : Au cours de son histoire, la presse iranienne a-t-elle toujours subi les attaques des courants conservateurs ?

Morad Saghafi : L'histoire de la presse iranienne est à l'image de l'histoire du pays : en dents de scie. A chaque fois que la presse a joué son rôle, elle a été mise

Morad Saghafi :
« Tout sujet devient tabou, à partir du moment où il est populaire. »



en sourdine. Les journaux iraniens ont tout de même connu quelques courtes heures de gloire, par exemple après la révolution constitutionnelle de 1906. Et puis, entre la chute de Reza Chah en 1941 et le coup d'Etat contre le gouvernement nationaliste de Mossadegh en 1953, là encore la presse a été un des moteurs des réformes. Déjà à cette époque, les journaux suspendus réapparaissaient très rapidement sous un autre nom. Enfin, au moment de la révolution de 1979, il y a eu un court regain d'activité, avant l'imposition de nouvelles règles par la République islamique.

Télérama : Est-ce que le récent durcissement de la loi sur la presse est en mesure d'étouffer la liberté d'expression ?

Morad Saghafi : Il faut d'abord mettre en cause l'illégalité de la loi iranienne. Regardez les procès des jour-

nalistes : il y a un juge, mais il n'y a pas de jury. Nous sommes face à une situation tragi-comique. D'un côté, le pouvoir judiciaire, soutenu par les conservateurs, cherche à jouer le grand dictateur. De l'autre, il n'arrive plus à intimider la population, puisque toutes les pensées condamnées sont reprises dès le lendemain dans les journaux, sous forme de livre, ou encore sur Internet.

Le problème pour les religieux, c'est que les Iraniens ont pris au sérieux les paroles de Khatami. Pour eux, « société civile » et « Etat de droit », cela signifie : parler librement, tenir un discours critique, faire la fête dans des soirées. Du coup, Khatami se trouve aujourd'hui coincé entre une population qui lui en demande toujours plus, et les gardiens de la morale islamique qui lui mettent des bâtons dans les roues. Tout comme la presse, il ne lui reste plus qu'à improviser ●

Mahsa Shekarloo crée un site pour l'information des femmes

La Toile pour échapper au voile



Mahsa Shekarloo, directrice de Bad Jens. La parole est plus libre sur le Net.

Mahsa Shekarloo, jeune webreporter, a fait le pari de défier la censure en lançant un magazine sur Internet. Consacré aux droits de la femme persane, c'est le premier du genre en Iran. Il y a un an et demi, Mahsa remet pour la première fois les pieds en Iran sans savoir vraiment ce qui l'attend. C'est la fille d'un médecin et d'une militante féministe, tous deux antichah, qui ont rapidement fui le régime des mollahs pour s'installer aux Etats-Unis. A 30 ans, c'est donc le grand retour, avec pour seuls bagages sa connaissance des nouvelles technologies, ses diplômes en sciences politiques et ses recherches sur la sociologie... de la femme.

Le deuxième sexe, une dizaine de revues spécialisées y consacrent déjà l'essentiel de leur sommaire. Mais Mahsa Shekarloo fait le pari d'Internet : créer un magazine sur le web dédié aux femmes iraniennes. Ce bimestriel fête aujourd'hui sa première année. Il s'appelle Bad Jens, un astucieux jeu de mot entre *bad* (mauvais) et *jens* (genre). Mais *badjens* signifie également « espiègle » en persan.

Dès le premier numéro, un reportage est consacré

aux manifestations des étudiantes en médecine de l'université Fatemieh, dans la ville sainte de Qom. Opposées à une loi imposant la séparation des sexes à la fac et dans les hôpitaux, elles se sont déplacées jusqu'à Téhéran pour organiser un sit-in devant le ministère de la Santé. Une première en vingt-deux ans de République islamique. Des sujets souvent laissés dans l'ombre, tels que la dépression des jeunes femmes et l'abus sexuel, sont également au sommaire de Bad Jens.

Sensible aux changements en cours dans une société qu'elle redécouvre, Mahsa se refuse pourtant à dresser un tableau trop sombre de la condition féminine iranienne. Dans un pays où la femme ne représente souvent que la moitié de l'homme (c'est le cas en matière d'héritage et de témoignage devant un tribunal), elle met en avant que le deuxième sexe a réussi à s'imposer dans de nombreux domaines, à coups d'interviews avec des femmes actives : avocates, éditrices, photographes, réalisatrices, peintres, etc. Rédigé en anglais, ce nouveau webzine a pour objectif de faire le pont entre Iraniennes de l'intérieur et Iraniennes de l'extérieur. Ses lecteurs(trices) habitent Téhéran, New York, Paris et Berlin. Mahsa a même été heureusement surprise d'apprendre que le département de recherche sur les femmes de l'université de Columbia donne Bad Jens à ses élèves comme étude de cas.

« En Iran, l'avantage d'Internet, c'est qu'on peut atteindre directement nos lecteurs et nos lectrices sans passer par des filtres. Quand j'ai lancé Bad Jens, je n'ai pas été obligée de faire une demande d'autorisation de publication, comme c'est le cas pour la presse écrite. » Pourtant la nouvelle loi sur la presse n'épargne pas Internet, et précise que les journaux électroniques peuvent désormais faire l'objet de poursuites judiciaires. Mais pour l'instant, le tribunal de Téhéran a d'autres chats à fouetter ●

Bad Jens : www.badjens.com

BBC - 22 February, 2001

Straw tells French: Keep Kurdish migrants

Home Secretary Jack Straw has intervened to ensure none of the 900 Kurdish asylum seekers shipwrecked in France tries to enter Britain. He rang his French counterpart to tell him that France had a duty under international treaty to deal with the asylum claims. It came after reports that many of the Iraqi Kurds washed ashore on the Cote d'Azur at the weekend may want to come to Britain.

During the "lengthy" conversation, Mr Straw reminded French interior minister Daniel Vaillant that the UK had powers to send back to France any of the refugees who crossed the Channel.

French obliged

"I put it to him that under the Dublin Convention, as France was the first EU country which these people entered then France had the obligation to deal with any asylum applications." All 908 refugees, whose overcrowded ship was grounded near the town of Frejus, have applied for political asylum.

After being held in a former military base, they have now been given permits to leave. Mr Vaillant told Mr Straw he understood that most intended to stay in the area where the Red Cross is helping them recover from their ordeal at sea.

Victims of gangs

The group, who include more than 400 children, paid up to \$4,200 each to criminal gangs to be taken to Europe.

But their crammed Cambodian-registered ship was deliberately run aground off the Cote d'Azur on Saturday.

Feasibly, they could now try to cross to the UK by ferry or through the Channel Tunnel. One migrant, Funda Kutlay, told French TV: "France is nice but it will be difficult to get permission to stay here. We hear we will be treated much better in Britain." Others reportedly being told by French authorities that Britain would give them "much better treatment". Shadow home secretary Ann Widdecombe said: "So much for Tony Blair's much-trumpeted alliance with the French government. It is as hollow as the rest of his rhetoric."

Few belongings

The Iraqi Kurd families lined up at phone booths and strolled through the French village of Frejus on Wednesday, clutching their belongings in plastic bags. "We are happy, but our path in life is still unclear," a middle-aged man told reporters outside the camp.

John Tincey of the UK's Immigration Service Union said if the asylum seekers did travel to Britain, finding them and sending them back to France would be very difficult. He said there was anecdotal evidence of refugees being unofficially advised by the French to head to Britain. "Asylum seekers have told our officers that French policemen have told them on an individual basis that they would be better off in Britain but we have no way of confirming this," he said. This week Eurotunnel warned it needs government help to stop refugees smuggling themselves into Britain on-board its trains. The company is stopping 100 to 150 migrants a night at its French terminal.

System under strain

Spokesman Kevin Charles said: "It would be of great concern to us if another 900 asylum seekers headed for the Channel ports. "Our understanding is that the Red Cross centre at Sangatte would be unable to cope with such an influx." Britain had 76,000 new applications for asylum last year, 5,000 more than 1999, despite measures to reduce the number, including a switch from cash benefits to vouchers. More than 13,500 people were recognised as refugees and granted asylum last year, including more than 3,000 who won asylum status after appealing an initial rejection.

* * * * *

Le gouvernement abandonne la procédure d'urgence Les clandestins kurdes entrent en France

Ils quittent la zone d'attente et obtiennent un sauf-conduit qui les autorise à demander l'asile.

Il était moins une. Les Kurdes irakiens échoués samedi à l'aube sur les côtes de Saint-Raphaël ont été autorisés hier à entrer sur le territoire français. A l'exception cependant d'une dizaine d'entre eux sur 910, dont les autorités pensent qu'ils sont en majorité Palestiniens. C'est un communiqué du ministère de l'Intérieur qui l'a annoncé hier en fin d'après-midi, après des «liaisons téléphoniques permanentes» entre les conseillers de Matignon, de l'Intérieur et du Quai d'Orsay. Il est alors décidé d'établir un communiqué, signé de la seule place Beauvau: «chaque étranger se disant originaire du Kurdistan irakien et ayant présenté une telle demande» obtiendra «un sauf-conduit de huit jours».

«Même ligne». Les réfugiés sont ainsi en droit de formuler une demande d'asile politique auprès des autorités préfectorales de leur choix. La procédure normale suivra alors son cours devant l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). L'examen de chacun des dossiers dure en moyenne un an, jusqu'à l'acceptation ou le refus du statut de réfugié. Dans ce laps de temps, le demandeur d'asile reçoit une allocation d'environ 1800 francs par mois et a le droit d'être hébergé dans des centres spéciaux.

Le ministre de l'Intérieur est formel, aucune volte-face dans ce changement d'attitude du gouvernement. «Nous n'avons jamais varié, assure-t-il. Depuis samedi, nous n'avons suivi



Le communiqué de l'Intérieur a été directement avalisé par Jospin.

qu'une seule et même ligne. A situation extraordinaire, nous avons voulu répondre de manière ordinaire.» Même affirmation à Matignon. «Il n'y a aucun revirement de la politique gouvernementale, ajoute un conseiller de Lionel Jospin. Samedi, tout le monde est parti dans tous les sens. Nous nous sommes tenus à la stricte application du droit.» On reconnaît tout de même, à l'Intérieur comme à Matignon, que l'audition des naufragés par les fonctionnaires de l'Ofpra—qui dépend du ministère des Affaires étrangères— a considérablement changé la donne, puisque les récits de chacun font explicitement état de persécutions. Le ministère des Affaires étrangères, d'ailleurs, aurait fortement pesé dans la décision prise hier.

Une fois le communiqué avalisé par Lionel Jospin lui-même, le ministère de l'Intérieur devait hier établir des sauf-conduits nominatifs à chacun des réfugiés dont l'identité kurde est avérée. Chaque titre

de séjour est adressé, par télécopie, à la préfecture du Var. Puis transmis aux intéressés. La démarche devrait prendre «au moins 24 heures» indique la place Beauvau. A l'Elysée, on faisait savoir hier matin que «le Président est sur la ligne tracée par le Premier ministre. Il fallait d'abord faire un geste de solidarité à l'égard des réfugiés, puis appliquer la loi. Enfin, il fallait se garder de donner raison aux négriers».

Revirement. Car si ce n'est pas un revirement, en tout cas, ça y ressemble fort. Jusqu'à hier, les Kurdes étaient maintenus, sans pouvoir en sortir, dans le camp militaire de Fréjus, transformé pour la circonstance en zone d'attente. Et leur était infligée la procédure d'urgence normale appliquée à ceux dont la demande d'asile est «manifestement infondée». Un autre paramètre a joué. Et non des moindres. Le gouvernement risquait de se

trouver face à une situation politique et juridique ingérable. Aujourd'hui, en effet, au tribunal de Draguignan devaient commencer des audiences fleuves où dix juges réquisitionnés auraient dû statuer sur le sort des réfugiés. Or, il y avait péril. Selon une source judiciaire, les magistrats avaient commencé, dès hier matin, à se pencher sur la procédure. Au vu des faits et de la législation, la libération des Kurdes devenait plus que probable. Au nom de treize réfugiés, représentant tout le campement, les avocats du Gisti (groupe d'information et de soutien aux immigrés) et de la Cimade, s'étaient mobilisés dans toute la France pour réfléchir et rédiger des conclusions invoquant des nullités diverses, notamment devant les juges de Draguignan chargés de décider du maintien des Kurdes en zone d'attente et du bien-fondé des persécutions invoquées.

Zone illégale. Les arguments des avocats étaient fort solides. A commencer par «l'illégalité manifeste de la création de la zone d'attente» où sont retenus depuis samedi leurs clients. Les Kurdes en effet avaient foulé pendant plusieurs heures le sol français et ne pouvaient donc plus être transportés dans un lieu au statut d'extra-territorialité. Et le

*«Une fois de plus, il est démontré que les lois sur l'immigration sont mauvaises, le gouvernement a été pris au piège et a dû reculer pour éviter d'être ridiculisé.»
Claire Rodier du Gisti*



MERCREDI 21 FEVRIER 2001

préfet ne pouvait pas plus, d'un coup de crayon, créer une zone d'attente exprès pour la circonstance. Du coup, tout le reste devenait illégal. M^e Gérard Tcholakian se ré-

jouit: «Il y a eu une très belle réaction des barreaux, venant de toute la France, les avocats ont quitté leur cabinet pour se rendre à Draguignan.» En tout cas, cette mobilisation n'a pas

été vaine. Pour Claire Rodier du Gisti, «une fois de plus, il est démontré que les lois sur l'immigration sont mauvaises, le gouvernement a été pris au piège et a dû reculer pour éviter

d'être ridiculisé».

Hier soir, les dix juges qui devaient décider du sort des réfugiés ont été démobilisés, et leurs audiences annulées ●

DIDIER HASSOUX
et DOMINIQUE SIMONNOT

«Nous ne savons pas où aller»

Réactions dans la zone d'attente de Fréjus, hier.

Fréjus envoyée spéciale

«Je vous confirme et j'ai le plaisir de vous dire que vous allez pouvoir bénéficier d'une admission sur le territoire français.» Cette annonce du préfet du Var a été faite vers 19 heures au sein même de la zone d'attente enfin ouverte. Dans une petite salle du bâtiment habituellement dédiée aux services préfectoraux et à l'infirmerie, le préfet Daniel Canepa avait rassemblé pour l'occasion des représentants des réfugiés et convoqué les journalistes. Les délégués kurdes, déjà au courant, viennent tout de suite aux questions pratiques. «Nous ne savons pas où aller. Ni dans quelle préfecture, ni dans quelle ville, ni où habiter.» Le préfet leur répond que le gouvernement cherche d'ores et déjà des places dans les centres d'hébergement provisoire: «Quand vous aurez choisi un centre, vous ferez la demande dans ce département.» Ceux qui le souhaitent pourront rester dans la zone d'attente qui sera transformée en centre d'accueil.

Applaudissements. Au milieu de ces explications, panne d'électricité. «Ah, c'est comme en Irak», plaisante un réfugié. Des briquets s'allument. Lorsque la lumière revient, un grand barbu, que les siens appellent «Fidel Castro», se lève, pour solennellement remercier la France et serrer la main du préfet. Dans la

pièce contiguë, des réfugiés regardent le ballet des caméras sans comprendre. Vient la tournée des dortoirs, pour leur annoncer la bonne nouvelle. Un jeune Kurde exulte: «Je suis très content. L'humanité existe en France, mais je n'étais pas vraiment inquiet. J'étais sûr que la France allait nous accueillir.» Un père de famille de Yezidi avec 8 enfants de 17 à 5 ans, confie: «On a eu très peur les premiers jours, mais on n'a pas été déçus par le gouvernement français.»

Dans le réfectoire, des centaines de réfugiés grignent dans un léger brouhaha. «Fidel» fait irruption et leur déclare d'une voix forte qu'ils peuvent rester en France et demander l'asile là où ils le souhaitent. Après un instant de silence, les visages s'ouvrent. Les réfugiés applaudissent. Sourient. «Merci la France».

«Même bateau». Les militants de la Cimade se félicitent. «C'est une victoire». Mais pas complète. Au moins deux personnes ne seront pas admises sur le territoire. Selon le préfet, il s'agit d'un homme et d'une femme palestinienne venant probablement du

«Je suis très content. L'humanité existe en France, mais je n'étais pas vraiment inquiet. J'étais sûr que la France allait nous accueillir.» Un jeune Kurde



Liban, et vraisemblablement en couple. Ils passent aujourd'hui devant le juge au tribunal de grande instance de Draguignan qui devra décider de leur maintien ou non en zone d'attente. «On va faire cette nuit, le déroulé de leur récit de demande d'asile», raconte Marie-Noëlle Fréry, une avocate du barreau de Lyon descendue exprès à Fréjus, pour qu'ils puissent s'expliquer devant le juge. Il ne peut pas y avoir deux traitements différenciés pour les Kurdes et les autres. Ils viennent tous du même bateau.» ●

CHARLOTTE ROTMAN

M E R C R E D I 2 1 F E V R I E R 2 0 0 1



Une drôle de "turquerie" derrière le périple des Kurdes ?

L'arrivée des 910 réfugiés n'est peut-être pas qu'un drame de la misère.

L'ARRIVÉE massive de réfugiés kurdes sur le sol français est « un signal fort » du gouvernement turc à l'adresse de la France après la reconnaissance par le Parlement du génocide arménien. Telle est du moins « l'hypothèse fortement étayée » que les services secrets français de renseignement et du Quai d'Orsay, pour une fois d'accord, formulaient le 20 février.

Ces dernières semaines, leurs homologues turcs avaient adressé quelques messages aux services français. Sur le thème : « En attaquant notre pays, au nom d'un prétendu génocide, vous perdez un allié fidèle. Et le meilleur rempart contre le risque d'une arrivée massive de réfugiés. »

Capri c'est fini

A l'appui de cette thèse, les analystes de la DGSE notent que, ordinairement, les réfugiés kurdes échouent dans le sud de l'Italie. « Or cette fois-ci, explique-t-on, ils ont éprouvé le besoin de venir jusqu'en France. Ce qui né-

cessite un voyage plus long et plus risqué. » Il est vrai aussi que l'Italie a renforcé, ces derniers temps, la surveillance de ses côtes et signé une convention dite de « réadmission » avec la Turquie. En clair, un renvoi à l'expéditeur.

Autre étrangeté établie par la « cellule d'urgence » de la préfecture du Var, les Kurdes ont quitté l'Irak en camion avant de séjourner plus de trois semaines en Turquie et d'embarquer près de la frontière syrienne. Impossible, estiment certains professionnels du renseignement, que l'armée turque, qui quadrille l'ensemble du pays, n'ait rien vu, rien entendu.

Bateau-fantôme

Tout autre est la version servie par la police turque. Selon elle, le navire lui avait été signalé par Interpol comme susceptible de se livrer au trafic d'émigrants. Les gardes-côtes l'avaient donc intercepté le 16 janvier dans le port de Mersin (sud-est de la Turquie), après son départ de Beyrouth. Le navire n'avait alors



personne à bord, à l'exception d'un équipage syrien. Dès le lendemain, il avait repris la mer en direction de Lattaquié, en Syrie. Et depuis, affirment les Turcs, aucune nouvelle. Jusqu'à l'arrivée sur la côte française.

Un sacré mystère : où est passé l'équipage (le capitaine et cinq hommes), qui a quitté le navire après l'avoir échoué ? Les responsables de la cellule d'urgence de la préfecture du Var ont, eux, été surpris. Et l'un d'eux s'étonne « de l'état de fraîcheur de ces réfugiés, censés galérer de-

puis un mois ». Enfin, les Kurdes manifestent un esprit militant, multipliant les revendications afin d'améliorer leurs conditions d'hébergement, de nourriture, etc. « On n'a jamais vu ça chez des gens censés être en état de détresse. Les Kosovars que nous avons accueillis voilà deux ans, avaient, eux, des remerciements plein la bouche à l'égard de la France », s'étonne un collaborateur du préfet du Var.

Pour un peu, on voudrait leur donner des leçons de politesse...
Jérôme Canard

Kurdes : qui sont-ils ? que fuient-ils ?

- Les quelque 900 naufragés de l'« East-Sea » sont désormais libres de leurs mouvements
- Le gouvernement leur a accordé le statut de demandeurs d'asile
- De confession yazidie, la majorité d'entre eux viennent du Kurdistan irakien
- Ils racontent les persécutions de Bagdad

LES QUELQUE 900 Kurdes naufragés de l'East-Sea sont libres de leurs mouvements depuis la soirée du mardi 20 février. Le ministère de l'intérieur a décidé de leur reconnaître le statut de demandeurs d'asile et de délivrer à chacun d'entre eux un sauf-conduit valant autorisation d'entrée sur le territoire. Il reviendra ensuite à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) de leur octroyer ou non l'asile « à l'issue d'un examen individuel approfondi ».

Le gouvernement est donc revenu sur sa position initiale, qui prévoyait le maintien de l'ensemble

des exilés en zone d'attente durant l'examen au cas par cas de leur situation. Il a ainsi satisfait l'attente des associations humanitaires, qui ne manquaient pas d'arguments juridiques pour faire annuler les procédures en cours. Le ministère de l'intérieur justifie son revirement par le fait qu'« après un examen des comptes-rendus d'audition des personnes arrivées à bord de l'East-Sea et sollicitant l'asile, il est constaté que la très grande majorité des demandes formulées ne sont pas apparues manifestement infondées ». Seul le cas particulier de six Libanais d'origine palestinienne fait l'objet d'un « complément d'instruction ».

Qui sont ces naufragés ? Que fuyaient-ils ? Notre enquête confirme que, pour la grande majorité d'entre eux, ils proviennent de la même région du Kurdistan irakien. Issus pour l'essentiel de trois villages proches de Mossoul, ils ont décidé collectivement de vendre leurs biens. Ils fuient les persécutions liées à la politique d'arabisation, menée par Bagdad, de cette région pétrolière ainsi que la situation créée par l'embargo international contre l'Irak. De plus, ils appartiennent à la confession yazidie, plus vieille religion du peuple kurde, dont les adeptes ont longtemps été stigmatisés par les musulmans sunnites.

Pourquoi les réfugiés de Fréjus ont-ils choisi de partir ?

FRÉJUS

de notre envoyé spécial

Les grilles du camp se sont ouvertes. Reste la barrière de la langue. Invités à pénétrer dans l'enceinte de la caserne désaffectée où les quelque 900 naufragés de l'East-Sea avaient été mis en « zone d'attente » depuis le soir de leur échouage, les journalistes et les représentants des associations de droits de l'homme ont éprouvé les mêmes difficultés que les enquêteurs pour établir un réel dialogue. Venus en majorité de zones très rurales, les boat people ne parlent généralement pas anglais, encore moins français. Il faut le concours d'interprètes, qui sont souvent des militants de la cause kurde, pour obtenir, parfois très laborieusement, des ébauches de réponses aux nombreuses questions encore en suspens.

QUI SONT-ILS ? D'OU VIENNENT-ILS ?

D'après leurs déclarations, la quasi-totalité sont des Kurdes d'Irak, partis de la région pétrolière de Mossoul et Kirkouk, deux villes placées sous le contrôle de Saddam Hussein. Mais plusieurs familles ont indiqué venir de Dehok, située un peu plus au nord, dans la « zone de protection » mise en place par l'ONU en 1991. Il y a aussi, mais en petit nombre, des Kurdes de Turquie. Quelques réfugiés sont de langue arabe : les uns se disent irakiens ; les autres, palestiniens, partis de Tyr, au Liban sud. Y a-t-il enfin des Kurdes venus d'Al-Qamishli, une ville syrienne proche de la frontière turque ? Depuis Stockholm, une représentante du Comité suédois de soutien aux Kurdes syriens affirme en avoir reconnus sur des images diffusées par les télévisions. A Fréjus, aucun ne s'est déclaré comme tel aux fonctionnaires de la PAF. Et les interprètes kurdes sont dubitatifs : « L'accent des Kurdes syriens est très reconnaissable. »

COMMENT SONT-ILS PARTIS ?

Les enquêteurs de la Police des frontières ont longuement tenté d'établir les circonstances de leur départ. La grande majorité des familles viendrait de trois villages proches de Mossoul. Pour payer le prix demandé par les passeurs (jusqu'à 4 000 dollars par personne), elles ont vendu la totalité de leurs biens - maison, bétail, terrains, etc. Leur expédition était visiblement préparée de longue date. Comment croire, disent les enquêteurs, qu'une telle vague de défections ait pu rester secrète dans cette région rurale ? La question nourrit l'hypothèse d'une « complicité active » des autorités, que soutiennent les différentes associations kurdes de France : « Il y a une volonté de vider le Kurdistan », affirme Mehmet Ali Dogan, du Centre de recherche et d'action sur les droits de l'homme en Méditerranée.

QUEL ITINÉRAIRE ONT-ILS SUIVI ?

La thèse selon laquelle le bateau serait parti d'une plage proche d'Iskenderun, au sud de la Turquie, semble désormais confirmée, mais les récits sur le trajet emprunté depuis la frontière irako-turque jusqu'au lieu d'embarquement restent flous. Toutefois, les témoignages sur les jours, voire les semaines, de voyage à travers le sud de la Turquie, indiquent que les passeurs disposent d'un réseau dense de complicités. Farouk Doru, directeur du Centre d'information du Kurdistan à Paris, estime qu'« ils n'ont pas pu transiter par cette zone très militarisée sans un accord des autorités turques ». Dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 février, alors que les résidents du camp de Fréjus patientaient pour obtenir les sauf-conduits désirés, les enquêteurs de la PAF ont longuement interrogé quelques-uns des « porte-parole » que les réfugiés s'étaient donnés au cours des

jours précédents. De nombreuses zones d'ombre subsistent en effet sur le déroulé de leur long et pénible exode.

POURQUOI SONT-ILS PARTIS ?

Qu'est-ce qui a poussé des familles entières, des grands-parents aux petits-enfants, à tout abandonner pour partir sur les chemins de l'exil ? Aucun événement précis. Les témoignages font état d'un climat de peur entretenu par des persécutions au quotidien. Dans les récits des paysans venus des villages proches de Mossoul, il est beaucoup question des incursions de l'armée de Saddam Hussein, d'un frère tué sous leurs yeux, d'un époux arrêté qui n'a plus jamais reparu, d'un fils parti au service militaire et dont on est « sans nouvelles depuis trois ans ». La famille Khaled a raconté à Salih Azad, de la Maison du peuple kurde de Marseille, comment son village, Schengale, a été encerclé à de nombreuses reprises, la population rassemblée sur la place centrale et certains hommes emmenés. Ahmet Alim, un économiste de Nice, membre du Congrès national du Kurdistan, a rencontré une femme embarquée seule avec son enfant sur l'East-Seq : « Elle a vendu sa ferme après que son mari, son fils et un cousin ont été tués au cours d'une descente de l'armée. »

Plusieurs réfugiés ont fait part aux interprètes de persécutions liées à leur confession yazidie, la plus vieille religion kurde, dont les racines remontent avant l'islam (lire ci-contre). « C'est près de Mossoul qu'est implanté Lales, le temple sacré des yazidis, à l'intérieur duquel brûle en permanence le feu sacré », explique Farouk Dohu. De fait, environ 70 % des boat people échoués sur la plage de Boulouris seraient des yazidis. « Ceux de Turquie ont déjà émigré à 90 % vers l'Europe », précise Ahmet Alim. Les

musulmans les accusent d'être des « adorateurs du diable ». C'est généralement la teneur des inscriptions qui sont tracées sur les portes et les murs de leurs maisons. Selon les observateurs kurdes de France, l'arrivée de ces familles de Mossoul témoigne d'« une accélération de l'arabisation de la région ».

Pour mieux défendre les chances de ces candidats au droit d'asile, les associations comme la Cimade ont commencé, mardi 20 février, à recueillir les récits des persécutions individuelles. Le premier « client » de M^{me} Marie-Noëlle Fréry, une avocate lyonnaise spécialiste du droit des étrangers, sera Ihsan, un médecin de trente-cinq ans, qui a raconté son histoire avec force détails. Rentré en Irak en 1997 après des études de médecine en Ukraine et un diplôme obtenu à Odessa (Russie), il n'a pu obtenir le certificat lui permettant d'exercer qu'en s'engageant à collaborer avec les services du préfet de Mossoul. « Un Kurde à la solde de Saddam », dit-il. Chaque soir, il devait se rendre à la préfecture, où on le questionnait sur ses clients de la journée. Parfois, on le laissait sans explication quelques heures en cellule. Lorsqu'il refusa de continuer à collaborer, les choses se gâtèrent pour lui, d'autant plus qu'il était fiché comme homme opposant. Il montre une grosse cicatrice sur son avant-bras, jure qu'il en a d'autres ailleurs, traces d'une tentative de meurtre à l'arme blanche.

Depuis des mois, faute du fameux certificat, il était contraint d'exercer illégalement la médecine à son domicile de Sincar, près de Mossoul. Après avoir pensé à s'exiler dans une autre région du Kurdistan, il a finalement pris la décision du grand départ. Un témoignage éloquent, qu'il faudra croire sur parole.

Jean-Jacques Bozonnet

L'embargo international et les tensions avec Bagdad poussent les Kurdes irakiens à l'exil

POURQUOI les Kurdes d'Irak ne cessent-ils de quitter leur pays ? En apparence, leur situation apparaît moins inconfortable aujourd'hui que par le passé. Depuis 1991, les trois provinces kurdes du nord de l'Irak sont placées sous la protection des Nations unies, qui entretiennent sur place de nombreuses agences engagées dans leur développement. Elles reçoivent une part non négligeable (13 %, contre

53 % pour le reste de l'Irak) des recettes des ventes sous contrôle de pétrole irakien autorisées dans le cadre du programme dérogatoire à l'embargo international dit « pétrole contre nourriture ».

Les trois provinces bénéficient aussi depuis trois ans de la trêve conclue sous les auspices des Etats-Unis entre les deux principales factions kurdes : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Mas-

soud Barzani, qui tient l'ouest de la région, avec les villes de Dohouk et d'Erbil, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, installée dans l'Est, autour de Souleimaniyé. Pour le moment, les relations avec le régime de Bagdad sont plus calmes, surtout entre le PDK et Bagdad - Massoud Barzani s'était appuyé en 1996 sur l'armée irakienne lors d'une offensive contre son rival de

l'UPK. Pour l'anecdote, le club de football de Dohouk joue dans le championnat irakien. Les frontières ne sont donc pas hermétiques entre les provinces administrées par Bagdad et celles placées sous la protection des Nations unies.

Mais les Kurdes d'Irak ne vivent pas tous dans cette zone protégée, où Bagdad n'est pas physiquement présent mais où opèrent néanmoins ses réseaux d'informa-

teurs. Les deux grandes villes du nord de l'Irak, riche pour ses puits de pétrole, Mossoul - et surtout Kirkouk -, abritent aussi une forte population kurde, qui subit l'effet conjugué de l'embargo international décrété contre l'Irak et de la politique d'arabisation menée par le régime irakien dans cette région. Cette politique est ancienne et a été régulièrement dénoncée par le rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme, Max Van der Stoel, auquel Bagdad refuse l'accès à son territoire. Elle poussé souvent les plus démunis vers les trois provinces autoadministrées, alors que les cadres et ceux qui disposent de

moyens peuvent prétendre au départ vers l'eldorado européen. Les Kurdes ne sont pas les seuls à fuir l'Irak. La permanence des sanctions internationales et l'absence de perspective de règlement politique avec les Nations unies - où les Etats-Unis, soutenus par la Grande-Bretagne, continuent de faire obstacle aux tentatives de révision - ont alimenté un puissant mouvement d'immigration, qui continue de vider le pays de ses forces vives : ses cadres et sa jeunesse. C'est notamment le cas dans l'administration, où la génération des années 70, celle du décollage économique de l'Irak, attend vainement une relève. S'ajoute à ce climat, dans le nord du

pays, la pression entretenue par les bombardements réguliers menés par les Américains et les Britanniques dans la zone dite d'exclusion aérienne, décrétée unilatéralement dans l'espace aérien irakien, au nord du 36° parallèle.

PAS DE PERSPECTIVES

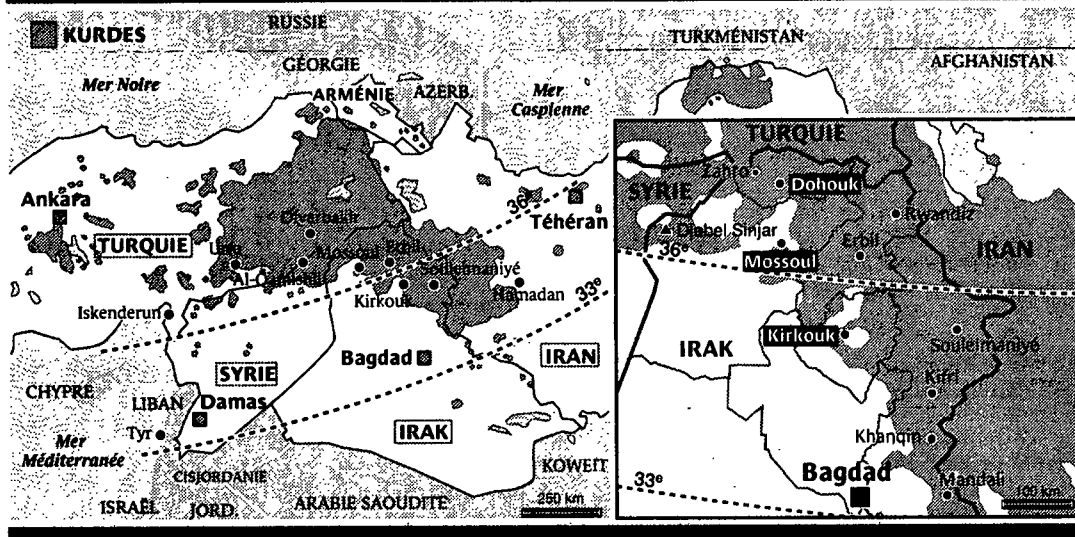
En dépit du calme qui y est revenu depuis trois ans, le sanctuaire des trois provinces n'est pas en mesure, lui non plus, de proposer de véritables perspectives aux Kurdes. Les deux principales factions semblent incapables de s'entendre durablement sur une formule de gouvernement, à commencer par la répartition des taxes perçues au poste fron-

tière de Zahro, près de la Turquie, situé dans une zone contrôlée exclusivement par le PDK et par où transite une partie du fioul exporté en contrebande par Bagdad, en bonne intelligence avec la faction kurde.

L'embargo international, la menace permanente que représente Bagdad, le manque de confiance dans des responsables locaux divisés, sont autant de raisons qui poussent depuis dix ans les Kurdes à l'exil.

Gilles Paris

Une population répartie sur quatre pays



Le yazidisme, une « hérésie » par rapport à l'orthodoxie musulmane

DANS L'UN DES ALBUMS de Hugo Pratt, *La Maison dorée de Samarkand*, Corto Maltese croise sur sa route, dans la ville de Van, un prêtre yazidi qui lui prédit l'avenir. Chez Pratt comme souvent ailleurs, ces religieux sont présentés improprement comme des « prêtres de Sheitan », des « adorateurs du diable ». En réalité, la doctrine yazidie, dont se réclament la majorité des réfugiés de Fréjus, est une déviance, une « hérésie » par rapport à l'orthodoxie musulmane sunnite. Elle puise un grand nombre de ses croyances dans des traditions antérieures à l'islam, principalement dans le zoroastrisme iranien, qui repose sur une théologie dualiste, d'inspiration manichéiste : il existerait un dieu du bien et un dieu du mal.

Pour les yazidis, le monde a été créé par une divinité unique, assistée de sept créatures semi-divines,

parmi lesquelles la plus importante se nomme Tawous, « le paon », un animal qui est parfois associé dans l'islam à la figure de Satan. La doctrine yazidie affirme en effet que Satan-Tawous n'est pas damné : le tentateur a été sauvé par son repentir, et les larmes qu'il a versées ont même éteint les feux de l'enfer. Les yazidis ne croient donc pas en la damnation, mais pensent que les hommes se réincarnent selon leurs mérites. D'après Rochdy Allili (*Qu'est-ce que l'islam, La Découverte*), « on ne peut pas devenir yazidi, on naît yazidi ».

Le yazidisme se rattache au tronc musulman en tirant son nom du calife Yazid, responsable du massacre de Housayn, le fils cadet d'Ali et le martyr du chiisme (mort en 680). L'autre inspirateur du yazidisme est un pieux musulman, Cheikh Adi, qui vécut au XII^e siècle et se reti-

ra, entouré de ses disciples, dans les montagnes au nord de l'Irak. C'est là, à côté de la ville de Dohouk, que se trouve encore son tombeau, devenu le principal sanctuaire du yazidisme.

Les yazidis sont nombreux autour de Dohouk, ainsi que dans le Djebel Sinjar, à l'ouest de Mossoul, c'est-à-dire dans des régions qui se trouvent à cheval entre la zone contrôlée par le régime irakien et celle contrôlée par le PDK. Considérés comme des hérétiques par les musulmans sunnites, ils ont toujours été stigmatisés de manière collective. Selon Chris Kutschera, auteur du *Défi kurde* (Bayard), ils forment « le noyau dur du peuple kurde, son rameau le plus ancien ».

D'après les chiffres fournis par le centre yazidi de Dohouk, les yazidis seraient 500 000 dans les zones contrôlées par Bagdad, près de 40 000 dans les zones contrôlées par le PDK, 8 à 10 000 en Syrie, moins de 1 000 en Turquie, 150 000 en ex-URSS et 75 000 en Europe occidentale, principalement en Suède.

Xavier Ternisien

Persécutés par le régime de Saddam Hussein, ils ont fui le Kurdistan et vivent à Paris, Londres ou Berlin

● **Kisra, 26 ans, à Londres depuis 2000.**

« J'étais étudiant à Bagdad. J'ai été arrêté et torturé à deux reprises, en 1996 et en 1998, comme militant

TÉMOIGNAGES

« Inquiète pour ma sécurité, ma famille a voulu me mettre à l'abri en Europe »

de la cause kurde. Mon père, un hôtelier prospère, a soudoyé des responsables du Baas pour obtenir ma libération. Je suis sorti de prison cassé, un rein gravement endommagé par les coups et de graves troubles digestifs résultant de la malnutrition. Je me suis réfugié à Erbil, dans la zone contrôlée par les miens. Mais il n'y avait pas de travail là-bas. Je traînais à ne rien faire. Inquiète quant à ma sécurité et mon avenir économique, ma famille a voulu me mettre à l'abri en Europe. » Le visage de Kisra est marqué par la détresse. « Mes vieux ont versé 6 000 dollars aux passeurs. On était à douze dans le camion spécialement aménagé. Je n'avais aucune idée de la destination finale. J'ai su qu'on était en Angleterre quand les portes ont été ouvertes par des bobbies. J'étais plutôt content car, pour les Kurdes irakiens, la Grande-Bretagne passe pour une société tolérante. »

Kisra symbolise la nouvelle vague des réfugiés kurdes irakiens en Grande-Bretagne, dont l'afflux sans précédent remonte à janvier 2000 : des jeunes de moins de trente ans, éduqués, célibataires, souvent issus de milieu aisé, fuyant les persécutions autant que la crise économique. Demandeur d'asile au Royaume-Uni, il doit aujourd'hui déchanter : les coupons d'alimentation et le logement lui sont refusés en raison de sa volonté de rester à Londres, où vit la majorité des 20 000 Kurdes réfugiés dans l'ex-puissance tutélaire de l'Irak. Il survit grâce à l'aide matérielle de sa famille et loge dans une chambre de bonne du Kurdish Cultural Center de Kennington. « S'il y avait la paix dans mon pays, je n'hésiterais pas à rentrer », dit-il.

● **Bakhtiar, 34 ans, à Paris depuis 1990.**

Bakhtiar sait que le déracinement n'est jamais facile. « Un proverbe kurde dit : "Une pierre n'a son véritable équilibre que là où on la trouve" ». Lui a choisi : à 34 ans, après avoir été réfugié politique pendant dix ans, il a pris la nationalité française.

Bakhtiar est né au hasard d'une des affectations de son père, préfet à Ammara, dans le sud de l'Irak. A l'arrivée au pouvoir du parti Baas, de Saddam Hussein, en 1968, son père est mis à la retraite d'office. La famille rejoint Souleimaniyé, « capitale intellectuelle et politique de tout le Kurdistan ». Bakhtiar souffre de l'arabisation du système scolaire. « Imaginez : on jette du jour au lendemain tous vos livres de classes en français et on les remplace par des livres en anglais. » Mais c'est à l'université que sa vie bascule. Dès le premier jour, un professeur avertit les Kurdes de la classe de physique : « Faites attention ! ». Au bout de quatre mois, Bakhtiar est sommé d'adhérer au Baas, ou de partir. Le jeune homme rentre à Souleimaniyé et se terre. « Il y avait des contrôles militaires tous les cinquante mètres, ils passaient les gens à tabac, au hasard. »

Bakhtiar s'enfuit en Iran, en 1986, où il reste un an dans un camp, « coincé entre quatre montagnes », avant de rallier Strasbourg, où il s'inscrit à la faculté. Il est aujourd'hui peintre, termine une maîtrise, et se montre assez sévère pour les Kurdes débarqués sur la côte varoise. « Je ne peux pas être d'accord avec les gens qui arrivent comme ça. On leur a vendu du rêve, ils ne savent pas où ils vont, ni pour quoi faire. L'insertion est toujours difficile et ils vont être marginalisés dans la société d'accueil. » Il évoque ses amis en Hollande : « Ils ne sortent pratiquement pas, juste pour faire les courses. Ils regardent la télévision kurde par satellite. Quand ils se lèvent le matin, ils ont oublié qu'ils sont en Europe. Beaucoup regrettent d'être venus. »

● **Gururon, 34 ans, à Berlin depuis 1995.**

Lunette cerclée, chevelure frisée, barbe à la Trotsky, le visage de

Gururon Osman est beau mais fermé. A la question maladroite - Saddam Hussein a-t-il persécuté votre famille ? -, la réponse tombe, cruellement anodine : « Oui ; par exemple, mon père a été exécuté en 1987 ». Celui-ci avait participé à la révolte kurde de 1975, poursuivait ses activités clandestinement à Souleimaniyé, jusqu'à ce que la police secrète du Baas ne le découvre. Recherché, Gururon s'enfuit dans les montagnes du Kurdistan, où il rejoint l'UPK. Quatre ans plus tard, il rentre à Souleimaniyé, devenue autonome. Journaliste, il y dénonce les massacres de Saddam Hussein et les persécutions des populations civiles. « Mais l'influence de l'Irak était plus forte que celle de l'UPK, qui ne pouvait pas garantir de protection. » En 1995, le jeune homme gagne la Turquie, via l'Iran. Et, pour 5 000 dollars, obtient des papiers et un billet d'avion vers Düsseldorf. La frontière passée, il dépose une demande d'asile. Celle-ci lui donne droit à l'équivalent de l'aide sociale. Le jeune homme est d'abord logé dans un foyer de la région de Magdebourg, au cœur de l'ancienne RDA, et débarque à Berlin en 1997. « Les gens venus d'Irak arrivent essentiellement pour des motifs politiques, pas économiques, tient-il à préciser. Les bases économiques sont bonnes en Irak, mais c'est la politique qui détruit l'économie et l'espoir. »

● **Josef, 38 ans, à Berlin depuis 1990.**

Le 18 mars 1988, deux jours après son attaque chimique contre la ville d'Halabja, qui fit 5 000 victimes, l'armée de Saddam Hussein attaque le village de Sanadan, dans le Kurdistan irakien, à la frontière iranienne, où sont réfugiés 5 000 personnes et soldats de la résistance kurde. Le mécanicien automobile Josef Ahmad, vingt-cinq ans à l'époque, fait partie des combattants de l'UPK. Mais sa kalachnikov est de peu d'utilité contre l'aviation de Saddam Hussein. Brûlé aux yeux, aux poumons et sur la peau - les marques sont encore visibles -, Josef sombre dans l'inconscience. Il reprend ses esprits, « six mois plus tard », dans un hôpital de Téhéran.

Il a été évacué par les hélicoptères de l'armée iranienne. Il cherche à obtenir un visa pour la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne. Mais après deux ans à l'hôpital, c'est en RDA qu'il obtient le droit de se faire soigner. Peu importe, le mur est déjà tombé, l'Allemagne va bientôt se réunifier. Soigné jusqu'en 1993, Josef dépose une demande d'asile et reçoit le statut de réfugié politique.

Josef avait pris les armes contre le parti Baas au milieu des années 80. « Ils ont arrêté mes parents. Mon père est mort en 1989 en prison, ma mère en 1990. J'ai reçu l'avis de décès à Téhéran. Ils ont enlevé une trentaine de familles de combattants vivant à Souleimaniyé. » Deux de ses sœurs y vivent toujours ; son frère, arrêté, a disparu ; un autre vit en Suède. Lui n'a toujours pas de passeport, mais l'Allemagne lui a fourni des documents pour voyager, en application de la convention de Genève sur les réfugiés. En 1994, il est même retourné à Souleimaniyé pour se marier. Aujourd'hui, sa femme et lui vivent ensemble à Berlin, ont un enfant, et attendent d'obtenir la nationalité allemande.

**Marc Roche (à Londres),
Franck Johannès et
Arnaud Leparmentier (à Berlin)**

Pour la plupart originaires du nord de l'Irak

Enquête dans le camp des réfugiés kurdes

Que vont devenir les 908 réfugiés du camp de Fréjus, qui goûtent leur nouvelle liberté en France ? Qui sont-ils exactement ? Et que comptent-ils faire ? Alors que le gouvernement leur a accordé mardi un sauf-conduit de huit jours, la préfecture du Var estime qu'ils veulent en quasi-totalité rester en France.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité a commencé hier à recenser les possibilités d'accueil dans toute la France. Malgré l'accélération de la procédure par le gouver-

nement, le débat sur l'asile et les conditions des réfugiés en général a été relancé hier par la voix des associations humanitaires, qui estiment que « la France n'est pas à la hauteur de sa réputation de terre d'asile ».

Issus d'un peuple éclaté et sans Etat, les réfugiés de Fréjus sont a priori des Kurdes du nord de l'Irak. « Ils sont crédibles quand ils disent qu'ils viennent de Mossoul et de Kirkuk. Ils ont l'air de bien connaître ces endroits », témoigne une personne qui a

fait passer des entretiens à Fréjus.

La plupart déclarent appartenir à une mouvance musulmane très marginale, le yezidisme. « Ce sont un peu les parias de leur région. Depuis longtemps, ils suscitent la méfiance à cause de leur culture religieuse, de leur histoire », explique Alain Chenal, spécialiste de la question kurde et collaborateur de la fondation Jean-Jaurès. Il ajoute : « Ils sont victimes de la géopolitique de cette région charnière où s'affrontent

les différentes factions kurdes, l'armée irakienne et même l'armée turque. » Est-ce vraiment leur vie ou le récit qu'ils construisent pour faire aboutir leur demande d'asile politique ? Nul ne peut encore l'affirmer. A Fréjus, notre envoyé spécial a pu mesurer les facultés d'adaptation de ces agriculteurs kurdes, analphabètes pour la plupart. Ils ont même vite appris comment faire aboutir leurs premières revendications, et certains savent déjà se servir des médias.

Préférant la sécurité du camp aux tentations de la liberté, peu se sont risqués, en tout cas, à faire leurs premiers pas d'hommes libres sur le sol varois.

IMMIGRATION Les 908 réfugiés du camp varois goûtent timidement leur nouvelle liberté, et font connaître leurs premières revendications

La nouvelle vie des Kurdes de Fréjus

Les 900 réfugiés kurdes de Fréjus de l'East Sea ont passé hier leur première journée de « liberté », après avoir reçu des sauf-conduits de huit jours qui les autorisent à entrer sur le territoire français, pour la plupart sans quitter la zone d'attente de Fréjus. Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité a commencé hier à recenser les possibilités d'accueil dans toute la France, avec le soutien de la Sonacotra et de la Croix-Rouge, qui ont déjà compté plusieurs centaines de places disponibles. Les réfugiés veulent en quasi-totalité rester en France, selon la préfecture, et devraient pour la plupart jouer la sécurité plutôt que la clandestinité et demander l'asile. Malgré l'accélération de la procédure par le gouvernement, le débat sur l'asile et les conditions des réfugiés en général a été relancé hier, par la voix des associations humanitaires, qui estiment que « la France n'est pas à

la hauteur de sa réputation de terre d'asile », et celle du PC, qui milite pour que le droit d'asile soit maintenant accordé aux réfugiés de Fréjus. L'épopée spectaculaire des Kurdes a également réveillé l'émotion de la communauté kurde en France. 75 Turcs et Kurdes ont commencé une grève de la faim pour dénoncer le sort des détenus politiques en Turquie. Au contraire Daniel Vaillant, dont la politique a notamment été mise en cause par Charles Pasqua, parlant « d'erreur monumentale », s'est défendu, hier, d'avoir ac-



Des réfugiés kurdes présentent leur sauf-conduit à un policier à (Photo Varinia Lucchesi/AFP.) la sortie du camp d'hébergement, hier à Fréjus.

cordé l'asile, rappelant que l'Ofpra étudierait au cas par cas les dossiers. L'ambassade du Cambodge a tenu quant à elle à préciser que le navire *East Sea* n'était plus immatriculé dans son pays depuis le 8 décembre dernier, mais qu'il appartenait à une société basée en Syrie, qui affirme, elle, l'avoir vendu à un Libanais...

L. C.

**Fréjus :
de notre envoyé spécial
Francis Puyalte**

Que vont devenir ces gens ? Si eux-mêmes se le demandent, ils ne sont pas les seuls. « *Vive la France !* », ont-ils aussitôt scandé lorsque le préfet Daniel Canepa leur a annoncé la bonne nouvelle, mardi soir, tandis que survenait, comme en Irak, une panne d'électricité... Une nouvelle qui n'a pas été vraiment une surprise pour eux, à en croire les interprètes, alors qu'elle l'était pour les journalistes. La générosité française dans ce domaine est même réputée dans les montagnes désertiques des confins de l'Irak et de la Turquie. Cette première exigence obtenue, une autre question se posait à ces familles déracinées : « *Comment allons-nous vivre en France ?* »

Hier, tous les Kurdes étaient libres. Mais peu d'entre eux manifestaient leur intention de quitter les lieux

Dans l'ancien camp d'intendance des troupes de l'infanterie de marine, situé dans une zone commerciale peu avenante, on a pu mesurer hier les facultés d'adaptation, sinon d'intégration, de ces agriculteurs kurdes, analphabètes pour la plupart. Question médiatisation et manifestations pour satisfaire des revendications, ils ont vite appris. Grâce à un premier sit-in au camp Lecocq du 21^e RIMa, pour obtenir plus de couvertures et une meilleure soupe, deux jours après leur débarquement, ils avaient pu tester les bonnes dispositions de leurs hôtes.

Dans la matinée d'hier, avec femmes et enfants, ils ont remis ça au centre d'hébergement de Fréjus. Cette fois, ils exigeaient la libération de deux Palestiniens, compagnons d'infortune, que les autorités françaises avaient provisoirement placés à

l'ombre, le temps de clarifier leurs dossiers. Sit-in de deux cents d'entre eux devant l'ancienne infirmerie où se réunissaient des fonctionnaires de la préfecture, de la police de l'air et des frontières (PAF) et des responsables de la Croix-Rouge. Manifestation silencieuse certes, mais néanmoins résolue. C'est de bien mauvaise grâce qu'ils se levaient parfois pour laisser manœuvrer un véhicule.

La veille, le « coup » de la photo de famille avec Danielle Mitterrand était digne d'un conseiller en communication du type Séguéla. Les enfants, serres les uns contre les autres, entourant la veuve de l'ex-président, et marchant lentement vers la sortie devant laquelle était massée une nuée de cameramen et de photographes, en scandant en arabe « *Liberté ! Liberté !* »... On se serait cru devant la scène du palais des Congrès avec Chantal Goya.

Il faut dire que le côté spontané des choses est plus apparent que réel. Au milieu de ces pauvres hères en guenilles, on peut remarquer quelques « têtes » pensantes. Comme ce massif barbu que ses compatriotes appellent « *Fidel Castro* ». C'est dire. L'ami « *Fidel* » est partout, à la cambuse, aux basques du préfet, devant les caméras de télévision, dans les dortoirs, les hangars de distribution de vêtements... Tout groupe humain a besoin de chefs, n'est-ce pas ? Laissons donc les tempéraments se révéler à la faveur des circonstances.

Dans la « zone d'accueil et d'attente » de Fréjus, ouverte aux journalistes, l'ambiance était, hier, un peu surréaliste. En principe, tout le monde était libre. Mais peu de pensionnaires orientaux manifestaient leur intention de quitter des lieux leur offrant le gîte et le couvert. La pitance préparée par des équipes de la Croix-Rouge et servie sur l'équipement de cam-

pagne des « marsouins » semblait appréciée. Certains Kurdes, des hommes bien sûr, s'étaient aventurés avec leur sauf-conduit à l'extérieur pour humer les mille parfums de l'Occident. Mais ils ne tardaient pas à rentrer au bercail. La mer bleue et les mimosas en fleur ne sont pas tout à fait dans le coin, ni très attractifs pour ces malheureux.

Tout de même, certains naufragés de l'*East Sea* se sont risqués, tels des Hurons, à travers les grandes artères de ces faubourgs industrialo-commerciaux de Fréjus. L'un d'eux a même réussi à téléphoner en Irak d'une cabine des Télécom. Un vieil homme, coiffé d'un keffieh et vêtu d'une djellaba immaculée, a même poussé son audacieuse expédition jusqu'à une grande surface, dont il n'a tout de même pas osé franchir les portes s'ouvrant toutes seules à son approche, ce qui semblait beaucoup l'étonner.

A l'entrée du camp, deux CRS débonnaires n'interdisaient la sortie qu'aux tout-petits. Quand même, ils ont froncé les sourcils au quinzième passage d'un jeune homme apparemment incapable de choisir entre la liberté libre et la liberté surveillée, la vie solitaire et la vie communautaire. L'instinct grégaire a finalement repris le dessus.

De leur côté, les responsables d'organisations humanitaires déconseillaient à leurs protégés de se disperser dans la nature. En liaison avec les fonctionnaires de l'administration, ils passaient au crible toutes les solutions d'hébergement proposées dans le pays. La Croix-Rouge de Nîmes pouvait offrir cent cinquante lits. Béziers n'était qu'à trente. Mais comment trouver des autocars pour le transport ? Le budget d'urgence les a-t-il pris en compte ? A travers la joyeuse confusion, on remarquait un organisateur actif vers qui tout le monde se tournait au moindre problème. De nationalité turque, bilingue, résidant en France, Ali Dogan est responsable du Centre de recherche et d'action pour les droits de l'homme en Méditerranée.

Tout à son affaire au milieu des réfugiés, l'homme se démène aussi bien pour trouver des lits ici ou là que pour expliquer aux journalistes le problème kurde. « *C'est la Turquie*

qui a organisé cette traversée jusqu'aux côtes françaises pour punir votre pays d'avoir reconnu le génocide arménien », assure-t-il. Et il raconte l'odyssée depuis son début, il y a un mois, au départ de Mossoul et Kirkouk, au nord de l'Irak, un territoire revendiqué par la Turquie, mais qui est une partie du Kurdistan virtuel. « *En se vengeant de la France, les Turcs favorisaient aussi le dépeuplement de cette région*, poursuit l'expert. *Quant aux exilés, leur objectif était moins d'échapper à la misère qu'à la répression du régime de Saddam.* »

On apprend que les passeurs maffieux pratiquaient le prix fort pour prendre en charge ces pauvres gens. « *De 1 000 à 2 000 dollars par enfant, de 7 000 à 8 000 dollars par adulte*, raconte Ali Dogan. *Ces familles ont vendu tout ce qu'elles possédaient pour fuir jusqu'en Europe.* » Des familles qui ont de cinq à huit enfants, en moyenne. Sur les 908 réfugiés à la nationalité indéterminée, on dénombre 420 enfants, arrivés avec leurs parents - du moins, selon les autorités préfectorales du Var - et un certain nombre de célibataires. Chrétiens, yezidis (religion qui leur est propre) et musulmans en majorité, ils sont peu pratiquants. « *Les Kurdes et l'islam ne font pas bon ménage*, affirme notre homme. *Ils sont musulmans pour sauver leur tête.* »

Il est vrai qu'on en voyait peu, hier, s'agenouiller vers La Mecque. Ils se tournaient plutôt vers Paris.

Pour la plupart, des yezidis du nord de l'Irak

Astrid de Larminat

« On n'est pas encore en mesure d'établir précisément d'où viennent les 900 réfugiés kurdes de Fréjus », avoue Rusen Werdi, de l'Institut kurde de Paris, dont les interprètes ont été réquisitionnés pour traduire la déclaration des passagers de l'*East-Sea*. Néanmoins, hormis quelques familles originaires peut-être de Palestine, de Syrie ou de Turquie, il semble que la majorité des naufragés du vraquier soient des Kurdes du nord de l'Irak.

« Ils sont crédibles quand ils disent qu'ils viennent de Mossoul et de Kirkuk, deux villes du Tjebel Sinjar, à l'extérieur de la zone sous protection des Nations unies. Ils ont l'air de bien

connaître ces endroits », témoigne une personne qui a fait passer des entre-tiens à Fréjus.

Tandis que la majorité des Kurdes sont sunnites, ceux-là déclarent faire partie d'une minorité religieuse très marginale, les yezidis. C'est une secte théoriquement rattachée à l'islam, mais fortement inspirée de traditions religieuses régionales qui lui sont antérieures, comme le zoroastrisme iranien. « Caricaturalement, ils croient à l'ange devenu le diable après avoir été renié par Dieu », résume Rusen Werdi.

Alain Chenal, spécialiste de la question kurde et collaborateur de la fondation Jean-Jaurès, souligne que « ce sont un peu les parias de leur région. Depuis longtemps, ils suscitent la méfiance à cause de leur culture religieuse, de leur histoire ». Il ajoute : « Ils sont victimes de la géopolitique de cette région charnière où s'affrontent les différentes factions kurdes, l'armée irakienne et même l'armée turque. »

Pour expliquer leur départ, les réfugiés de Fréjus invoquent en effet un regain de tension dans le nord de l'Irak. Depuis que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à la demande de son dirigeant emprisonné Abdullah Öcalan, a abandonné la lutte

et s'est replié sur le Kurdistan irakien, l'équilibre des forces dans la zone que se disputent depuis dix ans le Parti démocratique kurde (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a été rompu.

L'armée irakienne, profitant de la confusion, aurait récemment pris Mossoul et ses environs. C'est là que commence le récit des naufragés de Fréjus, qui racontent avoir fui l'avancée de l'ar-

mée irakienne, de peur notamment d'être enrôlés. Selon une source informée, « on ne peut pas encore être certain que leur récit soit vrai, mais il n'est pas incohérent ni complètement fantaisiste ». La question est de savoir s'ils ont vécu eux-mêmes l'histoire, ou s'ils l'ont lue dans les journaux...

S'ils sont bien comme ils le disent des yezidis, Alain Chenal affirme qu'ils « sont pris dans un tourbillon qui les dépasse. Marginalisés, rejetés, ils n'ont plus aucune chance de survivre dans leur région ». Depuis dix ans, en effet, comme beaucoup de Kurdes, ils sont menacés d'être « autoritairement déportés » par l'armée irakienne dans le sud du pays, plus inhospitalier et plus facile à contrôler. « Pour le gouvernement de Saddam, ce serait dangereux de laisser ces Kurdes remuants dans une région riche en pétrole. »

Les oubliés de l'Histoire

Luc de Barochez

Leur histoire s'apparente à un long martyre. Peuple sans Etat, c'est souvent en tant que réfugiés que les Kurdes font leur apparition sur nos écrans de télévision. En 1988, après le bombardement de Halabja à l'arme chimique par l'armée irakienne, plus de 200 000 Kurdes s'enfuient en Iran et en Turquie. En 1991, après la guerre du Golfe et l'échec de la rébellion kurde réprimée par les forces de Saddam Hussein, ils sont dix fois plus nombreux à prendre la route de l'exode. Cette fois-ci, ce sont plusieurs centaines de Kurdes qui se sont échoués sur la côte varoise.

Mais avant d'être des réfugiés, les Kurdes forment un peuple. C'est même l'un des plus anciens d'Asie occidentale. D'aucuns les considèrent comme les descendants des Mèdes de l'Antiquité. D'autres y voient les Carduques que Xénophon mentionne dans *L'Anabase*. En tout cas, ce sont des Indo-européens. Leur langue est apparentée au farsi (persan).

Relativement nombreux (environ 25 millions), les Kurdes habitent aujourd'hui une zone montagneuse de quelque 230 000 km², aux frontières de la Turquie, de l'Irak, de la Syrie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie. Leur répartition sur le territoire de plusieurs Etats - chacun ayant tendance à les considérer

comme un défi à son intégrité - est un premier obstacle à leur revendication nationale. Le second est leur tribalisme. La plupart des clans sont rattachés à l'islam sunnite. Mais l'on compte aussi des Kurdes chiites, ainsi que des yezidis (comme les naufragés de l'*East Sea*), des chrétiens et des juifs.

Au Moyen Age, l'aristocratie kurde domina la région. Saladin (Salah ed-Dîn), qui reprit Jérusalem aux Croisés au XII^e siècle, en fut le plus illustre représentant. Par la suite, les Kurdes surent tirer parti de leur situation charnière, entre les empires ottoman et perse, pour constituer des principautés autonomes.

Leur malheur commence avec la Première Guerre mondiale. Ils font les frais du partage du Moyen-Orient qui accompagne l'effondrement de l'empire ottoman. Pourtant, un Etat kurde, proposé par Lloyd George, voit presque le jour grâce au traité de Sèvres (1920). Mais ce document n'est pas ratifié et le territoire prévu est récupéré par les Turcs qui, dès 1924, y interdisent de parler la langue kurde. Les Britanniques en ont préalablement détaché la région de Mossoul, riche en pétrole, dans le nord de la Mésopotamie. Elle va passer dans le giron irakien en 1925.

L'histoire des Kurdes au XX^e siècle se résume alors à une longue série de soulèvements, de massacres, de querelles intestines et d'exodes. En 1946, la proclamation par les Kurdes d'Irak d'une

république kurde, à Mahabad, ne résiste pas plus de quelques mois aux assauts de l'armée du shah.

En Turquie, le refus du pouvoir kémaliste de reconnaître une quelconque spécificité ethnique aux populations kurdes conduit à l'impasse. A la suite du coup d'Etat militaire de 1980 à Ankara, le soulèvement kurde plonge le Sud-Est anatolien dans la guerre civile. La rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et sa sévère répression font plus de 30 000 morts. L'armée turque mène à plusieurs reprises des incursions dans le nord de l'Irak pour détruire les bases arrière du PKK. Les affrontements connaissent une accalmie avec la capture du chef du parti, Abdullah Öcalan, en février 1999 au Kenya.

En Syrie, les Kurdes sont tolérés mais n'ont aucun droit culturel. En Irak, ils vont payer successivement leur ralliement au shah d'Iran en 1974-75, les conséquences de la guerre Iran-Irak (1980-88) puis leur soulèvement après la crise du Golfe (1991). Les Américains et les Européens créent alors des « zones refuges » dans le nord de l'Irak qui permettent aux Kurdes locaux, divisés entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de jouir d'une certaine autonomie. Leur administration reste cependant très fragile, puisqu'elle dépend surtout du bon vouloir de l'armée de Bagdad qui s'abstient d'intervenir.

Les bombardements contre Bagdad mettent les Européens mal à l'aise

Tony Blair doit se rendre vendredi aux Etats-Unis. Londres affirme vouloir discuter avec Washington d'une modification du régime des sanctions contre Saddam Hussein. Mais les dirigeants français sont sceptiques quant à la portée de ces intentions

LA GRANDE-BRETAGNE va discuter avec la nouvelle administration américaine d'une révision du régime des sanctions imposées à l'Irak, a fait savoir, mardi 20 février, le Foreign Office. Cette question devrait figurer en bonne place dans les entretiens que le premier ministre Tony Blair aura le 23 février à Camp David (Maryland) avec George W. Bush, a indiqué un représentant du Foreign Office, en affirmant que Londres poursuivait deux buts : « *Minimiser l'impact humanitaire sur la population irakienne et empêcher au maximum Saddam Hussein de faire la guerre à son peuple, à la région et au-delà.* »

A Paris, on se montrait toutefois assez dubitatif, mardi, sur la portée de ces déclarations d'intention. La modification du régime des sanctions avait été évoquée la semaine dernière à l'ONU par le nouveau secrétaire d'Etat américain, Colin Powell. Mais trois jours plus tard, Américains et Britanniques lançaient des raids contre les faubourgs de Bagdad, suscitant une nouvelle vague d'hostilité dans le monde arabe,

un malaise manifeste en Europe et les critiques ouvertes de la France exprimées par le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine. Celui-ci s'entretiendra de la question irakienne avec son homologue américain le 27 février, en marge d'une réunion de l'OTAN à Bruxelles.

« SYSTÈME CONTRE-PRODUCTIF »

Les dirigeants français ne cessent depuis des mois de réclamer une révision de la politique anglo-américaine à l'égard de l'Irak, qui est actuellement « *le système le plus contre-productif qui soit* » : il n'y a plus d'inspection sur place garantissant contre un réarmement ; les sanctions économiques continuent de peser sur la population ; il n'y a pas de contrôle de l'usage de l'argent qui entre en Irak grâce aux ventes limitées de pétrole ; le régime des sanctions,

de plus en plus contesté internationalement, s'érode, etc.

Dans ce contexte, on est plus que sceptique à Paris quant à l'interprétation selon laquelle les derniers raids anglo-américains seraient une démonstration d'inflexibilité visant à préparer un changement de politique pour qu'il n'apparaisse pas comme une reculade. « *Quel est l'effet politique de ces frappes ?* », demande un diplomate français, sous-entendant qu'elles ne font que renforcer Saddam Hussein et ne l'incitent guère à la coopération qu'attend de lui l'ONU ; « *Comme les précédents, ces raids ne servent à rien, qu'à aggraver les choses* », dit un membre de l'entourage du président de la République.

DISSONANCES TRAVAILLISTES

Même si le malaise est patent en Europe devant une politique que les opinions ne comprennent plus, on doute aussi à Paris que les dirigeants européens soient prêts à réclamer avec force une inflexion de Washington, et on est sans illusion sur les dispositions actuelles de Tony Blair : « *Il est dans une phase où il a plus que jamais besoin de démontrer que la "relation spéciale" entre Londres et Washington existe toujours.* »

Des divergences sont certes apparues ces derniers temps au sein de la majorité travailliste sur le sens et l'avenir de cette « *special relationship* ». En témoignent notamment les commentaires opposés de deux journaux de tendance travailliste à propos des raids contre l'Irak : pour le quotidien *The Guardian*, « *être un copain spécial de M. Bush est une bonne chose, mais pas à n'importe quel prix. Ce président est dangereux* » ; en revanche, le *Financial Times* estime que « *la politique actuelle [de limitation des capacités militaires de l'Irak] doit rester en place* ». Le premier ministre Tony Blair ne semble pas, pour sa part, soucieux de marquer ses distances avec le successeur de Bill

Clinton, mais au contraire de relancer la « *relation privilégiée* » avec Washington.

Le porte-parole de Downing Street a expliqué que l'objectif de la visite de Tony Blair aux Etats-Unis, la première d'un chef de gouvernement de l'Europe des Quinze depuis l'élection du président américain, est « *d'établir une relation personnelle de confiance qui permette de parler vrai, de résoudre les problèmes avec pragmatisme, et de faire face côte-à-côte aux Milosevic et aux Saddam Hussein de ce monde* ». M. Blair n'a cessé de donner des gages au nouveau locataire de la Maison Blanche : réserves envers la future force de réaction rapide européenne, absence de critiques du projet américain de bouclier anti-missile et participation de la Royal Air Force aux derniers bombardements contre l'Irak. Par ailleurs, Tony Blair s'efforce d'occulter les liens très étroits qu'il entretenait avec Bill Clinton, parrain de la « *troisième voie* » économique travailliste.

DES ALLIÉS STABLES

A l'évidence, Londres redoute de se voir marginaliser par une équipe républicaine peu intéressée par les affaires européennes. Le Royaume-Uni craint de faire les frais d'un rééquilibrage de la politique européenne de Washington au profit de l'Allemagne, comme ce fut le cas sous l'administration de George Bush Senior, entre 1988 et 1992.

Le premier ministre britannique, bien qu'europhile dans l'âme, doit compter à l'intérieur de son gouvernement avec un lobby américain, mené par le puissant chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, chef de file du camp anti-euro. Un rapprochement transatlantique permet également rappeler aux partenaires européens membres de la zone euro que le Royaume-Uni, malgré sa non-participation à la monnaie unique, est un pays qui compte sur le plan

diplomatique et militaire.

A l'approche des élections générales qui devraient se tenir en avril-mai, une telle posture pro-américaine ne peut que profiter au parti travailliste. Les frappes contre l'Irak projettent l'image d'un politicien à poigne qui n'est pas sans rappeler celle de M^{me} Thatcher à son heure de gloire. Enfin, tous les sondages montrent que dans l'actuelle atmosphère de défiance envers l'Union européenne, le public demeure persuadé qu'à l'heure du danger, les Américains sont les alliés les plus stables et les plus solides de la Couronne.

Marc Roche et
Claire Tréan

Politis, JEUDI 22 FÉVRIER 2001

ÉDITORIAL PAR DENIS SIEFFERT

Le peuple de nulle part

On appelle ça un vraquier. C'est assez dire la considération dont jouissent les 908 passagers kurdes de l'*East Sea*, ce navire venu, au petit matin du 17 février, s'échouer sur une plage du Var. Transportés en vrac, comme une marchandise de peu d'intérêt, hommes, femmes et enfants avaient quitté la Turquie, huit jours auparavant, entassés à bord de ce rafiote, à la recherche d'on ne sait quel rêve, ou plus sûrement pour échapper à leur cauchemar. L'étonnant dans cette affaire, c'est que la horde de ces misérables ait pu traverser la Turquie, aux mœurs tellement policières, puis embarquer depuis un port de ce pays, sans éveiller les soupçons. Le régime d'Ankara a-t-il fait coup double en punissant la France pour sa récente reconnaissance du génocide arménien, tout en se délestant de ces indésirables à l'origine incertaine - irakienne, syrienne ou turque ? La maestria avec laquelle l'équipage a pris la fuite incline également à penser que le coup a été monté avec minutie. L'étonnant, c'est aussi que l'*East Sea* ait pu ainsi voguer tant bien que mal en Méditerranée, longer les côtes grecques, contourner la péninsule italienne, se faufiler entre une multitude d'îles, sans apparemment s'attirer le moindre regard des services des douanes ou des garde-frontières. Nos pays européens savent être vigilants quand cela les arrange, mais ils sont bigrement indifférents quand ils espèrent que le malheur ira sonner à la porte du voisin. Cette fois, c'est chez nous qu'il s'est invité. Bien sûr, à part Le Pen, personne en France n'a souhaité à voix haute que l'on renvoie les bougres sur un esquif de la même ferraille (le leur entretemps avait coulé) vers leurs terres d'origine. Tout le monde a compli, souhaitant que la France accomplisse son devoir humanitaire. Ce qui fut fait. Et on se dit que, dans leur immense malheur, les naufragés de l'*East Sea* ont eu au moins cette chance d'échouer là plutôt qu'ailleurs. Mais une fois passé cet élémentaire devoir d'assistance, le discours politique s'est reconstitué autour d'une même logique : il ne faut pas garder ces gens-là chez nous, ce serait encourager la canaille. Même l'excellent François Hollande a exprimé cet impératif de Realpolitik



sans trop de fioritures : « *Les accueillir mais ne pas donner l'espoir d'une intégration (1).* »

À gauche, seuls les Verts défendent l'idée que ces pauvres hères doivent être non seulement accueillis mais intégrés. Tandis qu'à droite, bizarrement, le sentiment humanitaire semble soudain dominant. Hormis Pasqua, qui assume son rôle de père Fouettard sans états d'âme, les autres seraient plutôt en l'occurrence à la gauche de la gauche. Chirac, Séguin, Devedjian plaident ardemment pour le droit d'asile. On ne peut que s'en féliciter, même si, au moins pour les deux premiers nommés, les arrières-pensées politiciennes (accroître l'embarras des socialistes au pouvoir est toujours un délice !) ne sont pas absentes d'un discours fort éloigné de celui qu'ils tiennent quand ils sont en position de décider. Le cas du troisième est plus intéressant. Arménien, lui-même réfugié, Patrick Devedjian a sur ces sujets une sensibilité à fleur de peau dont il ne témoigne pas sur d'autres sujets de société. Au fond, c'est peut-être comme ça qu'il faut faire de la politique : en s'identifiant à ceux qui souffrent. Ce qu'on appelle la compassion. Toujours est-il que le mistigri est là, maintenant, entre les mains du gouvernement français (voir

à ce sujet l'article de Françoise Galland, en page 16). Que va-t-il se passer ? Un long examen des dossiers, individualisés, donnera du temps au temps. Suffisamment pour dépassionner l'opinion, et faire en sorte que les décisions d'expulsion interviennent quand nous serons de nouveau assoupi.

Car, évidemment, le problème est insoluble. L'arrivée imprévue des réfugiés kurdes souligne jusqu'à l'absurde l'inadaptation de nos lois. Fuiet-ils plutôt l'oppression, la répression ou la misère ?

Tout à la fois, bien sûr. Puisque au dénuement qui est le leur, s'ajoute une sorte de déni d'identité. Qu'ils soient Irakiens, Syriens, Turcs, Iraniens ou Azerbaïdjanais, ils sont toujours une minorité bafouée dans ses droits. Certes, la reconnaissance d'un État pour ce peuple de vingt-cinq millions d'âmes ne résoudrait pas ses problèmes économiques. Mais il lui

donnerait au moins cette existence depuis si longtemps revendiquée et si longtemps promise (en 1920 déjà !). Il le doterait de représentants officiels, et placerait la communauté internationale devant ses responsabilités. On ne peut ni aider ni considérer un pays qui n'a pas d'existence légale. L'obstacle, ce n'est évidemment pas l'Irak, qui sert toujours scandaleusement de terrain d'entraînement aux bombardiers de MM. Bush et Blair, mais en premier lieu la Turquie, qui opprime sur son sol plus de la

L'étonnant dans cette affaire, c'est que la horde de ces misérables ait pu traverser la Turquie, aux mœurs tellement policières, sans éveiller les soupçons.

moitié du peuple kurde. Cette Turquie, qui est du bon côté du manche, applique avec zèle les recettes libérales du FMI, frappe aux portes de l'Europe, et martyrise impunément ses treize millions de ressortissants kurdes, plus que Saddam Hussein ne peut le faire.

(1) Entretien dans le *Journal du dimanche* du 18 février.

LES DRAMES DE L'EXODE

Toute la misère du monde...



AFP

Des sapeurs-pompiers du Var évacuent les réfugiés kurdes de l'« East Sea », le 17 février 2001.

La France s'est réveillée surprise et écteurée, ce samedi matin : c'est en effet la première fois que des boat-people débarquaient sur ses côtes. Un vieux rafiote, avec à son bord neuf cent dix Kurdes, femmes, hommes, enfants et personnes âgées, venait d'échouer sur une plage de la Méditerranée, proche de Saint-Raphaël. Les secours, venus de tous côtés, se sont rapidement organisés, et les riverains, choqués, émus, ont apporté café, vêtements, couvertures. L'armée a rapidement aménagé un hangar, enfermant les naufragés dans une prison qui ne dit pas son nom. L'accueil d'urgence a donc été réglé. Mais maintenant ? Que vont-ils devenir ? Pour l'heure, ils ont déposé un dossier à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et des apatrides), avec l'espoir d'obtenir l'asile politique. Cependant, la France, par la voix du ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, ne semble pas du tout prête à les recevoir sur son territoire, et la machine administrative est en route. Chaque personne va devoir s'expliquer sur les raisons de sa fuite. L'expérience montre que ces

procédures, au cas par cas, aboutissent massivement au rejet des dossiers : les motifs ne manquent pas. D'abord, le quai d'Orsay émet un avis sur la situation dans la région d'où partent les demandeurs. Les réfugiés dits « économiques » sont automatiquement écartés. Ceux qui font valoir des raisons politiques doivent fournir des preuves convaincantes aux yeux des fonctionnaires, et l'on a vu des personnes portant des cicatrices de tortures déboutées de leur demande ! C'est dire si ces Kurdes, fuyant certainement des persécutions plus insidieuses, ont peu de chances de voir leurs arguments pris en compte. Mais que peut-il arriver s'ils n'obtiennent pas le droit de séjourner en France ? Les accords prévoient de les renvoyer dans le premier pays de l'espace Schengen sur lequel ils ont mis le pied, en l'occurrence la Grèce. On voit assez mal comment la France pourra affréter un convoi de neuf cents personnes et le larguer dans le port du Pirée. Peut-on imaginer de les renvoyer d'où ils viennent ? Impensable ! Les États concernés (qu'il s'agisse de l'Irak, de la Syrie ou

de la Turquie) n'en donneront jamais l'autorisation. Ou alors va-t-on laisser s'instaurer des camps de réfugiés ? La seule solution raisonnable est l'intégration en douceur de ces personnes, déjà doublement victimes de persécutions dans leurs pays et des trafiquants de chair humaine, pour qu'elles ne deviennent pas en plus des victimes de la politique inhospitalière de la France.

FRANÇOISE GALLAND

Tony Blair exige une frontière verrouillée

Le pays de l'*Habeas Corpus* ne souhaite plus accueillir les demandeurs d'asile. Sur les 76 000 demandes déposées l'an dernier, seulement un tiers ont reçu une réponse positive. Les déboutés ont acheté des faux passeports pour s'envoler vers les États-Unis, le Canada ou l'Australie, ou vivent cachés en Angleterre.

L'accueil des demandeurs d'asile en Grande-Bretagne est bien en deçà de sa réputation : arrivés à Douvres, les réfugiés sont déportés vers le nord du pays, en attendant que leur dossier soit traité (un an et demi environ). Et même s'ils perçoivent 370 francs par semaine en bons d'achat, plus 100 francs en liquide, la xénophobie prend de l'ampleur. Cela n'a pas échappé à Tony Blair, en campagne électorale. Depuis juillet 1999, la Grande-Bretagne inflige aux transporteurs des amendes de 22 000 francs par clandestin trouvé. À Calais, les effectifs de police renforcés ont interpellé plus de 3 500 clandestins et passeurs depuis le début de l'année. Pour la Grande-Bretagne, c'est encore insuffisant. La France a donc promis de renforcer les contrôles d'identité en gare du Nord. De plus, les sanctions contre le « trafic d'êtres humains » vont être alourdies, et la « route de Sarajevo », par laquelle transitent nombre de candidats à l'asile, va être filtrée par les polices britannique et italienne pour remonter à la source des filières.

S. C.

78 % des Français prêts à les accueillir

JEUDI 22 FEVRIER 2001



(BEP/NICE MATIN/F.BAILLE)

KURDES. Depuis hier, les neuf cent dix réfugiés ont obtenu une autorisation de circuler librement sur le territoire. Leurs demandes d'asile doivent être examinées dans les jours qui viennent. Selon un sondage CSA réalisé pour notre journal, près de huit Français sur dix estiment qu'avec ou sans condition ils doivent tous rester en France.

CINQ JOURS après le spectaculaire échouage de l'« East Sea » près de Saint-Raphaël (Var), une écrasante majorité de Français souhaitent que notre pays accorde l'asile politique aux 910 réfugiés kurdes. C'est le principal enseignement du sondage CSA réalisé pour « le Parisien » - Aujourd'hui en France » (*). A la question de savoir « ce que devrait faire le gouvernement », 78 % des personnes interrogées répondent qu'il faut accorder le droit d'asile aux exilés venus d'Irak.

Les jeunes de 18 à 24 ans les plus favorables

Parmi les Français favorables à cette option, 20 % considèrent qu'il faut

donner l'asile politique sans condition à tous les Kurdes qui le demandent, alors que 58 % pensent que chaque dossier devrait être examiné au cas par cas. Seuls 20 % de sondés se disent pour un renvoi pur et simple des passagers de l'« East Sea » vers leur pays d'origine.

C'est chez les jeunes de 18 à 24 ans que l'on constate la plus forte proportion de personnes favorables à l'octroi de l'asile politique (83 %), que ce soit pour tous (28 %) ou au cas par cas (55 %). L'examen du statut social des sondés montre que les plus fervents partisans d'une régularisation sans condition se trouvent parmi les chômeurs (37 %), les étudiants (30 %) et les salariés du secteur public (24 %). Quant à l'éventualité d'un renvoi des réfugiés vers

leur pays, c'est chez les femmes au foyer (30 %) et les artisans ou chefs d'entreprise (29 %) qu'elle remporte le plus de suffrages. On constate aussi que les sondés ayant suivi des études supérieures (bac + 3 ou plus) estiment à 95 % que le gouvernement devrait accorder le droit d'asile,

de manière globale ou individuelle, aux réfugiés. Au contraire, les personnes titulaires d'un diplôme de niveau BEP-CAP ne sont que 14 % à vouloir le droit d'asile pour tous les naufragés de l'« East Sea ».

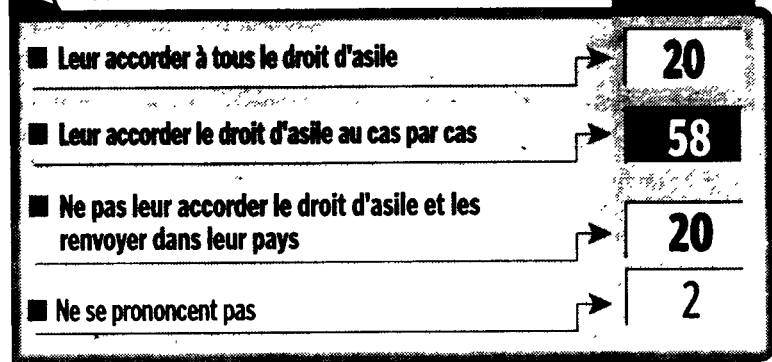
Reste que les demandeurs d'asile ont fait — bien malgré eux — une entrée fracassante dans la campagne des municipales. Charles Pasqua (RPF) a déclaré hier que la délinquance de sauf-conduits constituait

« une erreur monumentale que nous paierons cher », tandis que l'ex-Premier ministre Alain Juppé (RPR) s'est dit, lui, favorable à l'asile politique. A gauche, le PS se « réjouit de l'évolution positive de la situation des réfugiés », alors que le PCF plaide à la fois pour le droit d'asile et pour un règlement international de la question kurde.

STÉPHANE BOUCHET

(*) Sondage exclusif CSA pour « le Parisien » « Aujourd'hui en France », réalisé par téléphone les 20 et 21 février 2001 auprès d'un échantillon représentatif de 800 personnes majeures, constitué d'après la méthode des quotas.

910 Kurdes demandent à la France l'asile politique. Selon vous, que devrait faire le gouvernement français ?



Londres veut « mieux cibler » les sanctions contre l'Irak

Les frappes sont inopérantes et l'embargo n'est pas respecté.

Londres de notre correspondant

Moins d'une semaine après le raid de leur aviation sur Bagdad, les dirigeants britanniques souhaitent modifier avec leurs alliés américains une politique anti-irakienne de plus en plus inopérante et critiquée. A la veille de la visite de Tony Blair aux Etats-Unis, des représentants du Foreign Office auront aujourd'hui des discussions au Département d'Etat sur les moyens de déjouer et de rendre « plus efficaces » les sanctions contre Saddam Hussein. Washington a confirmé hier soir ce réexamen.

A ses partenaires européens qui l'accusent de faire à nouveau cavalier seul, Robin Cook, le chef de la diplomatie britannique, leur affirme n'avoir été prévenu des frappes qu'au dernier moment. Selon le Foreign Office, la décision de bombarder aurait été prise au niveau des états-majors et selon des considérations strictement militaires. Cette démonstration de force ne pouvait cependant pas mieux tomber pour

Tony Blair qui cherche à établir un lien privilégié avec l'administration Bush.

Contrebande. L'attaque aérienne intervient également en pleine réflexion de part et d'autre de l'Atlantique sur l'attitude à adopter face au régime irakien. Lors de son passage à Washington les 5 et 7 février, Robin Cook avait déjà examiné avec son homologue américain, Colin Powell, différents scénarios de sortie de crise. Les deux hommes seraient convaincus de la nécessité de revoir un dispositif qui fait eau de toutes parts.

L'Irak ne veut pas entendre parler de la résolution 1284 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui exige le retour des inspecteurs en charge du désarmement, et continue de violer chaque jour davantage l'embargo, avec la complicité active de ses voisins. Selon les Britanniques, la contrebande a représenté l'an dernier un montant de 900 millions de dollars. Entre 100000 et 150000 barils

Cette démonstration de force ne pouvait pas mieux tomber pour Tony Blair, qui cherche à établir un lien privilégié avec la nouvelle administration républicaine.



JEUDI 22 FEVRIER 2001

de pétrole transitent tous les jours par la Syrie. Des avions se posent régulièrement sur l'aéroport de Bagdad. Le régime se renforce, alors que la population souffre. Et la coalition mise en place lors de la guerre du Golfe se fissure.

Non seulement la Grande Bretagne et les Etats-Unis ne parviennent plus à faire respecter le blocus, mais ils rencontrent des difficultés croissantes à le justifier auprès d'une communauté internationale choquée par son lourd bilan humain. « Nous devons attirer à nouveau l'attention de l'opinion internationale sur le danger que Saddam Hussein représente », écrit Robin Cook dans un article publié mardi par le Daily Telegraph.

Les Britanniques veulent des sanctions « mieux ciblées », qui empêchent Saddam Hussein de reconstituer son arsenal et affaiblissent son régime sans pour autant frapper de plein fouet les populations. L'idée est de permettre à l'Irak d'importer plus facilement des produits indispensables à l'amélioration de son état sanitaire. Des camions réfrigérés, sans lesquels on ne peut transporter de la nourriture ou des médicaments ou des désinfectants comme le chlore, étaient jusque-là soumis à un contrôle très strict de l'ONU car susceptibles, en théorie, d'être em-

ployés à des fins militaires. Les contrats qui attendent depuis deux ans un feu vert de New York s'élèvent ainsi à plus de 3 milliards de dollars.

Contrats. Fin janvier, les Norvégiens, qui président le comité des sanctions, ont proposé, à la demande discrète des Britanniques, de revoir la liste des biens à « double usage » (civil et militaire) et de réduire le nombre des contrats en attente. Américains et Britanniques, sous la pression de leurs lobbies pétroliers, pourraient aussi faciliter les importations de pièces de rechange pour la reconstruction des infrastructures pétrolières. « Ils craignent que l'Irak se fournisse auprès de pays prêts à défier l'embargo, comme la Chine ou la Russie », explique un diplomate. Mais aucune de ces propositions n'a jusqu'à présent été acceptée par Bagdad. Les frappes de la semaine dernière ne vont pas faciliter une reprise du dialogue pourtant souhaitée par Londres. Autre obstacle, les Koweïtiens et les Saoudiens restent très hostiles à tout assouplissement des sanctions. Enfin, les idées de Robin Cook et de Colin Powell ne feraient pas l'unanimité au Pentagone et à la Maison Blanche.

CHRISTOPHE BOLTANSKI

Crise politique et financière en Turquie

Le bras de fer entre le Président et le Premier ministre déstabilise le pays.

La crise ouverte entre le président Necdet Ahmet Sezer, et le Premier ministre Bülent Ecevit, nationaliste de gauche, autour de la lutte contre la corruption continue de secouer la Turquie. Deux mois après une grave crise financière et alors que la Turquie doit assainir son système bancaire et accélérer les privatisations comme l'exige le Fonds monétaire international, cette incertitude politique a fait plonger hier la Bourse d'Istanbul, qui a perdu 18 % en une matinée, et les taux d'intérêt se sont à nouveau envolés, plaçant la Turquie dans une situation financière délicate. La Bourse était tombée à un niveau encore plus bas que lors de la crise de

novembre-décembre, déclenchée par un manque de liquidités dû aux déficiences du secteur bancaire turc. «A l'époque, la crise avait des raisons structurelles, celle d'aujourd'hui est pire car elle est liée à la maladresse d'un homme politique. La Turquie a perdu au moins un an en termes de confiance internationale», soulignait un banquier étranger. Le bras de fer à la tête de l'Etat a néanmoins accru la popularité du Président, juriste et constitutionnaliste aussi discret que rigoureux. Lundi, lors de la réunion mensuelle du Conseil national de sécurité, le chef de l'Etat avait accusé sèchement

son Premier ministre de ne pas lutter assez fermement contre la corruption. Bülent Ecevit, comme Necdet Ahmet Sezer, est l'un des hommes politiques turcs à ne pas être entaché du soupçon de corruption, mais ce n'est pas le cas de certains de ses ministres et de membres de son entourage proche. Cette posture de défenseur du droit et de la moralité publique a séduit l'opinion, comme en témoigne une enquête sur l'Internet du quotidien *Milliyet*, qui accorde 80 % d'opinions favorables au Président. Des milliers de fax et e-mails de soutien ont été envoyés à la présidence.

La récente série de crises - financière en décembre, diplomatique avec la France en janvier sur le génocide arménien, politique en février - reflète les difficultés de la Turquie devant les grands défis qu'elle s'est lancés: la restructuration de son économie et la mise en conformité aux normes de l'Union européenne. Mais la tension au sommet de l'Etat est un handicap supplémentaire alors que la coalition gouvernementale de Bülent Ecevit est également divisée. Le Parti de l'action nationaliste (MHP), qui en fait partie, bloque des avancées nécessaires pour adhérer à l'UE, telles l'abolition de la peine de mort ou l'instauration de droits culturels pour les Kurdes ● (D'après AFP)

«La Turquie a perdu au moins un an en terme de confiance internationale.»
Un banquier étranger

J E U D I 2 2 F E V R I E R 2 0 0 1



Iran: Khatami, fragilisé, mais sans rival face aux urnes

Sans s'être déclaré candidat, le Président est déjà en campagne.

Étrange situation: Mohammed Khatami est parti en campagne électorale sans avoir annoncé s'il était candidat. Pourtant, à trois mois et demi du scrutin présidentiel du 8 juin en Iran, tout son entourage le presse de faire savoir s'il va briguer ou non un second mandat. Dernièrement, le Mocharekat (Front de la participation, gauche réformatrice), la principale formation du Parlement dirigé par son propre frère, Mohammed-Reza, l'a prié solennellement de déclarer sa candidature, qualifiant le prochain scrutin de «référendum national pour la poursuite des réformes». Avant lui, le président du Majlis (Parlement), Mehdi Karoubi, l'ensemble du courant religieux réformateur et la quasi-totalité des associations islamiques qui lui sont proches lui ont fait une demande analogue. En vain. Le Président reste sourd à tous ces



Le président Khatami salue la foule au mausolée de l'ayatollah Khomeiny, en août dernier à Téhéran.

appels et donc muet sur ses intentions. **Radicalisation.** Cependant, la multiplication de ses voyages en province et la radicalisation

de son discours indiquent qu'il est déjà bel et bien en campagne. Officiellement, Khatami a jusqu'au 2 mai pour se déclarer. Aussi sa stratégie est-elle

de laisser planer le doute sur ses intentions. «Pour une bonne raison, estime Nasser Etemadi, un analyste iranien, il a besoin d'attirer l'attention de

l'opinion publique iranienne, qui est de plus en plus indifférente. C'est vrai qu'à l'heure du bilan, celui-ci est bien maigre. Il y a loin entre son discours sur la nécessité d'instaurer une «*démocratie religieuse*» et sa traduction sur le terrain. La dernière année de son mandat a été catastrophique pour la «*société civile*» dont il préconise l'avènement. On ne compte plus les militants réformistes sous les verrous et pas moins de quinze quotidiens ont été fermés par le pouvoir judiciaire (contrôlé par les conservateurs). Sur le plan économique, la situation n'est pas meilleure avec un chômage, officiellement de l'ordre de 15 %, qui malmène toute une jeunesse. Pour Khatami, le risque n'est pas de ne pas être élu – surtout qu'il n'a pas d'adversaire à sa taille dans le camp conservateur – mais de ne pas arriver à mobiliser autant que pour le scrutin de 1997. «*L'équation politique est la même qu'il y a quatre ans. Les*

Iraniens feront de même: ils choisiront Khatami faute de mieux. S'il est élu avec la moitié des voix, ça ne sera pas le même Khatami. Ça sera un Président faible aux yeux des conservateurs qui pourront faire davantage de pressions sur lui», ajoute Nasser Etemadi. Lui feront aussi défaut ses plus proches collaborateurs et les théoriciens des réformes qu'il préconise, les uns et les autres étant soit emprisonnés, comme Abdallah Nouri, le populaire ex-ministre de l'Intérieur, soit écarté du pouvoir, comme Ataollah Moadjerani, l'audacieux ex-ministre de la Culture. Privé de cette intelligence – même la revue d'idées *Kian*, qui existait bien avant Khatami, a été fermée en janvier –, le Président apparaît plus fragile. Certes, le Majlis lui est acquis depuis les législatives de l'an passé mais celui-ci voit toutes

*«Si le peuple est déçu, aucune force, militaire, de sécurité ou judiciaire, ne pourra contrôler la situation.»
Mohammed Khatami, président iranien*

ses initiatives bloquées par le Conseil des gardiens, un organisme chargé de vérifier la conformité des lois avec la Constitution.

Mise en garde. Pour rallier des Iraniens de plus en plus sceptiques, Khatami a tenu des propos sans précédent. Il a plaidé pour que le Président bénéficie de pouvoirs renforcés, capables de «*faire avancer*» le pays vers «*la liberté et la démocratie*». Il a souligné que la République islamique «*n'appartient à aucun courant*». Il a dénoncé les «*mains malicieuses*» qui «*cherchent à décevoir le peuple*». «*Si le peuple est déçu, aucune force, militaire, de sécurité ou judiciaire, ne pourra contrôler la situation*», a-t-il même pré-t, accusant les conservateurs de déclencher «*une crise tous neuf jours*». Il a enfin mis en garde contre une «*explosion so-*

ciale», tout en prenant soin de toujours se situer dans le cadre institutionnel. Mais sa marge de manœuvre reste étroite: s'il va trop loin dans la dénonciation du camp adverse, il risque de voir sa candidature invalidée par le Conseil des gardiens sous le prétexte qu'il cherche à déstabiliser le régime. «*En ne se déclarant pas, il ne risque pas de voir invalider sa candidature. En partant néanmoins en campagne, il peut témoigner de sa popularité, faire admettre sa candidature et ainsi dissuader ses adversaires de lui barrer la route*», analyse Ahmad Salamati, un spécialiste de la politique iranienne. Et, face à des adversaires prompts à faire valoir que sa candidature met en danger la République islamique, il peut développer au contraire l'argument que c'est l'invalidation de celle-ci qui mettrait le régime en péril ●

JEAN-PIERRE PERRIN

La crise politique et financière turque contraint Ankara à faire flotter sa monnaie

La crise financière déclenchée par les incertitudes politiques en Turquie a contraint le gouvernement de Bülent Ecevit à décider, dans la nuit

du mercredi 21 au jeudi 22 février, de laisser flotter la monnaie nationale, au risque d'une relance de l'inflation. Le vent de panique sur les

marchés financiers d'Istanbul a eu des répercussions jusqu'à la Bourse de Moscou et dans toute l'Europe de l'Est.

ISTANBUL

de notre correspondante

Après trois jours de tempête financière, qui ont vu la Bourse d'Istanbul perdre 18,1 % de sa valeur et les taux d'intérêts au jour le jour atteindre 4000 %, les autorités turques ont décidé, jeudi 22 février, de laisser flotter le cours de la livre turque. Dans le cadre de l'accord standby signé en décembre 1999 avec le Fonds monétaire international (FMI) pour lutter contre l'inflation, la Turquie avait adopté une politique monétaire stricte qui fixait, à titre provisoire, le cours de la livre par rapport au dollar et à l'euro. Le coût de la livre sera désormais déterminé par les marchés.

Le vent de panique qui s'est emparé des investisseurs sur la Bourse turque a eu des répercussions sur les places financières d'Europe de l'Est et de Russie. A Moscou, l'indice principal RTS a cédé, mercredi, 7,87 % dans un climat extrêmement tendu. Ailleurs, la Bourse de Prague

a reculé de 2,34 %, pour atteindre son plus bas niveau de l'année, tandis que celle de Varsovie a cédé 2,36 % et celle de Budapest 3,55 %.

MANQUE DE CONFIANCE

La flottement de la livre turque a été annoncé au milieu de la nuit de mercredi à jeudi à l'issue d'une réunion d'urgence qui a duré treize heures sous la présidence du premier ministre Bülent Ecevit. Elle aura vraisemblablement pour effet une dévaluation et une hausse, temporaire au moins, du taux d'inflation qui avait atteint son niveau le plus bas en quinze ans. Le FMI, qui a engagé son prestige dans le succès du programme turc, a annoncé qu'il soutenait Ankara. En novembre 2000, une crise de liquidités, déclenchée également par le manque de confiance des investisseurs, avait déjà forcé le Fonds à intervenir précipitamment avec une offre d'assistance supplémentaire de l'ordre de 7,5 milliards de dollars (8,3 milliards d'euros).

La tourmente actuelle avait débuté le 19 février après une violente querelle entre le premier ministre et le président Ahmet Necdet Sezer. Leur différent est dû en partie à la frustration du président, partagée, si l'on en croit les sondages d'opinion, par la majorité des Turcs, face aux nombreuses affaires de corruption et de fraude révélées au cours des derniers mois. «*C'est une dispute entre deux mentalités diamétralement opposées*», affirme l'homme d'affaires Ishak Alaton, de Alarko Holding. «*D'un côté, il y a ceux qui défendent le changement, la démocratie, l'Etat de droit. De l'autre, le groupe au pouvoir, qui résiste.*» Le premier ministre lui-même est considéré comme un homme honnête, mais plusieurs de ses ministres ont été impliqués dans des scandales.

Le gouvernement avait réagi avec colère lorsque le président avait annoncé sa décision de réactiver une institution d'audit sous son contrôle pour inspecter les comptes de

banques étatiques fréquemment utilisées à des fins politiques. Dans le cadre de son accord avec le FMI, qui prévoyait 4 milliards de dollars de crédits sur une période de trois ans, la Turquie devait nettoyer son secteur bancaire et accélérer son programme de privatisation. Les tergiversations du gouvernement et les progrès hésitant de ses réformes économiques ont semé des doutes sur sa détermination.

Alors que les responsables du Trésor et de la Banque centrale s'efforcent de calmer la tourmente des marchés financiers, le premier ministre et le président ont entrepris de dissiper le malaise politique. Le Conseil national de sécurité, théâtre de l'affrontement qui a déclenché la crise, se réunira à nouveau le 26 février. Le gouvernement demeure déterminé à ne pas démissionner, mais les rumeurs de remaniement ministériel se font de plus en plus persistantes.

Nicole Pope

Iraq's devastation is due to Saddam, not sanctions Inefficiency and bribery are destroying the lives of the people

February 23, 2001 The Guardian, By Martin Woollacott

The arguments that have gone on for years over Iraq have become so entrenched and bitter that it is difficult to disengage from them and recognise how much has changed. Sanctions are still discussed as if they were effective, whereas they have now almost completely withered away. Military action by the Americans and the British is still weighed as if the initiative lay with Washington, which has not been so for years. Neither the flurry of condemnatory declarations around the world after last week's raids, nor the justifications of the generals who ordered them moves us much forward in understanding the nature of what is undoubtedly one of the gravest world problems, the continued existence of Saddam Hussein's regime.

Some critics of the raids persist in presenting them as an attack pure and simple, whereas they are more properly seen as an attempt to prevent an escalation of the conflict. The American and British governments acted not only to safeguard their servicemen after Iraq upgraded its air defences but also to avert the political and military crisis that would have burst upon us had the Iraqis shot down aircraft and captured pilots.

Think of the pressures both for retaliation and for appeasement in that case, the opportunism of third parties rushing in to mediate, the upsurge of emotion in the Arab world, the difficulty of taking rational decisions in such an atmosphere! This danger has been reduced by the raids, but at the same time they show how fragile is a policy which depends on the calculation that we will never lose planes or aircrew, certainly not in any number.

Yet the no-fly zones are still the most intact and the most defensible element in the once formidable array of measures to contain Iraq. They provide some protection for the Kurds and for the Kuwaitis, in that as long as they exist Saddam could never be sure of American reaction if he tried to resume full control of the north or if he moved in a big way toward the Kuwaiti border. Those inclined to think of the no-fly zones as disposable should bear in mind the attitude of people like Mahmoud Osman, a Kurdish socialist leader, who told the Guardian this week that he knew of no Kurd who did not want them to continue to be enforced, and the views of the Kuwaitis, so often brushed aside by other Arabs. The no-fly zones also symbolise some degree of resolve.

Like sanctions, even in their now vestigial form, they are a way of saying that the Iraqi regime is not a normal government, to be treated in a normal way, and that at no point in the years since the Gulf war ended has it made a single sincere effort to comply with United Nations resolutions.

But is a point of principle worth imposing if it causes much human suffering? Here again, events have moved us on from the old arguments. Madeleine Albright became infamous in the Arab world when she replied to questions about the impact of sanctions on Iraqi civilians, especially children, by saying: "We think the price is worth it."

But that was before the effect of sanctions had been reduced both by changes in the rules which gave the Iraqi government more income and freedom to trade, and by massive evasions. The critics of sanctions cannot say both that they have become a joke and that they are still, whatever may have been the case in the past, the main cause of the misfortunes of Iraqis.

The deterioration in the conditions of life in Iraq must have many causes, notably the devastation that Saddam brought on his country by waging war on Iran. The damage done in the Kuwait war was piled on top of that.

A society which for a while had appeared to be flush with funds and which was engaged in pell-mell modernisation and urbanisation, highly dependent on imported items for its infra-structure, suddenly regressed. If it had been less developed, it would have been less damaged.

Saddam's government was peculiarly incapable of managing the resulting crisis. Quite apart from the ruthless diversion of funds to military spending, the Iraqi government is neither efficient or fair. It had operated for years a wasteful system of social bribery, selectively rewarding army, party, bureaucracy, and business class.

In the old days even the least privileged derived some benefit, and there was typically lavish spending on social services. Indeed the case can be made that Saddam went to war, both with Iran and Kuwait, precisely so he could main-

tain this profligate style. When this could no longer be done, the circle within which people were sustained and rewarded by the government was redrawn, and those outside duly suffered. Sanctions certainly did not help, but the argument that they were contributory rather than central is strengthened by the fact that there has been no clear improvement in life for ordinary people in Iraq since they were run down.

The new American secretary of state, Colin Powell, travelling around the Middle East over the next few days, has the unenviable job of trying to persuade Arab leaders that there can be a common approach to Iraq. But the coalition created at the time of the Gulf war cannot be revived.

It was already on its last legs in 1996, when Saddam sent his tanks into Irbil and suffered no consequences, and it expired by late 1998, when the last major American missile onslaught on Iraq went unsupported. Arab governments are motivated by a fear of Saddam and by a fear of their own public opinion, and these fears could only be allayed if they thought the United States was determined to remove Saddam.

The Bush administration has not shown such a determination, and, while it may be harder on Iraq than its predecessor, it does not seem likely it will do so. In deed, the US and Britain would probably end sanctions in all but a few categories if Iraq would agree to a restoration of arms inspections, even if those inspections were likely to be superficial. Saddam's desire for the total humiliation of his enemies may nevertheless prevent this happening.

Sanctions might have worked, in spite of Saddam's obstinacy, if they had not been quite quickly subverted. As Tim Trevan, a former adviser to the UN special commission for Iraq, wrote in his book "impatience with sanctions is the best way to ensure they will not work", while "increasing support for sanctions over time, as with Rhodesia and South Africa" can convince a regime that it must buckle under. Iraq, instead, saw sanctions unravelling rather than strengthening as Russia, China, France, and Arab states dropped out. Have sanctions strengthened Saddam, or is it more that weak sanctions have strengthened him? Can it truly be said that he is strengthened at all? It is hard to know, concerning a society as necessarily secretive and devious as Iraq is under Saddam. One may repine over the ineffectiveness of the policies applied to Iraq without quite giving up hope that in some way not visible now Saddam has been undermined, and without wanting to abandon a few measures, some practical and some symbolic, which mark out the Iraqi regime for what it is, a danger to itself, to its neighbours, and to the world.

* * * * *

February 24, 2001

Twenty-nine kurdish refugees arrested in Germany

STRASBOURG, France (Reuters) - German police arrested 16 Kurds on Saturday, thought to be part of a group of 912 refugees dumped on the French Riviera in a leaky cargo ship last week, a French local government official said.

The arrests, near the Franco-German border and around 12 miles from the French city of Strasbourg, bring to 29 the number of Kurds arrested in Germany since Friday. The government official in the French region of Bas-Rhin said the Kurds, who were thought to have arrived by train, would be sent back to France on Sunday or Monday.

France decided on Tuesday to grant safe conduct passes to the hundreds of immigrants who arrived aboard the boat, giving them freedom of movement in France and eight days to prepare applications for asylum.

Thirteen Kurds, half of whom were children, were handed back to French authorities after they were discovered in the German city Cologne, where they were thought to be looking for their families, French authorities said on Saturday. Critics of France's immigration policies have often said many immigrants use the eight-day period to go underground in France or illegally seek to enter other countries such as Germany and Britain.

The Red Cross said on Saturday that it thought around 100 of the refugees had left its camp in Frejus in southern France, where they had been sheltered since their arrival last week.

"We have detected these departures at the level of daily meals. They have papers, they are free to come and go as they please," the Red Cross said, adding that the unannounced and unforeseen nature of the departures made them difficult to control.

The Red Cross said those who had left were mainly young people and single and some had family in Germany.

* * * * *

Pouvoirs publics et associations dressent l'inventaire des structures d'hébergement pour les Kurdes

Le standard de la préfecture du Var a été engorgé par les propositions d'accueil de particuliers

Après l'octroi du statut de demandeur d'asile aux quelque 900 boat-people kurdes de l'East-Sea, le ministère de la solidarité et de l'emploi,

aidé par la Sonacotra et la Croix-Rouge, procède au recensement des structures d'hébergement disponibles. Les représentants des demandeurs

d'asile, dont la majorité s'est résignée à prolonger son séjour au camp de Fréjus, ont souhaité que le groupe ne soit pas trop éparpillé.

OÙ VONT-ILS être recueillis ? Mercredi 21 février, dans la matinée, le ministère de la solidarité et de l'emploi avait indiqué que le camp militaire de Fréjus (Var), où se trouvent les quelque 900 Kurdes irakiens de l'East-Sea, servirait de « zone d'hébergement provisoire » pendant une quinzaine de jours. Et après ? Jeudi matin, dans l'entourage d'Elisabeth Guigou, on indiquait ne pas vouloir faire d'annonce sur les sites où seront hébergés les réfugiés avant d'avoir procédé à un « état des lieux » : les pouvoirs publics veulent en savoir davantage sur les boat-people, identifier leurs attentes, leur « état sanitaire » et inventorier les structures « les mieux adaptées » qui pourraient leur servir de point de chute.

Dans le camp militaire de Fréjus, les services de la préfecture du Var et de la Ddass (direction départementale de l'action sanitaire et sociale) ont donc fait distribuer, mercredi, des formulaires aux réfugiés : « *Souhaitez-vous rester en France ? Si oui, dans quelle ville ?* ». Echoués sans le vouloir sur une plage française, les boat-people n'expriment, en général, aucune préférence. A l'exception peut-être de Chiar, trente et un ans, devenu en une matinée la vedette des médias parce qu'il parle un peu français : « *Je veux aller à Paris et rester dans le pays de France* ».

S'agissant des recherches de sites, la Sonacotra et la Croix-Rouge indiquent avoir bien avancé dans cette mission que leur a confiée le ministère de l'emploi et de la solidarité. « *Nous sommes en mesure d'accueillir environ 850 personnes sur 23 sites*, affirmait, mercredi soir, Marie-Noëlle Rosenweg, directrice de cabinet du président de la Sonacotra. *Ces capacités peuvent être mises à disposition très vite. Nous n'attendons plus que les instructions du ministère.* »

« NE PAS SÉPARER LES FAMILLES »
Pour sa part, la Croix-Rouge indiquait, mercredi, qu'elle pouvait proposer plusieurs lieux d'accueil, capables de recevoir « entre

300 et 400 personnes », selon Frédéric Boyer, directeur des opérations de solidarité. Jeudi matin, l'organisation humanitaire affirmait qu'elle devrait, au total, dégager près de 150 places dans ses centres situés à Modane (Savoie) et Migennes (Yonne). D'autres bâtiments, situés dans la région de Fréjus mais n'appartenant à la Croix-Rouge, devraient également être mis à sa disposition, indiquait, jeudi matin, Martine Fiorello, déléguée nationale aux structures sociales. « *Nous n'avons d'inquiétude ni sur les capacités d'accueil ni sur la qualité des sites*, assurait-on, jeudi matin, dans l'entourage de M^{me} Guigou. *Notre souci est de ne pas séparer les familles.* »

Sur place, les associations con-

testent la méthode : elle veut connaître la liste des sites recensés par le ministère de l'emploi et de la solidarité et proposent leurs propres réseaux d'hébergement.

« LA PRISON » DE FRÉJUS

La Cimade et Forum Réfugiés disent disposer déjà de plus de 400 places. « *Nous nous proposons comme partenaires*, explique Jean-Pierre Cavalié, de la Cimade de Marseille, *car nous avons la compétence pour accompagner les demandeurs d'asile dans le montage des dossiers destinés à l'Ofpra [Office français de protection des réfugiés et apatrides]* ». Selon le sous-préfet Philippe Schaefer, les propositions de particuliers ont aussi afflué à la préfecture du Var, dont le standard était « *complètement engorgé* » mercredi soir. Les représentants des demandeurs d'asile ont souhaité que le groupe ne soit pas trop « atomisé » à travers le territoire et que plusieurs familles puissent être regroupées dans chaque centre d'hébergement. Dans leur majorité, les réfugiés kurdes se sont résignés à rester quelques jours encore dans le camp de Fréjus, même s'ils ne l'aiment pas et l'ont baptisé entre eux « la prison ».

**Bertrand Bissuel
et Jean-Jacques Bozonnet
(à Fréjus)**

3 Français sur 4 favorables à l'accueil des réfugiés

Selon un sondage réalisé par l'Institut CSA et publié, jeudi 22 février, dans le quotidien *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, 78 % des Français se disent favorables à l'accueil sur notre territoire des Kurdes irakiens de l'East Sea, échoués sur les côtes du Var le 17 février. 20 % des personnes interrogées affirment qu'il faudrait « *leur accorder à tous le droit d'asile* », 58 % sont favorables à un octroi « *au cas par cas* » du statut de réfugié politique. Enfin, 20 % des sondés répondent qu'il faut « *les renvoyer dans leur pays* », 2 % des personnes questionnées ne se prononçant pas. En termes de classes d'âge, la plus forte proportion de partisans de l'accueil des boat-people kurdes se retrouve chez les jeunes de 18 à 24 ans : 83 % d'entre eux y sont favorables. S'agissant de la catégorie socio-professionnelle, 37 % des chômeurs se disent pour un octroi inconditionnel du droit d'asile ; cette position est défendue par 30 % des étudiants et près d'un salarié du secteur public sur quatre.

TURQUIE- FRANCE

Propos anti-turcs de députés français : l'ambassadeur de France convoqué

L'ambassadeur de France à Ankara, Bernard Garcia, a été convoqué au ministère turc des Affaires étrangères qui « condamne » les insultes adressées à la Turquie par des députés français, selon les déclarations d'un diplomate turc.

Le directeur-général du département Europe du ministère a fait part à l'ambassadeur, convoqué lundi 19 février, de son « malaise ». Sont notamment visés le député Patrick Devedjian et le député des Verts Noël Mamère, pour avoir, d'après le chargé d'Affaires de la Turquie à Paris Kaya Turkmen, « traité la Turquie d'État crapule ».

Patrick Devedjian avait en effet violemment critiqué la Turquie dans une interview parue dans le quotidien Libération (lundi 19 février) en affir-

mant que « les Kurdes sont dans la misère, victimes de deux États crapules qui persécutent leurs minorités, les déportent et les chassent pour avoir une population homogène ».

Quant à Noël Mamère, il avait déclaré le même jour à la radio Europe 1 que les Kurdes échoués dans le Sud de la France « ne sont pas des clandestins, mais des réfugiés », fuyant des pays « dirigés par des crapules ». La police turque a affirmé avec fermeté que ces naufragés kurdes n'étaient pas partis de Turquie.

• LE NOUVEL OBSERVATEUR

22-28 FÉVRIER 2001 •

Un casse-tête pour les autorités françaises La longue fuite des naufragés kurdes

Selon les premiers récits des naufragés de l'« East-Sea », c'est un nettoyage ethnique en zone irakienne, rendu possible par l'armée et la mafia turques, qui les a poussés à partir

Envoyé spécial à Fréjus, Robert Marmoz

Les femmes portent une longue tresse brune nouée de rubans et des sacs en plastique. Les enfants, nombreux, souvent tout petits, ont des bonnets. Les hommes, des anoraks. Devant les anciens entrepôts du 21^e Rima à Fréjus, les 910 réfugiés kurdes échoués samedi sur une plage du Var font la queue à l'entrée d'une tente

voirs publics, conscients de la solidarité qui s'est rapidement manifestée autour de l'aventure de ces premiers boat people débarqués en France, ont vite fait savoir que le problème du chauffage serait réglé. Les Kurdes ont cessé leur manifestation. Dehors, particuliers et associations humanitaires ont continué d'apporter leurs lots de vêtements, de nourriture et de jouets pour les enfants.



jaune où l'armée et la Croix-Rouge distribuent de la nourriture. Tout le week-end ils ont paru hébétés de se retrouver en France, eux qui pensaient rejoindre la Grèce ou l'Italie. Lundi matin, ils ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer du déploiement de journalistes, tenus à distance de l'autre côté du grillage protégeant le camp où ils ont été regroupés. Pour garder l'attention sur leur sort, et se plaindre du froid régnant dans leurs dortoirs de fortune, ils ont organisé un sit-in devant les caméras. Les pou-

C'est un par un que les équipes de secours font descendre les passagers du vraquier échoué sur une plage près de Saint-Raphaël.

Le cliché sur la misère du monde que la France ne peut pas toute accueillir, dans leur cas, ne fonctionne pas. Ils n'ont pas fui pour trouver du travail. Ils reconnaissent tous avoir

vécu de façon économiquement satisfaisante en vendant leur bétail ou leurs cultures. Ils ont d'ailleurs trouvé de quoi financer leur fuite, organisée par les mafias, turque et irakienne. Un voyage d'un mois en général, pour 2 000 à 4 000 dollars par personne, 1 500 pour les enfants, et qui s'est terminé après huit jours d'une effrayante odyssee à bord d'un vraquier, l'« East-Sea », à 3 heures du matin, samedi dernier, sur une plage de Saint-Raphaël.

Vingt-quatre heures après le débarquement des 250 hommes, 180 femmes et 480 enfants, il était quasiment impossible à la centaine de journalistes sur place d'obtenir en direct leurs témoignages. Les réfugiés se faisaient repousser dès qu'ils s'approchaient du grillage pour communiquer. Les seuls récits disponibles livrés par les autorités - Direction de la Police aux Frontières et préfecture du Var - concernent les premiers entretiens d'identification, recueillis par des traducteurs-interprètes. La plupart de ces interprètes, eux-mêmes réfugiés en France depuis quelques années, sont engagés dans la défense de la cause kurde et donnent, en même temps que la traduction des récits, leur propre vision de l'histoire.

Une reconstitution du voyage des clandestins est cependant possible. La plupart des 910 passagers de l'« East-Sea » sont originaires de la région de Mossoul. Cette région du Kurdistan irakien, au sud du 36^e parallèle, ne fait pas partie de la zone de protection de l'ONU. Ses habitants sont donc soumis aux exactions de

l'armée irakienne. Plus important, d'après les témoignages rapportés par les interprètes, il semble que leur principal oppresseur soit l'armée turque, qui aurait depuis plusieurs mois installé de 10 000 à 15 000 soldats jusqu'à 300 kilomètres à l'intérieur du Kurdistan irakien. Cette armée se livrerait à une turquisation des villages kurdes en poussant au départ les habitants originels et en les remplaçant par des nouveaux venus d'Asie centrale d'origine turque. Certains réfugiés expliquent qu'ils ont pu payer les 20 000 dollars de leur fuite avec femme et enfants en revendant leur maison et leurs terres à... des Turcs. Les attaques contre ce groupe de Kurdes sont encore plus vives en raison de leur appartenance à une religion particulière. Ils se déclarent yezidis. Les yezidis refusent la musulmanisation qu'on veut leur imposer. Des

réfugiés ont pris la décision de fuir après que leur village eut été rebaptisé d'un nom arabe. Les yezidis sont d'autant moins appréciés des Turcs qu'ils ont pris fait et cause... pour les Arméniens. Pour les militants kurdes, tout est clair : le gouvernement turc fait coup double : « Premièrement, il favorise une sorte d'épuration ethnique en vidant les Kurdes de leurs villages. Deuxièmement, il adresse un cadeau empoisonné à la France, qui va devoir gérer cette arrivée massive en pleine période électorale. Réponse à la recon-

naissance du génocide arménien, qui a rendu les Turcs fous de rage », commente l'un d'eux, Sali Azad. L'interprétation est peut-être orientée, mais, pour le moment, elle correspond aux éléments de l'enquête menée par les autorités françaises.

Ainsi, le déplacement, à pied ou en camions bâchés, de ce millier de Kurdes à l'intérieur du territoire irakien n'a pu se faire sans que les militaires irakiens et turcs s'en aperçoivent. Au passage de la frontière turque, les réfugiés ont d'ailleurs déboursé chacun entre 200 et 300 dollars, remis aux militaires pour qu'ils ferment les yeux. Leur traversée de la Turquie a été ponctuée de haltes dans des appartements ou dans des fermes d'où ils ne pouvaient sortir. Des femmes, « voilées pour qu'on ne puisse pas les reconnaître », leur apportaient un peu d'eau et de quoi manger. Dans la nuit du samedi 10 février, une dernière marche les a conduits sur une plage. Les réfugiés ne savent pas où ils ont embarqué. On pense que c'est dans la région d'Iskenderun car le bateau sur lequel ils ont pris place avait été contrôlé, la veille même, dans un port syrien, non loin. Il était vide. La traversée de la Méditerranée s'est faite d'une traite, sans arrêt. Les passagers n'ont jamais pu voir le visage du capitaine et des membres de l'équipage, toujours cagoulés quand ils leur apportaient une boîte de



Jean-Marie Huron-Edling

Sur les 910 passagers, 480 sont des enfants et 180 des femmes. La plupart sont originaires de Mossoul, dans le Kurdistan irakien.

thon quotidienne et un peu d'eau. Les premiers jours. Les trois derniers, ils n'ont rien eu. L'équipage ne parlait que par onomatopées, et en turc : « Viens ! », « Dedans ! », « Assis ! », « Couché ! » Ils ne les ont pas vus non plus, après l'échouage, quand ils ont réussi à sortir, par une trappe, de la cale dans laquelle ils étaient enfermés depuis huit jours, dans leurs excréments : ils s'étaient enfuis. Le bateau, hélice bloquée en marche, avait été vo-

lontairement précipité sur la côte : « On ne comprend pas pourquoi des mafieux ont pris le risque de faire parcourir 2 000 kilomètres supplémentaires plutôt que d'aller échouer en Italie ou en Grèce comme d'habitude », s'interroge un enquêteur. Les militants kurdes donnent leur version, laissant entrevoir le rôle du gouvernement turc derrière les passeurs : « C'est la preuve que la France était visée ! »

Les difficultés politiques, tant internationales qu'intérieures, auxquelles doit désormais faire face le gouvernement français viennent se superposer à l'imbroglio administratif qui prévaut pour ces réfugiés. Le préfet a déclaré zone d'attente le camp militaire. Les réfugiés sont donc géographiquement en France, mais, administrativement, ne sont pas encore admis sur le territoire français. Dans les trois jours, un juge devait les voir tous pour décider d'une prolongation de leur maintien en zone d'attente, le temps qu'ils puissent faire une demande officielle d'asile politique, ce à quoi ils sont tous disposés. Elisabeth Guigou puis Daniel Vaillant ont déclaré que les demandes seraient étudiées « au cas par cas ». Mais il paraît difficile au gouvernement, déjà doublé sur sa droite par les déclarations humanitaires de Patrick Devedjian et Philippe Séguin, d'envisager un renvoi de ces boat-people vers le territoire irakien.

ROBERT MARMOZ

UN ENTRETIEN AVEC DANIELE LOCHAK

Des clandestins ? Non, des réfugiés

Pour l'ancienne présidente du Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (Gisti), la France ne devrait pas confondre hypocritement asile et immigration

Le Nouvel Observateur. - *Que vous inspire le calvaire des 910 Kurdes irakiens débarqués le week-end dernier à Saint-Raphaël ?*

Danièle Lochak. - C'est la première fois que la France est confrontée à une arrivée aussi massive de réfugiés. En novembre déjà, un millier de réfugiés, dont beaucoup de Kurdes, avaient débarqué à Otrante, en Italie. Ce qui frappe, c'est évidemment le nombre considérable de personnes concernées.

N. O. - *Furent-ils pour des raisons économiques ou politiques ?*

D. Lochak. - Ces gens sont doublement victimes des conséquences de la guerre du Golfe : comme toute la population irakienne, ils subissent les effets des sanctions occidentales, mais ils sont en plus persécutés dans leur pays. Il ne faut tout de même pas avoir la mémoire courte ! En 1991, pendant la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak ont été directement menacés par le régime de Saddam Hussein. A tel point que l'ONU avait mis en place des mesures de protection. Un système que les pays européens prennent en modèle aujourd'hui et dont on voit bien toute l'ambiguïté : on reconnaît officiellement que ces gens

sont victimes de persécutions, mais on fait tout pour ne pas les accueillir chez nous ! Les statistiques du HCR (le Haut Commissariat aux Réfugiés) sont éclairantes : il y a plus de 20 millions de réfugiés dans le monde, mais une infime partie en Europe. En revanche, des pays pauvres comme le Pakistan ou le Zaïre accueillent les réfugiés des Etats voisins, et supportent un poids économique auquel l'Europe affirme ne pas pouvoir faire face.

N. O. - *Au-delà d'une prise en charge humanitaire, que peuvent espérer ces 910 réfugiés ?*

D. Lochak. - La question ne devrait pas être posée en termes humanitaires : ce n'est pas par gentillesse ou grandeur d'âme que nous devons les accueillir, mais parce qu'ils répondent aux critères définis par la convention de Genève sur le statut des réfugiés. Que devient le droit d'asile si c'est par « humanité » qu'on le reçoit ?

N. O. - *Y a-t-il un risque pour ces Kurdes irakiens d'être expulsés ?*

D. Lochak. - Il faudrait vraiment beaucoup de culot au gouvernement pour prétendre que les demandes de ces Kurdes sont « manifestement infondées ». Juridiquement, ces réfugiés

ne peuvent être maintenus en zone d'attente, où on les a placés dans des conditions d'une légalité douteuse, plus de vingt jours. Ensuite, il faudra bien, si l'on respecte les règles en vigueur, que les demandes d'asile déposées soient examinées par l'Ofpra, et qu'on leur donne des autorisations de séjour pendant la durée de la procédure. Avec, là encore, une ambiguïté majeure : pour obtenir le statut de réfugié politique, il faut pouvoir prouver individuellement que l'on est en danger. Le fait d'appartenir à une minorité persécutée ne suffit pas. Or il est souvent difficile de prouver que l'on est menacé dans son pays. Les statistiques sont d'ailleurs éloquentes : en France, près de 9 demandes d'asile sur 10 sont recalées.

N. O. - *Mais pourquoi ces gens sont-ils à la merci des mafias et des passeurs ?*

D. Lochak. - Parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens de venir. A partir du moment où ils ne peuvent pas fuir par des moyens légaux et sécurisés, ils sont obligés de recourir à des filières illégales clandestines, au péril de leur vie. Après avoir décrété l'arrêt de toute immigration de travail, les gouvernements européens continuent à prétendre qu'ils entendent respecter le droit d'asile. Mais dans la pratique, toute la politique européenne revient à confondre immigration et asile. Faisons plutôt en sorte que ces réfugiés qu'on qualifie hypocritement de « clandestins » puissent venir par des moyens légaux nous demander l'asile que la convention de Genève leur reconnaît.

Propos recueillis par Isabelle Monnin

Londres souligne "l'obligation" de Paris à prendre en charge les Kurdes



LONDRES, 22 fév (AFP) - 14h00 - Le gouvernement britannique a déclaré jeudi que Paris avait "l'obligation" de prendre en charge les quelque 900 réfugiés Kurdes récemment débarqués d'un cargo, et que Londres n'hésiterait pas à les refouler le cas échéant.

Le ministre britannique de l'Intérieur Jack Straw a indiqué à la presse avoir fait part de ces observations à son homologue français Daniel Vaillant lors d'une conversation téléphonique, ajoutant que ce dernier "avait accepté".

La Grande-Bretagne a très nettement durci son attitude à l'égard des demandeurs d'asile ces derniers mois, s'inquiétant du nombre record d'entre eux qui cherchent à s'installer sur le sol britannique, attirés par des conditions d'accueil réputées plus généreuses qu'ailleurs en Europe.

La France a autorisé mardi les 910 réfugiés kurdes débarqués d'un cargo près de St-Raphaël (sud de la France) à séjourner régulièrement sur son territoire pour y faire une demande d'asile politique.

"Je lui (Daniel Vaillant) ai fait valoir qu'aux termes de la convention (européenne) de Dublin, dans la mesure où la France était le premier pays (européen) dans lequel ces gens sont entrés, alors la France a l'obligation d'étudier leurs demandes d'asile", a déclaré M. Straw lors d'une conférence de presse.

"Tout autre pays dans lequel (les Kurdes) arriveraient auraient le droit de les refouler en France sans avoir à examiner en détail les demandes d'asile qu'ils pourraient déposer", a poursuivi le ministre britannique.

La conversation téléphonique a eu lieu mercredi soir, a précisé le Home Office.

Le dossier de l'immigration figurait déjà à l'agenda d'un sommet franco-britannique à Cahors (sud de la France) le 9 février et un renforcement des contrôles sur la voie ferrée trans-Manche avait été annoncé à cette occasion.

Eurotunnel, l'opérateur du tunnel sous la Manche, a appelé jeudi les gouvernements français et britannique à renforcer les contrôles des services d'immigration, au besoin par une présence militaire britannique, pour empêcher l'immigration clandestine vers la Grande-Bretagne.

15 Kurdes interpellés en Allemagne remis à la police française

STRASBOURG (France), 25 fév (AFP) - 10h23 - Quinze Kurdes, interpellés samedi après-midi à Offenbourg (Allemagne), ont été remis dimanche matin à la police aux frontières de Strasbourg (est), a-t-on appris de source policière.

Ces 15 Kurdes font partie des 910 réfugiés échoués à la mi-février sur la côte méditerranéenne française.

La police allemande a remis ce groupe à la police aux frontières de Strasbourg sur le Pont de l'Europe, a-t-on précisé.

Parmi ces Kurdes figurent au moins huit enfants, dont un bébé, ainsi qu'une personne âgée, a-t-on précisé de même source.

Ces réfugiés avaient "l'air perdu", selon le témoignage d'un douanier. Ils doivent être placés dimanche dans un foyer de la Croix-Rouge à Strasbourg.

Selon une première information, le groupe était composé de 16 personnes.

Les réfugiés kurdes avaient été interpellés dans la ville d'Offenbourg (sud-ouest) près de Strasbourg, samedi après-midi.

Il s'agit du deuxième groupe de Kurdes, ayant quitté le camp de Fréjus (sud de la France), qui est interpellé en Allemagne.

Vendredi, 13 personnes avaient déjà été remises à la police française aux frontières et placées dans un foyer d'accueil.

Neuf Kurdes, refoulés de Suisse, remis à la police près de Mulhouse



MULHOUSE (France), 25 fév (AFP) - 13h06 - Neuf Kurdes, appartenant au groupe des 910 réfugiés kurdes arrivés dans le Var (sud de la France), ont été refoulés dimanche par les autorités suisses et remis à la police aux frontières (PAF) de Bâle, en territoire français, près de Mulhouse (Est), a-t-on appris auprès de la préfecture.

La PAF est actuellement en contact avec plusieurs foyers d'hébergement de la région, susceptibles d'accueillir les trois adultes et les six enfants, a-t-on appris de même source.

Deux groupes de réfugiés kurdes, de 13 et de 17 personnes, refoulés d'Allemagne, sont respectivement arrivés vendredi en Moselle et dimanche matin à Strasbourg.

Ces Kurdes font partie des 910 réfugiés échoués à la mi-février sur la côte méditerranéenne française.

Turkey's Working Class Hit Hardest by Crisis

Washington Post, February 24, 2001 By Molly Moore

ISTANBUL, Feb. 23 – For 120 years, spanning three generations, Zeki Cide's family has run a shop in Istanbul's Grand Bazaar, the mammoth warren of stores and stalls that is one of the world's oldest, most famed shopping meccas.

These days, 58-year-old Cide is a lonely man. He has watched his neighbors on the quaintly named Bedcover Maker's Street go belly up and shutter their stores at the rate of nearly one a week. In his own emporium of hand-painted ceramics, Cide considers it a good day when he makes even a single sale. This family business, he said, will die with his generation.

As recently as last year, it was virtually impossible for a new shopkeeper to find space in the covered bazaar, where tiny jewelry shops rented for eight kilograms of gold a year, roughly \$72,000. Today at least 100 storefronts are vacant, and some rents have plunged as low as \$500 a month – with no takers, according to the business association that oversees the bazaar. Already battered by months of economic upheaval and ill-fated reform efforts, the small businesses that are the soul of almost every urban neighborhood and rural village in Turkey are among those that will suffer most from the financial crisis and drastic currency devaluation of the last week, according to economists.

"The situation is terrible," Cide said today, after watching Turkey's currency plunge 36 percent this week and its stock market suffer its worst single-day loss in a financial crisis set off by a political fight between the prime minister and president. While international lending agencies and world leaders focused this week on fears that Turkey's economic woes might spread to other vulnerable emerging market economies, no one is feeling the trauma of the Turkish financial crisis more deeply than the nation's small-business operators, working class wage earners and retirees on fixed incomes.

"You become poorer and poorer after every crisis," said Ergun Duran, 54, who runs a small Istanbul newspaper stand. "But at some point, you cannot be poorer than you already are – you are on the bottom. This is how most of the people are living now. You work and work for 20 or 30 years, you still can't make ends meet, you still wear the same clothes every year." In the past year, as Turkey has attempted – and so far failed – to reform its troubled economy and secure a toehold in the global marketplace, nearly 14,000 family-run shops, neighborhood grocers and other small establishments have closed across the country, according to business associations.

The Turkish government has leaned heavily on the International Monetary Fund to help set its course of financial reform – as well as support Turkey with \$11.4 billion in loan guarantees – and many Turks on the lower end of the economic spectrum say the price of IMF intervention has been too high.

"The IMF wants everything done too quickly," said Erhan Erkan, a 32-year-old taxi driver. "We are already poor people who are working hard and trying to make a living. I was very depressed watching the dollar go up and Turkish lira go down. If you have savings, you lose money without even spending it. And now there will be price increases and new taxes."

Small businessmen complain that reforms – put in place to tighten credit, slow production to bring down inflation, and raise taxes – have squeezed many of them out of business. At the same time, they say, corrupt banks and other big businesses have enjoyed huge government subsidies under the same programs. Before this week's crisis, one IMF official overseeing the Turkey loans – the fund's second-largest program after Argentina – described the country's painful belt-tightening as a "necessary correction."

Now, the 14-month-old reform program is in a shambles, the value of the lira is plunging in the wake of the government's decision Thursday to scrap currency-exchange controls, and banks are in even deeper trouble since investors pulled out their hard currency this week. Economist Faruk Selcuk of Bilkent University in the capital, Ankara, said today that a devaluation of 40 percent would likely push inflation 20 to 30 percent past its current level of about 34 percent. Most Turks, he said, can expect to lose about 30 percent of their buying power.

"There is no doubt Turkey will pay a heavy price for this crisis," said Ozdem Sanberk, director of the Turkish Economic and Social Studies Foundation, one of Turkey's most respected research organizations. "Many businesses can't absorb this shock."

In the alleyways of the Grand Bazaar, the narrow streets of traditional neighborhoods and the avenues of posher dis-

tricts, small entrepreneurs say it is more than the doors of their shops that are closing. The latest economic crisis, they say, is a crippling stab to an entire way of life. Like mom and pop grocers, vendors and shopkeepers the world over, Turkish small businesses have been financially battered by modern shopping malls, supermarkets and cheap imports. But in a country where traditional values are embedded in centuries of history, they have clung more fiercely to survival than in many more economically advanced nations. The Grand Bazaar, after all, opened as a trading center for caravans traversing three continents 31 years before Christopher Columbus set sail on the journey that would land him in what is now the Americas. "I may not understand what's going on in the world," said Atilla Sakarer, 52, who operates a leather coat shop with his father in the Grand Bazaar. "I only know nobody's coming here. When I get my business back, then I'll understand they [economic reforms] are doing some good."

Even now, from the most fashionable areas of Istanbul to the poorest slums, the neighborhood grocer will still sell a loaf of bread or a carton of milk on credit – not on a credit card, but with a scribbled notation in a worn paper ledger.

That very tradition is helping put many small shops out of business. Ali Riza Kilic, 43, is trying to forestall the closure of his second-generation Istanbul neighborhood grocery by working a second job. With unemployment in his neighborhood soaring, 70 percent of his customers buy on credit. He knows most of them make their major purchases at the cheaper supermarkets and come to his small, cramped shop when their money has run out.

"I was born in this neighborhood," said Kilic. "When a child comes into my store and tells me his father will pay next month when he gets his salary, I know that kid, I grew up with his father – I can't say no. I'm sensitive to our traditional values. "But now I'm in so much trouble," he said. "Five years ago I lived a luxurious life. I used to take my kids and wife to the Bosphorus to eat and drink; I spent Sundays relaxing with my wife. Now I can't even take my wife out for a cup of tea; we can't do anything extra."

* * * * *

February 24, 2001

Bush, Britain's Blair show unity against potential Iraqi aggression

By Jodi Enda, Philadelphia INQUIRER

WASHINGTON - With the leader of the United States' closest ally by his side, President Bush stepped up his threats against Iraq yesterday, warning President Saddam Hussein not to "test our will."

"We're going to watch him carefully," Bush said at a news conference with British Prime Minister Tony Blair, who joined Bush in launching air strikes against Iraq a week ago. Bush also expressed confidence that he could persuade skeptical allies to support his plan for a national shield against ballistic missiles, calling it a commonsense "defense against the true threats of the 21st century."

It was Bush's first meeting as president with a European leader, and the two men pledged to continue to maintain a transatlantic "special relationship" that has long existed between the two nations. On Iraq, the leaders said they had discussed ways to make U.N. sanctions against the country more effective. Bush said a reviewer even a change in the sanctions "should not in any way, shape or form embolden Saddam Hussein."

"He has got to understand that we're going to watch him carefully, and if we catch him developing weapons of mass destruction, we will take the appropriate action," Bush said. "And if we catch him threatening his neighbors, we will take the appropriate action. A change in a sanction regime that is not working should not be any kind of signal whatsoever to him that he should cross any line . . . and test our will, because we're absolutely determined to make that part of the world a more peaceful place by keeping this guy in check."

While Blair, leader of Britain's liberal Labor Party, and Republican Bush hail from different sides of the ideological divide, they closed ranks against Hussein and joined together on a blustery afternoon at Camp David, the presidential retreat in Maryland, to display their eagerness to work together. Bush said, "He can handle his politics in Britain, and I can handle mine. This is a special relationship . . . and we're going to keep it that way."

Blair emphasized that the leaders had an "absolute determination to make sure that the threat of Saddam Hussein is contained and that he is not able to develop these weapons of mass destruction that he wishes to do." Blair had a particularly close friendship and a political meeting of the minds with former President Bill Clinton.

On Bush's plan for the missile-defense system, Blair has yet to take a firm position. The proposal has made some U.S. allies in Europe nervous. Blair said, "I think if you look at the weapons of mass destruction that people are trying to develop, and nuclear proliferation, that it's important that we look at every single way we possibly can of dealing with this threat."

Bush, asked whether he would forge ahead with such a system even if his European allies oppose it, said: "I don't think I'm going to fail to persuade people. . . . It's commonsensical to say to our friends, 'Let's come together, work together to develop a defense against the true threats of the 21st century.' "

* * * * *

February 24, 2001

German Intelligence: Iraq May Have Nukes in 3 Years

By Douglas Busvine

BERLIN (Reuters) - Saddam Hussein may be able to menace Iraq's neighbors with nuclear weapons in three years and fire a missile as far as Europe by 2005, according to a German intelligence assessment made public on Saturday.

The Federal Intelligence Service (BND) has gathered evidence that Baghdad is also stepping up efforts to produce chemical weapons and has increased buying abroad of the inputs needed to make biological weapons. Details of the assessment were published in German newspapers. A spokesman at the BND's headquarters near Munich confirmed that selected correspondents had been briefed on Iraq by intelligence officials on Friday.

"It is clear that we have suspicions about Iraq," the spokesman told Reuters. Reports on the threat Germany believes Iraq poses to the world came eight days after U.S. and British planes hit Iraqi air defense targets around Baghdad. Iraq said two people died in the air raids. U.S. President George W. Bush said at the time he would "watch very carefully" whether Saddam develops weapons of mass destruction and would take "appropriate action" if he did so.

Allies Critical

Some NATO allies, who were not informed in advance of the raids, criticized the air attacks. France even condemned the raids, made outside U.N.-sanctioned no-fly zones, as illegal. German Foreign Minister Joschka Fischer was attacked by his own Greens party, which grew out of the Cold War peace movement, for expressing understanding for the bombing at talks in Washington this week with Secretary of State Colin Powell.

Fischer, who opposed the Allied invasion of Iraq a decade ago, also said he was concerned about Iraq's efforts to develop weapons of mass destruction and missile technology.

Weapons Programs

Iraq barred U.N. weapons inspectors in 1998, making it extremely difficult to keep track of what the West believes are Baghdad's efforts to menace the Middle East and beyond with ABC -- atomic, biological and chemical -- weapons. Based on information it has gathered, the German BND has drawn the following conclusions, according to reports in the *Welt* and *Frankfurter Allgemeine* newspapers:

+ **NUCLEAR WEAPONS:** There is evidence that Iraq has resumed its nuclear program and may be capable of producing an atomic bomb in three years. Work has been observed at the Al Qaim site, believed to be the center of Baghdad's nuclear program.

+ **MISSILES:** Iraq is currently developing its Al Samoud and Ababil 100/Al Fatah short-range rockets, which can deliver a 300 kg payload 95 miles. Medium-range rockets capable of carrying a warhead 3,000 km (1,900 miles) could be built by 2005 -- putting Europe within reach. Iraq is also believed to be capable of manufacturing solid rocket fuel. A New Delhi-based company, which is on a German government blacklist because of its alleged role in proliferation, has acted as a buyer on Iraq's behalf. Deliveries have been made via Malaysia and Dubai, the BND says.

+ **CHEMICAL WEAPONS:** Since the end of U.N. weapons inspections, the number of Iraqi sites involved in chemicals production has increased from 20 to 80. Of that total, the BND believes a quarter to be involved in making weapons.

+ **BIOLOGICAL WEAPONS:** Widespread procurement activity has been observed abroad and production of biological weapons could be resumed at short notice. The BND does not rule out the possibility that production may already have begun.

A Lot of Pluribus, Not Much Unum

By ALAN COWELL, February 25, 2001 - New York Times

LONDON – On the day allied warplanes launched their most recent strikes near Baghdad, an American-Iraqi encounter of a different kind was taking place in Washington. Frank Ricciardone, a senior State Department official, met with representatives of Saddam Hussein's exiled opponents, carrying on a relationship that has been unfolding in various guises since the United States began cultivating the London-based exiles after the 1990-91 gulf war. Like the air strikes, economic sanctions and efforts to rid Iraq of weapons of mass destruction, the idea of cultivating President Hussein's opponents is part of the broader effort to oust him and replace him with a gentler, friendlier Iraqi leadership, however improbable that might sound.

The Clinton administration earmarked over \$100 million in funding for the exiles to promote mildly subversive operations, like a newspaper and a radio station and training for President Hussein's opponents in skills ranging from computer literacy to the art of running a benevolent civilian society — unfamiliar territory given Iraq's modern history of coups, war and state violence.

But, as Secretary of State Colin L. Powell meets with Mideast leaders and the Bush administration begins to come to grips with the complexities of this unpredictable campaign, the links between Washington and the Iraqi National Congress exile movement pose two questions for President Bush: should the United States be offering political cooperation or more hard-nosed backing for armed revolt? And will the squabbling factions of the opposition ever be able to deliver?

Indeed, sensing a possible shift under a Republican administration that was quick to prove its credentials in Iraq with the bombing raids, many of the exiled factions are pressing Washington for the kind of aid that would enable them to launch an insurgency from the Kurdish-dominated strongholds of northern Iraq. But that is coupled with a demand for guarantees to come to the aid of the insurgents against a likely Iraqi counteroffensive, a step that Washington, once burned, is twice-shy to contemplate.

The burn was in 1996, when a covert American military training operation in northern Iraq ended disastrously as infighting between two groups of the regime's Kurdish opponents prompted one to invite the Iraqi Army to join the fray, with bloody and humiliating results.

The fighting has eased since then, but the fractiousness endures. The Iraqi National Congress, formally created in 1992, is an umbrella for dissident Iraqi groups of widely ranging political flavors, from constitutional monarchists to Islamists. And it is built around the same two Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party and the Popular Union of Kurdistan, that were at the center of the 1996 debacle.

While the Kurdish north of Iraq, protected by an allied no-fly zone, represents the only area of Iraq where opponents may operate with a modicum of autonomy, there are other groups that also claim credentials, like the Supreme Council of the Islamic Revolution in Iraq, an Iranian-sponsored group among the Shiites of southern Iraq, and the Iraqi National Accord, which has sought to foment conspiracy among the Sunni-dominated officer class.

MODERN history offers the exiles little encouragement.

Where exiled groups like the African National Congress in South Africa have come to power, it is with some credentials as a credible alternative to an unjust regime, often reinforced by military campaigns that, if nothing else, betoken their ability to physically challenge and harass their adversaries. And those adversaries were ultimately prepared to negotiate. Very little of that applies to Iraq. Over the years, Mr. Hussein has crushed insurgencies, used chemical weapons against his own people and bloodily repressed dissent even within his own family entourage. If he has co-opted adversaries, it has been to neutralize them. That same catalog of horrors and inducements also explains his political longevity. The selective, exemplary and often terrible use of violence and the seductions of privilege have driven home to all Iraqis the rewards of conformity and the price of dissent, Charles Tripp, a prominent British scholar, said in a recent study.

Dictators, of course, rarely govern simply by brute force.

In Iraq, said Mr. Tripp, from London's School of Oriental and African Studies, President Hussein's immediate entourage is rooted in a handful of family, clan or regional affiliates, but his largesse spreads outward to a broader community of supplicants, possibly numbering with their dependents up to 500,000 of Iraq's 20 million people. And their loyalty is based on the belief that they would lose everything if he were to be overthrown and a new dispensation of power established in Baghdad.

Indeed, as a new American administration ponders its options in Iraq, there is, perhaps, an example closer to home of the limits on Washington's success in supporting the exiled foes of a repressive regime hobbled by American sanctions — not in Iraq, but in Fidel Castro's Cuba.

So why bother to support Mr. Hussein's adversaries at all? The answer to that is the only simple factor in the entire equation. "We think that it is important not to discount people who are willing to stand up against Saddam Hussein," said an American official with long experience in the region. "It would be wrong for us to shut these people off as not worth our time."

* * * * *

Excerpts from Barzani's Speech at the Funeral of Franso Hariri

Kurdistan Observer Feb 25, 2001

In an emotionally charged funeral ceremony for the assassinated ranking KDP member, Franso Hariri, the KDP leader and President of the Kurdish Regional Government, Mr. Masoud Barzani, gave a moving speech describing the great loss of Hariri to the KDP and the Kurdish movement. The following are some excerpts from his speech.

"Two days ago we lost our dearest friend, the patriot and warrior, Franso Hariri. From the day I got to know the martyr in 1963, I did not see him lacking faith or confidence when we were confronted with extreme and difficult situations. Indeed, his opponents were aware of his convictions and loyalty. It is true that people who murdered Hariri

have inflicted a heavy loss on the KDP and the Kurdish liberation movement. It is also true that they selected a valuable target and succeeded in their selection. However, by their action they have chosen a dark fate for themselves." "Our brother, Hariri, is not the first to give his life for our homeland and nor will he be the last. Those who liberate a homeland must be willing to sacrifice. Those who protect the victory must also be willing to sacrifice. The KDP has granted enormous sacrifices and has offered thousands of martyrs to free Kurdistan."

"Those who accept a responsibility must be ready to live up to it. The KDP has always been ready for that challenge." "Every KDP member, like Hariri, who believes in KDP principles must face the fact that he may be a target of enemy attacks.

Without a doubt, Hariri's assassination at this critical time is aimed to undermine the new and improved opportunities for a lasting peace in Kurdistan." "I take this opportunity to ask all allied parties to use Hariri's assassination to solidify brotherhood, peace and cooperation among themselves."

"Investigation must start and those responsible for this crime must be held accountable." "Be assured that the enemy will only reap frustration, dishonor and defeat." At the end of his speech, Mr. Barzani offered condolences to Mr. Hariri's family and friends, and to the KDP and the Kurdish people as a whole for this great loss.

8 February 2001

* * * * *



S A M E D I 2 4 E T D I M A N C H E 2 5 F E V R I E R 2 0 0 1

La réponse à l'afflux massif de réfugiés ne peut être que politique: Lionel Jospin doit prendre l'initiative en convoquant une conférence européenne sur la question.

Kurdes: le devoir moral de la France

par KENDAL NEZAN

Une population persécutée, sinistrée, qui après des décennies de luttes infructueuses perd l'espoir dans son avenir, se jette sur les routes incertaines de l'exil, vers le seul port de salut de proximité: l'Europe occidentale.

En trois ans, plus de 150 000 Kurdes ont ainsi pu se réfugier dans les pays de l'Union européenne au prix de sacrifices et de périls considérables. Ils auraient pu être des millions n'eussent été les défenses policières et administratives de plus en plus draconiennes de la forteresse Europe qui dissuadent les plus démunis, ceux qui n'ont pas les moyens de payer les services très chers mais efficaces des filières mafieuses agissant en étroite coopération avec des Etats comme la Turquie.

Qui sont ces réfugiés? D'abord les victimes des déportations et des déplacements internes. En Irak, l'opération Anfal d'extermination des Kurdes, lancée à partir d'avril 1987 par le régime de Saddam Hussein, s'est soldée par la disparition de 182 000 civils, la destruction de 90 % des villages kurdes et le déplacement forcé d'un million et demi de paysans kurdes.

L'agriculture agropastorale des fertiles vallées et plaines du Kurdistan, qui permettait de nourrir les populations kurde et arabe de l'Irak, a été démantelée. L'instauration au lendemain de la guerre du Golfe d'une zone kurde protégée par l'aviation anglo-américaine a permis le retour progressif des déplacés à qui l'attribution de 13 % des revenus générés par la vente du pétrole irakien, dans le cadre de la résolution 986 de l'ONU, a donné les moyens de reconstruire leurs villages. Après des débuts chaotiques, cette zone de protection, administrée par les deux principaux partis kurdes, connaît actuellement une relative stabilité. Cependant, elle souffre d'une absence de reconnaissance internationale et d'incertitude totale quant à son statut et à son avenir. La communauté internationale re-



Kurdistan irakien. Depuis 1987, le régime de Bagdad a provoqué le déplacement forcé de 1,5 million de Kurdes.

connait et finance l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat mais le Parlement et les institutions qui depuis 1992 administrent les 3,5 millions de Kurdes irakiens ne sont reconnus par aucun Etat. D'où la peur du lendemain, l'angoisse d'un retour de Saddam Hussein qui empoisonne la vie des habitants de cette enclave kurde. L'absence de perspectives, les incertitudes de l'avenir plus que les conditions matérielles poussent nombre de jeunes cadres instruits à tenter leur chance à l'étranger. Mais c'est surtout dans les rangs des deux millions de Kurdes qui vivent encore dans des districts sous administration irakienne et ceux qui en ont été chassés que se recrutent la plupart des candidats

à l'émigration.

Embargo ou pas, Bagdad poursuit sa politique systématique d'arabisation des provinces pétrolifères kurdes (Kirkouk, Mossoul et Khanaouine), et terrorise la population. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux ont été expulsés vers la zone de protection kurde où ils vivent dans le dénuement et la précarité. D'autres, comme les boat people débarqués sur les côtes françaises, tentent de fuir la terre irakienne en franchissant, moyennant de substantiels bakchichs aux douaniers, la frontière turque. En Turquie, sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, l'armée turque a évacué et détruit plus de 4000 villages kurdes. On compte trois

millions de déplacés internes, voués à l'errance et à la misère. L'économie traditionnelle qui, il y a encore une décennie, permettait l'autosuffisance alimentaire de la population, a été en grande partie détruite. Ceux qui à l'intérieur et à l'étranger espéraient que la fin de la lutte armée du PKK, décrétée en août 1998 par son chef captif Abdullah Öcalan, conduirait Ankara à engager un processus de réconciliation nationale et de reconnaissance de l'identité culturelle de ses quinze millions de citoyens kurdes sont déçus. Le régime turc s'enferme dans un nationalisme d'un autre âge et persiste dans la négation de l'existence même des Kurdes. Les Européens qui, timidement, plaident en faveur de l'octroi de certains droits linguistiques aux Kurdes, sont rabroués et accusés d'encourager le séparatisme et le racisme! Face à cet horizon bloqué, les déplacés qui désespèrent de pouvoir dans un avenir prévisible regagner leurs terres et reconstruire leurs villages sont prêts à tout pour rejoindre les rivages de l'Europe afin de refaire leur vie.

Les quelque trois cent mille Kurdes syriens déçus arbitrairement de leur nationalité et qui vivent sans papiers, sans droits civiques, dans leur propre pays espéraient que leur nouveau président allait les réintégrer dans leur citoyenneté. Rien n'a bougé dans ce domaine. Désormais sans illusions et sans perspectives, ils cherchent à émigrer aussi vers l'Europe, qui attire également les minorités kurdes d'Arménie et de Géorgie ainsi que nombre d'intellectuels kurdes d'Iran bâillonnés par la République islamique. Cela fait beaucoup de monde, un réservoir de plusieurs millions de réfugiés potentiels que, même en période de relative croissance économique, l'Europe ne saurait résorber, d'autant qu'elle compte déjà un million d'immigrés kurdes.

L'exode massif des Kurdes vers l'Europe n'est ni dans leur intérêt ni dans celui des Européens. Il

ne peut être enrayé que si l'on en traite les causes politiques, si une solution politique acceptable est trouvée pour permettre au peuple kurde de vivre dans la dignité et dans le respect de son identité sur la terre de ses ancêtres. Château d'eau du Proche-Orient, le Kurdistan, dont la terre est fertile, le sous-sol riche en pétrole et en minerais divers, la population industrielle, a suffisamment de ressources pour assurer un niveau de vie décent à ses habitants. Ce sont les guerres et persécutions incessantes, imposées par des régimes nationalistes intolérants s'acharnant à fabriquer des Etats-nations linguistiquement et culturellement homogènes, qui entravent le développement du pays kurde et forcent ses habitants à l'exode.

La communauté dite internationale, qui œuvre pour la création d'un Etat pour les 4 millions de Palestiniens, qui a imposé par la force des armes l'«autonomie substantielle» des 1,8 million d'Albanais du Kosovo, peut-elle ignorer encore longtemps le sort intolérable des 25 à 30 millions de Kurdes? Cette question occultée pendant la guerre froide, en raison de l'appartenance de la Turquie à l'Otan, se pose désormais avec acuité à la conscience politique des citoyens européens. Il est temps que les gouvernements agissent en conséquence d'autant qu'actuellement tous les Etats de l'Union européenne sont affectés par l'afflux de réfugiés kurdes.

C'est pourquoi il serait non seulement opportun mais nécessaire de convoquer une conférence des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne pour définir une politique kurde commune.

Les résolutions, restées sans effet, du Parlement européen et de l'Internationale socialiste sur la question kurde pourraient servir de bases de discussion pour la définition d'une telle politique, dont la mise en œuvre nécessitera une concertation avec Washington et un dialogue franc et ferme avec les Etats administrant le pays kurde.

Comme il ne s'agit pas de modifier des frontières étatiques mais d'aménager à l'intérieur de celles-ci des espaces d'autonomie permettant aux Kurdes d'exprimer librement leur identité, d'assurer leur survie en tant que peuple et d'avoir une certaine maîtrise de leur destin collectif, on voit mal les Américains rejeter une telle action et on voit encore plus mal comment des Etats comme la Turquie ou la Syrie, financièrement et politiquement si dépendants du monde occidental, pourraient s'opposer longtemps à une initiative euro-américaine sérieuse et réaliste.

Celle-ci devrait aussi pérenniser la protection de la zone kurde irakienne en attendant la chute de Saddam Hussein avec qui aucune solution ne peut être négociée.

La France, qui se veut le moteur politique de l'Europe et la patrie des droits de l'homme, qui affirme vouloir mettre sa diplomatie au service de la démocratie, est toute désignée pour entreprendre l'organisation d'une conférence européenne. Elle en a même le devoir car elle est, en partie, responsable du tracé des frontières au Proche-Orient, en particulier

de l'annexion forcée de la province kurde de Mossoul à l'Irak, devenue ainsi Kurdistan irakien. En effet, en 1925, une mission de la Société des nations dirigée par le comte Teleke avait, après consultation des habitants de cette province, établi que les sept huitièmes de ceux-ci souhaitaient la création d'un Kurdistan indépendant. Malgré cette volonté clairement exprimée, la Grande-Bretagne, arguant du fait que, sans les richesses agricoles et le pétrole du Kurdistan, l'Etat irakien qu'elle venait d'inventer de toutes pièces ne serait pas viable, a obtenu de la SDN l'annexion de ce territoire kurde à l'Irak placé sous mandat britannique. En contrepartie de leur consentement à cette annexion forcée, Paris et Washington ont obtenu chacun 23,75 % des parts d'Iraqi Petroleum Company exploitant le pétrole du Kurdistan. Ainsi, la France, via la Compagnie française du pétrole, devenue plus tard Total, a tiré jusqu'en 1976 des dizaines de milliards de francs de profits de la manne pétrolière kurde. Une spoliation dont les malheureux kurdes n'ont jamais obtenu réparation. De même, les Kurdes irakiens n'ont pas oublié que leurs villages ont été bombardés, détruits, gazés par des avions et des hélicoptères fournis par la France au régime de Saddam Hussein. A une époque où des fumeurs atteints de cancer poursuivent des fabricants de tabac, où IBM est stigmatisé pour avoir vendu des calculatrices à l'Allemagne, ceux qui ont inconsidérément livré les armements les plus modernes à l'une des dictatures les plus meurtrières de la planète ne risquent-ils pas un jour ou l'autre d'être poursuivis par les victimes kurdes ou leurs descendants pour complicité de crimes contre l'humanité? La France a une immense dette morale envers le peuple kurde. A défaut de pardon et de réparation, elle peut et doit agir pour soulager les souffrances du peuple kurde. Il appartient à Lionel Jospin, connu pour son opposition de longue date à la coopération militaire franco-irakienne, de prendre rapidement une initiative dans ce domaine ●

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.

La communauté dite internationale qui œuvre pour la création d'un Etat palestinien peut-elle

ignorer encore longtemps le sort intolérable des 25 à 30 millions de Kurdes?

Powell Says U.S. Argument Is With Hussein, Not Iraqi People

ASSOCIATED PRESS February 26, 2001

KUWAIT CITY — In a ceremony on the 10th anniversary of Kuwait's liberation, Secretary of State Colin Powell pledged that "freedom will live and prosper in this part of the world" in spite of Iraqi President Saddam Hussein.

"Aggression will not stand," Powell said Monday as he joined former President George Bush and Norman Schwarzkopf, the U.S. commander in the Gulf War against Iraq, in honoring the approximately 300 Americans who died in the 1991 conflict. They laid a wreath at the U.S. Embassy in tribute to the Americans who helped reverse Iraq's annexation of its smaller, oil-rich neighbor.

"The use of force was moral," Bush said under bright skies to an audience that included hundreds of U.S. troops who are on duty here to protect Kuwait from Iraqi threats. The former president said he did not know if his son, President Bush, will send more troops here. But, he said, "the United States will never let Kuwait down."

Powell, who was chairman of the U.S. joint chiefs of staff, described the U.S. mission as one of combatting evil.

"We want the world to know our quarrel is not with the people of Iraq. It is with the regime in Baghdad," he said.

Powell's rhetorical campaign against Saddam was sweet music here. Kuwait, having felt the sting of Saddam, has kept its distance from Arab sentiments against U.N. sanctions against Baghdad. "This was a guy who invaded a country that was not doing anything to him," Powell said Sunday as he condemned the Iraqi leader as a dictator who has been stripped of his "stings" by the Gulf War and world pressure in the years afterward.

Powell is trying to persuade the Arabs to maintain U.N. sanctions on Iraq, but is running into complaints the Iraqi people are suffering as a result of the economic restraints. His arguments are that Saddam is at fault and that only about 20 percent of Iraq's oil revenue is used to help the Iraqi people. From Kuwait, Powell took his case to Saudi Arabia with a visit to Syria later in the day his last stop in the region. He is likely to look into reports Syria is helping Iraq transport oil illegally.

In Syria, official newspapers Monday criticized what they called America's "double-standard" policy in the Middle East that on one hand sought to muster support for sanctions against Iraq and on the other backed Israeli policy toward Palestinians. "Washington should play it fair. It should not side with Israeli aggressors on one hand, and play the part of supporter of U.N. resolutions against other nations on the other," the English-language Syria Times said in an editorial.

On Sunday, Powell had endorsed a Palestinian demand by urging Israel to lift an economic "siege" of the West Bank and Gaza as soon as possible. The constraints, which include a ban on Palestinian workers going to their jobs in Israel and the withholding of tax revenues, do nothing to improve the security situation, Powell said after a two-hour meeting with Yasser Arafat at his headquarters.

Israel, in an effort to stem attacks on its soldiers and civilians, is using economic pressure as well as firepower. Peace talks have been shelved, and Powell said it will be a long time before they resume.

Before seeing Arafat, Powell met Ariel Sharon in Jerusalem but evidently was unable to persuade Israel's incoming prime minister to ease that pressure. Still, Powell said the Bush administration's commitment to Israeli security was "rock-hard." Before landing in Kuwait, Powell said Israelis and Palestinians are in touch with each other on security issues. "Whether that will bear fruit, I don't know." On peacemaking, he described Sharon and Arafat as leaders looking down a long hallway, with a settlement at the end. "They have the keys," Powell said. But, he said, "it's going to take some time before they get back to negotiations."

In continued West Bank violence Sunday, a Palestinian motorist was shot dead by Israeli soldiers and two Israeli motorists were shot and wounded. Powell, on the second day of a six-country, four-day trek, went from the West Bank to Jordan, where he discussed Middle East peace and U.N. sanctions against Iraqi sanctions with King Abdullah. Jordanian leaders have "a clear understanding Iraq's program of weapons of mass destruction has to be dealt with," Powell said en route to Kuwait. "They are solidly in line with what the U.N. has been doing, so I had a receptive answer."

* * * * *

TURKEY'S FUTURE

On the brink again

ISTANBUL

Only three months after its last financial crisis, Turkey is in the grip of another. The real danger is to political reform—and to Turkey's hopes of joining the European Union

TO SEE how Turkey's national mood has swung from elation to despair over the past year, look no further than the Istanbul stockmarket. Throughout 1999 and early 2000 the main market index rose by a dizzying 650%, buoyed by hopes that Turkey would finally get a stable government that would get the country's chronic inflation, big budget deficits and sky-high interest rates under control. The dream seemed to be coming true: an unlikely but durable three-party coalition took office, drew up a disinflation programme with the IMF, became a candidate to join the European Union and set about all manner of reforms with zeal.

But since last spring the outlook has turned much gloomier. In May, the government coalition came to blows over the selection of a new president. In November, a banking crisis brought the country to the verge of financial collapse before the IMF rode to the rescue with a \$7.5 billion loan. A series of diplomatic rows soured relations with the EU. Then, on February 19th, the prime minister stormed out of a meeting with the president and declared a political feud. The markets, naturally enough, took the news badly: within two days, the Istanbul index had fallen by 63% from its peak, having plunged by 18% on that day alone. The twitchy traders, like Turks in general, fear that in-fighting will distract or even topple the government, and hence bring Turkey's much-needed economic and political overhaul to an untimely end.

Kriz? What kriz?

The irony is that the latest *kriz*, or crisis, has little substance. Ahmet Necdet Sezer, the president, apparently chided Bulent Ecevit, the prime minister, for his half-hearted pursuit of corrupt politicians. Mr Ecevit doubtless fears that too ardent an investigation into several suspect ministers will prompt the collapse of his already awkward coalition. But he seems to have taken more umbrage at Mr Sezer's bad manners—the president is said to have thrown a copy of the constitution at the bristling prime minister—than at the substance of his comments. Mr

Ecevit seemed genuinely surprised that this spat has sent the markets tumbling, and held a press conference to say that he would not allow his differences with the president to interfere with the disinflation programme.

Unfortunately, the programme's fate is out of Mr Ecevit's hands. Jittery investors (many of them foreigners) pulled \$5 billion out of Turkey on February 19th alone. At that rate, the central bank's foreign reserves of around \$20 billion would soon have run out. So, on February 22nd, the government announced it would allow the Turkish lira to float freely—in other words, to devalue. Since the government's chief method of taming inflation has been to devalue the lira gradually along a predetermined path, the risk now is that inflation will jump.

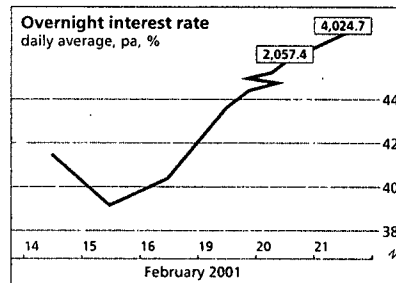
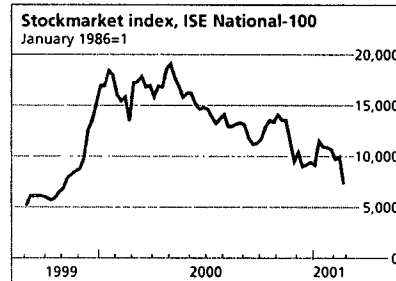
Traders had already sent interest rates soaring: at a government auction on February 20th, Turkish treasury bills with a one-month maturity sold at an average annualised yield of 144%. Overnight rates for banks run to thousands of percentage points. The higher cost of financing its debt will hit the government's deficit targets, another critical component of the disinflation programme.

The last time Turkey reached such a pass, in November, a timely dollop of cash from the IMF bailed the government out. Turkish officials can point to the fact that, for all the upheaval, the programme has been working well. Inflation has fallen from almost 100% a year to the mid-30s. Debt-servicing aside, the government is running a healthy and growing budget surplus. If anything, the disinflation programme has been a victim of its own success: inflation and interest rates fell so sharply last year that the economy boomed.

It was only when optimistic Turks started snapping up imports that investors began to doubt that foreign capital inflows would be sufficient to fund both spendthrift consumers and the perennially penurious government. The cost of borrowing began to creep up again, a big bank that had bet on cheaper money failed, foreign capital took flight and Turkey found itself in a vicious circle of wobbling banks and spiralling interest rates. As a condition of its life-saving loan,



Horror story



Sources: Thomson Financial Datastream; Central Bank of Turkey

the IMF insisted that the government clean up the banks and speed up privatisation to lure back foreign investment.

It is the government's slow progress on both these fronts since November, rather than the tiff between Messrs Ecevit and Sezer, that has given investors pause once more. A row in parliament delayed procedural changes that would have speeded the passage of critical legislation. The sale of a 33.5% stake in Turk Telecom, the state-owned fixed-line monopoly, has not drawn a single foreign bid. A 51% stake in Turkish Airlines, a state-owned airline, looks likely to fizzle too. Meanwhile, the rot in Turkey's banks seems



Sezer threw the book at Ecevit

to have been much worse than was realised. One financier was caught on a security camera leaving the vaults of his bank with a cash-stuffed suitcase. Sorting out a mess like that is likely to take several years.

The government is pressing ahead with reform: a long-awaited law on liberalising Turkey's energy markets finally cleared parliament this week. But that measure on its own will not restore confidence in the government's resolve. The events of the past few days show the markets so jumpy that the smallest bump can send them into a tailspin. Both the IMF and private investors might regard one financial upheaval as unfortunate; two look like downright carelessness.

For all the financial disruption, the worst fallout from a collapse of the disinflation programme would be political, not economic. Turkey, after all, has muddled along with double-digit inflation, big budget deficits and see-sawing markets for the better part of the past 20 years. Turkey's banks may suffer, but since the banks lend all their money to the government rather than businesses, the private sector may not feel the pinch so severely. High inflation may stifle Turkey's economy, but it will not kill it.

Nonetheless, the programme's collapse might kill off hopes of changing of Turkish society more profoundly. Turks view the disinflation programme as part and parcel of a hoped-for transition from an introverted, statist and authoritarian past to a liberal, democratic and cosmopolitan future. Indeed, the programme was expected to succeed precisely because it coincided with the defeat of Turkey's Kurdish insurgency, a retreat of the armed forces from politics, an attack on corruption, an advance in the protection of human rights, a reduction in tension with Turkey's neighbours and, above all, a redoubled effort to get Turkey

into the European Union.

On all those fronts, as on the economic one, things have looked a little rosey lately. The quiet that has reigned in Turkey's south-east since the defeat of the Kurdish guerrillas in 1999 has been shattered by the assassination of a local police chief and the disappearance of two Kurdish politicians during a visit to the military police. The generals (who mounted their most recent coup in 1980, and forced a change of civilian governments just four years ago) have lately renewed their public criticism of politicians, on everything from foreign relations to corruption. The perception that Turkey's dismal record on human rights was improving has suffered from new scandals, including the brutal repression of prison riots in December, and the revival of charges against Virtue, the biggest party that dares to air mildly Islamist views.

The biggest setbacks have been diplomatic. The Turkish armed forces undid much of the recent improvement in relations with Greece when an argument occurred over airspace in the midst of NATO exercises last year. Another dispute, about the extent of Turkey's role in the EU's planned new defence force, rumbles on despite Bill Clinton's personal intervention. In place of the constructive dialogue that led to Turkey's acceptance as a candidate for EU membership in December 1999, a lot of senior Turkish have reverted to their standard sullen denunciations of European bias against Turkey. The government has delayed the publication of its blueprint for bringing Turkish law into line with that of the EU. And so the list goes on.

A collapse of the disinflation programme could exacerbate all these problems. For a start, back-tracking on the economy would threaten the present government coalition. Its unlikely mixture of

economic liberals and left- and right-wing nationalists agree on little apart from their desire to set the economy to rights. If there were new elections, the right-wing nationalists would profit most. There is certainly a risk that Turkey will retreat into the sort of snarling isolationism and economic doldrums that accompanied the last twin collapse of a government and an IMF-reform package in 1996. That brought Turkey to the brink of hyperinflation and war with Greece.

But such a cataclysmic prospect could also encourage the present government to keep the disinflation programme afloat. Likewise, most of the recent setbacks to Turkey's reform programme can be read in two ways. The government agenda has certainly hit enormous obstacles, both political and economic. Worrying as that is, it at least shows how revolutionary the reforms are, and how far they have been taken.

Looking on the bright side

The role of the armed forces serves as a good example. Recently, in a typical heavy-handed intervention into the political realm, they forced the closure of a website where anonymous surfers criticised army life and lampooned senior officers. To outsiders, that sounds like a setback for freedom of speech. But for many Turks it is freedom of speech. And that some commentators even dared to protest against its eventual demise. By the same token, the top brass's recent outbursts against the politicians have been met by unprecedented criticism from columnists, ministers and even—albeit in a veiled fashion—from Mr Ecevit himself. Just as Turkey's banks are learning the hard way to wean themselves off their constant diet of government debt, so Turkey's generals are making the discomfiting discovery that their writ no longer runs as far as it once did.

The disagreements with the EU also have a positive side. Turkey is complaining that the EU does not take it seriously as a candidate, and is always trying to slip in extra conditions for membership. As Karen Fogg, the EU's ambassador in Turkey, points out, it was inevitable that Turks would lose some of their rosy but nebulous feelings about joining the EU as soon as they learned the precise and often painful preconditions for membership. But now that the EU has published those requirements in a document called an accession partnership, both sides can hold one another to an agreed set of principles and even a rough timetable. Reforms that seemed unthinkable even a couple of years ago, such as lifting the ban on teaching and broadcasting in Kurdish, are now the stuff of parliamentary subcommittees and newspaper editorials. In other words, the process of accession has taken on a bureaucratic momentum of its own.

The Cyprus conundrum

NICOSIA

AS IF it did not have enough to do on the home front, Turkey also has to work out what to do about Cyprus: or, more specifically, about the Turkish-Cypriot minority who, since the Turkish army invaded in 1974, have lived separately from the island's Greek majority in what they call the "Turkish Republic of North Cyprus" (TRNC). The question has become the main block to Turkey's hopes of joining the European Union in the near future.

In 1998, the EU began membership negotiations with the internationally recognised (ie, the Greek-run) part of Cyprus. The EU, it seems, believed this prospect would entice the Greek-Cypriot government and the Turkish-Cypriots into a deal that would reunite the island. A year later, the EU's formal recognition of Turkey's own candidacy for membership was meant to give unity an extra push. Not so.

Last December, Rauf Denktash, the combative ex-barrister who has led the Turkish-Cypriots for nearly three decades, pulled out of the latest, year-long round of "proximity talks". And he'll stay out, he says, until his TRNC is recognised as an "independent political entity" with a status equal to that of the Greek-Cypriot part of

the island.

Mr Denktash also refuses any role in talks with the EU: membership ahead of a settlement in the island, he argues, would enable tens of thousands of Greek-Cypriots to go back north and reclaim the property from which they fled or were ejected after Turkey's invasion.

Bulent Ecevit, Turkey's prime minister, is the very man who ordered that invasion. He agrees with Mr Denktash that the only way ahead in Cyprus is a confederation of two equal and independent states, with Turkish troops (some 30,000) remaining on the island to protect the Turkish-Cypriots, who are outnumbered four to one.

With Greece threatening to block all EU expansion if Cyprus does not get in, the EU is in a squeeze. It would be a "nightmare", says a senior EU official, "if the Greek-Cypriots get in on their own." Turkey does not believe the EU countries would risk alienating a vital NATO ally that way. Yet suppose they did?

In Cyprus, says Mr Denktash, his community "would have no alternative but integration with Turkey". Not all Turkish-Cypriots would welcome that. Half of them were not even alive in 1974. And, ac-

ording to one Turkish-Cypriot survey, only 8% want integration with Turkey, against 32% who favour a loose confederation with the Greek-Cypriots, 23% who want full independence and 5% who dream of the old, undivided island. On one thing nearly 90% agree: they want to join the EU.

You can see why. Since 1974, the once-prosperous Turkish-Cypriots have grown steadily poorer while Greek-Cypriots have grown richer. Official figures put GDP per person in the Turkish bit of the island at one-fifth of the \$17,000 in the Greeks' southern chunk. Many Turkish-Cypriots have left for a better life in Britain, one-time ruler of the island. In their place mainland Turks have flooded in, mostly poor, uneducated people from Turkey's southern provinces. Vargin Varer, the outspoken president of the North Cyprus young businessmen's association, says that by now there may well be more mainland Turks in Cyprus than Turkish islanders.

Like many in business, Mr Varer believes the future lies with the EU, not Turkey. "The EU", he says, "is our obvious market." And, in rising numbers, Turkish-Cypriots (and Turks) are starting to say that exclusion from that club is too high a price to pay for preserving the status quo in what Turkey's influential generals openly term a "strategic Turkish outpost".

Even the row between Messrs Ecevit and Sezer can be interpreted in a happier light. Mr Sezer, a former judge, seems to take his constitutional duties reassuringly seriously. Since his election last May, he has overruled several of Mr Ecevit's decrees, including one that would have authorised his government

to sack hundreds of civil servants deemed to be over-pious (ie, with Islamist political leanings) or over-sympathetic to the country's 12m or so Kurds. It was Mr Ecevit's objection to a special presidential investigation into graft in the country's ailing state banks that apparently prompted Mr Sezer to throw

the book at him, quite literally.

The president's insistence that expediency cannot override the rule of law marks a dramatic change from the corrupt, clubbish and irresponsible tone of Turkish politics since the restoration of democracy in 1982. Pollsters report that his near-obsession with probity has made him more popular with Turks than the armed forces are—a first for a politician. No wonder that readers of Turkish newspapers, far from writing in to condemn the president's caprice, have inundated the letters-pages with statements of warm support.

Indeed, the Turkish press reveals a surprising *sang froid* in the face of Turkey's current straits. One commentator speaks of a difficult birth, complete with blood, pain and fainting doctors, that might yet result in a healthy child. Another observer likens Turkey to a spotty and sulky adolescent going through normal rebellions on the path to adulthood. All the images, whether of bumpy roads, stormy seas, or even a violent stomach pump, hold out the promise of eventual redemption. Few seem to doubt that Turkey will one day become a more economically stable, democratic, open place. The questions that remain are how long it will take, and how many more crises there will be along the way.



Sell! No—buy!

ÉVÉNEMENT

La tragédie des immigrants kurdes et autres **ET SI DEMAIN ILS ÉTAIENT DES MILLIONS ?**

Massacres en Algérie, processus de paix bloqué au Proche-Orient, Serbes tués au Kosovo... L'actualité est assez éloquente pour laisser deviner à côté des réfugiés d'aujourd'hui ceux de demain. **Par le service Étranger de Marianne**

L'actualité ne pouvait être plus éloquente, dramatiquement éloquente : au moment où le *East Sea* s'échouait sur les côtes françaises avec sa cargaison de 900 déportés volontaires kurdes, les États-Unis et la Grande-Bretagne bombardaient les faubourgs de Bagdad, au Proche-Orient, le processus de paix était jeté aux oubliettes, douze Serbes étaient assassinés au Kosovo, de nouveaux massacres étaient recensés en Algérie, ce qui signifiait qu'en même temps que nous héritions des *effets* (la fuite vers l'Europe des Kurdes triplement opprimés), se multipliaient un peu partout les facteurs de causes. Aux réfugiés d'aujourd'hui s'ajoutait, au loin, la silhouette des réfugiés de demain.

L'affaire des immigrants clandestins kurdes (qui sont également – ce n'est pas contradictoire – d'authentiques réfugiés politiques) est, à cet égard, tragiquement exemplaire.

Rappelons les faits. Parce qu'ils sont terribles. Parce qu'ils font mal.

Lorsque Saddam Hussein arriva au pouvoir à Bagdad en 1979 à l'issue d'un coup d'État, il bénéficia aussitôt de l'appui

et de l'aide active de l'Occident en général, et des États-Unis et de la France en particulier.

Pourquoi ? Parce qu'il entreprit d'exterminer les communistes (le bain de sang fut épouvantable) et de réprimer les nationalistes kurdes dont on estimait, à l'époque (le vieux Barzani ayant fait ses classes en Russie), qu'ils étaient manipu-

L'affaire kurde est marquante. On a cherché à régler le problème en s'en débarrassant.

lés par l'Union soviétique. Du coup, les Kurdes irakiens se rapprochèrent du pouvoir iranien, celui du Shah, qui réprimait, lui, les Kurdes iraniens, lesquels, en réaction, se tournèrent vers Bagdad ! Lorsque la révolution islamique triompha à Téhéran, notre sympathie pour l'Irak de Saddam Hussein tourna à l'enthousiasme (Jacques Chirac, en France, en fut un chaud défenseur). Et, tout naturellement,

quand la guerre éclata avec l'Iran de Khomeiny, les États-Unis et l'Europe occidentale firent de l'épouvantable régime baassiste de Bagdad l'avant-garde du monde libre dans la région. Les crédits et les armes se déversèrent sur le pays, tandis que les entreprises s'y ruiaient pour signer des contrats juteux.

Or, c'est à cette époque que Saddam Hussein entreprit d'exterminer ses opposants kurdes et d'utiliser à cette fin des gaz asphyxiants. Des entreprises américaines lui donnèrent un coup de main. Le capitaine Barril aussi.

On connaît la suite. Saddam, grâce à nous, ayant gagné sa guerre d'agression contre l'Iran, estima qu'il avait les mains libres, que rien ne pouvait plus s'opposer désormais à son hégémonisme régional et, croyant bénéficier d'un feu vert américain, il envahit le Koweït. Ce qu'il n'avait pas bien soupesé, c'est qu'en cherchant à s'approprier cette manne pétrolière, il heurtait de plein fouet des intérêts économiques américains.

Alors, brusque retournement de situation : Saddam devient le méchant. On s'aperçoit, soudain, qu'il ne pratique pas précisément la démocratie parlementaire plu-

ÉVÉNEMENT



Les réfugiés kurdes échoués sur les côtes françaises vont pouvoir déposer une demande d'asile et séjourner légalement sur le territoire.

raliste et qu'il considère la Déclaration des droits de l'homme comme un torchon. «My dear», mais cet homme-là est un dictateur! Affirmatif, comtesse! Contre son armée de coupe-jarrets qui, bien que suréquipée par nous, avait mis plusieurs années à venir à bout des taliban iraniens dépenaillés et pieds nus, on mobilisa donc la plus grande force militaire jamais réunie depuis la Seconde Guerre mondiale. On commença, comme il se doit, par matraquer les populations civiles, inutilement, et par tuer notre contingent normal de femmes et d'enfants, tout en abreuvant l'opinion publique d'informations mensongères. Puis, quand on prit réellement l'offensive, il se passa ce qui devait se passer: l'armée irakienne, cette fameuse «cinquième armée du monde» (*sic*), s'effondra en vingt-quatre heures comme un château de cartes. Alors, tout était réuni pour qu'on se débarrassât – et qu'on débarrassât l'Irak en même temps – de Saddam Hussein. Rien ne s'opposait plus à l'avance de nos armées et le pays était en révolte. Le président Bush en décida autrement. Parmi les opposants à Saddam Hussein, il y avait des chiites islamistes, des communistes

et des progressistes kurdes. Donc, des «mauvais». Peu de libéraux lecteurs de Milton Freedman, il faut en convenir... **Conclusion: il fallait garder Saddam. Il était utile.** Comme contrepoids à l'Iran, comme dictateur anticommuniste, comme bouc émissaire et diable emblématiques. Donc, on le laissa noyer dans le sang la révolte chiite, sans lever le petit doigt. Res-

Nous sommes arrivés à une situation qui serait ubuesque si elle n'était effroyable.

taient les Kurdes. Pouvait-on laisser le tyran se venger sur eux de sa défaite? Difficile de faire avaler ça à l'opinion. En conséquence, on décida de créer dans le Nord irakien une «zone de protection» à l'intérieur de laquelle les Kurdes pourraient vivre en toute autonomie à l'abri de la soldatesque de Bagdad. Pourquoi ce «Bantoustan» et pas un véritable Etat auquel la communauté inter-

nationale aurait apporté tout son appui? Pourquoi? Parce que le meilleur allié des Etats-Unis dans la région, la Turquie, s'y opposait. Veto absolu! Comment le régime d'Ankara eût-il pu, en effet, continuer à nier, chez lui, le «fait national» kurde, à refuser à ce peuple la moindre spécificité culturelle, si s'affirmait à ses frontières un «Etat kurde»? Or, les Etats-Unis, qui garantissent militairement le Bantoustan kurde d'Irak (ce pourquoi leurs avions sillonnent le ciel irakien et bombardent le pays pour rentabiliser cette surveillance), soutiennent sans complexe l'implacable politique de répression antikurde du gouvernement d'Ankara. Et avec d'autant plus de zèle que, si les Kurdes d'Irak, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, avaient choisi l'Occident, ceux de Turquie (derrière le PKK) continuaient de se réclamer d'une phraséologie d'extrême gauche. Ainsi, on en est arrivé à cette situation qui serait ubuesque si elle n'était effroyable:

1 L'Irak est soumis à un embargo qui conforte Saddam Hussein, mais accule sa population à la misère et fait des centaines, sinon des milliers, de victimes civiles.

ÉVÉNEMENT



Et, Saddam Hussein devint le méchant. On s'aperçoit, soudain, qu'il ne pratique pas la démocratie parlementaire pluraliste et qu'il considère la déclaration des droits de l'homme comme un torchon.

2 L'Amérique et l'Angleterre, sans qu'aucune résolution de l'ONU ne leur en accorde le droit, bombardent presque mécaniquement l'Irak, ce qui ne fait ni chaud ni froid au régime, mais, au contraire, renforce sa dictature et assoit sa popularité dans l'opinion arabe.

3 Les Kurdes irakiens, parqués dans leurs réserves, coupés de l'Irak sans pour autant bénéficier d'un Etat reconnu internationalement, ayant donc perdu une patrie sans en retrouver une autre, s'enfoncent, eux aussi, dans la misère. D'autant que les deux partis rivaux qui les représentent, après s'être expliqués à la kalachnikov, se sont partagés le territoire, sans que nous n'ayons rien entrepris de sérieux pour leur permettre de construire une démocratie véritable. Ils sont les laissés-pour-compte de notre bonne conscience!

4 Pendant ce temps, non seulement la Turquie, soutenue à bout de bras par les Etats-Unis, opprime plus que jamais sa propre communauté kurde et lui refuse même ce minimum qu'exige la communauté européenne pour l'admettre dans ses rangs; mais, en outre, l'armée turque, avec l'accord de l'Otan dont elle est membre, intervient et sème la désolation à l'intérieur du nord de l'Irak pour liquider ce qui reste de rebelles du PKK. Ce faisant, elle aggrave naturellement encore la situation désastreuse des Kurdes irakiens.

Et, à l'arrivée, quoi? Ceci: les Kurdes d'Irak partent pour fuir l'oppression, l'embargo et les bombardements; les Kurdes «autonomes» de la zone de protection partent pour fuir la misère, la

guerre civile et la peur du lendemain; les Kurdes de Turquie partent pour fuir l'oppression, le refus de toute reconnaissance et les opérations punitives... Et où vont-ils? En Europe!

Nul ne les en empêche. Au contraire. On organise leur fuite, on la favorise. Turcs et Irakiens se donnent la main. Comme si on cherchait à régler le problème kurde en se débarrassant des Kurdes. En s'en purgeant. Comme s'il s'agissait, s'interrogeait fort justement dans le Monde Pierre Georges, d'une véritable «épuración eth-

Il faut accueillir ces damnés fuyant la tyrannie. Leur fermer la porte serait insupportable!

nique» d'un nouveau genre. Ou même d'un défi. Une façon de dire: «Il n'y aura pas de Kurdistan chez nous, les Etats-Unis eux-mêmes n'en veulent pas. Alors, allez donc le créer en Europe!» En d'autres termes: que la France, que l'Allemagne, accueillent la «non-patrie kurde», comme l'écrit également notre confrère du Monde.

Et si Ankara nous faisait payer de la sorte notre reconnaissance du génocide arménien?

Le problème, c'est que la tragédie kurde n'est pas unique. Il y avait aussi, sur le East Sea, quelques Palestiniens. Normal. Pas d'Etat palestinien viable? Sharon n'en veut pas? Eh bien, pourquoi les Pa-

lestiniens ne viendraient-ils pas, eux aussi, exporter leur non-Etat en Europe? Et, au nom de quoi refuserait-on l'asile politique à ces «opprimés»?

Et ce n'est pas tout.

Hier, les Kosovars fuyaient l'épuration ethnique serbe. Aujourd'hui, les Serbes sont victimes de l'épuration ethnique kosovare: attentats, assassinats, intimidation. Encore douze exécutions la semaine dernière. Apparemment, remarquez, c'est une pure illusion, car enfin, tout le mal, nous expliquait-on, venait de la présence serbe au Kosovo, de notre non-intervention militaire et de Milosevic. Nous sommes intervenus, il n'y a plus de Milosevic, plus de présence serbe au Kosovo. Donc, tout va bien? Non, tout va de mal en pis. Pourquoi? Parce que, comme au Proche-Orient, comme dans le Golfe, l'hypocrisie et le mensonge ne peuvent que déboucher sur la tragédie et la migration des peuples.

La solution, ici comme au Kurdistan, comme au Proche-Orient: donner une vraie patrie aux Kosovars, aujourd'hui peuple sans repères parqué dans un sous-protectorat de l'Otan, en échange de leur engagement à construire une démocratie pluriethnique. Et offrir aux Serbes toutes les compensations qui leur permettraient de reconstruire un Etat de droit. Sans quoi, ce sont des milliers de Serbes et de Kosovars qui afflueront à leur tour dans nos gares. Sinon dans nos ports.

Car tout se paie désormais. Comment? En flux migratoires.

Tout? C'est-à-dire l'hypocrisie sadique dont nous avons fait preuve à l'égard de l'Irak (lire p. 46); c'est-à-dire l'abandon, par nous, du peuple kurde à ses démons; c'est-à-dire notre complaisance à l'égard du nationalisme turc; c'est-à-dire notre incapacité à imposer aux uns et aux autres une solution d'humanité et de bon sens au Proche-Orient; c'est-à-dire notre refus d'admettre que la guerre du Kosovo nous a conduits à une impasse (lire p. 66); c'est-à-dire aussi notre aveuglement devant la tragédie que vit l'Algérie, qui devrait nous unir dans un même refus de l'horreur, et que nous avons transformée en chikayas intestines (lire p. 18).

Oui, il faut accueillir tous ces damnés qui fuient la tyrannie, l'injustice et l'exploitation. Leur fermer la porte au nez serait insupportable.

Mais il faut savoir que, si nous n'attaquons pas les problèmes à leur racine, en corrigeant d'abord nos propres incohérences, demain, ils seront des millions! ■

Marianne

26 février au 4 mars 2001

Frappes spectaculaires mais inefficaces Saddam Hussein, inusable croquemitaine

Il avait prévu. Il a tenu parole. Vingt-sept jours après son intronisation à la Maison-Blanche, George W. Bush a donc ordonné à l'US Air Force de frapper l'Irak de Saddam Hussein. Et de quelle manière ! Pour la première fois depuis plus de deux ans, des bombardiers américains, appuyés par des appareils britanniques, ont détruit au nord de la ligne symbolique du 33° parallèle des radars et des systèmes d'armes installés près de Bagdad. « Opération de routine » a assuré, avec une certaine incongruité, le nouveau président américain. Elle s'accompagne, en tout cas, d'un avertissement sérieux : les Etats-Unis « vont surveiller de très près » l'Irak, et s'ils le surprennent à reconstituer

son arsenal de mort, ils prendront « toutes les mesures nécessaires » pour l'en priver. Ce raidissement était sans doute prévisible. Lors de la campagne électorale, George W. Bush avait annoncé une position de fermeté vis-à-vis de l'Irak, dénonçant le laxisme de l'administration Clinton. En outre, son équipe est constituée de vétérans qui ont conduit la guerre avec son père, à commencer par le vice-président Dick Cheney, secrétaire à la Défense il y a dix ans, et par le secrétaire d'Etat Colin Powell, à l'époque chef d'état-major interarmes. Les deux hommes n'ont cessé de multiplier les déclarations musclées : le premier en envisageant « très sérieusement une action

militaire » contre le despote de Bagdad, le second en appelant à « revitaliser » les sanctions afin d'interdire à l'Irak de se doter d'armes de destruction massive. Pour spectaculaires qu'elles soient, les frappes américaines apparaissent inutiles et inefficaces. Dix ans après la guerre du Golfe, Saddam Hussein est toujours là. Il peut d'ailleurs compter sur Bush et les activistes du Pentagone pour conforter son pouvoir. Mais la communauté internationale – et particulièrement les Alliés de l'Otan – ne comprennent plus cet acharnement, alors que bombardements et embargo font souffrir le peuple irakien. Il y a longtemps que l'arsenal politico-militaire a fait la preuve de ses limites ■ C.H.

A message from the past for Baghdad

CAIRO

Saddam Hussein may have gained the most from last week's American and British air strike. How much do his people gain from the no-fly zones?

TEN years after the Gulf war, the United States and Iraq are again locked in struggle. The cast of characters looks strangely familiar. But this time America's military strength is proving a poorer match against Iraqi posturing. Of the nearly 40 nations that joined America in the coalition to oust Iraq from Kuwait in 1991, only Canada and Kuwait have voiced open support for the American-British bombing, on February 16th, of five air-defence sites near Baghdad.

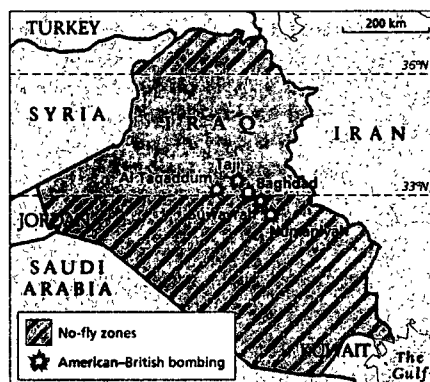
The collapse of the alliance owes little to sympathy for the Iraqi regime. Most Arabs see Saddam Hussein as a reckless bully. But the plight of Iraqis besieged by UN sanctions, the skill of Iraqi propaganda in linking their suffering with Palestinian suffering, and Iraq's growing power to bestow generous rewards on sanctions-busting suitors, have combined to create a powerful momentum.

In recent months, Iraqi diplomats have gone on the offensive. They have successfully exploited Arab fears of a newly aggressive Israel, and the general weariness with sanctions, to forge better ties both in the region and outside it, with such countries as India and South Korea. Scheduled flights now arrive in Baghdad from several Arab capitals. Egypt and Syria claim that their new

free-trade deals with Iraq will triple the value of their trade to \$2 billion and \$1 billion a year respectively. Other countries are queuing up for rewards—Iraq's oil reserves are, after all, second only to Saudi Arabia's.

Increasingly, oil revenues are slipping into Iraq through holes in the UN embargo. It is reckoned that since November, Iraq has largely succeeded in getting customers to pay an average 40 cents surcharge on every barrel of oil lifted, generating \$500,000 daily in cash outside the official UN-administered oil-for-food programme.

Since November Syria has joined Jordan



and Turkey in raking in money from Iraq's illicit oil. With 100,000 barrels of oil a day now flowing across the border, Syria can raise exports of its own oil by a similar amount. Asked if this is a breach of sanctions, Syrian officials coyly reply that the Iraqi oil is a gift. Nothing in the UN resolutions, they say, prevents Iraq from giving away the stuff.

Colin Powell, America's new secretary of state, will face tough questioning on his Middle East tour this weekend. Egypt's president, Hosni Mubarak, has already said bluntly that last week's raids did nothing but "complicate matters", and that Iraq no longer represents a threat. Jordan called the bombing illegal. Saudi Arabia, which is increasingly embarrassed by public concern over America's use of air bases in the kingdom for launching its attacks, condemned the air strikes, reiterating its support for Iraqi sovereignty. Syria's vice-president denounced the bombing as an attempt to sow discord among Arabs at a time when Israel is punishing the Palestinians.

Much of the Iraqi opposition-in-exile—though not the groups favoured by America—also voiced unease. The Higher Council for the Islamic Revolution, based in Tehran but the most active opposition group in the Shia south of Iraq (the region supposedly protected by the no-fly zone), roundly condemned the raids. The action, said the group's leader, Muhammad Baqer al-Hakim, made the Iraqi people "victims of a power struggle between the United States and the Saddam regime".

Iraq's foreign minister is due to resume talks with Kofi Annan, the UN's secretary-general, next week. But if he had had it in mind to show flexibility, he can now claim a



pretext for his government continuing as cursed as ever. This leaves Iraq's neighbours in the awkward position of having to maintain, or pretend to maintain, the embargo, while both their feelings and their pockets tell them it is time for the sanctions to end.

How dangerous? How protective?

Mr Powell will reply to his Arab critics that the decision to bomb the radar sites was justified by the increased danger to American and British pilots patrolling the no-fly zones. He may also argue, as British officials have done, that the raids, which killed two civilians, were "humanitarian" since the patrols protect ordinary Iraqis from Mr Hussein's savagery. But this argument, at least in southern Iraq, is questionable.

America, Britain and France introduced the no-fly zone over the northern quarter of Iraq in 1991. The Gulf war had ended, but the Kurds, who live in the north, were in mortal danger from Mr Hussein's wrath. The patrols helped to create a Kurdish "safe haven", which endures to this day. The southern no-fly zone, however, has done much less to help the Shias and marsh Arabs it was created to protect in 1992. It may save them from aerial attack but not from the Baghdad regime's repression by tanks, artillery and helicopters.

Nonetheless, America and Britain justify

the legitimacy of the no-fly zones with Security Council resolutions that call on the Iraqi government to stop persecuting its people. Yet these resolutions make no mention of any flight-bans, let alone mandate the use of force to maintain them. France, increasingly uncomfortable with America's and Britain's unforgiving policy on Iraq, dropped out of the patrols altogether in 1998.

Since then, the Iraqi army has taken to firing pot-shots at the aircraft overhead. The intensity of these shoot-outs rises and falls, depending on the mood both of the pilots and their Iraqi adversaries. In theory, the rules of engagement allow the pilots to fire only in self-defence. In practice, they have defined self-defence to include punishment bombings after any Iraqi challenge to their authority. By simply switching on radar, or firing a single salvo from an anti-aircraft gun, the Iraqi army can bring down a hail of bombs on anything deemed threatening, from command bunkers to radar stations, and even anti-ship missiles.

American defence officials describe last week's bombing as retaliation for aggressive Iraqi behaviour over several weeks, rather than any specific incident. The Iraqis have improved their anti-aircraft defences and use them more assertively. Their radar has been upgraded, with Russian help, and they are building a fibre-optic communications

system, apparently of Chinese design, which was one of the targets of the raid. The fibre-optic cabling was making it harder to listen in to the Iraqi signals. In addition, the Iraqis have learned from the Serbs how to confuse western aircraft by switching different radar installations on and off in rapid succession.

These developments point to an escalating challenge, not to an immediate danger. Iraq does not yet have the ability to target western aircraft accurately. "They are more or less launching their anti-aircraft missiles at random, though if this goes on, they will be successful sooner or later," commented Andrew Brookes, a former Royal Air Force officer now on the staff of the International Institute for Strategic Studies. So far, they have not scored so much as a near-miss.

America and Britain, on the other hand, have scored quite high. In 1999, for instance, America conducted more bombing raids on Iraq than it did on Yugoslavia during the NATO air campaign that year. The frequency of the bombardment has inevitably resulted in increasing casualties. Iraq is suspected of exaggerating the figures, but UN officials have confirmed many of the hundreds of civilian deaths it has claimed. Even when the bombing does not kill anyone, it can disrupt the distribution of humanitarian supplies, and on one occasion it interrupted the export of the oil that pays for them.

TURKISH CRISIS INTERNAL PRESSURE GROWS ON 75-YEAR-OLD PRIME MINISTER TO RESIGN BUT THERE MAY BE NO BETTER ALTERNATIVE

Bush offers Ecevit backing as lira falls

By Leyla Boulton in Ankara and Richard Wolffe in Washington

President George W. Bush yesterday gave his strong backing to Turkey's government as it battled to restore economic stability after being forced by a crisis in its financial markets to devalue the Turkish lira.

He telephoned Bülent Ecevit, the prime minister, to offer reassurance about the administration's position. The White House said Mr Bush "expressed his support for Turkey as a close friend and ally" in a conversation that was described as a "warm" exchange.

"President Bush also noted the importance of preserving the important gains Turkey has already made and of continuing Turkish economic reforms in co-operation with the IMF," said Mary Ellen Countryman, spokeswoman for the president's National Security Council.

The Turkish lira fell a further 10 per cent yesterday to lose 36 per cent of its value against the dollar since the government abandoned a crawling peg regime that was a key element in an economic reform programme backed by the International Monetary Fund.

As the government continued to work on a revised programme with the IMF, Mesut Yilmaz, deputy prime minister, said there would be a shake-up in the country's economic management.

Despite Mr Bush's support, Mr Ecevit faced a growing chorus of calls at home for his own resignation. Mehmet Ali İrtelmelik, a respected member of Mr Yilmaz's Motherland coalition party, said Mr Ecevit was incapable of governing the country

and should retire: "[His staying on is] as illogical as wondering how many goals a soccer player who suffered brain damage in the first half can score in the second," he said.

The 75-year-old prime minister is widely held responsible for triggering this week's devaluation after embarking on a public dispute with Ahmet Necdet Sezer, the president. But he is not expected to quit, partly because, as one political insider in Ankara, put it: "It's difficult to see an alternative to this coalition."

Market confidence has been further upset because the government has appeared slow and indecisive in trying to salvage the programme's achievements on fiscal and structural reform.

The central bank rate for the Turkish lira fell yesterday to TL1,072,988 against the dollar from TL960,200 on Thursday and TL687,200 before it was floated.

Annual interest rates, which hit highs of 7,500 per cent earlier this week as the central bank tried to defend the peg by squeezing liquidity on the interbank market, fell back to 500 per cent yesterday, compared with last week's levels of 60 per cent.

The government was due today to call leading bankers and industry regulators to a meeting to tackle the sector's growing difficulties. The Istanbul stock exchange gained 5 per cent, driven by stocks in the tourism sector, which stands to gain from a weaker currency.

The political spat that brought economic policy to a halt

Shell-shocked Turks are counting the cost of their prime minister's dispute with the president.

Leyla Boulton reports

As Turkey's financial markets went into free-fall on Monday, one shell-shocked Turkish banker shook his head in astonishment at the chaos unfolding on his screens.

"This is the equivalent of something falling from outer space," he exclaimed.

Like most of the business elite in Istanbul, he had dared to hope that Turkey's latest \$11.4bn standby agreement with the International Monetary Fund - its 18th - would be the one finally to take the country to the promised land of single-digit inflation and stable growth.

But he had not reckoned with the sudden political eruption on Monday morn-



Currency traders in Istanbul's covered bazaar in frantic session yesterday

ing that triggered such a wave of panic in the financial markets that in the early hours of Thursday the government was forced to abandon its IMF-backed crawling peg exchange rate regime.

The crisis began when President Ahmet Necdet Sezer, a former constitutional court judge, convened what was supposed to be a routine monthly meeting of the powerful National Security Council.

Before the scheduled discussion got under way, President Sezer had something to say.

Why, he asked, reading from a prepared statement, had Bulent Ecevit, prime minister, challenged his decision further to investigate state-owned banks suspected of corruption?

According to widely published accounts in the Turkish press, the president accused Mr Ecevit of "humiliating me in the eyes of the public" and asked why the prime minister was reluctant to pursue corruption.

Warming to his theme, he held up a copy of the constitution for the prime minister to see. "You don't know the constitution," he charged. "Let's see this constitution," snapped Husamettin Ozkan, a deputy prime minister who is Mr Ecevit's closest aide. Whereupon the president tossed the book in their direction.

A shocked Mr Ecevit, who has a reputation for personal integrity, stood up in a mute rage and made for the door. After conferring with his colleagues, Mr Ecevit emerged to deliver the following statement:

"The president had directed a serious allegation at me and acted with a disrespect that has never been seen in the history of our state. Of course this a serious crisis, but we will have to find a solution to it. We will provide a more detailed statement to the public later."

There was to be no "later" for Turkey's financial markets, still fragile after a severe liquidity crisis at the end of last year. Within minutes, the Istanbul stock exchange sank 10 per cent, and overnight interest rates soared to 100 per cent from 40 per cent.

It was at that moment that Turkish banks saw the writing on the wall for the exchange rate regime. Having stayed in Turkish lira after a \$7.5bn IMF bailout last December, they rushed to buy dollars. A record \$7.5bn left the country that day.

"If there was one day not to have made that statement it was today," said one trader in Istanbul.

The Treasury had been planning for weeks to hold its biggest ever bond auction the next day in order to redeem \$5.8bn worth of domestic debt falling due on Wednesday. Stanley Fischer, the deputy managing director of the IMF, was also due to fly to Ankara that afternoon for a meeting with Mr Ecevit.

Turkish economic bureaucrats, attending a meeting in Istanbul with Mr Fischer, were so shocked by Mr Ecevit's announcement that some sipped a herbal seda-

tive to calm their nerves. A whole year of hard work had been thrown away in minutes by the 75-year-old premier.

After taking the afternoon shuttle to Ankara, Mr Fischer is understood to have told Mr Ecevit that there was no way out of the crisis but to let go of the peg.

"Either you agree to float the currency or there is nothing to talk about," he is quoted as saying by one Turkish account. Giving Turkey more money, he is reported to have said, was out of the question.

But the government decided to continue defending the peg.

A devaluation would not only threaten the end of an economic programme on which the three-party coalition was built. It could cause bank failures and enterprise closures, and further impoverish Turks who had seen inflation fall to its lowest level in 14 years under the programme.

But by Tuesday night, after another day of turmoil on the markets, the central bank's refusal to inject liquidity into the market threatened to bring down a number of banks.

Faced with a growing bank crisis, and the renewed outflow of \$3bn in foreign currency, the government convened an emergency summit on Wednesday afternoon. The meeting went on for 13 hours, amid intense telephone traffic between Ankara and both the IMF and new US administration in Washington.

The crisis was uncomfortable for Washington. Paul

O'Neill, Treasury secretary, had only days before made clear his preference for a "hands off" approach to financial crises. But the US badly wanted to avoid prolonged instability in Turkey, a Nato member and strategic ally bordering the Balkans, Russia, Iraq, Syria and Iran.

Ankara was left in no doubt that Washington backed the IMF's call for devaluation. In fact, Mr O'Neill's predecessor Lawrence Summers had unsuccessfully urged Turkey to float the lira in December during the last crisis.

The government's opposition to devaluation finally crumbled and early on Thursday it announced its decision to let the lira float.

When the lira sank 28 per cent on Thursday, the scale of the government's forced U-turn became obvious to all. Turks were livid. A leading industrialist declared: "If these guys were running a company, they would be sacked for incompetence."

Mr Ecevit maintained the devaluation could help revive economic growth. But rather than talk about measures to help the painful process of picking up the pieces, he and Mr Sezer continued to debate via the media whether they would meet again or not.

Ending the week of unreality, Mr Ecevit took off for Macedonia yesterday to attend a summit of Balkan leaders. The only good thing about the prime minister's departure at a critical time for his government and country, noted one grim banker yesterday, was that at least he could do no harm at home during his absence.

Bush to Reshape Sanctions on Iraq

Pledge Follows New Bombing By U.S. Jets in No-Flight Zone

By Brian Knowlton
International Herald Tribune

WASHINGTON — Hours after a new U.S. attack on air defenses in Iraq, President George W. Bush promised a thorough review Thursday of the sanctions regime against Baghdad. He

likened the current sanctions to "Swiss cheese."

Speaking in his first full news conference since becoming president, he also said he was awaiting final damage assessments from a U.S. and British bomb attack against targets near Baghdad last Friday. He had no comment on

reports, confirmed by the Pentagon, that more than half the high-technology U.S. bombs had gone astray.

The president added that he was concerned that Chinese workers might have helped Iraq rebuild the communications system linking its air-defense systems.

"It's troubling that they be involved in helping Iraq develop a system that will endanger our pilots," he said. "It has risen to the level where we are going to send a message to the Chinese."

Mr. Bush said that a key goal of the Middle East trip that Secretary of State Colin Powell will undertake beginning Friday would be to "make it clear to Saddam that we expect him to be a peaceful neighbor in the region," and that if the Iraqis are found to be developing weapons of mass destruction, "There will be a consequence."

The recent raids, and the broader

Western approach to containing Mr. Saddam, appeared certain to be a central point of discussion Friday when Prime Minister Tony Blair of Britain visits Mr. Bush in Washington for their first meeting.

The sanctions regime, installed after the Gulf War of 1991, has come under mounting criticism from an array of countries that contend it creates severe handicaps on Iraqi civilians while doing little to restrain Mr. Saddam.

The latest attack was a response to Iraqi anti-aircraft fire and radar-targeting near the city of Mosul, in the northern flight-exclusion zone, according to the U.S. European Command, which coordinates U.S. air operations over northern Iraq.

It said Iraqi air defense sites north of Mosul had "illuminated" with radar allied planes that were on routine missions over the area north of the 36th parallel. Mr. Bush said that the air strikes were meant both to send a signal to Mr. Saddam about allied determination and to degrade his military abilities to strike at allied aircraft. Both objectives had been met, he said.

Iraq confirmed U.S. and British overflights in the area Thursday but said that the allied planes had been forced to leave "by our anti-aircraft weaponry."

Most of the bombs that were dropped Friday on Iraqi radar stations missed their mark by an average of more than 100 yards (91 meters). The Washington Post reported, citing Pentagon officials. In contrast to that earlier raid, no

British warplanes played direct roles in the bombing Thursday, although some flew reconnaissance flights, British military sources told Reuters.

The United States and Britain are the only members of the Gulf War alliance — which once included more than 30 countries, from North America, Europe, Asia and the Middle East — that remain militarily engaged against Iraq.

U.S. and British jets have repeatedly struck sites in the flight-exclusion zones of northern and southern Iraq, which were set up to protect ethnic Kurds in the north and rebellious Shiites in the south from Iraqi Army attack.

In Moscow, the head of foreign relations for the Russian Army lashed out at the United States on Thursday over the new air raids, saying no state could feel safe from Mr. Bush, according to an Interfax news agency report. "This is a barbarous, anti-humane act toward the populations of other countries," said Colonel-General Leonid Ivashov. "Naturally, there was no military reason for carrying out the strikes."

But a leading foreign affairs official indicated that Moscow was not planning to pull out of the sanctions regime. "Russia as a permanent member of the UN Security Council treats its international commitments seriously," Vali Sredin, a special presidential envoy, was quoted as saying by Interfax.

■ Most Bombs Went Astray

Thomas E. Ricks of The Washington Post Service reported earlier from

Washington:

Most of the bombs dropped by U.S. warplanes on Iraqi radar stations during the air strikes last week missed their mark, Pentagon officials disclosed, with a new and expensive navy guided bomb blamed for most of the misses.

About 25 of the guided bombs, which were first used in combat two years ago, were dropped in the attack, and the majority fell "tens of yards" from their "aim points," a navy official said. Another official said he had been told the bombs missed by an average of more than 100 yards, an unsatisfactory performance for a modern precision-guided weapon.

Pentagon officials' assessment of the air strikes last Friday against the Iraqi anti-aircraft system, which involved U.S. and British warplanes, was initially glowing. But the disclosure of the guided weapon's failure rate stunned defense officials and led them to scale back their assessment of the damage done in the attack.

"We feel we had a good effect," said Rear Admiral Craig Quigley, a Pentagon spokesman. "Was it perfect? No. Did every weapon system perform perfectly? No, but they never do."

The guided bombs were fired at about 25 parts of Iraqi radar stations — radar dishes, communications bunkers and other components — and the Pentagon has been able to confirm damage to only eight of these targets, one official said. About another eight targets escaped damage, while satellite imagery has not produced usable pictures of the remaining radar targets, the official said.

La dévaluation en Turquie ravive les craintes d'une crise financière généralisée

LA LIVRE TURQUE a perdu le tiers de sa valeur face au dollar sur le marché des changes, jeudi 22 février, après la décision des autorités de laisser flotter leur monnaie pour faire face à la crise financière que traverse le pays (*Le Monde* du 23 février). Le système de changes fixe, qui permettait une dépréciation contrôlée de la livre, constituait la pierre angulaire d'un plan adopté en décembre 1999 avec le Fonds monétaire international (FMI), afin de réduire l'inflation. Bien que soulagée par cette dévaluation, la Turquie va devoir faire face au dérapage de l'inflation et à l'accroissement de la charge de sa dette, libellée en dollars et payée avec des revenus en monnaie locale.

La tourmente turque a fait resurgir les craintes d'une crise financière généralisée, au travers d'un mouvement massif de défiance des investisseurs vis-à-vis des pays émergents. Les secousses ont été très rapides : une chute des mar-

chés boursiers émergents (Russie, République tchèque, Pologne, Hongrie, Argentine) dans le sillage du recul de la Bourse d'Istanbul, une baisse de la monnaie brésilienne, le real, et une forte hausse du dollar qui a servi immédiatement de devise refuge en s'appréciant. « Les risques portent en fait principalement sur les pays qui ont conservé un système de change rigide, comme l'Argentine où le peso est arrimé au dollar », estime Jean-Pierre Petit, responsable de la recherche économique chez le courtier Exane. Le secrétaire d'Etat argentin aux finances, Daniel Marx, a tenté de rassurer les investisseurs, jeudi, en indiquant que si la crise financière turque « est comparable » à l'« effet tequila » qui a frappé le Mexique en 1995 — la crise s'était propagée aux pays d'Amérique latine —, « l'Argentine est maintenant dans des conditions bien meilleures qu'à l'époque ».

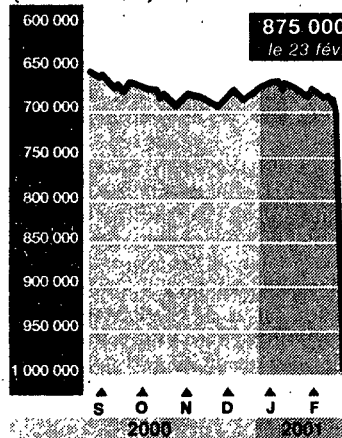
LE FMI PLUS RÉACTIF

L'ampleur de la crise financière

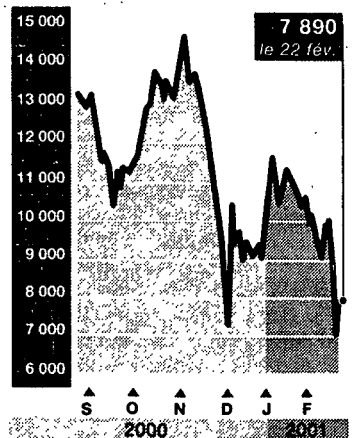
Dégringolade de la monnaie et de la Bourse

DOLLAR CONTRE LIVRE TURQUE

(échelle inversée)



INDICE DES CENT PRINCIPALES VALEURS DE LA BOURSE D'ISTANBUL



Après une première alerte en décembre 2000 et malgré l'aide du Fonds monétaire international, la Turquie a été obligée de laisser flotter sa monnaie, qui a perdu un tiers de sa valeur face au dollar.

turque a néanmoins immédiatement soulevé des inquiétudes sur les engagements des banques des principaux pays industrialisés sur les marchés turcs. Selon la Banque des règlements internationaux, ils s'élevaient encore à 42 milliards de dollars (plus de 46 milliards d'euros) en juin 2000, dont 11,4 milliards pour les banques allemandes, 4,4 milliards pour les américaines et 3,6 milliards pour les françaises. Leur présence est toutefois moindre que lors des précédentes crises des marchés émergents. Très exposées autrefois, les banques ont réduit fortement leurs engagements. D'après Rainer Schäfer, économiste en charge des marchés émergents à la Dresdner Bank, « la situation est maîtrisable pour les banques allemandes » engagées en Turquie. La clientèle de ces instituts serait en effet surtout constituée d'entreprises privées, souvent exportatrices, qui pourraient profiter de la dévaluation de la monnaie turque.

Selon les économistes, les risques de transmission de la crise financière turque aux autres marchés émergents, et aux marchés internationaux sont moindres que par le passé. En premier lieu parce que le FMI apparaît plus réactif : fin 2000, il a accordé très rapidement des aides financières substantielles à la Turquie, déjà en pleine crise de liquidité, et à l'Argentine qui ne pouvait pas rembourser sa dette. Il n'a pas coupé ses aides à la Turquie, et va renégocier très rapidement avec le pays afin de trouver un arrangement sur le plan anti-inflation. Une attitude que critiquent néanmoins certains professionnels. Le FMI et le Trésor américain « ne comprennent pas comment fonctionnent les marchés (...) Investir ne relève pas de la charité », a affirmé jeudi Walter Molano, chef économiste auprès de la banque d'affaires new-yorkaise BCP Securities, au cours d'une conférence à Washington.

De plus, la situation économique et financière des pays émergents

est peu comparable à celle qui prévalait lors des précédentes crises. « En 1997, les pays d'Asie qui ont été les premiers touchés avaient les mêmes problèmes de surendettement que la Thaïlande. Le raisonnement était donc assez mécanique : ce qui s'était passé en Thaïlande pouvait se reproduire dans d'autres pays », explique Hervé Lievore, économiste chez Natexis Banques Populaires. Au niveau des échanges économiques, la Turquie est également relativement isolée. « Elle n'est pas en concurrence avec d'autres pays sur le plan économique comme en Amérique latine. Lorsque le Brésil avait dévalué sa monnaie, il étranglait l'Argentine en devenant plus compétitif que cette dernière », explique Benoît Parisot, gérant actions sur les pays émergents chez Indocam. Selon lui, la dévaluation de la livre turque est en fait plutôt positive. « Il s'agit plutôt d'une sortie un peu violente de crise que d'une entrée de crise », explique-t-il.

Si les risques d'extension de la cri-

se financière paraissent limités, les professionnels sont davantage inquiets de la concomitance du ralentissement économique américain qui pourrait exercer des pressions sur les pays asiatiques. « Le risque d'une récession aux Etats-Unis n'existait pas lors de la crise asiatique de 1997. Le ralentissement du secteur manufacturier américain a des conséquences négatives sur les potentialités d'exportations de nombreux pays émergents, en particulier dans le domaine des semi-conducteurs pour les pays asiatiques », explique M. Petit.

Cécile Prudhomme avec
Philippe Ricard (à Francfort)

Les entreprises françaises restent confiantes

ISTANBUL

de notre correspondante

Avec plus de 220 entreprises implantées dans le pays, alors qu'elle n'en comptait que 10 au début des années 1980, la France a une présence importante en Turquie. Les échanges commerciaux entre les deux pays s'élevaient à 3 milliards de dollars pour les sept premiers mois de l'année 2000.

La flexibilité est une qualité que les investisseurs français ont été forcés d'acquiescer après des années de rebondissements politiques et économiques. Si la tendance aux accidents politiques et économiques effraie les nouveaux investisseurs, qui hésitent à se lancer sur un marché instable, la plupart des entreprises installées en Turquie depuis longtemps se déclarent satisfaites de leur choix. La brutale dévaluation, jeudi 22 février, de la livre turque est un nouvel incident de parcours que les sociétés françaises devront surmonter.

Le mois de janvier avait déjà été marqué, en France, par l'adoption et la promulgation de la loi reconnaissant le génocide arménien. L'impact réel des sanctions imposées, en représailles, par la Turquie contre les entreprises françaises semble pour l'instant avoir été moins sévère qu'on n'aurait pu le craindre. Un accord avec Alcatel pour la fourniture d'un satellite militaire d'une valeur de 259 millions de dollars, a été suspendu. Le ministère de la défense a également exclu Alcatel Space Indus-

tries et Matra Marconi Space de toutes les soumissions pour une période d'un an. La Turquie avait également annulé un concours concernant l'infrastructure GSM pour la compagnie nationale Turk Telekom, dont la privatisation semble désormais devoir être reportée faute d'investisseurs intéressés. Mais les conditions économiques actuelles se prêtent de toute façon mal aux grands projets. « Nous savions déjà qu'il y aurait un retard. Il est clair que les grands appels d'offres vont être différés », explique un diplomate.

INCIDENTS DE PARCOURS

Malgré ces incidents de parcours et les difficultés liées à la tourmente financière actuelle, les investisseurs français maintiennent leur confiance dans le pays. « La crise est un épiphénomène qui ne change en rien notre engagement à long terme, affirme Gilles Serra, directeur du Crédit agricole Indosuez Türk Bank. Nous avons des réserves sur l'aspect politique, mais nous faisons entièrement confiance aux grands groupes turcs. En plus, la Turquie a reçu 10 millions de touristes en 2000. Ils continueront de venir. »

Les entreprises installées de longue date se souviennent du ressort impressionnant dont la Turquie avait fait preuve après la débâcle financière de 1994. Elles ont également appris à se prémunir contre les fluctuations du marché local. Ainsi, Renault, présent en Turquie

depuis plus de trente ans, fournit une part importante du marché automobile local, mais exporte désormais vers le reste du monde la Mégane Break, fabriquée exclusivement en Turquie, et la Cléo Symbol.

Dans l'immédiat, les entrepreneurs français, tout comme leurs collègues turcs, s'interrogent sur la politique économique qui va être suivie par le gouvernement. L'asphyxie des crédits et le ralentissement de la consommation semblent inévitables, mais les autorités turques ont pour l'instant fourni peu d'indications sur la direction qu'elles entendent donner à l'économie du pays. Le programme d'austérité introduit en décembre 1999 dans le cadre d'un accord avec le FMI est mort, mais les institutions internationales maintiennent leur soutien à Ankara. Un nouveau programme sera vraisemblablement préparé. Sera-t-il strict ou plus libéral ? C'est la question que tous les acteurs économiques du pays se posent. Pour les entreprises exportatrices, qui souffraient de la valeur élevée de la livre turque, la dévaluation pourrait agir comme un stimulant.

« Pour l'instant, les entreprises souffrent du manque de liquidités, mais l'économie réelle est solide, elle peut faire de la croissance, estime également un diplomate. Ce qui sauve ce pays, c'est le ressort de l'appareil industriel. »

Nicole Pope

ÉTATS-UNIS *Le secrétaire d'Etat Colin Powell commence ce soir sa première visite officielle au Proche-Orient*

Bush veut faire plier l'Irak

Washington :
Jean-Jacques Méve!

Un chiffre vaut tous les discours. George W. Bush a cité quatre fois le nom de Saddam Hussein dans sa première conférence de presse, jeudi soir à la Maison-Blanche. Le mot « Irak » y a été prononcé à huit reprises. Mais ni Israël, ni les Palestiniens, ni Ariel Sharon, ni Yasser Arafat n'ont eu droit à la moindre mention présidentielle. Même pas une allusion.

Avec le départ de Bill Clinton, un chapitre s'est refermé. L'an dernier, le candidat républicain lui reprochait constamment « d'en faire trop » pour les frères ennemis de Jérusalem et « pas assez » pour protéger les monarchies pétrolières contre un tyran de Bagdad jugé toujours menaçant. C'est au secrétaire d'Etat Colin Powell, dans la région pour quatre jours, qu'il revient maintenant de transformer une critique de campagne en ligne de conduite.

A l'est de la Méditerranée, le général diplomate possède un double avantage sur Madeleine Albright. Il connaît bien les têtes et le terrain, pour avoir conduit *manu militari* la libération du Koweït il y a dix ans. Officiellement, c'est pour célébrer l'anniversaire de cette victoire – lundi dans l'émirat – qu'il fait le voyage. Colin Powell a aussi les mains bien plus libres que son prédécesseur. A la différence de Bill Clinton, on imagine mal le président Bush plonger sous le capot de la diplomatie proche-orientale et ravir la vedette à son secrétaire d'Etat.

En Israël et dans les territoires sous autorité palestinienne, Colin Powell aura ce week-end deux bonnes raisons de ne pas s'engager trop avant. Le premier ministre Ariel Sharon, vainqueur d'Ehud Barak, n'a pas encore réussi à former son gouvernement. En attendant la nouvelle donne israélienne, les Américains touchent du bois en espérant simplement que Yasser Arafat saura brider l'intifada.

Colin Powell sait aussi que les Israéliens ont aussi perdu, avec



Hier, lors d'une conférence de presse, George W. Bush a précisé que les raids aériens contre l'Irak avaient pour but de contraindre Saddam Hussein à « se comporter en voisin pacifique ».
(Photo Roni Edmonds/AP.)

l'échec de Bill Clinton, leur appétit pour l'entremise américaine. « Nous devons faire la paix les uns avec les autres, avertissait hier Zalman Shoval, ancien ambassadeur israélien à Washington. Personne ne peut jouer les intermédiaires entre nous et les Palestiniens. Conciliateurs, juges et pour finir shérifs, les Américains sont allés beaucoup trop loin. Sans aucun résultat. »

C'est bien dans les capitales arabes que le secrétaire d'Etat devra faire jouer son fameux charisme. De façon presque inaperçue, le président Bush lui a

fixé son ordre de mission : transformer « le gruyère » qu'est devenu l'embargo international contre l'Irak en stratégie susceptible de recevoir « le soutien collectif et résolu (des pays) de la région ».

Au passage, le président Bush a levé jeudi soir dix ans d'ambiguïté américaine. Le carcan imposé par les Nations unies ne vise pas à mettre l'Irak à genoux. Il cherche, comme il l'a énoncé, à contraindre Saddam Hussein à « se comporter en voisin pacifique ». Bref, pour Washington, il ne s'agit plus de changer le régime de Bagdad.

Mais de lui interdire tout réarmement chimique, biologique ou nucléaire et de rallier les voisins de l'Irak à l'opération.

La « nouvelle énergie » que Colin Powell veut insuffler aux

sanctions répond précisément à cette définition. Dans ses contacts au Caire, à Damas, à Amman et à Riad, il veut tester un dispositif qui pourrait ensuite obtenir l'appui du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce serait un embargo sélectif, qui gêne vraiment la caste au pouvoir et prive Bagdad de son arsenal de mort.

Mais qui n'entretient pas les dra-

matiques pénuries de nourriture et de médicaments que subissent 20 millions d'Irakiens déjà assommés par la dictature.

Washington et Londres ont discuté depuis plusieurs semaines de ces sanctions « intelligentes », en même temps qu'ils intensifiaient leurs raids de bombardement sur l'Irak. Vu de Washington, le paradoxe n'est qu'apparent : après cette démonstration de force militaire, George W. Bush, fils du li-

bérateur du Koweït, est le mieux placé pour dépoussiérer l'héritage et pour desserrer l'étau sur Bagdad - d'un cran seulement.

Cette nouvelle partition américaine intéressera sans doute les hôtes arabes de Colin Powell. S'ils continuent de craindre Saddam Hussein, les voisins s'inquiètent surtout de voir les États-Unis jouer au Rambo sans se soucier du sort des Irakiens. Seul le Koweït a salué les derniers raids aériens anglo-améri-

cains. Même la prudente dynastie saoudienne s'est autorisée à la critique. Quant aux fuites de l'embargo passoire, la Turquie, la Syrie et la Jordanie ne sont pas les dernières à en tirer de juteux profits...

A l'occasion de la visite du premier ministre britannique Tony Blair, hier soir, George Bush est resté laconique quant aux intentions réelles des deux alliés : « Nous allons travailler ensemble », a-t-il déclaré, pour rendre les sanctions contre

l'Irak « plus efficaces ».

Du côté américain, la presse avançait hier le possible déblocage de 3 milliards de dollars d'importations, en biens industriels et produits de grande consommation. Dans l'espoir d'inciter Saddam Hussein à accepter le retour d'inspecteurs de l'ONU, les États-Unis et la Grande-Bretagne garderaient un fer au feu : la poursuite de leurs vols d'interdiction au nord et au sud de l'Irak.

IMMIGRATION *Alors que l'organisation de leur séjour en France se précise, les Kurdes commencent à sortir du camp de Fréjus*

Les réfugiés profitent de leur liberté

Alors que le départ des quelque 908 Kurdes réfugiés dans le camp militaire de Fréjus s'organise, plusieurs organisations humanitaires françaises réclament une réunion européenne sur le problème des réfugiés kurdes. Lors d'une conférence de presse à Paris, le président de l'Institut kurde, Kendal Nezan, a rappelé qu'au cours des trois dernières années, plus de 150 000 Kurdes se sont réfugiés dans les pays de l'Union européenne, redoutant de nouveaux *East Sea* sur les côtes européennes.

En France, le ministère de la Solidarité, en lien avec la Croix-Rouge et la Sonacotra, parent au plus pressé : l'hébergement. Hier soir, cinq centres d'accueil permettant d'héberger entre 300 et 400 personnes avait été recensés.

Les premiers « relogements » devaient intervenir demain avec le transfert d'un premier groupe à Modane (Savoie). Une cinquantaine de personnes pourraient arriver mardi dans un foyer de La Queue-les-Yvelines (Yvelines). Un autre groupe doit être orienté vers Saint-Raphaël (Var) dans des locaux de l'Union familiale des centres de vacances (UNCV). Hier, en fin de journée, deux sites avaient été identifiés près de Carcassonne (Aude) et à Villeurbanne (Rhône). L'objectif est de « vider » le camp avant le 10 mars prochain. En attendant, les Kurdes commencent à remplir les papiers nécessaires à leurs demandes d'asile et reprennent des forces pour affronter... la liberté.

Fréjus :
de notre envoyé spécial,
Francis Puyalte

Sous un ciel d'azur estival, la « zone d'hébergement provisoire » de Fréjus ressemblait

hier à un camp de vacances déserté pour cause de plage. Mais où étaient donc passés les 908 réfugiés kurdes ? Certes, on remarquait bien quelques petits groupes, en début d'après-midi. Mais le gros des troupes s'était évaporé on ne sait où.

Au centre d'habillement,

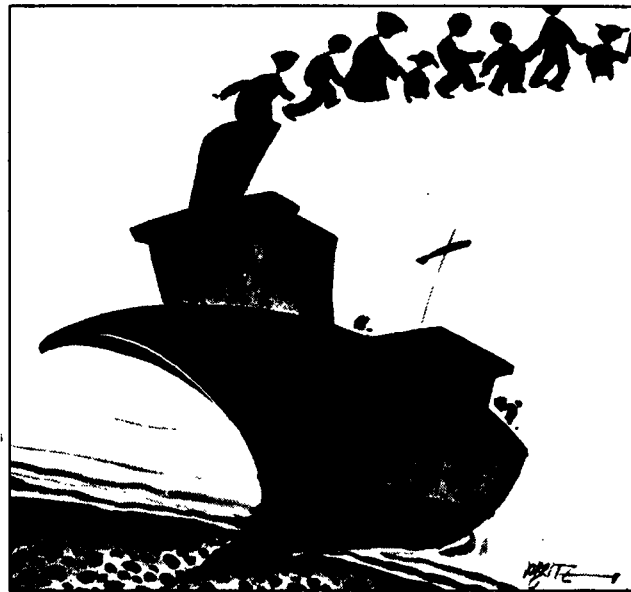
pourtant réapprovisionné en marchandises neuves ou peu usagées, on ne se bousculait plus comme la veille. A la distribution des plats du déjeuner sous les tentes de la Croix-Rouge, il y en avait plus que pour tout le monde. « Certains passent deux fois, mais on les ressert, y a pas de problème. Nous avons plus de mille plateaux à écouler », précisait une bénévoles de la Croix-Rouge.

Dans les immenses cours, les enfants jouaient au soleil. Quel bonheur de les voir rire aux éclats après une telle odyssée ! Et des femmes, assises en rond sur les rares coins d'herbe pelée, devisaient avec animation comme au pays.

Mais où étaient donc passés les autres ? A l'entrée du camp,

les deux CRS de faction en avaient vu sortir un certain nombre, partis à l'aventure dans les rues de Fréjus Saint-Raphaël, à la découverte de l'Occident et de ses délices. « Que des hommes », précisait-ils. Quelques soldats en tenue de camouflage somnolaient dans leurs camions bâchés. Seuls s'activaient comme des fourmis des bénévoles de la Croix-Rouge et du Secours catholique.

« Avec la Croix-Rouge, nous nous sommes partagé les tâches, expliquait Bernard Thibaud, un jeune homme aux yeux clairs, délégué permanent du Secours catholique départemental. A elle, la gestion des repas et de l'habillement. Elle dispose de sa logistique nationale, de nombreux effectifs. A nous, qui ne sommes que quinze, le créneau



de l'animation.»

Quant aux représentants des autres et nombreuses associations humanitaires, omniprésents sur le site depuis les débuts de la semaine, ils brillaient hier par leur absence. Il est vrai que les services de l'Etat les avaient

un peu frustrés de leurs réfugiés politiques. Ligue des droits de l'homme, Amnistie internationale, Cimade, Service social d'aide aux immigrants et autres ONG à but humanitaire, tous s'étaient pressés aux portes du PC, où le préfet du Var et ses ser-

vices recensaient les lits proposés à travers la France en liaison avec le ministère de l'Intérieur et celui de l'Emploi et de la Solidarité.

« Nous aussi avons des propositions concrètes d'hébergement », avaient-ils déclaré à des

fonctionnaires un peu durs d'oreille. « Cette affaire de Kurdes est gouvernementale, avait pu répondre l'un. Elle ne peut être traitée comme un fond de commerce. » « Mais à quoi on sert alors ? » avait protesté l'autre.

Les Turcs en « gentils organisateurs »

Fréjus :
de notre envoyé spécial
André Lucchesi

A Fréjus, où les réfugiés kurdes commencent à prendre leurs habitudes autour du camp-refuge, les rumeurs vont bon train malgré les évidentes et fermes consignes de silence rappelées par certains à leurs compagnons, devenus un peu trop bavards au soleil du midi de la France.

Parmi ces rumeurs, des confidences faites par quelques-uns de ces naufragés de l'espoir vont au-delà de ce qui ressemble à des leçons bien apprises et couramment récitées à propos de « la France, terre des droits de l'homme » et de « l'Irak, enfer de persécutions et de tortures pour les Kurdes ». Selon ces révélations accueillies, semble-t-il, avec beaucoup de circonspection par les enquêteurs et les services spéciaux français, des bâtiments de la marine turque auraient, à deux reprises, participé à une discrète escorte de l'East Sea.

Selon quelques-uns des réfugiés, dès un premier départ du cargo du port syrien de Lattakié, on aurait aperçu une frégate ou une vedette de la marine turque qui l'aurait accompagné à partir de sa sortie des eaux territoriales syriennes. Le bâtiment aurait ainsi été « chaperonné » jusqu'à son arrivée dans un petit port turc, proche de la frontière irakienne. Là, aurait donc embarqué la très grande majorité des 908 clandestins. Des gens qui pour la plupart s'en tiennent encore à une seule et même version : « Nous avons été pris en charge par des hommes masqués qui nous ont entassés dans une cale plongée dans la pénombre. On ne voyait pratiquement rien, on nous apportait un peu à manger sans un mot, on a seulement entendu le bruit des vagues... »

D'autres, mieux placés par rapport aux écouteurs, auraient quand même aperçu, cette fois à proximité, deux frégates ou hors-bord battant pavillon turc pour les escorter de nouveau jusqu'à la haute mer. Ce qui pourrait accréditer la thèse, déjà avancée, d'un scénario orchestré du côté d'Ankara en guise de ré-

plique à la France pour sa récente reconnaissance du génocide arménien.

Autre fait troublant noté par les enquêteurs français : la parfaite manœuvre de l'équipage de l'East Sea pour échapper à la détection des sémaphores de la Marine nationale sur la Côte d'Azur. En particulier, celui de Saint-Jean-Cap-Ferrat dont l'armement s'interrompt du vendredi soir au lundi matin, entre le coucher et le lever du soleil. Un détail aussi précis que précieux dont a profité le cargo...

Reste à savoir ce que valent des bruits de couloir peut-être romancés, échappés d'un camp-passoire où les réfugiés apprennent manifestement à reconnaître de plus en plus loin le terrain autour d'eux. Au hasard de leurs provisions quotidiennes de cigarettes et de cartes téléphoniques, un certain nombre d'entre eux se sont déjà dirigés avec de maigres baluchons vers la gare ferroviaire où ils ont pris des billets aller pour la région parisienne et Strasbourg. Afin, paraît-il, d'y rejoindre des parents ou des amis. Les reverra-t-on d'ici à quelques jours à Fréjus ? Rien n'est moins sûr...

Nouveaux raids américains au nord de l'Irak

George W. Bush lance une mise en garde à Saddam Hussein et demande des explications à Pékin pour son aide à Bagdad

LE PRÉSIDENT américain, George W. Bush, a mis en garde, jeudi 22 février, Saddam Hussein en affirmant que Washington ne tolérerait pas que l'Irak développe des armes de destruction massive, lors de sa première conférence de presse depuis son élection et quelques heures après de nouveaux raids américains sur l'Irak. Ces raids, sur le nord de l'Irak, sont les premiers depuis les frappes aériennes menées le 16 février par des avions américains et britanniques contre des sites de défense antiaérienne près de Bagdad. Le com-

mandement américain pour l'Europe a indiqué que ces bombardements, auxquels le Royaume-Uni n'a pas participé, ont été entrepris en riposte à des tirs antiaériens irakiens contre des avions de la coalition américano-britannique. Ces nouvelles opérations militaires visaient, selon le Pentagone, des sites au nord de la ville de Mossoul, dans la zone d'exclusion aérienne du nord de l'Irak.

L'objectif principal de la politique américaine vis-à-vis de Bagdad « est de dire à Saddam Hussein que nous ne tolérerons pas qu'il

développe des armes de destruction massive » ou qu'il menace ses voisins, a déclaré le président Bush. « Si nous estimons qu'il le fait, il y aura des conséquences », a-t-il ajouté. Il s'est dit « préoccupé » par des informations relatives à la présence de techniciens chinois auprès de la défense antiaérienne irakienne. « Les Chinois développent un dispositif qui met en danger nos pilotes », a expliqué le président des Etats-Unis.

« ARRIÈRE-PENSÉES »

Selon les Américains, il s'agit de la fourniture de fibres optiques qui ont pour effet d'accroître très sensiblement la rapidité et la densité des transmissions de données entre les postes de commandement et les missiles. Des techniciens serbes auraient également participé à cette modernisation de la défense antiaérienne irakienne, du temps du régime de Slobodan Milosevic. Mais Belgrade a aussitôt rejeté ces accusations.

Washington a demandé, mercredi, des explications à Pékin sur cette présence d'experts chinois, en

violation des sanctions de l'ONU. Après l'Irak, la Chine a démenti les informations américaines et elle a estimé que Washington avait « des arrière-pensées politiques ».

A Ottawa, les premiers ministres canadiens, Jean Chrétien, et britannique, Tony Blair, qui ont eu des entretiens avant la visite que ce dernier doit faire à Washington, ont défendu les raids. Même si la seconde série de bombardements n'a été effectuée que par des appareils américains, M. Blair a tenu à expliquer : « Nous continuerons à faire ce qui est nécessaire pour réfréner Saddam Hussein et l'empêcher d'acquiescer les moyens de menacer une nouvelle fois le monde. » Néanmoins, des avions britanniques ont continué d'assurer, jeudi, des vols de reconnaissance.

IMPRÉCISION

Un responsable du Pentagone, suite à ces vols de reconnaissance, a reconnu que les frappes de la semaine dernière étaient loin d'avoir eu les résultats escomptés. Le quotidien Washington Post a rap-

porté que la majorité des vingt-cinq bombes AGM-154A lancées par des avions de la marine américaine n'ont pas atteint leurs cibles, déviant de 40 à 50 mètres. Seulement huit ont atteint leurs objectifs, selon le journal.

A Moscou, un responsable du ministère russe de la défense, le général Leonid Ivachov, a dénoncé un « nouveau défi » de Washing-

ton « à l'opinion publique mondiale ». Ces frappes sont une atteinte « au prestige des organisations internationales et, en tout premier lieu, au Conseil de sécurité de l'ONU », a déclaré le général Ivachov. A Paris, lors de la visite du vice-premier ministre irakien, Nizar Hamdoun, un porte-parole du quai d'Orsay a estimé que « le retour de l'Irak au sein de la communauté internatio-

nale passe nécessairement par une plénière coopération avec l'ONU, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité ».

Depuis 1991, après la campagne « Tempête du désert » liée à l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein, des incidents quasi quotidiens opposent l'Irak à la coalition américano-britannique qui surveille deux zones d'exclu-

sion aérienne dans le nord et le sud du pays. La France s'est retirée du dispositif en 1998. Bagdad ne reconnaît pas ces zones, qui ne font l'objet d'aucune résolution de la communauté internationale. En trois ans, les Irakiens affirment que ces raids ont fait, au total, trois cent vingt-trois morts et près d'un millier de blessés. — (AFP, AP, Reuters.)

Les Kurdes partagés entre centres d'accueil et clandestinité

IMMIGRATION. Quatre-vingt-deux réfugiés ont été accueillis hier en Savoie. Une soixantaine le seront cette semaine en Ile-de-France. Mais d'autres ont choisi de poursuivre leur parcours clandestin en voulant se rendre sans autorisation en Allemagne.

MODANE (SAVOIE)
DE NOTRE CORRESPONDANT

LA FRANCE accueille les réfugiés. Mais tous n'ont pas choisi la voie officielle préférant poursuivre leur parcours clandestin en direction de l'Allemagne ou de la Suisse. Pour ceux qui ont accepté l'hébergement offert par les associations humanitaires, c'est la fin d'un long cauchemar. Une soixantaine d'entre eux arriveront en Ile-de-France mercredi ou jeudi. Les premiers ont été reçus hier après-midi en Savoie. Un à un, ils sont sortis du car et des trois minibus au terme de près de sept heures d'une longue route qui les a conduits à Modane. Les premiers à pénétrer dans le centre de formation que la Croix-Rouge française a mis à leur disposition, sont une toute jeune femme et ses enfants. Elle porte dans ses bras son dernier-né. Un petit garçon de quatre mois. Elle le serre fort contre elle, enveloppé dans une couverture. Les autres, deux garçonnetts, marchent à ses côtés, semblant peu effarouchés par la foule présente sur les lieux, comme s'ils avaient déjà pris l'habitude des objectifs braqués sur eux.

Une femme a du mal à retenir ses larmes

Bientôt, ils sont rejoints par les autres. Ils sont quatre-vingt-deux, re-

présentant onze familles. Un peu moins du dixième des passagers de l'« East Sea », le cargo échoué sur le rivage près de Fréjus il y a neuf jours. Parents, grands-parents, le doyen du groupe est un homme de 81 ans, et des enfants. Ils sont vingt-sept âgés de moins de 10 ans. Najib, le benjamin, est né sur le bateau, il y a à peine un mois. Un symbole d'espoir au milieu du groupe, qui s'installe presque en silence autour des tables où on leur a servi du thé.

Parmi les témoins de cette arrivée : une femme qui a bien du mal à retenir ses larmes. Hattaw n'a pas oublié son départ du Kurdistan irakien, en 1989, quand elle fuyait, avec son mari médecin et leur petite fille de 5 ans, sa région « gazée, explique-t-elle, par les hommes de Saddam Hussein. Je ne suis jamais retournée chez moi depuis. » Elle circule de table en table. Quelques mots de bienvenue par-ci, un simple sourire par-là. L'émotion cède la place au besoin impérieux de venir en aide à ses compatriotes. « J'habite Saint-Jean-de-Maurienne, je ne pouvais pas ne pas venir proposer mes services, au moins en tant qu'interprète. »

« Ici, nous sommes au pays des droits de l'homme »

Les volontaires de la Croix-Rouge

s'affairent. Un homme questionne, inquiet de savoir s'ils vont bien rester ici cette fois. Un autre explique qu'il a laissé là-bas un petit restaurant : « Ce n'était plus vivable. Nous n'avions plus aucun droit de vivre sur notre terre, dans notre maison. » Il a décidé de partir avec sa femme et leurs trois enfants : « Ici, nous sommes au pays des droits de l'homme, c'est un pays démocratique, c'est la France... »

Quelques mots d'accueil, des explications sur les formalités qui les attendent ces prochains jours afin de constituer le dossier de demande d'asile. D'ici là, ils auront gîte et couvert. Les appartements sont simples, mais ils leur sembleront bien confortables après ce qu'ils ont connu. Ces prochains jours, les enfants iront à l'école, comme tous les petits Français.

Assise à une table, une vieille femme semble perdue, absente. Dehors, la neige s'est mise à tomber dru, comme sur les montagnes du Kurdistan.

JEAN-LOUIS RUCHON

le Parisien

LUNDI 26 FEVRIER 2001

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne souhaitent des sanctions « plus efficaces » contre l'Irak

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne « travaillent ensemble » pour rendre les sanctions internationales contre l'Irak « plus efficaces », a

déclaré le président George W. Bush, vendredi 23 février, à l'issue de ses entretiens avec le premier ministre britannique, Tony Blair, à Camp

David. Les deux dirigeants ont évoqué différents sujets, parmi lesquels les questions de défense et la politique de sanctions à l'égard de l'Irak.

CAMP DAVID (Maryland) de notre envoyé spécial

Premier dirigeant européen à venir aux Etats-Unis depuis le changement de président, Tony Blair a été reçu, vendredi 23 février, par George W. Bush dans sa résidence de week-end. Les deux hommes ont parlé politique avant de passer la soirée avec leurs épouses. C'est le nouveau style qu'entend imposer « W » dans ses relations internationales. Comme l'explique une personnalité officielle, le plus important est « d'établir une relation personnelle ».

MM. Blair et Bush se sont avant tout entretenus de la situation en Irak. Ils ont répété leur désir d'imposer des sanctions qui fonctionnent – et non « criblées de trous comme le gruyère » selon « W » – et réaffirmé, dans un communiqué, leur « détermination à s'opposer au développement et à l'utilisation d'armes de destruction massive et de missiles balistiques par [le président irakien] Saddam Hussein et à la menace que fait peser son régime sur ses voisins, tout en s'efforçant de protéger le peuple irakien de sa brutalité et de son indifférence aux besoins humanitaires ». Au moment où le secrétaire d'Etat, Colin Powell, part pour une tour-

née éclair au Proche-Orient, Washington espère rallier ses amis arabes en manifestant sa préoccupation pour le sort des populations.

L'autre sujet dominant des conversations entre M. Bush et M. Blair aura été le dossier de la défense. Des clarifications étaient nécessaires en raison de la méfiance de bien des Européens à l'égard du système de défense antimissile (NMD) et de l'incompréhension des républicains sur la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) européenne. Un compromis s'est dessiné dans le communiqué commun, comme dans les propos de MM. Blair et Bush, ce dernier semblant plus proche des positions modérées de M. Powell que de celles, plus dures, de son collègue du Pentagone, Donald Rumsfeld.

« UNE VOIE RÉALISTE »

Tony Blair partage les inquiétudes américaines quant aux armes de destruction massive et à la prolifération nucléaire et soutient « l'approche très ouverte de l'administration américaine, qui entend en parler avec tous et consulter convenablement ses alliés », mais sans soutenir explicitement la NMD. « W » a proposé une « voie réaliste » contre ces

« véritables menaces du XXI^e siècle », ajoutant avec optimisme : « Je ne crois pas que je puisse ne pas me montrer convaincant. C'est le bon sens que de dire à nos amis : rencontrons-nous, travaillons ensemble. »

Sur la question d'une défense européenne, George W. Bush a paru rassuré par les protestations de bonne volonté de son hôte, dont il attendait qu'il l'informe sur la situation en Europe et sur les vues de ses alliés, qu'il n'a pas encore rencontrés. Il a pris acte des avancées de la Force de réaction rapide lors du sommet de Nice. « Les Etats-Unis, a-t-il dit, sont favorables à la PESC, dont le but est de faire de l'Europe un partenaire plus fort et plus capable dans la prévention et la gestion des crises affectant la sécurité de la communauté transatlantique (...) en renforçant les capacités de l'OTAN et en développant la capacité de gérer les efforts quand l'OTAN, en tant que telle, choisit de ne pas s'impliquer. » Les Etats-Unis, a-t-il confirmé, « resteront activement engagés au sein de l'OTAN ».

Pour obtenir ce satisfecit d'une administration qui n'a pas caché sa méfiance à l'égard d'une initiative considérée comme une menace à

une Alliance atlantique sous direction américaine, Tony Blair a dû faire preuve de tout son sens diplomatique et jouer de la carte traditionnelle des « relations spéciales » anglo-américaines.

Il a aussi fait le maximum de concessions sur la forme, sans trop céder sur le fond et promis, a dit « W », que la PESC « n'affaiblira pas l'OTAN, qu'il y aura un commandement conjoint, que la planification aura lieu au sein de l'OTAN (...) et qu'une telle vision encouragera nos alliés et amis à accroître leur budget de défense ». Car le principal reproche américain est que les Européens parlent beaucoup de structures sans mettre la main à la poche.

Tony Blair a « totalement rassuré » son hôte, assure son entourage. Il a ainsi rempli sa mission et donné à la nouvelle administration une image différente, à la fois d'un Royaume-Uni longtemps regardé comme l'allié le plus aligné, et de l'évolution des pays européens depuis la fin de la guerre froide et de la présidence de George Bush père. Une indication importante dans la perspective du voyage de « W » sur le Vieux Continent, en juin.

Patrice de Beer

Bagdad réclame la fin des mesures prises à son égard pour coopérer avec l'ONU

BAGDAD ne serait disposé à discuter d'une éventuelle surveillance du désarmement irakien que si le Conseil de sécurité de l'ONU accepte de lever purement et simplement les sanctions qu'il lui a imposées en 1990 après l'invasion du Koweït. C'est ce que le ministre des affaires étrangères irakien, Mohamad Saïd El Sahaf devrait dire, au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, lorsqu'il s'entretiendra avec lui lors de sa visite à New York lundi 26 et mardi 27 février. « Une fois décidée la levée des sanctions, nous serons disposés à discuter du reste », dont une possible surveillance du désarmement, a déclaré à ce sujet au Monde, vendredi 23 février, le vice-ministre irakien des affaires étrangères, Nizar Hamdoun, qui était en visite à Paris.

L'armement irakien n'est plus contrôlé depuis le retrait, en décembre 1998, à l'initiative de son chef, Richard Butler, de l'Unscorm – la commission qui était chargée de le faire. L'Unscorm a été dissoute et remplacée en décembre 1999 par l'Unmovic, mais l'Irak lui refuse tout accès à son territoire exigeant la levée des sanctions. M. El Sahaf expliquera aussi à M. Annan les raisons du rejet par Bagdad de la résolution 1284 de décembre 1999. Celle-ci prévoit la « suspension » des sanctions commerciales pour une durée de 120 jours reconductible, si l'Irak coopère de

manière satisfaisante avec l'Unmovic. Bagdad estime qu'une simple suspension le mettrait à la merci de la moindre protestation de l'Unmovic, voire de l'un ou l'autre des experts qui la composent, explique un diplomate. Le souvenir de l'Unscorm, avec laquelle Bagdad a eu souvent maille à partir, demeure vivace.

DES MESURES « STUPIDES »

M. El Sahaf, toujours d'après M. Hamdoun, fera part à M. Annan « des griefs » de son pays à l'endroit du Conseil de sécurité, tant pour ce qui concerne le blocage, par Washington et Londres principalement, de contrats conclus en vertu de la résolution 986 dite « pétrole contre nourriture », qu'au sujet des zones d'interdiction aérienne qui lui ont été imposées au nord et au sud du pays, et des raids auxquels se livrent les avions américains et britanniques sur son territoire. Les zones d'exclusion et les bombardements ne se fondent sur aucune résolution du Conseil.

L'Irak, dit le même diplomate, se gausse de l'intention prêtée à Washington et Londres de revoir le régime des sanctions pour les rendre « intelligentes [smart] ». C'est au moins l'aveu que celles qui sont en vigueur depuis dix ans sont « stupides », remarque-t-il. Bagdad ne fait en tout cas pas mystère de sa satisfaction de voir

s'amplifier les protestations anti-américaines et antibritanniques, notamment dans le monde arabe et qui sont décuplées par l'impact de l'intifada palestinienne.

A Paris, M. Hamdoun, qui a eu de nombreux entretiens au Quai d'Orsay, s'est entendu dire que son pays devait « nécessairement coopérer pleinement avec l'ONU conformément aux résolutions du Conseil de sécurité », c'est-à-dire, entre autres, sur le désarmement. La France réclame, par ailleurs, une révision du système des sanctions que le chef de la diplomatie, Hubert Védrine, préconise de remplacer par un système de « vigilance internationale », qui incluerait une surveillance efficace des flux financiers pour empêcher l'Irak de se réarmer. Paris, qui s'était abstenu lors du vote de la résolution 1284, souhaite qu'y soient dissipées les ambiguïtés relatives au délai séparant l'acceptation par l'Irak de la surveillance de son désarmement et la décision de suspendre les sanctions, les conditions du déclenchement de cette suspension et le mécanisme de garantie de la transparence financière requise.

Mouna Naïm

IMMIGRATION De 200 à 300 réfugiés ont essayé de franchir les frontières, ce week-end, mais la plupart ont été arrêtés

Les Kurdes tentés par la clandestinité

Fréjus :
Anne-Charlotte de Langhe
(avec Marie-Estelle Pech)

Sans rien oublier de l'éprouvante traversée qui les a amenés il y a plus d'une semaine jusque sur le sable d'une plage de Saint-Raphaël, de nombreux réfugiés kurdes ont décidé, ce week-end, de prendre la poudre d'escampette. Avec pour seuls bagages quelques maigres sacs en plastique, entre deux cents et trois cents personnes auraient ainsi quitté Fréjus sans mot dire, munies – pour quelques heures encore – du sauf-conduit octroyé par le ministère de l'Intérieur après leur arrivée en France. Les voyageurs les plus téméraires sont généralement jeunes et célibataires, mais préfèrent tenter l'aventure à plusieurs, aiguillés par des passeurs. Pour rejoindre de la famille en Europe, quand celle-ci ne vient pas directement les chercher, les Kurdes sont prêts à se séparer de leurs derniers dollars, issus de la vente de leurs biens.

A Fréjus, non loin de la gare, certains ont déjà compris le parti qu'ils pouvaient tirer de leur situation : des taxis monnaient discrètement le trajet jusqu'en Allemagne. Vendredi matin, une petite dizaine de réfugiés – dont un enfant – ont ainsi réussi à « réquisitionner » une voiture. Le prix de la course n'a effrayé personne : 20 000 francs pour Fribourg, 30 000 francs pour Hanovre. Les passagers clandestins se disaient même prêts à en déboursier 50 000, selon la destination. Vingt-quatre

heures après, le taxi revenait sur la côte. A vide.

Aussi, et tandis que plusieurs départs groupés s'organisent depuis les locaux du 21^e Rima pour Modane (Savoie), Villeurbanne (Rhône) ou Carcassonne (Aude), la police aux frontières (PAF) a-t-elle interpellé çà et là des familles entières, déterminées à rejoindre l'Allemagne ou l'Angleterre.

Ces épopées sont pourtant nombreuses à avoir tourné court ces deux derniers jours. Vendredi déjà, treize Kurdes – dont six enfants âgés de trois à dix ans – ont été arrêtés à Cologne en compagnie d'un passeur. Les réfugiés, qui se trouvaient depuis très peu de temps en situation irrégulière en Allemagne, avaient traversé l'Hexagone en train. Une femme du groupe aurait également évoqué un trajet en « camion ». Epuisés, ils ont été remis aux autorités de Forbach, puis hébergés dans un foyer d'accueil à Florange (Moselle), le temps que les responsables du centre les aident à effectuer

les démarches de demande d'asile.

Hier matin, un nouveau groupe de Kurdes, interpellés la veille à Offenbourg (Allemagne), ont été confiés à la PAF de Strasbourg. « *L'air triste et perdu* », ils ont aussitôt gagné les locaux de la Croix-Rouge installés dans le

centre-ville, où quinze clandestins, venus de Fréjus en train, les ont rejoints peu après. Plus tard, c'était au tour de trois adultes et de six enfants de faire marche arrière. Refoulés à la frontière franco-suisse, à Saint-Louis, les réfugiés ont été recueillis par des associations chargées de leur trouver un toit. Ils seront eux aussi invités, dès aujourd'hui, à se rendre dans la préfecture la plus proche.

En prévision de l'augmentation progressive de ces flux massifs et incontrôlés, les autorités frontalières ont donc rapidement décidé d'accroître leur vigilance. Si l'Allemagne applique à la lettre la convention européenne de Dublin – qui stipule que tout réfugié doit obligatoirement déposer sa demande d'asile dans le premier pays qui le reçoit –, l'Angleterre, jusque-là réputée bienveillante dans l'accueil des immigrés illégaux du monde entier, redoute une nouvelle hausse du nombre de demandeurs et a fait savoir, par la voix de son ministre de l'Intérieur, Jack Straw, que tout réfugié de l'*East-Sea* interpellé sur le territoire du Royaume-Uni sera refoulé. Car c'est de l'autre côté de la Manche ou au pays de Goethe que sont atten-

due la plupart des Kurdes. Là où leur communauté est déjà bien installée.

Une quarantaine de rescapés du vraquier échoué, dont une majorité de femmes et d'enfants, ont ainsi transité par Paris, hier matin. Arrivées en gare de Lyon, quatre familles

ont été orientées vers un centre Emmaüs dans le 1^{er} arrondissement. D'autres ont pris la direction des gares du Nord et de l'Est, lesquelles desservent notamment la Belgique et les Pays-Bas, mais aussi Londres. Leur destination reste bien évidemment inconnue, contrairement aux quelque soixante réfugiés qui sont attendus mercredi ou jeudi dans un centre de la Croix-Rouge de La Queue-en-Yvelines. Hier soir, le centre de Strasbourg devait encore accueillir une douzaine de personnes à la descente du train. A Fréjus, les responsables du camp d'hébergement ne sont pas dupes de tous ces voyages improvisés, et comptabilisent grossièrement le nombre de départs « officieux » au fur et à mesure que la quantité de repas servis diminue.

LE FIGARO

Lundi 26 février 2001

Les passagers clandestins se disaient prêts à déboursier 50 000 francs, selon la destination

Une dizaine de familles accueillies en Savoie

Modane (Savoie) :
Serge Pueyo

Après les rivages de la Côte d'Azur, 82 des 912 Kurdes naufragés de l'*East Sea* ont découvert les montagnes des Alpes. Dimanche après-midi, ils sont arrivés vers 16 heures, sous les flocons de neige et dans un froid glacial, à Modane (Savoie), où ils ont été hébergés dans un centre permanent de la Croix-Rouge. Partis dans la matinée du camp militaire du 21^e Rima de Fréjus, où ils avaient été rassemblés lors de leur arrivée en France, ils ont rallié la Savoie dans un car et trois minibus. Fatigués par plusieurs heures de route, les 82 Kurdes, représentant dix familles, 27 adultes et 55 enfants, dont le plus jeune est âgé seulement de quelques jours, ont été pris en charge dès leur arrivée par le personnel de la Croix-Rouge, qui leur a servi une collation composée de thé, de biscuits, de pâtes de fruits et de bonbons pour les enfants.

D'abord un peu impressionnés par la présence de nombreux journalistes et d'officiels, les Kurdes ont rapidement retrouvé le sourire. « *Nous sommes contents d'être ici, où tout à l'air très bien. Mais ce qui est surtout important, c'est qu'on soit toujours*



Hier après-midi, 82 des 912 Kurdes sont arrivés à Modane (Savoie) où ils seront hébergés dans un centre permanent de la Croix-Rouge. (Photo P. Gardin/AP.)

en France, le pays des droits de l'homme. Désormais, notre vie va changer, nous ne subirons plus l'oppression, l'injustice. C'est une nouvelle existence qui va commencer pour moi et mes enfants », explique Selo Semo, un des réfugiés kurdes, par le biais d'un interprète. Les Kurdes ont été répartis dans dix-huit chambres sur les cinquante-cinq que contient le centre de la Croix-Rouge. Ils sont en moyenne cinq par chambre. « *Ils ont trouvé à leur arrivée un kit hygiène, avec brosse à dents, dentifrice, rasoir, shampoing, serviette de toilette, etc. Ils mangeront dans la grande salle à manger du centre. Nous avons également prévu des activités pour les enfants afin que ces derniers ne s'ennuient pas trop ; et s'ils restent plus longtemps, il y a un projet de scolarisation de ces enfants en liaison avec l'inspection d'académie* », précise Brigitte Margueron, directrice adjointe du centre de la Croix-Rouge de l'Albaron, situé à la sortie de Modane. Comme à Fréjus, les Kurdes qui détiennent un sauf-conduit pourront

sortir librement du centre. Mais à Modane, petit bourg de 4 000 habitants, situé en fond de vallée, les activités seront plutôt limitées. Ils se consacreront d'abord à la constitution de leurs dossiers pour l'Ofpra, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides avec l'aide d'employés de la préfecture de Savoie, qui viendront les conseiller pour remplir les formulaires nécessaires. Mais le sauf-conduit dont ils disposent ne les autorise pas à se rendre dans d'autres pays de l'espace Schengen, comme l'Italie, dont la frontière est toute proche de Modane.

On ne sait pas combien de temps les 82 Kurdes séjourneront en Savoie. Pour Yves Rousset, le sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, « *tout a été fait pour apporter à ces réfugiés*

un accueil digne, après les souffrances qu'ils ont endurées ». François Novellino, le directeur du centre de la Croix-Rouge, est rodé à ce type d'accueil. « *Du 4 au 12 juin 1999, l'Albaron avait accueilli 1 700 Kosovars qui avaient passé en moyenne une ou deux nuits chez nous.* » Le responsable du centre envisage déjà de proposer quelques sorties en car à ces nouveaux pensionnaires. « *Il ne s'agit pas de leur faire faire du tourisme, mais de leur proposer un accueil plus humain. Chez nous, ils seront regroupés par familles, et on va essayer de leur faire apprendre quelques notions de français, de secourisme.* » Pendant leur séjour, les 82 Kurdes bénéficieront de l'aide de quatre interprètes, qui les aideront dans leur vie quotidienne et leurs démarches administratives.

Schroeder: L'Allemagne n'a pas l'intention d'accueillir les Kurdes de France



NEUSTADT-AN-DER-WEINSTRASSE (France), 27 fév (AFP) - 21h53 - L'Allemagne "n'a pas l'intention de déroger" à sa propre loi en matière d'asile en accueillant des réfugiés kurdes venus de France, a affirmé mardi le chancelier allemand Gerhard Schroeder.

"Il y a des règles claires en la matière. Il n'existe pas de droit d'asile européen" et la loi allemande prévoit de renvoyer d'où ils viennent les demandeurs d'asile provenant de pays considérés comme sûrs, comme la France, a expliqué M. Schroeder.

"Nous n'avons pas l'intention d'y déroger ni de modifier notre législation", a-t-il lancé lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion au sommet avec les présidents français et polonais, Jacques Chirac et Aleksander Kwasniewski, à Neustadt-an-der-Weinstrasse (sud-ouest de l'Allemagne).

M. Schroeder répondait à une question sur le sort des nombreux Kurdes appartenant au groupe des 910 réfugiés échoués dans le sud de la France le 17 février, qui ont été refoulés ces derniers jours alors qu'ils tentaient de rejoindre famille et amis en Allemagne.

Cinq cent mille Kurdes vivent en Allemagne, dont une grande majorité venue de Turquie, selon des chiffres du gouvernement. Le Centre d'information sur le Kurdistan de Berlin estime la communauté kurde d'Allemagne à entre 700.000 et un million de personnes, dont 90% viendraient de Turquie.

Poursuite de la grève de la faim de 17 clandestins Kurdes

MONTPELLIER (France), 27 fév (AFP) - 11h18 - Dix-sept Kurdes de nationalité turque, clandestins en France et n'appartenant pas au groupe des réfugiés arrivés le 17 février, poursuivaient mardi une grève de la faim entamée une semaine auparavant à Montpellier (sud) pour réclamer la "régularisation de leur situation", a-t-on appris auprès des associations de soutien.

Un des Kurdes a été hospitalisé lundi pour insuffisance cardiaque. Agé de 46 ans, clandestin en France depuis douze ans, il avait été opéré au coeur en 1999, a-t-on précisé de même source.

Les grévistes de la faim qui sont installés dans les locaux de la Maison des Tiers Mondes, situés dans une école désaffectée, affirment ne boire que de l'eau sucrée et du thé. Ils réclament de pouvoir bénéficier du "statut de réfugié politique".

Agés de 18 à 45 ans, la plupart d'entre eux déclarent être membres ou sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou du parti Hadep et vivent clandestinement en France depuis plusieurs années.

Ils avaient déclaré avoir décidé leur action avant l'échouage de l'East Sea sur la côte méditerranéenne française, en raison de l'expulsion, voici un mois, vers la Turquie d'un Kurde qui se trouvait en situation irrégulière à Montpellier.

La Turquie condamnée pour "violation du droit à la vie"



STRASBOURG, 27 fév (AFP) - 18h52 - La Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg a condamné mardi la Turquie pour "violation du droit à la vie" après la disparition de trois Kurdes dans la région de Diyarbakir (sud-est).

Les deux fils et le petit-fils de la requérante, Hamsa Cicek, avaient disparu en 1994 après avoir été arrêtés, puis libérés par les autorités turques, à la suite d'un contrôle d'identité, dans le village de Dernek.

La Cour a jugé que l'absence de toute information depuis six ans et demi concernant les fils de Mme Cicek, Tahsin et Ali Ihsan, permettait de penser que les deux hommes, âgés de 44 et 20 ans, avaient "trouvé la mort à la suite d'une détention non reconnue entre les mains des forces de l'ordre".

En revanche, les juges européens ont estimé qu'aucun élément ne permettait d'alléguer que le petit-fils de la requérante, Cayan Cicek, 16 ans, avait été détenu par les forces de l'ordre.

Ankara devra verser un total de 70.000 livres sterling à la requérante et aux héritiers de ses fils, en réparation des dommages matériels et moraux, ainsi que pour les frais et dépens.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, FEBRUARY 28, 2001

China to Open Probe Into Iraq Sales

Move Follows U.S. Complaint Beijing Aided Baghdad Air Defenses

By John Pomfret
Washington Post Service

BEIJING — China said Tuesday that it was ready to investigate U.S. complaints that a Chinese company and Chinese technicians might have assisted Iraq in rebuilding its air defenses.

The statement, made by the Ministry of Foreign Affairs, was a clear shift in China's position of last week, when it angrily rejected American suspicions that a Chinese company had broken UN sanctions on Iraq by selling and helping to install fiber optic cables.

American officials said the cables were used to help Iraq improve its air defenses and thus threaten U.S. and British warplanes patrolling the two so-called no-flight zones over Iraqi air space.

The improving Iraqi air defense system was one of the stated reasons why U.S. and British warplanes have bombed Iraqi air defenses twice this month. American officials say Iraq has taken a newly aggressive stance toward allied aircraft patrolling the zones.

In Beijing, a Foreign Ministry spokeswoman, Zhang Qiyue, said China respected UN resolutions on Iraq and had rules that forced Chinese companies to comply.

But in response to a question at a news conference, she added: "Regarding the situation raised by the U.S. side, China can conduct an investigation."

The Chinese response underscores two issues. The first is a desire in Beijing to ensure that the Iraqi situation does not contribute to a worsening of relations with Washington or is used by the U.S. government as a justification for other actions, such as substantial arms sales to Taiwan. The second issue is a tacit acknowledgment by Beijing that it does not completely control all Chinese companies.

"There are many private and semi-private firms out there that do this kind of work in China," said an Asian diplomat with knowledge of China's ties to the Middle East. "These companies look upon sanctions-breaking just as they look upon copyright violations — if they can get away with it they will. You cannot necessarily blame the government. It is a lot more complicated than that."

China's telecommunications industry has exploded in the last few years. There are literally hundreds of companies, many of them private, which engage in the production and export of telecommunications equipment.

President George W. Bush indicated last Friday that China was softening its original angry response to the U.S. allegations, saying Beijing had promised that if the charges were true it would "remedy" the situation. "We filed a complaint, and they responded this morning," Mr. Bush said. "If I can paraphrase, it was: 'If this is the case,

we'll remedy the situation.'"

The U.S. has been pressing China on the issue at least since early January. That month, the assistant secretary of state for international organizations, David Welch, traveled to Beijing and raised specific concerns about a Chinese company that is believed to have sold the cables to Iraq.

The sale would constitute a violation of UN sanctions because they have a military use.

Chinese security analysts have said they are worried that the Bush administration would use China's alleged links to the Iraqi imbroglio as an excuse to approve a major arms package to Taiwan. Chinese officials have in the past threatened to link their weapons proliferation policies with U.S. arms sales to Taiwan.

"This would be a case of the Americans turning this issue on its head," said one Chinese security analyst. "We don't want that to happen. So we need to move quickly to remedy the situation."

Chinese security experts are particularly concerned that Washington will approve the sale of the Aegis early warning radar system. That system would improve Taiwan's ability to spot Chinese missile and warplane attacks. It also would send a significant political signal to the Taiwanese administration of President Chen Shui-bian that the U.S. government is ready to stand by Taiwan's side.

Mille places d'hébergement pour les réfugiés kurdes

LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ a annoncé, lundi 26 février, un « plan d'urgence » pour les réfugiés kurdes de l'East Sea permettant l'ouverture immédiate de 200 places en centres d'hébergement. Trois cents personnes environ étaient encore présentes, lundi, dans le camp de Fréjus, selon les estimations de la Croix-Rouge. Parmi elles, deux cents devraient être acheminées, mardi et mercredi, vers les centres de Saint-Florentin (Yonne), Villeurbanne (Rhône), Manosque (Alpes-de-Haute-Provence), Saint-Raphaël (Var), Istres (Bouches-du-Rhône), Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme) et Lagrasse (Aude).

Quant aux demandeurs d'asile kurdes déjà présents en région parisienne, ils devraient être hébergés au centre de La Queue-les-Yvelines (Yvelines). Le ministère assure pouvoir, en liaison avec les associations (Croix-Rouge et Cimade) et la Sonacotra, offrir un millier de places au total, « permettant d'accueillir l'ensemble des personnes qui le souhaitent » dans les jours qui viennent, même si, précise le cabinet d'Elisabeth Guigou, « vu les fuites [de réfugiés], on n'aura pas besoin d'autant » de places.

LE MONDE / MERCREDI 28 FÉVRIER 2001

Le parti socialiste français veut "une conférence européenne pour le peuple kurde"



PARIS, 26 fév (AFP) - 17h15 - Le Parti socialiste français a appelé lundi à "une conférence européenne pour le peuple kurde", une semaine après l'échouage sur les côtes du sud de la France d'un cargo transportant 900 réfugiés kurdes.

"Il faut à tout prix que l'Europe se saisisse du problème politique posé par la situation du peuple kurde", a estimé Vincent Peillon, porte-parole du parti socialiste, au cours de son point de presse hebdomadaire.

"La situation des Kurdes résulte d'une situation politique qui existe en Irak, en Turquie, en Iran, et qui ne permet pas aux Kurdes de vivre dignement, dans la paix, sur leur propre territoire. (...) Ce peuple de 30 millions de personnes se tourne naturellement vers l'Europe pour trouver asile", a fait valoir le responsable socialiste.

Selon M. Peillon, "ce que l'on est capable de faire dans un cas pour l'Etat palestinien, dans un autre cas pour l'ex-Yougoslavie, on doit être capable de le faire aussi pour le peuple kurde".

L'Allemagne, terre d'accueil de prédilection pour les réfugiés kurdes



BERLIN, 28 fév (AFP) - 9h58 - L'Allemagne, pays où nombre des 910 Kurdes échoués le 17 février dans le sud de la France ont tenté à plusieurs reprises d'entrer, est pour eux une terre d'accueil de prédilection, où vit une communauté de 500.000 à 700.000 personnes, la plupart de nationalité turque.

"L'Allemagne est l'un des pays où la diaspora des Kurdes de l'étranger est la plus représentée, en raison des liens historiques forts qui existent entre l'Allemagne et la Turquie", estime une porte-parole du Centre d'information du Kurdistan (KIZ), basé à Berlin.

Les Kurdes, dont la zone géographique se trouve à cheval entre Turquie, Irak, Iran et Syrie, ne peuvent être recensés avec certitude en Allemagne puisqu'ils n'ont pas de nationalité propre.

Selon Hayretin Aydin, chercheur au Centre d'études turques de l'Université d'Essen (ouest), la vague d'immigration kurde en Allemagne remonte au début des années soixante, époque où sont arrivés en masse les travailleurs immigrés (Gastarbeiter) turcs dans le cadre des accords signés en 1961 entre l'Allemagne et la Turquie.

"Parmi ces Gastarbeiter se trouvaient de nombreux Kurdes et les vagues d'immigration suivantes se sont appuyées sur les réseaux familiaux et amicaux issus de cette première immigration économique", souligne Ayretin Aydin.

Une seconde vague d'immigration de Kurdes a eu lieu après la prise de pouvoir en Turquie de l'armée le 12 septembre 1980 et une autre dans les années 1990 avec le soulèvement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en Turquie et les bombardements turcs sur le Kurdistan, souligne le KIZ. Beaucoup de ces derniers arrivants se sont vu accorder le statut de réfugiés politiques.

L'Allemagne n'a toutefois pas l'intention d'accueillir des réfugiés kurdes venus de France - certains d'entre eux ont déjà été expulsés - la loi allemande prévoyant de renvoyer d'où ils viennent les demandeurs d'asile provenant de pays considérés comme sûrs, comme la France, a rappelé mardi le chancelier allemand Gerhard Schroeder.

Aujourd'hui vivent en Allemagne près de 2,5 millions de Turcs, dont 400.000 naturalisés. La communauté kurde est évaluée à 500.000 personnes par les autorités allemandes, un "chiffre réaliste", selon M. Aydin. Le KIZ évalue pour sa part à environ 700.000 le nombre de Kurdes en Allemagne, dont 90% de nationalité turque.

Près d'un tiers de la communauté kurde d'Allemagne vivrait en Rhénanie du nord-Westphalie et notamment à Cologne (ouest), où sont basées leurs deux principales organisations. D'importantes communautés sont également situées à Duesseldorf, Berlin et Francfort.

Selon les services de renseignements intérieurs, près de 12.400 Kurdes sont activement impliqués en Allemagne dans des organisations extrémistes kurdes de Turquie et d'Irak.

La plus importante est le PKK, interdit depuis 1993 en Allemagne à la suite d'une vague d'attentats contre des intérêts turcs. Fort de quelques 12.000 membres, le PKK est en mesure de rassembler lors de manifestations plus de 80.000 sympathisants.

A l'origine entre 1993 et 1996 de nombreux incendies criminels contre des institutions turques et allemandes, ainsi que d'expéditions punitives contre des "traîtres" et des repentis, le PKK est également soupçonné d'avoir bénéficié de l'argent du trafic de drogue.

Les manifestations à l'occasion de la capture du dirigeant charismatique du PKK, Abdullah Ocalan, en 1999, avaient démontré la force de mobilisation de ce parti en Allemagne, six ans après son interdiction.

Chaque année, des milliers de Kurdes célèbrent en Allemagne la fête du Newroz, qui annonce l'équinoxe de printemps, le 21 mars, et dont les nationalistes kurdes ont fait une sorte de "fête nationale".

Prisons turques: les grévistes de la faim quittent Strasbourg

STRASBOURG (France), 27 fév (AFP) - 12h03 - Une centaine de Kurdes et Turcs qui avaient entamé le 21 février une grève de la faim devant la gare à Strasbourg (est) pour dénoncer le sort des prisonniers politiques en Turquie, ont cessé prématurément leur mouvement lundi soir, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Les grévistes de la faim, dont une dizaine de femmes, ont plié bagages, satisfaits de la forte médiatisation déjà obtenue par leur mouvement, a-t-on expliqué au Comité de solidarité avec les prisonniers politiques en Turquie, le Detudak, abrité par l'Association culturelle des travailleurs immigrés de Turquie (ACTIT) à Paris.

Une conférence de presse, qu'ils comptaient tenir dans la semaine au Parlement européen, ainsi qu'un rassemblement prévu samedi, ont également été annulés, selon la même source.

Les grévistes de la faim, originaires la plupart de France, d'Allemagne et de Suisse, s'étaient installés sous une demi-douzaine de tentes dressées sur la place de la gare. Depuis mercredi, ils se contentaient de boire du thé et de l'eau.

Ils avaient prévu de tenir jusqu'à samedi prochain pour alerter l'opinion publique européenne sur les pressions politiques subies par la communauté kurde en Turquie et par solidarité avec quelque 2.000 personnes incarcérées pour raisons politiques en Turquie.

Trente cinq Kurdes irakiens arrêtés sur une île des Cyclades

ATHENES, 28 fév (AFP) - 19h43 - Trente cinq immigrés clandestins irakiens d'origine kurde ont été arrêtés mardi soir sur une petite île déserte des Cyclades, dans le centre de la mer Egée, a annoncé mercredi le ministère grec de la Marine marchande.

La police portuaire a également arrêté deux marins grecs qui avaient transporté sur l'île de Yaros les 18 hommes, 5 femmes et 12 enfants. Leur bateau a été saisi.

Les clandestins ont été transférés à l'hôpital de Syros, la capitale des Cyclades, pour des examens médicaux. Trois d'entre eux ont été hospitalisés avec une forte fièvre.

Les immigrés ont ensuite été conduits dans l'école d'un village où ils ont reçu des vêtements et de la nourriture de la part des villageois.

La police a arrêté deux autres passeurs, un Grec et un Syrien qui ont tenté avec une vedette rapide d'embarquer en mer les immigrés pour les mener à Kythnos, une autre île cycladique.

Le ministère a ajouté que quatre autres clandestins irakiens avaient été arrêtés dans le port de Patras. Ils étaient cachés dans une caravane conduit par un ressortissant polonais qui a été arrêté. Ils devaient embarquer pour l'Italie.

La police portuaire a renforcé ces derniers mois ses contrôles à Patras, principal lieu de passage pour les immigrés, essentiellement kurdes, qui tentent de se rendre en Europe occidentale, via l'Italie. Quatorze d'entre eux ont péri dans un incendie à bord d'un ferry en novembre 1999 au large du port.

Un quart des kurdes naufragés risquent d'être dans l'illégalité jeudi

FREJUS (France), 28 fév (AFP) - 18h11 - Les autorités françaises ont perdu la trace de près d'un quart des kurdes naufragés le 17 février sur la Côte d'Azur (sud), ont indiqué mercredi des responsables, mais le reste des 910 boat people ont obtenu une prolongation de leur séjour.

"Pour le moment nous avons perdu la trace de 200 d'entre eux", a indiqué à l'AFP un officiel du ministère de l'Intérieur, "et s'ils ne font pas une demande d'asile avant jeudi ils deviendront techniquement des clandestins".

Le représentant de l'Etat dans le département du Var (sud) où le bateau qui transportait les kurdes s'est échoué a indirectement confirmé cette estimation, en annonçant que les trois quarts des naufragés avaient régularisé leur situation.

"Selon mes informations", a indiqué le préfet du Var, Daniel Canepa, "entre les APS (autorisations provisoires de séjour) délivrées à Toulon et celles délivrées par d'autres préfectures, les trois quarts des réfugiés sont en situation régulière".

Les APS permettent aux naufragés de prolonger légalement leur séjour en France après l'expiration mercredi soir d'un premier délai de huit jours qui leur avait été octroyé le 20 février pour leur permettre d'entamer des démarches de demandeurs d'asile.

Iraq's Dictator Still Confounds Foes 10 Years After Defeat in War

By John F. Burns
New York Times Service

BAGHDAD—Ten years ago, Saddam Hussein looked — at least in the view of the American-led military alliance that defeated his forces in Kuwait — every inch a finished man, another discredited dictator heading for history's rubbish heap.

After a 43-day war, the Iraqi ruler's occupation forces were in headlong retreat, perhaps 50,000 of his troops dead, his military and intelligence infrastructure reduced to rubble, his self-proclaimed image as a man of steel shattered with his bombed-out palaces, and American advance battalions halted, deeply frustrated, a few hours from Baghdad. What a difference a decade makes.

On Monday, Kuwait reached the high point of celebrations for the 10th anniversary of the end of its occupation. Among those attending were former President George Bush, who assembled the allied force, saw it through to Kuwait's liberation on Feb. 27, 1991, then decided not to press on to Baghdad to topple Mr. Saddam.

The hope, then, was that the Iraqi president would fall of his own dead weight, weakened by a constricting regime of sanctions imposed by the United Nations and rejected by a people he had already ruled for nearly 12 years.

But in Baghdad, in February 2001, almost nothing is as Mr. Bush and other leaders of the Gulf War alliance hoped.

Mr. Saddam, now 63, is as firmly in power in this country of 23 million people as ever, and just as harsh in defense of his power, according to human rights reports chronicling the parade of opponents into Iraq's prisons and on to the firing squad or gallows.

Although large swaths of the north and south of his country are no-flight zones patrolled, and sometimes bombed, by American and British warplanes, Mr. Saddam has successfully resisted any UN inspection of his suspected effort to develop chemical, biological and nuclear weapons since December 1998.

Baghdad is rebuilt with glittering new palaces and imposing new statues of Mr. Saddam.

At one statue, outside a new 207-meter (680-foot) concrete communications tower that was built in central Baghdad to replace one obliterated by a 1998 American air attack, self-consciously enthusiastic Iraqis clustered for photographs before a 9 meter (30-foot) bronze casting of Mr. Saddam, a pistol at his hip, a military beret on his head, his right arm thrusting forward as if commanding a new assault.

On the statue's plinth are what are said to be tangled fragments of the Tomahawk cruise missiles that struck the earlier tower.

At Mr. Saddam's feet, bronze images show former President Bush, Margaret Thatcher, Britain's prime minister at the time of the Kuwait invasion, and François Mitterrand, the French president whose forces also joined the war.

Elsewhere in Baghdad, there is another story — of children begging wretchedly for their families in the street, of former engineers and high school teachers selling cheap clothing and spit-roasted kebabs for the equivalent of \$2 a day, of

wards where patients, including tiny children, lie dying for want of medicine.

All of this, the Iraqis say, is symptomatic of how a decade of sanctions has reduced the people of Iraq to lives of destitution.

But for the moment, the mood Mr. Saddam's loyalists seem eager to promote is one of triumphalism. In effect, those loyalists say, Mr. Saddam has wrung victory from defeat by defying the sanctions and by remaining in power long after his Gulf War adversaries have retired, or died.

"We've resisted for 10 years, we've survived,

we've rebuilt our country without financial aid, sanctions are crumbling and there are no foreign armies on our soil," said Nasira al Sadoon, editor in chief of the state-owned Baghdad Observer. "We are very proud of ourselves."

Mr. Saddam himself has been silent in recent days, apparently content with the rambling speech he gave in January, when Iraq marked the war's start with a military parade that showed off some of its new tanks and rockets and rebuilt army battalions.

For years, Iraq has said that a million people died in the war — almost certainly a huge exaggeration, but a staple of Iraqi propaganda. According to an official translation of his speech, Mr. Saddam proclaimed all who died martyrs, saying, "They have become the candles that dispel darkness before the march of great Iraq, for generations after generations, and whenever darkness tries to veil Iraq's luminous march."

To listen to Iraqi officials, all this has reinforced popular support for Mr. Saddam. But to a visitor returning to Baghdad for the first time since December 1990, on the eve of the Gulf War, there is an air that seems different.

In 1990, fear among ordinary people was palpable. Today, although every conversation in the presence of government-assigned minders produces routine expressions of admiration for Mr. Saddam, there are hints in unmonitored conversations of a "different" and "free" Iraq within 5 or 10 years that suggest stirrings of dissent.

How to build on such subtleties to press for political change, while relieving the miseries of ordinary Iraqis, remains a complex quandary for Washington and London.

But outsiders who know Iraq well say that the sanctions — by reducing many Iraqis to levels of bare subsistence and adding to Mr. Saddam's formidable powers that of bestowing scarce necessities — have strengthened, not weakened, the Iraqi ruler.

A high-level official in a neighboring Arab country, a man who knows Mr. Saddam personally, said that this should motivate Washington to ease the sanctions, or even abandon them.

"You've made Saddam the underdog, and that's been an inestimable gift," the official said. "If the aim was to bring Saddam down, you should listen to Iraqis, who will tell you that without sanctions the Saddam regime would never have survived."

La police tente d'empêcher le départ des boat people kurdes vers les pays voisins

Depuis vendredi 23 février, les deux tiers des 902 Kurdes naufragés de l'« East-Sea » auraient quitté le centre d'accueil provisoire de Fréjus. La Police aux frontières a renforcé ses contrôles tout le week-end pour intercepter les candidats à une nouvelle émigration, vers l'Allemagne et la Suisse

Entre 550 et 600 Kurdes naufragés de l'East-Sea auraient quitté le Centre d'accueil provisoire de Fréjus depuis vendredi 23 février. Munis de leur sauf-conduit de huit jours, des groupes ont tenté de gagner l'Allemagne et la Suisse pour retrouver de la famille ou des proches. Tout le week-end, la Police aux frontières a renforcé ses contrôles pour tenter d'empêcher la « fuite » des réfugiés. A Paris, plusieurs dizaines de Kurdes sont

arrivés, dimanche, à l'aube, à la gare de Lyon. Pour éviter ces départs intempestifs, le ministère de l'intérieur prévoit d'organiser un départ de 150 réfugiés, mardi, vers des centres d'hébergement dans le Sud-Est.

Un premier départ collectif et encadré vers Modane a été organisé dimanche soir. La plupart des 82 Kurdes acheminés étaient munis d'une autorisation provisoire de trois mois qui doit leur permettre d'atten-

dre la réponse de l'Ofpra à leur demande d'asile. Le couple de Palestiniens menacé d'expulsion par le ministère de l'intérieur a été remis en liberté après une décision de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

LES RÉFUGIÉS KURDES de l'East Sea continuent de donner des sueurs froides aux autorités françaises comme à leurs homologues européennes. Durant tout le week-end du 24 et 25 février, les fonctionnaires de la Police aux frontières (PAF) ont tenté, en vain, de mettre fin aux départs individuels ou en groupe de réfugiés vers les frontières allemandes et suisses. Selon la Croix-Rouge, entre 550 et 600 personnes auraient déjà quitté le camp de Fréjus depuis vendredi soir 23 février. Lundi matin, le ministère de l'intérieur n'était pas en mesure de donner des informations précises.

Munis de leur sauf-conduit de huit jours, qui les autorise à circuler, des groupes ont tenté de gagner l'Allemagne ou la Suisse pour retrouver de la famille ou des proches. Dimanche soir, seuls 350 repas auraient été distribués dans le centre d'accueil provisoire de Fréjus. « Nous n'avons pas de chiffre précis car vu les conditions climatiques de froid et de gel sur la région, il ne fait que quinze degrés dans le centre, et beaucoup ont été chercher plus chaud ailleurs, notamment à la gare », explique Bruno

Curunet, directeur-adjoint des opérations de la Croix-Rouge à Fréjus.

Quatre-vingt-deux Kurdes, « tous volontaires », selon la Croix-Rouge, ont été acheminés dimanche vers le Centre national de formation de l'association L'Albaron à Modane (Savoie). La plupart étaient munis d'une autorisation provisoire de séjour de trois mois qui doit leur permettre d'attendre la réponse de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) à leur demande de statut de réfugié. « Tout se passe bien pour ces familles nombreuses qui resteront à Modane le temps qu'elles voudront, assure Stéphane Manton, directeur de la communication de la Croix-Rouge. Elles sont vraiment candidates à une installation en France. »

« FATIGUÉS ET DÉBOUSSOLÉS »

Pour les autres familles, égaillées dans la nature, les informations manquent. Craignant une « fuite » vers les pays voisins, notamment l'Allemagne et la Suisse, la PAF a renforcé ses contrôles. Une cinquantaine de Kurdes de l'East-Sea se sont ainsi retrouvés bloqués entre

vendredi et dimanche à la frontière franco-allemande : 34 personnes ont été refoulées par les autorités allemandes et renvoyées à Forbach et Strasbourg, tandis que la police interceptait une quinzaine d'autres à la gare de Strasbourg. A Bâle, ce sont neuf Kurdes qui étaient refoulés dimanche matin vers Mulhouse. Le même jour, un couple et trois enfants ont été interpellés à Ottmarsheim (Haut-Rhin). Seize réfugiés qui cherchaient à se rendre à Sarrebrück (Allemagne) ont été interceptés à la gare de Metz.

A Paris, plusieurs dizaines de Kurdes sont arrivés dimanche, peu avant 7 heures, à la gare de Lyon, après avoir quitté la veille, de leur propre initiative, le camp militaire de Fréjus. Remarqués par des policiers alors qu'ils erraient sur les quais de la Seine, les boat people ont été rassemblés à la gare d'Austerlitz en fin de matinée. « Dix à quinze réfugiés se seraient volatilisés dans la nature d'après des témoignages de réfugiés que nous avons recueillis », indique Emmanuel Hugo, de la Croix-Rouge-Paris, qui a assuré un premier accueil dans la gare. Trente-

huit personnes ont été conduites au centre Emmaüs Agora, en milieu d'après-midi. « Elles étaient très fatiguées, un peu déboussolées aussi, raconte Jérôme Le Dû, d'Emmaüs. En fin de journée, le SAMU social leur a trouvé un toit au centre d'hébergement Baudricourt et dans trois hôtels. Lundi matin, la direction à l'action sanitaire et sociale de Paris indiquait que les boat people kurdes allaient être aiguillés vers la Cafda, structure mise en place à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) pour examiner les demandes d'asile déposées. Celle-ci doit traiter leur dossier et régler la question de leur hébergement.

Afin d'éviter ces départs intempestifs, le ministère de l'intérieur prévoit d'organiser, mardi 27 février, le départ de Fréjus de 150 réfugiés. Ils devraient être acheminés vers des centres d'hébergement à Villeurbanne (Rhône), Istres, Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône), et Manosque (Alpes-de-Hautes-Provence).

Bertrand Bissuel
et Sylvia Zappi

Les rêves d'Allemagne des Kurdes yazidis refoulés à Cologne

FLORANGE (Moselle)
de notre envoyée spéciale

Ils ont été arrêtés au terminus du Paris-Cologne. Treize Kurdes irakiens de la minorité religieuse des yazidis, munis d'un sauf-conduit pour circuler en France le temps de formuler une demande d'asile. Ils n'ont pas bien compris les documents. A moins qu'ils n'aient simplement pas voulu attendre.

Ils ont pris le car jusqu'à Marseille, puis le train. Un « cousin » était venu les chercher dans le camp militaire de Fréjus où étaient

retenus les 908 clandestins de l'East-Sea, presque tous yazidis, échappés du Kurdistan irakien. On s'est étonné de l'apparence soignée de leurs vêtements, d'apprendre qu'ils n'étaient pas les plus malaisés. Les trois familles interpellées à Cologne venaient, elles, d'un village de la région de Mossoul. Ils ne possédaient rien, pas de terres, pas même un seul mouton, rien. Ce qu'ils savaient en prenant la route, c'est qu'ils voulaient partir. Qu'ils étaient prêts à tout pour fuir l'Irak, les persécutions et la misère.

Qu'ils voulaient débarquer quelque part en Europe, n'importe où, mais en Europe, croyant trouver là un seul pays. En arrivant à Fréjus, ils ont compris. Il restait encore du chemin à faire car l'Eldorado, pour beaucoup d'entre eux, c'est l'Allemagne. Là où se trouve la plus forte concentration de Kurdes. Là, surtout, où résident la quasi-totalité des Kurdes yazidis.

Au foyer de Florange (Moselle), samedi 24 février, c'est l'excitation. Les treize réfugiés avaient été conduits là dans la nuit après avoir été refoulés par la police allemande. Ils bavardent maintenant en grand désordre dans l'une des chambres, sans paraître savoir eux-mêmes ce qui l'emporte, du soulagement ou du désarroi. Des yazidis des environs, originaires de Turquie, de

Géorgie et de Syrie, viennent leur rendre visite. Ils ont appris leur arrivée par la télévision. Et entre yazidis, persécutés parmi les persécutés, souvent ostracisés, au sein même du peuple kurde, par les Kurdes musulmans, l'entraide va de soi.

DES LARMES, DES CRIS DE JOIE

Soudain, un téléphone portable concentre toute l'attention. Un numéro est composé en Allemagne. L'appareil passe de main en main dans la chambre, on se l'arrache, on rechigne à le rendre mais tout le monde y passe, des enfants à la grand-mère. Une jeune fille parle à sa mère, pousse des cris de joie, fond en larmes quand son tour s'achève. « Pourquoi n'avez-vous pas voulu venir en Allema-

gine ? » demande la mère à l'autre bout du fil. « On n'a pas pu, on a été attrapés », répond sa fille. « Alors, vous ne voulez pas venir ? », insiste la mère. « C'est de votre faute, lui répond une autre femme en commençant à s'énerver. C'était mal organisé pour venir nous cher-

cher. » Quelqu'un finit par raccrocher. Le calme revient vaguement, on s'essuie les larmes. « C'est normal d'être séparés quand on est loin, mais là, en Europe, pourquoi, alors qu'on est si près ? »
« Il y a deux ans, c'était la même chose avec les Kosovars, raconte la

responsable d'un foyer de la région. L'Allemagne, l'Allemagne ! » Lundi, les treize réfugiés devaient être accompagnés à la préfecture pour remplir les dossiers destinés à l'Ofpra. « D'ici à lundi, ils auront peut-être disparu », se désolait-elle. Dimanche matin, en

effet, il manquait déjà cinq personnes. Et, le soir, la police en amenait quinze autres, arrêtés en plein rêve vers l'Allemagne.

Marion Van Renterghem

LE MONDE / MARDI 27 FÉVRIER 2001

L'Irak, sujet de préoccupation majeur pour Washington

M. Powell justifie les raids et le maintien des zones d'exclusion aérienne, tout en préconisant un réexamen constant des sanctions. Bagdad pourrait avoir repris la fabrication d'armes biologiques

LE SECRÉTAIRE d'Etat américain, Colin Powell, est arrivé, dimanche soir 25 février, au Koweït pour se joindre aux participants - dont George Bush père - aux festivités du dixième anniversaire de la libération de l'Emirat. L'Irak est le thème principal de ses entretiens avec les dirigeants des pays inclus dans sa tournée-marathon de la région qu'il a entamée, samedi, en Egypte et qui l'a déjà conduit en Israël, dans les territoires palestiniens et en Jordanie. Il doit encore se rendre en Arabie saoudite et en Syrie.

« Le message que j'ai l'intention de délivrer aux dirigeants et à l'opinion publique dans la région est que la cause du problème que nous avons est à Bagdad », où « Saddam Hussein refuse d'abandonner la production d'armes de destruction massive », a-t-il déclaré d'entrée de jeu au Caire. Saddam Hussein « a déjà utilisé [ces armes] et je pense que nous avons tous l'obligation solennelle de le tenir en respect », a-t-il dit. « Dans le cadre de cette obligation, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont installé des zones d'exclusion aérienne, pour protéger les personnes de ces zones. De temps en temps, l'Irak a mis au défi notre présence, et lorsqu'il le fait, nous devons répondre pour soutenir nos pilotes, chargés de protéger les gens dans ces zones. »

Quant aux sanctions imposées en août 1990 par le Conseil de sécurité de l'ONU, elles doivent, selon lui, être « constamment réexaminées » pour qu'elles n'affectent pas le peuple irakien, mais maintiennent « sous contrôle les ambitions de Saddam Hussein de développer des armes de destruction massive ». « Les sanctions ne

sont certainement pas une chose avec laquelle nous voulons vivre éternellement », a-t-il ajouté.

D'après des informations publiées par la presse allemande le jour où M. Powell commençait sa tournée, les services secrets allemands - le BND - détiendraient des informations selon lesquelles l'Irak pourrait menacer ses voisins avec une arme nucléaire dans trois ans. Des travaux en ce sens auraient été observés à Al Kaim,

la suspension des inspections de l'ONU en décembre 1998, le nombre de sites irakiens impliqués dans la fabrication de substances chimiques serait passé de 20 à 80, dont un quart serait lié à la fabrication d'armes. D'importants achats auraient par ailleurs été observés à l'étranger, et la fabrication d'armes biologiques pourrait reprendre à tout moment - si elle n'a pas, déjà, recommencé.

A Bagdad, le vice-premier minis-

Washington et Moscou vont dialoguer sur le projet NMD

Sans parvenir à un consensus sur le projet américain de bouclier antimissile (NMD) critiqué par la Russie, le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, et le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, qui se sont rencontrés, samedi 24 février, au Caire, sont convenus d'engager rapidement un dialogue, au niveau des experts, sur le sujet. « Le plus important, a déclaré M. Ivanov, est que nous avons trouvé une compréhension mutuelle. » Concernant le projet NMD, le ministre russe a ajouté : « Cela aurait été bon si nous avions pu résoudre toutes nos divergences dès la première rencontre. Mais cela dépasse nos attentes. » M. Powell a accepté une proposition russe de réunir des experts des deux pays pour discuter d'une réduction des missiles balistiques et des différends actuels sur le projet de système antimissile. M. Ivanov avait indiqué, il y a quelques jours, que la diplomatie était beaucoup plus efficace qu'un bouclier antimissile « pour neutraliser » des pays comme la Corée du Nord ou l'Iran. - (Corresp.)

considéré comme le principal centre du programme nucléaire irakien. Bagdad serait également en train de mettre au point des fusées à courte portée capables de transporter une charge de 300 kilos sur 150 kilomètres. Des engins à moyenne portée capables d'emporter une charge sur une distance de 3 000 kilomètres pourraient voir le jour d'ici 2005, ce qui mettrait l'Europe à portée des missiles irakiens.

Toujours d'après le BND, depuis

tre, Tarek Aziz, a réclamé dimanche « la levée totale de l'embargo et l'application de l'article 14 de la résolution 687 qui stipule l'élimination des armes de destruction massive dans la région (...) dont Israël ». « Ils [l'ONU] ont tout fait avec l'Irak mais ils ont omis Israël (...) qui détient tous les genres d'armes de destruction massive, nucléaires et autres », a-t-il ajouté. - (AFP, Reuters.)

The Crisis in Turkey Is Serious, and It's More Than Financial

By Robert D. Kaplan

STOCKBRIDGE, Massachusetts — Late last week in Turkey, the stock market declined by 18 percent and the lira lost a third of its value. Interest rates have soared to several thousand percent, and inflation is around 30 percent.

What reportedly scared away investors was a publicized argument between President Ahmet Necdet Sezer and Prime Minister Bulent Ecevit, whom the president had accused of being too lenient toward corrupt politicians. But that was merely the beginning of the crisis, not its underlying cause.

The cause was the very fragility of Turkey's recent economic reforms and the boomlet they had created, sending market indexes up from 5,000 to nearly 20,000 points in 1999 and early 2000. Turkey is building modern democratic and financial institutions that provide stability, but building such institutions can be destabilizing. Turkey's problems are those of success, but that does not make them any less dangerous.

As in Brazil, Turkey's institutions are struggling to keep up with modernization. The government bureaucracy remains mired in Ottoman lethargy. Some banks, burdened by foreign currency debts and murky dealings, are close to collapse. Tax revenues are insufficiently distributed to the provinces where they are needed.

Meanwhile, the dramatic liberalization of the economy begun in 1983 by Turgut Ozal, the late prime minister, has created a new population of urban middle-class Turks who are pressing for better public services.

Stability has so far been maintained by the National Security Council, a mixed regime of military officers and civilian ministers. For decades this council has prevented Turkey from slipping into the anarchy of new democracies like Indonesia or the stifling autocracy of many nearby Arab states. That stability has come at an increasing cost, especially as Turkey's society and class structure have become more complex.

No one in the system is accountable.

Turkey's needs for respons-

ive, transparent banking and taxation systems have grown, but who would establish them? The military has no logical role, and anyway avoids political responsibility for many problems. The politicians also avoid responsibility. They know that in a crisis the military will bail them out through subtle interventions that Turks have come to call "soft, postmodern coups."

Such ultimate reliance on the military is what keeps Turkish politics immature, as evinced by the kind of temper tantrums thrown by the president and prime minister last week.

Another reason why violence and political breakdown have been avoided is the very corruption that is partly responsible for the current crisis. As Samuel P. Huntington explained in his 1968 classic "Political Order in Changing Societies," high levels of corruption are endemic to societies undergoing the stress of rapid modernization.

Corruption greases the wheels of creaky, unresponsive bureaucracies, creates informal networks of power so that things get done when they otherwise would not, and allows people to purchase power in Third World systems that they would otherwise violently revolt against. Turkey, however, is at the point where such corruption has outlived its usefulness and threatens an Asian-style financial meltdown.

Any meltdown in Turkey, though, would be far more serious than an economic meltdown in, say, Indonesia. A Turkish economic disaster would have geopolitical consequences far more severe than the various economic crises that have affected East Asia in recent years.

Turkey is the political organizing principle of the greater Middle East. It controls the headwaters of the Tigris and Euphrates rivers, which supply Syria and Iraq, and it is the economic lifeline for new democracies in the Caucasus. Any weakening of Turkey's borders would open up the entire nest of questions, dormant since the end of World War I, regarding the real frontiers of Syria, Iraq and other countries, all of which were artificially created in post-

war peace agreements.

The Turkish military has been a fundamental element in the Middle East balance of power. For instance, a new Turkish-Israeli military alliance helped pressure Syria into peace negotiations with Israel in the late 1990s.

A strong, stable Turkish government would be even more needed if Saddam Hussein were to fall. Without Saddam, Iraq would have few ways to damp down divisive tribal and sectarian conflict, and the country could fall into civil strife. In that event a stable Turkey would be necessary to safeguard Iraq's northern border with the Kurds.

Turkey, in other words, is not a country like Thailand, where an economic crisis has only financial repercussions abroad. Turkey is more in the category of an Israel or Mexico: a place whose strategic importance is too great to trust the International Monetary Fund and other international bodies with the cleanup operation.

The Reagan administration did not leave Israel, when it was ridden with inflation, to its own devices; the United States intervened to restructure the Israeli economy. The Clinton administration took aggressive action, at significant political cost, to bail out Mexico. Both policies were successes.

The Bush administration has stated its reluctance to prop up countries in economic turmoil. But in the case of Turkey it may find that it has no choice but to directly chaperone the Turkish political system toward further modernization, so that the current financial crisis does not expand into a geopolitical one.

The Turkish financial crisis should be seen less as a financial crisis than as a political and strategic one.

The writer, a senior fellow at the New America Foundation, contributed this comment to The New York Times.

La corruption, 3ème fléau du pays pour les Turcs, selon une enquête



28 février 2001

ISTANBUL, 28 fév (AFP) - La corruption, au coeur d'une récente crise politique en Turquie, est perçue par la population comme le troisième problème le plus important du pays, après l'inflation et la cherté de la vie, puis le chômage, d'après une enquête réalisée par une fondation privée.

Un tiers des personnes interrogées estime en outre que ce problème, mis au jour par de nombreux scandales ces derniers mois, est en progression.

La Fondation Turque des Etudes Economiques et Sociales (TESEV) a effectué cette recherche auprès de 3.021 personnes interrogées dans 17 provinces du pays, entre novembre et décembre derniers.

Inflation et cherté de la vie arrivent en tête des problèmes pour 34% des sondés, puis le chômage pour 26% --le taux officiel de chômage, de 6,2% en juin 2000, semblant généralement loin de refléter la réalité-- suivi de la corruption pour 14% des personnes interrogées.

La lutte contre la corruption et les détournements de fonds est au centre d'une crise entre le Président Ahmet Necdet Sezer et le Premier Ministre Bulent Ecevit, qui a éclaté la semaine dernière, elle-même détonateur d'une crise monétaire suivie d'une dévaluation de la livre turque d'environ 30% face au dollar.

M. Ecevit, réputé pour son honnêteté et son intégrité, s'est vu reprocher son incapacité à poursuivre ou démettre les ministres de son gouvernement de coalition dont l'action est entachée par des affaires de corruption.

L'étude relève la profonde fracture entre la population et ses dirigeants, qu'ils soient locaux ou nationaux : seul un quart des personnes interrogées estiment que les municipalités, comme le pouvoir central, se comportent de manière impartiale dans la fourniture de services ou l'attribution d'appels d'offres, quand 6 personnes sur dix estiment qu'il y a favoritisme.

Politiciens et députés arrivent bons derniers d'une liste de notes décernées à des institutions ou professions: 2,1/10 aux partis politiques, 2,3/10 aux parlementaires et 3,2/10 à l'Assemblée Nationale.

L'armée arrive traditionnellement en tête du classement, qui ne mentionne pas le président Sezer, en tête dans certains sondages.

Illustration des méthodes employées par les élus au Parlement, 10% de sondés disent s'être vu proposer une compensation en nature ou en espèces pour leur soutien à un candidat lors des législatives et municipale d'avril 1999. Un quart affirme connaître un proche qui s'est retrouvé dans cette situation.

Au chapitre des professions où les bakchich --mot turc-- sont les plus répandus, la police de la circulation et les services de douanes font figure de moutons noirs, à égalité avec 7,6% de voix, suivis des fonctionnaires des impôts, pour 7,1% de la population.

Au cours des deux dernières années, 23% des sondés disent avoir été obligés d'offrir une somme d'argent ou un cadeau à un policier de la circulation, et 20% à un employé des douanes.

Ce "cadeau" a été réclamé ouvertement dans 42% des cas rencontrés dans un hôpital public, selon cette enquête, dans 40% des cas par des tribunaux, et dans 37% des cas par un policier de la circulation.

Enfin, l'homme de la rue estime majoritairement que le fait que la presse soit entre les mains de grands holdings ayant d'autres activités qu'éditoriales ne facilite pas la mise à jour des scandales de corruption.

Pour 62% des Turcs, cette polyvalence des groupes de presse, impliqués aussi bien dans des activités bancaires que dans la production d'énergie ou la téléphonie mobile, "empêche" de connaître la vérité sur des affaires de corruption.

THE NEW (PUK-LED) COUNCIL OF MINISTERS NEW CABINET

Haremi Kurdistan web site, Al-Sulaymaniyah, daily newspaper in
Kurdish published by Iraqi Kurdistan, PUK, regional government, 22 Jan 01

At a special ceremony [held] at 1500 yesterday afternoon at the offices of the Chairmanship of the [Patriotic Union of Kurdistan, PUK-led] Council of Ministers, before [PUK leader] Mam [honorific] Jalal [Talabani], Kurdistan regional president, and in the presence of Mr Kosrat Rasul Ali, former head of the [PUK-led] Kurdistan regional government, the head and the members of the new cabinet of the Kurdistan regional government Council of Ministers took the oath.

At the beginning of the ceremony, Decree 9 of the Kurdistan regional presidency, listing the names and posts of the [new] ministers, was read. The following is the text of the decree:

In the name of God the Merciful, the Compassionate.

Presidency of the Kurdistan region - Decree 9, dated 20 January 2001, 30
Bafirbaran 2700 K
[Kurdish calendar]

Decree: On the basis of the provisions of Paragraph 3 of Article 1 of Law 2 of 1992, we have decided:

Firstly, entrusting the following honourable people, and appointing them to the posts which follow their names:

1. Dr Barham Ahmad Salih, Head of the Council of Ministers
2. Mr Adnan Rashad Mufti, Deputy Head of the Council of Ministers and Minister of Finance and Economy
3. Mr Kamal Muhammad Mufti, Minister of Interior
4. Mr Abd-al-Rahman Ma'ruf Muhammad, Minister of Justice
5. Mr Sherdil Abdallah Hawezi, Minister of peshmarga [Kurdish armed forces] Affairs
6. Mr Khalil Ni'mat Dosky, Minister of Transport and Communications
7. Dr Jamal Abd-al-Karim Fu'ad, Minister of Humanitarian Aid and Cooperation
8. Mr Jalal Jawhar Aziz, Minister of Industry and Energy
9. Mr Fattah Khalil Fattah, Minister of Culture
10. Mr Khasraw Mustafa Abdallah, Minister of Education
11. Mr Fatih Abdallah Abbas, Minister of Municipalities and Tourism
12. Dr Yadgar Ra'uf Hishmat, Minister of Health
13. Mrs Narmeen Usman Hasan, Minister of Social Affairs
14. Mr Sa'di Hamad-Amin Dizayee, Minister of Public Works and Reconstruction
15. Mr Shazad Jamil Sa'ib, Minister of Agriculture and Irrigation
16. Mr Muhammad Umar Abd-al-Aziz, Minister of Endowment and Islamic Affairs
17. Dr Jalal Shafiq Ali, Minister of Higher Studies and Scientific Research
18. Mr Barzo Ali Hajar, Minister of the Region
19. Mr Muhsin Ali Akbar, Minister of the Region

Secondly, This decree will be effective on the day of its issuance.

Three: The Council of Ministers is to implement this decree

Four: Issued in Al-Sulaymaniyah on 20 January 2001, 30 Bafirbaran 2700 K.

[Signed] Jalal Talabani, Kurdistan regional president

Later, Mam Jalal, Kurdistan regional president, delivered a speech in which

he thanked Mr Kosrat Rasul Ali, the former head of the Kurdistan regional government and members of his cabinet, and expressed his wishes that the new cabinet would be the continuation of the former. Regarding the new cabinet, he said that it has been tried as far as possible to put the right person in the right post in the new cabinet, without taking party or leadership quality into consideration, so that affairs could be managed properly. In another part of his speech, the regional president pointed out that because of his heavy schedule he had transferred his power as regional president to Mr Kosrat Rasul Ali for two months.

[Passage omitted: Former head of regional government wished the new cabinet success; text of the two speeches]

End

Le Kurdistan, réservoir de candidats à l'exode

Un appel solennel a été lancé vendredi aux autorités françaises pour qu'elles prennent l'initiative de réunir une conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne sur la question kurde. Depuis l'Institut kurde de Paris, réunis autour de son directeur Kendal Nezan, les représentants de plusieurs organisations non gouvernementales (1) ont insisté sur la gravité d'une situation dont témoignent les nouveaux exodes kurdes qui viennent s'échouer en vagues successives sur les côtes de la vieille Europe. « Au cours des trois dernières années, 150 000 Kurdes ont ainsi dû se réfugier dans les pays de l'Union européenne. De la Grèce à la Grande-Bretagne, de la Suède à l'Allemagne, à l'Italie et à la France, tous les pays sont désormais affectés. Ce phénomène ne peut que s'amplifier à moins d'en traiter les causes », note le texte de l'appel. Les causes, Kendal Nezan les a rappelées de manière saisissante: « En Irak, deux millions de Kurdes vivent encore dans les provinces riches en pétrole de Kirkouk et Mossoul où ils subissent la politique d'arabisation forcée de Saddam Hussein et sont peu à peu chassés vers le Nord, vers la zone placée sous protection internationale. Il y a déjà là plusieurs dizaines de milliers de réfugiés qui constituent un réservoir de candidats à l'exode. En Turquie, il y a trois

millions de Kurdes déplacés, chassés de leurs terres et de leurs villages dont 4 000 ont été détruits. Ils espéraient, avec la fin des hostilités entre l'armée et le PKK, pouvoir rentrer chez eux. Mais aucune réforme n'a suivi, leur identité n'est toujours pas reconnue et l'espoir du retour s'éloigne. Déracinés et désespérés, ils constituent un deuxième réservoir de candidats à l'exode. En Syrie, il y a 300 000 Kurdes qui sont des « sans-papiers », privés de leurs droits civiques, des « ni ni » – ni intégrables ni expulsables. S'y ajoutent les Kurdes du Caucase, de Géorgie ou d'Arménie, pris dans des conflits qui les dépassent. Pour nous, l'exode n'est pas la bonne solution. Les Kurdes doivent pouvoir vivre dans la dignité sur leurs terres et avoir la maîtrise de leur destin. C'est d'autant plus réalisable que le Kurdistan est riche. C'est pourquoi la communauté internationale doit se mobiliser pour résoudre le problème kurde. Une conférence de réflexion sur les raisons de l'exode kurde se tiendra le 10 mars prochain à Paris. » Pour Patrick Baudoin, de la FIHD (Fédération internationale des ligues de droits de l'homme), « la sonnette d'alarme est tirée ». Le choc du bateau a fait prendre conscience qu'il s'agit d'un problème mondial. Robert Verdier, de la Ligue des droits de l'homme, a jugé « d'autant plus indispensable

l'internationalisation du problème kurde que le peuple kurde a été victime des marchandages entre grandes nations qui ont suivi la Première Guerre mondiale ». Pour Mouloud Aounit, du MRAP, « la bonne question est désormais: que peut faire la France pour soulager la misère du monde? Il faut en finir avec l'hypocrisie. La pression migratoire augmente et concerne tous les pays européens. Or, pour l'instant, leur politique ressemble un jeu de flipper où on se renvoie les réfugiés comme des billes tout en nourrissant le fantasme de l'invasion ». Chacune des associations présentes a souligné que « personne ne quitte son pays de bon cœur dans de telles conditions ». Pour que ces gens aient vendu tous leurs biens, s'interdisant tout espoir de retour, il a fallu que les pressions subies soient terribles, intolérables.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

(1) Institut kurde, FIHD, LDH, MRAP, CIMADE, SOS Racisme, France-libertés, GISTI, Femmes solidaires.